NATIONS UNIES

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Affaire nº : MICT-13-56-A

Date : 8 juin 2021

Original : FRANÇAIS
Anglais

LA CHAMBRE D'APPEL

Composée comme suit : **M^me^ la Juge Prisca Matimba Nyambe, Présidente**
M^me^ la Juge Aminatta Lois Runeni N'gum
M. le Juge Seymour Panton
M^me^ la Juge Elizabeth Ibanda-Nahamya
M. le Juge Mustapha El Baaj

Assistée de : **M. Abubacarr Tambadou, Greffier**

Arrêt rendu le : **8 juin 2021**

LE PROCUREUR

c.

RATKO MLADIĆ

VERSION PUBLIQUE EXPURGÉE

ARRÊT

Le Bureau du Procureur

M. Serge Brammertz
M^me^ Laurel Baig
M^me^ Barbara Goy

Les Conseils de Ratko Mladić

M. Branko Lukić
M. Dragan Ivetić

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 6
A. CONTEXTE 6
B. APPELS 8
II. CRITÈRES D'EXAMEN EN APPEL 10
III. APPEL DE RATKO MLADIĆ 14
A. VIOLATIONS ALLEGUEES DU DROIT A UN PROCES EQUITABLE 14
1. Erreurs alléguées concernant l'Acte d'accusation (premier moyen d'appel) 14
2. Erreurs alléguées concernant les faits jugés (deuxième moyen d'appel) 22
a) Erreur alléguée concernant l'utilisation de faits jugés (moyen d'appel 2.A) 22
i) Erreur alléguée concernant le constat judiciaire de faits touchant au comportement de subordonnés 23
ii) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en imposant un critère plus strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation 29
b) Erreurs alléguées concernant l'application d'un niveau de preuve erroné, le défaut de motivation et l'utilisation d'éléments de preuve non vérifiés (moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D) 32
3. Erreurs alléguées concernant l'égalité des armes (moyen d'appel 8.A) 34
a) Prorogation du délai de présentation des témoins à décharge 35
b) Fin de la présentation des moyens à décharge 39
4. Erreurs alléguées concernant la conduite du procès au préjudice de la santé de Mladić et l'appréciation de l'incidence de son état de santé sur son comportement pendant le procès (moyen d'appel 8.B) 41
a) Erreurs alléguées concernant le calendrier des audiences 42
b) Erreurs alléguées concernant les communications couvertes par le secret professionnel 49
c) Conclusion 56
5. Erreurs alléguées concernant les manquements autorisés aux obligations en matière de communication et l'absence de mesures pour y remédier (moyen d'appel 8.D) 56
a) Erreurs alléguées concernant la communication tardive de documents 57
b) Erreurs alléguées concernant les communications au moyen d'EDS 60
c) Conclusion 62
B. ERREURS ALLEGUEES CONCERNANT L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE PRINCIPALE (TROISIEME MOYEN D'APPEL) 63
1. Erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune principale et la participation de Mladić à celle-ci (moyen d'appel 3.A) 64
a) La Chambre de première instance s'est fondée sur des faits jugés pour établir les faits sous-jacents de l'entreprise criminelle commune principale 64
i) Fait répertorié B.16.2 65
ii) Fait répertorié B.10.2 69
iii) Autres faits répertoriés dans l'Acte d'accusation 72
iv) Conclusion 72
b) Appréciation des éléments de preuve à décharge concernant la participation de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale 73
i) Éléments de preuve relatifs à l'aide apportée aux civils non serbes 73
ii) Éléments de preuve montrant que Mladić a fait part de ses préoccupations à Karadžić et au Ministre de l'intérieur 82
iii) Éléments de preuve tirés d'extraits des carnets de guerre de Mladić relatifs aux contraintes durant la guerre et à l'assistance fournie aux non-Serbes 84
iv) Conclusion 89

c) Erreurs alléguées concernant la portée de l'entreprise criminelle commune principale et la participation de Mladić à celle-ci 89
d) Conclusion 93
2. Erreurs alléguées concernant la contribution importante de Mladić et l'état d'esprit qui l'animait (moyen d'appel 3.B) 93
a) Contribution importante 94
i) Direction et commandement exercés sur les membres du MUP 95
ii) Direction et commandement exercés sur les soldats de la VRS 100
iii) Connaissance des crimes, enquêtes et sanctions à leur sujet 107
a. Éléments de preuve montrant que Mladić n'avait pas connaissance des crimes 110
b. Éléments de preuve montrant que Mladić a pris des mesures pour enquêter sur les crimes et/ou en punir les auteurs 114
c. La Chambre de première instance a accordé un poids insuffisant aux éléments de preuve à décharge 118
d. La Chambre de première instance a commis une erreur en concluant à une contribution importante en l'absence de preuves 119
e. Obstacles rencontrés par Mladić et un système de justice militaire indépendant 124
iv) Conclusion 127
b) État d'esprit 128
i) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en confondant élément moral et élément matériel 129
ii) La Chambre de première instance a commis une erreur dans son appréciation des éléments de preuve 135
iii) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant de manière sélective sur des parties des discours prononcés à l'Assemblée 144
iv) Conclusion 151
c) Conclusion 151
C. ERREURS ALLEGUEES CONCERNANT L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE RELATIVE A SARAJEVO (QUATRIEME MOYEN D'APPEL) 151
1. Erreurs alléguées concernant le crime de terrorisation et l'état d'esprit de Mladić (moyen d'appel 4.A) 152
a) La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en exerçant sa compétence pour statuer sur le crime de terrorisation 153
b) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne concluant pas que Sarajevo était une « ville défendue » 160
c) Erreurs alléguées concernant l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo et l'intention de Mladić 164
d) Erreurs d'appréciation alléguées concernant l'intention spécifique requise pour la terrorisation 168
e) Conclusion 171
2. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs au sujet des crimes que sont le meurtre et les attaques illégales contre des civils et en concluant que répandre la terreur était le but premier de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo (moyen d'appel 4.B) 171
a) La Chambre de première instance aurait commis des erreurs lorsqu'elle n'a pas pris en compte des éléments de preuve attestant une activité militaire légitime 172
b) La Chambre de première instance aurait commis des erreurs lorsqu'elle s'est fondée sur des faits jugés 175
c) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne motivant pas ses conclusions 179
d) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en déduisant la responsabilité du SRK déduite à partir d'éléments de preuve indirects 181
e) Conclusion 183

D. ERREURS ALLEGUEES CONCERNANT L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE RELATIVE A SREBRENICA (CINQUIEME MOYEN D'APPEL) 184
1. Erreurs alléguées concernant le projet commun de transfert forcé, de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre (moyen d'appel 5.A) 185
a) Erreurs alléguées concernant le projet commun de transfert forcé 185
b) Erreurs alléguées concernant le projet commun de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre 189
c) Conclusion 195
2. Erreur alléguée concernant la contribution importante de Mladić (moyen d'appel 5.B) 196
a) Éléments de preuve montrant que Mladić était absent de Srebrenica 197
b) Direction et commandement exercés sur les membres du MUP 203
c) Ordres donnés par Mladić 207
d) Communications interceptées 212
e) Connaissance des crimes, enquêtes et sanctions 215
i) La Chambre de première instance n'aurait pas accordé suffisamment de poids à des éléments de preuve probants 215
ii) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en s'appuyant sur l'absence d'enquêtes et de sanctions visant les crimes pour établir la contribution importante 222
f) Conclusion 224
3. Erreurs alléguées concernant le renversement de la charge de la preuve et la violation du principe *in dubio pro reo* (moyen d'appel 5.D) 224
a) Déclarations et mesures concrètes prises par Mladić pour faire respecter le droit international 225
b) Ordres donnés par Mladić et ses subordonnés 231
c) Conclusion 233
4. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en ne motivant pas ses décisions ou en n'évaluant pas la qualité de militaire des victimes (génocide et extermination à Srebrenica) (moyen d'appel 5.E) 234
a) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne motivant pas sa conclusion relative à la qualité de militaire des victimes 236
b) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n° 1476 et en exposant la responsabilité de Mladić 239
c) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne tenant pas compte d'éléments de preuve en réfutation 241
d) Conclusion 242
5. La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur certains éléments de preuve non corroborés (moyen d'appel 5.I) 242
a) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur des éléments de preuve relevant du ouï-dire et non corroborés 243
i) Déposition du témoin Deronjić admise sous le régime de l'article *92 quater* du Règlement du TPIY 244
ii) Déposition du témoin Drinić admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY 248
iii) Déposition du témoin Orić admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement 250
b) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n° 1612 251
c) Conclusion 255
E. ERREURS ALLEGUEES CONCERNANT L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE RELATIVE AUX OTAGES (SIXIEME MOYEN D'APPEL) 256
1. La Chambre de première instance aurait commis une erreur en appliquant le critère juridique lui permettant de conclure que la détention des personnels de l'ONU constituait le crime de prise d'otages (moyen d'appel 6.A) 257

2. La Chambre de première instance aurait commis une erreur dans les conclusions qu'elle a tirées de l'appréciation d'éléments de preuve relatifs à la détention des personnels de l'ONU (moyen d'appel 6.B) 266
3. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en appréciant des éléments de preuve indirects (moyen d'appel 6.C) 268
a) La Chambre de première instance n'aurait pas accordé suffisamment de poids à des « éléments de preuve à décharge » s'agissant de la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative aux otages 268
b) La Chambre de première instance n'aurait pas accordé suffisamment de poids à des « éléments de preuve à décharge » concernant l'état d'esprit de Mladić 276
c) Conclusion 280
F. ERREURS ALLEGUEES CONCERNANT LES FORMES DE RESPONSABILITE (SEPTIEME MOYEN D'APPEL) 281
G. ALLEGATIONS D'INIQUITE OU DE PARTI PRIS SYSTEMATIQUES TOUT AU LONG DU PROCES (MOYEN D'APPEL 8.E) 284
H. FIXATION DE LA PEINE (NEUVIEME MOYEN D'APPEL) 286
1. Abus d'autorité (moyen d'appel 9.A) 287
2. Circonstances atténuantes (moyens d'appel 9.B et 9.C) 290
3. Grille des peines appliquée par les tribunaux de l'ex-Yougoslavie (moyen d'appel 9.D) 295

IV. APPEL DE L'ACCUSATION 301

A. LA CHAMBRE AURAIT COMMIS DES ERREURS EN CONCLUANT QUE LES COMMUNAUTES VISEES AU CHEF 1 NE CONSTITUAIENT PAS UNE PARTIE SUBSTANTIELLE DU GROUPE PROTEGE (PREMIER MOYEN D'APPEL) 302
B. LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE AURAIT COMMIS DES ERREURS EN CONCLUANT QUE MLADIC ET D'AUTRES MEMBRES DE L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE PRINCIPALE N'AVAIENT PAS ETE ANIMES DE L'« INTENTION DE DETRUIRE » (DEUXIEME MOYEN D'APPEL) 310

V. DISPOSITIF 314

VI. OPINION PARTIELLEMENT DISSIDENTE DE LA JUGE NYAMBE 316

A. PREMIER MOYEN D'APPEL – ACTE D'ACCUSATION ET NOTIFICATION 316
B. DEUXIEME MOYEN D'APPEL – FAITS JUGES 319
1. Erreur alléguée concernant l'utilisation de faits jugés (moyen d'appel 2.A) 319
a) Utilisation des faits jugés touchant au comportement de subordonnés 320
b) Imposition d'un critère plus strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation 325
2. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en appliquant un niveau de preuve erroné, en ne motivant pas ses conclusions et en en se fondant sur des éléments de preuve non vérifiés (moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D) 330
C. TROISIEME MOYEN D'APPEL – ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE PRINCIPALE 331
1. Cadre temporel et géographique de l'entreprise criminelle commune principale 331
2. Utilisation de preuves indirectes 333
3. Autorité exercée sur les paramilitaires et le MUP 337
a) Paramilitaires 337
b) MUP 340
4. Objectifs militaires légitimes de la VRS 341
5. Conclusion 346
D. QUATRIEME MOYEN D'APPEL – ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE RELATIVE A SARAJEVO 347

E. CINQUIEME MOYEN D'APPEL – ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE RELATIVE A SREBRENICA 351
1. Transfert forcé 351
2. Génocide, extermination et assassinats et meurtres 357
3. Alibi 364
4. Qualité des victimes 366
5. Conclusion 367
F. SIXIEME MOYEN D'APPEL – ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE RELATIVE AUX OTAGES 367
G. MOYEN D'APPEL 8.A – ÉGALITE DES ARMES 367
H. MOYEN D'APPEL 8.D – MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DE COMMUNICATION 369
I. NEUVIEME MOYEN D'APPEL – PEINE 369
J. CONCLUSION 369

VII. OPINION PARTIELLEMENT DISSIDENTE DE LA JUGE N'GUM ET DU JUGE PANTON 371

A. PREMIER MOYEN D'APPEL DE L'ACCUSATION : LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE A COMMIS DES ERREURS EN CONCLUANT QUE LES COMMUNAUTES MUSULMANES DE BOSNIE DANS LES MUNICIPALITES VISEES AU CHEF 1 NE CONSTITUAIENT PAS UNE PARTIE SUBSTANTIELLE DU GROUPE DES MUSULMANS DE BOSNIE EN BOSNIE-HERZEGOVINE 373
B. DEUXIEME MOYEN D'APPEL DE L'ACCUSATION : LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE AURAIT COMMIS DES ERREURS EN CONCLUANT QUE DES MEMBRES DE L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE PRINCIPALE N'AVAIENT PAS ETE ANIMES DE L'« INTENTION DE DETRUIRE » 389
C. MLADIC DEVRAIT ETRE RECONNU COUPABLE DE GENOCIDE DANS LES MUNICIPALITES VISEES AU CHEF 1 398

VIII. ANNEXE A : RAPPEL DE LA PROCÉDURE 400

A. COMPOSITION DE LA CHAMBRE D'APPEL 400
B. APPELS 401
C. DECISION RELATIVE A UNE REQUETE AUX FINS D'ANNULATION DU JUGEMENT DE PREMIERE INSTANCE ET DE SUSPENSION DE LA PROCEDURE 401
D. DECISIONS RENDUES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 142 DU REGLEMENT 402
E. CONFERENCES DE MISE EN ETAT 402
F. PROCES EN APPEL 403

IX. ANNEXE B – SOURCES CITÉES ET DÉFINITIONS 405

A. JURISPRUDENCE 405
1. Mécanisme 405
2. TPIR 408
3. TPIY 411
4. Autre jurisprudence 420
B. DOCUMENTS CITES 421
C. AUTRES DOCUMENTS 425
D. DEFINITIONS ET ABREVIATIONS 426

1. La Chambre d'appel du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (respectivement la « Chambre d'appel » et le « Mécanisme ») est saisie des appels interjetés par Ratko Mladić (« Mladić ») et le Bureau du Procureur du Mécanisme (l'« Accusation ») contre le jugement rendu le 22 novembre 2017 dans l'affaire *Le Procureur c/ Ratko Mladić* (le « Jugement ») par la Chambre de première instance I du Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (respectivement la « Chambre de première instance » et le « TPIY »).

I. INTRODUCTION

A. Contexte

2. Mladić est né le 12 mars 1942 à Božanovići, dans la municipalité de Kalinovik[1]. Du 27 septembre 1965 jusqu'au 10 mai 1992, il a été membre de l'Armée populaire yougoslave (la « JNA ») et a occupé divers postes en tant que militaire de carrière sur tout le territoire de l'ex-Yougoslavie[2]. Le 12 mai 1992, il a été nommé commandant de l'état-major principal de l'Armée de la Republika Srpska (la « VRS ») par l'Assemblée des Serbes de Bosnie[3]. Il a exercé le commandement de l'état-major principal de la VRS jusqu'au 8 novembre 1996 au moins[4].

3. Mladić a été mis en accusation le 24 juillet et le 16 novembre 1995 et, après plusieurs modifications, l'acte d'accusation qui fait foi a été déposé le 16 décembre 2011[5]. L'Accusation met en cause la responsabilité pénale individuelle de Mladić, au titre des articles 7 1) et 7 3) du Statut du TPIY (le « Statut du TPIY ») pour 11 chefs de génocide, de crimes contre l'humanité et de violations des lois ou coutumes de la guerre, au titre des articles 3, 4 et 5 du Statut du TPIY[6]. Les crimes visés par l'Acte d'accusation auraient été commis entre le 12 mai 1992 et le 30 novembre 1995 sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine[7].

[1] Jugement, par. 272.
[2] *Ibidem*, par. 272 à 274.
[3] *Ibid*., par. 275 et 276. Avant le 12 août 1992, la Republika Srpska était connue sous le nom de République serbe de Bosnie-Herzégovine. Voir *ibid*., p. 13.
[4] *Ibid*., par. 275 et 276.
[5] *Ibid*., par. 1, 5229 à 5234, renvoyant, entre autres, à *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Quatrième Acte d'accusation modifié, 16 décembre 2011 (« Acte d'accusation »).
[6] Acte d'accusation, par. 4 à 86. Voir aussi Jugement, par. 2 à 10.
[7] Voir Acte d'accusation, par. 8, 13, 14, 18, 19, 23, 24, 28 et 35 à 86, et annexes A à G. Voir aussi Jugement, par. 2.

4. La Chambre de première instance a acquitté Mladić de génocide, visé au chef 1 de l'Acte d'accusation[8], et l'a déclaré coupable, en application de l'article 7 1) du Statut du TPIY, de génocide, de crimes contre l'humanité (persécutions, extermination, assassinat, expulsion et actes inhumains) et de violations des lois ou coutumes de la guerre (meurtre, terrorisation, attaques illégales contre des civils et prise d'otages)[9]. Elle l'a reconnu coupable d'avoir commis ces crimes compte tenu du « rôle majeur et considérable » qu'il avait eu dans quatre entreprises criminelles communes[10].

5. La Chambre de première instance a conclu que, du 12 mai 1992 au 30 novembre 1995, Mladić avait participé à une entreprise criminelle commune dont l'objectif était de chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine par les moyens suivants : persécutions, extermination, assassinat et meurtre, actes inhumains (transfert forcé) et expulsion (l'« entreprise criminelle commune principale »)[11], et l'a déclaré coupable de ces crimes[12].

6. La Chambre de première instance a en outre conclu que, du 12 mai 1992 à novembre 1995, Mladić avait participé à une entreprise criminelle commune dont l'objectif était de répandre la terreur parmi la population civile par une campagne de tirs isolés et de bombardements (l'« entreprise criminelle commune relative à Sarajevo »)[13], et l'a reconnu coupable des crimes de terrorisation, d'attaques illégales contre des civils et de meurtre[14].

7. La Chambre de première instance a également conclu que, à partir des jours qui ont immédiatement précédé le 11 juillet 1995 jusqu'au moins octobre 1995, Mladić avait participé à une entreprise criminelle commune dont l'objectif était d'éliminer les Musulmans de Bosnie de Srebrenica en tuant les hommes et les garçons et en chassant par la force les femmes, les jeunes enfants et quelques hommes âgés de Srebrenica (l'« entreprise criminelle commune

[8] Jugement, par. 5214.
[9] *Ibidem*. Voir aussi *ibid*., par. 3065, 3116, 3183, 3206, 3212, 3226, 3286, 3312, 3324, 3359, 3380, 3387, 3405, 3418, 3431, 3555, 4232, 4612, 4688, 4740, 4893, 4921, 4987, 5098, 5128, 5130, 5131, 5141, 5156, 5163, 5168 et 5188 à 5192. Lorsque la Chambre de première instance a déclaré Mladić coupable d'assassinat et d'extermination, constitutifs de crimes contre l'humanité, à raison des mêmes faits, elle a prononcé des déclarations de culpabilité uniquement pour extermination, conformément au droit applicable au cumul des déclarations de culpabilité. Voir *ibid*., par. 5179. Voir aussi ibid., par. 5168 à 5178.
[10] *Ibid*., par. 5165. Voir aussi *ibid*., par. 4232, 4612, 4688, 4740, 4892, 4893, 4921, 4987, 5096 à 5098, 5128, 5130, 5131, 5141, 5156, 5163 et 5188 à 5193.
[11] *Ibid*., par. 4232, 4610, 4612, 4688 et 5189. La Chambre de première instance a conclu que l'entreprise criminelle commune principale avait existé de 1991 jusqu'au 30 novembre 1995. Voir *ibid*., par. 4232 et 4610.
[12] *Ibid*., par. 5214. Voir aussi *ibid*., par. 5189.
[13] *Ibid*., par. 4740, 4892, 4893, 4921 et 5190.
[14] *Ibid*., par. 4893, 4921, 5190 et 5214.

relative à Srebrenica »)[15], et l'a reconnu coupable des crimes de génocide, de persécutions, d'actes inhumains (transfert forcé), d'assassinat et de meurtre ainsi que d'extermination[16].

8. De plus, la Chambre de première instance a conclu que, du 25 mai 1995 à peu près au 24 juin 1995 à peu près, Mladić avait participé à une entreprise criminelle commune dont l'objectif était de faire prisonniers les personnels de l'Organisation des Nations Unies (l'« ONU ») déployés en Bosnie-Herzégovine et de les détenir sur des sites militaires stratégiques afin d'empêcher l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'« OTAN ») de procéder à de nouvelles frappes aériennes sur des cibles militaires serbes de Bosnie (l'« entreprise criminelle commune relative aux otages »)[17], et l'a reconnu coupable du crime de prise d'otages, une violation des lois ou coutumes de la guerre[18].

9. La Chambre de première instance a condamné Mladić à une peine d'emprisonnement à vie[19].

B. Appels

10. Mladić présente neuf moyens d'appel contre les déclarations de culpabilité et la peine prononcées à son encontre[20]. Il demande à la Chambre d'appel d'infirmer toutes les conclusions erronées tirées par la Chambre de première instance, d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre et de l'acquitter[21]. À titre subsidiaire, il demande à la Chambre

[15] *Ibid*., par. 4987, 4988, 5096 à 5098, 5128, 5130 et 5131. La Chambre de première instance a conclu que, dans les jours qui ont immédiatement précédé le 11 juillet 1995, l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica impliquait la commission des crimes que sont les persécutions et les actes inhumains (transfert forcé), mais que, dès le 12 juillet 1995 tôt dans la matinée, les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre sont devenus partie intégrante des moyens visant à réaliser cet objectif. Voir *ibid*., par. 4987, 5096 et 5108.
[16] *Ibid*., par. 5098, 5128, 5130, 5131, 5191 et 5214.
[17] *Ibid*., par. 5141, 5142, 5156, 5163 et 5192.
[18] *Ibid*., par. 5192 et 5214.
[19] *Ibid*., par. 5215.
[20] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 5, 7 et 12 à 91 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 10 à 19 et 41 à 958. Dans son acte d'appel, Mladić a présenté neuf moyens d'appel regroupant au total 40 branches. Dans son mémoire d'appel, il a retiré cinq branches des moyens d'appel, a omis une branche (moyen d'appel 5.J) et a intégré huit branches dans d'autres branches, laissant à l'examen de la Chambre d'appel neuf moyens d'appel totalisant 26 branches. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 61, 565 à 569, 644, 678 à 680, 760, 761 et 876.
[21] Acte d'appel de Mladić, par. 10, p. 32 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 20, 22, 60, 114, 185, 210, 224, 237, 269, 293, 316, 334, 335, 338, 349, 351, 372, 375, 397, 400, 442, 445, 458, 465, 496, 527, 541, 554, 563, 564, 583, 600, 641, 643, 665, 694, 697, 710, 713, 734, 759, 875, 884, 930 et 958 à 960.

d'appel d'ordonner un nouveau procès[22] ou de réduire sa peine[23]. L'Accusation répond que l'appel de Mladić doit être rejeté dans son intégralité[24].

11. L'Accusation présente deux moyens d'appel et formule des griefs contre certaines constatations ou conclusions de la Chambre de première instance concernant l'entreprise criminelle commune principale et l'acquittement de Mladić du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation[25]. Elle demande à la Chambre d'appel de corriger les erreurs commises par la Chambre de première instance[26] et de déclarer Mladić coupable de génocide, au titre du chef 1 de l'Acte d'accusation, pour participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie ou, à titre subsidiaire, pour participation à une entreprise criminelle commune de troisième catégorie ou en tant que supérieur hiérarchique, en application de l'article 7 3) du Statut du TPIY[27]. Mladić répond que l'appel de l'Accusation devrait être rejeté dans son intégralité[28].

12. La Chambre d'appel a entendu les exposés oraux relatifs à ces appels le 25 et le 26 août 2020[29].

[22] Acte d'appel de Mladić, par. 10, p. 32 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 21, 885, 916 et 959.
[23] Acte d'appel de Mladić, par. 11 et p. 32 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 22, 60, 677, 780, 920, 926, 930, 931, 958 et 960.
[24] Réponse de l'Accusation, par. 4.
[25] Acte d'appel de l'Accusation, par. 3 à 9 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 1 à 3 et 5 à 50.
[26] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 1, 4, 17 et 43.
[27] *Ibidem*, par. 1, 4, 18, 44 et 47 à 50.
[28] Voir Réponse de Mladić, par. 9 à 343.
[29] Compte rendu d'audience en anglais (« CR »), p. 1 à 110 (25 août 2020) ; CR, p. 1 à 109 (26 août 2020).

II. CRITÈRES D'EXAMEN EN APPEL

13. Le Mécanisme a été créé par la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité de l'ONU et succède au Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « TPIR ») et au TPIY dans leur compétence matérielle, territoriale, temporelle et personnelle[30]. Le Statut et le Règlement de procédure et de preuve du Mécanisme (le « Règlement ») s'inscrivent dans la continuité normative des Statuts et des Règlements du TPIR et du TPIY (respectivement le « Règlement du TPIR » et le « Règlement du TPIY »)[31]. La Chambre d'appel considère qu'elle est tenue d'interpréter le Statut et le Règlement d'une manière conforme à la jurisprudence du TPIR et du TPIY[32]. De même, lorsqu'il est question du Statut du TPIR (le « Statut du TPIR ») et du Règlement du TPIR ou du Statut et du Règlement du TPIY, la Chambre d'appel est tenue, lorsqu'elle les interprète, de tenir compte de la jurisprudence provenant de ces tribunaux[33].

14. Bien qu'elle ne soit pas liée par la jurisprudence du TPIR ou du TPIY, la Chambre d'appel est guidée par le principe selon lequel, dans l'intérêt de la sécurité et de la prévisibilité juridiques, elle doit suivre les décisions antérieures rendues par la Chambre d'appel du TPIR et du TPIY et s'en écarter uniquement si des raisons impérieuses le commandent dans l'intérêt de la justice, c'est-à-dire lorsque la décision antérieure a été prise sur la base d'un principe juridique erroné ou a été prise « à tort, généralement parce que le ou les juges n'étaient pas bien au fait du droit applicable[34] ». C'est à la partie soutenant que la Chambre d'appel devrait s'écarter de la jurisprudence qu'il appartient de démontrer que des raisons impérieuses l'exigent dans l'intérêt de la justice[35].

---

[30] Résolution 1966 du Conseil de sécurité de l'ONU, documents de l'ONU, S/RES/1966, 22 décembre 2010, par. 1 et 4, et annexe 1, et Statut du Mécanisme (« Statut »), préambule, article premier. Voir aussi *ibidem*, annexe 2, article 2 2) ; Arrêt *Karadžić*, par. 12 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 6.

[31] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 12 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 6. Voir aussi *Le Procureur c/ Mićo Stanišić et Stojan Župljanin*, affaires n[os] IT-08-91-A et MICT-13-55, Décision relative à la requête déposée par Radovan Karadžić aux fins de consulter la sixième demande de mesures de protection présentée par l'Accusation, 28 juin 2016, p. 2 ; *Phénéas Munyarugarama c. Le Procureur*, affaire n[o] MICT-12-09-AR14, Décision relative à l'appel de la décis[i]on de renvoyer l'affaire Phénéas Munyarugarama au Rwanda et à la requête du Procureur demandant d'exclure le mémoire en réplique de la Défense, 5 octobre 2012 (« Décision *Munyarugarama* »), par. 5.

[32] Arrêt *Karadžić*, par. 12 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 6 ; Décision *Munyarugarama*, par. 6.

[33] Arrêt *Karadžić*, par. 12 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 6 ; Décision *Munyarugarama*, par. 6.

[34] Arrêt *Karadžić*, par. 13 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11. Cf. Décision *Munyarugarama*, par. 5 (où la Chambre d'appel a rappelé la « continuité normative » entre, d'un côté, le Règlement et le Statut du Mécanisme et, de l'autre, le Règlement du TPIY et le Statut du TPIY, et fait observer que ce « parallélisme n'est pas une simple question de convenance ou d'efficacité, car il doit réaffirmer les principes de légalité et d'équité fondamentale, qui sont les pierres angulaires de la justice internationale »).

[35] Arrêt *Karadžić*, par. 13 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11. Voir aussi Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 968 ; Arrêt *Bizimungu*, par. 370.

15. L'article 23 2) du Statut dispose que la Chambre d'appel peut confirmer, annuler ou réviser les décisions de la Chambre de première instance. Un appel ne donne pas lieu à un examen *de novo* de l'affaire[36]. La Chambre d'appel n'examine que les erreurs de droit susceptibles d'invalider la décision de la Chambre de première instance et les erreurs de fait ayant entraîné une erreur judiciaire[37]. Ce critère est énoncé à l'article 23 du Statut et il est bien établi dans la jurisprudence[38].

16. La partie qui invoque une erreur de droit doit désigner l'erreur alléguée, présenter des arguments à l'appui et expliquer en quoi l'erreur invalide la décision[39]. Une allégation d'erreur de droit qui n'a aucune chance d'aboutir à l'infirmation ou à la révision de la décision attaquée peut donc être rejetée comme telle[40]. Cependant, même si les arguments de la partie ne sont pas suffisants pour justifier l'allégation d'erreur, la Chambre d'appel peut estimer, pour d'autres raisons, qu'il y a erreur de droit[41]. Lorsqu'un appelant soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit par défaut de motivation, il doit indiquer précisément les questions, faits ou arguments qu'elle a, selon lui, omis d'examiner et expliquer pourquoi pareille omission invalide la décision[42].

17. Si la Chambre d'appel conclut que le jugement est entaché d'une erreur de droit découlant de l'application d'un critère juridique erroné, elle énonce le critère qui convient et examine à la lumière de celui-ci les constatations attaquées[43]. Ce faisant, la Chambre d'appel non seulement corrige l'erreur de droit, mais applique aussi, s'il y a lieu, le critère juridique qui convient aux éléments de preuve versés au dossier de première instance et elle dit si elle est elle-même convaincue, au-delà de tout doute raisonnable, du bien-fondé de la constatation attaquée par l'appelant avant de la confirmer en appel[44]. La Chambre d'appel ne procède pas à

[36] Arrêt *Karadžić*, par. 14 ; Arrêt *Šešelj*, par. 12. Voir aussi Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 17.
[37] Arrêt *Karadžić*, par. 14 ; Arrêt *Šešelj*, par. 12 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 7. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 18 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 29.
[38] Arrêt *Karadžić*, par. 14 ; Arrêt *Šešelj*, par. 12 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 7. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 18 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 29.
[39] Arrêt *Karadžić*, par. 15 ; Arrêt *Šešelj*, par. 13 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 8. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 19 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 30.
[40] Arrêt *Karadžić*, par. 15 ; Arrêt *Šešelj*, par. 13 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 8. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 19.
[41] Arrêt *Karadžić*, par. 15 ; Arrêt *Šešelj*, par. 13 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 8. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 19 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 30.
[42] Arrêt *Karadžić*, par. 15 ; Arrêt *Šešelj*, par. 13 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 8. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 19.
[43] Arrêt *Karadžić*, par. 16 ; Arrêt *Šešelj*, par. 14 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 9. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 20 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 31.
[44] Arrêt *Karadžić*, par. 16 ; Arrêt *Šešelj*, par. 14 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 9. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 20 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 31.

un examen *de novo* de la totalité du dossier de première instance. En principe, elle ne tient compte que des éléments de preuve invoqués par la Chambre de première instance dans le corps du jugement ou dans les notes de bas de page, des éléments de preuve versés au dossier de première instance et invoqués par les parties, ainsi que, le cas échéant, des moyens de preuve supplémentaires admis en appel[45].

18. S'agissant des erreurs de fait alléguées, la Chambre d'appel ne conclura à l'existence d'une erreur de fait que si elle en vient à la conclusion qu'aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement faire la constatation attaquée[46]. Elle applique le même critère du caractère raisonnable aux erreurs de faits alléguées, que les constatations soient fondées sur des éléments de preuve directs ou indirects[47]. Seules les erreurs de fait ayant entraîné une erreur judiciaire peuvent amener la Chambre d'appel à infirmer la décision de la Chambre de première instance[48]. Lorsqu'elle décide si la Chambre de première instance est parvenue à une conclusion raisonnable, la Chambre d'appel ne modifie pas à la légère les constatations faites en première instance[49].

19. En cas d'appel de l'Accusation contre un acquittement, le même critère du caractère raisonnable s'applique et le même crédit doit être accordé aux constatations faites par la Chambre de première instance[50]. La Chambre d'appel ne conclura à l'existence d'une erreur de fait que si elle en vient à la conclusion qu'aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement faire la constatation attaquée[51]. Toutefois, étant donné qu'au procès en première instance l'Accusation est tenue de prouver au-delà de tout doute raisonnable la culpabilité de l'accusé, ce que signifie une erreur de fait entraînant une erreur judiciaire diffère selon que l'erreur est relevée par l'Accusation dans le cadre d'un appel interjeté contre l'acquittement de l'accusé ou par la Défense dans le cadre d'un appel interjeté contre la déclaration de culpabilité[52]. Si la

[45] Arrêt *Karadžić*, par. 16 ; Arrêt *Šešelj*, par. 14. Voir aussi Arrêt *Prlić*, par. 20 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 31.
[46] Arrêt *Karadžić*, par. 17 ; Arrêt *Šešelj*, par. 15 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 10. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 21 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[47] Arrêt *Karadžić*, par. 17 ; Arrêt *Šešelj*, par. 15 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 10. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 21.
[48] Arrêt *Karadžić*, par. 17 ; Arrêt *Šešelj*, par. 15 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 10. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 21 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[49] Arrêt *Karadžić*, par. 17 ; Arrêt *Šešelj*, par. 15 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 10. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 22 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[50] Arrêt *Karadžić*, par. 18 ; Arrêt *Šešelj*, par. 16. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 23 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[51] Arrêt *Karadžić*, par. 18 ; Arrêt *Šešelj*, par. 15 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 10. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 23 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[52] Arrêt *Karadžić*, par. 18 ; Arrêt *Šešelj*, par. 16. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 23 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.

personne condamnée doit démontrer que les erreurs de fait commises par la Chambre de première instance jettent un doute raisonnable sur sa culpabilité[53], l'Accusation doit quant à elle établir que la prise en compte de telles erreurs lève tout doute raisonnable quant à cette culpabilité[54].

20. Une partie ne peut se contenter de reprendre en appel des arguments rejetés en première instance, à moins qu'elle ne démontre que leur rejet a entraîné une erreur telle qu'elle justifie une intervention de la Chambre d'appel[55]. Lorsque les arguments présentés par une partie n'ont aucune chance d'aboutir à l'infirmation ou à la révision de la décision attaquée, la Chambre d'appel peut les rejeter d'emblée et n'a pas à les examiner au fond[56].

21. Pour que la Chambre d'appel puisse examiner les arguments présentés en appel, la partie appelante doit préciser les pages du compte rendu d'audience ou les paragraphes de la décision ou du jugement qu'elle conteste[57]. En outre, on ne saurait s'attendre à ce que la Chambre d'appel examine en détail les arguments des parties s'ils sont obscurs, contradictoires ou vagues, ou s'ils sont entachés d'autres vices de forme manifestes[58]. Enfin, la Chambre d'appel a le pouvoir inhérent de décider auxquels des arguments des parties elle apportera une réponse motivée par écrit et elle peut rejeter sans motivation détaillée les arguments qui sont manifestement infondés[59].

[53] Arrêt *Karadžić*, par. 18 ; Arrêt *Šešelj*, par. 16. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 23 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[54] Arrêt *Karadžić*, par. 18 ; Arrêt *Šešelj*, par. 16. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 23 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 32.
[55] Arrêt *Karadžić*, par. 19 ; Arrêt *Šešelj*, par. 17 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 11. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 25 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 34.
[56] Arrêt *Karadžić*, par. 19 ; Arrêt *Šešelj*, par. 17 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 11. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 25 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 34.
[57] Arrêt *Karadžić*, par. 20 ; Arrêt *Šešelj*, par. 18 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 12. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 24 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 35.
[58] Arrêt *Karadžić*, par. 20 ; Arrêt *Šešelj*, par. 18 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 12. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 24 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 35.
[59] Arrêt *Karadžić*, par. 20 ; Arrêt *Šešelj*, par. 18 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 12. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 24 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 35.

III. APPEL DE RATKO MLADIĆ

A. Violations alléguées du droit à un procès équitable

1. Erreurs alléguées concernant l'Acte d'accusation (premier moyen d'appel)

22. Lorsqu'elle a examiné les griefs relatifs aux vices de forme du deuxième acte d'accusation modifié, la Chambre de première instance a fait observer dans sa décision du 13 octobre 2011 qu'il n'était pas reproché à Mladić d'avoir personnellement commis les crimes visés dans cet acte d'accusation et que ces derniers avaient été commis sur une grande partie de territoire et sur une période de plus de trois ans[60]. Ainsi, la Chambre de première instance a rejeté l'argument de Mladić selon lequel le Deuxième acte d'accusation modifié omettait des faits essentiels en ne précisant pas suffisamment l'identité des victimes, les dates, les lieux et les auteurs de plusieurs crimes sous-jacents[61].

23. Dans sa décision du 2 décembre 2011, la Chambre de première instance a pris acte de l'observation de l'Accusation, à savoir que « 196 crimes sont reprochés » dans le troisième acte d'accusation modifié, et de la proposition qu'elle a faite, sur le fondement de l'article 73 *bis* D) du Règlement du TPIY, de ne retenir « que 106 crimes dans la présentation de ses moyens » (les « Faits répertoriés »)[62]. La Chambre de première instance, « [a]fin de garantir un procès équitable et rapide, [...] [a] décid[é] que le nombre de lieux des crimes ou des faits pour lesquels l'Accusation pourra présenter des moyens », correspondrait à ceux figurant dans la proposition de l'Accusation[63].

24. Par conséquent, dans sa Décision du 2 décembre 2011, la Chambre de première instance a dit que l'Accusation ne pourrait présenter de moyens de preuve sur des crimes autres que ceux qu'elle proposait de retenir, sauf i) si elle considérait que ces moyens étaient nécessaires pour

[60] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Décision relative à l'exception préjudicielle de la Défense pour vices de forme du Deuxième Acte d'accusation modifié, 13 octobre 2011 (« Décision du 13 octobre 2011 »), par. 7, renvoyant à *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-I, Deuxième Acte d'accusation modifié, présenté par l'Accusation, 1er juin 2011 (« Deuxième Acte d'accusation modifié »).
[61] Décision du 13 octobre 2011, par. 8 à 10, 13, 14 et 16.
[62] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Décision rendue en application de l'article 73 *bis* D) du Règlement, 2 décembre 2011 (« Décision du 2 décembre 2011 »), par. 2 à 4, renvoyant à *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Troisième Acte d'accusation modifié, 20 octobre 2011 (« Troisième Acte d'accusation modifié »).
[63] Décision du 2 décembre 2011, par. 14. Voir aussi *ibidem*, par. 15 (« Par ces motifs, et en application de l'article 73 *bis* D) du Règlement [du TPIY], la Chambre [de première instance] ADOPTE les propositions de l'Accusation concernant la réduction de son dossier et la sélection des crimes retenus dans chaque chef d'accusation »).

établir un élément constitutif d'un chef visé au Troisième acte d'accusation modifié, et ii) si elle communiquait les informations « qu'elle propos[ait] de supprimer » de l'acte d'accusation et expliquait leur pertinence dans les documents qu'elle présenterait en application de l'article 65 *ter* du Règlement du TPIY (les « Documents visés à l'article 65 *ter* du Règlement »)[64].

25. Le 16 décembre 2011, l'Accusation a déposé l'Acte d'accusation faisant foi, assorti des annexes A à G contenant les 106 faits répertoriés[65]. Selon l'Acte d'accusation, et comme dans le Deuxième Acte d'accusation modifié que la Chambre de première instance avait jugé ne présenter aucun vice de forme compte tenu des griefs de Mladić concernant la notification préalable[66], Mladić doit répondre de 11 chefs d'accusation relatifs à des faits s'étendant sur une période de plus de trois ans[67], dans de nombreuses municipalités de Bosnie-Herzégovine[68], les victimes des crimes présumés se comptant par milliers[69]. À cet égard, la responsabilité de Mladić a été principalement mise en cause à raison de sa participation à quatre entreprises criminelles communes distinctes, en vertu de l'article 7 1) du Statut du TPIY[70], et au titre de sa responsabilité de supérieur hiérarchique pour des crimes commis par les forces serbes de Bosnie, en vertu de l'article 7 3) du Statut du TPIY[71].

26. Le 25 octobre 2016, à l'issue de la présentation de ses moyens, la Défense a déposé une demande visant des vices de forme de l'Acte d'accusation[72]. La Chambre de première instance l'a rejetée au motif qu'elle avait été présentée hors délai[73]. Lorsqu'elle n'a pas fait droit à la demande ultérieure de Mladić de reconsidérer cette décision ou d'en certifier l'appel, la Chambre de première instance a rejeté son argument selon lequel l'Acte d'accusation se limitait

[64] *Ibid*., par. 15.
[65] Voir *supra*, par. 3.
[66] Décision du 13 octobre 2011, par. 16. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Defense Preliminary Motion Objecting to the Form of the Second Amended Indictment*, 12 septembre 2011.
[67] Acte d'accusation, par. 5, 8, 14, 19, 36, 43 à 46, 49, 51, 52, 56, 57, 59, 61, 62, 64, 65, 68 à 74, 76, 78, 84 et 85.
[68] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Quatrième Acte d'accusation modifié et annexes, 16 décembre 2011, par. 3 ; Acte d'accusation, par. 37, 41, 47, 61, 62, 67, 76 et 85 ; annexes A à G.
[69] Acte d'accusation, par. 39, 46, 55, 59, 64, 65, 71, 72, 78, 80, 81 et 85 ; annexes A à G.
[70] Acte d'accusation, par. 5 à 30.
[71] *Ibidem*, par. 30 à 34, p. 18, 21, 27, 30, 33, 35 et 37.
[72] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Motion Alleging Defects in the Form of the Indictment*, 25 octobre 2016. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Motion Alleging Defects in the Form of the Indictment*, 30 novembre 2016 (« Décision du 30 novembre 2016 »), par. 1.
[73] Décision du 30 novembre 2016, par. 10 à 13. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Motion for Reconsideration of or, in the Alternative, Certification to Appeal the Decision on Defence Motion Alleging Defects in the Form of the Indictment*, 24 février 2017 (« Décision du 24 février 2017 »), par. 12.

aux faits qui y étaient répertoriés[74]. Elle a déclaré que la Décision du 2 décembre 2011 avait « fixé le nombre de faits répertoriés, mais n'avait pas affecté d'autres faits couverts par l'Acte d'accusation, qui en faisaient toujours partie tels qu'allégués[75] ».

27. Dans le Jugement, la Chambre de première instance a examiné l'argument que Mladić a présenté dans son mémoire en clôture, à savoir que les crimes sous-tendant tous les chefs retenus se limitaient aux Faits répertoriés[76]. Elle a réaffirmé que la Décision du 2 décembre 2011 ne limitait pas la portée de la thèse de l'Accusation aux Faits répertoriés et que d'autres faits visés par l'Acte d'accusation en faisaient toujours partie tels qu'allégués[77]. Elle a rappelé que la question principale était de savoir si les faits essentiels pertinents avaient été exposés avec suffisamment de précision au regard du droit applicable[78], et a fait observer que, pour chaque fait, l'Acte d'accusation précisait suffisamment de faits essentiels, en mentionnant par exemple les victimes, les dates et les lieux[79].

28. Mladić soutient en appel que la Chambre de première instance a commis une erreur en examinant des faits non répertoriés dans les annexes A à G de l'Acte d'accusation et des faits non répertoriés que l'Accusation n'avait pas autrement désignés dans les Documents visés à l'article 65 *ter* du Règlement dans le cadre de la présentation de ses moyens (les « faits non désignés et non répertoriés »), et en s'appuyant sur ceux-ci pour établir les éléments des crimes alors qu'il n'avait pas été informé de ces faits, compromettant ainsi sensiblement sa capacité de préparer sa défense[80]. Il avance que, dans la Décision du 2 décembre 2011, la Chambre de première instance a arrêté le nombre de « lieux des crimes ou de faits visés dans l'Acte d'accusation » aux Faits répertoriés et à ceux que l'Accusation a désignés comme des faits non répertoriés, qu'elle comptait utiliser dans les Documents visés à l'article 65 *ter* du Règlement,

[74] Décision du 24 février 2017, par. 11 et 14.
[75] *Ibidem*, par. 11. Voir aussi Décision du 2 décembre 2011, par. 12, 14 et 15.
[76] Jugement, par. 5265 à 5270, renvoyant, entre autres, à *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Corrigendum to Annex A to Notice of Filing Under Objection and with Reservation of Rights, Filed 25 octobre 2016*, confidentiel, 2 novembre 2016, annexe A (version publique expurgée déposée le 8 mars 2018). Voir aussi *Le Procureur c. Ratko Mladić*, affaire nº MICT-13-56-A, *Notice of Filing of Public Redacted Final Trial Brief*, 8 mars 2018.
[77] Jugement, par. 5267.
[78] *Ibidem*, par. 5269.
[79] *Ibid*., par. 5270.
[80] Acte d'appel de Mladić, par. 13 et 14 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 41, 43 et 46 à 59. Mladić ajoute que la Chambre de première instance a eu tort d'examiner d'office les faits non désignés et non répertoriés dans le cadre de la présentation des moyens à charge et de s'être fondée sur ces faits comme s'ils faisaient partie de l'Acte d'accusation pour établir les éléments des crimes. Voir Acte d'appel de Mladić, par. 13 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 41, 50 et 59 ; CR, p. 21, 22 et 27 (25 août 2020) ; CR, p. 60 (26 août 2020).

et qui l'auraient informé comme il se devait[81]. Mladić prie la Chambre d'appel d'infirmer, en tout ou en partie, les conclusions relatives aux crimes fondées sur les faits non désignés et non répertoriés ainsi que les déclarations de culpabilité prononcées pour les chefs 3, 5, 9 et 10 de l'Acte d'accusation, et de réduire sa peine en conséquence[82].

29. L'Accusation répond que l'Acte d'accusation n'est entaché d'aucun vice puisqu'elle a suffisamment précisé les faits essentiels[83]. Elle avance que la Décision du 2 décembre 2011 a supprimé un certain nombre de faits répertoriés sans affecter la portée de sa thèse car celle-ci concerne la responsabilité pénale de Mladić pour des faits non répertoriés aux annexes A à G de l'Acte d'accusation[84]. Elle ajoute que la Décision du 2 décembre 2011 ne portait pas sur les faits non désignés et non répertoriés, et que la Chambre de première instance a rejeté l'interprétation erronée qu'en a donné Mladić et a réaffirmé que ces faits étaient couverts par l'Acte d'accusation[85]. En tout état de cause, l'Accusation soutient que « Mladić ne peut prétendre être surpris du fait que ses déclarations de culpabilité incluaient les faits [non désignés et] non répertoriés » dans la mesure où il les a contestés sans réserve[86].

[81] Mémoire d'appel de Mladić, par. 46, 47 et 49, renvoyant à Décision du 2 décembre 2011 ; CR, p. 21 et 23 (25 août 2020).
[82] Mémoire d'appel de Mladić, par. 60 ; CR, p. 28 (25 août 2020). Mladić soutient qu'il n'a pas renoncé à son droit de contester cette erreur en appel puisqu'il n'a appris l'existence des faits non désignés et non répertoriés qu'au moment du prononcé du Jugement. Mémoire d'appel de Mladić, par. 43 ; CR, p. 23 (25 août 2020). Mladić s'est désisté de l'appel s'agissant des faits suivants : fait survenu à Srebrenica v) le 18 juillet 1995, tir isolé o) du 10 décembre 1994, et bombardements i) et k) dans la rue Geteova le 22 et le 28 juin 1995. Voir CR, p. 22 et 23 (25 août 2020) ; CR, p. 25 et 59 (26 août 2020) (où il a été confirmé que l'Accusation « a raison d'affirmer que ces [faits] ont oralement été retirés de l'examen de la Chambre d'appel »).
[83] Réponse de l'Accusation, par. 6 à 13 ; CR, p. 23 (26 août 2020). L'Accusation soutient en particulier ce qui suit : i) la formulation ouverte de l'Acte d'accusation montre que les annexes A à G ne sont pas destinées à être exhaustives ; ii) les chefs d'accusation comprennent les faits non désignés et non répertoriés puisqu'un certain nombre de crimes ont été exposés sans renvoyer aux annexes A à G ou aux Faits répertoriés ; iii) la Chambre de première instance a formulé des avis cohérents à propos de la portée de l'Acte d'accusation ; iv) il ressort du dossier que Mladić savait que les faits non désignés et non répertoriés faisaient partie des accusations portées à son encontre. Voir Réponse de l'Accusation, par. 7 à 13. De plus, elle avance qu'il en avait aussi été informé dans d'autres écritures et que ces informations supplémentaires avaient dissipé toute imprécision de l'Acte d'accusation. Voir Réponse de l'Accusation, par. 14 à 18 ; CR, p. 24 à 27 (26 août).
[84] Réponse de l'Accusation, par. 8 à 10.
[85] *Ibidem*, par. 9 et 11 ; CR, p. 27, 30 et 31 (26 août 2020).
[86] Réponse de l'Accusation, par. 19 à 23 ; CR, p. 31 et 32 (26 août 2020). L'Accusation avance également que les griefs que Mladić formule concernant l'Acte d'accusation sont hors délai et qu'il lui incombe de démontrer le préjudice subi. Voir Réponse de l'Accusation, par. 21 ; CR, p. 27 à 29 et 32 (26 août 2020). À titre subsidiaire, elle ajoute que si les conclusions de la Chambre de première instance étaient infirmées s'agissant des faits non désignés et non répertoriés, cela n'aurait aucun effet sur les déclarations de culpabilité ou la peine prononcées contre Mladić car elles visent une fraction des faits dont il a été déclaré coupable. Réponse de l'Accusation, par. 24 ; CR, p. 24 (26 août 2020).

30. Mladić réplique que la Décision du 2 décembre 2011 donne des orientations concernant l'approche à suivre en matière de notification[87]. Il soutient que l'Accusation ne démontre pas qu'elle l'a suffisamment informé que les faits non désignés et non répertoriés seraient invoqués pour établir des infractions distinctes à l'appui de sa responsabilité pénale, en se fondant sur les diverses écritures postérieures à l'Acte d'accusation désignées par l'Accusation[88]. Il affirme en outre que les vices de forme de l'Acte d'accusation n'ont pas été corrigés compte tenu de ses « moyens de défense généraux » lors du procès ou des contre-interrogatoires visant à remettre en cause les éléments de preuve versés au dossier afin d'établir les éléments des crimes en droit[89].

31. La Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en prenant en compte les faits non désignés et non répertoriés pour établir sa responsabilité relativement aux crimes qui y sont visés. Dans la Décision du 2 décembre 2011, la Chambre de première instance a réduit le nombre de « faits répertoriés » invoqués à l'appui des chefs figurant dans l'Acte d'accusation et a ordonné à l'Accusation de faire savoir, dans les Documents visés à l'article 65 *ter* du Règlement, « si elle entend[ait] présenter des moyens de preuves *liés aux crimes qu'elle propos[ait] de supprimer d*[u Troisième] Acte d'accusation [modifié][90] ». La Chambre d'appel fait observer qu'il est clair que cette décision ne concernait que les faits répertoriés et que l'injonction de notification faite à l'Accusation portait expressément sur les faits répertoriés dont la Chambre de première instance avait autorisé la suppression du Troisième Acte d'accusation modifié. Comme la Chambre de première instance l'a précisé dans la Décision du 24 février 2017 et réaffirmé dans le Jugement, la Décision du 2 décembre 2011 ne limitait pas la portée de la thèse de l'Accusation aux 106 faits

[87] Réplique de Mladić, par. 10. Mladić soutient également que l'Accusation ne répond pas à son argument, à savoir qu'elle n'a pas prié la Chambre de première instance de prononcer des déclarations de culpabilité relativement aux faits non désignés et non répertoriés, et affirme que cette dernière les a prononcées d'office. *Ibidem*, par. 8.

[88] *Ibid*., par. 11, 12 et 14 ; CR, p. 60 (26 août 2020). Mladić avance en particulier que l'Accusation ne démontre pas qu'il a été suffisamment informé que les faits non désignés et non répertoriés seraient utilisés pour établir des actes criminels distincts i) en l'avisant de la déclaration d'un témoin à propos des Faits répertoriés, ii) en mentionnant dans une déclaration de témoin ou une requête des faits non désignés et non répertoriés ou en produisant des éléments de preuve à leur égard, et iii) en s'appuyant sur des faits non désignés et non répertoriés comme s'il s'agissait de faits jugés pour établir les éléments d'un crime. Réplique de Mladić, par. 11, 12 et 14 ; CR, p. 22 et 23 (25 août 2020).

[89] Réplique de Mladić, par. 14 ; CR, p. 24 et 27 (25 août 2020). Mladić soutient que l'utilisation d'une formulation neutre dans l'Acte d'accusation ne devrait pas servir à inclure une accusation portée devant la Chambre de première instance sans l'en avoir préalablement averti, et que l'Accusation doit préciser la thèse et les faits pour lesquels elle demande de le déclarer coupable. Voir CR, p. 22 à 24 (25 août 2020) ; CR, p. 59 (26 août 2020). S'agissant du préjudice subi, Mladić soutient que « [p]arvenir à des conclusions sur un fondement juridique erroné est injuste et préjudiciable ». Voir CR, p. 61 et 62 (26 août 2020).

[90] Décision du 2 décembre 2011, p. 5 [non souligné dans l'original].

répertoriés ; d'autres faits visés par l'Acte d'accusation en faisaient toujours partie tels qu'allégués[91].

32. Dès le tout premier grief formulé par Mladić pour qui le Deuxième Acte d'accusation modifié était entaché de vices au motif que des faits essentiels y étaient omis, la Chambre de première instance a souligné que Mladić n'était pas accusé d'avoir personnellement commis les crimes visés dans cet acte d'accusation et que ces derniers avaient été commis sur une grande partie de territoire et sur une période de plus de trois ans[92]. Dans ce contexte, la Chambre de première instance a rejeté l'argument de Mladić selon lequel des faits essentiels étaient omis dans le Deuxième Acte d'accusation modifié dès lors que n'étaient pas précisés avec suffisamment de précision l'identité des victimes, les dates, les lieux et les auteurs[93]. En outre, même lorsqu'elle a ordonné à l'Accusation de préciser l'identité des victimes connues, la Chambre de première instance a souligné que l'Accusation n'était pas tenue d'inclure expressément ces informations dans une annexe à cet acte d'accusation[94].

33. Par ailleurs, la Chambre de première instance a fait remarquer qu'un certain nombre d'allégations à l'appui des chefs énoncés dans l'Acte d'accusation, déposé après le rejet des griefs de Mladić concernant la forme de l'Acte d'accusation et après la décision de la Chambre de première instance de réduire le nombre de faits répertoriés, ne sont liées à aucun des 106 faits répertoriés[95]. La Chambre d'appel considère que cette démarche cadre avec une simple lecture de l'Acte d'accusation, qui ne limite aucunement la responsabilité pénale de Mladić aux 106 faits répertoriés dans les annexes A à G de l'Acte d'accusation[96]. La Chambre de première instance a également fait observer que, lorsque l'Acte d'accusation s'appuyait sur des informations figurant dans ces annexes, il était bien précisé que les 106 faits qui y étaient répertoriés étaient des exemples non exhaustifs ou « illustratifs » de comportement criminel à

[91] Décision du 24 février 2017, par. 11 ; Jugement, par. 5267.
[92] Décision du 13 octobre 2011, par. 7.
[93] *Ibidem*, par. 8 à 10, 13, 14 et 16.
[94] *Ibid*., par. 8 (« La Défense fait valoir que, dans l'affaire *Popović*, la Chambre de première instance a ordonné à l'Accusation de préciser dans des annexes de l'acte d'accusation l'identité des victimes des crimes reprochés lorsqu'elle était connue. Cela étant, la [présente] Chambre [de première instance] estime que la position adoptée dans cette affaire n'a pas valeur de principe à cette fin. De fait, la manière dont les informations concernant l'identité des victimes doivent être communiquées n'est soumise à aucune obligation jurisprudentielle et diffère d'une affaire à l'autre ») [notes de bas de page non reproduites].
[95] Jugement, par. 5270.
[96] Voir, par exemple, Acte d'accusation, par. 46 b), 59 e), f), h), i), k), 67 à 74 et 82 à 86.

l'appui des chefs d'accusation[97]. Cela ressort aussi clairement d'une simple lecture de l'Acte d'accusation[98].

34. Compte tenu de ce qui précède, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a limité la portée de son comportement criminel aux 106 faits répertoriés dans les annexes A à G de l'Acte d'accusation. Au contraire, les décisions de la Chambre de première instance et une simple lecture de l'Acte d'accusation montrent que les faits répertoriés ne constituent pas une liste exhaustive de l'ensemble du comportement criminel qui peut être invoqué à l'appui d'un chef d'accusation particulier.

35. La Chambre d'appel fait également remarquer que, dans son mémoire en réplique principalement, Mladić conteste les arguments de l'Accusation selon lesquels l'Acte d'accusation énonce avec suffisamment de précision les faits essentiels liés aux faits non désignés et non répertoriés ou que les observations présentées après le dépôt de l'Acte d'accusation et la nature de sa défense démontrent que les vices qu'il contenait ont été purgés concernant ces faits[99]. Il ne démontre toutefois pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que, compte tenu des griefs formulés avant le procès au sujet de la notification, l'Acte d'accusation n'était entaché d'aucun vice vu la nature et la portée des accusations, pas plus qu'il ne démontre que, pour chaque fait, énuméré ou non en annexe, la Chambre de première instance a eu tort de conclure dans le Jugement que l'Acte d'accusation précisait suffisamment de faits essentiels, en mentionnant par exemple les victimes, les dates et les lieux.

36. La Chambre d'appel rappelle qu'une Chambre de première instance ne peut déclarer un accusé coupable que des crimes exposés dans l'acte d'accusation[100]. Les accusations portées et les faits essentiels qui les sous-tendent doivent être énoncés de manière suffisamment précise dans l'acte d'accusation pour que l'accusé en soit informé et puisse préparer utilement sa défense[101]. L'acte d'accusation n'a pas besoin d'avoir le degré de précision des éléments de preuve qui le sous-tendent ; le degré de précision requis dépend de la nature et de l'ampleur du

[97] Jugement, par. 5270. La Chambre de première instance a mis en évidence des termes utilisés dans l'Acte d'accusation, tels que « y compris », « exemples précis », « ainsi que » et « notamment » pour expliquer le caractère non exhaustif des crimes énumérés aux annexes A à G. Voir *ibidem*.
[98] Voir, par exemple, Acte d'accusation, par. 39 a) à c), 46 a), 59 a) à d), g), i), 62, 64 et 81.
[99] Réplique de Mladić, par. 11, 12 et 14.
[100] Arrêt *Karadžić*, par. 441 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 116 ; Arrêt *Mugenzi*, par. 117 ; Arrêt *Ntawukulilyayo*, par. 189.
[101] Arrêt *Karadžić*, par. 441 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 32, 115 ; Arrêt *Ndindiliyimana*, par. 171 ; Arrêt *Šainović*, par. 213, 225 et 262.

comportement criminel reproché à l'accusé, notamment l'étroitesse du lien qui existe entre ce dernier et les faits incriminés[102]. Comme il est dit plus haut, les accusations portées contre Mladić ne le mettaient pas en cause en tant qu'auteur matériel, couvraient une grande partie du territoire de Bosnie-Herzégovine et s'étendaient sur une période de trois ans[103]. Si un acte d'accusation doit exposer les faits essentiels sur le fondement desquels l'Accusation cherche à établir la responsabilité pénale d'un accusé, la jurisprudence pertinente impose que si le lien de l'accusé avec ces faits est plus lâche, il n'est pas exigé un tel degré de précision, et l'accent est davantage mis sur le comportement de l'accusé sur lequel l'Accusation se fonde pour établir sa responsabilité en tant que complice ou supérieur hiérarchique des individus qui ont personnellement commis les actes à l'origine des chefs d'accusation retenus contre lui[104]. En effet, dans les affaires de crimes généralisés et continus, les précisions en ce qui concerne le moment, les victimes et les lieux des faits « représentatifs » des crimes peuvent satisfaire à l'obligation d'informer suffisamment l'accusé de la nature des accusations portées contre lui afin qu'il puisse préparer efficacement sa défense[105].

37. Il incombe à Mladić de développer des arguments démontrant qu'une erreur a été commise[106] et, comme celui-ci n'a même pas cherché à montrer que la Chambre de première instance avait conclu à tort que, pour chaque fait, énuméré ou non en annexe, l'Acte d'accusation précisait suffisamment de faits essentiels, en mentionnant par exemple les victimes, les dates et les lieux, la Chambre d'appel refuse de réexaminer ces conclusions. En ce qui concerne l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en le déclarant d'office coupable, la Chambre d'appel rappelle que les Chambres de première instance sont chargées d'établir la culpabilité ou l'innocence des accusés et ce, à la lumière de l'intégralité de la preuve versée au dossier[107]. N'ayant pas démontré que la Chambre de première instance avait commis une erreur en concluant que l'Acte d'accusation n'était entaché d'aucun

[102] Arrêt *Karadžić*, par. 441, citant Arrêt *Ngirabatware*, par. 32 ; Arrêt *Šainović*, par. 225 et 233 ; Arrêt *Kvočka*, par. 65 ; Arrêt *Rutaganda*, par. 302.
[103] Décision du 13 octobre 2011, par. 7.
[104] Arrêt *Kvočka*, par. 65.
[105] Cf. Arrêt *Galić*, par. 3, 222 et 223, et notes de bas de page 636 et 637 (où la Chambre d'appel a noté que, dans une affaire reprochant à un accusé d'avoir mené une campagne de bombardements et de tirs isolés pendant près de deux ans, l'Accusation était tenue de fournir des détails sur certains tirs isolés et bombardements dans l'acte d'accusation, mais qu'elle n'avait nullement l'obligation d'énumérer tous les épisodes particuliers afin de s'acquitter de son obligation d'exposer les faits essentiels et d'informer l'accusé de la nature des accusations portées contre lui).
[106] Voir *supra*, II.
[107] Voir Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 115.

vice pour chaque fait, énuméré ou non en annexe, Mladić ne démontre pas non plus qu'une erreur a été commise à cet égard.

38. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le premier moyen d'appel de Mladić.

2. Erreurs alléguées concernant les faits jugés (deuxième moyen d'appel)

a) Erreur alléguée concernant l'utilisation de faits jugés (moyen d'appel 2.A)

39. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit et/ou de fait en se fondant sur des faits jugés pour le déclarer coupable, et il demande à la Chambre d'appel d'infirmer les conclusions altérées par cette erreur[108]. Il soutient en particulier que la Chambre de première instance a eu tort i) de dresser le constat judiciaire de faits jugés touchant au comportement de ses subordonnés immédiats[109] ou, à titre subsidiaire, ii) d'appliquer un critère trop strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation[110]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs. Mladić affirme aussi, entre autres, que la Chambre de première instance i) s'est fondée à tort sur la « concordance partielle » des éléments de preuve avec les faits jugés, ii) s'est largement appuyée sur des faits jugés tirés d'affaires que les juges de la Chambre de première instance avaient présidées précédemment, dans lesquelles il était fait référence à son rôle et à sa culpabilité, ce qui a donné lieu à une perception de partialité, iii) n'a pas motivé sa décision de rejeter des éléments de preuve en réfutation des faits jugés, et iv) a omis à plusieurs reprises d'exposer dans le Jugement quels étaient les faits jugés dont elle avait dressé le constat judiciaire et/ou sur lesquels elle s'était fondée pour faire des constatations[111]. Toutefois, la Chambre d'appel fait observer que Mladić ne développe pas ces griefs dans son mémoire d'appel, et elle considère en conséquence qu'il les a abandonnés. Partant, la Chambre d'appel examinera uniquement les erreurs alléguées, dans la mesure où elles ont été soulevées dans l'acte d'appel de Mladić et ont été suffisamment développées dans son mémoire d'appel.

[108] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 21 à 25 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 62 à 114 ; CR, p. 28 à 30 et 32 à 40 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 15 à 32 ; CR, p. 62 à 65 (26 août 2020).
[109] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 21 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 62 à 95 ; CR, p. 28 à 30 et 32 à 35 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 16 à 19 ; CR, p. 62 et 63 (26 août 2020).
[110] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 22 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 96 à 113 ; CR, p. 35 à 40 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 20 à 32 ; CR, p. 63 à 65 (26 août 2020).
[111] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 22 à 27.

i) Erreur alléguée concernant le constat judiciaire de faits touchant au comportement de subordonnés

40. La Chambre de première instance a dressé le constat judiciaire d'environ 2 000 faits jugés, en application de l'article 94 B) du Règlement du TPIY[112]. Mladić a contesté le constat judiciaire de faits jugés, notamment ceux se rapportant aux actes ou au comportement de ses subordonnés présumés[113]. En l'espèce, la Chambre d'appel du TPIY a réexaminé la ligne de conduite adoptée par la Chambre de première instance et conclu que celle-ci était conforme à la jurisprudence applicable[114]. S'appuyant principalement sur une décision rendue dans l'affaire *Karemera*, la Chambre d'appel du TPIY a conclu, le 12 novembre 2013, qu'une Chambre de première instance pouvait dresser le constat judiciaire de « faits [...] portant sur l'existence d'une entreprise criminelle commune, la conduite des personnes autres que l'accusé qui y ont participé, et les faits liés à la conduite des auteurs matériels d'un crime dont l'accusé serait tenu pénalement responsable[115] ».

41. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur une décision de la Chambre d'appel du TPIR dans l'affaire *Karemera* lorsqu'elle a dressé le constat judiciaire de faits jugés se rapportant aux actes ou au comportement de ses subordonnés immédiats[116]. Il affirme que, dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006, la Chambre d'appel

[112] Voir Jugement, par. 16 et 5262, renvoyant à *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Première Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 28 février 2012 (« Première Décision relative aux faits jugés »), *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Deuxième Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 21 mars 2012 (« Deuxième Décision relative aux faits jugés »), *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Troisième Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 13 avril 2012 (« Troisième Décision relative aux faits jugés »), *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Quatrième Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, portant sur la procédure de présentation d'éléments de preuve en réfutation, 2 mai 2012 (« Quatrième Décision relative aux faits jugés »), et *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative au constat judiciaire, d'of[f]ice, de deux faits jugés, 5 juin 2012.

[113] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-AR73.1, *Defense Interlocutory Appeal Brief Against the Trial Chamber Decisions on the Prosecution Motion for Judicial Notice of Adjudicated Facts*, 4 juillet 2012, par. 26.

[114] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-AR73.1, Décision relative à l'appel interjeté par Ratko Mladić contre les décisions rendues par la Chambre de première instance relatives à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 12 novembre 2013 (« Décision en appel relative aux faits jugés »), par. 85. Voir aussi *ibidem*, par. 82 à 84, 86 et 87.

[115] *Ibid*., par. 85, renvoyant, entre autres, à *Le Procureur c. Édouard Karemera et consorts*, affaire nº ICTR-98-44-AR73(C), Décision faisant suite à l'appel interlocutoire interjeté par le Procureur de la Décision relative au constat judiciaire, 16 juin 2006 (« Décision *Karemera* du 16 juin 2006 »), par. 52 et 53. Voir aussi Décision en appel relative aux faits jugés, par. 81 et 83.

[116] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 62 à 94, renvoyant à Décision *Karemera* du 16 juin 2006 ; CR, p. 28 à 30 et 32 à 35 (25 août 2020).

du TPIR n'a pas cherché à savoir si un constat judiciaire pouvait être dressé pour ces faits[117]. Il avance qu'une décision de la Chambre d'appel du TPIY dans l'affaire *Galić* reconnaît qu'il est intrinsèquement inique d'admettre des éléments de preuve écrits se rapportant aux actes ou au comportement de subordonnés immédiats, en particulier dans les affaires dans lesquelles sont portées des accusations au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique, et que la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 devrait être réexaminée à la lumière de cette décision rendue dans l'affaire *Galić*, afin de dire si de tels faits peuvent faire l'objet d'un constat judiciaire[118]. Il soutient que l'application du droit par la Chambre de première instance, bien que confirmée en appel en l'espèce[119], a entraîné une erreur judiciaire dans la mesure où celle-ci s'est appuyée sur le constat judiciaire des faits se rapportant aux actes ou au comportement de ses subordonnés immédiats pour établir sa responsabilité pénale, créant ainsi une présomption irréfragable de sa culpabilité pour les crimes commis par ces subordonnés[120]. Mladić soutient qu'il existe des approches divergentes dans la jurisprudence ainsi que des raisons impérieuses de revenir sur la Décision *Karemera* du 16 juin 2006, notamment pour apporter des orientations sur le pouvoir discrétionnaire à exercer lorsqu'un constat judiciaire est dressé pour des faits se rapportant aux subordonnés immédiats de l'accusé, et pour décider si l'on peut se fonder uniquement ou de manière déterminante sur ces faits ; il prie donc la Chambre d'appel de réexaminer les conclusions attaquées de la Chambre de première instance[121].

42. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas l'existence d'une raison impérieuse justifiant de revenir sur la jurisprudence constante en matière de constat judiciaire de faits jugés, ou d'un quelconque abus par la Chambre de première instance de son pouvoir discrétionnaire[122].

---

[117] Mémoire d'appel de Mladić, par. 76 ; CR, p. 30 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 80 à 88 ; CR, p. 29, 30 et 32 à 34 (25 août 2020) ; CR, p. 63 (26 août 2020), renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2210 (fait du 23 juillet 1995), *Le Procureur c/ Dragomir Milošević*, affaire n° IT-98-29/1-AR73.1, Décision relative aux appels interlocutoires interjetés contre la Décision de la Chambre de première instance relative à la requête de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits constatés et à la liste des faits admis, 26 juin 2007 (« Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007 »), par. 16.

[118] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 64, 65, 68, 69, 72 à 75, 80, 93 et 94, renvoyant à *Le Procureur c/ Stanislav Galić*, affaire n° IT-98-29-AR73.2, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté en vertu de l'article 92 *bis* C) du Règlement, 7 juin 2002 (« Décision *Galić* du 7 juin 2002 ») ; CR, p. 28 et 29 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 17 et 18.

[119] Mémoire d'appel de Mladić, par. 66, 67 et 90, renvoyant à Décision en appel relative aux faits jugés.

[120] Voir *ibidem*, par. 62 à 65, 89, 91 et 92. Voir aussi CR, p. 32 à 35 (25 août 2020).

[121] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 65, 68, 69, 81 à 84 et 93 à 95 ; Réplique de Mladić, par. 16 ; CR, p. 28 à 30 et 33 à 35 (25 août 2020) ; CR, p. 62 et 63 (26 août 2020).

[122] Réponse de l'Accusation, par. 25 à 31 ; CR, p. 32 à 35 (26 août 2020). L'Accusation souligne que, dans l'affaire *Karadžić*, la Chambre d'appel a récemment conclu que la Chambre de première instance du TPIY n'avait pas commis d'erreur en dressant le constat judiciaire de l'existence de crimes commis par des subordonnés de l'accusé. CR, p. 34 (26 août 2020). De plus, elle ajoute que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a utilisé un fait jugé se rapportant aux actes de ses subordonnés immédiats pour tirer des conclusions sur

Elle soutient que Mladić se méprend sur la ligne de conduite adoptée par la Chambre d'appel du TPIY dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002, qui n'a pas exclu l'admission d'éléments de preuve écrits touchant aux actes et au comportement de subordonnés directs[123], et que Mladić avait soulevé des arguments similaires lors du procès en première instance, lesquels ont été rejetés en appel[124].

43. Dans sa réplique, Mladić soutient que l'Accusation déforme sur les arguments qu'il avance et qu'elle comprend mal le droit applicable[125].

44. La Chambre d'appel conclut qu'en attaquant en appel la décision de la Chambre de première instance de dresser le constat judiciaire de faits jugés touchant aux actes ou au comportement de ses subordonnés présumés, Mladić demande en fait que soit reconsidérée la Décision en appel relative aux faits jugés. La décision attaquée se fondait sur une ligne de conduite que la Chambre d'appel du TPIY a confirmée en l'espèce comme étant conforme à la jurisprudence applicable. La Chambre d'appel rappelle qu'elle s'estime généralement liée par ses arrêts interlocutoires antérieurs tant pour les procédures en cours dans la même affaire que pour toutes les questions définitivement tranchées par ces décisions, afin d'empêcher les parties de faire rejuger indéfiniment les mêmes questions et de faire en sorte que certaines questions soient définitivement tranchées avant de poursuivre l'examen d'autres questions[126]. La seule exception à ce principe est la possibilité donnée à la Chambre d'appel de réexaminer un arrêt interlocutoire antérieur en vertu de son pouvoir discrétionnaire inhérent si une erreur manifeste de raisonnement a été mise en évidence ou si cela se révèle nécessaire pour éviter une injustice[127].

45. Pour savoir s'il existe une erreur manifeste de raisonnement dans la Décision en appel relative aux faits jugés, la Chambre d'appel prend en considération l'argument de Mladić selon

---

ses contributions aux entreprises criminelles communes ou sur l'état d'esprit qui l'animait les concernant. CR, p. 35 (26 août 2020).

[123] Réponse de l'Accusation, par. 27, 28 et 30.

[124] *Ibidem*, par. 31.

[125] Réplique de Mladić, par. 15 à 19. Voir aussi CR, p. 62 et 63 (26 août 2020).

[126] Voir, par exemple, *Le Procureur c. Ratko Mladić*, affaire nº MICT-13-56-A, Version publique expurgée de la « Décision relative à une requête aux fins de reconsidération d'une décision faisant suite à une demande de mise en liberté provisoire et aux fins de certification de l'appel envisagé contre cette décision » rendue le 22 mai 2018, 8 juin 2018 (« Décision du 22 mai 2018 »), p. 3 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 127 ; *Le Procureur c/ Mladen Naletilić, alias « Tuta » et Vinko Martinović, alias « Štela »*, affaire nº IT-98-34-A, *Decision on Naletilić's Amended Second Rule 115 Motion and Third Rule 115 Motion to Present Additional Evidence*, 7 juillet 2005 (« Décision *Naletilić* du 7 juillet 2005 »), par. 20 ; Arrêt *Kajelijeli*, par. 202.

[127] Voir, par exemple, Décision du 22 mai 2018, p. 3 et note de bas de page 16 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 127 ; Décision *Naletilić* du 7 juillet 2005, par. 20 ; Arrêt *Kajelijeli*, par. 203.

lequel la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 a négligé l'importance de la Décision *Galić* du 7 juin 2002 lorsqu'elle a examiné l'opportunité de dresser le constat judiciaire de faits jugés touchant aux actes ou au comportement de subordonnés immédiats[128]. La Chambre d'appel fait observer que la Décision *Galić* du 7 juin 2002 n'exclut pas l'admission d'éléments de preuve sous forme écrite au lieu et place d'un témoignage oral se rapportant aux actes et au comportement de subordonnés immédiats[129]. Cette décision exclut uniquement l'admission des éléments de preuve touchant aux actes, au comportement ou à l'état d'esprit de l'accusé[130]. La Chambre d'appel du TPIY y a expressément précisé que l'article du Règlement du TPIY relatif à l'admission de déclarations écrites au lieu et place d'un témoignage oral n'excluait pas l'admission de ces déclarations concernant les actes et le comportement d'autres dont l'accusé est responsable[131]. Même pour ce qui concerne l'admission d'éléments de preuve sous forme écrite qui sont « d'une importance cruciale pour la cause de l'Accusation et lorsque la personne dont les actes et le comportement sont décrits [...] est très proche de l'accusé », la Décision *Galić* du 7 juin 2002 reconnaît qu'il s'agit d'une question qui relève du pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance puisqu'il y est précisé que, dans ces circonstances, celle-ci « peut décider qu'il ne serait pas équitable envers [l'accusé] » de permettre leur admission[132].

46. Il ressort de l'examen de la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 que, dans le contexte du constat judiciaire de faits jugés, la Chambre d'appel du TPIR a expressément considéré comme applicable l'analyse réalisée par la Chambre de première instance du TPIY dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002[133]. En particulier, il est rappelé dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 la distinction faite entre « a) les actes et le comportement d'autres personnes ayant commis les crimes dont l'accusé serait, aux termes de l'acte d'accusation, individuellement responsable, et b) les actes et le comportement de l'accusé tels qu'allégués dans l'acte d'accusation, qui établissent sa responsabilité pour les actes et le comportement des autres[134] », pour souligner que seuls les faits jugés concernant ces derniers justifient une exclusion totale du constat judiciaire[135]. S'agissant de tous les autres faits jugés se rapportant à la responsabilité pénale de l'accusé, la Chambre d'appel du TPIR a adopté une ligne de conduite prudente en déclarant qu'« il revient aux Chambres de première instance de les apprécier au cas par cas *en*

[128] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 64, 65, 69, 76, 80, 82, 85, 86 et 94 ; CR, p. 28 à 30 (25 août 2020).
[129] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 9 et 13 à 16.
[130] Voir *ibidem*, par. 9 à 11.
[131] *Ibid*., par. 10.
[132] *Ibid*., par. 13.
[133] Voir Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 52.
[134] *Ibidem*, citant Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 9.
[135] Voir *ibid*., par. 50 à 53.

exerçant avec circonspection leur pouvoir d'appréciation, pour décider si le fait d'en dresser le constat judiciaire — et donc de reporter sur l'accusé la charge de produire la preuve contraire — serait compatible avec le respect des droits de l'accusé dans les circonstances de la cause[136] ». Après avoir examiné les deux décisions, la Chambre d'appel considère que la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 fait apparaître une approche qui cadre avec la Décision *Galić* du 7 juin 2002. Elle considère également que l'argument de Mladić ne tient pas compte du fait que les faits jugés, au sens de l'article 94 B) du Règlement du TPIR et du Règlement du TPIY, sont des présomptions et ne sont pas équivalents aux éléments de preuve non vérifiés examinés dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002, et que cette décision n'est donc pas pertinente si l'on considère les restrictions à imposer à une Chambre de première instance lorsqu'elle se fonde sur des faits jugés en vertu de l'article 94 B) du Règlement du TPIY[137]. En particulier, les faits jugés visés dans cet article sont des présomptions susceptibles d'être contestées qui ne peuvent être retenues que si elles ont, entre autres, été mises à l'épreuve et confirmées dans le cadre d'un autre procès, alors que les conditions de fiabilité et de crédibilité pour l'admission d'éléments de preuve non vérifiés au titre des articles 89 C) et 92 bis du Règlement du TPIY sont beaucoup moins strictes[138].

47. De plus, la Chambre d'appel a récemment dit qu'une Chambre de première instance pouvait se fonder sur des faits jugés ayant fait l'objet d'un constat judiciaire en application de l'article 94 B) du Règlement du TPIY pour établir les faits incriminés lorsqu'elle rend ses conclusions à l'appui des déclarations de culpabilité, à condition que ces faits jugés ne concernent pas les actes, le comportement ou l'état d'esprit de l'accusé[139]. Ce faisant, la Chambre d'appel a réaffirmé la position adoptée dans la Décision en appel relative aux faits jugés, selon laquelle les faits jugés peuvent porter, entre autres, sur la conduite d'auteurs matériels de crimes dont l'accusé serait responsable, ce qui inclut nécessairement les subordonnés présumés[140]. À la lumière de ce qui précède, Mladić ne démontre pas que la Chambre d'appel du TPIY a commis une erreur dans la Décision en appel relative aux faits jugés en se fondant sur la Décision *Karemera* du 16 juin 2006, ou qu'elle a commis la moindre erreur.

48. Quant à savoir s'il y a lieu de reconsidérer la Décision en appel relative aux faits jugés pour éviter une injustice, la Chambre d'appel fait observer que, bien que Mladić affirme que

[136] *Ibid*., par. 52 [non souligné dans l'original].
[137] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 452 et note de bas de page 1189.
[138] Voir *ibidem* [notes de bas de page non reproduites].
[139] *Ibid*., par. 452 et 453.
[140] Voir *ibid*., par. 452 ; Décision en appel relative aux faits jugés, par. 85.

« [l]e constat judiciaire des faits [...] [se rapportant aux actes ou au comportement de ses subordonnés immédiats] *a contribué* à ce que la Chambre de première instance parvienne à la conclusion que l'Appelant avait contribué de manière importante [à la réalisation des entreprises criminelles communes] du fait de la direction et du commandement qu'il exerçait sur les forces serbes[141] », dans le cadre du présent moyen d'appel, il ne renvoie expressément à aucune conclusion pour laquelle la Chambre de première instance s'est appuyée uniquement ou de manière déterminante sur des faits jugés de cette nature pour établir sa responsabilité pénale[142]. Au contraire, il ressort de l'examen du Jugement que la Chambre de première instance a, au cours de ses délibérations, dûment pris en compte les faits jugés ayant trait à d'autres éléments de preuve[143]. Mladić ne démontre donc pas que l'application par la Chambre de première instance du droit pertinent, confirmée dans la Décision en appel relative aux faits jugés, a entraîné une erreur judiciaire.

49. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut qu'en ne démontrant pas l'existence d'une erreur manifeste de raisonnement dans la Décision en appel relative aux faits jugés, ou qu'il y a lieu de reconsidérer cette décision pour éviter une injustice, Mladić n'établit pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en dressant le constat judiciaire de faits touchant au comportement de ses subordonnés immédiats.

[141] Mémoire d'appel de Mladić, par. 91 [non souligné dans l'original]. Voir aussi *ibidem*, par. 62.
[142] Cf. Arrêt *Tolimir*, par. 36. S'agissant de l'argument de Mladić selon lequel, concernant le fait du 23 juillet 1995, la Chambre de première instance s'est exclusivement appuyée sur des faits jugés ayant trait à l'identité de l'auteur, qui « touchaient au cœur de [la] thèse sur sa responsabilité » (voir CR, p. 32 et 33 (25 août 2020) ; CR, p. 63 (26 août 2020), renvoyant à Jugement, par. 2210 et note de bas de page 9385, fait jugé n° 2871), la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a déjà examiné et rejeté l'argument de Mladić selon lequel, pour ce fait, l'Accusation n'avait « présenté aucun élément de preuve substantiel mis à part les faits jugés » (voir Jugement, par. 2211), et Mladić ne démontre aucune erreur à cet égard. En tout état de cause, la Chambre de première instance a fait observer que, lorsqu'elle a dressé le constat judiciaire des faits jugés se rapportant à cet épisode, elle avait à sa disposition des éléments de preuve documentaires qui concordaient avec les faits jugés (voir Jugement, par. 2209). Les arguments de Mladić sont donc rejetés.
[143] Voir, par exemple, Jugement, par. 16, 17, 33, 41, 51, 68, 71, 91, 108, 165, 187, 221, 298, 314, 349, 361, 378, 459, 479, 520, 577, 581, 590, 633, 657, 669, 675, 686, 709, 713, 727, 739, 760, 776, 785, 792, 800, 821, 833, 840, 854, 862, 870, 895, 920, 947, 976, 986, 1017, 1042, 1054, 1152, 1176, 1182, 1238, 1271, 1327, 1330, 1384, 1411, 1422, 1431, 1477, 1553, 1615, 1617, 1623, 1627, 1639, 1681, 1689, 1744, 1752, 1758, 1774, 1803, 1813, 1816, 1823, 1850, 1892, 1915, 1923, 1931, 1938, 1944, 1954, 1960, 1965, 1970, 1995, 1997, 2001, 2012, 2042, 2058, 2098, 2107, 2115, 2120, 2178, 2184, 2187, 2194, 2209, 2319, 2388, 2479, 2572, 2677, 2685, 2709, 2724, 2733, 2767, 2777, 2792, 2827, 2883, 2895, 2989, 3580, 3678, 3785, 3904, 3919 et 4694. Voir aussi *ibidem*, par. 5276 et 5277.

ii) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en imposant un critère plus strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation

50. En exposant la ligne de conduite adoptée en matière d'administration de la preuve présentée en réfutation des faits jugés, la Chambre de première instance a en partie précisé ce qui suit :

> La Chambre de première instance a analysé les éléments de preuve et a cherché, dans un premier temps, à savoir si des éléments de preuve contredisaient les faits jugés. Elle a exigé que leur sens soit sans équivoque pour pouvoir dire qu'ils « contredisent les faits jugés ». Par exemple, elle a considéré que les éléments de preuve suggérant de simples possibilités ne répondaient pas à ce critère. Autrement dit, le fait de simplement évoquer l'éventualité d'autres scénarios ne constituait pas en soi un motif suffisant pour rouvrir le débat en matière de preuve. Il peut exister une contradiction, soit dans la présentation d'éléments de preuve relatifs à un autre scénario particulier — par opposition à une simple suggestion d'un ou de plusieurs autres scénarios possibles —, soit dans la démonstration sans équivoque que la véracité du scénario, tel qu'il est décrit dans le fait jugé, doit raisonnablement être écartée. [...] La Chambre de première instance était consciente du fait que des éléments de preuve qui contredisent des faits jugés ne réfutent pas automatiquement le fait jugé en question. La présomption d'exactitude du fait jugé ne peut être réfutée que par des éléments de preuve contradictoires « fiables et crédibles »[144].

51. S'agissant de la production d'éléments de preuve crédibles et fiables en réfutation des faits jugés, Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a imposé un critère plus strict en introduisant une condition supplémentaire, à savoir que ces éléments de preuve devaient être « sans équivoque », transférant ainsi la charge de la persuasion sur lui puisqu'il lui incombe de réfuter au-delà de tout doute raisonnable les faits dont a été dressé le constat judiciaire[145]. Selon Mladić, en commettant cette erreur, la Chambre de première instance s'est appuyée sur des faits jugés qui auraient autrement été réfutés pour établir sa responsabilité pénale, entraînant ainsi une erreur judiciaire[146]. Il prie la Chambre d'appel d'énoncer le critère juridique qui convient, d'examiner les conclusions attaquées de la Chambre de première instance à la lumière de ce critère et d'infirmer les conclusions et déclarations de culpabilité altérées par l'erreur[147].

[144] *Ibid*., par. 5273 et 5274 [notes de bas de page non reproduites].
[145] Mémoire d'appel de Mladić, par. 96 à 105, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 5273 ; CR, p. 35 à 40 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 110.
[146] Mémoire d'appel de Mladić, par. 106 à 113 ; CR, p. 38 à 40 (25 août 2020). Mladić soutient que, même lorsque l'Accusation a présenté des éléments de preuve contestant l'exactitude d'un fait jugé, la Chambre de première instance les a souvent écartés au motif qu'ils n'étaient pas suffisamment fiables pour réfuter le fait jugé, ou s'est appuyée exclusivement sur ce fait. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 110 ; CR, p. 39 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 31, 32 et 34.
[147] Mémoire d'appel de Mladić, par. 114 ; CR, p. 40 (25 août 2020).

52. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a introduit une condition supplémentaire ou appliqué un critère juridique incorrect aux éléments de preuve en réfutation des faits jugés[148]. Selon elle, la Chambre de première instance a correctement expliqué dans quelles conditions des éléments de preuve pouvaient être considérés comme manifestement contradictoires à un fait jugé, sans exiger que Mladić les réfute au-delà de tout doute raisonnable[149]. Elle ajoute que les faits que Mladić considère comme altérés par l'erreur qu'aurait faite la Chambre de première instance ne sont pas pertinents[150].

53. Dans sa réplique, Mladić soutient que si le critère qui convient avait été appliqué, ses éléments de preuve auraient suffi à rouvrir le débat en matière de preuve et à réfuter les faits jugés en question[151].

54. La Chambre d'appel rappelle que les faits dont est dressé le constat judiciaire sont admis avec une présomption d'exactitude que la partie adverse peut réfuter par des éléments de preuve lors du procès[152]. Dans l'affaire *Karemera*, la Chambre d'appel du TPIR a précisé que « [l]e constat judiciaire [d'un fait jugé] [...] n'a pour effet que de dégager le Procureur de sa charge initiale consistant à produire des éléments de preuve sur le point considéré : la Défense est habilitée à remettre ce point en question par la suite en versant au dossier des preuves contraires crédibles et fiables[153] ». À cet égard, Mladić avance que « [l]a nécessité de présenter des éléments de preuve en réfutation "crédibles et fiables" [...] doit se lire à la lumière des conditions générales d'admissibilité des preuves[154] », qui sont « relativement peu exigeantes[155] » et « n'ont jamais été conçues pour être appliquées conjointement avec une condition supplémentaire exigeant des éléments de preuve "sans équivoque"[156] ». Il soutient que l'erreur que la Chambre

[148] Voir Réponse de l'Accusation, par. 32 à 41 ; CR, p. 33, 36 et 37 (26 août 2020).
[149] Voir Réponse de l'Accusation, par. 32 à 35. Voir aussi CR, p. 36 et 37 (26 août 2020).
[150] Voir Réponse de l'Accusation, par. 36 à 41.
[151] Voir Réplique de Mladić, par. 20 à 32 et 34.
[152] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 452. Voir aussi Décision en appel relative aux faits jugés, par. 24. Voir aussi *Édouard Karemera et consorts c. Le Procureur*, affaire nº ICTR-98-44-AR73.17, *Decision on Joseph Nzirorera's Appeal of Decision on Admission of Evidence Rebutting Adjudicated Facts*, 29 mai 2009 (« Décision *Karemera* du 29 mai 2009 »), par. 13 et références citées.
[153] Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 42. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 452 ; Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 13 et 14 ; Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16 et 17 ; Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 49.
[154] Mémoire d'appel de Mladić, par. 103 ; CR, p. 36 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 98.
[155] Mémoire d'appel de Mladić, par. 103, citant Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 15 (« le critère d'admission de ce type d'éléments de preuve en réfutation est relativement faible : il n'est pas nécessaire de produire la preuve effective de leur fiabilité ou crédibilité, mais de montrer qu'ils sont, à première vue, fiables et crédibles, et étayés par des indices suffisants ») ; CR, p. 36 (25 août 2020).
[156] Mémoire d'appel de Mladić, par. 104 ; CR, p. 37 et 38 (25 août 2020).

de première instance a commise en imposant un critère plus strict a rendu ses éléments de preuve « insuffisants pour ouvrir la procédure de réfutation ou pour réfuter l'exactitude du fait jugé[157] ».

55. De l'avis de la Chambre d'appel, Mladić confond le critère d'admissibilité des éléments de preuve et leur appréciation définitive. À la lecture du Jugement, on constate que le critère de clarté imposé par la Chambre de première instance pour les éléments de preuve n'était pas lié à leur fiabilité ou à leur crédibilité, mais plutôt à leur caractère contraire[158]. Conformément au critère énoncé par la Chambre d'appel du TPIR dans l'affaire *Karemera*, pour que les éléments de preuve présentés en réfutation d'un fait jugé soient recevables, et donc pour pouvoir contester la présomption de leur exactitude, ils doivent être contradictoires au fait jugé et présenter des indices suffisants de fiabilité et de crédibilité[159]. Cependant, la Chambre d'appel souligne qu'« encore faut-il que les faits jugés faisant l'objet d'un constat judiciaire [...] soient examinés par la Chambre de première instance afin de savoir, le cas échéant, quelles conclusions peuvent en être tirées, lorsqu'ils sont analysés avec l'ensemble des éléments de preuve présentés au procès[160] ». Ainsi, l'appréciation définitive de la valeur probante des éléments de preuve en réfutation, qui comprend une évaluation définitive de leur fiabilité et crédibilité, ainsi que la mesure dans laquelle ils cadrent avec les faits jugés ou les contredisent, « ne sera faite qu'à la lumière de l'ensemble des éléments de preuve versés au dossier, lorsqu'il sera décidé du poids à leur accorder[161] ».

56. À la lumière de ce qui précède, et dès lors qu'un fait jugé est présumé véridique une fois qu'en a été dressé le constat judiciaire, la Chambre d'appel conclut que la Chambre de première instance ne s'est pas contredite en exigeant que les éléments de preuve produits en réfutation d'un fait jugé soient « sans équivoque quant à leur sens » — c'est-à-dire qu'ils doivent soit évoquer « un autre scénario particulier » soit « démon[trer] sans équivoque que la véracité du scénario tel que décrit dans le fait jugé doit raisonnablement être écartée »[162] — pour parvenir à le contredire. Ainsi, compte tenu du contexte, la Chambre de première instance a donné des consignes quant au type d'éléments de preuve assimilables à des éléments en réfutation relatifs

[157] Mémoire d'appel de Mladić, par. 106 ; CR, p. 39 et 40 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 112 ; Réplique de Mladić, par. 27.
[158] Voir Jugement, par. 5273 (« la Chambre de première instance a exigé que le sens des éléments de preuve soit sans équivoque pour pouvoir dire qu'ils "contredisent les faits jugés" »).
[159] Voir Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 13 à 15. Voir aussi Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16 et 17 ; Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 42 et 49.
[160] Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 21. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 452.
[161] Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 15. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 128.
[162] Jugement, par. 5273.

aux faits jugés et n'a pas renversé la charge de la preuve ou de la persuasion, qui incombait clairement à l'Accusation pour prouver sa thèse au-delà de tout doute raisonnable[163]. Mladić n'invoque aucun cas dans lequel la Chambre de première instance a rejeté l'admission d'éléments de preuve produits en réfutation de faits jugés au motif qu'ils n'étaient pas sans équivoque, ou pour tout autre motif. Au contraire, il ressort d'un examen du Jugement qu'elle a dûment cherché à savoir, entre autres, si les éléments de preuve en réfutation étaient suffisamment contradictoires, fiables et crédibles pour réfuter la présomption d'exactitude d'un fait jugé avant de décider si elle pouvait s'appuyer, en tout ou en partie, sur ce fait dans ses constatations[164]. Le fait que, dans la plupart des cas, la Chambre de première instance a conclu que les éléments de preuve en réfutation qui ont été admis ne contredisaient pas les faits jugés, à la lumière de l'ensemble des éléments du dossier, ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur.

57. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a appliqué un critère plus strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation ou lorsqu'elle a fait peser sur lui la charge de la persuasion. Par conséquent, la Chambre d'appel rejette pour le surplus les arguments de Mladić relatifs à sa demande visant le réexamen des constatations attaquées de la Chambre de première instance et l'infirmation des conclusions et déclarations de culpabilité altérées par l'erreur alléguée.

58. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 2.A de Mladić.

b) Erreurs alléguées concernant l'application d'un niveau de preuve erroné, le défaut de motivation et l'utilisation d'éléments de preuve non vérifiés (moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D)

59. Dans le cadre de son deuxième moyen d'appel, Mladić soutient que la Chambre de première instance a systématiquement commis une erreur de droit et de fait dans l'ensemble du Jugement i) en appliquant un niveau de preuve erroné, déchargeant ainsi l'Accusation de son

[163] Voir *ibidem*, par. 5272 (« Le constat judiciaire ne renverse pas la charge ultime de la persuasion, qui pèse toujours sur l'Accusation »). Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 219 ; Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 49.
[164] Voir, par exemple, Jugement, par. 351, 353, 362, 447, 448, 603, 608, 682, 750, 771, 787, 829, 887, 905, 915, 969, 1050, 1064, 1076, 1089, 1092, 1101, 1113, 1124, 1149, 1156, 1159, 1263, 1264, 1318, 1319, 1378, 1486 à 1488, 1515, 1589, 1599, 1604, 1611, 1623, 1635, 1639, 1662, 1664, 1668, 1720, 1739, 1767, 1771, 1787-1792, 1912, 1919, 1920, 1929, 1934, 1942, 1950 à 1952, 1957, 1963, 1968, 1973, 2008, 2010, 2035, 2039, 2042, 2047, 2048, 2051, 2054, 2055, 2085, 2086, 2095, 2096, 2144 à 2148, 2182 et 4734, et notes de bas de page 4284, 4560, 5424, 5425 et 7565. Voir aussi *ibidem*, par. 5273 à 5277.

obligation de prouver sa culpabilité au-delà de tout doute raisonnable (moyen d'appel 2.B)[165], ii) en ne prenant pas en considération dans son raisonnement des éléments de preuve à décharge clairement pertinents, montrant ainsi qu'elle n'en a pas tenu compte ou qu'elle leur a accordé un poids insuffisant (moyen d'appel 2.C)[166], et iii) en se fondant uniquement ou de manière déterminante sur des éléments de preuve non vérifiés (moyen d'appel 2.D)[167]. Sur ces points, Mladić affirme que les erreurs de la Chambre de première instance et leurs conséquences, qu'il expose plus en détail dans les moyens d'appel 3 à 7 de son mémoire d'appel, pris ensemble ou séparément, invalident les conclusions fondant ses déclarations de culpabilité[168].

60. L'Accusation aborde les moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D de l'appel de Mladić en réponse aux moyens invoqués dans lesquels il expose ses arguments de fond[169].

61. Comme Mladić développe des arguments relatifs à ses moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D, la Chambre d'appel va apprécier ces moyens à l'aune des arguments avancés à leur égard.

[165] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 26 et 27 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 115 à 125.
[166] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 28 à 30 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 127 à 140. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 33 et 34.
[167] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 31 et 32 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 142 et 145 à 150.
[168] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 115, 116, 118 à 129, 136 à 144 et 148 à 151.
[169] Réponse de l'Accusation, par. 42 et note de bas de page 226.

3. Erreurs alléguées concernant l'égalité des armes (moyen d'appel 8.A)

62. Mladić soutient que la Chambre de première instance a violé son droit à un procès équitable en ne veillant pas l'égalité des armes[170]. Il avance en particulier que la Chambre de première instance i) a abusé de son pouvoir discrétionnaire lorsqu'elle a refusé de proroger le délai de présentation des témoins pour permettre à deux témoins à décharge de déposer[171], et ii) a commis une erreur lorsqu'elle a mis fin à la présentation des moyens à décharge alors que des questions d'administration de la preuve étaient pendantes[172]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments.

63. Auparavant, la Chambre d'appel rappelle que le principe de l'égalité des armes prévoit que chaque partie au procès doit avoir la possibilité de défendre ses intérêts dans des conditions qui ne la place pas dans une position de faiblesse marquée par rapport à la partie adverse[173]. L'article 85 du Règlement du TPIY prévoit que chacune des parties peut appeler des témoins à la barre et présenter des moyens de preuve, et l'article 87 A) du Règlement du TPIY que les débats sont clos « [a]près le réquisitoire et les plaidoiries des parties ». La Chambre d'appel rappelle en outre que les Chambres de première instance disposent d'un pouvoir discrétionnaire en matière de gestion des procès[174], et que « la Chambre de première instance dispose *pendant* le procès du pouvoir inhérent de contrôler le déroulement de l'instance[175] ». Ces pouvoirs figurent à l'article 73 *ter* du Règlement du TPIY, qui confère à la Chambre de première instance le pouvoir de fixer la durée de la présentation des moyens à décharge et le nombre de témoins

---

[170] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 77, 78, 84 et 85, et p. 27 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 781 à 809, 876 et 908.
[171] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 781, 792 à 802 et 806 ; CR, p. 85 et 86 (25 août 2020).
[172] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 782, 789 à 791, 803 à 805 et 807.
[173] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 201 ; *Le Procureur c/ Jadranko Prlić et consorts*, affaire n° IT-04-74-AR73.9, Décision faisant suite à l'appel interjeté par Slobodan Praljak contre la Décision relative à la traduction de documents, rendue par la Chambre de première instance le 16 mai 2008, 4 septembre 2008, par. 29. Voir aussi Arrêt *Kalimanzira*, par. 34 ; Arrêt *Nahimana*, par. 173.
[174] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 72 et 330 ; Arrêt *Prlić*, par. 26 et 119 ; Arrêt *Šainović*, par. 29 ; Arrêt *Lukić*, par. 17 ; *Le Procureur c/ Ante Gotovina et consorts*, affaire n° IT-06-90-AR73.6, *Decision on Ivan Čermak and Mladen Markač Interlocutory Appeals Against Trial Chamber's Decision to Reopen the Prosecution Case*, 1er juillet 2010 (« Décision *Gotovina* du 1er juillet 2010 »), par. 5 ; *Le Procureur c/ Vujadin Popović et consorts*, affaire n° IT-05-88-AR73.5, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par Vujadin Popović contre la Décision relative à la demande de réouverture du dossier de l'Accusation, 24 septembre 2008 (« Décision *Popović* du 24 septembre 2008 »), par. 3.
[175] Voir *Augustin Ngirabatware c. Le Procureur*, affaire n° ICTR-99-54-AR73(C), *Decision on Ngirabatware's Appeal of the Decision Reducing the Number of Defence Witnesses*, 20 février 2012 (« Décision *Ngirabatware* du 20 février 2012 »), par. 13 ; *Le Procureur c/ Jadranko Prlić et consorts*, affaire n° IT-04-74-AR73.17, Décision relative à l'appel interjeté par Slobodan Praljak contre le refus de la Chambre de statuer sur l'admission d'éléments de preuve présentés sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement, 1er juillet 2010 (« Décision *Prlić* du 1er juillet 2010 »), par. 31.

que la Défense peut citer[176]. De plus, aux termes de l'article 54 du Règlement du TPIY, une Chambre de première instance peut délivrer les ordonnances nécessaires aux fins de la conduite du procès. Une partie qui conteste une décision prise par la Chambre de première instance dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire doit, pour obtenir gain de cause, démontrer que celle-ci a commis une erreur manifeste qui lui a causé un préjudice[177]. La Chambre d'appel n'infirmera une décision prise par la Chambre de première instance dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire que si cette décision repose sur une interprétation erronée du droit applicable, repose sur une constatation manifestement erronée ou est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a lieu de conclure que la Chambre de première instance n'a pas exercé à bon escient son pouvoir discrétionnaire[178].

a) Prorogation du délai de présentation des témoins à décharge

64. Le 19 mai 2014, Mladić a déposé une liste de témoins comprenant [EXPURGÉ][179]. Le 25 mars 2015, il a modifié sa liste de témoins [EXPURGÉ][180]. Le 18 janvier 2016, Mladić a déposé des requêtes priant la Chambre de première instance d'admettre des éléments de preuve documentaires relatifs, entre autres, [EXPURGÉ][181]. Le 26 avril 2016, la Chambre de première instance a fixé à la semaine du 30 mai 2016 le délai pour faire citer les trois derniers témoins de la Défense figurant sur la liste des témoins devant comparaître, qui ne comprenait pas

[176] Voir article 73 *ter* C) et E) du Règlement du TPIY. Voir aussi *Le Procureur c/ Radovan Karadžić*, affaire nº IT-95-5/18-AR73.10, Décision relative à l'appel d'une décision relative à la durée de la présentation des moyens à décharge, 29 janvier 2013 (« Décision *Karadžić* du 29 janvier 2013 »), par. 9 ; Décision *Prlić* du 1er juillet 2010, par. 31. La Chambre d'appel rappelle également que le pouvoir qu'a la Chambre de première instance de limiter le nombre de témoins est toujours subordonné à son obligation de veiller à ce que les droits que l'accusé tient de l'article 21 du Statut du TPIY soient respectés. En effet, elle doit faire en sorte que le nombre des témoins de la Défense soit suffisant pour permettre raisonnablement à l'accusé d'exposer ses moyens. Voir Décision *Prlić* du 1er juillet 2010, par. 31.
[177] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 72 et 330 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 68 ; Arrêt *Ndahimana*, par. 14 ; Arrêt *Lukić*, par. 17.
[178] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 85 ; Arrêt *Prlić*, par. 26 ; Arrêt *Ndahimana*, par. 14 ; Décision en appel relative aux faits jugés, par. 9 ; Arrêt *Lukić*, par. 17.
[179] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Supplemental Submission of Preliminary Witness and Exhibit Lists Under Rule 65 ter (G)*, confidentiel, 19 mai 2014, annexe A, p. 78906, 78905, 78834 et 78833 (pagination du Greffe).
[180] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion to Amend 65 ter List to Add Witnesses not Previously on the List and Notice of Intent to Not Adduce Evidence of Certain Witnesses and Modify the Mode of Others*, confidentiel, 25 mars 2015, par. 4, annexe A, p. 87883 (pagination du Greffe), et annexe B, p. 87881 (pagination du Greffe).
[181] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Second Motion to Admit Documents from the Bar – Srebrenica*, confidentiel, 18 janvier 2016, p. 95519 et 95507 (pagination du Greffe) ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Fifth Motion to Admit Documents from the Bar – Enemy Actions*, 18 janvier 2016, p. 95703 (pagination du Greffe).

[EXPURGÉ][182]. Le 23 et le 30 mai 2016, elle a rejeté les demandes de Mladić visant l'admission d'éléments de preuve documentaires relatifs à [EXPURGÉ], respectivement[183]. Par la suite, le 13 juillet 2016, Mladić a demandé une prorogation du délai de présentation des témoins à décharge et a fait part de son intention provisoire de faire citer [EXPURGÉ][184]. La Chambre de première instance a rejeté ces demandes le 15 août 2016, concluant notamment que Mladić n'avait pas démontré que les témoignages attendus de [EXPURGÉ] étaient à ce point importants qu'ils militaient en faveur de l'autorisation de la demande de prorogation[185]. Le 22 août 2016, Mladić a sollicité le réexamen de la Décision du 15 août 2016 ou, à titre subsidiaire, la certification de l'appel envisagé contre cette décision[186], demande que la Chambre de première instance a rejetée le 26 octobre 2016[187].

65. Mladić soutient que la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire en refusant de proroger le délai de présentation des témoins à décharge afin de permettre à [EXPURGÉ] de témoigner[188]. Il avance qu'en décidant s'il existait des « motifs valables » justifiant de proroger le délai, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de la pertinence, du contexte et de l'effet potentiel des dépositions de [EXPURGÉ][189] et de

[182] CR, p. 43703 (26 avril 2016). Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Requests to Vary the Deadline for Presenting Witnesses*, confidentiel, 15 août 2016 (« Décision du 15 août 2016 »), par. 1 et 14, et note de bas de page 44.

[183] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence's Second Motion to Admit Documents from the Bar Table*, 23 mai 2016, par. 19, 20 et p. 9 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence's Fifth Motion for the Admission of Documents from the Bar Table*, 30 mai 2016, par. 22 et p. 15. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence's Motion for Partial Reconsideration or Certification to Appeal the Decision on Defence's Second Bar Table Motion*, 7 juillet 2016, par. 11 et 12.

[184] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Request to Vary the Time for Witnesses Following the Denial 3 Bar Table Exhibits and, if Granted, Defence Notification of Intent to Call* [EXPURGÉ] Viva Voce, confidentiel, 13 juillet 2016 (« Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ]»), par. 2 et 20 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Pending the Outcome of the Certification to Appeal 65ter #1D07014, Defence Advance Motion to Notify of the Intent to Request a Variation of Time for Witnesses and, if Granted, to Call* [EXPURGÉ], Viva Voce, confidentiel, 13 juillet 2016 (« Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ]»), par. 2 et 17.

[185] Décision du 15 août 2016, par. 16, 17 et 19.

[186] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion for Reconsideration or, in the Alternative, Certification to Appeal the Decision on Defence Requests to Vary the Deadline for Presenting Witnesses*, confidentiel, 22 août 2016 (« Demande de réexamen du 22 août 2016 »), p. 2 et 18.

[187] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Motion for Reconsideration of or, Alternatively, Certification to Appeal the Decision on Defence Requests to Vary the Deadline for Presenting Witnesses*, confidentiel, 26 octobre 2016 (« Décision du 26 octobre 2016 »), p. 8.

[188] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 781 et 792 à 802 ; CR, p. 85 et 86 (25 août 2020).

[189] Mladić soutient que la déposition de [EXPURGÉ] était directement en rapport avec l'examen par la Chambre de première instance de la cause du décès des victimes de Srebrenica et leur qualité de militaires, et qu'en l'absence de cette déposition, la Défense a dû se fonder sur des « preuves parcellaires ». Il affirme en particulier que [EXPURGÉ]. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 797 à 799. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 109 ; CR, p. 85 et 86 (25 août 2020).

[EXPURGÉ][190], ainsi que de l'intérêt de la justice[191], ou ne leur a pas accordé « suffisamment de poids ». Selon Mladić, l'erreur de la Chambre de première instance a porté préjudice à sa capacité de présenter sa défense[192] et invalide les conclusions du Jugement relatives à Srebrenica et à Sarajevo dans la mesure précisée dans ses arguments en appel[193].

66. L'Accusation répond que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire en décidant de ne pas accorder un délai supplémentaire pour permettre à [EXPURGÉ] de témoigner[194]. Selon l'Accusation, lorsque la Chambre de première instance a rejeté la « demande de dernière minute » de Mladić de proroger le délai de présentation des témoins, elle a « exercé son pouvoir discrétionnaire à bon escient et raisonnablement »[195], en particulier compte tenu de la « pertinence discutable et de la valeur probante négligeable des dépositions de [EXPURGÉ][196] ». Elle ajoute que les griefs de Mladić dénaturent le dossier et reprennent des arguments qui ont échoué en première instance[197].

67. Mladić réplique que, contrairement à ce que répond l'Accusation, il démontre en appel que la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire[198].

68. La Chambre d'appel rappelle que, aux termes de l'article 73 *ter* F) du Règlement du TPIY, la Chambre de première instance peut, dans l'intérêt de la justice, faire droit à la requête de la Défense aux fins que lui soit accordé du temps supplémentaire pour présenter ses moyens de preuve. Des éléments liés au contexte de l'affaire, notamment l'importance que pourrait avoir la déposition d'un témoin, peuvent être pertinents pour décider s'il y a lieu d'octroyer un délai

[190] Mladić fait valoir que la Chambre de première instance a rejeté les arguments de la Défense selon lesquels certains tirs isolés et bombardements à Sarajevo avaient été causés par l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (« ABiH »), et que [EXPURGÉ]. Mémoire d'appel de Mladić, par. 800 à 802. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 111.
[191] Mémoire d'appel de Mladić, par. 792 et 795. Voir aussi *ibidem*, par. 793 et 794.
[192] *Ibid*., par. 795 et 808. Voir aussi *ibid*., par. 793, 794, 799 et 802.
[193] *Ibid*., par. 806. Mladić soutient que l'erreur qu'aurait commise la Chambre de première instance invalide les conclusions tirées concernant Srebrenica et Sarajevo « dans la mesure précisée plus haut ». Après avoir examiné ses arguments, la Chambre d'appel croit comprendre que Mladić renvoie aux paragraphes 796 à 802 de son mémoire d'appel, où il décrit l'effet que les dépositions de [EXPURGÉ] auraient eu sur les conclusions de la Chambre de première instance relatives à la cause du décès des victimes de Srebrenica et à leur qualité de militaire ou de civil ([EXPURGÉ]), à l'origine des tirs isolés et des bombardements à Sarajevo ainsi qu'à leurs auteurs ([EXPURGÉ]).
[194] Voir Réponse de l'Accusation, par. 328 à 335 ; CR, p. 39 et 40 (26 août 2020).
[195] Réponse de l'Accusation, par. 329.
[196] *Ibidem*, par. 325 et 331 à 334. L'Accusation ajoute que Mladić n'a pas démontré en quoi les dépositions de [EXPURGÉ] auraient eu un effet sur le Jugement. Voir *ibid*., par. 332 et 335. Voir aussi CR, p. 39 et 40 (26 août 2020).
[197] Réponse de l'Accusation, par. 324, 333 et 334.
[198] Voir Réplique de Mladić, par. 109 à 111 et p. 32.

supplémentaire à une partie pour qu'elle présente ses moyens[199]. Lorsqu'il a demandé un délai supplémentaire en première instance, Mladić a fait valoir qu'entendre [EXPURGÉ] serait dans l'intérêt de la justice parce que leurs témoignages étaient pertinents et probants, et que tout retard occasionné par leur déposition serait minime[200]. Il a précisé que [EXPURGÉ][201], et que [EXPURGÉ][202].

69. La Chambre d'appel fait observer que, dans la Décision du 15 août 2016, la Chambre de première instance a pris en considération les arguments de Mladić relatifs à l'intérêt de la justice, en particulier à l'« importance » des dépositions de [EXPURGÉ][203]. La Chambre de première instance a pris note des arguments de Mladić selon lesquels [EXPURGÉ][204]. La Chambre de première instance a examiné cet argument et a fait remarquer que [EXPURGÉ][205]. Elle a également relevé les arguments de Mladić selon lesquels [EXPURGÉ][206]. La Chambre de première instance a estimé que, bien que pertinente, la déposition de [EXPURGÉ][207]. Elle a également rejeté l'affirmation de Mladić selon laquelle [EXPURGÉ][208]. Ayant conclu que les témoignages attendus de [EXPURGÉ] n'étaient pas d'une importance telle qu'ils justifient une prorogation du délai de présentation des moyens, la Chambre de première instance a jugé que l'intérêt de la justice ne commandait pas de l'octroyer[209]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a confirmé cette position dans la Décision du 26 octobre 2016, lorsqu'elle a rejeté les demandes de réexamen et de certification de l'appel envisagé contre la Décision du 15 août 2016[210].

[199] Cf. Décision *Karadžić* du 29 janvier 2013, par. 20 et 22 ; Arrêt *Haradinaj*, par. 38 à 40, 43 et 49 ; *Le Procureur c/ Jadranko Prlić et consorts*, affaire nº IT-04-74-AR73.7, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par les accusés contre la Décision portant attribution du temps à la Défense pour la présentation des moyens à décharge, 1er juillet 2008, par. 20, 21, 25 et 27.
[200] Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 18 et 19 ; Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 15.
[201] Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 18. Voir aussi *ibidem*, par. 1, 3, 15 et 16.
[202] Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 15 et 16. Voir aussi *ibidem*, par. 1, 3 et 13.
[203] Voir Décision du 15 août 2016, par. 4, 5, 7, 8 et 16.
[204] Voir *ibidem*, par. 4, renvoyant à Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 1, 2, 15, 16 et 18.
[205] Voir *ibid*., par. 16 et note de bas de page 45. Voir aussi *ibid*., par. 4.
[206] Voir *ibid*., par. 7, renvoyant à Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 1, 2 et 13 à 16.
[207] Voir *ibid*., par. 16 et note de bas de page 46.
[208] Voir *ibid*.
[209] *Ibid*., par. 17. La Chambre d'appel fait en outre observer que les arguments de Mladić en appel font abstraction des observations de la Chambre de première instance concernant le retard pris par la Défense pour informer cette dernière et l'Accusation de l'ajout des témoins [EXPURGÉ]. Voir *ibid*., par. 14 et note de bas de page 44. Sur ce point, la Chambre de première instance a souligné le pouvoir discrétionnaire de la Défense dans la gestion de ses moyens et les conséquences des demandes d'admission d'éléments de preuve à un stade avancé du procès. Voir *ibid*., par. 15.
[210] Voir Décision du 26 octobre 2016, par. 11, 12 et 16.

70. Consciente du large pouvoir discrétionnaire dont disposait la Chambre de première instance dans la gestion de l'instance dont elle était saisie, la Chambre d'appel n'est pas convaincue, compte tenu des conclusions tirées au sujet de l'intérêt limité des dépositions de [EXPURGÉ], que le refus d'octroyer à Mladić un délai supplémentaire constituait un abus de pouvoir discrétionnaire. En particulier, Mladić n'a pas étayé ses affirmations selon lesquelles la Chambre de première instance n'a pas replacé dans son contexte l'importance des témoignages de [EXPURGÉ] ou ne leur a pas accordé suffisamment de poids, ou qu'elle n'a pas pris en compte l'intérêt de la justice comme il convenait[211]. La Chambre d'appel conclut que la Chambre de première instance a dûment pris en compte ces questions dans la Décision du 15 août 2016[212], puis dans la Décision du 26 octobre 2016[213]. En appel, Mladić reprend des arguments ayant échoué en première instance[214] sans démontrer l'existence d'une erreur manifeste. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette donc les griefs de Mladić sur ce point.

b) Fin de la présentation des moyens à décharge

71. Le 16 août 2016, la Chambre de première instance a demandé à la Défense si elle avait terminé la présentation de ses moyens[215]. Celle-ci a répondu que non, compte tenu de sa demande pendante de réexamen de deux décisions relatives à un témoin à charge et de son intention de déposer une demande de certification de l'appel envisagé contre la Décision du 15 août 2016[216]. La Chambre de première instance a considéré que « [l]es requêtes aux fins de certification ou de réexamen n'[avaient] pas d'effet suspensif » sur la fin de la présentation des moyens, et a par conséquent mis fin à la présentation des moyens à décharge au motif qu'il ne restait plus de questions relatives à l'administration de la preuve[217]. Le 18 août 2016, Mladić a déposé un acte d'opposition concernant la fin de la présentation des moyens à décharge, soutenant notamment que la décision de la Chambre de première instance n'était pas dûment

[211] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 792 et 795.
[212] Voir Décision du 15 août 2016, par. 4, 5, 7, 8, 10 et 16 à 18.
[213] Voir Décision du 26 octobre 2016, par. 4, 6, 11 et 12.
[214] Comparer Mémoire d'appel de Mladić, par. 792 à 795, 797 à 799 et 802 avec Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 1, 2 et 15 à 19, avec Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 1, 2, 13, 15 et 16, avec Demande de réexamen du 22 août 2016, par. 2, 3, 6, 18, 19 et 23, et avec Décision du 26 octobre 2016, par. 4, 6, 11 et 12.
[215] CR, p. 44313 et 44314 (16 août 2016).
[216] CR, p. 44314 à 44319 (16 août 2016). Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion Requesting to Strike Amor Mašović Charts Due to Clear Error and New Particular Circumstances or, Alternatively, that this Trial Chamber Require the Testimony of Amor Mašović or Exercise its Power Under Rule 98 to Call Amor Mašović to Clarify the Reliabil[i]ty of His Expansive Forensic Assertions*, document public avec annexes confidentielles et publiques, 9 août 2016 (« Demande du 9 août 2016 »), par. 9, 28 à 31 et 40 à 44.
[217] CR, p. 44317 et 44319 (16 août 2016).

motivée[218]. Le 23 août 2016, cette dernière a rejeté cet acte d'opposition[219] et, comme il a été exposé ci-dessus, le 26 octobre 2016, elle a rejeté les demandes de Mladić visant le réexamen de la Décision du 15 août 2016 ou la certification de l'appel envisagé contre celle-ci[220].

72. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a mis fin à la présentation des moyens à décharge alors que des questions d'administration de la preuve étaient pendantes[221]. Selon lui, pendant les échanges avec la Chambre de première instance le 16 août 2016, la Défense lui avait fait part de son intention de solliciter le réexamen de la Décision du 15 août 2016[222]. Il affirme que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit en concluant qu'une demande de réexamen d'une décision relative à une question d'administration de la preuve ne constituait pas une question pendante en matière de preuve[223].

73. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas l'existence d'un préjudice suite à la décision de la Chambre de première instance de mettre fin à la présentation des moyens à décharge[224]. À cet égard, elle soutient que la décision de la Chambre de première instance de ne pas réexaminer la Décision du 15 août 2016 ou de ne pas en certifier l'appel était sans rapport avec la fin de la présentation des moyens à décharge[225]. Selon l'Accusation, Mladić avance également à tort avoir informé la Chambre de première instance qu'il solliciterait le réexamen de cette décision[226].

74. Mladić réplique que l'Accusation a tort d'affirmer qu'il n'a pas informé la Chambre de première instance de son intention de solliciter le réexamen de la Décision du 15 août 2016[227].

---

[218] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Notice of Objection to the Chamber's Closing of its Case*, 18 août 2016, par. 1 et 8 à 11.
[219] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Request for Reasoned Decision Regarding Closure of Defence Case*, 23 août 2016, par. 7 et 8.
[220] Décision du 26 octobre 2016, p. 8.
[221] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 782, 803 à 805 et 807.
[222] *Ibidem*, par. 789 et 804.
[223] *Ibid*., par. 803 et 805. Selon Mladić, une demande de réexamen aurait exigé de la Chambre de première instance qu'elle revoie sa décision précédente en matière de preuve au motif que celle-ci était erronée ou avait causé une injustice, ou en raison d'un fait nouveau ou d'un nouvel argument qui n'aurait pas été initialement pris en considération. Voir *ibid*., par. 805.
[224] Réponse de l'Accusation, par. 336. Voir aussi CR, p. 39 et 40 (26 août 2020).
[225] L'Accusation soutient que la Chambre de première instance a rappelé dans la Décision du 26 octobre 2016 que la nature des dépositions de [EXPURGÉ] ne militait pas en faveur d'une modification du délai de présentation des moyens de la Défense. Voir Réponse de l'Accusation, par. 336, renvoyant à Décision du 26 octobre 2016, par. 10 à 16.
[226] Réponse de l'Accusation, note de bas de page 1324.
[227] Réplique de Mladić, par. 112.

75. La Chambre d'appel fait remarquer que, lorsque la Chambre de première instance a mis fin à la présentation des moyens à décharge le 16 août 2016, la seule demande pendante de réexamen concernait un témoin à charge et non la présentation de moyens à décharge, et que la Défense avait seulement déclaré à ce moment-là son intention de contester la Décision du 15 août 2016[228]. En appel, Mladić ne présente rien à l'appui de son affirmation selon laquelle il était impossible pour la Chambre de première instance de mettre fin à la présentation des moyens à décharge après que la Défense a déclaré qu'elle solliciterait le réexamen de la Décision du 15 août 2016 ou la certification de l'appel envisagé contre celle-ci. Compte tenu du large pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance en matière de gestion des procès[229] ainsi que de son pouvoir inhérent de contrôler les débats pendant le procès[230], la Chambre d'appel considère que, dans les circonstances du moment, la Chambre de première instance a agi dans les limites de son pouvoir discrétionnaire. Les arguments de Mladić reflètent simplement son désaccord avec la décision de la Chambre de première instance de mettre fin à la présentation des moyens à décharge et ne démontrent l'existence d'aucune erreur manifeste constitutive d'un abus de pouvoir discrétionnaire.

76. De plus, la Chambre d'appel considère qu'en se limitant à affirmer que la Chambre de première instance n'a pas garanti l'égalité des armes entre les parties et qu'il n'a pas eu raisonnablement la possibilité de présenter ses moyens, Mladić n'étaye pas ses dires[231]. Ses griefs concernant l'égalité des armes sont donc rejetés.

77. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 8.A de Mladić.

4. Erreurs alléguées concernant la conduite du procès au préjudice de la santé de Mladić et l'appréciation de l'incidence de son état de santé sur son comportement pendant le procès (moyen d'appel 8.B)

78. Mladić soutient que la Chambre de première instance a conduit les débats au préjudice de sa santé et n'a pas apprécié l'incidence de son état de santé sur son comportement pendant le

[228] Voir Demande du 9 août 2016, par. 48 ; CR, p. 44314 à 44319 (16 août 2016).
[229] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 72 et 330 ; Arrêt *Lukić*, par. 17 ; Décision *Gotovina* du 1er juillet 2010, par. 5 ; Décision *Popović* du 24 septembre 2008, par. 3.
[230] Voir, par exemple, Décision *Ngirabatware* du 20 février 2012, par. 13 ; Décision *Prlić* du 1er juillet 2010, par. 31.
[231] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 783, 808 et 908.

procès[232]. Il reproche en particulier à la Chambre de première instance i) d'avoir abusé de son pouvoir discrétionnaire en rejetant sa demande de fixer le calendrier des audiences à quatre jours par semaine et en imposant un calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pendant neuf mois[233], et ii) de s'être fondée à tort sur des communications couvertes par le secret professionnel pour établir l'état d'esprit qui l'animait s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale[234]. Du fait de ces erreurs, Mladić prie la Chambre d'appel d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées pour tous les chefs d'accusation, d'ordonner un nouveau procès ou de renvoyer l'affaire en partie[235]. En ce qui concerne plus précisément l'erreur alléguée se rapportant au secret des communications entre avocat et client, il prie également la Chambre d'appel d'énoncer le critère juridique qui convient, d'examiner les constatations de la Chambre de première instance et d'infirmer les conclusions pour tous les chefs d'accusation, dans la mesure de l'erreur recensée[236]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments. Elle relève que, dans son acte d'appel, Mladić avance des allégations concernant son aptitude à être jugé[237]. Cependant, il ne développe pas cet argument dans son mémoire d'appel et précise dans sa réplique qu'il ne fait pas appel de ce point[238]. Par conséquent, la Chambre d'appel conclut que Mladić a abandonné ce grief et elle ne l'examinera pas plus avant[239].

a) Erreurs alléguées concernant le calendrier des audiences

79. Le 15 janvier 2013, au cours de la présentation des moyens à charge, Mladić a déposé une requête aux fins d'allègement du calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience en raison de problèmes de santé et y a annexé un rapport médical recommandant, entre autres, un rythme de deux jours d'audience de quatre heures suivis d'une journée de repos[240]. Ayant conclu que ce rapport médical n'était pas convaincant, la Chambre de première instance a rejeté la requête de Mladić le 13 mars 2013[241]. Le 16 avril 2013, Mladić a de nouveau demandé un

[232] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 79 à 83 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 810 à 875 et 904 à 907.
[233] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 810, 830 à 840 et 904 à 906.
[234] Voir *ibidem*, par. 842 à 875 et 907. Voir aussi Acte d'appel de Mladić, par. 81.
[235] Mémoire d'appel de Mladić, par. 915 et 916.
[236] *Ibidem*, par. 875.
[237] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 80 et 82.
[238] Voir Réplique de Mladić, par. 113.
[239] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, note de bas de page 19 ; Arrêt *Karemera*, notes de bas de page 28 et 29.
[240] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion Seeking Adjustment of the Trial Sitting Schedule Due to the Health Concerns of the Accused*, confidentiel, 15 janvier 2013, p. 8 et annexe C, p. 50952 (pagination du Greffe). Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, IT-09-92-AR73.3, *Decision on Mladić's Interlocutory Appeal Regarding Modification of Trial Sitting Schedule Due to Health Concerns*, 22 octobre 2013 (« Décision du 22 octobre 2013 »), par. 3.
[241] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de la Défense aux fins de modification des modalités du procès, 13 mars 2013, par. 12 et 14. Voir aussi Décision du 22 octobre 2013, par. 3.

allègement du calendrier des audiences en raison de ses problèmes de santé[242], ce que la Chambre de première instance a refusé le 12 juillet 2013[243]. Le 22 octobre 2013, la Chambre d'appel du TPIY est revenue sur la Décision du 12 juillet 2013, a ordonné à la Chambre de première instance d'adopter un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience durant le reste de la présentation des moyens à charge, et lui a enjoint de réexaminer la question du calendrier des audiences au début de la présentation des moyens à décharge[244].

80. Le 15 novembre 2013, la Chambre de première instance a ordonné au Greffe de faire procéder à des examens médicaux de Mladić avant le début de la présentation des moyens à décharge[245]. Le Greffe a déposé des rapports médicaux le 24 janvier 2014[246]. Sur la base de ces rapports, la Chambre de première instance a ordonné le 14 mars 2014 l'adoption d'un calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pour la présentation des moyens à décharge, sous réserve que l'état de santé de Mladić continue de faire l'objet d'une surveillance médicale et que ce calendrier soit « réexaminé périodiquement » afin de tenir compte de toute évolution de son état de santé, le cas échéant[247]. À la suite du dépôt de rapports médicaux complémentaires par le Greffe le 9 et le 24 juillet 2014[248], la Chambre de première instance a adopté le 25 août 2014 un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience, le vendredi étant provisoirement désigné journée sans audience[249].

---

[242] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Second Motion Seeking Adjustment of the Trial Sitting Schedule Due to the Health Concerns of the Accused*, confidentiel, 16 avril 2013, par. 27. Voir aussi Décision du 22 octobre 2013, par. 5.

[243] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la deuxi[è]me requête de la Défense aux fins d'aménagement du calendrier des audiences en raison des problèmes de santé de l'accusé, 12 juillet 2013 (« Décision du 12 juillet 2013 »), par. 18 et 19. Voir aussi Jugement, par. 5248 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative aux demandes de réexamen et de certification de l'appel envisagé contre la Décision relative à la requête de la Défense aux fins d'aménagement du calendrier des audiences, présentées par la Défense, 22 août 2013, par. 8 (où il est fait droit à la demande de certification de l'appel interjeté contre la Décision du 12 juillet 2013 de la Chambre de première instance).

[244] Décision du 22 octobre 2013, par. 16 et 17. Voir aussi Jugement, par. 5248.

[245] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Ordonnance aux fins d'examen médical de l'accusé en vertu de l'article 74 *bis* du Règlement, 15 novembre 2013 (« Ordonnance du 15 novembre 2013 »), par. 5 et 9. Voir aussi Jugement, par. 5248.

[246] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Reports*, confidentiel, 24 janvier 2014 (« Rapport médical du 24 janvier 2014 »).

[247] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative au calendrier des audiences, confidentiel, 14 mars 2014 (version publique déposée le 28 mars 2014) (« Décision du 14 mars 2014 »), par. 20 et 22.

[248] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 9 juillet 2014, annexe A ([EXPURGÉ]) (« Rapport médical du 28 juin 2014 ») ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 24 juillet 2014, et annexe B ([EXPURGÉ]) (« Rapport médical du 7 juillet 2014 »).

[249] CR, p. 24701 (25 août 2014). Le 17 septembre 2014, la Chambre de première instance a énoncé par écrit les motifs de l'adoption d'un calendrier allégé. Voir *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Reasons for Decision on the Future Trial Sitting Schedule*, 17 septembre 2014 (« Motifs de la décision du 17 septembre 2014 »), par. 10 à 17 et 19.

81. Mladić soutient que, malgré les recommandations médicales préconisant un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience, la Chambre de première instance a conduit les débats sur la base de cinq jours d'audience par semaine pendant neuf mois — cinq jours pendant la présentation des moyens à charge et quatre pendant la présentation des moyens à décharge[250]. Il affirme que ce calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience a entraîné une fatigue chronique et une détérioration de son état de santé qui l'ont empêché de participer véritablement aux débats et d'exercer ses droits[251]. Il conteste en particulier la Décision du 14 mars 2014, par laquelle, selon lui, la Chambre de première instance a rétabli à tort le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pendant la présentation des moyens à décharge, du 19 mai 2014 jusqu'en août 2014[252]. D'après lui, la Chambre de première instance a violé son droit de participer véritablement à sa défense, a porté atteinte à sa santé, n'a pas tenu compte des recommandations médicales et a continué à conduire les débats selon un calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pendant neuf mois[253]. À ses yeux, l'adoption d'un tel calendrier par la Chambre de première instance lui a porté préjudice et a entraîné une erreur judiciaire[254].

82. L'Accusation répond que, contrairement à ce qu'avance Mladić, celui-ci a activement participé à sa défense lorsque le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience a été imposé pendant la présentation des moyens à charge et à décharge, ce qui ébranle son argument[255]. Elle ajoute que Mladić ne démontre pas en quoi la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire dans la Décision du 14 mars 2014, par laquelle elle a ordonné l'adoption du calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pendant la présentation des moyens à décharge[256], étant donné que celle-ci s'est appuyée sur les rapports de deux médecins précisant que l'allègement du calendrier hebdomadaire à quatre jours d'audience allongerait le procès au préjudice de la santé de Mladić[257]. L'Accusation soutient également que, en tout état de cause, Mladić ne démontre l'existence d'aucune incidence concrète sur son droit à un procès équitable

[250] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 830 à 839, 905 et 906. Plus précisément, Mladić soutient que la Chambre de première instance a appliqué le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience entre le 1er juin et le mois d'octobre 2013, pendant la présentation des moyens à charge, et que le calendrier de quatre jours n'a été suivi qu'après l'intervention de la Chambre d'appel du 22 octobre 2013. *Ibidem*, par. 825 et 836, renvoyant à Décision du 22 octobre 2013. Voir aussi *ibid*., par. 818 à 824.
[251] *Ibid*., par. 831, 833 à 835, 837 à 840 et 906.
[252] *Ibid*., par. 826, 827, 829, 830 et 837, renvoyant à Décision du 14 mars 2014 et Motifs de la décision du 17 septembre 2014.
[253] *Ibid*., par. 831, 839, 840 et 906.
[254] *Ibid*., par. 810, 840 et 906.
[255] Réponse de l'Accusation, par. 344 et 345.
[256] *Ibidem*, par. 338, 346 et 347.
[257] *Ibid*.

puisque la Décision du 14 mars 2014 n'a abouti à un calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience que « pour un total d'à peine six semaines sur une période de trois mois[258] ».

83. Mladić réplique que la réponse de l'Accusation démontre que la Chambre de première instance était consciente des conséquences délétères du calendrier des audiences en vigueur et n'a pas adapté les débats en conséquence[259]. Il réaffirme qu'elle a abusé de son pouvoir discrétionnaire dans la Décision du 14 mars 2014, en rejetant sa demande de modification du calendrier et en ne tenant pas compte des rapports des médecins recommandant d'adapter les audiences afin de protéger sa santé[260].

84. La Chambre d'appel rappelle que les décisions concernant le calendrier des audiences et leurs modalités sont des décisions discrétionnaires de la Chambre de première instance, auxquelles la Chambre d'appel accorde du crédit[261]. Toutefois, le pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance doit s'exercer conformément aux articles 20 1) et 21 du Statut du TPIY, qui imposent aux Chambres de première instance de veiller à ce que les procès soient équitables et à ce que les droits de l'accusé soient pleinement respectés[262].

85. S'agissant du calendrier des audiences pendant la présentation des moyens à charge, en particulier du 1er juin au mois d'octobre 2013[263], la Chambre d'appel rappelle que la Chambre d'appel du TPIY a examiné la question dans sa Décision du 22 octobre 2013[264]. Celle-ci a conclu que la Chambre de première instance n'avait pas accordé suffisamment de poids aux rapports médicaux pertinents, avait abusé de son pouvoir discrétionnaire en rejetant la requête de Mladić aux fins de modification du calendrier, et avait donc commis une erreur manifeste[265]. Elle a

[258] *Ibid*., par. 338 et 348. Selon l'Accusation, Mladić ne démontre pas que ces six semaines ont rendu inéquitable son procès qui a duré 239 semaines, l'ont privé d'un droit ou ont minimisé sa participation appréciable au procès. Voir *ibid*., par. 348.
[259] Réplique de Mladić, par. 114.
[260] *Ibidem*, par. 116. Voir aussi *ibid*., par. 115.
[261] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-AR73.5, *Decision on Interlocutory Appeal Against the 27 March 2015 Trial Chamber Decision on Modality for Prosecution Re-Opening*, 22 mai 2015, par. 6 ; Décision du 22 octobre 2013, par. 11. Pour faire infirmer une décision discrétionnaire, la partie appelante doit montrer que la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste lui ayant porté préjudice. Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 85 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 431, note de bas de page 1018 et références citées.
[262] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 26 et 72 ; Arrêt *Ndahimana*, par. 14 ; Décision du 22 octobre 2013, par. 12 ; Arrêt *Galić*, par. 18. Toute partie qui allègue en appel qu'il a été porté atteinte à son droit à un procès équitable doit prouver que la violation a causé un préjudice constitutif d'une erreur de droit qui invalide le jugement. Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 26 et 72 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 346 ; Arrêt *Šainović*, par. 29 et références citées.
[263] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 833 à 836.
[264] Voir Décision du 22 octobre 2013, par. 12 à 17.
[265] *Ibidem*, par. 16.

notamment ordonné à la Chambre de première instance d'adopter un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience pour le reste de la présentation des moyens à charge[266].

86. S'agissant du calendrier des audiences pendant la présentation des moyens à décharge, la Chambre d'appel fait remarquer que, dans la Décision du 22 octobre 2013, la Chambre d'appel du TPIY a ordonné à la Chambre de première instance de « réexaminer la question au début de la présentation des moyens à décharge[267] ». Conformément à cette instruction, le 15 novembre 2013, la Chambre de première instance a enjoint au Greffe de faciliter de nouveaux examens de l'état de santé de Mladić[268]. Le Greffe a déposé des rapports médicaux concernant l'état de santé de Mladić le 24 janvier 2014[269]. La Chambre de première instance a ensuite rétabli le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience le 14 mars 2014[270]. Ce faisant, elle a notamment pris en considération le fait i) qu'il était conclu dans deux rapports d'expertise médicale établis par [EXPURGÉ], joints aux observations du Greffe du 24 janvier 2014, que « ralentir ou retarder le procès serait préjudiciable pour la santé de [Mladić][271] », ii) que d'autres rapports médicaux déposés par le Greffe et le personnel médical du quartier pénitentiaire de l'ONU privilégiaient un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience en raison d'[EXPURGÉ] ou afin de faire en sorte que l'état de santé de Mladić soit « aussi bon[...] que possible »[272], et iii) qu'il fallait accorder davantage de poids aux rapports d'expertise [EXPURGÉ], car leur avis relevait parfaitement de leur domaine de compétence[273]. Sur la base de ces considérations, la Chambre de première instance a conclu que retarder ou allonger le procès aurait un effet délétère sur la santé de Mladić, tout retard dans la procédure étant susceptible d'accroître [EXPURGÉ], compte tenu de l'existence de facteurs de risque graves — comme [EXPURGÉ] — et de son âge[274]. De plus, la Chambre de première instance a ordonné que les mêmes [EXPURGÉ] poursuivent les examens de l'état de santé de Mladić, tous les quatre mois au moins[275].

[266] *Ibid*., par. 17.
[267] *Ibid*.
[268] Ordonnance du 15 novembre 2013, par. 5 et 9.
[269] Rapport médical du 24 janvier 2014, annexes B et D à F.
[270] Décision du 14 mars 2014, par. 22.
[271] *Ibidem*, par. 15. [EXPURGÉ] Voir Rapport médical du 24 janvier 2014, annexes D à F, p. 76203, 76191 et 76188 (pagination du Greffe).
[272] Décision du 14 mars 2014, par. 17 et 18.
[273] *Ibidem*, par. 18.
[274] *Ibid*., par. 19.
[275] *Ibid*., par. 20 et 22.

87. La Chambre d'appel fait observer que, le 13 juin 2014, la Défense a prié la Chambre de première instance d'adopter définitivement un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience, le mercredi étant la journée de repos[276]. Le 9 et le 24 juillet 2014, le Greffe a respectivement déposé le Rapport médical du 28 juin 2014 et le Rapport médical du 7 juillet 2014[277]. Le Rapport médical du 28 juin 2014, établi par [EXPURGÉ], précisant entre autres: [EXPURGÉ][278]. Le Rapport médical du 7 juillet 2014, établi par [EXPURGÉ] précisait entre autres [EXPURGÉ][279]. [EXPURGÉ][280]. Après avoir examiné ces rapports médicaux, et en particulier la recommandation formulée dans le Rapport médical du 7 juillet 2014, la Chambre de première instance a adopté un calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience le 25 août 2014, le vendredi étant provisoirement un jour sans audience[281].

88. La Chambre d'appel fait observer que rien ne montre que, pendant les débats, Mladić a cherché à faire appel de la Décision du 14 mars 2014 ou demandé son réexamen par la Chambre de première instance, décision qu'il conteste à présent en appel. Sur ce point, la Chambre d'appel rappelle que, si une partie ne formule devant la Chambre de première instance aucune objection quant à une question donnée (alors qu'elle aurait pu raisonnablement le faire), la Chambre d'appel peut, en l'absence de circonstances particulières, conclure que cette partie a renoncé à son droit de soulever cette question en appel[282]. Mladić n'a pas contesté la Décision du 14 mars 2014 lors du procès, mais la Chambre d'appel fait observer qu'il a exprimé à plusieurs reprises des préoccupations quant au calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience après cette décision[283]. Dans ces circonstances, la Chambre d'appel exerce son pouvoir discrétionnaire pour examiner les arguments en appel de Mladić relatifs à la Décision du 14 mars 2014.

89. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel n'est pas convaincue par les arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire dans la Décision du 14 mars 2014, par laquelle le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience a été rétabli du 19 mai au 24 août 2014[284]. Au contraire, la Chambre de

[276] CR, p. 22668 à 22670, 22674 et 22675 (13 juin 2014). Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Renewed Submissions in Relation to the Future Trial Sitting Schedule*, confidentiel, 7 août 2014 (« Observations de la Défense relatives au calendrier des audiences, en date du 7 août 2014 »), par. 4.
[277] Voir Rapport médical du 28 juin 2014 ; Rapport médical du 7 juillet 2014.
[278] Rapport médical du 28 juin 2014, p. 80024 et 80023 (pagination du Greffe).
[279] Rapport médical du 7 juillet 2014, p. 80339 (pagination du Greffe).
[280] *Ibidem*.
[281] Voir CR, p. 24701 (25 août 2014) ; Motifs de la décision du 17 septembre 2014, par. 10 à 19.
[282] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 25 et 312.
[283] Voir CR, p. 22629 (12 juin 2014) ; CR, p. 22668 à 22670, 22674 et 22675 (13 juin 2014) ; Observations de la Défense relatives au calendrier des audiences, en date du 7 août 2014.
[284] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 830 ; Décision du 14 mars 2014, par. 20 et 22.

première instance a réexaminé la question du calendrier des audiences, en exécution de la décision de la Chambre d'appel du TPIY[285], et a fondé ses conclusions sur des rapports d'expertise médicale qui déconseillaient de retarder les débats, ce qu'aurait provoqué un allégement du calendrier[286]. La Chambre de première instance a en outre ordonné des examens médicaux périodiques, et que ceux-ci « s[oie]nt programmés de manière à coïncider, dans la mesure du possible, avec les audiences prévues pour la présentation des moyens à décharge éventuels, afin que [Mladić] puisse être examiné à un moment où l'effet des audiences sur sa santé pourra être correctement apprécié[287] ». Ensuite, après le dépôt de deux autres rapports d'expertise médicale le 9 et le 24 juillet 2014, elle a dûment pris note d'une nette préférence pour le calendrier hebdomadaire de quatre jours d'audience afin d'atténuer les effets sur la santé de Mladić[288]. Elle a donc adapté le calendrier hebdomadaire à quatre jours d'audience pour le reste du procès[289]. Il ressort de ce qui précède que, pendant la présentation des moyens à décharge, la Chambre de première instance était consciente de l'obligation que lui impose l'article 20 1) du Statut du TPIY de veiller à ce que le procès soit équitable et rapide, et qu'elle a tenté de concilier cette obligation avec les droits et le bien-être de Mladić. La Chambre d'appel prend note du grief supplémentaire de Mladić, selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en ne tenant pas compte des recommandations médicales visant à fixer la journée de repos au mercredi au lieu du vendredi[290]. Elle relève que la Chambre de première instance a expressément examiné cette question, mais n'a pas été en mesure de trouver dans les rapports médicaux une raison médicale justifiant de le faire. La Chambre de première instance a également estimé qu'il était préférable de prévoir plusieurs jours d'audience consécutifs afin d'éviter toute interruption dans la présentation des moyens et de permettre à Mladić de se reposer plus longtemps sans interruption[291]. De l'avis de la Chambre d'appel, Mladić n'établit aucune erreur imputable à la Chambre de première instance sur ce point. Dans la mesure où il ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste concernant le calendrier des audiences pendant la présentation des moyens à décharge, son argument selon lequel elle a abusé de son pouvoir discrétionnaire dans la Décision du 14 mars 2014 est rejeté.

[285] Voir Ordonnance du 15 novembre 2013, par. 5 ; Décision du 14 mars 2014, par. 6.
[286] Voir Décision du 14 mars 2014, par. 18 et 19.
[287] Voir *ibidem*, par. 20 et 22.
[288] Voir CR, p. 24701 (25 août 2014) ; Motifs de la décision du 17 septembre 2014, par. 10 à 17 et 19.
[289] Voir CR, p. 24701 (25 août 2014) ; Motifs de la décision du 17 septembre 2014, par. 10 à 17 et 19.
[290] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 836 et 839.
[291] Voir Motifs de la décision du 17 septembre 2014, par. 17.

90. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par les arguments de Mladić concernant l'effet du calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience, pendant à la fois la présentation des moyens à charge et à décharge, sur sa capacité à participer aux débats et à exercer ses droits[292]. Rappelant qu'il incombe à Mladić de démontrer les erreurs ou les atteintes qu'il allègue, la Chambre d'appel n'est pas convaincue que le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pendant des périodes limitées du procès a entravé sa capacité à participer véritablement à sa défense ou a porté atteinte à sa santé, en violation de l'un des droits consacrés dans le Statut du TPIY qui justifierait une intervention de la Chambre d'appel à ce stade du procès. Sur ce point, Mladić se contente de formuler des griefs auxquels la Chambre d'appel du TPIY a répondu, ou que la Chambre de première instance a examinés, sans démontrer l'existence d'une erreur[293]. La Chambre d'appel fait également observer que, dans certains cas au cours des périodes considérées, Mladić a participé activement à son procès[294]. Son argument selon lequel la Chambre de première instance a violé son droit à un procès équitable à cet égard est donc infondé et rejeté.

91. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette les griefs de Mladić relatifs au calendrier suivi pendant le procès.

b) Erreurs alléguées concernant les communications couvertes par le secret professionnel

92. Le 18 février 2013, l'Accusation a informé la Chambre de première instance que Mladić avait tenu des propos « terriblement offensants » hors audience (les « Propos offensants »), entendus par des membres de l'Accusation[295]. À ce moment-là, l'Accusation a fait part de son intention de mener une enquête sur la question et a estimé que les Propos offensants pouvaient constituer « des éléments de preuve de l'état d'esprit [de Mladić] et de la connaissance [qu'il avait] des crimes[296] ». Le 18 mars 2013, l'Accusation a sollicité l'admission d'un rapport d'enquête contenant les déclarations de deux membres de l'Accusation, Maria Karall et Dora

[292] Voir, par exemple, Mémoire d'appel de Mladić, par. 831, 833, 835 et 838 à 840. La Chambre d'appel fait remarquer qu'un calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience a été suivi pendant 19 semaines du procès. Voir https://www.icty.org/fr/case/mladic/4 (dernière consultation le 8 juin 2021) (de juin au 22 octobre 2013 — les cinq mois contestés durant la présentation des moyens à charge — le calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience a été suivi 13 semaines sur 20 ; durant la présentation des moyens à décharge, du 19 mai au 25 août 2014, ce calendrier a été suivi six semaines sur 14). L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a conduit les débats en suivant un calendrier hebdomadaire de cinq jours d'audience pendant « neuf mois » déforme donc les éléments figurant au dossier. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 810, 840 et 906.
[293] Voir *ibidem*, par. 831 à 838.
[294] Voir, par exemple, CR, p. 16313 (5 septembre 2013) ; CR, p. 23098 (26 juin 2014).
[295] CR, p. 8830 et 8831 (18 février 2013).
[296] CR, p. 8830 et 8831 (18 février 2013).

Sokola, qui ont attesté avoir entendu les Propos offensants[297]. Le 4 juin 2013, la Chambre de première instance a rejeté cette demande au motif que les Propos offensants « [étaie]nt potentiellement pertinents à première vue, s'agissant de la connaissance qu'avait [Mladić] de la détention alléguée de femmes et de jeunes filles musulmanes et des mauvais traitements qui leur auraient été infligés » et que les déclarations à leur sujet devaient être présentées à l'audience ou en application de l'article 92 *ter* du Règlement du TPIY[298]. Le 22 août 2013, la Chambre de première instance a fait droit à la demande de l'Accusation d'ajouter les noms de Karall et de Sokola à sa liste de témoins[299].

93. Avant le témoignage de Karall le 12 septembre 2013, la Défense a formulé deux objections, à savoir que les Propos offensants étaient soumis au secret des communications entre avocat et client, et que Karall avait un conflit d'intérêts car elle était membre de l'Accusation[300]. La Chambre de première instance a rejeté ces deux objections au motif i) que l'argument du secret professionnel invoqué par la Défense « ne tient pas compte du fait que, si l'on parle très fort, [...] les communications ne peuvent plus être considérées comme confidentielles, et [que] l'accusé en a été averti, ou [que] du moins cela a été porté à son attention », et ii) qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts puisque Karall était « témoin des faits » et n'était « pas présente pour établir un état d'esprit ou ce genre des choses »[301].

94. Lors de leurs témoignages, Karall et Sokola ont toutes deux déclaré que l'Accusation les avait chargées d'écouter les déclarations de Mladić et qu'elles avaient entendu les Propos offensants dans le prétoire le 18 février 2013, pendant la suspension d'audience[302]. Lorsqu'elle a relevé dans le Jugement les éléments de preuve relatifs à l'état d'esprit qui avait animé Mladić

[297] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Motion for Admission into Evidence the Utterances of the Accused*, confidentiel, 18 mars 2013, par. 1 et 15.
[298] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'admission de propos tenus par l'accusé, 4 juin 2013 (« Décision du 4 juin 2013 »), par. 5 et 7.
[299] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'être autorisée à modi[fi]er la liste de témoins établie en application de l'article 65 *ter* du Règlement, 22 août 2013 (« Décision du 22 août 2013 »), par. 7 à 9 et 11. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution Motion for Leave to Amend its Rule 65* ter *Witness List*, 20 juin 2013, par. 1 et 10.
[300] CR, p. 16585 et 16586 (12 septembre 2013).
[301] CR, p. 16589 et 16590 (12 septembre 2013). Le 21 octobre 2013, la Chambre de première instance a rejeté une demande présentée par la Défense visant la certification de l'appel envisagé contre la Décision orale du 12 septembre 2013. *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Request for Certification to Appeal Oral Decision of 12 September 2013*, 21 octobre 2013 (« Décision du 21 octobre 2013 »), par. 9.
[302] CR, p. 16593, 16594 et 16595 (12 septembre 2013) (huis clos partiel), 16597 à 16599, 16601, 16602 et 16604 ; CR, p. 18165 à 18183 (21 octobre 2013).

s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a fait référence aux dépositions de Karall et de Sokola[303], selon lesquelles [EXPURGÉ] :

[EXPURGÉ][304]

95. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en admettant et en retenant les témoignages de Karall et de Sokola au sujet des Propos offensants pour établir l'état d'esprit qui l'avait animé, contrairement à ce qu'elle a déclaré, ce qui a entraîné une erreur judiciaire[305]. À cet égard, il avance que la Chambre de première instance i) n'a pas pris en compte l'article 97 du Règlement du TPIY pour dire si les Propos offensants avaient été volontairement divulgués[306], ii) n'a pas tenu compte des circonstances dans lesquelles Karall et Sokola ont « entendu » les Propos offensants et n'a pas motivé la manière dont, dans ce contexte, la divulgation aurait pu être volontaire[307], et iii) a eu tort de ne pas avoir tenu compte des « idiosyncrasies » dans son discours, imputables à son état de santé, lorsqu'elle a dit s'il avait volontairement prononcé les Propos offensants, ou a eu tort de ne pas avoir motivé sa décision sur ce point[308].

96. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a décidé d'admettre et de retenir les témoignages relatifs aux Propos offensants, qui étaient pertinents, admissibles et n'avaient rien de privé[309]. L'Accusation avance notamment ce qui suit : i) l'article 97 du Règlement du TPIY ne s'applique pas car les Propos offensants n'ont pas été tenus dans une sphère privée et confidentielle, mais « à portée des oreilles des membres de l'Accusation qui se trouvaient ouvertement et visiblement dans la même salle d'audience[310] » ; ii) la Chambre de première instance était au courant des circonstances dans lesquelles Karall et Sokola ont entendu les Propos offensants[311] ; iii) Mladić ne démontre pas en quoi la Chambre de première instance a commis une erreur en accordant peu de poids à l'incidence de ses problèmes de santé[312] ; iv) la Chambre de première instance

[303] Jugement, confidentiel, par. 4614, 4643 et 5352, et note de bas de page 16380.
[304] *Ibidem*, confidentiel, par. 5352.
[305] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 842 à 875 et 907. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 123.
[306] Mémoire d'appel de Mladić, par. 842, 851, 856 à 859 et 866 à 868.
[307] Voir *ibidem*, par. 842, 853 à 858, 860 à 865, 874 et 907. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 118 à 121.
[308] Mémoire d'appel de Mladić, par. 821, 856 et 869 à 871. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 122.
[309] Réponse de l'Accusation, par. 350 à 362. L'Accusation ajoute que, même si la Chambre de première instance avait écarté les Propos offensants, elle aurait déclaré Mladić coupable des crimes commis dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale sur la base d'autres preuves concluantes de son intention criminelle. Voir *ibidem*, par. 351 et 363.
[310] Voir *ibid*., par. 350, 352, 353 et 358.
[311] *Ibid*., par. 354 à 357.
[312] *Ibid*., par. 361.

s'est fondée à juste titre sur les Propos offensants pour établir l'état d'esprit qui avait animé Mladić s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale[313].

97. Mladić réplique que l'Accusation ne fait valoir aucun fondement juridique pour étayer l'argument selon lequel l'article 97 du Règlement du TPIY ne s'applique pas dans les lieux publics ou que le volume des propos tenus excuse le comportement de l'Accusation ou en efface les répercussions — donner comme instruction aux membres de son équipe d'écouter toutes ses communications —, comportement qui invalide le caractère volontaire de la divulgation[314]. Il avance également que la Chambre de première instance a jugé qu'il avait renoncé au secret professionnel avant d'avoir entendu les témoignages de Karall et de Sokola[315]. Selon lui, l'Accusation n'a pas non plus ébranlé ses arguments selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de l'incidence de ses problèmes de santé sur le volume de ses propos, ou déclaré expressément ne pas s'appuyer sur ces témoignages pour établir l'état d'esprit qui l'avait animé[316].

98. La Chambre d'appel rappelle qu'aux termes de l'article 97 du Règlement du TPIY, toutes les communications échangées entre un avocat et son client sont considérées comme couvertes par le secret professionnel, et leur divulgation ne peut pas être ordonnée à moins que : i) le client ne consente à leur divulgation ; ou ii) le client n'en ait volontairement divulgué le contenu à un tiers et que ce tiers n'en fasse état au procès. Le secret professionnel est essentiel pour la défense d'un accusé ou d'un appelant, car il permet à l'avocat et au client de communiquer librement entre eux pour les besoins d'une assistance juridique efficace, telle qu'elle est garantie à l'article 21 4) d) du Statut du TPIY[317].

99. Tout d'abord, la Chambre d'appel fait remarquer que Mladić ne semble pas contester avoir tenu les Propos offensants ou les avoir exprimés bruyamment dans la salle d'audience[318]. S'agissant de l'argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas renvoyé à l'article 97 du Règlement du TPIY et n'a pas abordé la question du secret professionnel[319], la

[313] *Ibid*., par. 362.
[314] Réplique de Mladić, par. 117, 118, 120 et 121.
[315] *Ibidem*, par. 119.
[316] *Ibid*., par. 122 et 123.
[317] Voir *Le Procureur c/ Vujadin Popović et consorts*, affaire nº IT-05-88-A, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins de désignation d'un conseil indépendant chargé d'examiner des documents susceptibles d'être couverts par le secret des communications entre avocat et client, version publique expurgée, 16 juillet 2012, par. 7.
[318] Voir, par exemple, Mémoire d'appel de Mladić, par. 866, 867, 870 et 871.
[319] Voir *ibidem*, par. 856 et 857.

Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a expressément relevé que Mladić s'opposait à l'admission des Propos offensants au motif qu'ils portaient atteinte à son droit au secret des communications avec son avocat[320]. Ainsi, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas examiné la question sous l'angle du secret des communications entre avocat et client au sens de l'article 97 du Règlement du TPIY. Quant au grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a conclu à tort qu'il avait renoncé au secret professionnel sans avoir tenu d'audience consacrée à la preuve sur la question, la Chambre d'appel fait observer qu'il n'a pas sollicité une telle audience et qu'en appel, il ne fait rien pour tenter d'en établir la nécessité[321]. Compte tenu de ce qui précède, les griefs de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas examiné la question du secret des communications entre avocat et client ou a eu tort de ne pas tenir d'audience consacrée à la preuve sur cette question sont rejetés.

100. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas tenu compte des circonstances dans lesquelles Karall et Sokola avaient « entendu » les Propos offensants[322]. Contrairement à ce qu'il avance,

[320] Voir Décision du 22 août 2013, par. 4 ; CR, p. 16587 à 16589 (12 septembre 2013) ; Décision du 21 octobre 2013, par. 7. La Chambre d'appel rappelle également que, si les Chambres de première instance précisent habituellement le droit qu'elles entendent appliquer, il ne s'agit pas d'une exigence formelle. Voir Arrêt *Šešelj*, par. 57 et 160.

[321] Voir CR, p. 16585 à 16589 (12 septembre 2013). Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Response to Prosecution Motion for Admission into Evidence the Utterances of the Accused*, confidentiel, 2 avril 2013 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Response to Prosecution Motion to Amend its Rule 65* ter *Witness List*, 4 juillet 2013. La Chambre d'appel note en outre qu'avant la déposition de Karall, la Chambre de première instance a donné à la Défense l'occasion de préciser pourquoi Mladić n'avait pas renoncé au secret professionnel alors qu'il avait été averti qu'il criait les Propos offensants en présence d'autres personnes. Voir CR, p. 16587 et 16588 (12 septembre 2013) (le Juge Orie aux conseils de la Défense : « Quel est le fondement juridique justifiant que si vous criez et que tout le monde vous entend, mais pas en présence des juges de la Chambre, [...] d'autres règles s'appliqueraient alors soudainement ? Et que vous n'avez pas renoncé au secret professionnel si vous criez [...] ou hurlez en présence d'autres personnes que les juges de la Chambre ? Existe-t-il un fondement juridique justifiant cela ? Ou pouvez-vous analyser la renonciation au secret professionnel de manière à ce qu'elle ne s'applique que pendant les audiences, et non ailleurs ? »). La Chambre de première instance a conclu que les arguments de la Défense sur ce point n'étaient pas convaincants. Ainsi, dans la Décision du 21 octobre 2013, elle a considéré que la Défense « semblait incapable d'aborder la question d'un éventuel secret des communications entre avocat et client à un niveau d'analyse juridique suffisant pour permettre à la Chambre [de première instance] de bien comprendre les grandes lignes de l'enjeu ». Voir Décision du 21 octobre 2013, par. 7.

[322] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 856, 860 à 863 et 874. La Chambre d'appel conclut en outre que l'argument de Mladić, selon lequel l'Accusation avait clandestinement chargé Karall et Sokola d'écouter sans distinction les conversations entre Mladić et ses conseils, déforme les faits. Voir *ibidem*, par. 861 et 862. La Chambre d'appel note que, avant que Karall et Sokola n'entendent les Propos offensants, l'Accusation avait ouvertement dit vouloir « utiliser toutes les déclarations incriminantes criées » par Mladić au procès, et que la Chambre de première instance avait également averti ce dernier que les déclarations bruyantes et audibles « criées depuis l'autre bout d'une salle d'audience » étaient considérées comme une renonciation au secret professionnel couvrant les communications entre avocat et client. Voir CR, p. 1481 (23 août 2012) (« Avertissement du 23 août 2012 »).

il ressort du dossier que la Chambre de première instance était consciente des circonstances pertinentes et les a prises en considération[323]. De plus, l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas motivé sa décision sur ce point[324] fait abstraction de la déclaration du Juge Orie dans la Décision orale du 12 septembre 2013, à savoir que l'objection de la Défense au témoignage de Karall « concernant la renonciation au secret des communications [...] ne tient pas compte du fait que, lorsque l'on parle très fort, la communication ne peut plus être considérée comme confidentielle, et [que] l'accusé en a été averti[325] ». Partant, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas suffisamment pris en compte le fait qu'il n'avait pas renoncé au secret professionnel s'agissant des Propos offensants.

101. La Chambre d'appel va à présent examiner le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas tenu compte du fait que son état de santé provoquait une élocution « bruyante, sèche et rigide », et qu'elle a accordé un poids excessif au volume de son élocution pour justifier la conclusion d'une divulgation volontaire[326]. La Chambre d'appel rappelle que, dans une décision relative aux Propos offensants, la Chambre de première instance a expressément examiné et rejeté comme infondée la tentative de la Défense d'établir un lien entre l'état de santé de Mladić et sa propension à parler fort[327]. Elle rappelle également que, le 23 août 2012, la Chambre de première instance a averti Mladić que les déclarations bruyantes et audibles seraient considérées comme une renonciation au secret des communications entre avocat et client[328]. La Chambre de première instance a rappelé l'Avertissement du 23 août 2012 lorsqu'elle a rejeté les arguments de la Défense selon lesquels les Propos offensants étaient couverts par le secret professionnel[329]. Il ressort également du dossier qu'après cet

[323] En rendant la Décision orale du 12 septembre 2013, la Chambre de première instance a examiné l'argument des conseils de la Défense selon lequel Karall avait un conflit d'intérêts car elle faisait partie de l'équipe de l'Accusation et était présente dans la salle d'audience le 18 février 2013, écoutant Mladić communiquer avec ses conseils en dehors du déroulement officiel du procès. Voir CR, p. 16585, 16586 et 16589 (12 septembre 2013). Lors de l'audience au cours de laquelle Karall et Sokola ont déposé, la Chambre de première instance a également entendu que toutes deux avaient été chargées d'écouter les débordements de Mladić, ainsi que les circonstances dans lesquelles elles avaient entendu les Propos offensants. Voir, par exemple, CR, p. 16593, 16594 et 16595 (12 septembre 2013) (huis clos partiel), 16596 ; CR, p. 18165 à 18173 (21 octobre 2013).
[324] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 865.
[325] CR, p. 16589 (12 septembre 2013).
[326] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 856 et 869 à 871. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Decision Concerning Defence Motion to Exceed Word Count and Defence Motion Pursuant to Rule 15(B) Seeking Disqualification of Presiding Judge Alphons Orie*, 22 janvier 2014, annexe B, par. 18 (où le Juge Orie a déclaré qu'au cours de la présentation des moyens à charge, Mladić avait été « parfaitement capable de maîtriser le volume de son élocution »).
[327] Voir Décision du 21 octobre 2013, par. 7.
[328] Voir Avertissement du 23 août 2012.
[329] Voir CR, p. 16589 (12 septembre 2013).

avertissement, Mladić a maîtrisé à de nombreuses reprises le volume de son élocution lorsqu'il s'adressait à ses conseils[330]. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel considère comme infondés les arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de son état de santé ou a accordé un poids excessif au volume de son élocution lorsqu'elle a rejeté les arguments selon lesquels les Propos offensants étaient couverts par le secret professionnel.

102. Mladić soutient qu'en raison des erreurs alléguées, examinées ci-dessus, la Chambre de première instance a versé au dossier les Propos offensants et s'est fondée à tort sur ces propos pour établir l'état d'esprit qui l'avait animé, alors qu'elle avait déclaré dans sa Décision orale du 12 septembre 2013 qu'elle n'utiliserait pas le témoignage de Karall à cet effet[331]. La Chambre d'appel rappelle que, le 12 septembre 2013, lorsqu'elle a rejeté l'objection de la Défense au témoignage de Karall, la Chambre de première instance a déclaré que cette dernière avait été chargée de relater les événements du 18 février 2013 entourant les Propos offensants et qu'elle n'était « pas là pour établir un état d'esprit ou ce genre de choses[332] ». De l'avis de la Chambre d'appel, la Chambre de première instance soulignait simplement le fait que Karall était témoin des faits, chargée de témoigner sur « ce qu'elle avait vu, entendu ou vécu » le 18 février 2013[333]. Cette déclaration ne contredit en rien la décision qu'a finalement prise la Chambre de première instance de résumer le témoignage au sujet des Propos offensants en constatant les éléments de preuve présentés relatifs à l'état d'esprit qui avait animé Mladić dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale. En outre, la Chambre d'appel fait remarquer que, plus d'une fois, la Chambre de première instance a fait part de la possibilité que les Propos offensants puissent constituer des éléments de preuve se rapportant aux actes et au comportement de Mladić tels qu'allégués dans l'Acte d'accusation. Par exemple, dans la Décision du 4 juin 2013, la Chambre de première instance a dit que les dépositions de Karall et de Sokola concernant les

[330] Voir, par exemple, CR, p. 1825 (28 août 2012) (où le Juge Orie a rappelé à Mladić et à ses conseils de se concerter à micro éteint et à voix plus basse, ce qu'ils ont fait) ; CR, p. 1939 et 1940 (30 août 2012) (où les conseils de la Défense ont demandé l'autorisation de pouvoir conférer avec Mladić, le Juge Orie a fait droit à la demande et leur a rappelé de « bien vouloir s'assurer qu'il parle doucement », ce qu'il a fait ; le Juge Orie a déclaré ce qui suit : « La Chambre apprécie la manière d'agir […] à savoir que M. Mladić informe qu'il souhaite consulter ses conseils et que le volume de vos voix était tel qu'[…] il correspond à nos […] attentes ») ; CR, p. 2051 (31 août 2012) (où les conseils de la Défense ont demandé l'autorisation de conférer avec Mladić et l'ont fait à voix basse) ; CR, p. 11194 (16 mai 2013) (le Juge Orie a demandé aux conseils de la Défense de consulter Mladić, ce qui s'est fait sans incident ni admonestation de la part de la Chambre de première instance) ; CR, p. 16601, 16643 et 16653 (12 septembre 2013) (où les conseils de la Défense ont consulté Mladić à plusieurs reprises sans aucun incident).
[331] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 872 à 874. Les arguments ayant trait à l'état d'esprit qui avait animé Mladić dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale sont examinés ailleurs dans le présent arrêt. Voir *infra*, III. B. 2 b).
[332] Voir CR, p. 16589 et 16590 (12 septembre 2013).
[333] Voir CR, p. 16589 et 16590 (12 septembre 2013).

Propos offensants devaient être présentées à l'audience ou en application de l'article 92 *ter* du Règlement du TPIY parce qu'« elles se rapport[ai]ent aux actes et au comportement de l'Accusé tels qu'allégués dans l'Acte d'accusation[334] ». La Chambre de première instance s'est prononcée dans ce sens lorsqu'elle a fait droit à la demande de l'Accusation d'ajouter les noms de Karall et de Sokola à sa liste de témoins[335].

103. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement, la Chambre d'appel relève les nombreux éléments de preuve sur lesquels s'est fondée la Chambre de première instance pour établir l'état d'esprit qui avait animé Mladić dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale[336]. Parmi ces éléments de preuve, la Chambre d'appel fait observer que, hormis le résumé des témoignages de Karall et de Sokola, rien n'indique expressément dans le Jugement que la Chambre de première instance s'est appuyée sur les Propos offensants pour établir l'état d'esprit de Mladić dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale[337]. Compte tenu du peu de pertinence et de valeur probante que revêtent ces éléments de preuve par rapport aux autres éléments de preuve sur lesquels s'est fondée la Chambre de première instance s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, Mladić ne démontre pas en quoi une erreur qu'aurait commise la Chambre de première instance en se fondant sur les Propos offensants aurait eu un effet sur les conclusions rendues dans le Jugement.

104. À la lumière de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre l'existence d'aucune erreur justifiant l'intervention de la Chambre d'appel concernant les Propos offensants.

c) Conclusion

105. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 8.B de Mladić.

5. Erreurs alléguées concernant les manquements autorisés aux obligations en matière de communication et l'absence de mesures pour y remédier (moyen d'appel 8.D)

106. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas remédié comme il se doit aux manquements de l'Accusation à ses obligations en matière de communication, ce qui l'a

[334] Voir Décision du 4 juin 2013, par. 5.
[335] Voir Décision du 22 août 2013, par. 7.
[336] Voir Jugement, par. 4613 à 4688 et 5352.
[337] Voir *ibidem*, par. 4614, 4685 à 4688 et 5352.

injustement désavantagé et l'a gêné dans la préparation de sa défense[338]. Il reproche en particulier à la Chambre de première instance d'avoir refusé d'accorder un délai supplémentaire suffisant à la Défense avant l'ouverture du procès pour qu'elle puisse examiner des documents que l'Accusation avait communiqués i) tardivement et ii) au moyen du Système électronique de communication des pièces (« EDS »), sans métadonnées[339]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments.

107. La Chambre d'appel rappelle au préalable que l'article 21 4) b) du Statut du TPIY prévoit qu'un accusé doit disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense. Toutefois, les Chambres de première instance disposent d'un large pouvoir discrétionnaire en matière de conduite des procès[340]. Les décisions relatives à des manquements aux obligations en matière de communication et aux mesures qui s'y rapportent concernent la conduite générale du procès et, partant, relèvent du pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance[341]. Pour faire infirmer une décision discrétionnaire, la partie appelante doit montrer que la Chambre première instance a commis une erreur manifeste qui lui a porté préjudice[342]. La Chambre d'appel n'infirmera une décision prise par la Chambre de première instance dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire que si elle conclut que cette décision repose sur une interprétation erronée du droit applicable, repose sur une constatation manifestement erronée ou est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a lieu de conclure que la Chambre de première instance n'a pas exercé à bon escient son pouvoir discrétionnaire[343].

a) Erreurs alléguées concernant la communication tardive de documents

108. La présentation des moyens à charge devait initialement débuter le 29 mai 2012[344]. Le 25 avril 2012, l'Accusation a fait savoir qu'une importante partie des documents censés avoir été communiqués le 11 novembre 2011, notamment le cinquième lot (le « Lot 5 »), n'avaient

[338] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 86, p. 30 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 877 à 880 et 908 ; Réplique de Mladić, par. 125.
[339] Mémoire d'appel de Mladić, par. 879 et 880. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 125.
[340] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 72 et 330 ; Arrêt *Prlić*, par. 26 ; Arrêt *Šainović,* par. 29 ; Arrêt *Ndahimana*, par. 14.
[341] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 85 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 431 ; Arrêt *Ndindiliyimana*, par. 22 ; *Le Procureur c/ Vojislav Šešelj*, affaire nº IT-03-67-AR73.5, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par Vojislav Šešelj contre la Décision relative au mode de communication des pièces, 17 avril 2007, par. 14.
[342] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 85 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 431 et références citées.
[343] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 85 ; Arrêt *Prlić*, par. 26 ; Arrêt *Ndahimana*, par. 14 ; Décision en appel relative aux faits jugés, par. 9 ; Arrêt *Lukić*, par. 17.
[344] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Ordonnance portant calendrier, document public avec annexe confidentielle, 15 février 2012, p. 8.

pas été transmis en raison d'une erreur de téléchargement[345]. Le 11 mai 2012, elle a indiqué à la Défense que des parties du lot 4-c communiqué le 3 octobre 2011 (le « Lot 4-c ») n'avait pas non plus été transmises pour des raisons techniques[346]. Le 14 mai 2012, Mladić a déposé une requête par laquelle il demandait notamment un report de six mois de la date d'ouverture du procès[347]. Le 17 mai 2012, ayant pris acte « des importantes erreurs de communication de l'Accusation », la Chambre de première instance a suspendu le début de la présentation des moyens de preuve[348]. Dans une décision rendue le 24 mai 2012, elle a apprécié l'incidence des manquements de l'Accusation à ses obligations en matière de communication concernant le Lot 4-c et le Lot 5[349] et a conclu que la réparation la plus adaptée consistait à reporter, pour une durée limitée, la présentation des moyens à charge au 25 juin 2012[350]. Lorsque Mladić a demandé une autre mesure en réparation des manquements aux obligations en matière de communication, la Chambre de première instance a de nouveau reporté l'ouverture du procès et a donné instruction à l'Accusation d'organiser en priorité la comparution des témoins les moins concernés par ces manquements[351]. Ce n'est que le 9 juillet 2012 que le premier témoin à charge a témoigné[352].

---

[345] Voir *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Eighth Prosecution Report on Pre-Trial Preparations*, confidentiel, 1er mai 2012 (« Huitième rapport de l'Accusation préalable au procès »), par. 6 et annexe A, p. 39041 (pagination du Greffe) ; CR, p. 404 à 410 (2 mai 2012) (huis clos).

[346] Voir *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution's Submission of Informal Correspondence*, 16 mai 2012, annexe A, p. 40193 (pagination du Greffe) ; CR, p. 400 (16 mai 2012). Voir aussi Huitième rapport de l'Accusation préalable au procès, annexe A, p. 39041 (pagination du Greffe).

[347] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Urgent Defence Motion to Adjourn and Continue Trial or in the Alternative Bar the Prosecution from Presenting Any Witnesses or Exhibits That Were Untimely Disclosed*, 14 mai 2012, par. 4 et p. 9. La Chambre d'appel remarque que Mladić avait précédemment déposé plusieurs requêtes informant la Chambre de première instance des manquements de l'Accusation à ses obligations de communication et demandant un report de la date d'ouverture du procès. Voir, par exemple, *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Notice Pursuant to Chamber Direction of 29 March 2012, and Urgent Motion to Compel*, confidentiel, 10 avril 2012, p. 6 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Defense Response to the Prosecution "Corrigendum" Seeking Addition of Documents to the Rule 65* ter *Exhibit List*, 12 avril 2012, par. 3, 7 à 10 et p. 4 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Report on Disclosure and Motion to Continue Trial*, confidentiel, 1er mai 2012, par. 3 à 9, et annexes A et B. Voir aussi CR, p. 243 à 253 (29 mars 2012). La Chambre de première instance a rejeté ces requêtes le 3 mai 2012. Voir *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, Décision relative aux deux requêtes de la Défense aux fins du report de la date d'ouverture du procès, 3 mai 2012, par. 1 et 3.

[348] CR, p. 524 (17 mai 2012).

[349] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la demande urgente présentée par la Défense le 14 mai 2012 et Motifs de la Décision du 3 mai 2012 relative aux deux demandes de report du début du procès présentées par la Défense, 24 mai 2012 (« Décision du 24 mai 2012 »), par. 20 à 26.

[350] Décision du 24 mai 2012, par. 26 et 27.

[351] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T Décision relative à la requête de la Défense aux fins de reconsidération, 22 juin 2012 (« Décision du 22 juin 2012 »), p. 2 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Motifs de la Décision relative à la requête de la Défense aux fins de reconsidération, 29 juin 2012 (« Décision du 29 juin 2012 »), par. 25. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Motion to Reconsider Decision of 24 May 2012*, 31 mai 2012, p. 13 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Supplement to Motion to Reconsider Decision of 24 May 2012*, 5 juin 2012, par. 16.

[352] CR, p. 525 et 537 (9 juillet 2012). Voir aussi Décision du 22 juin 2012, p. 2 ; Décision du 29 juin 2012, par. 25.

109. Mladić affirme ne pas avoir eu raisonnablement la possibilité d'examiner les documents communiqués tardivement, notamment les documents du Lot 4-c et du Lot 5, avant le début du procès[353]. Sur ce point, il soutient que le report limité accordé par la Chambre de première instance n'a pas suffi à réparer l'effet cumulé des manquements de l'Accusation à ses obligations en matière de communication[354]. Il reproche également à la Chambre de première instance d'avoir considéré que la préparation d'une défense ne se faisait pas exclusivement pendant la phase préalable au procès[355].

110. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire ou qu'il a subi un préjudice, puisque cette dernière lui a accordé un report considérable au début du procès et a adopté d'autres mesures pour lui octroyer un temps de préparation suffisant[356].

111. Mladić réplique que l'Accusation a tort d'affirmer qu'il n'a pas établi que les décisions rendues par la Chambre de première instance étaient injustes et déraisonnables[357].

112. La Chambre d'appel rappelle que les suspensions dues à la communication d'un nombre considérable de documents en cours de procédure constituent précisément la mesure qui peut s'avérer nécessaire pour garantir le droit d'un accusé à un procès équitable[358]. En accordant des reports limités de l'ouverture du procès, du 29 mai 2012 jusqu'à la déposition du premier témoin à charge le 9 juillet 2012, la Chambre de première instance a considéré que les manquements de l'Accusation à ses obligations en matière de communication avaient eu une incidence sur la préparation de la Défense pour le procès et que des recherches et des examens supplémentaires pouvaient être nécessaires[359]. Elle a toutefois fait remarquer que l'incidence des manquements aux obligations en matière de communication était limitée[360]. Elle a en outre considéré ce qui

[353] Mémoire d'appel de Mladić, par. 879 et 880.
[354] Réplique de Mladić, par. 125. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 879.
[355] Mladić avance que, dans son examen, la Chambre de première instance « fait fondamentalement fi de l'importance d'établir une thèse et d'arrêter une stratégie à la lumière des éléments de preuve communiqués ». Mémoire d'appel de Mladić, par. 880.
[356] Voir Réponse de l'Accusation, par. 325 et 364 à 367.
[357] Réplique de Mladić, par. 125.
[358] Arrêt *Karadžić*, par. 90.
[359] Voir Décision du 24 mai 2012, par. 2 et 25 à 27 ; Décision du 29 juin 2012, par. 23 à 25.
[360] En ce qui concerne le Lot 5, la Chambre de première instance a considéré que les documents relatifs aux premiers témoins à charge avaient déjà été communiqués en avril 2012 et que les documents concernés étaient dans une large mesure disponibles sur le site Internet du TPIY. Voir Décision du 24 mai 2012, par. 22. En ce qui concerne le Lot 4-c, elle a considéré que les documents manquants avaient été communiqués en mai 2012, que les documents qui concernent les premiers témoins à charge avaient été mis à disposition dans le système e-cour entre avril et mai 2012, que le manquement aux obligations en matière de communication se rapportait principalement à des documents en langue anglaise alors que leurs versions en bosniaque/croate/serbe avaient auparavant été

suit : i) l'Accusation avait facilité la préparation de la Défense au-delà de ce que requièrent ses obligations en matière de communication ; ii) la préparation d'une défense ne se faisait pas exclusivement pendant la phase préalable au procès ; iii) la Défense pourrait demander une autre mesure si nécessaire[361]. Les arguments de Mladić en appel ne montrent pas que les considérations et les conclusions susvisées de la Chambre de première instance étaient incorrectes, injustes ou déraisonnables. En particulier, la Chambre d'appel considère infondé l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a eu tort d'affirmer que « la préparation d'une défense ne se fait pas exclusivement pendant la phase préalable au procès[362] ». Il ne tient pas compte du fait que, après l'affirmation attaquée, la Chambre de première instance a considéré que « [l]es membres de l'équipe de la Défense continueront d'appuyer les conseils dans les semaines et les mois qui suivront le début du procès, y compris en analysant les éléments de preuve documentaires que l'Accusation présentera par l'entremise de certains témoins[363] ». La position de la Chambre de première instance est conforme à la jurisprudence, selon laquelle le temps de préparation pendant le procès est un facteur à prendre en compte pour dire si, dans l'ensemble, une équipe de la Défense a eu suffisamment de temps pour préparer sa cause[364]. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, considère que mis à part contester la décision de la Chambre de première instance d'accorder un report limité de l'ouverture du procès et de la présentation moyens à charge, Mladić ne démontre pas en quoi celle-ci a abusé de son pouvoir discrétionnaire ou l'a gêné dans la préparation de sa défense.

b) Erreurs alléguées concernant les communications au moyen d'EDS

113. Le 9 février 2012, Mladić a déposé une requête dans laquelle il a notamment i) soutenu que les documents communiqués par l'Accusation au moyen d'EDS ne comportaient pas de métadonnées, et ii) demandé qu'il soit enjoint à l'Accusation de communiquer une nouvelle fois tous les documents précédemment communiqués en y incluant les métadonnées, et que soit annulée la date d'ouverture du procès « jusqu'à ce qu'une date plus réaliste puisse être arrêtée, une fois que [l'Accusation] aura remédié au manquement à ses obligations en matière de

communiquées à la Défense, et que de nombreux documents qui n'avaient pas encore été communiqués étaient des photographies ou des cartes. Elle a conclu que l'incidence de la communication tardive était donc limitée. Voir *ibidem*, par. 23.

[361] Voir *ibid*., par. 25 ; Décision du 29 juin 2012, par. 23 et 24. Voir aussi Réponse de l'Accusation, par. 365.

[362] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 880.

[363] Décision du 24 mai 2012, par. 25. Voir aussi Décision du 29 juin 2012, par. 23.

[364] Voir *Le Procureur c/ Radovan Karadžić*, affaire nº IT-95-5/18-AR73.5, Décision relative à l'appel interjeté par Radovan Karadžić contre la Décision relative à l'ouverture du procès, 13 octobre 2009, par. 24.

communication[365] ». Le 26 juin 2012, la Chambre de première instance a rejeté ces demandes[366]. Mladić a fait appel de cette décision le 21 août 2012[367], et la Chambre d'appel du TPIY a rejeté son appel le 28 novembre 2013[368].

114. Mladić soutient que la Chambre de première instance a eu tort de lui refuser un délai supplémentaire pour traiter les documents que l'Accusation avait mis à disposition dans EDS sans y avoir inclus les métadonnées[369].

115. L'Accusation répond que la Chambre d'appel du TPIY a déjà examiné cette question dans une décision relative à un appel interlocutoire, que les arguments de Mladić constituent une demande de réexamen sans satisfaire aux conditions requises et qu'il ne démontre pas l'existence d'une injustice[370].

116. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre d'appel du TPIY a déjà examiné et rejeté l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en ne lui accordant pas de délai supplémentaire compte tenu de l'absence de métadonnées[371]. Plus précisément, dans sa Décision du 28 novembre 2013, la Chambre d'appel du TPIY a considéré que la Chambre de première instance avait examiné les difficultés causées par l'absence de métadonnées et conclu que la question non résolue des métadonnées « constituait

[365] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Amended Defense Submission Pursuant to Instruction from Chambers, and Motion Relative to Problems with Disclosure that Prevent Trial Preparations*, document public avec annexes confidentielles, 9 février 2012, par. 9 à 11 et p. 5. Voir aussi, par exemple, CR, p. 200 à 202 (23 février 2012) ; CR, p. 263 à 266 (29 mars 2012).
[366] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative aux écritures des parties portant sur la méthode proposée de communication au moyen du système électronique de communication des pièces (EDS), 26 juin 2012 (« Décision du 26 juin 2012 »), par. 14. La Chambre de première instance a expressément conclu ce qui suit : i) Mladić n'avait pas montré que l'Accusation ne s'était pas acquittée de ses obligations en matière de communication ; ii) il n'était pas nécessaire d'ordonner la mesure sollicitée dans l'intérêt de la justice ; iii) l'Accusation devrait continuer d'aider la Défense à consulter les pièces dans EDS et à y effectuer des recherches. Voir Décision du 26 juin 2012, par. 10 à 13.
[367] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-AR73.2, *Defense Interlocutory Appeal Brief Against the Trial Chamber Decision on Submissions Relative to the Proposed "EDS" Method of Disclosure*, 21 août 2012, par. 1 et 21 à 37 (où Mladić a affirmé que la Chambre de première instance avait eu tort de ne pas avoir ordonné d'inclure les métadonnées dans l'ensemble des documents communiqués au moyen d'EDS et de ne pas lui avoir accordé de délai supplémentaire). Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion for Certification to Appeal the Decision on Submissions Relative to the Proposed "EDS" Method of Disclosure*, 3 juillet 2012 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de la Défense aux fins de certification de l'appel interjeté contre la Décision relative aux écritures portant sur la méthode proposée de communication au moyen du système électronique de communication des pièces « EDS », 13 août 2012.
[368] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-AR73.2, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par la Défense contre la Décision relative aux méthodes de communication au moyen du système électronique de communication des pièces (EDS), rendue par la Chambre de première instance, 28 novembre 2013 (« Décision du 28 novembre 2013 »), par. 45 et 46.
[369] Mémoire d'appel de Mladić, par. 879.
[370] Voir Réponse de l'Accusation, par. 325, 368 et 369.
[371] Décision du 28 novembre 2013, par. 39 à 46.

uniquement un “inconvénient” » pour la Défense et non une charge de travail conséquente, et qu’aucun délai supplémentaire n’était donc justifié[372]. Selon la Chambre d’appel du TPIY, le refus par la Chambre de première instance d’octroyer un délai supplémentaire afin de traiter les documents sans métadonnées n’était pas déraisonnable[373]. Étant donné que la Chambre d’appel du TPIY s’est déjà prononcée sur la question, les arguments avancés par Mladić en appel constituent une demande de réexamen.

117. La Chambre d’appel rappelle qu’elle s’estime généralement liée par ses décisions interlocutoires antérieures tant pour les procédures en cours dans la même affaire que pour toutes les questions définitivement tranchées par ces décisions[374]. La seule exception à ce principe est la possibilité donnée à la Chambre d’appel de réexaminer une décision interlocutoire antérieure en vertu de son pouvoir discrétionnaire inhérent si une erreur manifeste de raisonnement a été mise en évidence ou si cela se révèle nécessaire pour éviter une injustice[375]. La Chambre d’appel fait observer que Mladić ne présente aucun argument mettant en évidence une erreur manifeste de raisonnement dans la décision de la Chambre d’appel du TPIY ou montrant qu’un réexamen de la Décision du 28 novembre 2013 se révèle nécessaire pour éviter une injustice. Par conséquent, la Chambre d’appel refuse de réexaminer la Décision du 28 novembre 2013.

118. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d’appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste en ne lui accordant pas de délai supplémentaire pour examiner les documents communiqués tardivement par l’Accusation ou mis à disposition dans EDS sans y avoir inclus les métadonnées. Il ne montre pas non plus que ce refus de la Chambre de première instance l’a placé dans une situation désavantageuse par rapport à l’Accusation.

c) Conclusion

119. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d’appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d’appel 8.D de Mladić.

[372] *Ibidem*, par. 41 et 42.
[373] *Ibid*., par. 43 et 44.
[374] Voir, par exemple, Décision du 22 mai 2018, notes de bas de page 15 et 16 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 127 ; Décision *Naletilić* du 7 juillet 2005, par. 20 ; Arrêt *Kajelijeli*, par. 202.
[375] Voir, par exemple, Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 56 et 127 ; Décision *Naletilić* du 7 juillet 2005, par. 20 ; Arrêt *Kajelijeli*, par. 203.

B. Erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune principale (troisième moyen d'appel)

120. La Chambre de première instance a conclu que de 1991 au 30 novembre 1995, il a existé une entreprise criminelle commune dont l'objectif était de chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine par les moyens suivants : persécutions, extermination, assassinat et meurtre, actes inhumains (transfert forcé) et expulsion[376]. Elle a conclu que l'entreprise criminelle commune principale comptait parmi ses membres Radovan Karadžić, Momčilo Krajišnik, Biljana Plavšić, Nikola Koljević, Bogdan Subotić, Momčilo Mandić, Mićo Stanišić et Mladić[377]. Elle a conclu que des membres de l'entreprise criminelle commune principale avaient utilisé des unités de la VRS et du Ministère de l'intérieur de la Republika Srpska (le « MUP ») ainsi que des formations paramilitaires, des autorités régionales et municipales, des unités de la défense territoriale subordonnées à la VRS et au MUP ou qui collaboraient étroitement avec ces derniers, « comme instruments pour commettre les crimes dans les Municipalités » en vue de la réalisation de l'entreprise criminelle commune[378].

121. La Chambre de première instance a en outre conclu que, en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS du 12 mai 1992 au 8 novembre 1996 au plus tôt[379], par ses actes et omissions, Mladić avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale[380]. Elle a également conclu que Mladić savait que des crimes étaient commis contre les non-Serbes dans les Municipalités et que, par ses déclarations et son comportement, il partageait l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale à partir du 12 mai 1992 au plus tard[381].

122. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a conclu i) à l'existence de l'entreprise criminelle commune principale et à sa participation à

[376] Jugement, par. 4232 et 4610. Voir aussi *ibidem*, par. 4218 à 4231. La Chambre de première instance a conclu que des crimes liés à l'entreprise criminelle commune principale avaient été commis dans les municipalités suivantes : Banja Luka, Bijeljina, Foča, Ilidža, Kalinovik, Ključ, Kotor Varoš, Novi Grad, Pale, Prijedor, Rogatica, Sanski Most, Sokolac et Vlasenica (« Municipalités »). Voir *ibid*., par. 4218, 4225, 4227 et 4229 à 4231. Voir aussi *ibid*., p. 176 à 948.
[377] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4238, 4610, 4612, 4688, 5188 et 5189. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 3578 à 3742 et 3784 à 3827.
[378] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4225 à 4231 et 4239. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 108 à 271 et 3784 à 3985.
[379] *Ibid*., par. 275, 276 et 4383.
[380] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4611, 4612 et 4685. Voir aussi *ibid*., par. 4241 à 4610.
[381] *Ibid*., par. 4685, 4686 et 4688.

celle-ci, et ii) qu'il avait contribué de manière importante à la réalisation de cette entreprise et partagé l'intention de la réaliser[382]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

1. Erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune principale et la participation de Mladić à celle-ci (moyen d'appel 3.A)

123. Comme il a été rappelé plus haut, la Chambre de première instance a conclu à l'existence d'une entreprise criminelle commune principale entre 1991 et le 30 novembre 1995, dont l'objectif commun était de chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie[383] et que, à partir du 12 mai 1992, Mladić avait contribué de manière importante à cette entreprise et en partageait l'intention[384].

124. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a conclu à l'existence de l'entreprise criminelle commune principale et à sa participation à cette entreprise, car elle i) s'est fondée à tort sur des faits jugés pour établir les faits incriminés[385], ii) a accordé un poids insuffisant aux éléments de preuve à décharge s'agissant de sa participation[386] et iii) a élargi la portée de l'entreprise criminelle commune et est parvenue à des conclusions incohérentes ou erronées concernant ses liens avec les dirigeants des Serbes de Bosnie et son rôle dans la VRS[387]. Il soutient qu'en conséquence des erreurs de la Chambre de première instance, la Chambre d'appel devrait infirmer les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre relativement à l'entreprise criminelle commune principale ou, à titre subsidiaire, infirmer les conclusions dans la mesure des erreurs relevées[388]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments.

a) La Chambre de première instance s'est fondée sur des faits jugés pour établir les faits sous-jacents de l'entreprise criminelle commune principale

125. Mladić avance qu'en concluant à l'existence de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a commis une erreur de méthode lorsqu'elle a utilisé des faits jugés i) en s'appuyant exclusivement sur des faits jugés se rapportant aux actes

[382] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 33 à 38 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 13 et 152 à 335 ; Réplique de Mladić, par. 38 à 66. Voir aussi CR, p. 41 à 59 (25 août 2020) ; CR, p. 57 à 59 (26 août 200).
[383] Jugement, par. 4232 et 4610. Voir aussi *ibidem*, par. 4218 à 4231.
[384] Voir, par exemple, *ibid.*, par. 4611, 4612, 4685 à 4688, 5188 et 5189.
[385] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 118, 156, 158 à 185 et 207. Voir aussi CR, p. 46 (25 août 2020).
[386] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 186, 194 à 202 et 208 ; Réplique de Mladić, par. 41 et 42.
[387] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 203 à 206.
[388] *Ibidem*, par. 184, 185, 209 et 210.

et au comportement de ses proches subordonnés, et ii) en s'appuyant sur des faits jugés qui n'ont été corroborés que par des éléments de preuve admis sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY (les « Éléments de preuve 92 *bis* »)[389]. Il affirme que ces erreurs ont conduit à une « méthodologie défaillante en matière de preuve » lorsqu'il s'est agi de faire des constatations relatives aux faits incriminés de l'entreprise criminelle commune principale[390]. Afin d'illustrer la méthodologie erronée mise en œuvre par la Chambre de première instance, Mladić fait particulièrement référence aux Faits répertoriés B.10.2 et B.16.2[391], et de manière générale à 13 autres faits répertoriés dans l'Acte d'accusation ainsi qu'à cinq parties du Jugement[392]. Mladić soutient que ces erreurs de la Chambre de première instance invalident les conclusions rendues dans le Jugement au sujet de l'existence de l'entreprise criminelle commune principale[393].

126. La Chambre d'appel va passer en revue les erreurs alléguées par Mladić. Elle rappelle au préalable que, au sens de l'article 94 B) du Règlement du TPIY, les faits jugés sont des présomptions qui, en tant que telles, n'ont pas à être corroborées[394]. Ils peuvent porter sur l'existence d'une entreprise criminelle commune, la conduite des personnes autres que l'accusé qui y ont participé, et les faits liés à la conduite des auteurs matériels d'un crime dont l'accusé serait tenu responsable[395]. Dans ces circonstances, les Chambres de première instance, après examen de l'ensemble du dossier, peuvent se fonder sur les faits jugés pour établir les faits incriminés lorsqu'elles tirent des conclusions à l'appui des déclarations de culpabilité[396].

i) Fait répertorié B.16.2

127. S'agissant du fait répertorié B.16.2, la Chambre de première instance a conclu ce qui suit :

> [L]e soir du 30 septembre 1992, des policiers serbes du [poste de sécurité publique (le « SJB »)] de Vlasenica sont arrivés au camp de Sušica et, sur ordre de Mane Đurić [(« Đurić »)], ont emmené en faisant quatre voyages 140 [à] 150 détenus non serbes. Des Serbes en uniforme militaire étaient également présents lorsque ces policiers ont emmené le dernier groupe de détenus. Les policiers ont tué tous les détenus. Compte tenu du fait que

[389] *Ibid*., par. 158, 159 et 180.
[390] *Ibid*., par. 118, 160 et 182.
[391] *Ibid*., par. 161 à 179.
[392] *Ibid*., par. 160 et 182.
[393] *Ibid*., par. 183, renvoyant à Jugement, par. 4216 et 4232. Voir aussi *ibid*., par. 118.
[394] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 452 et note de bas de page 1189 et références citées.
[395] *Ibidem*, par. 452 et note de bas de page 1193 ; Décision en appel relative aux faits jugés, par. 85 ; Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 52 et 53.
[396] Arrêt *Karadžić*, par. 452 et note de bas de page 1194 et références citées.

> seuls des Musulmans de Bosnie étaient détenus au camp de Sušica, la Chambre de première instance conclut que les personnes tuées étaient des Musulmans de Bosnie[397].

Pour parvenir à ses conclusions au sujet de cet épisode, la Chambre de première instance a pris en considération les faits jugés n[os] 1266 à 1268 ainsi que les témoignages de RM-066 et d'Ewa Tabeau[398]. Elle a en outre conclu que cet épisode était constitutif d'assassinat et de meurtre au titre des chefs 5 et 6 de l'Acte d'accusation[399].

128. Mladić fait observer que, pour parvenir à ses conclusions concernant le fait répertorié B.16.2, la Chambre de première instance s'est fondée sur les faits jugés n[os] 1266 à 1268 et sur des éléments de preuve à charge[400]. Il soutient que, à eux seuls, ces éléments de preuve étaient insuffisants pour établir que les policiers avaient causé les décès énumérés au fait répertorié B.16.2[401]. Il ajoute qu'il n'a pas pu contester les faits jugés n[os] 1266 à 1268 lors d'un contre-interrogatoire car les éléments de preuve à charge ne corroboraient pas les faits qui ont établi les éléments constitutifs du crime[402]. Partant, Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant exclusivement sur des faits jugés « incontestables » pour parvenir à ses conclusions relatives au fait répertorié B.16.2[403]. Il renvoie également aux arguments qu'il a formulés dans son deuxième moyen d'appel, à savoir que le critère strict imposé pour réfuter des faits jugés est inadmissible[404].

129. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a examiné comme il convient les faits jugés pour établir les faits incriminés de l'entreprise criminelle commune principale, et que Mladić ne démontre aucune erreur s'agissant du fait répertorié B.16.2[405]. Elle soutient que rien n'empêchait ce dernier de présenter des éléments de preuve contraires pour réfuter les faits jugés, [EXPURGÉ][406].

130. La Chambre d'appel fait observer que, pour parvenir à ses conclusions relatives au fait répertorié B.16.2, la Chambre de première instance a tenu compte de ce qui suit : i) selon le fait

---

[397] Jugement, par. 1773. Voir aussi *ibidem*, par. 3051 (annexe B r)) et 4190. Selon la Chambre de première instance, Đurić est devenu chef du SJB de Vlasenica le 20 mai 1992. Voir, par exemple, *ibid*., par. 51 et 520.
[398] *Ibid*., par. 1771 à 1773.
[399] *Ibid*., par. 3051 (annexe B r)) et 3065.
[400] Mémoire d'appel de Mladić, par. 164.
[401] *Ibidem*, par. 164 et 165.
[402] *Ibid*., par. 167.
[403] *Ibid*., par. 165 et 168.
[404] Voir *ibid*., par. 118, 167 et 169.
[405] Réponse de l'Accusation, par. 46, 49 et 50.
[406] *Ibidem*, par. 49 et 50. [EXPURGÉ] *Ibid*., par. 50 et notes de bas de page 245 et 246, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, confidentiel, par. 1669 et 1671 à 1674.

jugé nº 1266, le 30 septembre 1992, plus de 20 soldats serbes tombés dans une embuscade que leur avait tendue l'ABiH ont été inhumés en public dans la ville de Vlasenica[407] ; ii) selon le fait jugé nº 1267, pendant la nuit, trois policiers serbes sont arrivés par autocar au camp de Sušica et ont emmené, en faisant quatre voyages, les 140 à 150 détenus qui s'y trouvaient et les ont tués[408] ; iii) selon le fait jugé nº 1268, le massacre a été signalé à la cellule de crise de Vlasenica, qui n'a pris aucune mesure, si ce n'est de fermer le camp et d'effacer toute trace de son existence[409].

131. De plus, sur la base des dires du témoin RM-066 principalement, la Chambre de première instance a notamment relevé ce qui suit : i) après que des craintes lui ont été formulées quant à la sécurité des détenus du camp de Sušica après les funérailles à Vlasenica le 30 septembre 1992 et qu'il lui a été recommandé de transférer les détenus ailleurs jusqu'à ce que « le calme revienne », Đurić « a promis d'envoyer des véhicules pour que les détenus soient transférés »[410] ; ii) le soir même, des policiers du SJB de Vlasenica — notamment un homme surnommé « Chetnik », un certain Garić et Pedrag Bastah — sont venus au camp de Sušica sur ordre de Đurić pour emmener les détenus le plus tôt possible[411] ; iii) le dernier groupe de détenus, composé principalement d'habitants musulmans de Vlasenica, a été embarqué dans un petit autocar qui transportait également un certain nombre de Serbes portant des uniformes de l'armée et de la police, et l'autocar a été escorté par une voiture de police transportant Chetnik, Bastah et Garić[412] ; iv) après que les policiers ont emmené le dernier groupe de détenus, un groupe de soldats est arrivé au camp de Sušica et a exigé de savoir où se trouvaient les Musulmans[413] ; v) le massacre a été signalé à la cellule de crise de Vlasenica, qui n'a pris aucune mesure, si ce n'est de fermer le camp et de dissimuler toute trace de son existence[414].

[407] Jugement, par. 1772 et note de bas de page 7431. Voir aussi Première Décision relative aux faits jugés, par. 51 1) ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Prosecution Motion for Judicial Notice of Adjudicated Facts*, 9 décembre 2011 (« Demande de l'Accusation relative aux faits jugés »), annexe A, p. 473 et 474.
[408] Jugement, par. 1772 et notes de bas de page 7433 et 7435. Voir aussi Première Décision relative aux faits jugés, par. 51 1) ; Demande de l'Accusation relative aux faits jugés, annexe A, p. 474.
[409] Jugement, par. 1772 et note de bas de page 7440. Voir aussi Première Décision relative aux faits jugés, par. 51 1) ; Demande de l'Accusation relative aux faits jugés, annexe A, p. 474.
[410] Jugement, par. 1772 et note de bas de page 7432, renvoyant à pièce P182 (confidentiel), par. 126.
[411] *Ibidem*, par. 1772 et note de bas de page 7434, renvoyant à pièce P182 (confidentiel), par. 128 et CR, p. 2528 et 2529 (18 septembre 2012) (huis clos).
[412] *Ibid*., notes de bas de page 7436 à 7438, renvoyant à pièces P182 (confidentiel), par. 132 et 134, P197.
[413] *Ibid*., note de bas de page 7439, renvoyant à pièce P182 (confidentiel), par. 133.
[414] *Ibid*., note de bas de page 7441, renvoyant à pièce P182 (confidentiel), par. 135 et 136, CR, p. 2430, 2431 et 2456 (17 septembre 2012) (huis clos). Voir aussi Jugement, par. 4191.

132. Rappelant le droit applicable énoncé plus haut[415], la Chambre d'appel considère que la Chambre de première instance avait toute latitude pour se fonder sur les faits jugés n[os] 1267 et 1268 et tirer des conclusions concernant les détenus musulmans de Bosnie emmenés et tués par des policiers serbes, et que Mladić ne démontre aucune erreur à cet égard. Outre les faits jugés, la Chambre de première instance a admis une déclaration et a entendu la déposition du témoin RM-066, qui a expliqué [EXPURGÉ][416]. De plus, la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a tenu compte de la déposition du témoin Tabeau ainsi que des éléments de preuve documentaires et scientifiques concernant des personnes disparues dans la municipalité de Vlasenica[417]. Partant, l'argument de Mladić — à savoir que les éléments de preuve à charge sur lesquels la Chambre de première instance s'est appuyée ne suffisent pas à établir un lien entre la mort de 140 à 150 détenus et les auteurs des meurtres — est dénué de fondement.

133. La Chambre d'appel rejette également l'argument de Mladić selon lequel, puisque les éléments de preuve à charge ne corroboraient pas les faits jugés, il n'a pas pu les contester lors d'un contre-interrogatoire[418]. Sur ce point, la Chambre d'appel fait remarquer que [EXPURGÉ][419].

134. La Chambre d'appel a rejeté l'argument de Mladić selon lequel le critère strict imposé pour réfuter des faits jugés est inadmissible ou que la Chambre de première instance a renversé la charge de la preuve en dressant le constat judiciaire de faits jugés ayant trait au comportement de proches subordonnés[420]. La Chambre d'appel rappelle que le constat judiciaire d'un fait jugé n'a pour effet que de dégager l'Accusation de sa charge initiale consistant à produire des éléments de preuve sur le point considéré, et que la Défense est habilitée à remettre ce point en question par la suite en produisant des preuves contraires crédibles et fiables[421]. Rien n'empêchait Mladić de présenter des éléments de preuve en réfutation des faits jugés n[os] 1266 à 1268. De plus, au procès en première instance, Mladić n'a pas semblé contester le fait répertorié B.16.2 ou la déposition du témoin RM-066 à cet égard. Au contraire, il a avancé, en

[415] Voir *supra*, par. 126.
[416] Voir pièce P182 (confidentiel), par. 120 et 128 à 136 ; CR, p. 2428 à 2432 et 2455 à 2457 (17 septembre 2012) (huis clos) ; CR, p. 2528 et 2529 (18 septembre 2012) (huis clos).
[417] Voir Jugement, par. 1771 et note de bas de page 7430.
[418] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 166, 167 et 181.
[419] Voir CR, p. 2455 à 2457 (17 septembre 2012) (huis clos) ; CR, p. 2528 et 2529 (18 septembre 2012) (huis clos).
[420] Voir *supra*, III. A. 2 a) ii) ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 118, 167 et 169.
[421] Voir Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 42 et 49 ; Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 13 et 14 ; Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16 et 17.

se fondant sur la déposition de ce témoin, que le meurtre des 140 à 150 détenus avait été commis par la police serbe, qui n'était pas sous le contrôle effectif de la VRS ou sous son autorité, et que ce crime ne pouvait pas lui être imputé en raison de l'absence d'élément matériel ou moral[422].

135. Compte tenu de ce qui précède, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant exclusivement sur des faits jugés « incontestables » pour parvenir à ses conclusions relatives au fait répertorié B.16.2.

ii) Fait répertorié B.10.2

136. S'agissant du fait répertorié B.10.2, la Chambre de première instance a conclu ce que suit :

> [L]e 14 juin 1992, au moins 52 détenus venant des réservoirs de pétrole près de la caserne de Rajlovac ont été embarqués de force dans un autocar, conduit par un Serbe du nom de Žuti, qui était le chauffeur de Jovan Tintor. Deux personnes gardaient l'autocar, et la Chambre de première instance croit comprendre du témoignage d'Elvir Jahić, qui les a décrites comme étant des membres des « forces de la police et de l'armée serbes », qu'elles faisaient partie de la police militaire de la VRS. L'autocar était escorté par quatre véhicules. Žuti a arrêté l'autocar près du village de Sokolina, près de Srednje, et en est descendu avec les deux policiers militaires. Immédiatement après cela, ils ont attaqué l'autocar à l'arme automatique, à la grenade et au « *Zolja* », et les détenus qui tentaient de s'enfuir ont été abattus. Après les tirs, certains détenus étaient toujours vivants. Quelques minutes plus tard, un des véhicules qui escortaient l'autocar s'est approché. Le chauffeur en est descendu, est monté dans l'autocar, et a commencé à tirer au fusil automatique sur les corps et les survivants. Il a lancé deux grenades et est parti. Au total, au moins 47 des détenus ont été tués, dont 38 ont été retrouvés dans un charnier. Vingt-six d'entre eux portaient une tenue civile. Sur le fondement de la déposition du témoin RM-145 [...], la Chambre de première instance conclut que les 52 détenus étaient tous des Musulmans de Bosnie[423].

Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a pris en considération le fait jugé n° 1229 ainsi que les dépositions des témoins Elvir Jahić, RM-145 et Tabeau[424]. Elle a en outre conclu que ce fait était constitutif d'assassinat et de meurtre, visés aux chefs 5 et 6 de l'Acte d'accusation[425].

137. Mladić fait remarquer que, pour tirer la conclusion relative au fait répertorié B.10.2, c'est-à-dire qu'au moins 47 des 52 détenus ont été tués par des membres de la VRS, la Chambre de première instance s'est fondée sur le fait jugé n° 1229, qui « établissait partiellement les

[422] Voir Mémoire en clôture de Mladić, par. 61, 122, 123, 125, 130, 1669, 1671 à 1674, et notes de bas de page 179, 180, 182, 183, 186, 187, 193 et 205 à 207.
[423] Jugement, par. 974. Voir aussi *ibidem*, par. 3051 (annexe B i)).
[424] *Ibid*., par. 969 à 974.
[425] *Ibid*., par. 3051 (annexe B i)) et 3065.

éléments constitutifs requis[426] ». Il avance que, s'agissant de ce fait répertorié, la Chambre de première instance a aussi recueilli les dépositions des témoins Jahić et RM-145, qu'il n'a pas pu contester car ils avaient été admis sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY[427]. Il réaffirme également que le critère « strict » imposé pour réfuter les faits jugés est « inadmissible »[428]. Partant, Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant sur des faits jugés « incontestables » pour établir les éléments constitutifs du crime[429].

138. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a correctement tenu compte des faits jugés et des Éléments de preuve 92 *bis* pour établir les faits incriminés de l'entreprise criminelle commune principale, et que Mladić ne démontre aucune erreur concernant le fait répertorié B.10.2[430]. Elle soutient que la Chambre de première instance avait toute latitude de dresser le constat judiciaire des faits jugés se rapportant aux actes et au comportement des subordonnés d'un accusé, proches ou non, et de s'appuyer sur les faits jugés, isolément ou en conjonction avec les Éléments de preuve 92 *bis*, pour tirer des conclusions à propos des faits incriminés[431]. L'Accusation affirme également qu'en tout état de cause, Mladić affirme à tort qu'il n'a pas pu contester les éléments de preuve à l'appui du fait jugé n° 1229 ou contre-interroger les témoins, dès lors qu'il a contre-interrogé le témoin RM-145, dont la déposition a été versée au dossier sous le régime de l'article 92 *ter* du Règlement du TPIY, sur des faits se rapportant à ce fait jugé[432].

139. En ce qui concerne l'argument de Mladić selon lequel le fait jugé n° 1229 était « incontestable » puisqu'il n'a pas été en mesure de contre-interroger les témoins au sujet des Éléments de preuve 92 *bis* produits à l'appui, la Chambre d'appel, rappelant le droit applicable en matière d'utilisation des faits jugés, considère que la Chambre de première instance avait toute latitude pour se fonder sur le fait jugé n° 1229 et conclure qu'au moins 47 détenus venant des réservoirs de pétrole près de la caserne de Rajlovac à Sokolina ont été tués par des policiers

[426] Mémoire d'appel de Mladić, par. 171.
[427] *Ibidem*, par. 171 et 172. À cet égard, Mladić soutient que la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire en se fondant exclusivement sur des Éléments de preuve 92 *bis* écrits non vérifiés pour corroborer le fait jugé n° 1229 et pour établir le comportement de ses subordonnés immédiats. Voir *ibid*., par. 174 à 180, renvoyant, entre autres, à Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 14 à 16.
[428] *Ibid*., par. 170, 172, 173 et 181.
[429] *Ibid*., par. 173.
[430] Réponse de l'Accusation, par. 46, 51 et 52.
[431] *Ibidem*, par. 47, 48 et 52. L'Accusation affirme que, en tout état de cause, les auteurs en question n'étaient pas des subordonnés directs de Mladić. *Ibid*., par. 47.
[432] *Ibid*., par. 52.

de la VRS, et que Mladić ne fait apparaître aucune erreur à cet égard. La Chambre d'appel considère en outre que l'argument de Mladić ne tient pas compte du fait que des faits jugés versés au dossier en application de l'article 94 B) du Règlement du TPIY ne correspondent pas à des éléments de preuve non vérifiés versés au dossier sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY[433]. Par ailleurs, elle suppose que cet argument renvoie à la déposition du témoin Jahić, dont la déclaration a été admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY[434]. Toutefois, cet argument ne tient pas compte du fait que Mladić a contre-interrogé le témoin RM-145, qui a également apporté des éléments étayant l'attaque du 14 juin 1992, que la Chambre de première instance a pris en considération pour parvenir à ses conclusions[435]. De plus, il ressort de l'examen du Mémoire en clôture de Mladić que ce dernier n'a pas contesté les faits survenus le 14 juin 1992 ou la crédibilité de la déposition du témoin RM-145[436]. Mladić s'est plutôt contenté d'affirmer au procès que les auteurs matériels de ces faits n'étaient pas sous sa direction et son commandement ou sous celui de la VRS[437].

140. En outre, la Chambre d'appel rappelle qu'elle a rejeté les arguments de Mladić selon lesquels le critère strict imposé pour réfuter des faits jugés est inadmissible et que la Chambre de première instance a renversé la charge de la preuve en dressant le constat judiciaire de faits jugés ayant trait au comportement de ses proches subordonnés[438]. La Chambre d'appel répète que le constat judiciaire d'un fait jugé n'a pour effet que de dégager l'Accusation de sa charge initiale de présentation, et que la Défense est habilitée à verser au dossier des preuves contraires crédibles et fiables[439]. Comme pour le fait répertorié B.16.2, rien n'empêchait Mladić de présenter des éléments de preuve en réfutation du fait jugé n° 1229 pour le fait répertorié B.10.2. Rien ne montre qu'il a présenté de tels éléments de preuve.

[433] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 452, note de bas de page 1189 et références citées. Le constat judiciaire de faits jugés ne rend pas ces faits « incontestables », et une Chambre de première instance peut raisonnablement se fonder sur des faits jugés comme preuves de faits en rapport, entre autres, avec le comportement des auteurs matériels des crimes dont l'accusé est présumé responsable. Voir *ibidem* par. 452 et note de bas de page 1193 ; Décision en appel relative aux faits jugés, par. 85 ; Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 52 et 53.
[434] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire n° IT-09-92-T, *Decision on Prosecution's Twenty-Eighth Motion to Admit Evidence Pursuant to Rule 92* bis, 2 décembre 2013, p. 8.
[435] CR, p. 3068 et 3080 à 3087 (26 septembre 2012).
[436] Mémoire en clôture de Mladić, par. 1372 à 1377.
[437] *Ibidem*, par. 1372 et 1377.
[438] Voir *supra*, III. A. 2 a) ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 118, 167 et 169.
[439] Voir Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 42 et 49 ; Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 13 et 14 ; Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16 et 17.

141. Compte tenu de ce qui précède, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant exclusivement sur un fait jugé « incontestable » pour parvenir à ses conclusions relatives au fait répertorié B.10.2.

iii) Autres faits répertoriés dans l'Acte d'accusation

142. Mladić soutient que, comme pour les faits répertoriés B.10.2 et B.16.2, la Chambre de première instance a également suivi une « méthodologie défaillante en matière de preuve » à l'égard de 13 autres faits répertoriés et de cinq parties du Jugement[440]. Selon lui, il s'agit des faits répertoriés A.4.4, A.6.4, A.6.6, A.6.7, A.7.2, A.7.4, A.7.5, B.1.1, B.1.2, B.10.1, B.13.3, B.13.4 et C.6.1, ainsi que des parties 4.2.4, 4.3.6, 4.5.5, 4.5.6 et 4.8.7 du Jugement[441]. Il soutient que cette approche a été systématiquement suivie pour établir les faits incriminés de l'entreprise criminelle commune principale[442].

143. L'Accusation répond qu'aucune erreur n'est désignée dans le grief que Mladić formule à propos de ces 13 autres faits, contenu dans une seule phrase de son mémoire d'appel, et que ce grief doit être rejeté sans l'examiner[443].

144. La Chambre d'appel fait observer que sur ce point, Mladić se contente d'énumérer les faits répertoriés et les parties du Jugement sans tenter d'étayer son allégation de « méthodologie défaillante en matière de preuve[444] ». Par conséquent, il ne s'acquitte pas de la charge de la preuve qui lui incombe en appel[445], et ses arguments sur ce point sont rejetés.

iv) Conclusion

145. Au vu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić n'a pas démontré que la Chambre de première instance avait commis une quelconque erreur lorsqu'elle s'est appuyée sur les faits jugés pour tirer ses conclusions concernant les faits sous-jacents de l'entreprise criminelle commune principale.

[440] Mémoire d'appel de Mladić, par. 160 et 182.
[441] *Ibidem*, par. 160.
[442] *Ibid*., par. 182.
[443] Réponse de l'Accusation, par. 48.
[444] Mémoire d'appel de Mladić, par. 160 et notes de bas de page 229 à 238, 240, 241 et 243 à 248.
[445] Voir *supra*, II.

b) Appréciation des éléments de preuve à décharge concernant la participation de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale

146. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait été membre de l'entreprise criminelle commune principale après avoir négligé des éléments de preuve directs et à décharge montrant qu'il avait agi pour s'opposer à l'objectif criminel commun de cette entreprise, ou après leur avoir accordé un poids insuffisant[446]. Il invoque des éléments de preuve relatifs à son « attitude et à son comportement positifs » envers les civils musulmans et les civils croates de Bosnie[447], notamment i) des éléments de preuve de l'aide qu'il a apportée aux civils non serbes pendant le conflit[448], ainsi que des éléments de preuve montrant qu'ils sont restés dans leurs municipalités pendant le conflit[449] et qu'ils ont eu le choix de quitter leur village ou d'y rester[450], ii) des éléments de preuve montrant qu'il a fait part à Karadžić et au Ministre de l'intérieur de ses préoccupations au sujet des crimes commis par les « forces du MUP » contre des non-Serbes, et montrant qu'il a demandé que soient prises des mesures concrètes[451], et iii) des extraits de ses carnets de guerre contenant des éléments de preuve directs des contraintes qu'il a connues dans les Municipalités et de la protection qu'il entendait fournir aux non-Serbes[452]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments.

i) Éléments de preuve relatifs à l'aide apportée aux civils non serbes

147. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, ou n'en a accordé aucun, aux éléments de preuve montrant son attitude et son comportement positifs envers les civils musulmans et les civils croates de Bosnie lorsqu'il a « déployé des efforts concertés pour aider les civils » et a pris des mesures visant à assurer la sécurité de villageois musulmans de Bosnie pendant le conflit[453]. À l'appui de cet argument, il

[446] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 136, 186, 197 à 202 et 208. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 42.
[447] Mémoire d'appel de Mladić, par. 198.
[448] *Ibidem*, par. 198 et 200, et notes de bas de page 280, 289 et 290.
[449] *Ibid*., par. 198 et 199, et notes de bas de page 281, 282, 284 et 285.
[450] *Ibid*., par. 200 et notes de bas de page 287, 288 et 291.
[451] *Ibid*., par. 199 et note de bas de page 286.
[452] *Ibid*., par. 202.
[453] *Ibid*., par. 198 et 200.

renvoie au procès-verbal d'une réunion de l'assemblée municipale de Pale[454] et aux dépositions des témoins Branko Basara[455], Safet Gagula[456], RM-802[457] et Sveto Veselinović[458].

148. Mladić ajoute que la Chambre de première instance n'a pas inclus dans son raisonnement les dépositions des témoins Slavko Mijanović[459], Mile Ujić[460] et Elvedin Pašić[461] — qui ont déclaré que les non-Serbes étaient restés dans leurs municipalités pendant le conflit[462]. Il avance également que la Chambre de première instance a conclu à tort que la déposition du témoin Vinko Nikolić, qui a déclaré que plus de 8 000 Musulmans de Bosnie et Croates de Bosnie avaient continué de vivre dans la municipalité de Sanski Most, n'était pas fiable, et qu'elle n'a pas accordé suffisamment de poids aux éclaircissements apportés par ce témoin au cours du contre-interrogatoire, qui a expliqué que plus de 4 400 Musulmans de Bosnie étaient restés[463]. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas non plus analysé la valeur probante de la déposition du témoin RM-009, selon lequel les Musulmans de Bosnie « ont librement quitté leur village[464] », et de la déposition du témoin Dragiša Masal, qui a déclaré que Mladić avait déployé des efforts concertés pour donner le choix aux civils de rester dans les municipalités ou d'en partir, et pour permettre aux personnes non armées de cultiver les terres et de recevoir de l'aide humanitaire[465]. Selon Mladić, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de ces dépositions lorsqu'elle a tiré ses conclusions[466].

149. L'Accusation répond que Mladić n'a pas agi pour protéger les non-Serbes, qu'il répète des arguments qui ont échoué en première instance sans démontrer l'existence de la moindre erreur et que la Chambre de première instance a expressément pris en considération les éléments de preuve invoqués dans son mémoire d'appel[467]. En ce qui concerne le prétendu départ volontaire des non-Serbes, l'Accusation répond que Mladić fait abstraction du fait que la

[454] *Ibid*., par. 198 et note de bas de page 280, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1014 et pièce P3972.
[455] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1619, 1692 et pièce D1031, par. 48
[456] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1753 et pièce P2525, p. 5.
[457] *Ibid*., par. 200 et note de bas de page 289, renvoyant à pièce P439 (sous scellés), par. 64.
[458] *Ibid*., par. 200 et note de bas de page 290, renvoyant à pièce D770, par. 16 et 17.
[459] *Ibid*., par. 198 et note de bas de page 281, renvoyant, entre autres, à pièce D799.
[460] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à pièce D691.
[461] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à CR, p. 555 et 556 (9 juillet 2012). Voir aussi *ibid*., notes de bas de page 282 et 283, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 948, 952 et 960.
[462] *Ibid*., par. 198.
[463] *Ibid*., par. 199 et notes de bas de page 284 et 285, renvoyant à pièce D892, CR, p. 31279 et 31280 (5 février 2015), et Jugement, par. 1716 et 1720.
[464] *Ibid*., par. 200 et note de bas de page 288, renvoyant à pièce P843 (sous scellés), par. 61. Voir aussi *ibid*., note de bas de page 287, renvoyant à pièce P854, p. 5.
[465] *Ibid*., note de bas de page 291, renvoyant à pièce D942, par. 15.
[466] *Ibid*., note de bas de page 292, renvoyant à Jugement, par. 960 et 1720.
[467] Voir Réponse de l'Accusation, par. 54 à 58. Voir aussi CR, p. 96 et 97 (25 août 2020).

Chambre de première instance a expressément rejeté cet argument lors du procès, et que les personnes qui ont demandé à partir ne sont jamais revenues parce qu'elles avaient peur ou parce que leurs maisons avaient été incendiées[468]. L'Accusation ajoute que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que la déposition du témoin Vinko Nikolić n'était pas suffisamment fiable pour réfuter le fait jugé selon lequel tous les Musulmans de Bosnie avaient quitté Sanski Most à la fin 1992, au motif que ce témoin avait admis que ses estimations ne reposaient sur rien[469]. Selon l'Accusation, la simple affirmation gratuite de Mladić selon laquelle la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à de prétendus « éléments de preuve à décharge » justifie que ce grief soit rejeté sans examen[470].

150. Mladić réplique que l'Accusation ne répond pas directement à ses griefs et ne remet pas en cause ses arguments selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à certains éléments de preuve[471].

151. S'agissant de l'affirmation de Mladić selon laquelle il a déployé des efforts concertés pour aider les civils non serbes[472], la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a expressément pris en compte les éléments de preuve que Mladić invoque en appel. En particulier, la Chambre de première instance a pris note de ce qui suit : i) le procès-verbal pertinent de la réunion de l'assemblée municipale de Pale indiquant que le SJB de Pale devait garantir la sécurité des civils non serbes[473] ; ii) les dires du témoin Basara selon lesquels des membres de sa brigade au sein de la VRS ont protégé les civils des villages musulmans de la municipalité de Sanski Most[474] ; iii) la déclaration du témoin Gagula expliquant que, même si des représentants serbes de Knežina, dans la municipalité de Sokolac, avaient indiqué qu'ils protégeraient les civils musulmans, nombre de Musulmans avaient quitté le village d'abord durant la seconde quinzaine de mai 1992, puis plus massivement vers la fin juin 1992[475] ; iv) la déposition du témoin RM-802, selon laquelle les autorités politiques serbes de Bosnie s'étaient préparées à aider la population civile musulmane en alignant des autocars qui transporteraient

[468] Réponse de l'Accusation, par. 60.
[469] *Ibidem*, par. 58 et note de bas de page 282, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1720.
[470] *Ibid*., par. 53 et 54. Voir aussi CR, p. 96 et 97 (25 août 2020).
[471] Voir Réplique de Mladić, par. 40 à 42.
[472] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 et 200.
[473] Jugement, par. 1007 et 1014, renvoyant à pièce P3972. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 et note de bas de page 280, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1014 et pièce P3972.
[474] Jugement, par. 1617, 1619 et 1692, renvoyant, entre autres, à pièce D1031, par. 36 à 38, 48 et 49, CR, p. 34494 à 34496 (21 avril 2015), et 34562 (22 avril 2015). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 et note de bas de page 280, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1619, 1692 et pièce D1031, par. 48.
[475] Jugement, par. 1753, renvoyant à pièce P2525, p. 2, 3 et 5. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 et note de bas de page 280, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1753 et pièce P2525, p. 5.

les femmes, les enfants et les personnes âgées hors de Večići, dans la municipalité de Kotor Varoš[476] ; v) la déposition du témoin Veselinović à propos du traitement des réfugiés et des Musulmans de Bosnie dans la municipalité de Rogatica[477].

152. La Chambre de première instance a néanmoins conclu ce qui suit : i) s'agissant de la municipalité de Pale, de fin juin à début juillet 1992, plus de 2 000 Musulmans de Bosnie et Croates de Bosnie ont quitté contre leur gré les lieux dans des convois escortés par le SJB de Pale[478] ; ii) s'agissant de la municipalité de Sanski Most, la déposition du témoin Basara n'était pas crédible ni convaincante, compte tenu de « nombreux éléments de preuve fiables » montrant que la VRS a participé aux transferts et aux évacuations, et qu'elle a mené des attaques et des campagnes de bombardements visant à « nettoyer » des villages et hameaux à majorité musulmane[479] ; iii) s'agissant de la municipalité de Sokolac, les Musulmans de Bosnie, notamment à Knežina, se sont enfuis de chez eux à partir du 12 mai 1992 parce qu'ils craignaient des actes de violence et en raison de l'absence de protection de la part des autorités municipales[480] ; iv) s'agissant de la municipalité de Kotor Varoš, entre juin et novembre 1992, une grande partie de la population non serbe a dû partir contre son gré, y compris à Večići, dans des convois organisés, entre autres, par des membres de la cellule de crise de la VRS, du MUP et de Kotor Varoš[481] ; v) s'agissant de la municipalité de Rogatica, des milliers de Musulmans

[476] Voir Jugement, par. 948 et 958, renvoyant, entre autres, à pièce P439 (sous scellés), par. 58 à 60 et 64, CR, p. 4532 (5 novembre 2012) (huis clos partiel), 4615 à 4622 et 4627 (6 novembre 2012) (huis clos partiel). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 200 et note de bas de page 289, renvoyant à pièce P439 (sous scellés), par. 64. La Chambre de première instance a considéré que, d'après le témoin RM-802, sur les 120 000 non-Serbes qui sont passés devant un poste de commandement de la VRS, « certains ont été physiquement contraints de partir », « d'autres se sont inscrits pour partir parce qu'ils ne pouvaient pas rester dans ces conditions insupportables », « certains ont été chassés de force de leurs maisons », et d'autres « ont subi des pressions pour partir car seules des chansons serbes passaient à la radio, seuls des cachets serbes figuraient sur leurs documents, et des directeurs ont été renvoyés et envoyés faire du nettoyage ». Voir Jugement, par. 959, renvoyant à pièce P439 (sous scellés), par. 32.

[477] Jugement, par. 1560 et note de bas de page 6605, renvoyant à pièce D770, par. 16. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 200 et note de bas de page 290, renvoyant à pièce D770, par. 16 et 17. La Chambre d'appel relève que le paragraphe 17 de la pièce D770 concerne le rôle du Parti démocratique serbe pendant la guerre et non l'aide apportée aux réfugiés.

[478] Jugement, par. 1016. Voir aussi *ibidem*, par. 1004 à 1015.

[479] *Ibid*., par. 1625 et 1723, et note de bas de page 7288. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 1691 à 1717.

[480] *Ibid*., par. 1754. Voir aussi *ibid*., par. 1752 et 1753.

[481] *Ibid*., par. 959, 960, 3122 g) et 3147. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 948 à 959. La Chambre d'appel considère qu'en utilisant de manière sélective la pièce P439, Mladić passe sous silence des points qui étayent la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle les forces serbes ont expulsé les civils non serbes de la municipalité de Kotor Varoš. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 200 et note de bas de page 289, renvoyant à pièce P439 (sous scellés), par. 64. Comme il est dit plus haut, la pièce P439 — la déclaration du témoin RM-802 — a montré que les non-Serbes ont été physiquement contraints de partir ou se sont sentis poussés à le faire en raison des conditions insupportables. Voir Jugement, par. 959, renvoyant à pièce P439 (sous scellés), par. 32.

sont partis contre leur gré à partir de mai 1992 en raison de la peur suscitée par les menaces et les violences, et les auteurs de ces déplacements appartenaient à la VRS[482].

153. La Chambre d'appel fait en outre observer que l'extrait de la déposition du témoin Veselinović, que Mladić invoque, se rapportait aux efforts que les autorités municipales serbes ont déployés pour protéger exclusivement les réfugiés serbes[483], plutôt que les non-Serbes. Après avoir examiné les éléments de preuve que Mladić a invoqués plus haut, la Chambre d'appel note qu'aucun d'entre eux n'a trait à ses actions personnelles ou ne démontre les efforts qu'il a entrepris pour aider les civils musulmans et les civils croates de Bosnie ou assurer leur sécurité. La Chambre d'appel conclut donc que les arguments sommaires de Mladić n'étayent pas son affirmation selon laquelle la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids à l'aide qu'il a apportée aux civils non serbes.

154. La Chambre d'appel en vient à présent aux arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas inclus dans son raisonnement les éléments de preuve montrant que des non-Serbes étaient restés dans leurs municipalités durant le conflit et qu'il avait déployé des efforts concertés pour donner le choix aux civils d'y rester ou d'en partir[484]. Il soutient que, dans son analyse des conclusions relatives à la municipalité d'Ilidža, la Chambre de première instance n'a pas inclus la pièce D799, la déclaration du témoin Mijanović[485]. Il ressort d'un examen du Jugement que la Chambre de première instance a expressément renvoyé à la pièce D799 et a résumé les dires du témoin Mijanović, qui a notamment expliqué que les autorités serbes de la municipalité d'Ilidža n'avaient pas expulsé les non-Serbes[486]. La Chambre de première instance a conclu que, mis à part un fait précis[487], elle n'avait pas reçu d'éléments

[482] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 1554 à 1585, 3122 k), 3151 et 3183.
[483] Il ressort entre autres d'un examen des passages pertinents de la pièce D770 i) qu'en mai 1992, sous l'effet de l'insécurité croissante dans la municipalité de Rogatica et des tirs dans les rues, tant les Serbes que les Musulmans ont quitté la ville pour aller s'installer dans les banlieues et au-delà, et ii) que les autorités municipales serbes ont organisé le transport des familles serbes vers la Serbie pour les mettre à l'abri, ont accueilli des réfugiés serbes en provenance d'autres régions et ont logé les réfugiés dans des maisons abandonnées par des Musulmans et des Serbes, de manière contrôlée et organisée. Voir pièce D770, par. 15 et 16.
[484] Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 à 200.
[485] Voir *ibidem*, par. 198 et notes de bas de page 281 à 283, renvoyant, entre autres, à pièce D799, par. 6 et Jugement, par. 746 et 748.
[486] Jugement, par. 746, renvoyant, entre autres, à pièce D799, par. 6.
[487] La Chambre de première instance a finalement conclu, sur le fondement de la déposition du témoin RM-104, qu'une famille musulmane de Bosnie avait quitté la municipalité d'Ilidža pour Sarajevo après avoir été menacée de mort par un membre des « Aigles blancs » si les membres de la famille refusaient de se plier à l'ultimatum de quitter la municipalité ou de prendre les armes et de faire allégeance aux autorités serbes. La Chambre de première instance a conclu que ce fait survenu dans la municipalité d'Ilidža était constitutif de transfert forcé, visé au chef 8 de l'Acte d'accusation. Voir *ibidem*, par. 747 à 749, 3122 d), 3144 et 3183.

de preuve « montrant que les résidents [d'Ilidža] avaient été déplacés de force[488] ». Compte tenu de cette conclusion, la Chambre d'appel considère que la Chambre de première instance n'avait pas besoin d'examiner plus avant la pièce D799 et que Mladić ne fait apparaître aucune erreur sur ce point.

155. En ce qui concerne le grief fait à la Chambre de première instance de ne pas avoir examiné dans son raisonnement la pièce D691, la déclaration du témoin Ujić expliquant que des non-Serbes étaient restés dans la municipalité de Rogatica pendant le conflit[489], la Chambre d'appel fait observer que les paragraphes du Jugement que Mladić conteste à cet égard ne concernent pas Rogatica, mais d'autres municipalités, à savoir Ilidža et Kotor Varoš[490]. Mladić n'explique d'aucune manière pourquoi la Chambre de première instance aurait dû tenir compte de cette déclaration lorsqu'elle a examiné les crimes commis dans d'autres municipalités, et il ne démontre aucune erreur à cet égard. La Chambre d'appel fait observer que, en tout état de cause, la Chambre de première instance a expressément fait référence à la déposition du témoin Ujić, notamment à la pièce D691, concernant les faits survenus dans la municipalité de Rogatica[491].

156. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en n'incluant pas dans son analyse les dires du témoin Pašić, selon lesquels des non-Serbes sont restés dans la municipalité de Kotor Varoš pendant le conflit[492]. Elle fait remarquer que la Chambre de première instance a explicitement examiné des passages pertinents de la déposition du témoin Pašić concernant la fuite de 50 à 70 Musulmans de Bosnie du village de Hrvaćani à la mi-1992 et le sort de ceux qui y étaient restés[493]. À la lumière de l'ensemble des éléments de preuve, la Chambre de

[488] *Ibid*., par. 748.
[489] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 et notes de bas de page 281 et 283, renvoyant, entre autres, à pièce D691, par. 35.
[490] Voir *ibidem*, par. 198 et note de bas de page 283, renvoyant à Jugement, par. 748 (municipalité d'Ilidža) et 960 (municipalité de Kotor Varoš).
[491] Voir, par exemple, Jugement, par. 1555, renvoyant à pièce D691, par. 35 et CR, p. 26895 et 26896 (16 octobre 2014).
[492] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 198 et notes de bas de page 281 à 283, renvoyant, entre autres, à CR, p. 555 et 556 (9 juillet 2012) et Jugement, par. 948, 952 et 960.
[493] La Chambre de première instance a noté que, selon le témoin Pašić, i) six familles musulmanes de Bosnie sont restées à Hrvaćani lorsque sa famille a fui à la mi-1992, ii) après avoir quitté Hrvaćani, le témoin et sa famille, ainsi que 50 à 70 personnes, principalement des civils, y sont retournés alors qu'ils se dirigeaient vers un autre endroit et ont rencontré des soldats serbes qui les ont appelés « *balijas* », et qui ont dit au groupe qu'il n'y avait plus rien pour eux à Hrvaćani et qu'ils devaient aller en Turquie, et iii) lorsqu'ils ont traversé Hrvaćani, « le village était détruit, les maisons avaient été dépouillées, les animaux tués, et les personnes âgées qui étaient restées avaient été soit abattues, soit brûlées ». Voir Jugement, par. 952, renvoyant à CR, p. 550, 551, 553, 555 et 556 (9 juillet 2012). Voir aussi *ibidem*, par. 949.

première instance a conclu qu'entre juin et novembre 1992, une partie importante de la population non serbe de la municipalité de Kotor Varoš avait été déplacée de force, entre autres, par la cellule de crise de la VRS, du MUP et de Kotor Varoš[494]. Ce faisant, la Chambre de première instance a expressément rappelé les dires du témoin Pašić, qui a expliqué qu'un « groupe de 50 à 70 Musulmans » avait rencontré des soldats serbes, qui leur ont dit « qu'il n'y avait plus rien pour eux à Hrvaćani et qu'ils devaient aller en Turquie »[495]. Mladić se contente d'énoncer des passages isolés de cette déposition qui étayent sa position, et passe sous silence le reste de la déposition du témoin ainsi que les conclusions de la Chambre de première instance relatives aux faits survenus dans la municipalité de Kotor Varoš. Partant, ses arguments ne permettent pas d'établir l'existence d'une erreur dans l'appréciation par la Chambre de première instance de la déposition du témoin Pašić ou dans la conclusion selon laquelle des non-Serbes ont quitté la municipalité contre leur gré.

157. S'agissant de l'argument de Mladić concernant le témoin Vinko Nikolić, la Chambre d'appel n'est pas convaincue que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux « éclaircissements » que ce dernier a donnés lors de son contre-interrogatoire[496]. Lorsqu'elle a résumé les éléments de preuve se rapportant à la municipalité de Sanski Most, la Chambre de première instance a précisé que le témoin Vinko Nikolić avait estimé que plus de 8 000 Musulmans et Croates avaient continué de vivre dans cette municipalité pendant la guerre[497]. Au cours du contre-interrogatoire du témoin, l'Accusation a contesté ce chiffre et a affirmé qu'en février 1995, le service de la sûreté de l'État de Banja Luka avait estimé à environ 4 400 le nombre de non-Serbes restés à Sanski Most[498]. Lorsqu'on lui a demandé de préciser son estimation de 8 000 personnes, le témoin Vinko Nikolić a déclaré que ce chiffre incluait « les Musulmans et les Croates », qu'il s'agissait d'une « [e]stimation grossière » et qu'il l'« avait avancée spontanément »[499]. La Chambre d'appel relève que, contrairement à ce qu'avance Mladić[500], le témoin n'a « éclairci » son estimation à aucun moment du contre-interrogatoire. La Chambre de première instance a explicitement considéré que l'estimation de 8 000 personnes avancée par ce témoin ne reposait sur aucun

[494] *Ibid*., par. 960, 3122 g), 3147 et 3183. Voir aussi *ibid*., par. 947 à 959.
[495] *Ibid*., par. 960.
[496] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 199 et note de bas de page 285, renvoyant à CR, p. 31279 et 31280 (5 février 2015), et Jugement, par. 1716 et 1720.
[497] Jugement, par. 1716 et note de bas de page 7270, renvoyant à pièce D892, par. 12 et CR, p. 31279 et 31280 (5 février 2015).
[498] CR, p. 31279 (5 février 2015).
[499] CR, p. 31279 et 31280 (5 février 2015).
[500] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 199.

élément, et que le témoin n'avait pas pu justifier ce chiffre à la lumière d'éléments de preuve faisant apparaître un chiffre « nettement inférieur[501] ». Elle a dès lors considéré que les éléments apportés par ce témoin n'étaient pas suffisamment fiables[502]. La Chambre d'appel est d'avis que Mladić ne démontre aucune erreur dans la manière dont la Chambre de première instance a apprécié la déposition du témoin Vinko Nikolić.

158. S'agissant de l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que les Musulmans de Bosnie ont quitté leur village de leur plein gré et demandé à y revenir, la Chambre d'appel fait observer qu'il se fonde sur la pièce P843, une déclaration du témoin RM-009, et sur la pièce P854, un rapport de décembre 1992 rédigé par la brigade légère de Kotor Varoš[503]. Dans la pièce P843, le témoin RM-009 a déclaré qu'à la mi-1992, au moins 50 autocars remplis de Musulmans de Bosnie et de Croates de Bosnie avaient quitté la municipalité de Kotor Varoš[504]. Il a précisé qu'« [i]ls partaient de leur plein gré, en ce sens qu'on ne les a pas forcés à monter dans les autocars, mais leur départ était principalement dû à la peur de ce qui pourrait leur arriver s'ils restaient. La population non serbe subissait des pressions, et je dirais qu'elle était persécutée[505]. » Le témoin a également expliqué que des milliers de non-Serbes étaient partis « [à] cause des crimes commis à leur encontre par l'unité spéciale ou les militaires[506] ». La Chambre d'appel fait remarquer que la Chambre de première instance a dûment examiné ces éléments de preuve[507], ainsi que la pièce P854, montrant que de nombreux Musulmans de Bosnie présentaient des demandes pour rentrer dans leur village[508]. La Chambre de première instance a néanmoins considéré que, selon le témoin RM-009, ces demandes devaient être adressées à la présidence de guerre locale et approuvées par celle-ci, « mais ces personnes ne sont jamais revenues[509] ». La Chambre d'appel fait également observer que, s'agissant de

[501] Jugement, par. 1720. Voir aussi *ibidem*, par. 1716, renvoyant, entre autres, à CR, p. 31279 et 31280 (5 février 2015).
[502] *Ibid*., par. 1720.
[503] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 200 et notes de bas de page 287 et 288, renvoyant à pièces P843 (sous scellés), par. 61 et P854, p. 5.
[504] Voir pièce P843 (sous scellés), par. 61. Voir aussi Jugement, par. 953.
[505] Pièce P843 (sous scellés), par. 61. Voir aussi Jugement, par. 955.
[506] Pièce P843 (sous scellés), par. 61. Le témoin a également déclaré que les non-Serbes n'avaient pas le droit de circuler librement dans la municipalité, qu'ils avaient tous été licenciés, qu'ils n'avaient pas accès à l'aide médicale, que certains étaient réquisitionnés sans compensation financière, qu'ils n'étaient pas autorisés dans les magasins et qu'ils ne pouvaient pas aller prier à la mosquée ou à l'église catholique. Voir pièce P843 (sous scellés), par. 61 ; Jugement, par. 955.
[507] Voir Jugement, par. 953 et 955, et notes de bas de page 3923, 3940 et 3941, renvoyant, entre autres, à pièce P843, par. 61 et 62.
[508] Voir *ibidem*, par. 955 et note de bas de page 3943, renvoyant à pièce P854, p. 5.
[509] *Ibid*., note de bas de page 3944, renvoyant à CR, p. 8030 et 8031 (4 février 2013) (huis clos).

Kotor Varoš en particulier, la Chambre de première instance a rejeté les arguments de la Défense selon lesquels les personnes avaient décidé de partir de leur plein gré[510]. Rappelant ses conclusions selon lesquelles les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie de Kotor Varoš étaient notamment la cible de restrictions concernant la liberté de mouvement, d'un accès limité aux soins médicaux, de licenciements, de meurtres, de détentions illégales ainsi que de traitements inhumains, la Chambre de première instance a conclu que les civils non serbes qui avaient quitté la municipalité « n'avaient pas véritablement eu d'autre choix que de partir[511] ». La Chambre d'appel considère que Mladić s'appuie sur un passage isolé des dires du témoin RM-009 et fait abstraction de la totalité de sa déposition, qui montre que les non-Serbes ont quitté la municipalité de Kotor Varoš contre leur gré[512]. Partant, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans son appréciation des éléments de preuve concernant ce point.

159. Enfin, la Chambre d'appel va à présent examiner l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de la pièce D942, la déposition du témoin Masal expliquant que Mladić a déployé des efforts concertés pour donner le choix aux civils de rester ou de partir et qu'il a permis à des personnes non armées de cultiver les terres et de recevoir de l'aide humanitaire[513]. La Chambre d'appel fait observer que les paragraphes du Jugement que Mladić conteste sur ce point ont trait aux municipalités de Kotor Varoš et de Sanski Most, et qu'aucune d'elles n'est citée dans le passage de la pièce D942 sur lequel il s'appuie[514]. Mladić ne présente aucun argument expliquant pourquoi la Chambre de première instance aurait dû tenir compte de ces éléments de preuve lorsqu'elle a apprécié les crimes commis dans les municipalités de Kotor Varoš et de Sanski Most. Il ne fait donc apparaître aucune erreur à cet égard.

160. Étant donné que Mladić ne démontre aucune erreur concernant les éléments de preuve qu'il invoque en appel, la Chambre d'appel rejette son argument selon lequel, lorsqu'elle a apprécié sa participation à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a commis une erreur en n'examinant pas les éléments de preuve montrant les efforts

[510] Voir *ibid*., par. 3147.
[511] *Ibid*. Voir aussi *ibid*., par. 955 et 960.
[512] Voir pièce P843 (sous scellés), par. 61.
[513] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 200 et notes de bas de page 291 et 292, renvoyant, entre autres, à pièce D942, par. 15.
[514] Voir *ibidem*, par. 200 et note de bas de page 292, renvoyant à Jugement, par. 960 (Kotor Varoš) et 1720 (Sanski Most).

qu'il a déployés pour aider les non-Serbes, ou que ces derniers sont restés dans leur village ou l'ont quitté de leur plein gré durant le conflit, ou en n'accordant pas suffisamment de poids à ces éléments de preuve.

ii) Éléments de preuve montrant que Mladić a fait part de ses préoccupations à Karadžić et au Ministre de l'intérieur

161. Lorsqu'il allègue que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux mesures qu'il a prises pour protéger la population non serbe restée dans les Municipalités, Mladić renvoie aux pièces D1503 et P3095 pour démontrer qu'il a fait part à Karadžić, Président de la Republika Srpska, et au Ministre de l'intérieur de ses préoccupations au sujet des crimes commis par les forces du MUP contre la population non serbe, et qu'il a demandé que soient prises des « mesures concrètes[515] ».

162. L'Accusation répond que Mladić exagère la mesure dans laquelle les signalements qu'il a adressés à Karadžić et au Ministre de l'intérieur au sujet des crimes commis contre des non-Serbes sont de nature à le disculper[516]. Elle fait valoir que les signalements de Mladić avaient trait à Željko Ražnatović (« Arkan ») et à son unité paramilitaire, dont il a été jugé qu'ils ne faisaient pas partie de l'entreprise criminelle commune principale[517]. En outre, l'Accusation soutient que ces signalements visaient à ce que des mesures soient prises contre l'unité paramilitaire d'Arkan vers la fin du conflit seulement, et qu'ils révèlent que Mladić se « préoccupait majoritairement [des] sévices infligés aux membres de la VRS et du pillage de matériel militaire[518] ».

163. Mladić réplique que l'Accusation ne répond pas directement à ses griefs et ne parvient pas à remettre en cause ses arguments selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à certains éléments de preuve[519].

164. La Chambre d'appel fait observer que la pièce D1503 est une lettre que Mladić a adressée à Karadžić le 20 octobre 1995, rendant compte des activités de l'unité paramilitaire d'Arkan[520]. Elle fait observer que lorsque Mladić fait référence aux « forces du MUP »

[515] *Ibid*., par. 198 et 199, et note de bas de page 286. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 40 à 42.
[516] Réponse de l'Accusation, par. 59.
[517] *Ibidem*.
[518] *Ibid*.
[519] Réplique de Mladić, par. 40 à 42.
[520] Pièce D1503, p. 1 et 2.

s'agissant d'Arkan ou de son unité paramilitaire, il interprète mal le Jugement. Il a fait valoir en première instance que cette unité était subordonnée au MUP, mais la Chambre de première instance n'a tiré aucune conclusion sur ce point, compte tenu de ses conclusions selon lesquelles les éléments de preuve ne suffisaient pas à démontrer qu'Arkan a participé à la réalisation de l'entreprise criminelle commune principale[521]. Dans cette lettre, Mladić expliquait que le « comportement général et les actes individuels » de l'unité paramilitaire d'Arkan avaient compliqué la situation sur le terrain et « répandu la peur parmi la population[522] ». Il y présentait ensuite 12 « signalements dignes de foi » d'un « comportement extrêmement inhumain, sans scrupule et impitoyable » de l'unité paramilitaire d'Arkan envers « la population et des membres de la VRS »[523], comme i) menacer, arrêter, brutaliser, maltraiter, battre, utiliser des armes à feu pour infliger des blessures, et humilier des officiers et des simples soldats[524], ii) s'emparer de matériel militaire, d'armes, de documents d'officiers de la VRS et de voitures de luxe de la VRS sans autorisation[525], iii) piller et détruire sans motif des maisons abandonnées[526], et iv) tuer 11 non-Serbes à Sanski Most et un membre de la VRS près de Novi Grad[527]. Dans la lettre, Mladić précisait qu'il avait ordonné de renvoyer les formations paramilitaires qui avaient refusé de se soumettre à la VRS et qu'il s'attendait à ce que Karadžić interdise ce type de comportement[528].

165. La Chambre d'appel fait observer que, s'appuyant sur la pièce D1503, la Chambre de première instance a examiné les éléments de preuve montrant que Mladić avait informé Karadžić des crimes commis par l'unité paramilitaire d'Arkan, notamment le meurtre de 11 non-Serbes à Sanski Most, et que Mladić s'attendait à ce que Karadžić interdise la présence de ce groupe[529]. Si la Chambre de première instance n'a pas expressément renvoyé à la pièce P3095 dans le Jugement, cette omission ne constitue pas une erreur. Sur ce point, la pièce P3095 est une lettre du 24 septembre 1995, adressée par Mladić au Président et au Ministre de l'intérieur de la Republika Srpska, dans laquelle il se plaint du fait que l'unité paramilitaire d'Arkan n'était pas placée sous le commandement de la VRS, maltraitait des officiers de la VRS et pillait du matériel de la VRS, provoquait des affrontements armés et perturbait l'ensemble de

[521] Voir Jugement, par. 4238 et 4396, et note de bas de page 15357. Voir aussi *ibidem*, par. 4401.
[522] Pièce D1503, par. 1.
[523] Pièce D1503, par. 2.
[524] Pièce D1503, par. 2 et 7.
[525] Pièce D1503, par. 3 à 5.
[526] Pièce D1503, par. 5.
[527] Pièce D1503, par. 6.
[528] Pièce D1503, p. 2.
[529] Jugement, par. 3853.

la population en « liquid[ant] un certain nombre de citoyens musulmans loyaux, dont les proches de certains militaires de la VRS[530] ». Dans cette lettre, Mladić demandait également entre autres à Karadžić de révoquer le pouvoir octroyé à Arkan et que le MUP prenne des mesures contre lui[531]. Les pièces P3095 et D1503 sont donc de nature similaire — elles datent toutes deux de l'automne 1995, montrent que Mladić désapprouvait fortement les actes criminels commis par l'unité paramilitaire d'Arkan, sont adressées à Karadžić et lui font savoir qu'il devrait prendre des mesures pour interdire l'opération du groupe paramilitaire[532].

166. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel conclut que la Chambre de première instance a bien tenu compte des éléments de preuve montrant que Mladić a fait part de ses préoccupations à Karadžić et au Ministre de l'intérieur au sujet des crimes commis contre la population non serbe, et qu'il a demandé que des mesures soient prises. Lorsqu'elle a apprécié la contribution de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a également examiné des éléments de preuve montrant qu'il a signalé les crimes commis par des groupes paramilitaires et qu'il a ordonné de les désarmer[533]. Par conséquent, Mladić ne démontre pas que, lorsqu'elle a statué sur sa participation à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte d'éléments de preuve ou n'a pas accordé suffisamment de poids aux mesures qu'il a prises pour protéger la population non serbe restée dans les Municipalités.

iii) Éléments de preuve tirés d'extraits des carnets de guerre de Mladić relatifs aux contraintes durant la guerre et à l'assistance fournie aux non-Serbes

167. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids aux extraits de ses carnets de guerre contenant des éléments de preuve directs montrant les contraintes qu'il a subies durant la guerre[534] et la protection qu'il entendait fournir aux Musulmans de Bosnie et aux Croates de Bosnie[535]. Il affirme que la

[530] Pièce P3095, p. 1 et 2.
[531] Pièce P3095, p. 2 et 3.
[532] Voir pièces D1503 et P3095.
[533] Voir Jugement, par. 4419 et 4522.
[534] Mémoire d'appel de Mladić, par. 202 et note de bas de page 293, renvoyant à pièces P353, p. 163, 179, 180, 192, 260, 299 et P356, p. 179 et 180. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 40 à 42.
[535] Mémoire d'appel de Mladić, note de bas de page 294, renvoyant à pièces P353, p. 330, P356, p. 218, D1514 et D187. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 40 à 42.

Chambre de première instance ne s'est appuyée sur ses carnets qu'à « quatre reprises seulement » pour analyser les crimes commis dans les Municipalités[536].

168. L'Accusation répond que Mladić ne démontre aucune erreur dans l'analyse que la Chambre de première instance a faite des extraits de ses carnets, ou qu'il ne montre pas en quoi son intention présumée de protéger les non-Serbes pourrait avoir une incidence sur les conclusions du Jugement relatives à ses contributions à l'entreprise criminelle commune principale[537].

169. S'agissant des contraintes qu'il aurait subies, Mladić met en avant les extraits de son carnet (pièces P353 et P356)[538] montrant, entre autres, que la VRS rencontrait des problèmes concernant le moral et la discipline des militaires ainsi que le contrôle sur les formations paramilitaires[539], l'absence de coopération entre les structures civiles et militaires[540], et la livraison de munitions et de matériel militaire[541]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a examiné les pièces P353 et P356 s'agissant du déclin du moral dans l'armée[542], de la discipline au sein des formations paramilitaires[543], de la pénurie de munitions[544] et de l'envoi de soldats à la VRS et de leur financement[545]. Outre ces pièces, la Chambre de première instance a examiné d'autres éléments de preuve relatifs au manque de discipline dans la VRS[546], au « fonctionnement défaillant des systèmes judiciaires militaire et civile[547] », ainsi qu'aux actes de pillage et aux activités de « profiteurs de guerre » perpétrés par des membres de la VRS et des unités paramilitaires[548]. Mladić méconnaît le rejet par la Chambre

[536] Mémoire d'appel de Mladić, par. 202 et note de bas de page 295, renvoyant à Jugement, par. 381, 715, 1774 et 1786.
[537] Voir Réponse de l'Accusation, par. 61 à 63. Voir aussi CR, p. 96 et 97 (25 août 2020).
[538] Mémoire d'appel de Mladić, par. 202 et note de bas de page 293, renvoyant à pièces P353, p. 163, 179, 180, 192, 260 et 299, et P356, p. 179 et 180.
[539] Voir pièces P353, p. 192, 260 et 299, et P356, p. 179 et 180.
[540] Voir pièces P353, p. 299 et P356, p. 180.
[541] Voir pièce P353, p. 163. Il ressort d'un examen des pages 179 et 180 de la pièce P353 à laquelle Mladić renvoie qu'elles n'ont aucun rapport avec les contraintes qu'il aurait subies durant la guerre. La Chambre d'appel rejette donc toute erreur alléguée sur ce point sans l'examiner.
[542] Voir, par exemple, Jugement, par. 4658.
[543] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 3877.
[544] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4422, 4423 et 4798.
[545] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4443 à 4445. Voir aussi *ibid*., par. 4446 à 4448.
[546] Voir *ibid*., par. 4425, 4527 et 4528, et notes de bas de page 15777, 16090 et 16094, renvoyant à pièces P358 (carnet de Mladić, daté du 2 avril au 24 octobre 1993), P5059 (ordre de l'état-major principal de la VRS du 11 août 1994 concernant la discipline au sein des commandements, unités et institutions) et P5064 (ordre de Mladić du 13 mars 1995 concernant la discipline militaire au sein de la VRS).
[547] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4522.
[548] Voir *ibid*., notes de bas de page 16072 à 16075, renvoyant à pièce P1966 (état-major principal de la VRS, rapport de Mladić, septembre 1992). Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 3831, 3834, 3838, 3839, 3842, 3844, 3847 et 3853 à 3855. Constatant que les liens entre les formations paramilitaires et la VRS ou le MUP différaient d'un groupe à l'autre, la Chambre de première instance a conclu que certaines formations opéraient sans être sous le

de première instance des arguments de la Défense concernant le manque de loyauté et d'obéissance au commandement de la VRS. La Chambre de première instance a conclu que « l'indiscipline occasionnelle au sein de la VRS n'entamait pas la capacité qu'avait Mladić d'exercer la direction et le commandement de ses subordonnés[549] ». Par conséquent, la Chambre d'appel conclut que la Chambre de première instance a bien pris en compte les éléments de preuve relatifs aux contraintes qu'a subies Mladić durant la guerre et, compte tenu du large pouvoir discrétionnaire dont elle dispose dans l'appréciation des éléments de preuve[550], conclut également que Mladić ne démontre pas qu'un poids insuffisant leur a été accordé.

170. En ce qui concerne la « protection qu'il entendait » fournir aux non-Serbes, Mladić renvoie aux extraits de ses carnets (pièces P353 et P356) et à deux ordres qu'il a donnés en 1992 et en 1994 respectivement (pièces D1514 et D187)[551]. Il ressort d'un examen de l'extrait de la pièce P353 auquel renvoie Mladić que, lors d'une conversation qu'il a tenue avec le colonel Petar Salapura à la mi-juillet 1992, il a été signalé que la « population de Podžeplje (musulmane) demand[ait] des provisions de farine[552] ». Le texte suivant apparaît juste après : « Décision : fournir les denrées de base, de la farine et de l'huile[553] ». La Chambre de première instance n'a pas expressément fait référence à ce point de la pièce P353, mais la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a examiné les nombreux éléments de preuve relatifs à l'acheminement de l'aide humanitaire et à sa restriction sur le territoire de la Republika Srpska entre 1992 et 1995[554]. Il s'agit notamment des éléments de preuve montrant que Mladić a autorisé la fourniture d'aide aux populations civiles du « camp adverse[555] ». Au vu des éléments de preuve versés au dossier, la Chambre de première instance a conclu que, si

commandement de la VRS tandis que d'autres coopéraient et se coordonnaient avec la VRS à l'occasion des crimes qu'elles avaient commis dans des municipalités telles que Prijedor, Sanski Most et Trnovo. Voir *ibid*., par. 4419. Elle a toutefois conclu, ne disposant d'aucun élément de preuve montrant que Mladić avait dirigé, contrôlé ou autorisé la coopération et la coordination de la VRS avec les formations paramilitaires, qu'elle n'examinerait pas plus avant cette allégation. Voir *ibid*.

[549] Voir *ibid*., par. 4392. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4296 à 4380 et 4383 à 4391.

[550] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 403 et 530 ; Arrêt *Šainović*, par. 490.

[551] Mémoire d'appel de Mladić, par. 202 et note de bas de page 294, renvoyant à pièces P353, p. 330, P356, p. 218, D1514 et D187. S'agissant de la pièce P356, il ressort d'un examen du passage auquel Mladić renvoie qu'il n'a aucun rapport avec la protection présumée qu'il entendait fournir aux non-Serbes. Voir *ibidem*, renvoyant, entre autres, à pièce P356, p. 218. En tout état de cause, la Chambre d'appel fait observer que la « [p]rotection au sein de la population/en particulier dans les villes » est mentionnée à la page 219 de la pièce P356. Toutefois, en l'absence d'autres arguments de Mladić relatifs à cette déclaration, on ne voit pas comment cela pourrait faire apparaître une erreur dans le Jugement. Compte tenu des références vagues et des lacunes évidentes dans les arguments de Mladić sur ce point, la Chambre d'appel rejette sans l'examiner toute erreur alléguée sur ce fondement.

[552] Pièce P353, p. 330.

[553] Pièce P353, p. 330.

[554] Voir, par exemple, Jugement, par. 4548 à 4600.

[555] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 4552 et 4554 à 4556.

Mladić était initialement disposé à autoriser le passage de l'aide humanitaire par la Republika Srpska en 1992 et 1993, ses ordres et son comportement étaient devenus « de plus en plus obstructionnistes » en 1994 et 1995[556]. Elle a donc considéré que les restrictions imposées à l'aide humanitaire à partir du 10 avril 1994 devaient être prises en compte pour dire qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale[557]. Mladić ne démontre aucune erreur dans l'appréciation des éléments de preuve faite par la Chambre de première instance sur ce point.

171. La Chambre d'appel va à présent examiner les erreurs alléguées concernant les pièces D1514 et D187. Elle fait observer que la pièce D1514 est un ordre de Mladić du 28 novembre 1992 adressé au commandant du corps de la Drina de la VRS, à la brigade de Rogatica[558]. Selon cette pièce, « des inconnus [avaient] importuné [la] population musulmane de S. Burati et Vrhbarje » et Mladić a, entres autres, ordonné au commandant de la brigade de Rogatica i) de prendre immédiatement des mesures pour protéger les habitants musulmans de ces villages contre d'éventuelles violences, eu égard à la loyauté qu'ils avaient exprimée envers la Republika Srpska, et ii) d'expliquer aux soldats et aux unités que « tout acte de violence contre la population de ces villages sera[it] politiquement néfaste pour [la Republika Srpska], son armée et le peuple serbe en général[559] ». La Chambre d'appel fait remarquer que la Chambre de première instance a évoqué cette pièce au paragraphe 4524 du Jugement[560]. L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de ces éléments de preuve est donc dénué de fondement.

172. La pièce D187 est un ordre que Mladić a donné le 16 avril 1994 au sujet du traitement des civils et des prisonniers de guerre à Goražde[561]. Elle reflète la déclaration faite par Mladić :

> Dans les médias du monde, la propagande musulmane ne cesse de répandre la désinformation, faisant croire que les membres de la VRS ont commencé à totalement anéantir [la] population musulmane afin de compromettre [la Republika Srpska] et de forcer le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des résolutions défavorables aux Serbes[562].

Par conséquent, Mladić a notamment ordonné ce qui suit : i) « les traitements cruels sont strictement interdits, ainsi que les sévices et la destruction physique de la population civil[e],

[556] Voir *ibid*., par. 4602 à 4608.
[557] Voir *ibid*., par. 4611 et 4612.
[558] Pièce D1514, p. 1 et 2.
[559] Pièce D1514, p. 1.
[560] Voir Jugement, par. 4524 et notes de bas de page 16080 et 16081.
[561] Pièce D187, p. 1 et 2.
[562] Pièce D187, p. 1.

des prisonniers de guerre et des membres des organisations internationales » ; ii) tous les membres de la VRS sont tenus de protéger la population civile de Goražde en la transférant dans des lieux plus adaptés ; iii) tous les prisonniers de guerre « doivent être traités dans le respect du droit international de la guerre » ; iv) tous les membres des organisations internationales doivent être hébergés sur le territoire de la Republika Srpska[563]. Cette pièce n'est pas expressément citée dans le Jugement, mais la Chambre d'appel relève que la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve de même nature, notamment concernant la protection des civils et des prisonniers de guerre et le traitement courtois des étrangers[564]. Étant donné que la Chambre de première instance est présumée avoir apprécié tous les éléments de preuve et qu'elle n'est pas tenue de renvoyer à chaque élément de preuve versé au dossier[565], et ayant observé que celle-ci a examiné des éléments de preuve de la même nature, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à ces éléments de preuve.

173. La Chambre d'appel fait remarquer que, lorsqu'elle a apprécié la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a examiné les arguments et les éléments de preuve selon lesquels il a donné des ordres et des instructions à des subordonnés appelant notamment i) au respect des lois et règlements de la VRS, de la Republika Srpska, du droit international humanitaire, du droit international coutumier et d'autres règles du droit international, et ii) à la protection de la population civile[566]. La Chambre de première instance a cependant conclu qu'en dépit de ces ordres, le système judiciaire militaire et civil des Serbes de Bosnie n'avait pas enquêté sur les crimes ni arrêté ou sanctionné les auteurs — membres de la VRS ou des forces serbes — des crimes commis contre des non-Serbes[567]. S'agissant du traitement des prisonniers de guerre, la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que Mladić a délibérément trompé la communauté internationale sur les conditions de détention dans les camps et « tenté de dissimuler les crimes qui y étaient commis en présentant les conditions de détention dans l[e] cam[p] sous un jour plus favorable[568] ». Compte tenu des conclusions de la Chambre de première instance et de son appréciation des éléments de preuve versés au dossier, Mladić ne

[563] Pièce D187, p. 1.
[564] Voir, par exemple, Jugement, par. 4518 à 4520, 4524 et 4525.
[565] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 396 ; Arrêt *Prlić*, par. 187 ; Arrêt *Kvočka*, par. 23. Voir aussi Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3100 ; Arrêt *Đorđević*, par. 864 et note de bas de page 2527.
[566] Voir, par exemple, Jugement, par. 4515, 4517 à 4528 et 4545. Voir aussi *ibidem*, par. 4687.
[567] *Ibid*., par. 4545. Voir aussi *ibid*., par. 4529 à 4543.
[568] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4510 à 4512 et 4546. Voir aussi *ibid*., par. 4502 à 4509 et 4687.

démontre pas qu'elle a commis une erreur en ne tenant pas compte des éléments de preuve relatifs à la « protection qu'il entendait » fournir aux non-Serbes ou en ne leur accordant pas suffisamment de poids lorsqu'elle a statué sur sa participation à l'entreprise criminelle commune principale.

iv) Conclusion

174. Au vu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur d'appréciation des éléments de preuve qu'il met en avant et qui, selon lui, sont de nature à le disculper s'agissant de sa participation à l'entreprise criminelle commune principale.

c) Erreurs alléguées concernant la portée de l'entreprise criminelle commune principale et la participation de Mladić à celle-ci

175. Mladić affirme que la Chambre de première instance a élargi la portée de l'entreprise criminelle commune principale pour y englober toute l'année 1991 et y inclure les actes et les discours de responsables politiques couvrant une période pendant laquelle il était absent, ce qui remet en cause la conclusion selon laquelle il a pris part au projet commun de ladite entreprise[569]. Il soutient également que la Chambre de première instance a fait preuve d'« incohérence » dans l'interprétation des échanges qu'il a eus avec d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale — lorsqu'elle a conclu qu'il avait exercé une « influence » sur les dirigeants politiques et qu'il leur « était soumis »[570]. Enfin, il soutient que la Chambre de première instance a accordé un poids excessif à son rôle dans la création de la VRS, et qu'il a dirigé des opérations militaires en exécution de l'effort de guerre et conformément aux fonctions que Karadžić lui avait déléguées[571].

176. L'Accusation répond que les arguments de Mladić ne font apparaître aucune erreur dans l'analyse faite par la Chambre de première instance de sa participation à l'entreprise criminelle commune principale ni aucune incohérence quant à sa capacité d'influencer les dirigeants

[569] Mémoire d'appel de Mladić, par. 203 ; CR, p. 41 et 43 à 46 (25 août 2020). Mladić avance que la Chambre de première instance n'a jamais invoqué d'éléments de preuve montrant qu'il avait connaissance de la teneur de ces réunions et conversations et des discours et déclarations de responsables politiques. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 203.
[570] *Ibidem*, par. 204 ; CR, p. 55 et 56 (25 août 2020).
[571] Mémoire d'appel de Mladić, par. 206 ; CR, p. 57 et 58 (25 août 2020).

politiques[572]. Selon elle, la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que, du fait de la direction et du commandement qu'il exerçait sur la VRS, Mladić a contribué à l'entreprise criminelle commune principale[573].

177. S'agissant du grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a élargi la portée de l'entreprise criminelle commune principale pour y englober l'année 1991, y compris des actes et des discours couvrant une période pendant laquelle il était absent, la Chambre d'appel rappelle que la responsabilité pour participation à une entreprise criminelle commune suppose i) une pluralité de personnes, ii) l'existence d'un but commun qui consiste à commettre un crime ou en implique un, et iii) l'adhésion de l'accusé au but commun[574]. En l'espèce, avant de chercher à savoir si Mladić a participé à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a conclu à l'existence de celle-ci entre 1991 et le 30 novembre 1995[575], et que la pluralité de personnes comprenait certains dirigeants des Serbes de Bosnie[576]. Elle a conclu que Mladić n'avait contribué à l'entreprise criminelle commune principale et partagé l'intention de réaliser son objectif qu'à partir du 12 mai 1992 au plus tard[577]. L'examen auquel s'est livré la Chambre de première instance au sujet de l'existence de cette entreprise était donc indépendant de l'examen ayant trait à la participation de Mladić. Ce dernier ne montre pas que, pour déterminer si l'entreprise criminelle commune principale existait en 1991, la Chambre de première instance a eu tort d'élargir la portée de l'entreprise criminelle commune ou a eu tort d'examiner le comportement et les discours des dirigeants des Serbes de Bosnie avant la participation de Mladić[578].

178. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue que la Chambre de première instance a commis une erreur d'interprétation concernant les échanges qu'a eus Mladić avec d'autres

[572] Réponse de l'Accusation, par. 64 et 65. Voir aussi CR, p. 89 à 97 (25 août 2020). L'Accusation soutient que Mladić confond la date à laquelle l'entreprise criminelle commune principale a vu le jour et celle à laquelle il en a été reconnu membre et que, partant, les arguments selon lesquels il n'y a pas participé en 1991 ne sont pas pertinents. Voir Réponse de l'Accusation, par. 64 ; CR, p. 93 (25 août 2020).
[573] Réponse de l'Accusation, par. 66 et 67. Voir aussi CR, p. 91, 92 et 95 à 97 (25 août 2020). L'Accusation ajoute que Mladić ne conteste pas la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il avait contribué à l'entreprise criminelle commune principale, notamment en créant et en maintenant la VRS. CR, p. 98 (25 août 2020).
[574] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 77 ; Arrêt *Brđanin*, par. 364 et 430 ; Arrêt *Stakić*, par. 64 ; Arrêt *Tadić*, par. 227. Voir aussi Arrêt *Nizeyimana*, par. 325 ; Arrêt *Gotovina*, par. 89.
[575] Voir, par exemple, Jugement, par. 4232 et 4610.
[576] Voir *ibidem*, par. 4238, 4610 et 4612 (Karadžić, Krajišnik, Plavšić, Koljević, Subotić, Mandić et Stanišić figurent parmi les membres).
[577] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4611, 4685, 4686 et 4688.
[578] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4218 à 4221.

membres de l'entreprise criminelle commune principale[579]. Après avoir examiné les paragraphes du Jugement contestés, la Chambre d'appel fait observer qu'ils contiennent un *résumé* des éléments de preuve et des conclusions relatifs, entre autres, au contrôle et à l'autorité que Mladić exerçait sur la VRS[580] ainsi qu'à sa participation aux réunions de l'Assemblée des Serbes de Bosnie et à ses liens avec les dirigeants politiques des Serbes de Bosnie[581]. La Chambre de première instance a en particulier rappelé des éléments de preuve et examiné des arguments selon lesquels Mladić n'était pas membre du commandement suprême de la VRS (le « commandement suprême »)[582] et n'avait pas le droit de vote à l'Assemblée des Serbes de Bosnie, mais a été invité à assister aux réunions entre 1992 et 1995 pour rendre compte au commandement suprême de la situation militaire[583]. Elle a également conclu qu'il avait activement pris part à des débats de politique générale de l'Assemblée des Serbes de Bosnie[584], avait fréquemment indiqué aux responsables politiques des Serbes de Bosnie la position qu'ils devaient prendre pendant les négociations de paix[585] et avait évoqué des questions de politique générale en détail « dans le but d'influer » sur les décisions des dirigeants politiques des Serbes de Bosnie[586]. La Chambre d'appel considère que, contrairement à ce que Mladić avance, la Chambre de première instance n'a pas « interprété de manière incohérente » les échanges qu'il a eus avec les membres de l'entreprise criminelle commune principale, mais a plutôt clairement conclu qu'il avait activement participé à des discussions avec des hauts responsables politiques dans le but d'influencer les décisions politiques. Ses arguments sur ce point sont donc infondés et ne font apparaître aucune erreur.

179. En ce qui concerne l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a accordé un poids excessif à son rôle de commandant de la VRS, et qu'il a dirigé des opérations militaires en exécution de l'effort de guerre et conformément aux fonctions que Karadžić lui avait déléguées, la Chambre d'appel rappelle que, pour engager la responsabilité d'un accusé pour participation à une entreprise criminelle commune, il faut établir qu'il a commis des actes qui visent d'une manière ou d'une autre à contribuer au projet ou à l'objectif commun de

[579] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 204, renvoyant à Jugement, par. 4374 à 4395, 4466 et 4472 à 4474.
[580] Voir Jugement, par. 4374 à 4395.
[581] Voir *ibidem*, par. 4466 et 4472 à 4474.
[582] La Chambre de première instance a conclu que le commandement suprême avait été créé le 30 novembre 1992 et que le commandant de l'état-major principal de la VRS, Mladić, n'en était pas membre et ne pouvait assister aux réunions que sur invitation. *Ibid*., par. 31 et 4476.
[583] *Ibid*., par. 4476 et 4478.
[584] *Ibid*., par. 4477 et 4478.
[585] *Ibid*., par. 4477.
[586] *Ibid*., par. 4478.

l'entreprise criminelle commune[587]. Ces actes ne doivent pas nécessairement être criminels en soi mais peuvent prendre la forme d'une assistance ou d'une contribution en vue de la réalisation du projet ou objectif commun[588]. De plus, le fait que la participation de l'accusé entrait dans le cadre de ses « tâches courantes » ne saurait l'exonérer de toute responsabilité[589].

180. La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a conclu que, entre le 12 mai 1992 et le 30 novembre 1995, des membres de la VRS avaient commis des crimes servant à réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale dans les Municipalités[590]. Pour parvenir à la conclusion que Mladić a participé à cette entreprise, la Chambre de première instance a notamment conclu ce qui suit : i) il était le commandant de l'état-major principal de la VRS ; ii) il a donné des ordres concernant la création et les opérations de la VRS ; iii) il savait que des crimes étaient commis par ses subordonnés contre des non-Serbes dans les Municipalités ; iv) il a délibérément trompé les médias et la communauté internationale au sujet des crimes commis sur le terrain ; v) il avait l'autorité, mais n'a pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou punir leurs auteurs ; vi) il a imposé de sérieuses restrictions à la livraison de l'aide humanitaire ; vii) il a usé à de nombreuses reprises de termes péjoratifs pour désigner les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie, et a mis en place et contrôlé un système centralisé de propagande visant les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie[591]. Compte tenu des conclusions de la Chambre de première instance relatives aux actes et au comportement de Mladić dans le cadre de la réalisation de l'entreprise criminelle commune principale, et conformément à la jurisprudence

[587] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Šainović*, par. 1177 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 695 et 696.
[588] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Popović*, par. 1615 et 1653 ; Arrêt *Šainović*, par. 985 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 et 695.
[589] Arrêt *Popović*, par. 1615.
[590] Voir, par exemple, Jugement, par. 4224 et 4225. La Chambre de première instance a jugé que la VRS avait commis des crimes dans les municipalités suivantes : i) Banja Luka (voir, par exemple, *ibidem*, par. 374, 454 à 456, 469 à 472, 487 à 494 et 502) ; ii) Bijeljina (voir, par exemple, *ibid*., par. 505, 510, 511, 513, 516, 551 à 555, 559 à 567 et 582 à 587) ; iii) Foča (voir, par exemple, *ibid*., par. 603 à 629, 631 à 655, 657 à 667, 669 à 673, 675 à 684, 686 à 690, 696, 697, 702, 704 et 706 à 723) ; iv) Kalinovik (voir, par exemple, *ibid*., par. 750 à 752, 760 à 774, 776 à 780, 782 à 784, 790 et 791) ; v) Ključ (voir, par exemple, *ibid*., par. 800 à 832, 840 à 851, 854 à 859, 883 et 884) ; vi) Kotor Varoš (voir, par exemple, *ibid*., par. 887 à 892, 894 à 902, 905 à 918, 920 à 928, 931 à 934, 937 à 943 et 947 à 960) : vii) Novi Grad (voir, par exemple, *ibid*., par. 969 à 974) ; viii) Prijedor (voir, par exemple, *ibid*., par. 1017 à 1040, 1050 à 1062, 1064 à 1074, 1076 à 1087, 1089 à 1100, 1101 à 1121 1142, 1159 à 1170, 1236, 1238 à 1269, 1271 à 1325, 1330 à 1380, 1384 à 1401, 1403, 1407, 1408, 1411 à 1413, 1417, 1419, 1420 et 1430 à 1449) ; ix) Rogatica (voir, par exemple, *ibid*., par. 1456 à 1462, 1464 à 1471, 1490 à 1506, 1511 à 1529, 1532, 1533, 1536 à 1550 et 1553 à 1585) ; x) Sanski Most (voir, par exemple, *ibid*., par. 1589 à 1602, 1604 à 1625, 1627 à 1637, 1649, 1650, 1663, 1677 à 1679, 1681 à 1686 et 1689 à 1735) ; xi) Sokolac (voir, par exemple, *ibid*., par. 1739 à 1742, 1744 à 1746 et 1752 à 1756) ; et xii) Vlasenica (voir, par exemple, *ibid*., par. 1758, 1760, 1763, 1766, 1774 à 1795, 1803 à 1815 et 1841 à 1846).
[591] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4383 à 4390, 4498 à 4500, 4510 à 4512, 4544 à 4546, 4601 à 4608, 4611, 4612, 4623, 4630 à 4650, 4666 à 4675 et 4685 à 4688.

selon laquelle l'accomplissement de ses tâches courantes ne saurait exonérer l'accusé de toute responsabilité[592], la Chambre d'appel considère qu'il importe peu que Mladić, en qualité de commandant de l'état-major principal de la VRS, agissait conformément aux obligations que Karadžić lui avait déléguées[593]. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur sur ce point.

d) Conclusion

181. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 3.A. de Mladić.

2. Erreurs alléguées concernant la contribution importante de Mladić et l'état d'esprit qui l'animait (moyen d'appel 3.B)

182. Comme il est rappelé plus haut, la Chambre de première instance a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à ce que l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale, chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine, se réalise par les moyens suivants : persécutions, extermination, assassinat et meurtre, actes inhumains (transfert forcé) et expulsion[594]. En outre, elle a conclu que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif commun de cette entreprise par la commission des crimes énumérés ci-dessus, et qu'il avait été animé de cette intention à partir du 12 mai 1992 au plus tard[595].

183. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale et qu'il avait été animé de l'intention d'y participer[596]. Il prie la Chambre d'appel d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées sur le fondement de l'entreprise criminelle commune de première catégorie, ou de les infirmer dans la mesure de toute erreur relevée[597]. La Chambre d'appel va passer en revue ses griefs.

[592] Arrêt *Popović*, par. 1615.
[593] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 206.
[594] Jugement, par. 4612. Voir aussi, par exemple, *ibidem*, par. 4241 à 4611, 4615, 4685 et 5189.
[595] *Ibid*., par. 4688. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4613 à 4687.
[596] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 36 à 38 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 211 à 335. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 136.
[597] Mémoire d'appel de Mladić, par. 224, 237 et 335.

a) Contribution importante

184. Dans les parties 9.3.2 à 9.3.12 du Jugement, la Chambre de première instance a conclu que les actes et omissions de Mladić pendant la période où l'entreprise criminelle commune principale a existé avaient été si essentiels à la commission des crimes que, sans eux, les crimes n'auraient pas été commis comme ils l'avaient été et que, partant, Mladić avait contribué de manière importante à ce que l'objectif de cette entreprise se réalise[598]. Cette conclusion reposait sur les constatations suivantes : i) entre mai 1992 et, au plus tôt, octobre 1995, Mladić a donné des ordres relatifs à la mise sur pied et à l'organisation des organes et corps d'armée de la VRS, notamment des ordres d'affectation et de promotion[599] ; ii) de mai 1992 à 1995, il a fait des points de situation quotidiens et eu des réunions occasionnelles avec les officiers de l'état-major principal de la VRS et les commandants des corps d'armée, a effectué régulièrement des visites et inspections dans les unités de la VRS, et a donné des ordres et directives aux unités de la VRS et à d'autres groupes[600] ; iii) il a fixé pour tâche aux commandants de brigade du 1er corps de Krajina de la VRS de coopérer avec le MUP[601] ; iv) de mai 1992 à octobre 1995, il a veillé à ce que les besoins militaires de la VRS soient couverts en maintenant des contacts directs avec des dirigeants de Serbie et des membres de l'état-major général de l'Armée yougoslave (la « VJ »)[602] ; v) il est intervenu devant l'Assemblée des Serbes de Bosnie à plusieurs de ses séances sur des questions liées à la conception des politiques des dirigeants des Serbes de Bosnie, et il a fréquemment indiqué aux responsables politiques des Serbes de Bosnie la position qu'ils devaient prendre pendant les négociations de paix afin que les objectifs stratégiques tels qu'initialement définis soient atteints[603] ; vi) entre septembre 1992 et, au plus tôt mars 1995, il a mis en place puis maintenu un système contrôlé et centralisé de propagande visant les Croates de Bosnie et les Musulmans de Bosnie[604] ; vii) il a délibérément fait des déclarations trompeuses aux médias et aux représentants de la communauté internationale au sujet des crimes commis sur le terrain[605] ; viii) il n'a pas pris des mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter

[598] Jugement, par. 4611 et 4612. Voir aussi, par exemple, *ibidem*, par. 4241 à 4610, 4615, 4685 et 5189.
[599] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4242 à 4291.
[600] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4293 à 4394 et 4396 à 4404.
[601] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 3817, 4408, 4409 et 4414.
[602] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4420 à 4456.
[603] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4458 à 4478.
[604] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4480 à 4500.
[605] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4502 à 4512.

sur les crimes ou en punir les auteurs[606] ; ix) il a imposé de sérieuses restrictions à la livraison de l'aide humanitaire à partir du 10 avril 1994[607].

185. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale[608]. Il conteste particulièrement les conclusions suivantes : i) il exerçait une direction et un commandement sur les membres du MUP[609] ; ii) il exerçait une direction et un commandement sur les forces de la VRS[610] ; iii) il n'a pas demandé d'enquêter en bonne et due forme sur les crimes et/ou d'en punir les auteurs[611]. Mladić soutient que des erreurs dans le Jugement invalident les conclusions de la Chambre de première instance relatives à sa culpabilité au titre de l'entreprise criminelle commune de première catégorie, notamment parce que l'on se saurait considérer que l'élément matériel a été prouvé au-delà de tout doute raisonnable[612].

186. La Chambre d'appel rappelle que, pour établir la responsabilité pénale d'un accusé pour participation à une entreprise criminelle commune, une Chambre de première instance doit être convaincue que celui-ci a contribué à la réalisation de l'objectif commun de cette entreprise au sens où il a apporté une contribution importante à la commission des crimes envisagés dans le cadre de l'objectif commun[613]. Il n'est pas nécessaire que la contribution de l'accusé ait été indispensable ou substantielle[614], elle n'implique pas nécessairement la consommation d'un crime[615] et le droit ne prévoit pas de types précis de comportement qui, en soi, ne peuvent être considérés comme une contribution à la réalisation d'une entreprise criminelle commune[616].

i) Direction et commandement exercés sur les membres du MUP

187. La Chambre de première instance a conclu que le MUP avait coopéré étroitement avec la VRS et que, lorsque des unités du MUP avaient participé à des opérations de combat, entre

[606] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4514 à 4546.
[607] *Ibid*., par. 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4548 à 4608.
[608] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 211 à 267 ; Réplique de Mladić, par. 47.
[609] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 218 à 223 ; CR, p. 54 et 55 (25 août 2020).
[610] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 227 à 236.
[611] Voir *ibidem*, par. 238 et 244 à 267.
[612] *Ibid*., par. 212 et 268.
[613] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 et 136 ; Arrêt *Popović*, par. 1378 ; Arrêt *Šainović*, par. 987 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 et 695
[614] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 136 ; Arrêt *Popović*, par. 1378 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 ; Arrêt *Brđanin*, par. 430.
[615] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Popović*, par. 1378 et 1615 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 et 695.
[616] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 696.

le 12 mai 1992 au plus tard et le 26 septembre 1995, elles avaient été resubordonnées au commandement de la VRS, tout en restant sous le commandement direct de responsables du MUP[617]. Elle a également constaté que les membres du MUP avaient participé à de nombreux crimes commis dans 12 municipalités, dont ceux d'assassinat et meurtre, de détention illégale, de traitements cruels ou inhumains et de persécutions, et qu'ils étaient placés sous le contrôle opérationnel de la VRS ou sous le contrôle du MUP[618]. S'agissant de la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale par son contrôle exercé sur le MUP, la Chambre de première instance a considéré qu'il avait notamment donné des ordres et des instructions aux unités de la VRS et à d'« autres groupes », et qu'il avait fixé pour tâche aux commandants de brigade du 1er corps de Krajina de coopérer avec le MUP[619].

188. Mladić soutient que la Chambre de première instance s'est appuyée sur des faits jugés pour établir qu'il avait exercé une direction et un commandement sur les forces du MUP et que, partant, elle n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il n'exerçait aucun commandement *de jure* ou *de facto* sur ces forces, et qu'elle a confondu action coordonnée et resubordination[620]. Selon lui, ces éléments de preuve suffisaient à « éclairer le débat en matière de preuve et à réfuter les faits jugés » sur lesquels la Chambre de première instance s'est fondée[621]. De l'avis de Mladić, la direction et le commandement effectifs exercés sur le MUP a constitué une « composante essentielle » de l'examen de sa contribution par la Chambre de première instance[622]. Il soutient que, sur la base d'un poids suffisant accordé aux éléments de preuve en première instance, aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure qu'il avait exercé une direction et un commandement effectifs sur le MUP, et établir une contribution importante à l'entreprise criminelle commune principale[623].

[617] Jugement, par. 3819, 3824, 3826 et 4227. Voir aussi *ibidem*, par. 3793 à 3818.
[618] *Ibid*., par. 3819, 4227, 4239 et 4610. La Chambre de première instance a énuméré les lieux suivants, où le MUP a participé à des crimes : Banja Luka, Bijeljina, Foča, Ilidža, Kalinovik, Ključ, Kotor Varoš, Pale, Prijedor, Rogatica, Sanski Most et Vlasenica. Voir, par exemple, *ibid*., par. 3819 et 4227.
[619] *Ibid*., par. 4611 et 4612.
[620] Mémoire d'appel de Mladić, par. 218 et 221, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 3794. Voir aussi CR, p. 54 et 55 (25 août 2020). Mladić soutient que, contrairement à ce qu'a conclu la Chambre de première instance, les forces du MUP n'avaient pas été resubordonnées à la VRS mais étaient restées sous le commandement des responsables du MUP. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 221. Dans la mesure où Mladić avance des arguments similaires dans son moyen d'appel 5.B ayant trait à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre d'appel les examinera conjointement avec ceux présentés à l'appui de ce moyen. Voir *infra*, III. D. 2 b).
[621] Mémoire d'appel de Mladić, par. 218 et 221, renvoyant, entre autres, à CR, p. 20615 à 20617 (10 décembre 2013), 30537 à 30545 (23 janvier 2015), et 41921 (25 novembre 2015) (huis clos partiel), et pièce P5248, p. 2. Voir aussi CR, p. 55 (25 août 2020).
[622] Mémoire d'appel de Mladić, par. 222.
[623] *Ibidem*, par. 221 et 223 ; CR, p. 54 et 55 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 47.

189. L'Accusation répond que les arguments de Mladić se fondent sur une interprétation erronée du Jugement[624]. Elle fait valoir que, s'agissant de la contribution de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale, la conclusion de la Chambre de première instance relative au MUP se limite expressément aux forces du MUP placées sous le commandement du 1er corps de Krajina de la VRS au camp de Manjača[625]. En outre, l'Accusation soutient que Mladić renvoie à des éléments de preuve non pertinents et ne montre pas l'effet de ses arguments sur la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il a contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif commun[626]. Elle ajoute que les griefs de Mladić n'ont aucune incidence sur sa responsabilité pour des crimes commis par des forces du MUP qui n'avaient pas été resubordonnées à la VRS, puisque les crimes perpétrés par des auteurs subordonnés à un autre membre de l'entreprise criminelle commune principale lui sont imputables[627].

190. La Chambre d'appel fait observer que Mladić reproche à la Chambre de première instance de s'être fondée sur des faits jugés au paragraphe 3794 du Jugement[628]. La Chambre d'appel note que, dans le paragraphe contesté, la Chambre de première instance s'est appuyée i) sur le fait jugé nº 1354 pour affirmer que, conformément à la loi en vigueur en Republika Srpska, les unités du MUP pouvaient être resubordonnées à la VRS pour divers besoins, notamment envoyer du renfort pendant les combats[629], ii) sur le fait jugé nº 1355 pour affirmer que lorsqu'elles étaient ainsi resubordonnées, les forces du MUP exécutaient les ordres donnés par la VRS et que les commandants des unités de la VRS et du MUP coordonnaient leurs actions dans l'accomplissement des missions confiées par la VRS[630], et iii) sur le fait jugé nº 1356, pour affirmer que les forces du MUP n'étaient engagées dans des opérations de combat que le temps nécessaire pour s'acquitter d'une mission précise et que, lorsqu'elles étaient resubordonnées à la VRS, les forces du MUP conservaient leur composition organique et elles ne pouvaient donc être ni dissoutes ni dispersées[631].

[624] Réponse de l'Accusation, par. 70 et 71. Voir aussi CR, p. 98 et 99 (25 août 2020).
[625] Réponse de l'Accusation, par. 71 et note de bas de page 324 ; CR, p. 99 (25 août 2020).
[626] Réponse de l'Accusation, par. 72 et 73.
[627] *Ibidem*, par. 73 ; CR, p. 99 (25 août 2020).
[628] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 221 et note de bas de page 324, renvoyant à Jugement, par. 3794 ; CR, p. 54 et 55 (25 août 2020).
[629] Voir Jugement, par. 3794 et note de bas de page 14173, renvoyant à fait jugé nº 1354.
[630] Voir *ibidem*, par. 3794 et notes de bas de page 14174 et 14175, renvoyant à fait jugé nº 1355.
[631] Voir *ibid*., par. 3794 et notes de bas de page 14176 et 14177, renvoyant à fait jugé nº 1356.

191. La Chambre d'appel fait remarquer que le paragraphe 3794 du Jugement n'aborde pas le rôle ou la contribution de Mladić. En revanche, ce paragraphe figure dans la partie 9.2.7 du Jugement, dans lequel le rôle du MUP est examiné, et qui fait partie de l'analyse de la Chambre de première instance sur la portée générale de l'entreprise criminelle commune principale (partie 9.2)[632]. Cette dernière a également précisé, à la fin de la partie 9.2.7 et de la partie 9.2 plus généralement, qu'elle n'examinerait la participation de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale et son rôle à l'égard du MUP que dans la partie 9.3 du Jugement[633].

192. En ce qui concerne la contribution de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale du fait de la direction et du commandement qu'il exerçait sur d'autres forces serbes subordonnées à la VRS[634], la Chambre de première instance s'est penchée sur le MUP au paragraphe 4404 du Jugement et a uniquement rappelé les conclusions relatives au camp de Manjača, dans la municipalité de Banja Luka[635]. Selon elle, le 1er corps de Krajina de la VRS était responsable du camp de Manjača, et les membres du MUP qui commettaient des crimes agissaient sous le commandement du 1er corps de Krajina de la VRS[636]. Vu que Mladić, en sa qualité de commandant de l'état-major principal de la VRS, donnait des ordres au 1er corps de Krajina de la VRS, la Chambre de première instance a conclu que celui-ci « a[vait] exercé sur le commandement du camp de Manjača, y compris sur les unités du MUP qui lui étaient subordonnées, la direction et le commandement[637] ». Au même paragraphe, elle a également rappelé avoir constaté que, le 3 août 1992, Mladić avait notamment ordonné au commandement du camp de Manjača, aux unités du 1er corps de Krajina de la VRS et au Centre des services sécurité (le « CSB ») de Prijedor, un organe du MUP[638], de permettre la visite de journalistes et d'une équipe du Comité international de la Croix-Rouge (le « CICR ») dans les camps de détention, y compris celui de Manjača[639]. Enfin, en résumant les actes de Mladić se rapportant à sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a, entre autres, pris en compte le fait qu'il « a[vait] exercé [...] le commandement des unités de la VRS et donné des ordres à d'autres groupes[640] ». La Chambre

[632] Voir *ibid*., par. 3573 à 4240.
[633] Voir, par exemple, *ibid*., par. 3828 et 4238.
[634] *Ibid*., par. 4396 à 4405.
[635] Voir *ibid*., par. 4404. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 361 à 374 et 378 à 456.
[636] *Ibid*., par. 4404, renvoyant à Jugement, parties 4.1.2 et 8.9.2. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 374, 454 et 455.
[637] *Ibid*., par. 4404, renvoyant à Jugement, 9.3.3. Voir aussi *ibid*., par. 4383 et 4388.
[638] Voir, par exemple, *ibid*., par. 322, 323, 325, 328, 339, 341, 342 et 3823.
[639] *Ibid*., par. 4404. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 1209, 4001 et 4002.
[640] *Ibid*., par. 4611 et 4612.

d'appel considère donc que, contrairement à ce qu'avance Mladić, la Chambre de première instance n'a pas conclu qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale du fait de la direction et du commandement général qu'il exerçait sur le MUP. Lorsqu'elle a statué sur la contribution de Mladić à cette entreprise, la Chambre de première instance a plutôt circonscrit au camp de Manjača et aux ordres donnés au CSB de Prijedor ses conclusions relatives à la direction et au commandement exercés sur le MUP[641]. Ces conclusions sont résumées au paragraphe 4404 du Jugement et s'appuient sur de nombreux éléments de preuve — notamment des dépositions de témoins, des pièces et des faits jugés — examinés ailleurs dans le Jugement[642]. Mladić ne conteste pas ces conclusions et ne démontre pas non plus que la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant sur des faits jugés pour conclure qu'il avait exercé une direction et un commandement sur les forces du MUP au camp de Manjača, ou donné des ordres au CSB de Prijedor.

193. Vu que les faits jugés que Mladić tente de réfuter au paragraphe 3794 du Jugement se rapportent à la subordination générale du MUP à la VRS et non à son comportement particulier ou à sa contribution à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre d'appel considère que les éléments de preuve invoqués en appel, que Mladić avait présentés en première instance en réfutation de ces faits jugés, ne sont pas pertinents[643]. Une erreur d'appréciation de ces éléments de preuve n'aurait aucune incidence sur les conclusions de la Chambre de première instance relatives au commandement qu'exerçait Mladić sur le camp de Manjača ou aux ordres

[641] Voir *ibid*., par. 4404 et 4405.
[642] Voir, par exemple, *ibid*., par. 349 à 456, 1209 et 4001 à 4004.
[643] La Chambre d'appel fait observer que, en tout état de cause, Mladić renvoie aux dépositions des témoins Reynaud Theunens, Velimir Kevac et Mitar Kovač, ainsi qu'à la pièce P5248 qui, selon lui, prouve que l'action coordonnée des forces du MUP et de la VRS ne comportait pas de resubordination et que le MUP exerçait toujours la direction et le commandement. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 221 et notes de bas de page 325 et 327, renvoyant à CR, p. 20615 à 20617 (10 décembre 2013), 30537 à 30545 (23 janvier 2015), et 41921 (25 novembre 2015) (huis clos partiel) et pièce P5248, p. 2. Il ressort d'un examen de la déposition du témoin Theunens que celui-ci a été interrogé sur la resubordination et l'action coordonnée d'un point de vue théorique, sans établir de lien avec les événements sur le terrain. Voir CR, p. 20615 à 20617 (10 décembre 2013). En ce qui concerne la déposition du témoin Kevac, la Chambre de première instance l'a examinée au paragraphe 3796 du Jugement ; elle contient une déclaration du témoin expliquant qu'en cas d'action coordonnée entre l'armée et la police, une unité militaire n'a pas nécessairement de pouvoir de commandement sur une unité de police. Voir CR, p. 30544 et 30545 (23 janvier 2015). Voir aussi Jugement, par. 3785 et 3796. [EXPURGÉ] Voir CR, p. 41921 (25 novembre 2015) (huis clos partiel). La Chambre d'appel considère que ces déclarations ne donnent pas d'exemples précis sur le terrain et ne contredisent pas la conclusion qu'a tirée la Chambre de première instance, à savoir que tantôt la VRS et le MUP coordonnaient leurs actions, tantôt le MUP était subordonné à la VRS. Voir Jugement, par. 3819, 4227, 4239 et 4610. Elle estime également que ce témoignage n'a aucune incidence sur les conclusions relatives au camp de Manjača ou aux ordres donnés le 3 août 1992 au CSB de Prijedor. Enfin, la pièce P5248 concerne un rapport de l'état-major principal de la VRS ne comportant aucune information en rapport avec les points en question. Le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a confondu coordination et subordination s'agissant du MUP est examiné plus bas dans la partie consacrée au moyen d'appel 5.B. Voir *infra*, III. D. 2 b).

qu'il donnait au CSB de Prijedor. À ce stade, la Chambre d'appel rappelle également que les membres d'une entreprise criminelle commune peuvent être tenus responsables des crimes commis par des auteurs principaux si les crimes peuvent être imputés à l'un au moins des membres de cette entreprise et que celui-ci — en utilisant les auteurs principaux — a agi conformément à l'objectif commun[644]. La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a constaté que des unités du MUP avaient été utilisées comme instruments pour commettre les crimes dans les Municipalités en vue de la réalisation de l'objectif commun de l'entreprise criminelle commune principale[645], que Stanišić, Ministre de l'intérieur, était membre de cette entreprise[646] et que les forces du MUP étaient placées sous sa direction et son commandement généraux[647]. La Chambre d'appel fait observer que, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, Mladić n'attaque pas ces constatations relatives à Stanišić et au MUP. Par conséquent, même si Mladić établissait que la Chambre de première instance a commis une erreur à propos de la direction et du commandement exercés sur le MUP, cette erreur n'aurait aucune incidence sur sa responsabilité engagée au titre de sa participation à l'entreprise criminelle commune principale.

194. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur s'agissant de sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune principale du fait de la direction et du commandement qu'il exerçait sur les forces du MUP.

ii) Direction et commandement exercés sur les soldats de la VRS

195. S'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a considéré que nombre des auteurs principaux des crimes commis dans les Municipalités étaient des membres de la VRS, placés sous le commandement opérationnel de l'un des corps d'armée et en définitive de l'état-major principal de la VRS[648]. Elle a conclu que

[644] Voir Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 119 ; Arrêt *Šainović*, par. 1256 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 225 ; Arrêt *Martić*, par. 168 ; Arrêt *Brđanin*, par. 413.
[645] Voir, par exemple, Jugement, par. 4239.
[646] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 4238 et 4610.
[647] Voir, par exemple, *ibid*., par. 341, 342, 3824, 3825 et 4227.
[648] *Ibid*., par. 4239, 4610 et 4612. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 374, 455, 456, 513, 517, 564, 566, 607, 626, 627, 629, 632, 654, 655, 664 à 667, 672, 673, 684, 690, 702, 720, 752, 772 à 774, 778 à 780, 784, 791, 820, 832, 834, 851, 857, 858, 892, 902, 916 à 918, 927, 928, 933, 934, 943, 960, 974, 1036 à 1038, 1040, 1053, 1061, 1062, 1072, 1082 à 1087, 1100, 1112, 1121, 1142, 1168, 1169, 1180, 1233 à 1236, 1265 à 1269, 1322 à 1325, 1369, 1371 à 1373, 1375 à 1378, 1396 à 1401, 1403, 1406 à 1408, 1417, 1419, 1420, 1448, 1449, 1462, 1471, 1503 à 1506, 1512, 1527, 1529, 1536, 1547, 1548, 1580 à 1585, 1602, 1610, 1616, 1637, 1663, 1679, 1686, 1721, 1723, 1725, 1726, 1728, 1731, 1733, 1735, 1742, 1746, 1754 à 1756, 1766, 1795, 1806 à 1808, 1812, 1815 et 1844 à 1846.

Mladić avait contribué de manière importante à ce que l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale se réalise, notamment en donnant des ordres relatifs à la mise sur pied et à l'organisation de la VRS et de ses organes, en participant de près aux activités de la VRS, comme le montrent les points de situation, réunions et inspections réguliers, et en exerçant la direction et le commandement des unités de la VRS[649].

196. La Chambre de première instance a notamment conclu i) que du 12 mai 1992 au 8 novembre 1996 au plus tôt, Mladić avait été commandant de l'état-major principal de la VRS, ii) qu'entre mai 1992 et avril 1995, il avait donné des ordres et des directives à la VRS concernant sa mise sur pied, son organisation, ses opérations militaires et ses stratégies de combat, iii) que de mai 1992 à 1995, il avait été personnellement tenu informé de la situation sur le champ de bataille grâce aux rapports quotidiens des commandants des corps d'armée, et avait eu chaque jour, et à l'occasion le soir, des réunions avec les officiers de l'état-major principal et les commandants des corps d'armée de la VRS, iv) qu'entre mai 1992 et mai 1995, il avait régulièrement effectué des visites et inspections dans les unités de la VRS ou ordonné à des officiers de l'état-major principal de la VRS de procéder aux inspections pour connaître l'état de préparation au combat des unités et les assister dans certaines tâches, et v) qu'entre mai 1992 et juillet 1995, il avait donné à diverses unités de la VRS, des ordres d'une grande précision liés aux stratégies de combat, aux opérations militaires, au déploiement d'unités, à l'autorisation d'opérations offensives, à l'usage d'armes et de munitions, et à des accords de cessez-le-feu[650]. Elle a également constaté que la VRS disposait d'un système de transmissions efficace qui avait permis à Mladić de communiquer de façon sûre et rapide avec ses subordonnés[651]. Elle a en outre constaté que Mladić était respecté par ses subordonnés, qui le reconnaissaient comme leur chef, et qu'il avait exercé « à un très haut degré la direction et le commandement de [ces derniers][652] ». Elle a expressément rejeté les arguments de la Défense relatifs à l'influence limitée de Mladić et à l'absence de loyauté et d'obéissance de ses subordonnés envers le commandement de la VRS, et a fait observer que l'indiscipline occasionnelle au sein de la VRS n'avait pas entamé la capacité qu'il avait d'exercer la direction et le commandement[653].

[649] *Ibid*., par. 4611 et 4612. Voir aussi *ibid*., par. 4242 à 4291 et 4293 à 4394.
[650] *Ibid*., par. 4383 à 4389. Voir aussi *ibid*., par. 246 à 276, 4242 à 4291, 4293 à 4382 et 4611.
[651] *Ibid*., par. 4387. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 114 à 120, 152, 159, 160, 164, 181, 186, 193, 199, 200, 203, 205, 213, 214, 218, 263, 4296 à 4310, 4375, 4380 et 4383.
[652] *Ibid*., par. 4390 et 4391. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4375 à 4380.
[653] *Ibid*., par. 4392. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 151 et 237.

197. Mladić avance que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que le manque de subordonnés de carrière ou formés avait sensiblement compromis sa capacité d'exercer la direction et le commandement des soldats de la VRS[654]. Il précise que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne prenant pas dûment en considération i) les conséquences globales liées au manque de subordonnés de carrière sur sa capacité de donner des instructions et de veiller à ce que les opérations militaires de combat se déroulent dans le respect des règles et procédures de la VRS[655], et ii) ses efforts pour remédier au manque de subordonnés de carrière, notamment par des visites que lui et d'autres membres de l'état-major principal de la VRS ont rendues aux commandements et aux unités de la VRS[656], ainsi que par une réunion avec des représentants de la VJ afin d'obtenir davantage de personnel formé[657]. À titre d'exemple, Mladić soutient que, lorsqu'elle a apprécié une réunion du 8 juillet 1993, la Chambre de première instance n'a pas inclus des éléments de preuve pertinents tels que les mentions dans son carnet de problèmes au sein de la VRS et du MUP[658]. Il soutient qu'aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure qu'il a exercé une direction et un commandement effectifs sur des subordonnés de la VRS pour étayer sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune principale[659].

198. L'Accusation répond que les conclusions de la Chambre de première instance étaient raisonnables et se fondaient sur des constatations ainsi que sur des analyses détaillées d'éléments de preuve relatifs au fonctionnement des structures de commandement de la VRS et à la direction et au commandement que Mladić exerçait sur elles[660]. Selon l'Accusation, la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve se rapportant à l'indiscipline de la VRS et a conclu que le manque occasionnel de discipline n'avait pas entamé la capacité générale de Mladić d'exercer la direction et le commandement sur la VRS[661]. Elle soutient par ailleurs que l'argument général de Mladić selon lequel il manquait de subordonnés de carrière ne démontre

[654] Mémoire d'appel de Mladić, par. 227. Voir aussi *ibidem*, par. 228 à 236.
[655] *Ibid*., par. 231. Mladić soutient que le manque de formation des subordonnés a provoqué une « désunion dans l'organisation » et compromis les opérations de combat. *Ibid*., par. 231 et note de bas de page 340, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 653 et 654, pièces P5241, p. 2 à 5, 8 à 10, 12, 14 et 15, D566, p. 2, D686, par. 36, 38 et 39, D939, p. 9, P356, p. 180, P346, p. 140 et 141, P338, p. 21, 22 et 73, D559, par. 31 et 32, et CR, p. 5033 (13 novembre 2012) (huis clos), 41371 et 41372 (16 novembre 2015).
[656] *Ibid*., par. 232 et notes de bas de page 341 et 342, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 662, pièces P3029, p. 563 et 564, P347, p. 56 et Jugement, par. 4311 à 4321.
[657] *Ibid*., par. 233.
[658] *Ibid*., par. 234 et notes de bas de page 344 à 347, renvoyant, entre autres, à pièces P358, p. 238, P4583, p. 39 et Jugement, par. 4425 et 4440.
[659] *Ibid*., par. 236. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 47.
[660] Réponse de l'Accusation, par. 74. Voir aussi CR, p. 97 et 100 (25 août 2020).
[661] Réponse de l'Accusation, par. 75 ; CR, p. 100 (25 août 2020).

pas qu'il n'exerçait pas la direction et le commandement effectifs sur les subordonnés de la VRS[662].

199. S'agissant du grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas suffisamment pris en compte les conséquences que le manque de subordonnés de carrière ou formés avait eu sur la direction et le commandement qu'il exerçait sur la VRS, la Chambre d'appel fait remarquer qu'il renvoie aux pièces P5241, D566, D686, P338, D559, D939, P356 et P346 ainsi qu'aux dépositions des témoins Kovač et RM-511[663]. Il ressort d'un examen du Jugement que, lorsqu'elle a examiné les arguments relatifs aux problèmes de direction et de commandement au sein de la VRS, la Chambre de première instance a expressément pris en compte les pièces P5241[664], D566[665], D686[666], P338[667] et D559[668]. Elle n'a toutefois pas expressément renvoyé aux pièces D939, P356 et P346, ni à la déposition du témoin RM-511 du 13 novembre 2012 et à celle du témoin Kovač du 16 novembre 2015 au sujet des problèmes de direction et de commandement au sein de la VRS. Néanmoins, la Chambre d'appel tient à rappeler qu'une Chambre de première instance n'est pas tenue de mentionner chaque élément

[662] Réponse de l'Accusation, par. 76 à 78. Voir aussi CR, p. 100 (25 août 2020).
[663] Mémoire d'appel de Mladić, par. 231 et note de bas de page 340, renvoyant, entre autres, à pièces P5241, p. 2 à 5, 8 à 10, 12, 14 et 15, D566, p. 2, D686, par. 36, 38 et 39, P338, p. 21, 22 et 73, D559, par. 31 et 32, D939, p. 9, P356, p. 180, P346, p. 140 et 141, et CR, p. 5033 (13 novembre 2012) (huis clos), et 41371 et 41372 (16 novembre 2015).
[664] Voir, par exemple, Jugement, par. 210 et 4313, et note de bas de page 15539 (où la Chambre de première instance a pris en compte le fait que, le 5 mars 1993, Mladić a adressé au commandement du corps de la Drina un rapport d'évaluation sur l'état de préparation au combat des unités du corps de la Drina de la VRS et lui a recommandé d'étudier ce rapport, d'élaborer un plan pour suppléer les lacunes, et d'intégrer dans son plan de travail les tâches définies dans le rapport).
[665] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 233 et 237, et notes de bas de page 894 et 897 à 899 (où la Chambre de première instance a tenu compte du fait que les brigades du corps de Sarajevo-Romanija de la VRS (« SRK ») comptaient très peu d'officiers de carrière, manquaient d'effectifs, n'offraient que rarement une formation et rencontraient des problèmes de discipline, ce qui a provoqué de l'indiscipline, de la désobéissance et une direction et un commandement inefficaces).
[666] Voir, par exemple, *ibid*., par. 221, 224 et 230, et notes de bas de page 820, 845, 882 à 884 et 886 (où la Chambre de première instance a notamment pris en considération le fait que 15 à 20 % du SRK étaient des militaires de carrière, que la fatigue et le manque de soldats étaient une source d'indiscipline au sein du SRK, et que la formation faisait défaut).
[667] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4322 et 4473, et notes de bas de page 15559 à 15562 et 15932 (où la Chambre de première instance a tenu compte du rapport d'analyse de l'état-major principal de la VRS sur l'état de préparation au combat et les activités de la VRS en 1992 et a relevé, entre autres, que celle-ci avait été placée sous une seule structure de direction et de commandement en 1992, alors qu'elle se composait initialement d'un grand nombre d'armées et de formations paramilitaires différentes, et que l'état-major principal de la VRS assumait à la fois les fonctions de l'état-major du commandement suprême de la VRS et du commandement supérieur pour les formations opérationnelles et certaines formations tactiques conjointes).
[668] Voir, par exemple, *ibid*., par. 221, 233 et 236, et notes de bas de page 818, 894, 899, 921 et 922 (où la Chambre de première instance a pris en considération le fait que les brigades du SRK comptaient très peu d'officiers de carrière, se heurtaient à des problèmes de discipline et ne disposaient pas d'unités de tireurs isolés spécialement organisées).

de preuve versé au dossier[669] et qu'elle est présumée avoir apprécié tous les éléments de preuve qui lui ont été présentés si rien n'indique qu'elle en a totalement écarté certains[670]. Sur ce point, la Chambre d'appel note que les passages des pièces D939, P356 et P346 ainsi que les dépositions des témoins RM-511 et Kovač, auxquels Mladić fait référence, portent sur le manque de militaires de carrière et le faible niveau de formation au sein de plusieurs unités de la VRS[671]. Ces éléments de preuve sont similaires aux nombreux éléments de preuve dont la Chambre de première instance a expressément pris note et qu'elle a examinés dans le Jugement, montrant que les membres de certaines unités de la VRS n'étaient pas formés ou n'étaient pas des militaires de carrière[672]. Après avoir examiné ces éléments de preuve, la Chambre de première instance a rejeté l'affirmation de Mladić selon laquelle les unités de la VRS étaient indisciplinées, avec notamment comme problème des militaires qui n'étaient pas formés ou n'avaient pas fait carrière[673]. Par exemple, en ce qui concerne le 1er corps de Krajina de la VRS, la Chambre de première instance a conclu que, même s'il y avait eu des cas d'indiscipline ou de désorganisation, ces problèmes n'avaient pas compromis sa capacité générale d'exercer un véritable contrôle sur ses unités subordonnées[674], et que la chaîne de commandement et le

[669] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 396 ; Arrêt *Prlić*, par. 187 ; Arrêt *Kvočka*, par. 23. Voir aussi Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3100 ; Arrêt *Đorđević*, par. 864. Voir aussi Jugement, par. 16 (où il est précisé qu'« [e]n raison de la grande quantité de preuves, il n'a pas été possible de faire référence à chaque élément de preuve et d'examiner chacun d'eux dans le Jugement, même si la Chambre de première instance a attentivement examiné tous les éléments de preuve »).

[670] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 396 ; Arrêt *Prlić*, par. 187 ; Arrêt *Kvočka*, par. 23. Voir aussi Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3100 ; Arrêt *Đorđević*, note de bas de page 2527.

[671] Voir pièces D939, p. 9, P356, p. 180 et P346, p. 140 et 141 ; CR, p. 5033 (13 novembre 2012) (huis clos), et 41371 et 41372 (16 novembre 2015).

[672] Voir, par exemple, Jugement, par. 108 (où la Chambre de première instance a examiné des arguments selon lesquels les unités du 1er corps de Krajina de la VRS « étaient indisciplinées » et que leurs membres « n'étaient pas formés et n'étaient pas des militaires de carrière »), 144 (où la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve selon lesquels la 30e division du 1er corps de Krajina de la VRS se composait de soldats non gradés), 151 (où la Chambre de première instance a examiné et apprécié des éléments de preuve montrant que plusieurs brigades du 1er corps de Krajina de la VRS manquaient de militaires de carrière et étaient indisciplinées), 187 (où la Chambre de première instance a examiné l'argument de la Défense faisant valoir que les groupes du corps de la Drina manquaient d'officiers qualifiés à tous les niveaux de commandement, et d'unité dans l'organisation), 196 (où la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que la brigade de Bratunac du corps de la Drina manquait notamment à tous les niveaux d'officiers correctement formés), 221 (où la Chambre de première instance a examiné les arguments de la Défense selon lesquels le SRK manquait de soldats, d'officiers et de commandants dûment qualifiés, que les ordres n'étaient pas toujours suivis, et que le SRK ne pouvait pas exercer effectivement une direction et un commandement), 230 (où la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve selon lesquels 15 à 20 % des membres du SRK étaient des militaires de carrière et que la discipline et l'entraînement faisaient défaut), 233 (où la Chambre de première instance a résumé diverses dépositions de témoins expliquant que les brigades du SRK comptaient très peu d'officiers de carrière, n'offraient que rarement une formation, manquaient d'effectifs et rencontraient des problèmes de discipline), 237 à 239 (où la Chambre de première instance a examiné et apprécié des éléments de preuve concernant l'absence de commandement et de contrôle dans les brigades du SRK) et 800 (où la Chambre de première instance a examiné l'argument selon lequel un bataillon de la 17e brigade d'infanterie légère du 2e corps de Krajina opérant dans la municipalité de Ključ n'était pas formé et était indiscipliné).

[673] *Ibidem*, par. 151, 152 et 237. Voir aussi *ibid*., par. 4392.

[674] *Ibid*., par. 151.

système de transmission des informations « fonctionnaient pleinement entre l'état-major principal de la VRS, le 1er corps de Krajina de la VRS et ses unités subordonnées[675] ». S'agissant du SRK[676], la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que ses brigades comptaient de nombreux hommes qui n'avaient pas fait carrière, mais elle a conclu que ces éléments ne contredisaient pas son avis selon lequel le SRK était placé sous un commandement militaire normal, et que ses subordonnés étaient disciplinés et suivaient les ordres[677]. La Chambre de première instance a également examiné de nombreux éléments de preuve montrant que le manque d'officiers supérieurs et de personnel de carrière dans plusieurs brigades du SRK avait nui à la qualité de la direction et du commandement et avait engendré des problèmes de discipline, de désobéissance et une direction et un commandement inefficaces[678]. Elle a toutefois conclu que ces éléments de preuve se limitaient à des épisodes ou à des moments particuliers et a donc conclu qu'ils ne contredisaient pas les faits jugés nos 1808 et 1864, qui montrent qu'en général le SRK agissait dans le cadre d'un système normal de direction et de commandement et que les subordonnés étaient très disciplinés et suivaient les ordres[679]. À lumière de ce qui précède, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas suffisamment pris en compte l'incidence du manque de subordonnés de carrière ou formés sur la direction et le commandement qu'il exerçait sur la VRS.

200. En ce qui concerne l'argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas dûment pris en compte le fait que Mladić et d'autres membre de l'état-major principal de la VRS avaient rendu visite à des commandements et unités « dans le cadre d'une stratégie visant à gérer le manque de subordonnés de carrière », Mladić renvoie aux pièces P3029 et P347 ainsi qu'au paragraphe 662 de son mémoire en clôture[680]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a renvoyé au paragraphe du Mémoire en clôture de Mladić que ce dernier invoque lorsqu'elle a résumé les arguments qu'il a avancés, et elle rappelle que la

[675] *Ibid*., par. 152.
[676] En dehors de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo, la Chambre de première instance a conclu que certaines unités du SRK, notamment la brigade de Rogatica, avaient commis des crimes en lien avec l'entreprise criminelle commune principale. Voir, par exemple, *ibid*., par. 239, 1462, 1471, 1504, 1512, 1547, 3051 (annexe B p) et annexe C d)), 3287 i), 3325 i), 3360 f), 3381 b) et 3388 f), et note de bas de page 927.
[677] *Ibid*., par. 237.
[678] *Ibid*.
[679] *Ibid*.
[680] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 232 et note de bas de page 341, renvoyant à pièces P3029, p. 563 et 564, P347, p. 56, et Mémoire en clôture de Mladić, par. 662.

Chambre de première instance est libre de répondre à tel ou tel argument juridique[681]. La Chambre d'appel ajoute que la Chambre de première instance a pris en considération la pièce P3029 montrant que Mladić et les équipes d'inspection de l'état-major principal de la VRS faisaient régulièrement la tournée des commandements et unités de la VRS et de leurs positions de combat, et que ces tournées étaient essentielles pour que Mladić puisse avoir une bonne connaissance de la situation sur le terrain, de la manière dont ses ordres étaient exécutés et des activités de ses forces, et exercer l'autorité sur les forces qui lui étaient subordonnées[682]. Même si la Chambre de première instance n'a pas expressément renvoyé dans le Jugement à la pièce P347 relative à l'inspection par Mladić des unités de la VRS[683], cette pièce est similaire aux nombreux éléments de preuve que la Chambre de première instance a examinés concernant les visites aux fins d'inspection que Mladić ou d'autres membres de l'état-major principal de la VRS ont effectuées, entre 1992 et 1995[684]. La Chambre de première instance a considéré que, lors de nombreuses inspections, Mladić ou des membres de l'état-major principal de la VRS avaient évalué le degré de préparation au combat des unités[685], avec entre autres problèmes le manque d'officiers et de soldats bien formés ou de carrière[686].

201. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par l'argument de Mladić selon lequel, s'agissant de la réunion du 8 juillet 1993, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de plusieurs points faibles consignés dans son carnet — la pièce P358 — par exemple l'indiscipline croissante au sein de la VRS et le démantèlement du MUP[687]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a non seulement examiné cette pièce dans le Jugement, mais a expressément résumé les éléments de preuve montrant que « Mladić a[vait]

[681] Voir Jugement, par. 4293 et note de bas de page 15467 ; Arrêt *Prlić*, par. 989 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 101 ; Arrêt *Kvočka*, par. 23.
[682] Voir Jugement, par. 4378 et notes de bas de page 15690, 15691 et 15693, renvoyant, entre autres, à pièce P3029.
[683] La Chambre d'appel fait observer que la pièce P347 est le carnet de Mladić et que le passage auquel il fait référence est une simple énumération de visites aux unités de la VRS consignées dans une liste de tâches. Voir pièce P347, p. 56.
[684] Voir Jugement, par. 4311 à 4321.
[685] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 4313, 4314, 4316 et 4318. Voir aussi *ibid*., par. 4322 à 4324. La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a aussi examiné des éléments de preuve ayant trait à une inspection de grande ampleur dans les commandements et les unités de la VRS que Mladić avait ordonné de mener entre le 16 juin 1994 et le 2 juillet 1994. Cette inspection avait pour objectif d'évaluer, entre autres, l'état de préparation au combat des commandements et des unités ainsi que le degré de préparation au combat des unités de la VRS. Voir *ibid*., par. 4316.
[686] Voir, par exemple, pièces P5241, p. 3, 5, 6, 8 et 9 ; P338, p. 10, 44, 79 et 134. Voir aussi Jugement, par. 4313 et 4322, et notes de bas de page 15539 et 15559 à 15562, renvoyant à pièces P5241 et P338.
[687] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 234, renvoyant, entre autres, à pièce P358, p. 238 (où Mladić fait référence à une réunion avec Karadžić, Slobodan Milošević, Jovica Stanišić et Života Panić).

noté dans son carnet plusieurs points faibles, notamment le relâchement de la discipline au sein de la VRS et le démantèlement du MUP[688] ».

202. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que les arguments présentés par Mladić reflètent un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve se rapportant à la direction et au commandement qu'il exerçait sur la VRS. Il ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il était respecté en tant que chef, qu'il avait exercé « à un très haut degré la direction et le commandement de ses subordonnés » et que l'indiscipline occasionnelle n'entamait pas la capacité qu'il avait d'exercer son autorité[689]. Par conséquent, ses arguments ne démontrent pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale du fait de la direction et du commandement qu'il exerçait sur la VRS.

iii) Connaissance des crimes, enquêtes et sanctions à leur sujet

203. La Chambre de première instance a conclu qu'en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS, Mladić avait l'obligation de prendre les mesures appropriées pour empêcher les crimes commis par des membres de la VRS et d'autres forces serbes placées sous son contrôle effectif, enquêter à leur sujet et les punir[690]. Elle a considéré que, même s'il avait ordonné de se conformer aux lois et règlements de la Republika Srpska et de la VRS, aux Conventions de Genève[691], au droit international coutumier et à d'autres règles du droit international[692], il n'avait pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs[693]. Au contraire, elle a conclu que Mladić avait facilité la commission de crimes en diffusant des informations trompeuses aux représentants de la communauté internationale, aux organisations non gouvernementales, aux médias et au public au sujet des crimes commis contre les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie et du rôle

[688] Jugement, par. 4425.
[689] *Ibidem*, par. 4390 à 4392.
[690] *Ibid*., par. 4544. Voir aussi *ibid*., par. 4529 à 4543.
[691] Convention de Genève (I) pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 31 (« I^re^ Convention de Genève ») ; Convention de Genève (II) pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 85 (« II^e^ Convention de Genève ») ; Convention de Genève (III) relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 135 (« III^e^ Convention de Genève ») ; Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 287 (« IV^e^ Convention de Genève ») (ensemble, « Conventions de Genève »).
[692] Jugement, par. 4545. Voir aussi *ibidem*, par. 4517 à 4528.
[693] *Ibid*., par. 4546 et 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4529 à 4545.

que les forces serbes avaient joué dans ces crimes[694]. La Chambre de première instance a conclu que les déclarations trompeuses de Mladić à propos des crimes commis sur le terrain et les mesures inadéquates prises pour enquêter sur ces crimes et en poursuivre les auteurs s'inscrivaient dans le cadre de sa contribution importante à la réalisation de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[695].

204. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids à certains éléments de preuve et en ne les prenant pas dûment en compte pour conclure qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale dès lors qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et en punir les auteurs[696]. Il avance en particulier que la Chambre de première instance i) a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il n'aurait pas pu savoir que certains crimes avaient été commis car ils ne lui avaient pas été signalés[697], ii) n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il avait ordonné de mener des enquêtes sur les crimes commis et d'en punir les auteurs[698], iii) n'a pas motivé sa décision relative aux éléments de preuve à décharge, énumérés dans la partie 9.3.10 du Jugement, montrant qu'il avait ordonné de mener des enquêtes et donné l'ordre à ses subordonnés de se conformer aux lois en vigueur[699], iv) a eu tort, « faute de preuves », de qualifier de contribution importante son manquement présumé à l'obligation de punir les crimes[700], et v) n'a pas accordé suffisamment de poids aux questions institutionnelles du système de justice militaire en situation de crise[701] et à son indépendance[702].

205. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a correctement examiné l'ensemble des éléments de preuve, y compris les mesures que Mladić a prises pour enquêter sur les crimes et en punir les auteurs, et qu'elle a raisonnablement conclu que ces mesures étaient insuffisantes[703]. Elle soutient que les arguments de Mladić déforment le Jugement et les éléments de preuve, ne sont pas pertinents ou sont de simples affirmations, et qu'ils devraient

[694] Voir *ibid*., par. 4510 à 4512 et 4546. Voir aussi *ibid*., par. 4502 à 4509
[695] *Ibid*., par. 4611 et 4612. Voir aussi *ibid*., par. 4502 à 4512 et 4514 à 4546.
[696] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 238 et 244 à 267.
[697] Voir *ibidem*, par. 244 à 248.
[698] Voir *ibid*., par. 249 à 253.
[699] Voir *ibid*., par. 254 à 257 et 259.
[700] *Ibid*., par. 244 et 258.
[701] *Ibid*., par. 244 et 261 à 263.
[702] *Ibid*., par. 244 et 264.
[703] Réponse de l'Accusation, par. 79 à 81 et 84.

donc être rejetés sans examen[704]. Elle ajoute qu'il importe peu de savoir si Mladić a pu ne pas être informé de certains crimes, et que ses arguments n'étayent en rien cette affirmation[705]. De plus, l'Accusation avance que la Chambre de première instance a eu raison de conclure que Mladić n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et en punir les auteurs, et que les exemples qu'il présente ne le concernent pas personnellement[706]. Selon elle, la Chambre de première instance a motivé sa décision relative aux « soi-disant éléments de preuve "à décharge" » énumérés dans la partie 9.3.10 du Jugement[707] et, contrairement à ce que Mladić avance, le système de justice militaire fonctionnait pendant toute la durée de la guerre[708]. S'agissant de l'argument que Mladić présente à propos de l'indépendance du système de justice militaire, l'Accusation répond notamment que la Chambre de première instance a conclu que dans de nombreux cas, des décisions portant libération des suspects avaient été prises après que la VRS a exercé des pressions pour que cesse l'instruction de dossiers ou que les auteurs des crimes soient remis en liberté[709]. L'Accusation avance que, même si la Chambre de première instance avait commis une erreur en concluant que Mladić avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale parce qu'il n'avait pas enquêté sur les crimes ou n'en avait pas puni les auteurs, cette erreur n'aurait aucune incidence sur ses déclarations de culpabilité puisqu'il ne s'agissait que d'une contribution parmi d'autres à cette entreprise[710].

206. Dans sa réplique, Mladić soutient que l'Accusation a tort d'affirmer que les éléments de preuve montrant que ses subordonnés ont ordonné des poursuites ne sont pas pertinents au motif qu'il n'y a pas personnellement participé[711]. Il ajoute que l'Accusation affirme à tort que la Chambre de première instance n'a pas conclu que le système de justice militaire avait rencontré des problèmes institutionnels qui entravaient son fonctionnement[712]. Il ajoute que l'Accusation a tort d'avancer qu'il a passé sous silence des conclusions pertinentes et que deux épisodes isolés durant lesquels la VRS a exercé des pressions sur les tribunaux militaires pour qu'ils cessent

[704] *Ibidem*, par. 80. Voir aussi CR, p. 101 (25 août 2020).
[705] Réponse de l'Accusation, par. 82 et 83. À cet égard, l'Accusation soutient que la Chambre de première instance n'a jamais conclu que Mladić était informé de chaque crime commis dans les Municipalités. Voir *ibidem*, par. 82 ; CR, p. 101 (25 août 2020).
[706] Voir Réponse de l'Accusation, par. 84 à 86, 89 et 94 ; CR, p. 101 (25 août 2020).
[707] Réponse de l'Accusation, par. 87 et 88.
[708] Voir *ibidem*, par. 91 à 93.
[709] *Ibid*., par. 94. Voir aussi *ibid*., par. 95.
[710] *Ibid*., par. 96. Voir aussi CR, p. 98 (25 août 2020).
[711] Réplique de Mladić, par. 43.
[712] *Ibidem*, par. 45.

l'instruction de dossiers ou remettent les auteurs des crimes en liberté sont « des constatations sur la réalité des événements[713] ».

a. Éléments de preuve montrant que Mladić n'avait pas connaissance des crimes

207. La Chambre de première instance a conclu que Mladić savait que les crimes que sont les persécutions, l'assassinat et le meurtre, l'extermination, l'expulsion et les actes inhumains (transfert forcé) étaient commis contre les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie dans les Municipalités, notamment dans les centres de détention[714]. Cette conclusion repose sur les éléments de preuve que la Chambre de première instance a examinés ainsi que sur les constatations suivantes : i) la fonction de commandant de l'état-major principal de la VRS qu'occupait Mladić ; ii) les rapports détaillés reçus par l'état-major principal de la VRS ; iii) Mladić en personne était régulièrement tenu informé ; iv) sa participation aux activités des unités de la VRS ; v) la commission des crimes était largement reconnue, rapportée dans les médias étrangers et commentée par l'ONU[715].

208. Mladić fait grief à la Chambre de première instance de ne pas voir accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il n'aurait pas pu savoir que les soldats de la VRS commettaient certains crimes contre les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie[716]. À l'appui de son argument, Mladić met en évidence quatre exemples — relatifs à des faits survenus au camp de Manjača, à des meurtres à Zecovi, au rapport mensonger du 1er corps de Krajina de la VRS concernant le nombre de « Bérets verts » tués à Kozarac et au rapport mensonger de la même unité concernant un épisode survenu à Grabovica — pour montrer qu'il avait été mal ou pas du tout informé de certains crimes[717]. De plus, dans le cadre d'exposés présentés en réplique à ceux de l'Accusation, la Défense a présenté un nouvel argument selon lequel Mladić n'aurait pas pu avoir connaissance des meurtres commis au camp de Keraterm, dans la municipalité de Prijedor, étant donné que le MUP en assurait le fonctionnement[718]. La Chambre d'appel considère que cet argument doit être rejeté sans examen, au motif que les exposés se limitent strictement aux arguments soulevés dans les mémoires écrits déposés en appel, sauf autorisation

[713] *Ibid*., par. 46 et note de bas de page 81. Voir aussi Réponse de l'Accusation, par. 95, renvoyant à Jugement, par. 4143, 4189 et 4196.
[714] Jugement, par. 4546 et 4685.
[715] *Ibidem*, par. 4685. Voir aussi *ibid*., par. 262, 263, 268, 4383 à 4390, 4623 et 4630 à 4643.
[716] Mémoire d'appel de Mladić, par. 244 à 246.
[717] *Ibidem*, par. 246 à 248.
[718] Voir CR, p. 57 et 58 (26 août 2020), renvoyant à CR, p. 95 (25 août 2020) et Jugement, par. 1121.

contraire[719]. En tout état de cause, la Chambre d'appel fait observer que les exposés de Mladić répètent ceux que la Chambre de première instance avait déjà examinés et qu'ils ne remettent pas en cause la conclusion que, sur la base des éléments de preuve, la VRS a participé à des meurtres perpétrés au camp de Keraterm et mentionnés au paragraphe 1121 du Jugement[720].

209. Concernant le camp de Manjača, dans la municipalité de Banja Luka, Mladić avance qu'un rapport de l'équipe en charge des opérations du camp adressé le 8 juillet 1992 au commandement du 1er corps de Krajina de la VRS, indique qu'un prisonnier, Husein Delalović, est décédé de mort naturelle le 6 juillet 1992, alors que le témoin RM-709 a expliqué que Delalović avait été abattu[721]. La Chambre d'appel fait remarquer que la Chambre de première instance a examiné le décès de Delalović et conclu que, selon le témoin RM-709, six à sept gardes avaient emmené Delalović et l'avaient abattu, alors qu'il est dit dans le rapport du 8 juillet 1992 que ce dernier est décédé de mort naturelle[722]. La Chambre de première instance n'a toutefois pas pu déterminer l'appartenance ethnique de Delalović et n'a finalement pas inclus son meurtre dans les crimes qui ont engagé la responsabilité de Mladić à raison du fait répertorié B.1.4[723]. Vu que le meurtre de Delalović ne fonde pas la déclaration de culpabilité prononcée contre Mladić et qu'une erreur n'aurait guère ou pas d'incidence sur les conclusions figurant dans le Jugement, la Chambre d'appel rejette les arguments de Mladić sur ce point[724].

---

[719] Voir *Decision on Defence Submissions*, 14 août 2020 (« Décision du 14 août 2020 »), p. 4 ; Décision fixant les dates du procès en appel et d'une conférence de mise en état, 17 juillet 2020, par. 18 ; Arrêt *Haradinaj*, par. 19.
[720] Voir Jugement, par. 1113 à 1121.
[721] Mémoire d'appel de Mladić, par. 246.
[722] Jugement, par. 369. Voir aussi *ibidem*, par. 374.
[723] *Ibid*., par. 375. Voir aussi *ibid*., par. 3051 (annexe B.1.4) et 4116 à 4123 (où la Chambre de première instance, lorsqu'elle a examiné les sanctions prises à l'encontre des auteurs, a rappelé des conclusions antérieures tirées de l'annexe B.1.4, selon lesquelles les gardes du camp de Manjača avaient tué deux détenus musulmans de Bosnie, hormis Delalović).
[724] La Chambre d'appel rappelle que, lorsque les arguments présentés n'ont aucune chance d'aboutir à l'infirmation ou à la révision de la décision attaquée, elle peut les rejeter d'emblée et n'a pas à les examiner au fond. Voir *supra*, par. 20. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 19 ; Arrêt *Šešelj*, par. 17 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 11. Mladić renvoie également à des pièces pour étayer son argument selon lequel les rapports qu'il a reçus du camp de Manjača ne contenaient aucune information sur les crimes commis par la VRS. Mémoire d'appel de Mladić, par. 246 et note de bas de page 364, renvoyant à pièces P92, P215 (sous scellés), P218 (sous scellés), P219 (sous scellés), P220 (sous scellés), P221 (sous scellés), P222 (sous scellés), P225 (sous scellés), P226 (sous scellés), P227 (sous scellés), P228, P229 (sous scellés), P231 (sous scellés), P233 (sous scellés), P234 (sous scellés), P235 (sous scellés), P237 (sous scellés), P241 (sous scellés), D1536, D1827, D2030 et D2071. Un examen de ces pièces révèle que, contrairement à ce que Mladić affirme, celles-ci montrent expressément que des crimes ont été commis au camp de Manjača ou pendant le transport des prisonniers vers ce camp. Voir pièces P220 (sous scellés), p. 1 (pendant leur transport de Sanski Most, les prisonniers de guerre n'ont « pas [été] traités dans le respect des [C]onventions de Genève : ils [ont subi] des mauvais traitements, [ont été] battus et humiliés à l'extrême », et 24 prisonniers sont morts de soif et par asphyxie) (voir aussi pièce P227, p. 1 (sous scellés)), P222 (sous scellés), p. 1 et 2 (les prisonniers ont été battus, roués de coups de pied, maltraités et tués par la police militaire ; « les membres de la police militaire du camp de "Manjača" […] pensent pouvoir faire ce qu'ils veulent des prisonniers »), P229 (sous scellés), p. 1 et 2 (« deux prisonniers en isolement aujourd'hui […] ont été battus et [...]

210. S'agissant des meurtres commis dans le village de Zecovi, dans la municipalité de Prijedor, Mladić soutient que « personne n'avait été informé du crime » et que cet épisode n'a été connu qu'après l'arrestation et l'inculpation des auteurs en 2014[725]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve relatifs aux meurtres perpétrés dans la région de Brdo, qui comprend entre autres les villages de Zecovi et Čarakovo[726]. La Chambre de première instance a conclu que, même si les éléments de preuve montraient que le nombre de victimes dans la région de Brdo était beaucoup plus important, ils permettaient uniquement d'établir au-delà de tout doute raisonnable le meurtre de 21 victimes dans le village de Čarakovo et sur le pont de Žeger ou dans ses alentours[727]. Il ressort du Jugement que les meurtres commis à Zecovi ne faisaient donc pas partie des faits incriminés fondant la déclaration de culpabilité prononcée contre Mladić[728]. La Chambre d'appel rejette donc les arguments avancés par Mladić relativement aux meurtres de Zecovi sur ce point.

211. En ce qui concerne le meurtre des « Bérets verts », Mladić renvoie à la déposition du témoin Osman Selak, qui a déclaré que lors d'une réunion de haut niveau, le général Momir Talić avait donné l'ordre de modifier un rapport adressé à l'état-major principal de la VRS pour y faire état de seulement 80 à 100 Bérets verts tués à Kozarac, alors que le nombre réel de morts s'élevait à 800[729]. Mladić s'appuie sur cette déposition pour affirmer qu'il n'a jamais été mis au courant du nombre réel de décès ou de leurs causes[730]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a expressément examiné la déposition du témoin Selak, qui a expliqué qu'une réunion avait eu lieu le 27 mai 1992, que Dragan Marčetić avait informé les participants que 800 personnes avaient été tuées suite à une attaque lancée sur Kozarac, dans la municipalité de Prijedor, et que Talić avait donné l'ordre d'inscrire dans le rapport adressé à

il y a du sang humain frais sur les murs de la cellule » ; « des policiers militaires et le commandant de la sécurité, le sergent-chef MESAR, n'arrivent pas à comprendre que les prisonniers sont des êtres humains et qu'ils sont protégés par les règlements internationaux durant leur détention dans le camp » ; le chef de l'équipe du CICR a déclaré qu'« ils ont constaté de multiples blessures infligées aux prisonniers, provoquées par des coups (hématomes) » ; « le fait est que les soldats — les policiers [e]mmènent parfois de leur propre chef les prisonniers qu'ils "n'apprécient pas" ou qu'ils "apprécient moins" et les battent comme bon leur semble », P233 (sous scellés), p. 1 (« huit prisonniers sont morts durant leur transport d'"Omarska" à "Manjača", dont trois ont très probablement été tués car ils présentaient des traces visibles d'actes de violence » ; « les personnes qui participaient à la sécurité pendant le transport des prisonniers se comport[aient] d'une manière très incorrecte, inhumaine et brutale »).

[725] Mémoire d'appel de Mladić, par. 246, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 940.

[726] Voir Jugement, par. 1064 à 1075.

[727] *Ibidem*, par. 1065, 1066, 1072 et 1073.

[728] Voir *ibid*., par. 3051, p. 1602 (fait répertorié A.6.5).

[729] Mémoire d'appel de Mladić, par. 247, renvoyant à Jugement, par. 1024. La Chambre de première instance a conclu que Talić était le commandant du 1er corps de Krajina de la VRS. Voir, par exemple, Jugement, par. 57, 97, 109 et 147.

[730] Mémoire d'appel de Mladić, par. 247.

l'état-major principal de la VRS que 80 personnes avaient été tuées[731]. En outre, la Chambre de première instance a fait remarquer que le 1er corps de Krajina de la VRS avait ensuite envoyé un rapport à l'état-major principal de la VRS, le 27 mai 1992, l'informant entre autres que « 80 à 100 "Bérets verts" [avaie]nt été tués[732] ». La Chambre d'appel retient en conséquence l'argument de Mladić selon lequel il n'a pas été informé du nombre réel de personnes tuées lors de cet épisode. Néanmoins, elle note que Mladić reconnaît que l'état-major principal de la VRS avait été informé que 80 à 100 Bérets verts avaient été tués. Par conséquent, elle considère que cet exemple n'étaye pas l'affirmation de Mladić selon laquelle il n'aurait pas pu savoir que certains crimes avaient été commis.

212. Mladić avance que, le 4 novembre 1992, le 1er corps de Krajina de la VRS avait mensongèrement signalé que les personnes tuées à l'école de Grabovica, dans la municipalité de Kotor Varoš, l'avaient été dans des opérations de combat[733]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a conclu que, dans des rapports mensongers adressés le 4 et le 5 novembre 1992 à l'état-major principal de la VRS, le 1er corps de Krajina de la VRS avait tenté de dissimuler le meurtre d'environ 150 hommes musulmans de Bosnie non armés à l'école de Grabovica et dans ses environs[734]. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel retient l'argument de Mladić relatif aux rapports mensongers concernant les faits survenus à l'école de Grabovica. Toutefois, en dépit de ces rapports mensongers, elle note que l'un de ceux adressés par le 1er corps de Krajina de la VRS à l'état-major principal de la VRS indiquait, comme la Chambre de première instance l'a observé, que « les Bérets verts qui avaient été faits prisonniers ont été *massacrés* parce que quatre membres de la brigade d'infanterie légère de Kotor Varoš avaient été blessés, un, tué, et que des soldats blessés avaient été brûlés à Gola Planina (Jajce)[735] ». Partant, la Chambre d'appel considère que l'état-major principal de la VRS avait été informé de l'éventualité d'un crime, et qu'il était donc tenu d'ouvrir une enquête. Par conséquent, elle conclut que cet exemple n'étaye pas l'affirmation de Mladić selon laquelle il n'aurait pas pu savoir que certains crimes avaient été commis.

[731] Voir Jugement, par. 1024, renvoyant à CR, p. 2988 et 2989 (25 septembre 2012), et pièce P253, p. 1 et 2.
[732] *Ibidem*, renvoyant à pièce P247. La Chambre de première instance a conclu que, en raison de l'attaque lancée par la VRS sur Kozarac du 24 au 27 mai 1992, plus de 800 habitants avaient été tués, et que ces morts constituaient les crimes de meurtre et d'assassinat visés aux chefs 5 et 6 de l'Acte d'accusation. Voir *ibid*., par. 1037, 3051 (fait répertorié A.6.1), 3053, 3060 et 3065.
[733] Mémoire d'appel de Mladić, par. 248, renvoyant à Jugement, par. 4040.
[734] Voir Jugement, par. 4038 et 4040, renvoyant, entre autres, à pièces P441, P442 et P3745.
[735] Voir *ibidem*, par. 4038 [non souligné dans l'original], renvoyant, entre autres, à fait jugé nº 807 ; pièce P441.

213. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel considère que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il n'aurait pas pu savoir que certains crimes avaient été commis par ses subordonnés.

b. Éléments de preuve montrant que Mladić a pris des mesures pour enquêter sur les crimes et/ou en punir les auteurs

214. Comme il est dit plus haut, lorsqu'elle a apprécié la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a conclu qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs[736].

215. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il a, dans certains cas, appris que des crimes avaient été commis par des subordonnés de la VRS et que lui ou ses subordonnés ont ordonné d'ouvrir une enquête et de poursuivre les auteurs de ces crimes[737]. À l'appui de son argument, Mladić renvoie à des éléments de preuve montrant ce qui suit : i) selon Basara, commandant de brigade du 1er corps de Krajina de la VRS, les soldats qui avaient exécuté un groupe d'hommes musulmans de Bosnie à Kenjari ont été « remis aux autorités compétentes pour la suite de la procédure[738] » ; ii) Mladić a lancé une enquête après avoir appris que le commandant de la brigade d'infanterie de l'Igman n'avait pas signalé les crimes à ses supérieurs[739] ; iii) Basara a empêché les meurtres de détenus en ordonnant de les emmener au poste de police de Sanski Most[740] ; iv) Stanislav Galić a ordonné l'arrestation des soldats de la VRS qui avaient tué des détenus[741] ; v) Mladić a pris des mesures pour améliorer les conditions de détention au camp de Manjača, et « a pris des mesures concrètes » pour punir les auteurs de certains meurtres commis à Manjača[742].

216. S'agissant des faits survenus à Kenjari, dans la municipalité de Sanski Most, Mladić renvoie au témoignage de Basara qui a déclaré que quatre soldats avaient exécuté 17 hommes

[736] Jugement, par. 4546 et 4611.
[737] Mémoire d'appel de Mladić, par. 249.
[738] *Ibidem*, par. 250.
[739] *Ibid*., par. 251.
[740] *Ibid*., par. 252.
[741] *Ibid*.
[742] *Ibid*., par. 253.

musulmans et que, lorsque le lieutenant Ranko Brajić avait eu connaissance de ce crime, ces quatre soldats avaient été arrêtés et remis aux autorités compétentes pour la procédure[743]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a explicitement pris en compte ce point du témoignage de Basara concernant les meurtres et le fait que Brajić avait fait arrêter les auteurs et les avait « remis aux autorités compétentes pour la suite de la procédure[744] ». La Chambre de première instance a également souligné que Basara avait dit ignorer ce qu'il était advenu des personnes arrêtées[745]. Elle s'est penchée sur cet épisode lorsqu'elle a apprécié si les crimes avaient été punis ou non, a dit ne disposer d'aucun élément de preuve qui lui permette de conclure que les quatre soldats n'avaient pas fait l'objet d'une enquête ou de poursuites après leur arrestation, et n'a donc pas examiné ces faits plus avant[746]. À la lumière de ce qui précède, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans son appréciation de ces éléments de preuve.

217. Mladić soutient que Velimir Dunjić, commandant de la brigade d'infanterie de l'Igman, n'a pas signalé à ses supérieurs des crimes commis par son détachement et que, lorsqu'il en a eu connaissance, il a immédiatement ouvert une enquête[747]. Selon Mladić, l'enquête a abouti au renvoi immédiat de Dunjić et à l'arrestation et la poursuite de quiconque était soupçonné de s'être livré à des activités criminelles[748]. La Chambre de première instance n'a pas explicitement examiné cette question dans le Jugement. La Chambre d'appel note que éléments de preuve présentés dans le Mémoire en clôture de Mladić n'étayent pas l'affirmation selon laquelle celui-ci a ouvert une enquête ou que quiconque soupçonné de s'être livré à des activités criminelles a été arrêté et poursuivi. Ces éléments de preuve semblent plutôt montrer que Dunjić a été renvoyé par Marčetić, Galić, et/ou sur proposition du colonel Ljuban Kosovac[749]. Il ressort de ces éléments de preuve que le renvoi de Dunjić semble avoir été lié à des désaccords avec Galić notamment[750] et à son manque de discipline professionnelle, et non à son manquement à

[743] *Ibid*., par. 250, renvoyant à Jugement, par. 1614 et 4180. Selon la Chambre de première instance, Basara était le commandant de la 6e brigade de Krajina du 29 octobre 1991 à la mi-décembre 1992, et Brajić commandait des bataillons de cette brigade. Voir, par exemple, Jugement, par. 108, 133 et 1614.
[744] Jugement, par. 1614, renvoyant, entre autres, à pièce D1031, par. 39 et 46.
[745] *Ibidem*, par. 1614 et 4180, renvoyant, entre autres, à pièce D1031, par. 46.
[746] *Ibid*., par. 4180 et 4181.
[747] Mémoire d'appel de Mladić, par. 251, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 1305.
[748] *Ibidem*.
[749] Voir, par exemple, CR, p. 24955 et 24971 (28 août 2014) ; pièce P6705, p. 3. La Chambre d'appel note que Marčetić était le commandant adjoint du SRK en 1993. Voir, par exemple, Jugement, par. 4718 et 4853.
[750] Selon Dunjić, il a été démis de ses fonctions après une altercation physique avec Galić, son commandant de corps. Voir CR, p. 24956, 24957 et 24968 (28 août 2014).

l'obligation de signaler les crimes à ses supérieurs[751]. L'argument de Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il avait pris des mesures pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs.

218. En ce qui concerne les crimes empêchés par Basara à Sanski Most, Mladić invoque le paragraphe 1202 de son mémoire en clôture, qui renvoie à la déposition du témoin RM-706[752]. Cette déposition porte sur le meurtre d'au moins 28 hommes musulmans de Bosnie, le 31 mai 1992 ou vers cette date, dans la municipalité de Sanski Most, entre le hameau de Begići et le pont de Vrhpolje, et sur la manière dont Basara a empêché le meurtre de 20 hommes supplémentaires en les envoyant à un poste de police[753]. La Chambre d'appel considère que cet exemple ne présente aucun lien avec les enquêtes ou les poursuites et que, partant, il n'étaye pas l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que lui ou ses subordonnés ont ordonné d'ouvrir une enquête sur les crimes de la VRS et d'en poursuivre les auteurs. En outre, cet exemple fait également fi de la conclusion de la Chambre de première instance relative aux meurtres commis par les membres de la VRS placés sous le commandement de Basara[754].

219. Mladić affirme que, le 1er juin 1992, Galić a donné l'ordre d'arrêter les soldats de la VRS qui avaient tué les détenus de l'école de Velagići, dans la municipalité de Ključ, et il renvoie au paragraphe 1273 de son mémoire en clôture, où est citée la déclaration du témoin Rajko Kalabić[755]. La Chambre de première instance a examiné la déposition du témoin Kalabić au sujet de cet épisode et, en particulier, la réaction de Galić — qui a donné l'ordre d'arrêter les auteurs présumés lorsqu'il a eu connaissance des meurtres[756]. Elle a pris note des éléments de preuve montrant qu'un juge d'instruction a ensuite été envoyé à l'école et que plusieurs soldats de la VRS ont été arrêtés à la suite de ces meurtres[757]. Toutefois, après avoir été brièvement détenus, ces soldats ont été libérés sans être jugés pour leur participation à

[751] Voir pièce P6705, p. 2 et 3.
[752] Mémoire d'appel de Mladić, par. 252, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 1202.
[753] Voir Mémoire en clôture de Mladić, par. 1195 à 1202 ; Jugement, par. 1589 à 1602.
[754] Voir, par exemple, Jugement, par. 3497 à 3502 et 3513.
[755] Mémoire d'appel de Mladić, par. 252 et note de bas de page 378, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 1273. Sur la base des éléments de preuve et des constatations du Jugement, le colonel Galić était le commandant de la 30e division en juin 1992 ; celle-ci opérait sous l'autorité du 1er corps de Krajina de la VRS. Voir Jugement, par. 145, 148 et 150.
[756] *Ibidem*, par. 827 et note de bas de page 3423, renvoyant, entre autres, à CR, p. 30205 et 30206 (19 janvier 2015).
[757] *Ibid*., par. 827 et note de bas de page 3424, renvoyant à fait jugé nº 774.

ces meurtres[758]. Lorsqu'elle a examiné si les auteurs des meurtres commis à l'école de Velagići avaient été punis, la Chambre de première instance a conclu que, à la suite « du chantage » exercé par des membres de la brigade de Ključ, le juge d'instruction avait ordonné la remise en liberté des soldats arrêtés, avec l'approbation du Président de la cour suprême militaire et d'officiers de l'état-major principal de la VRS[759]. Elle a fait remarquer qu'« [a]ucune autre mesure n'a[vait] été prise pour enquêter sur les auteurs, les poursuivre ou les punir, et ce jusqu'en 1996[760] ». L'argument de Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il a pris des mesures pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs.

220. Mladić soutient que, lorsqu'il a été averti des meurtres au camp de Manjača, il a pris des « mesures concrètes » pour punir les membres de la VRS qui les avaient commis, ce qui a abouti à leur suspension et à la présentation de rapports d'enquête criminelle[761]. À l'appui de ses arguments, il renvoie aux paragraphes 366 et 367 du Jugement[762]. Or, il n'y est mentionné aucune mesure que Mladić aurait prise, et ce dernier n'explique pas en quoi ces paragraphes étayent son argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que lui ou ses subordonnés ont ordonné d'ouvrir une enquête sur les crimes et d'en poursuivre les auteurs[763]. De plus, il ne tient pas compte des conclusions de la Chambre de première instance selon lesquelles les auteurs des

[758] *Ibid*., par. 827 et note de bas de page 3427, renvoyant à fait jugé nº 774.
[759] *Ibid*., par. 4143. Voir aussi *ibid*., par. 4135 à 4142.
[760] *Ibid*., par. 4143.
[761] Mémoire d'appel de Mladić, par. 253.
[762] *Ibidem*, renvoyant à Jugement, par. 366 et 367.
[763] Mladić ajoute qu'il a donné l'ordre d'améliorer les conditions de détention au camp de Manjača. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 253, renvoyant, entre autres, à pièce P2881, p. 1. La Chambre d'appel fait remarquer que la Chambre de première instance a expressément renvoyé à la pièce P2881, un ordre de Mladić du 12 août 1992, et a résumé les ordres que Mladić a donnés afin d'améliorer les conditions de détention au camp. Voir Jugement, par. 395. De l'avis de la Chambre d'appel, non seulement Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à ces éléments de preuve, mais il fait également fi des constatations de la Chambre de première instance, selon lesquelles le 1er corps de Krajina de la VRS, l'état-major principal de la VRS et les dirigeants des Serbes de Bosnie se sont efforcés de dissimuler la détention illégale des détenus du camp de Manjača et les traitements cruels et inhumains qui leur étaient infligés. Voir, par exemple, *ibidem*, par. 3989 à 4018. La Chambre d'appel fait également observer que Mladić a donné les ordres du 12 août 1992 après la commission des meurtres au camp et sur fond d'examen très attentif par la communauté internationale. Voir, par exemple, *ibid*., par. 3994 et 3996 à 4000. En tout état de cause, l'affirmation de Mladić selon laquelle il a ordonné l'amélioration des conditions de détention au camp ne présente aucun lien avec les enquêtes ou les poursuites et, partant, n'étaye pas son argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que lui ou ses subordonnés ont ordonné d'ouvrir une enquête sur les crimes commis par la VRS ou d'en poursuivre les auteurs.

meurtres commis au camp de Manjača n'ont pas été punis ou poursuivis avant plusieurs années après la guerre[764].

221. Au vu de ce qui précède, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que, dans certains cas, il a appris que des crimes avaient été commis par des subordonnés de la VRS et que lui ou ses subordonnés ont ordonné d'ouvrir une enquête ou de poursuivre les auteurs des crimes.

c. La Chambre de première instance a accordé un poids insuffisant aux éléments de preuve à décharge

222. Pour conclure que Mladić n'a pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs, la Chambre de première instance a notamment examiné les éléments de preuve se rapportant à l'autorité qu'il exerçait sur la VRS et aux ordres qu'il a donnés pour diligenter des enquêtes et se conformer aux règles du droit national et international[765].

223. Mladić note que la Chambre de première instance a conclu dans la partie 9.3.10 du Jugement qu'il avait ordonné des enquêtes à plusieurs reprises et ordonné à ses subordonnés de se conformer aux lois et règlements[766]. Il soutient qu'elle a néanmoins conclu, sur la base des conclusions tirées dans la partie 9.2.12 du Jugement, qu'il avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif criminel commun en s'abstenant de prendre les mesures appropriées pour prévenir les crimes ou enquêter à leur sujet, et/ou arrêter ou punir leurs auteurs[767]. Il soutient que la Chambre de première instance n'a pas motivé sa conclusion car elle a omis d'analyser les éléments de preuve à décharge dans la partie 9.3.10 du Jugement, ce qui montre qu'elle ne leur a pas accordé suffisamment de poids[768].

224. Dans la partie 9.2.12 du Jugement, la Chambre de première instance a examiné les éléments de preuve relatifs à la réponse du système judiciaire militaire et civil des Serbes de Bosnie aux crimes commis par des membres de la VRS et d'autres forces serbes[769]. Elle a conclu

[764] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4116 à 4123.
[765] *Ibid*., par. 4544 à 4546.
[766] Mémoire d'appel de Mladić, par. 256.
[767] *Ibidem*, par. 255 et 257.
[768] *Ibid*., par. 254. Voir aussi *ibid*., par. 259.
[769] Jugement, par. 4094 à 4197.

que, entre le 12 mai 1992 et le 30 novembre 1995, le système judiciaire militaire et civil serbe de Bosnie n'avait pas, à maintes reprises, enquêté sur les crimes commis par des membres de la VRS et d'autres forces serbes dans les Municipalités, présenté de rapports d'enquête criminelle et placé en détention, arrêté ou puni les auteurs de ces crimes[770]. Dans la partie 9.3.10, la Chambre de première instance a cherché à savoir si Mladić s'était personnellement abstenu de prendre des mesures pour prévenir les crimes commis dans les Municipalités ou enquêter à leur sujet, et arrêter ou punir leurs auteurs[771]. Après avoir rappelé ses constatations énoncées dans la partie 9.2.12, ses conclusions se rapportant à la direction et au commandement que Mladić exerçait sur la VRS et sur certaines forces serbes, ainsi que la conclusion qu'il savait que des crimes étaient commis contre les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie dans les Municipalités, la Chambre de première instance a finalement conclu dans la partie 9.3.10 que Mladić n'avait pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs[772]. Pour parvenir à cette conclusion, elle a explicitement examiné au paragraphe 4545 du Jugement ce que Mladić considère être des « éléments de preuve à décharge[773] », à savoir qu'il a ordonné de respecter les lois et règlements et de diligenter des enquêtes[774]. Il n'y a donc aucun fondement dans l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a omis d'analyser les « éléments de preuve à décharge » exposés dans la partie 9.3.10 du Jugement et a eu tort d'exclusivement fonder les conclusions relatives à sa responsabilité pour participation à une entreprise criminelle commune sur les éléments de preuve exposés dans la partie 9.2.12[775]. Partant, il ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne motivant pas sa décision ou en n'accordant pas suffisamment de poids aux éléments de preuve examinés dans la partie 9.3.10.

d. La Chambre de première instance a commis une erreur en concluant à une contribution importante en l'absence de preuves

225. Lorsqu'elle a conclu que Mladić n'avait pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs, la Chambre de première instance a affirmé qu'elle « ne dispos[ait] pas d'éléments de preuve » lui permettant de conclure

[770] *Ibidem*, par. 4114, 4195 et 4545. Voir aussi *ibid.*, par. 4095 à 4113 et 4116 à 4194.
[771] *Ibid.*, par. 4514 à 4547.
[772] *Ibid.*, par. 4544 à 4546.
[773] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 254 et 256.
[774] Voir Jugement, par. 4517 à 4528, 4535 et 4537.
[775] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 254 à 257.

qu'il avait ordonné l'ouverture d'une enquête sérieuse ou digne de ce nom ou de déterminer s'il avait assuré le suivi des quelques enquêtes qu'il avait pu ordonner[776].

226. Mladić soutient que la Chambre de première instance a conclu, « en l'absence de preuves », qu'il n'avait pas ordonné d'enquêter sur les crimes commis par les Serbes de Bosnie contre les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie ou de poursuivre leurs auteurs[777]. Selon lui, « [c]es omissions » ont en partie fondé les conclusions de la Chambre de première instance selon lesquelles il a contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[778]. Il soutient que la preuve que des crimes ont été commis et n'ont pas été punis ne suffit pas à remplir les conditions requises à l'établissement d'une contribution importante ou à justifier une déclaration de culpabilité[779]. Mladić s'appuie sur l'Arrêt *Kordić* pour affirmer que la conclusion tirée par la Chambre de première instance est le « résultat d'une injustice flagrante » puisqu'il a été condamné « malgré l'absence de preuves relatives à un élément essentiel du crime »[780]. Mladić invoque également un arrêt de la Cour pénale internationale (la « CPI ») pour faire valoir que « les mesures prises par un chef militaire ne peuvent pas être jugées adéquates simplement en raison de lacunes constatées dans leur mise en mise en œuvre[781] ».

227. Pour les raisons qu'elle expose ci-dessous, la Chambre d'appel n'est pas convaincue que la Chambre de première instance a commis une erreur en parvenant à ses conclusions relatives à la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune principale « en l'absence de preuves » — autrement dit en l'absence de preuves montrant que les auteurs des crimes avaient fait l'objet d'une enquête ou avaient été punis[782]. Tout d'abord, la conclusion de la Chambre de première instance que Mladić n'a pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs se fonde sur son appréciation de nombreux éléments de preuve et de plusieurs points essentiels[783]. À cet égard, la Chambre de première instance a conclu ce qui suit : i) en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS, Mladić exerçait une direction et un commandement effectifs sur la VRS et

[776] Jugement, par. 4546.
[777] Mémoire d'appel de Mladić, par. 258.
[778] *Ibidem*.
[779] *Ibid*., par. 244.
[780] *Ibid*., par. 258, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Kordić*, par. 19.
[781] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, affaire nº ICC-01/05-01/08 A, Arrêt relatif à l'appel interjeté par Jean-Pierre Bemba Gombo contre le Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut par la Chambre de première instance III, 8 juin 2018 (« Arrêt *Bemba* »), par. 180.
[782] Voir *ibid*., par. 244 et 258 à 260.
[783] Voir Jugement, par. 4546.

les forces serbes resubordonnées, et avait donc l'obligation de prendre les mesures appropriées pour empêcher les crimes commis par des subordonnés placés sous son commandement, d'enquêter à leur sujet ou de punir leurs auteurs[784] ; ii) il avait le pouvoir d'ordonner l'ouverture d'enquêtes par le système judiciaire militaire, mais l'a fait principalement pour des manquements à la discipline militaire et des crimes commis contre la VRS[785] ; iii) il savait que des crimes étaient commis par ses subordonnés contre des non-Serbes dans les Municipalités[786] ; iv) il a « délibérément trompé » la communauté internationale et les organisations non gouvernementales au sujet des conditions de détention dans les camps et a « tenté de dissimuler les crimes qui y étaient commis » en présentant les conditions de détention dans les camps sous un jour plus favorable[787]. La Chambre de première instance a en outre considéré que, malgré un système de justice militaire qui fonctionnait, elle n'avait reçu aucun élément de preuve montrant que des Serbes de Bosnie avaient été poursuivis pour crimes de guerre entre le 12 mai 1992 et le 30 novembre 1995[788]. Au contraire, après avoir examiné de nombreux éléments de preuve relatifs aux Municipalités, elle a conclu i) que le système judiciaire militaire et civil serbe de Bosnie n'avait pas, à maintes reprises, enquêté sur les crimes commis par des membres de la VRS et d'autres forces serbes, ni arrêté ou puni les auteurs, ii) que, dans de nombreux cas où des crimes avaient été commis contre des non-Serbes par des membres de la VRS, des rapports d'enquête criminelle n'avaient pas été présentés, des enquêtes n'avaient pas été ouvertes par les parquets militaires ou les juges d'instruction, les suspects n'avaient pas été arrêtés ou placés en détention et les auteurs des crimes avaient été illégalement remis en liberté et renvoyés dans leur unité, et iii) que dans de nombreux cas, des décisions portant libération des suspects avaient été prises après que des officiers de la VRS avaient exercé des pressions sur les tribunaux militaires pour qu'ils cessent l'instruction de dossiers ou remettent les auteurs des crimes en liberté et que, après leur remise en liberté, ces derniers avaient rarement été placés en détention[789]. Compte tenu de ces nombreux éléments, la Chambre d'appel considère que la Chambre de première

[784] *Ibidem*, par. 4544 et 4546. Voir aussi *ibid*., par. 246 à 276, 4242 à 4291, 4293 et 4394.
[785] *Ibid*., par. 4545. Voir, par exemple, *ibid*., par. 4529 à 4533, 4536 et 4539 à 4543. La Chambre de première instance a tenu compte des éléments de preuve montrant que, dans deux cas précis, Mladić avait ordonné l'ouverture d'enquêtes visant les crimes commis contre des non-Serbes ou les personnels de l'ONU. Voir *ibid*., par. 4535, 4537, 4546 et 4635. Cependant, elle n'a examiné aucun autre élément de preuve montrant que les enquêtes qu'il a ordonnées ont donné lieu à des poursuites. Voir, par exemple, *ibid*., par. 4545 et 4546.
[786] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4546, 4630 à 4642 et 4685.
[787] *Ibid*., par. 4502 à 4512 et 4546. Voir aussi *ibid*., par. 3986 à 4093.
[788] *Ibid*., par. 4545.
[789] *Ibid*., par. 4094 à 4196 et 4545.

instance a raisonnablement conclu que Mladić n'avait pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs[790].

228. Ensuite, la Chambre d'appel rappelle que, pour établir la responsabilité pénale d'un accusé pour participation à une entreprise criminelle commune, il suffit que celui-ci ait contribué à la réalisation de l'objectif commun de cette entreprise au sens où il a apporté une contribution importante à la commission des crimes envisagés dans le cadre de l'objectif commun[791]. Hormis cette condition, le droit ne prévoit pas de types précis de comportement qui, en soi, ne peuvent être considérés comme une contribution à une entreprise criminelle commune[792]. Dans ces limites fixées par le droit, la question de savoir si l'inaction d'un accusé pourrait entrer en ligne de compte pour établir qu'il a contribué de manière importante à une entreprise criminelle commune est une question de fait qui doit être tranchée au cas par cas[793]. En outre, la Chambre d'appel rappelle que les actes, ou l'absence d'actes, qui concourent à une entreprise criminelle commune n'impliquent pas nécessairement que soit accompli, serait-ce en partie, l'élément matériel d'un crime s'inscrivant dans le cadre de l'objectif commun, ni d'ailleurs de tout autre crime[794]. En d'autres termes, il n'est pas nécessaire que la contribution apportée par un accusé à une entreprise criminelle commune soit criminelle en soi, du moment que, d'une façon ou d'une autre, les actes de l'accusé (ou l'absence d'actes de sa part), contribuent de manière importante à la réalisation de l'objectif commun[795].

229. En l'espèce, la Chambre de première instance a considéré que, en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS, Mladić avait l'obligation de prendre les mesures appropriées pour empêcher les crimes commis par des membres de la VRS et d'autres forces serbes placées sous son contrôle effectif, enquêter à leur sujet et les punir[796]. Partant, elle a considéré que le fait de ne pas prendre ces mesures s'inscrivait dans le cadre de sa contribution à l'entreprise criminelle commune principale[797]. La Chambre d'appel fait observer que, dans la jurisprudence du TPIY, le fait qu'un accusé n'a pas pris des mesures efficaces et véritables pour

[790] *Ibid*., par. 4546.
[791] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 et 136 ; Arrêt *Popović*, par. 1378 ; Arrêt *Šainović*, par. 987 et 1177 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 et 695.
[792] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 696.
[793] Voir Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Šainović*, par. 1233 et 1242.
[794] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Popović*, par. 1615 et 1653 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 et 695.
[795] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Popović*, par. 1615 et 1653 ; Arrêt *Šainović*, par. 985 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 et 695.
[796] Jugement, par. 4544.
[797] *Ibidem*, par. 4546, 4611 et 4612.

sanctionner les crimes commis par ses subordonnés, les prévenir et/ou punir leurs auteurs, alors qu'il en avait connaissance, a été pris en compte afin de notamment apprécier l'état d'esprit de cet accusé et la contribution qu'il a apportée à une entreprise criminelle commune s'il exerçait sur les auteurs un pouvoir et une influence ou autorité suffisants pour prévenir les violences ou y mettre fin, mais n'a pas exercé ce pouvoir[798]. Par conséquent, la Chambre de première instance a agi conformément à la jurisprudence applicable lorsqu'elle a tenu compte du fait que Mladić n'avait pas pris les mesures appropriées.

230. Troisièmement, la Chambre d'appel conclut que les références de Mladić à l'Arrêt *Kordić* et à l'Arrêt *Bemba*[799] n'étayent pas ses arguments. Le paragraphe auquel il renvoie dans l'Arrêt *Kordić* énonce le droit relatif aux critères d'examen en appel et définit une erreur entraînant un déni de justice comme le « résultat d'une injustice flagrante d'une procédure judiciaire, comme lorsqu'un accusé est condamné malgré l'absence de preuves relatives à un élément essentiel du crime[800] ». Comme il est dit plus haut, la Chambre d'appel considère que Mladić n'a pas été déclaré coupable en l'absence de preuves relatives à un élément essentiel d'un crime. Au contraire, pour conclure qu'il n'a pas ordonné d'ouvrir des enquêtes et d'entamer des poursuites, la Chambre de première instance a procédé à un examen approfondi des éléments de preuve ayant trait aux pouvoirs et au rôle qu'il exerçait en sa qualité de commandant de l'état-major principal de la VRS ainsi qu'à son comportement[801].

231. S'agissant de l'Arrêt *Bemba* rendu par la CPI auquel renvoie Mladić, la Chambre d'appel note que Mladić l'invoque pour faire valoir que « les mesures prises par un chef militaire ne peuvent pas être jugées inadéquates simplement en raison des lacunes constatées dans leur mise en œuvre[802] ». La Chambre d'appel rappelle qu'elle n'est pas liée par les conclusions tirées par d'autres juridictions, qu'elles soient internes, internationales ou hybrides, et que, s'il est vrai qu'elle peut tenir compte de cette jurisprudence, elle peut néanmoins parvenir, sur un point donné, à une conclusion différente de celle tirée par la juridiction citée[803]. En outre, la Chambre d'appel considère que les circonstances de cette affaire doivent être distinguées de celles de l'espèce. Ainsi, dans l'affaire *Bemba*, l'accusé avait pris des mesures en réaction à des crimes

[798] Cf. Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 111 ; Arrêt *Šainović*, par. 1233 et 1242 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 216 e).
[799] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 258.
[800] Voir Arrêt *Kordić*, par. 19.
[801] Voir, par exemple, Jugement, par. 4544 à 4546.
[802] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 258 et note de bas de page 391, renvoyant à Arrêt *Bemba*, par. 180.
[803] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 434 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 598 ; Arrêt *Popović*, par. 1674 ; Arrêt *Đorđević*, par. 83.

allégués, par exemple la mise sur pied de commissions et de missions d'enquête, qui ont finalement eu une incidence limitée[804]. En l'espèce, la Chambre de première instance a conclu que, même s'il avait le pouvoir d'ordonner l'ouverture d'enquêtes au sujet de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, Mladić avait principalement ordonné l'ouverture d'enquêtes visant les manquements à la discipline militaire et les crimes commis contre la VRS, et ordonné que leurs auteurs soient punis[805]. Elle a ajouté qu'elle ne disposait pas d'éléments de preuve lui permettant de déterminer si Mladić avait assuré le suivi des « quelques enquêtes » qu'il avait pu ordonner pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité[806].

232. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel rejette les arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant, « en l'absence de preuves », qu'il n'avait pas ordonné l'ouverture d'enquêtes ou des poursuites au sujet des crimes commis par ses subordonnés.

e. Obstacles rencontrés par Mladić et un système de justice militaire indépendant

233. La Chambre de première instance a conclu que les tribunaux militaires de la Republika Srpska fonctionnaient parfaitement au début de l'automne 1992 au plus tard, et étaient compétents pour juger le crime de rébellion armée, les crimes contre l'État, les crimes contre l'humanité et les violations des Conventions de Genève[807]. Selon elle, leur compétence s'étendait aux crimes commis par les policiers et les membres de groupes paramilitaires subordonnés à des unités militaires[808]. Elle a également constaté que des procédures avaient été portées devant les tribunaux militaires tout au long de la guerre, en dépit des problèmes concernant le manque d'effectifs et d'équipement et la difficulté qu'il y avait à localiser les suspects et les témoins[809]. Elle a observé que les tribunaux militaires s'étaient concentrés sur les crimes commis contre la VRS[810], et a noté qu'elle n'avait reçu aucun élément de preuve montrant que des Serbes de Bosnie avaient été, durant cette période, poursuivis pour des crimes commis contre des non-Serbes[811]. La Chambre de première instance a conclu que, entre le

[804] Voir, par exemple, Arrêt *Bemba*, par. 171 et 182.
[805] Voir Jugement, par. 4545 et 4546.
[806] Voir *ibidem*.
[807] *Ibid*., par. 4111. Voir aussi *ibid*., par. 4099, 4101, 4103, 4105 et 4107.
[808] *Ibid*., par. 4111. Voir aussi *ibid*., par. 4101.
[809] *Ibid*., par. 4114. Voir aussi *ibid*., par. 4103, 4105 à 4107, 4109 et 4110.
[810] *Ibid*., par. 4114. Voir aussi *ibid*., par. 4106, 4107 et 4110.
[811] *Ibid*., par. 4114. Voir aussi *ibid*., par. 4104 (où la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant qu'en 1995, la situation était telle qu'il n'était pas réaliste de s'attendre à ce que quelqu'un dépose

12 mai 1992 et le 30 novembre 1995, le système judiciaire militaire et civil serbe de Bosnie n'avait pas, à maintes reprises, enquêté sur les crimes commis par des membres de la VRS et d'autres forces serbes, et arrêté et/ou sanctionné leurs auteurs[812].

234. Mladić avance que la Chambre de première instance « n'a pas tenu compte des obstacles » auxquels il devait faire face alors que le système de justice militaire était en « crise », ni des réalités de la situation de conflit, à savoir qu'il n'avait pas été en mesure de demander l'ouverture d'enquêtes et de poursuites[813]. Il soutient qu'en ne tenant pas compte des « écueils bien réels de l'exercice de la justice en temps de conflit », la Chambre de première instance lui a imposé un critère impossible à remplir[814]. Il ajoute que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle « s'est contentée [de le] juxtapos[er] à la structure du système de justice militaire » et n'a pas « établi de lien pertinent » entre lui et les décisions rendues par des procureurs ou des juges indépendants[815]. Selon lui, l'indépendance du système de justice militaire signifiait qu'il ne prenait pas part aux décisions d'engager des poursuites[816].

235. À l'appui de l'argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas « tenu compte des obstacles » auxquels il faisait face, Mladić renvoie notamment à son mémoire en clôture[817], où sont exposées les difficultés que les tribunaux militaires ont rencontrées durant le

---

une plainte contre des officiers supérieurs de la VRS ou à ce qu'un procureur ouvre une enquête concernant l'organe de sécurité de l'état-major principal de la VRS parce qu'ils auraient ainsi mis en danger la sécurité et la vie des membres de leur famille), 4106 (où la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant qu'aucun soldat de la VRS n'avait été poursuivi pour le meurtre de non-Serbes à Sanski Most, là où la 6e brigade de Krajina était basée et que, selon le témoin Slobodan Radulj, le procureur militaire de Banja Luka avait reçu l'instruction de ne pas engager de poursuites pour crimes de guerre, s'agissant de crimes commis par des soldats de la VRS contre des non-Serbes), 4107 (où la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que, après que le tribunal militaire de Bijeljina avait commencé à fonctionner en août 1992, le pouvoir judiciaire n'avait pas engagé de poursuites contre des Serbes pour des crimes commis à l'endroit de non-Serbes, à quelques exceptions près, où les peines n'avaient pas été exécutées, et que, selon le témoin RM-513, aucune poursuite n'avait été engagée par le tribunal militaire contre des soldats de la VRS pour des crimes commis contre les populations civiles non serbes).

[812] *Ibid*., par. 4195 et 4545. Voir aussi *ibid*., par. 4106, 4107, 4110, 4123, 4128, 4134, 4143, 4148, 4152, 4165, 4178, 4189 et 4194.

[813] Mémoire d'appel de Mladić, par. 261 et 262. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 45.

[814] Mémoire d'appel de Mladić, par. 263.

[815] *Ibidem*, par. 264.

[816] *Ibid*., par. 244.

[817] *Ibid*., par. 261 et note de bas de page 392, renvoyant, entre autres, à Mémoire en clôture de Mladić, par. 732 et 733. Mladić renvoie également à la pièce P360. Voir *ibid*., renvoyant, entre autres, à pièce P360, p. 296. La Chambre d'appel note toutefois que la page indiquée dans le mémoire d'appel, la page 296, n'existe pas dans la pièce P360. Elle note en outre que Mladić se fonde sur l'Arrêt *Bemba* ainsi que sur l'Arrêt *Popović* pour étayer son argument. Voir *ibid*., par. 261 et 263. Concernant l'Arrêt *Bemba*, la Chambre d'appel rappelle qu'elle n'est pas liée par la jurisprudence d'autres tribunaux. Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 434 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 598 ; Arrêt *Popović*, par. 1674 ; Arrêt *Đorđević*, par. 83. En outre, les renvois de Mladić à l'Arrêt *Bemba* n'étayent pas son argument car cette affaire portait sur d'autres circonstances factuelles — en l'occurrence, la Chambre d'appel de la CPI a conclu que la Chambre de première instance de la CPI n'avait pas dûment tenu compte, entre autres, des obstacles auxquels l'accusé avait fait face, « en tant que chef militaire éloigné de ses

conflit[818]. La Chambre d'appel note que ces arguments ne portent pas sur les difficultés auxquelles il s'est personnellement heurté. Par ailleurs, ses autres arguments en appel sur ce point ne renvoient à aucun élément de preuve que la Chambre de première instance aurait dû examiner. En tout état de cause, la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a explicitement pris en compte les difficultés auxquelles s'étaient heurtés les tribunaux militaires pendant la guerre et a constaté qu'ils avaient fait état de problèmes comme le manque d'effectifs et d'équipement et la difficulté à localiser les suspects et les témoins[819]. La Chambre de première instance a néanmoins constaté que des procédures avaient été portées devant les tribunaux militaires tout au long de la guerre[820]. De plus, Mladić oublie que la Chambre de première instance a conclu qu'il avait le pouvoir d'ordonner l'ouverture d'enquêtes par le système judiciaire militaire et que, à plusieurs reprises, il l'avait fait mais principalement pour des crimes commis contre la VRS ou pour des manquements à la discipline militaire[821]. La Chambre d'appel conclut par conséquent que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne tenant pas compte des obstacles auxquels il s'est heurté durant la guerre, s'agissant des enquêtes et des poursuites.

236. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle « s'est contentée [de le] juxtapos[er] » au système de justice militaire pour conclure qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes ou punir leurs auteurs[822]. Comme il a été dit plus haut,

---

troupes déployées à l'étranger », pour enquêter sur les crimes et en poursuivre les auteurs. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 261 à 263, et notes de bas de page 392, 399 et 400, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Bemba*, par. 138, 144 à 146, 166 à 171, 173 et 189. Voir aussi Arrêt *Bemba*, par. 171 à 173 et 189. La Chambre d'appel conclut également que les renvois de Mladić à l'Arrêt *Popović*, concernant la responsabilité du supérieur hiérarchique au sens de l'article 7 3) du Statut du TPIY, sont sans rapport avec la présente affaire, dans laquelle la responsabilité de Mladić pour participation à une entreprise criminelle commune est engagée sur le terrain de l'article 7 1) du Statut du TPIY. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 261 et 263, et notes de bas de page 392 et 400, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Popović*, par. 1931.

[818] Voir Mémoire en clôture de Mladić, par. 732 et 733, renvoyant à pièces P3560, P1092 (sous scellés) et D1026.

[819] Voir Jugement, par. 4114. Voir aussi *ibidem*, par. 4106 et 4108.

[820] Voir *ibid*., par. 4114. Voir aussi *ibid*., par. 4099, 4101 et 4103 à 4111.

[821] *Ibid*., par. 4545. Voir, par exemple, *ibid*., par. 4529 à 4533, 4535 à 4540, 4542 et 4543.

[822] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 264. À cet égard, Mladić oublie que la Chambre de première instance a conclu que le système de justice militaire de la Republika Srpska était formellement autonome et indépendant, mais que « dans de nombreux cas, des décisions portant libération des suspects [avaie]nt été prises après que des officiers de la VRS [...] [avaie]nt exercé des pressions sur les tribunaux militaires pour qu'ils cessent l'instruction de dossiers ou remettent les auteurs des crimes en liberté ». Jugement, par. 4196. La Chambre d'appel note également que la Chambre de première instance a tenu compte de la déposition du témoin RM-513, qui a expliqué qu'un procureur militaire « avait entravé le travail du tribunal militaire de Bijeljina et exercé des pressions sur ses subordonnés pour qu'ils cessent l'instruction des dossiers concernant des Serbes de Bosnie qui avaient commis des crimes contre des Musulmans de Bosnie ». Voir Jugement, par. 4132, renvoyant à pièce P1054 (sous scellés), par. 58 et 62. La Chambre de première instance a tenu compte du témoignage du témoin RM-016, qui a expliqué que le tribunal militaire de Banja Luka avait remis en liberté les auteurs d'un massacre perpétré à l'école de Velagići suite à des pressions exercées par la brigade de Ključ et avec l'approbation de l'état-major principal de la VRS. Voir Jugement,

la Chambre de première instance s'est appuyée sur de nombreux éléments de preuve pour conclure que, dans la pratique, dans de nombreux cas où des crimes avaient été commis contre des non-Serbes par des membres de la VRS ou d'autres forces serbes, des rapports d'enquête criminelle n'avaient pas été présentés, des enquêtes n'avaient pas été ouvertes par les parquets militaires ou les juges d'instruction, les suspects n'avaient pas été arrêtés ou placés en détention et les auteurs des crimes avaient été illégalement remis en liberté[823]. Compte tenu de ces constatations et d'autres conclusions selon lesquelles Mladić avait le pouvoir d'ordonner l'ouverture d'enquêtes par le système judiciaire militaire[824], mais n'a pas ordonné l'ouverture d'une enquête sérieuse ou digne de ce nom au sujet de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité[825], les conclusions de la Chambre de première instance se fondent sur les éléments de preuve qu'elle a examinés et non sur la juxtaposition du comportement de Mladić et des décisions rendues par un système de justice militaire présumé indépendant.

iv) Conclusion

237. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait contribué de manière importante à l'objectif criminel de l'entreprise criminelle commune principale.

---

par. 828, 4139 et 4141, renvoyant à pièce P2375 (sous scellés). La Chambre de première instance a également tenu compte des éléments de preuve montrant qu'en 1995, la situation était telle que même si une personne avait la possibilité de déposer une plainte contre des officiers supérieurs de la VRS, il n'était pas réaliste de s'attendre à ce qu'elle le fasse parce qu'elle mettrait ainsi en danger la sécurité et la vie des membres de sa famille, et que si un procureur pouvait également ouvrir des enquêtes concernant l'organe de sécurité de l'état-major principal de la VRS, aucun procureur ne s'y était risqué pour les mêmes raisons. Voir Jugement, par. 4104, renvoyant à pièce P3351, p. 10856, 10861 et 10862.

[823] Voir Jugement, par. 4195 et 4545. Voir aussi, par exemple, *ibidem*, par. 4106 (où la Chambre de première instance a tenu compte des éléments de preuve montrant ce qui suit : « [A]ucun soldat de la VRS n'avait été poursuivi pour le meurtre de non-Serbes à Sanski Most, là où la 6e brigade de Krajina était basée », « les dossiers concernant des victimes non serbes avaient pris du retard » ; « la priorité était donnée aux affaires mettant en cause des Serbes qui voulaient éviter de combattre sous les drapeaux ») ; 4107 (où la Chambre de première instance a tenu compte de la déposition du témoin RM-513, à savoir qu'« après que le tribunal militaire de Bijeljina a commencé à fonctionner en août 1992, le pouvoir judiciaire, y compris les juges, les procureurs et la police, n'engageait pas de poursuites contre des Serbes, à quelques exceptions près, pour des crimes commis à l'endroit de non-Serbes, même s'il était de notoriété publique que des Serbes commettaient des meurtres contre des non-Serbes en 1992 », tandis que « lorsque les victimes étaient des Serbes de Bosnie, les auteurs des crimes étaient sanctionnés conformément à la loi » car « [l]es pressions exercées par les familles influençaient les tribunaux ») ; 4110 (où la Chambre de première instance tenu compte des éléments de preuve montrant que, dans le système de justice militaire, des poursuites pénales « [avaie]nt été principalement engagées et menées à terme dans le but d'aider à la lutte armée et de contribuer ainsi à la création d'un nouvel État serbe »).

[824] *Ibid*., par. 4544 et 4545. Voir aussi *ibid*., par. 4383 à 4394 et 4529 à 4543.

[825] *Ibid*., par. 4545 et 4546.

b) État d'esprit

238. Lorsqu'elle a apprécié l'état d'esprit qui a animé Mladić s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a conclu qu'il savait que les crimes que sont les persécutions, l'assassinat et le meurtre, l'extermination, l'expulsion et les actes inhumains (transfert forcé) étaient commis contre les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie dans les Municipalités, notamment dans les centres de détention[826]. Elle a également conclu que les déclarations et le comportement de Mladić établissaient qu'il était dans son intention que les crimes soient commis de façon discriminatoire[827]. Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a tenu compte du fait que Mladić a i) usé à de nombreuses reprises de termes péjoratifs pour désigner les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie[828], ii) rappelé les crimes qui auraient été commis au cours de l'histoire contre les Serbes de Bosnie et évoqué la menace de « génocide » contre les Serbes de Bosnie[829], iii) fait des déclarations révélant son intention de ne pas respecter les lois de la guerre en Croatie en 1991 et évoqué par la suite à plusieurs reprises la répétition des destructions infligées pendant ce conflit[830], et iv) exprimé à plusieurs reprises son engagement en faveur d'une Republika Srpska ethniquement homogène, y compris sur des territoires dont la population était auparavant largement non serbe[831]. La Chambre de première instance a ensuite conclu que les ordres donnés par Mladić de respecter les Conventions de Genève, ses déclarations au personnel de la Force de protection de l'ONU (la « FORPRONU »), et sa participation aux négociations de paix n'étaient pas représentatifs de son véritable état d'esprit[832]. La Chambre de première instance a conclu que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise

[826] *Ibid*., par. 4685. Voir aussi *ibid*., confidentiel, par. 4623, 4630 à 4643 et 5352. Pour conclure que Mladić savait que des crimes étaient commis contre des non-Serbes dans les Municipalités, la Chambre de première instance s'est appuyée sur les éléments suivants : i) la fonction de commandant de l'état-major principal de la VRS qu'il occupait (voir, par exemple, *ibid*., par. 4374 à 4394, 4544, 4611, 4612, 4623 et 4685) ; ii) le fait que l'état-major principal de la VRS recevait des rapports détaillés (voir, par exemple, *ibid*., par. 4297 à 4299, 4383 à 4385, 4387, 4631, 4638 et 4685) ; iii) le fait que Mladić en personne était régulièrement tenu informé (voir, par exemple, *ibid*., par. 4296 à 4310, 4385 et 4685) ; iv) sa participation aux activités des unités de la VRS (voir, par exemple, *ibid*., par. 4293, 4394, 4611, 4612, 4615 et 4685) ; v) le fait que la commission de crimes était largement reconnue (voir, par exemple, *ibid*., par. 4632, 4633 et 4685).
[827] *Ibid*., par. 4686.
[828] *Ibid*. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4332, 4342, 4460, 4461, 4483, 4499, 4644, 4645, 4647, 4650 et 4667 à 4669.
[829] *Ibid*., par. 4686. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4483, 4486, 4499, 4647 à 4650 et 4667.
[830] *Ibid*., par. 4686. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4617 à 4619, 4670 et 4671.
[831] *Ibid*., par. 4686. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4620 et 4629.
[832] *Ibid*., par. 4687. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4503, 4511, 4517 à 4528, 4545 et 4676 à 4684.

criminelle commune principale par la commission de crimes, et qu'il avait été animé de cette intention à partir du 12 mai 1992 au plus tard[833].

239. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en jugeant qu'il avait été animé de l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale et qu'il avait partagé cette intention[834]. Plus précisément, il soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur : i) en ayant recours à une « méthode viciée » pour établir l'état d'esprit qui l'avait animé[835] ; ii) en privilégiant des éléments de preuve indirects et en écartant des éléments de preuve directs de toute évidence pertinents qui contredisent les conclusions rendues dans le Jugement concernant son état d'esprit, ou en ne leur accordant pas suffisamment de poids[836] ; iii) en se fondant sur des parties isolées de ses discours prononcés à l'occasion de deux séances de l'Assemblée des Serbes de Bosnie[837]. Mladić soutient qu'en raison de ces erreurs, les conclusions de la Chambre de première instance se rapportant à son état d'esprit ne sont pas valables et n'étayent pas sa responsabilité, et il prie la Chambre d'appel d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre relativement à l'entreprise criminelle commune principale ou, à titre subsidiaire, d'infirmer les conclusions de la Chambre de première instance dans la mesure des erreurs établies[838]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments.

i) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en confondant élément moral et élément matériel

240. Mladić soutient que la Chambre de première instance a employé une « méthode viciée » pour établir l'état d'esprit qui l'avait animé, ce qui l'a menée à conclure à tort qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[839]. Il avance que la Chambre de première instance a commis deux erreurs[840]. Premièrement, il soutient que la Chambre de première instance a eu tort de déduire l'état d'esprit qui l'avait animé lorsqu'elle a

[833] *Ibid*., par. 4688.
[834] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 36 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 13 et 270 à 334 ; Réplique de Mladić, par. 48 à 66.
[835] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 270 et 281 à 292 ; Réplique de Mladić, par. 49 à 63 ; CR, p. 46 à 52 (25 août 2020). Voir aussi CR, p. 58 et 59 (26 août 2020).
[836] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 294 et 299 à 313 ; Réplique de Mladić, par. 64 à 66 ; CR, p. 46, 47 et 59 (25 août 2020).
[837] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 317 et 320 à 330 ; CR, p. 58 et 59 (25 août 2020).
[838] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 291 à 293, 314 à 316 et 331 à 335.
[839] Voir *ibidem*, par. 270 et 281 à 292 ; CR, p. 46 à 52 (25 août 2020). Voir aussi CR, p. 58 et 59 (26 août 2020).
[840] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 281 à 290 ; CR, p. 46 à 52 (25 août 2020).

analysé l'élément matériel[841]. À l'appui de cet argument, il se fonde sur le Jugement *Milutinović*[842] et renvoie à des parties du Jugement qui visent sa contribution importante, mais qui contiennent des questions qui « auraient dû être examinées exclusivement dans le contexte de son état d'esprit[843] ». Deuxièmement, Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a utilisé sa conclusion concernant l'état d'esprit qui l'avait animé pour « étayer ses conclusions relatives à l'élément matériel[844] ». Sur ce point, il renvoie à des passages du Jugement et s'appuie sur l'Arrêt *Stanišić et Simatović* pour avancer que l'élément moral ne peut être examiné qu'après avoir établi l'élément matériel[845]. Mladić soutient qu'en « conséquence de ces erreurs cumulées », lorsqu'elle a établi l'état d'esprit qui l'avait animé, « la Chambre de première instance avait déjà fait une déduction pertinente sur la base des éléments de preuve »[846]. Selon lui, les éléments de preuve analysés dans la partie consacrée à son état d'esprit étaient « entachés d'un vice indélébile ne pouvant qu'amener à conclure à sa culpabilité[847] ».

241. L'Accusation répond que Mladić ne pointe aucune erreur dans la manière dont la Chambre de première instance a apprécié l'état d'esprit qui l'avait animé[848], et qu'il ne signale aucun cas où elle a effectivement fait des déductions concernant l'état d'esprit lorsqu'elle a analysé l'élément matériel, ou elle s'est appuyée sur des conclusions relatives à l'esprit pour étayer ses conclusions concernant l'élément matériel[849]. L'Accusation ajoute que Mladić interprète mal le droit, déforme le Jugement et ne tient pas compte des conclusions pertinentes[850].

242. En ce qui concerne le premier argument selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en appréciant son état d'esprit dans le cadre de l'analyse de la contribution

[841] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 281 à 285 ; CR, p. 50 à 52 (25 août 2020).
[842] Mémoire d'appel de Mladić, par. 276, 277 et 284. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 52 à 54. La Chambre d'appel note que Mladić renvoie à tort au « Jugement *Šainović* » au lieu du Jugement *Milutinović*, qui concernait Milan Milutinović, Nikola Šainović, Dragoljub Ojdanić, Nebojša Pavković, Vladimir Lazarević et Sreten Lukić. Dans son analyse, la Chambre d'appel emploiera l'intitulé correct de ce jugement.
[843] Mémoire d'appel de Mladić, par. 282 à 285, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 4459, 4460, 4465, 4468, 4486, 4471 à 4473, 4477, 4478, 4627, 4629 et 4686. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 55 à 57.
[844] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 286 à 290 ; CR, p. 47 à 50 (25 août 2020).
[845] Mémoire d'appel de Mladić, par. 286 ; CR, p. 48 à 50 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 273 ; Réplique de Mladić, par. 51 et 56.
[846] Mémoire d'appel de Mladić, par. 291 ; CR, p. 50 et 51 (25 août 2020).
[847] Mémoire d'appel de Mladić, par. 291 ; Réplique de Mladić, par. 55 ; CR, p. 51 (25 août 2020).
[848] Réponse de l'Accusation, par. 98 et 100 ; CR, p. 103 (25 août 2020).
[849] Réponse de l'Accusation, par. 100 à 103 ; CR, p. 102 et 103 (25 août 2020).
[850] Réponse de l'Accusation, par. 98. Voir aussi CR, p. 102 et 103 (25 août 2020).

importante[851], Mladić avance que, dans le Jugement *Milutinović*, où les mêmes éléments de preuve sont utilisés pour établir l'élément moral et l'élément matériel, les « composantes de l'élément matériel » sont « des contributions très limitées, physiques et à deux dimensions apportées par l'accusé », tandis que l'analyse de l'élément moral s'appuie sur les mêmes éléments de preuve pour déduire « les aspects à trois dimensions » du comportement, à savoir l'influence, la connaissance et l'intention de l'accusé quand il s'est exprimé[852].

243. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement *Milutinović*, la Chambre d'appel fait remarquer que, dans cette affaire, la Chambre de première instance du TPIY a apprécié si la participation de l'accusé à une réunion constituait soit la contribution importante soit la composante de l'élément moral dans le cadre de sa participation à une entreprise criminelle commune[853]. De l'avis de la Chambre d'appel, contrairement à ce que Mladić avance, la Chambre de première instance du TPIY saisie de l'affaire *Milutinović* n'a jamais établi de distinction entre les composantes « à deux dimensions » de l'élément matériel et les aspects « à trois dimensions » de l'élément moral. En tout état de cause, la Chambre d'appel rappelle que les Chambres de première instance ou la Chambre d'appel ne sont pas liées par les décisions prises par une Chambre de première instance[854]. Qui plus est, une Chambre de première instance n'est nullement tenue en droit de procéder séparément à l'analyse de l'élément moral et de l'élément matériel se rapportant à un accusé, et Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance était tenue de le faire lorsqu'elle a apprécié les composantes de l'élément moral et de l'élément matériel s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale. Au contraire, les Chambres de première instance sont libres d'organiser leur jugement comme elles l'entendent pour autant qu'elles respectent l'obligation qui leur est faite de le motiver[855].

244. Pour illustrer la première erreur alléguée, Mladić renvoie aux paragraphes 4459, 4460, 4471, 4472, 4473, 4477 et 4478 du Jugement[856]. La Chambre d'appel note que ces paragraphes figurent dans la partie 9.3.7 du Jugement, dans laquelle la Chambre de première instance a examiné la participation de Mladić à la conception des politiques officielles des Serbes de

[851] La Chambre d'appel croit comprendre que les arguments de Mladić concernant « l'élément matériel » et la mention qu'il en fait dans ce passage de l'appel portent sur sa contribution importante, étant donné que les paragraphes du Jugement auxquels il est renvoyé dans son mémoire d'appel se rapportent à la contribution importante et non à d'autres composantes de l'élément matériel d'une entreprise criminelle commune. Voir Mémoire d'appel de Mladić, notes de bas de page 419 à 424, 426, 428, 429, 431 et 432.
[852] *Ibidem*, par. 276 et 277, renvoyant à Jugement *Milutinović*, tome 3, par. 142, 275 et 276.
[853] Voir Jugement *Milutinović*, tome 3, par. 275 et 276.
[854] Voir Arrêt *Karemera*, par. 52 ; Arrêt *Lukić*, par. 260.
[855] Voir article 23 du Statut du TPIY ; article 98 *ter* C) du Règlement du TPIY.
[856] Mémoire d'appel de Mladić, par. 282 à 284, et notes de bas de page 419 à 424.

Bosnie[857]. La Chambre d'appel fait en outre observer que les paragraphes 4459, 4460, 4471, 4472 et 4473 du Jugement contiennent des résumés d'éléments de preuve et non une analyse de ces éléments ou des déductions faites à partir de ceux-ci[858]. Partant, la Chambre d'appel considère que ces renvois n'étayent pas l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a fait des déductions au sujet de son état d'esprit lorsqu'elle a analysé l'élément matériel[859]. Aux paragraphes 4477 et 4478 du Jugement, la Chambre de première instance a examiné les arguments de Mladić, montrant entre autres qu'il avait « peu d'appétence pour les questions politiques » et qu'il « n'avait pas le droit de vote à l'Assemblée des Serbes de Bosnie »[860]. Néanmoins, elle a entre autres constaté ce qui suit : i) il a assisté et activement participé à des débats de politique générale avec des membres du Gouvernement de la République serbe de Bosnie à l'occasion de séances de l'Assemblée des Serbes de Bosnie et d'autres réunions ; ii) il a débattu de questions politiques à plusieurs réunions avec des personnalités politiques de premier plan et des représentants de la communauté internationale, et exprimé son engagement en faveur des objectifs stratégiques ; iii) il a fréquemment indiqué aux hauts responsables politiques des Serbes de Bosnie la position qu'ils devaient prendre pendant les négociations de paix afin que les objectifs stratégiques tels qu'initialement définis soient atteints[861]. Il ressort clairement de ces constatations que la Chambre de première instance a examiné le comportement de Mladić sous l'angle d'une contribution importante plutôt qu'au regard de son intention. L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a fait des déductions concernant son état d'esprit lorsqu'elle a analysé sa contribution importante est donc inexact. En outre, la Chambre d'appel ajoute que Mladić semble contester les paragraphes 4465, 4468, 4486, 4627, 4629 et 4686 du Jugement, en ce que la Chambre de première instance faisait des déductions concernant son état d'esprit dans des parties consacrées à sa contribution importante[862]. La Chambre d'appel considère que les paragraphes 4465, 4468

[857] Voir Jugement, par. 4458 à 4478.
[858] Voir *ibidem*, par. 4459 (où la Chambre de première instance a résumé la déposition du témoin Robert Donia, qui a notamment expliqué que Mladić ne disposait pas du droit de vote ni de celui de soumettre officiellement des propositions lors des séances de l'Assemblée, mais qu'il avait été une voix influente et avait pu faire des suggestions, défendre des politiques et participer aux débats sur ces politiques), 4460 (où la Chambre de première instance a résumé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie tenue le 12 mai 1992, y compris les déclarations de Mladić), 4471 (où la Chambre de première instance a résumé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie tenue le 15 et le 16 avril 1995, y compris les déclarations de Mladić), 4472 (où la Chambre de première instance a résumé les dépositions des témoins Michael Rose, Husein Aly Abdel-Razek et Anthony Banbury au sujet de l'autorité qu'exerçait Mladić sur Karadžić et d'autres), et 4473 (où la Chambre de première instance a résumé les dépositions des témoins Rupert Smith et John Wilson à propos des liens qui existaient entre les structures militaires et politiques, et entre Mladić et Karadžić).
[859] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 281.
[860] Jugement, par. 4477 et 4478.
[861] *Ibidem*.
[862] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 285 et note de bas de page 426.

et 4486 du Jugement ne contiennent que des renvois à des éléments de preuve examinés dans la partie 9.3.13 et leurs résumés succincts, et non une analyse, tandis que les paragraphes 4627 et 4629 contiennent des résumés des éléments de preuve, et non une analyse. En conséquence, comme pour les paragraphes 4459, 4460, 4471, 4472 et 4473 examinés ci-dessus, la Chambre d'appel considère que, en résumant les éléments de preuve, la Chambre de première instance ne « faisait pas de déductions », et elle rejette donc les arguments de Mladić sur ce point. Enfin, comme le paragraphe 4686 du Jugement est la conclusion de la partie 9.3.13, dans laquelle la Chambre de première instance a analysé l'état d'esprit qui avait animé Mladić, la Chambre d'appel considère qu'il convenait d'apprécier l'intention de Mladić à ce stade du Jugement. S'agissant des paragraphes 4465, 4468, 4486, 4627, 4629 et 4686 du Jugement, l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a fait des déductions concernant son état d'esprit lorsqu'elle a analysé sa contribution importante est donc également rejeté.

245. La Chambre d'appel va à présent examiner la seconde erreur alléguée par Mladić, à savoir que la Chambre de première instance s'est fondée sur ses conclusions relatives à l'état d'esprit qui l'avait animé pour étayer des composantes de sa contribution importante[863]. À l'appui de cet argument, il renvoie à l'Arrêt *Stanišić et Simatović* pour faire valoir qu'« il convient tout d'abord d'établir l'élément matériel, avant d'examiner l'élément moral[864] ». La Chambre d'appel fait observer que, dans l'affaire *Stanišić et Simatović*, la Chambre d'appel du TPIY a cherché à savoir si la Chambre de première instance avait commis une erreur en concluant que l'élément moral de l'entreprise criminelle commune n'avait pas été établi pour les deux accusés, avant de tirer des conclusions sur l'existence d'un objectif criminel commun auquel avait adhéré une pluralité de personnes[865]. La Chambre d'appel du TPIY, à la majorité, a conclu que, dans les circonstances de l'espèce, la Chambre de première instance aurait dû statuer sur l'existence et la portée d'un objectif commun, et déterminer si les actes des accusés avaient contribué à cet objectif, avant de statuer sur le point de savoir s'ils avaient partagé l'intention de le réaliser[866].

246. La Chambre d'appel considère que les circonstances de l'affaire *Stanišić et Simatović* — dans laquelle la Chambre de première instance n'a pas rendu de conclusions relatives à l'existence d'un objectif criminel commun ou n'a pas analysé d'éléments de preuve s'y

[863] Voir *ibidem*, par. 286 à 290. Voir aussi CR, p. 47 à 50 (25 août 2020).
[864] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 273 et 286, et notes de bas de page 412 et 427, renvoyant à Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 82 et 87 ; CR, p. 48 et 50 (25 août 2020).
[865] Voir Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 79 à 90.
[866] *Ibidem*, par. 88. Voir aussi *ibid*., par. 81 et 82.

rapportant[867] — diffèrent de celles de l'espèce. Dans la présente affaire, la Chambre de première instance a établi l'existence d'une entreprise criminelle commune principale et qui en étaient les membres[868], a apprécié la contribution de Mladić[869] et s'est penchée sur l'état d'esprit qui l'avait animé[870].

247. La Chambre d'appel est également d'avis que la Chambre de première instance ne s'est pas appuyée sur ses conclusions relatives à l'état d'esprit de Mladić, comme il l'affirme, pour étayer ses conclusions relatives à la contribution importante de ce dernier[871]. Après avoir examiné les passages du Jugement que Mladić invoque, la Chambre d'appel considère qu'ils ne montrent rien d'autre que des renvois à différentes parties du Jugement. Dans le cadre de son examen approfondi des éléments de preuve relatifs à la contribution importante de Mladić, la Chambre de première instance a parfois renvoyé à son résumé des éléments de preuve ou à des constatations formulées dans la partie consacrée à l'état d'esprit de Mladić[872]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a utilisé de tels renvois tout au long du Jugement au lieu de résumer à nouveau ses constatations ou ses résumés des éléments de preuve[873]. Elle rappelle que les Chambres de première instance n'ont pas besoin de répéter inutilement des considérations qui figurent ailleurs dans le jugement[874]. En outre, rien n'empêche une Chambre de première instance de s'appuyer sur les mêmes éléments de preuve lorsqu'elle tire des conclusions sur l'élément matériel et l'élément moral d'un accusé. Partant,

[867] Voir *ibid*., par. 89.
[868] Voir Jugement, par. 3573 à 4240.
[869] Voir *ibidem*, par. 4241 à 4612.
[870] Voir *ibid*., par. 4613 à 4688.
[871] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 286 à 290, renvoyant à Jugement, par. 4298, 4386, 4465, 4477, 4486, 4546, 4611, 4612 et 4628. Voir aussi CR, p. 47 à 50 (25 août 2020).
[872] Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur aux paragraphes 4298, 4386, 4465 et 4546 du Jugement. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 287, 289 et 290, et notes de bas de page 428, 432 et 433. La Chambre d'appel fait observer que, au paragraphe 4465 du Jugement, lorsqu'elle appréciait la participation de Mladić à la conception des politiques officielles des Serbes de Bosnie, la Chambre de première instance a renvoyé aux éléments de preuve examinés dans la partie 9.3.13 (état d'esprit), montrant que Mladić avait manifesté son opposition au plan Vance-Owen. Voir Jugement, par. 4465 et 4628. Au paragraphe 4298 du Jugement, lorsqu'elle a examiné la direction et le commandement qu'exerçait Mladić sur la VRS, la Chambre de première instance a renvoyé à la déposition du témoin RM-082, qu'elle a examinée dans la partie 9.3.13 (état d'esprit), lequel avait expliqué que des rapports quotidiens étaient envoyés et que Mladić était un commandant « de terrain ». Voir Jugement, par. 4298, 4631. Au paragraphe 4386 du Jugement, la Chambre de première instance a tiré des conclusions concernant les visites et inspections de Mladić dans les unités de la VRS, mais n'a pas renvoyé à des éléments de preuve ou à une analyse dans la partie du Jugement consacrée à l'état d'esprit de Mladić. Voir Jugement, par. 4386. Au paragraphe 4546 du Jugement, la Chambre de première instance a conclu que Mladić n'avait pas pris les mesures appropriées ou supplémentaires pour enquêter sur les crimes ou en punir les auteurs, renvoyant, entre autres, à ses conclusions de la partie 9.3.13 (état d'esprit) selon lesquelles Mladić savait que des crimes étaient commis. Voir Jugement, confidentiel, par. 4546, 4623, 4630 à 4643 et 5352.
[873] Voir, par exemple, Jugement, par. 3051, 3068, 3122, 3133, 3210, 3217 à 3220, 3222, 3224 à 3226, 3230, 3241, 3267, 3287, 3325, 3360, 3381, 3388, 3406, 3419, 3556, 3577, 3665, 3676, 3690, 3691, 3704, 3708, 3722, 4614, 4615, 4623, 4624, 4630, 4631, 4635 à 4639, 4644, 4646 et 4685.
[874] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 721 ; Arrêt *Stakić*, par. 47.

la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance s'est appuyée sur ses conclusions relatives à l'état d'esprit qui l'avait animé pour étayer ses conclusions relatives à la contribution importante, ou qu'elle a commis une erreur sur ce point.

248. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić n'a pas démontré que, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance avait commis une erreur lorsqu'elle a confondu les composantes de l'élément moral et celles de la contribution importante, ou a autrement eu recours à une méthode viciée pour les apprécier.

ii) La Chambre de première instance a commis une erreur dans son appréciation des éléments de preuve

249. Mladić soutient que, lorsqu'elle a apprécié son était d'esprit, la Chambre de première instance a commis une erreur en écartant des éléments de preuve directs de toute évidence pertinents ou en ne leur accordant pas suffisamment de poids, et en privilégiant des éléments de preuve indirects[875]. Il avance que les éléments de preuve indirects sur lesquels s'est fondée la Chambre de première instance avaient « une valeur probante moindre » que d'autres « éléments de preuve plus convaincants, directs et contradictoires »[876]. Ainsi, Mladić fait grief à la Chambre de première instance de s'être fondée sur les éléments de preuve indirects suivants pour établir son état d'esprit s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale : i) les déclarations qu'il a faites quand il était en poste à Knin avec le 9e corps de la JNA, sur lesquelles s'est appuyée la Chambre de première instance pour déduire qu'il avait eu l'intention de ne pas respecter les lois de la guerre en Croatie ; ii) sa « présence passive » à deux réunions organisées dans la municipalité de Pale (les « Réunions à Pale »)[877]. Il ajoute que la Chambre de première instance n'a pas tenu compte des éléments de preuve directs et probants suivants dans son analyse, et qu'elle a omis d'exposer son raisonnement : i) les ordres et le comportement « antiparamilitaires » qui, selon Mladić, contredisent directement son intention de contribuer à la réalisation de l'entreprise criminelle commune principale ; ii) les « véritables avertissements contenus dans ses ordres appelant les soldats de la VRS à respecter des Conventions de Genève » ; iii) ses « ordres directs » de respecter les accords de cessez-le-feu[878]. D'après lui, si un poids suffisant avait été accordé aux éléments de preuve directs, aucun juge du fait n'aurait

[875] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 294 et 299 à 313 ; CR, p. 46, 47 et 59 (25 août 2020).
[876] Mémoire d'appel de Mladić, par. 299.
[877] *Ibidem*, par. 303 à 307. Voir aussi CR, p. 43 (25 août 2020).
[878] Mémoire d'appel de Mladić, par. 308 à 313 ; CR, p. 52 à 54 et 59 (25 août 2020).

pu raisonnablement conclure que, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, l'état d'esprit qui l'avait animé était établi au-delà de tout doute raisonnable[879].

250. L'Accusation répond que les arguments de Mladić se fondent sur des idées erronées et que les exemples qu'il donne ne démontrent pas qu'une erreur a été commis ou que des éléments de preuve ont été écartés[880]. S'agissant des éléments de preuve indirects, elle soutient que les arguments de Mladić déforment le Jugement et les éléments de preuve[881], et laissent entendre à tort que la valeur probante des éléments de preuve directs est intrinsèquement plus importante que celle des éléments de preuve indirects[882]. Selon l'Accusation, à plusieurs reprises, Mladić qualifie à tort de directs ou d'indirects des éléments de preuve, et n'aborde qu'une fraction des innombrables éléments de preuve sur lesquels s'est appuyée la Chambre de première instance pour apprécier son état d'esprit[883]. L'Accusation ajoute que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas tenu compte d'éléments de preuve directs, puisqu'il interprète mal le droit et le Jugement, exagère la valeur probante des éléments de preuve sur lesquels il s'appuie et fait abstraction des conclusions pertinentes[884].

251. Mladić réplique que l'Accusation déforme ses arguments car il n'affirme pas que les éléments de preuve directs sont intrinsèquement plus probants que les éléments de preuve indirects[885]. Il précise que la Chambre de première instance s'est principalement appuyée sur des éléments de preuve indirects et n'a pas opéré l'analyse du degré requis pour les éléments de preuve directs et hautement probants présentés pour les réfuter[886]. Selon Mladić, ce manquement

[879] Mémoire d'appel de Mladić, par. 314 et 315. Voir aussi CR, p. 59 (25 août 2020).
[880] Voir Réponse de l'Accusation, par. 98 et 104 à 115 ; CR, p. 103 à 106 (25 août 2020).
[881] Voir Réponse de l'Accusation, par. 105 et 107 à 109 ; CR, p. 105 et 106 (25 août 2020).
[882] Réponse de l'Accusation, par. 104 et 106 ; CR, p. 103 à 105 (25 août 2020).
[883] Réponse de l'Accusation, par. 104, 108 et 109. Voir aussi CR, p. 105 (25 août 2020). En réponse aux exemples précis donnés par Mladić au sujet de l'erreur que la Chambre de première instance a commise concernant des éléments de preuve indirects, l'Accusation avance notamment ce qui suit : i) il déforme les conclusions de la Chambre de première instance relatives à des déclarations faites en Croatie en 1991 ; ii) les éléments de preuve relatifs à sa participation aux deux réunions ne démontrent pas simplement qu'il était tacitement d'accord avec l'objectif commun de l'entreprise criminelle commune principale mais montrent au contraire qu'il était explicitement d'accord avec cet objectif. Voir Réponse de l'Accusation, par. 107 et 108.
[884] Réponse de l'Accusation, par. 98 et 110 à 115. En réponse aux exemples précis donnés par Mladić pour montrer que la Chambre de première instance a écarté des éléments de preuve directs, l'Accusation avance notamment ce qui suit : i) la Chambre de première instance a examiné les ordres qu'il donnés à propos des groupes paramilitaires, et Mladić « se contente de sélectionner les éléments de preuve qu'il privilégie et passe le reste sous silence » ; ii) Mladić interprète mal les conclusions rendues dans le Jugement concernant les ordres qu'il a donnés de respecter les Conventions de Genève ; iii) la Chambre de première instance a explicitement examiné les ordres qu'il a donnés de respecter les accords de cessez-le-feu, et Mladić n'explique pas en quoi ces ordres constituent des éléments de preuve directs. Voir *ibidem*, par. 113 à 115 ; CR, p. 105 et 106 (25 août 2020).
[885] Réplique de Mladić, par. 64 et 65.
[886] *Ibidem*, par. 65.

« est à l'origine du poids insuffisant que la Chambre de première instance a accordé aux éléments de preuve directs lorsqu'elle les a appréciés[887] ».

252. La Chambre d'appel rappelle qu'une Chambre de première instance peut se fonder sur des preuves directes ou indirectes pour étayer ses conclusions[888]. Une Chambre de première instance peut faire des déductions pour établir un fait sur lequel repose une déclaration de culpabilité sur le fondement de preuves indirectes, pour autant que ce soit la seule conclusion que l'on puisse raisonnablement tirer au vu des éléments de preuve présentés[889]. La Chambre d'appel rappelle aussi que l'élément moral requis pour une déclaration de culpabilité au titre de l'entreprise criminelle commune de première catégorie peut être déduit d'éléments de preuve indirects, tels que la connaissance qu'a une personne du projet commun ou des crimes de ce projet, conjuguée à sa participation continue à l'entreprise criminelle commune, s'il s'agit là de la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite au vu des éléments de preuve présentés[890].

253. La Chambre d'appel va d'abord examiner les arguments avancés par Mladić pour contester l'utilisation de certains éléments de preuve indirects. Il affirme que la Chambre de première instance s'est fondée sur les déclarations qu'il a faites lorsqu'il était posté en Croatie pour déduire son intention de ne pas y respecter les lois de la guerre et « de répéter des destructions similaires » dans le conflit en Bosnie[891]. Selon lui, les déclarations qu'il a faites avant de devenir membre de cette entreprise criminelle commune ne devraient pas être utilisées pour établir son état d'esprit[892]. De plus, il présume que c'était la raison pour laquelle la Chambre de première instance a élargi la portée de l'entreprise criminelle commune principale d'« "octobre 1991 au moins" à "1991"[893] ». À l'appui de ses arguments, Mladić renvoie au paragraphe 4686 du Jugement[894].

---

[887] *Ibid*. Mladić ajoute que l'Accusation n'a pas réussi à remettre en cause son argument selon lequel les déclarations qu'il avait faites avant de devenir membre de l'entreprise criminelle commune principale n'auraient pas dû être incluses dans les éléments pris en compte pour établir son état d'esprit. Voir *ibid*., par. 66.
[888] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 1709 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 172 ; Arrêt *Popović*, par. 971.
[889] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 599 ; Arrêt *Šešelj*, par. 63 et 118 ; Arrêt *Prlić*, par. 1709 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 650 et 1509 ; Arrêt *Karemera*, par. 146 et 535.
[890] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 672 ; Arrêt *Prlić*, par. 1800 ; Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 81 ; Arrêt *Popović*, par. 1369 et 1652 ; Arrêt *Đorđević*, par. 512.
[891] Mémoire d'appel de Mladić, par. 304 et note de bas de page 445, renvoyant à Jugement, par. 4686. Voir aussi CR, p. 43 (25 août 2020).
[892] Voir Réplique de Mladić, par. 66. Voir aussi CR, p. 43 à 45 (25 août 2020).
[893] Mémoire d'appel de Mladić, par. 304 et notes de bas de page 446 et 447, renvoyant à Jugement, par. 3556, 4232 et 4610.
[894] Voir *ibidem*, par. 304 et note de bas de page 445.

254. La Chambre d'appel fait observer qu'au paragraphe 4686 du Jugement, la Chambre de première instance a énuméré, parmi plusieurs autres éléments, le fait que Mladić a « fait des déclarations révélant son intention de ne pas respecter les lois de la guerre en Croatie en 1991 et évoqué par la suite à plusieurs reprises la répétition des destructions infligées pendant ce conflit » lorsqu'elle a conclu qu'il avait été animé d'une intention discriminatoire[895]. La Chambre d'appel note que le renvoi par la Chambre de première instance à des déclarations faites par Mladić en Croatie semble se fonder sur les éléments de preuve exposés aux paragraphes 4617 à 4619 du Jugement. Dans ces paragraphes, elle a notamment examiné un enregistrement sonore et des transcriptions vidéo de Mladić en personne en train de proférer des menaces, avertissant que « si ses exigences n'étaient pas satisfaites, il causerait des destructions d'une ampleur encore jamais vue » dans des villes croates[896]. La Chambre de première instance a également examiné des propos de la même nature tenus le 23 mai 1992, pendant le conflit en Bosnie-Herzégovine, par lesquels Mladić a menacé de représailles si ses exigences n'étaient pas satisfaites, a déclaré qu'« il "ordonner[ait] de bombarder Bihać tout entier, [qui] ser[ait] en flammes" », et a mis en garde en ces termes : « Toute la Bosnie sera en flammes si je parle »[897]. La Chambre de première instance a également pris note d'éléments de preuve montrant que, en août 1992, Mladić a averti la FORPRONU qu'« il ferait usage de son artillerie lourde si les forces [croates et bosniaques] ne cessaient pas les combats en Bosnie centrale » et qu'« il dirigerait très probablement son artillerie lourde vers les zones densément peuplées »[898]. Compte tenu des éléments de preuve relatifs aux menaces expresses qu'il a proférées de détruire des villes en Croatie et en Bosnie et de cibler des civils, Mladić ne démontre pas que, lorsqu'elle a apprécié son état d'esprit, la Chambre de première instance a commis une erreur en tenant compte du fait qu'il avait « fait des déclarations révélant son intention de ne pas respecter les lois de la guerre en Croatie en 1991, et évoqué par la suite à plusieurs reprises la répétition des destructions » parmi plusieurs autres éléments[899]. En particulier, la Chambre de première instance a conclu que Mladić avait eu l'intention de contribuer à l'entreprise criminelle

[895] Voir Jugement, par. 4686.
[896] Voir *ibidem*, par. 4617 à 4619, renvoyant, entre autres, à pièces P7639, p. 1 et 2, P7640, p. 1 et P1959, p. 3, 5 et 8.
[897] Voir *ibid*., par. 4670, renvoyant à pièce P2750, p. 3 à 6.
[898] Voir *ibid*., par. 4671, renvoyant à pièce P2244 (sous scellés), p. 1.
[899] Voir *ibid*., par. 4686.

commune principale à partir du « 12 mai 1992 au plus tard[900] », mais elle n'a pas eu tort de tenir compte de son comportement à partir de 1991[901].

255. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a élargi la portée de l'entreprise criminelle commune principale d'« "octobre 1991 au moins" à "1991"[902] ». Il ressort du Jugement que rien n'indique qu'elle s'est fondée sur les déclarations qu'a faites Mladić en Croatie en 1991 pour élargir le cadre temporel de cette entreprise. Comme il est dit à la fin de la partie 9.2 du Jugement consacrée à l'existence de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a explicitement dit qu'elle devait encore déterminer si Mladić avait été un membre de l'entreprise criminelle commune et y avait participé, et qu'elle examinerait la question dans la partie suivante du Jugement[903]. Les arguments de Mladić sur ce point se fondent sur une interprétation erronée du Jugement et ne démontrent pas l'existence d'une erreur.

256. S'agissant de sa « présence passive » aux deux réunions à Pale, Mladić avance que les éléments de preuve pertinents ne montrent pas son état d'esprit mais amènent plutôt à déduire « un accord tacite sur le seul fait de sa présence physique[904] ». Il ajoute que « [p]armi tous les éléments de preuve dont disposait la Chambre de première instance, l'observation faite par un tiers a été considérée la plus probante au regard des faits[905] ». La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a résumé la déposition du témoin Miroslav Deronjić à propos d'une réunion à Pale tenue le 10 ou le 11 mai 1992[906]. La Chambre de première instance a noté que, selon Deronjić, Mladić et Karadžić étaient présents à cette réunion et que, lorsque Deronjić avait signalé que Glogova avait été partiellement détruit et que les Musulmans de

[900] *Ibid*., par. 4688. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 3708, 4222, 4378, 4383, 4477, 4623 à 4650 et 4666 à 4687. La Chambre de première instance a constaté que Mladić avait été nommé commandant de l'état-major principal de la VRS le 12 mai 1992. Voir, par exemple, *ibid*., par. 275, 276 et 4623.
[901] Voir *supra*, par. 252. Cf. Arrêt *Nahimana*, par. 560 et 561.
[902] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 304 et notes de bas de page 446 et 447, renvoyant à Jugement, par. 3556, 4232 et 4610.
[903] Voir Jugement, par. 4238. Voir aussi, par exemple, *ibidem*, par. 3828 et 4197.
[904] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 305 à 307, renvoyant à Jugement, par. 4621 et 4626. La Chambre d'appel fait observer que la première des Réunions à Pale que Mladić conteste a eu lieu le 10 ou le 11 mai 1992, donc avant le 12 mai 1992, date que la Chambre de première instance a retenue comme marquant le début de l'intention qu'il partageait de réaliser l'entreprise criminelle commune principale. Voir Jugement, par. 4621 et 4688. Toutefois, vu que la Chambre de première instance a conclu que Mladić était animé de l'intention de contribuer à cette entreprise à partir du 12 mai 1992 « au plus tard » et que cette réunion avait eu lieu immédiatement avant cette date, la Chambre d'appel va passer en revue les arguments de Mladić sur ce point.
[905] Mémoire d'appel de Mladić, par. 307.
[906] Voir Jugement, par. 4621, renvoyant à partie 9.2.2. Voir aussi *ibidem*, par. 3663, renvoyant à pièce P3566, par. 106.

Bosnie avaient été évacués de force, « les personnes présentes [avaie]nt applaudi[907] ». La Chambre de première instance a également résumé la déposition du témoin Abdel-Razek, selon lequel lors de la célébration de Noël à Pale le 7 janvier 1993, Karadžić a déclaré que les Musulmans seraient transférés hors du territoire serbe puisque les Serbes et les Musulmans ne pouvaient plus vivre ensemble[908]. La Chambre de première instance a poursuivi le résumé des propos de ce témoin, qui a déclaré que « Mladić, le général Gvero, Krajišnik et Plavšić [avaie]nt tous acquiescé », et que « Krajišnik a[vait] dit qu'un nettoyage ethnique était nécessaire »[909].

257. La Chambre d'appel note également que, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance s'est fondée sur une grande quantité d'éléments de preuve se rapportant aux déclarations et au comportement de Mladić ainsi qu'à la connaissance qu'il avait des crimes pour établir son état d'esprit[910]. Elle a expressément conclu que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale et que cette conclusion se fondait, entre autres, sur le fait qu'il avait usé à de nombreuses reprises de termes péjoratifs pour désigner les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie, rappelé les crimes qui auraient été commis au cours de l'histoire contre les Serbes de Bosnie, exprimé à plusieurs reprises son engagement en faveur d'une Republika Srpska ethniquement homogène, et diffusé des informations trompeuses alors qu'il savait que des crimes étaient commis dans les Municipalités[911]. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments de preuve, ainsi que de l'analyse qu'en a faite la Chambre de première instance, Mladić n'étaye pas son argument selon lequel, hormis le résumé des dépositions des témoins Deronjić et Abdel-Razek, elle s'est appuyée sur sa présence ou sa participation à ces deux réunions à Pale comme étant les éléments « les plus probants » pour établir son état d'esprit[912]. En conséquence, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en renvoyant à des éléments de preuve montrant qu'il a participé aux deux réunions à Pale lorsqu'elle a apprécié son état d'esprit.

[907] *Ibid*., par. 3663 et 4621, renvoyant à pièce P3566, par. 106.
[908] *Ibid*., par. 4626, renvoyant à partie 9.2.5. Voir aussi *ibid*., par. 3725, renvoyant à pièce P293, par. 33. Le général Abdel-Razek était le commandant du secteur Sarajevo de la FORPRONU du 21 août 1992 au 20 février 1993. Voir *ibid*., par. 3710.
[909] *Ibid*., par. 3725 et 4626, renvoyant à pièce P293, par. 33 (où, selon le général Abdel-Razek, « [l]es généraux Mladić et Gvero, M. Krajišnik et Mme Plavšić étaient présents et ont acquiescé aux propos de Karadžić » et « [d']autres dirigeants des Serbes de Bosnie partageaient ce point de vue de M. Karadžić »).
[910] Voir *ibid*., confidentiel, par. 4613 à 4688 et 5352.
[911] Voir *ibid*., par. 4685 à 4688.
[912] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 307. Voir aussi Jugement, par. 4614, 4621, 4626 et 4685 à 4688.

258. La Chambre d'appel va à présent examiner les allégations de Mladić selon lesquelles la Chambre de première instance a commis une erreur en ne tenant pas compte d'éléments de preuve directs et probants, démontrant qu'il ne partageait pas l'intention de réaliser l'objectif criminel de l'entreprise criminelle commune principale[913]. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve relatifs aux ordres qu'il avait donnés et à son comportement, montrant sa « position antiparamilitaire », et qu'elle a exclu ces éléments de son analyse de son état d'esprit, car ils contredisent l'intention qu'il aurait partagée avec d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale, à savoir que les paramilitaires commettent des crimes pour réaliser cette entreprise[914]. Pour étayer son argument, Mladić invoque ce qu'il affirme être de nombreux éléments de preuve relatifs aux ordres qu'il a donnés à propos des groupes paramilitaires[915] et à des réunions consignées dans ses carnets de guerre, conformes à son approche[916]. Il ressort de la partie 9.3.13 du Jugement que la Chambre de première instance n'a pas tenu compte des ordres de Mladić de démanteler, arrêter ou éliminer les formations paramilitaires lorsqu'elle a examiné l'élément moral se rapportant à l'entreprise criminelle commune principale[917]. Rappelant que le Jugement doit être considéré dans son ensemble[918], la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a examiné ces éléments de preuve lorsqu'elle a apprécié la contribution importante de Mladić, et a relevé que plusieurs ordres étaient des tentatives visant à placer les unités paramilitaires sous le commandement unique de la VRS[919]. Contrairement à la « position antiparamilitaire » que Mladić prétend avoir eue, la Chambre de première instance a conclu que certaines unités opéraient sous le commandement de la VRS lorsque les crimes ont été commis

[913] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 308 à 313 ; CR, p. 46, 47 et 59 (25 août 2020).
[914] Mémoire d'appel de Mladić, par. 309 et 310 ; CR, p. 52 à 54 (25 août 2020).
[915] Mémoire d'appel de Mladić, par. 309 et note de bas de page 451, renvoyant, entre autres, à pièces P356, P7390, P5113, P5112, P2873, P4038, P5133, P1966, P7208, P5151, P5119, P5248, D99, D891, D921, D792 et D1996. Voir aussi CR, p. 52 à 54 (25 août 2020).
[916] Mémoire d'appel de Mladić, par. 309 et note de bas de page 452, renvoyant à pièces P352, P353, P354, P356 et P360.
[917] Voir Jugement, par. 4613 à 4688.
[918] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 563 et 702 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 138 ; Arrêt *Šainović*, par. 306 et 321 ; Arrêt *Boškoski*, par. 67 ; Arrêt *Orić*, par. 38.
[919] La Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que, le 28 juillet 1992, Mladić a ordonné de désarmer, le 15 août 1992 au plus tard, toutes les formations paramilitaires, tous les groupes paramilitaires et tous les individus armés présents sur le territoire de la Republika Srpska qui ne se soumettraient pas au commandement unique de la VRS. Voir Jugement, par. 3840 et 4419, renvoyant à pièce P5112, p. 2 à 4. La Chambre de première instance a noté que, selon cet ordre, les personnes ayant commis des méfaits ou des crimes ainsi que les formations paramilitaires qui refusaient de se placer sous le commandement unique de la VRS devaient être, en coopération avec le MUP, désarmées, arrêtées et poursuivies pénalement. Voir *ibidem*, par. 3840, renvoyant à pièce P5112, p. 3. Elle a également résumé des éléments de preuve montrant les autres ordres donnés par Mladić le 17 août 1992 et le 22 mai 1993 de désarmer, d'éliminer ou de liquider les formations paramilitaires qui refusaient de se soumettre au commandement de la VRS. Voir *ibid*., par. 3847 et 3852, renvoyant à pièces P5116, p. 1 et D1499, p. 1 à 3.

dans les Municipalités[920]. Sur ce point, elle a conclu qu'à partir de fin juin 1992 au plus tard, Mladić avait exercé la direction et le commandement de l'unité paramilitaire de Pero Elez, qui a commis des crimes dans les municipalités de Kalinovik et de Foča[921]. Elle a aussi conclu qu'à partir du 3 juin 1992, Mladić avait exercé la direction et le commandement de l'unité paramilitaire de « Ljubiša Savić, alias Mauzer », laquelle a commis des crimes dans la municipalité de Bijeljina[922]. Par conséquent, la Chambre d'appel conclut que Mladić n'établit pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne tenant pas compte de sa « position antiparamilitaire » lorsqu'elle a apprécié son état d'esprit, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale. En outre, elle note que seuls quelques éléments de preuve que Mladić invoque sont des ordres qu'il a donnés, ou qui émanaient autrement de lui, appelant à désarmer les formations paramilitaires qui ne se s'étaient pas soumises au commandement de la VRS[923].

259. Mladić avance également que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux « véritables avertissements contenus dans ses ordres appelant les soldats de la VRS à respecter les Conventions de Genève » et qu'elle a omis d'expliquer pourquoi ces « éléments de preuve directs » de son intention ne faisaient pas partie d'éléments

[920] Voir *ibid*., par. 4228 et 4419. Voir aussi *ibid*., par. 3829 à 3916.
[921] Voir, par exemple, *ibid*., par. 175, 176, 185, 620, 627, 629, 644, 655, 658, 660, 664, 667, 751, 752, 766, 767, 773, 774, 791, 3051 annexe B e) f), 3287 c) e), 3388 b), 3460, 3461, 3514, 3515, 3890 à 3894, 3897, 4228, 4239, 4399, 4402 et 4641.
[922] Voir, par exemple, *ibid*., par. 167, 171, 172, 579, 592, 601, 3122 b), 3154, 3388 a), 3874 à 3879, 3965, 4228, 4239, 4398 et 4403.
[923] Voir pièces P5112 (ordre du 30 juillet 1992, signé par Mladić, de placer les formations paramilitaires sous le contrôle de la VRS ou de les désarmer le 15 août 1992 au plus tard) ; P5113 (ordre du 30 juillet 1992, adressé par le commandement du 1er corps de Krajina de la VRS aux unités subordonnées, de placer les formations paramilitaires sous le contrôle de la VRS ou de les désarmer le 15 août 1992 au plus tard, dans des termes similaires à ceux de l'ordre donné par Mladić le 30 juillet 1992) ; P1966, p. 8 (rapport de Mladić daté de septembre 1992 indiquant que toutes les unités auto-organisées devaient être déployées dans les unités de la VRS ou poursuivies) ; P5151, p. 1, 3 et 5 (document du commandement du 1er corps de Krajina de la VRS daté du 14 septembre 1992, résumant les discussions d'une table ronde militaire tenue le 13 septembre 1992, présidée par l'état-major principal de la VRS et Mladić, indiquant que l'utilisation des uniformes et des insignes militaires habituels était une manière d'interdire les formations paramilitaires qui ne respectaient pas le règlement sur les uniformes) ; P5119, p. 1 (document de l'état-major principal de la VRS adressé à toutes les unités subordonnées en date du 19 février 1993, ordonnant de placer les unités paramilitaires sous le commandement de la VRS ou de les démanteler) ; D99, p. 1 (directive du 22 juillet 1992 émanant de Mladić, dans laquelle il est noté qu'une assistance spéciale devait être apportée aux unités internes chargées de découvrir, dénoncer ou démanteler les unités paramilitaires) ; D792, p. 4 (un rapport du 20 août 1992 du commandement du 1er corps de Krajina de la VRS indiquant que, sur ordre de l'état-major principal de la VRS, des activités d'envergure étaient prévues afin d'abolir toutes les formations paramilitaires et d'établir une discipline et un contrôle militaires stricts). D'autres pièces invoquées par Mladić, notamment ses carnets, ne portent que sur les problèmes rencontrés avec les formations paramilitaires ou les mesures prises par d'autres personnes que lui-même. Voir pièces P352, p. 48, 207, 331 et 338 ; P353, p. 59, 164 et 308 ; P354, p. 48 et 133 ; P356, p. 178, 180 et 234 ; P7390, p. 2 ; P2873, p. 3 ; P4038, p. 1 ; P5133 ; P7208, p. 3 ; D891, par. 5 ; D921, par. 26 et 27 ; D1996, p. 1 et 2. En ce qui concerne la pièce P360, la Chambre d'appel a examiné la page invoquée dans le Mémoire d'appel de Mladić (p. 150) et n'y a trouvé aucune discussion sur les unités paramilitaires.

de preuve permettant d'arriver à une autre déduction raisonnable[924]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a examiné de nombreux éléments de preuve relatifs aux ordres qu'il a donnés de se conformer aux Conventions de Genève et, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, qu'elle les a expressément examinés dans son analyse de l'état d'esprit de Mladić[925]. Selon la Chambre de première instance, les éléments de preuve relatifs, entre autres, aux ordres donnés de respecter les Conventions de Genève « n'étaient pas représentatifs de son véritable état d'esprit » car ils étaient en contradiction avec « ce qui s'est passé sur le terrain », la diffusion d'informations trompeuses et « les autres déclarations qu'il a faites à la même époque »[926]. La Chambre d'appel est d'avis que l'appréciation motivée de la Chambre de première instance, sur la base de l'ensemble des éléments de preuve, démontre qu'elle a attentivement examiné, et finalement rejeté, le caractère « véritable » des ordres de Mladić. Les arguments de ce dernier en appel reflètent simplement un désaccord quant à la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les ordres qu'il a donnés de respecter les Conventions de Genève, sans démontrer l'existence d'une quelconque erreur.

260. De même, la Chambre d'appel n'est pas convaincue par l'argument de Mladić selon lequel que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, ou n'en a accordé aucun, aux ordres qu'il a donnés de respecter les accords de cessez-le-feu[927]. Il soutient que la Chambre de première instance a tiré des conclusions en tenant uniquement compte de ces éléments de preuve pour l'élément matériel, et qu'elle « a perdu de vue ce que ces preuves directes représentaient s'agissant de son état d'esprit[928] ». La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a tenu compte des éléments de preuve relatifs aux ordres donnés par Mladić de respecter les accords de cessez-le-feu dans plusieurs parties du Jugement, notamment dans celle consacrée à l'intention de ce dernier de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[929]. Dans le cadre de son raisonnement concernant l'état d'esprit de Mladić s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a tenu compte du fait que Mladić avait « semblé à diverses occasions rechercher un règlement pacifique du conflit, et fait des déclarations [...] exprimant son souhait de faire

[924] Mémoire d'appel de Mladić, par. 311 ; CR, p. 59 (25 août 2020).
[925] Voir, par exemple, Jugement, par. 4363, 4515, 4517, 4518, 4520, 4526, 4545, 4555 et 4687.
[926] Voir *ibidem*, par. 4687.
[927] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 312. Selon Mladić, ces éléments de preuve montrent qu'il a ordonné à ses soldats de se conformer au droit international humanitaire et non d'exécuter l'objectif criminel de l'entreprise criminelle commune principale. Voir *ibidem*, par. 313.
[928] *Ibid*., par. 312.
[929] Voir, par exemple, Jugement, par. 4325 à 4328, 4340, 4388 et 4677.

progresser le processus de paix », mais que « ces actions et déclarations [...], relevant parfois de la désinformation, ne cadr[ai]ent pas avec le comportement qu'il a[vait] eu par ailleurs et [étaie]nt directement contredites par les autres déclarations qu'il a[vait] faites à la même époque »[930]. Comme pour l'appréciation des ordres qu'il a donnés appelant au respect des Conventions de Genève, la Chambre de première instance a conclu que « [l]a participation [de Mladić] aux négociations de paix n'étai[t] pas représentati[ve] de son véritable état d'esprit[931] ». La Chambre d'appel considère que Mladić est simplement en désaccord avec les conclusions de la Chambre de première instance, sans démontrer que celle-ci n'a pas tenu compte des ordres qu'il a donnés de respecter les accords de cessez-le-feu, ne leur a pas accordé suffisamment de poids ou n'a pas motivé ses conclusions.

261. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre aucune erreur dans la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve directs et indirects, s'agissant de son intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale.

iii) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant de manière sélective sur des parties des discours prononcés à l'Assemblée

262. La Chambre de première instance a conclu que, le 12 mai 1992, à la 16e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie (la « 16e séance de l'Assemblée »), Karadžić avait présenté six objectifs stratégiques, dont celui visant en particulier à établir des frontières séparant l'État serbe de celui des Croates et des Musulmans et supposant la séparation des populations sur une base ethnique[932]. En outre, la Chambre de première instance a conclu qu'à la même séance, l'Assemblée avait adopté ces six objectifs stratégiques et que Mladić, parmi d'autres intervenants, en avait donné son interprétation[933]. En ce qui concerne la 24e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie (la « 24e séance de l'Assemblée »), qui s'est tenue le 8 janvier 1993, la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que l'Assemblée « a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il était dit que les Musulmans devaient être extirpés pour toujours du "monde serbe" et qu'en tant que peuple, ils étaient une

[930] *Ibidem*, par. 4687. Voir aussi *ibid*., par. 4502 à 4512, 4546, 4646 et 4676 à 4684.
[931] *Ibid*., par. 4687.
[932] *Ibid*., par. 3708. Voir aussi *ibid*., par. 3694 à 3702, 3706, 4222, 4460 et 4625, renvoyant, entre autres, à pièce P431.
[933] *Ibid*., par. 3703 à 3706, 3708, 4222, 4460, 4461 et 4625, renvoyant, entre autres, à pièce P431, p. 31 à 35, 39 et 41.

"secte" d'origine turque, une création artificielle des communistes que les Serbes n'acceptaient pas[934] ».

263. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur des parties « choisies » des discours qu'il a prononcés lors des 16e et 24e séances de l'Assemblée pour apprécier son état d'esprit se rapportant à l'entreprise criminelle commune principale[935]. S'agissant de la 16e séance de l'Assemblée, il soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux déclarations qu'il a faites pour s'opposer à l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale, et qu'elle a « méthodiquement isolé des expressions ou des passages et leur a attribué un sens funeste[936] ». Sur ce point, Mladić avance que la Chambre de première instance a fait référence aux avertissements qu'il a donnés « contre des actes génocidaires » mais « a confondu » sa référence à la protection de la population avec la protection des forces combattant dans les tranchées[937]. Mladić ajoute que la Chambre de première instance n'a pas non plus motivé sa décision de privilégier certaines parties de sa déclaration par rapport à d'autres[938]. Selon lui, la Chambre de première instance n'a pas « correctement apprécié » la question de savoir si le fait de déduire qu'il cherchait simplement à remporter un succès militaire, et non à chasser à jamais les civils, permettait de parvenir à une autre conclusion raisonnable[939].

264. Mladić ajoute que la même erreur est répétée concernant la 24e séance de l'Assemblée, pour laquelle la Chambre de première instance n'a accordé aucun poids aux déclarations qu'il a faites appelant au calme les autres membres de l'Assemblée et défendant la FORPRONU[940]. Il avance que la Chambre de première instance a choisi d'utiliser les déclarations de tiers pour déduire son intention, au lieu d'utiliser ses propres déclarations[941]. Selon Mladić, il existe une autre déduction raisonnable[942] : il « cherchait simplement à remporter un succès militaire légitime (et non à chasser à jamais les civils)[943] ». Il soutient qu'aucun juge du fait n'aurait pu

[934] *Ibid*., par. 4627, renvoyant, entre autres, à pièce P6921, p. 14 et 15 (dans le Jugement, il est fait référence aux pages 96 et 97 du procès-verbal de la 24e séance de l'Assemblée, mais la Chambre d'appel note que ces pages correspondent aux pages 14 et 15 de la pièce P6921).
[935] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 317 et 320 à 333.
[936] *Ibidem*, par. 321 à 326. Voir aussi CR, p. 58 et 59 (25 août 2020).
[937] Mémoire d'appel de Mladić, par. 322. Mladić soutient que, lorsque sa déclaration est lue dans son contexte, elle décrit les combats militaires. Voir *ibidem*, par. 322 et 323.
[938] *Ibid*., par. 321.
[939] *Ibid*., par. 321, 323 et 325 à 327, et note de bas de page 476, renvoyant, entre autres, à pièces D1514, D187, D540, P3483, P794, P358, D962, P5040 et D1982 (sous scellés). Voir aussi CR, p. 58 et 59 (25 août 2020).
[940] Mémoire d'appel de Mladić, par. 328.
[941] *Ibidem*, par. 329.
[942] *Ibid*., par. 330.
[943] *Ibid*., par. 321.

raisonnablement établir qu'il partageait l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale si les éléments de preuve avaient été examinés dans leur intégralité[944].

265. L'Accusation répond que les arguments de Mladić reposent sur un postulat inexact, à savoir que quelques parties d'éléments de preuve isolés peuvent démontrer l'existence d'une erreur dans les conclusions de la Chambre de première instance, qui se fondent sur une « appréciation globale de milliers d'éléments de preuve[945] ». Elle soutient que Mladić présente des affirmations trompeuses et infondées à propos des éléments de preuve, sans démontrer le moindre caractère déraisonnable dans l'approche suivie par la Chambre de première instance[946], et qu'il ne fait rien pour essayer de montrer l'incidence qu'aurait eu cette approche sur les conclusions tirées dans le Jugement[947]. Selon l'Accusation, la Chambre de première instance a tenu compte de l'argument de Mladić selon lequel il cherchait simplement à remporter un succès militaire légitime, mais l'a raisonnablement rejeté compte tenu d'un ensemble abondant d'éléments de preuve contraires[948].

266. S'agissant des déclarations de Mladić à la 16e séance de l'Assemblée, la Chambre d'appel n'est pas convaincue par l'argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux « déclarations faites par Mladić pour s'opposer au but présumé poursuivi dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[949] ». Elle fait observer que la Chambre de première instance a examiné l'avertissement que Mladić aurait lancé « contre des actes génocidaires » ainsi que d'autres parties de son discours qui semblaient aller à l'encontre de la position de l'Assemblée des Serbes

[944] *Ibid*., par. 332 et 333.
[945] Réponse de l'Accusation, par. 116.
[946] *Ibidem*, par. 98 et 117. Selon l'Accusation, la Chambre de première instance n'a commis aucune erreur, notamment au sujet des discours prononcés lors des 16e et 24e séances de l'Assemblée Voir *ibid*., par. 119 à 124.
[947] *Ibid*., par. 118.
[948] *Ibid*., par. 117.
[949] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 321. Voir aussi *ibidem*, 322 à 326. CR, p. 58 et 59 (25 août 2020).

de Bosnie[950]. De plus, la Chambre de première instance a expressément examiné l'argument de Mladić selon lequel il cherchait simplement à remporter un succès militaire légitime[951].

267. La Chambre d'appel note toutefois que la Chambre de première instance a également examiné les déclarations que Mladić a faites à la 16e séance de l'Assemblée, notamment les suivantes :

> Les oustachis, les oustachis, je sais quel genre d'hommes ils sont. Mais maintenant il faut voir et évaluer […] qui sont nos alliés et qui sont nos ennemis, et quel est l'ennemi dont il serait le plus facile de venir à bout. C'est dans ce sens que nous devons jouer notre carte et éliminer cet ennemi, temporairement ou définitivement, de sorte qu'il ne se retrouve pas dans les tranchées en face de nous[952].
>
> Selon lui, « ce [qu'ils étaient en train de] faire » devait « être entouré du plus grand secret ». Les représentants serbes devaient, dans les médias et lors de discussions et négociations politiques, présenter les objectifs d'une manière attrayante pour ceux qu'ils voulaient rallier à leur cause et le « peuple serbe » devait savoir lire entre les lignes[953].
>
> [...] Mladić a également déclaré que l'ennemi, un « ennemi commun, qu'il s'agisse des hordes musulmanes ou des hordes croates », avait attaqué « en lançant toutes ses forces de tous côtés ». Il a ajouté que l'important désormais était « soit de se débarrasser de ces deux ennemis par des moyens d'ordre politique, soit de s'organiser pour se débarrasser de l'un des deux par la force des armes et contenir l'autre peu ou prou »[954].

268. Lorsqu'elle a apprécié l'état d'esprit de Mladić, la Chambre de première instance a rappelé des passages précis de la déclaration qu'il a faite, à savoir que les dirigeants des Serbes de Bosnie devaient entourer leur action « du plus grand secret », que leurs objectifs devaient être présentés d'une manière attrayante pour le peuple serbe, et que ce que Krajišnik et Karadžić

---

[950] Voir, par exemple, Jugement, par. 3704, 3705 et 4460. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 322 et 324 à 326 ; CR, p. 58 et 59 (25 août 2020). Par exemple, la Chambre de première instance a examiné, entre autres, les déclarations suivantes :

> Là-bas, nous ne pouvons ni procéder à un nettoyage ni passer la population au crible de sorte que seuls les Serbes restent ou que seuls les Serbes passent au travers et que les autres s'en aillent. Je me demande comment M. Krajišnik et M. Karadžić expliqueraient cela au reste du monde. Écoutez, ce serait un génocide. Nous devons faire appel à tous les hommes qui se sont prosternés, le front au sol, sur le territoire de l'État que nous entendons créer. Eux aussi ont leur place parmi nous, à nos côtés. Jugement, par. 3704 et note de bas de page 13905, renvoyant à pièce P431, p. 35.
>
> La peur... la raison du plus fort est toujours la meilleure. Mais cela ne signifie pas que les Musulmans doivent être expulsés ou noyés […] Les Serbes et les Musulmans doivent veiller les uns sur les autres […] [m]ais il existe des moyens qui nous permettent de les neutraliser. *Ibidem*, par. 3705 et note de bas de page 13906, renvoyant à pièce P431, p. 1 et 35.
>
> [P]our quiconque est né sur le territoire de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, pour quiconque y a ses racines, seule est possible cette première voie, qui selon moi est celle de l'honneur, de la gloire et de la survie. Mais je ne parle pas ici des seuls Serbes. *Ibid*., par. 4460 et note de bas de page 15880, renvoyant à pièce P431, p. 31, 32 et 34.

[951] Voir *ibid*., par. 4613 et note de bas de page 16367, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 115.
[952] *Ibid*., par. 4460 et note de bas de page 15886, renvoyant à pièce P431, p. 33.
[953] *Ibid*., par. 3704, 3708 et 4460, renvoyant, entre autres, à pièce P431, p. 34.
[954] *Ibid*., par. 4461 et note de bas de page 15888, renvoyant à pièce P431, p. 41.

voulaient constituerait un génocide[955]. Elle a également rappelé la déclaration suivante de Mladić : « [N]ous devons jouer notre carte et éliminer cet ennemi, temporairement ou définitivement, de sorte qu'il ne se retrouve pas dans les tranchées en face de nous[956]. » La Chambre d'appel fait observer que les déclarations de Mladić, ainsi que son comportement, ont amené la Chambre de première instance à conclure qu'il était dans son intention que des crimes soient commis, de façon discriminatoire, à l'encontre des Musulmans de Bosnie et des Croates de Bosnie[957], et que, finalement, il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[958].

269. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel est d'avis que, contrairement à ce que Mladić avance, la Chambre de première instance n'a pas isolé des passages de ses déclarations faites à la 16e séance de l'Assemblée, ne leur a pas attribué un « sens funeste », ou n'a pas autrement confondu les références qu'il a données[959]. Au contraire, comme il est exposé plus haut, la Chambre de première instance a tenu compte des déclarations de Mladić de manière objective, dans leur contexte, et les a examinées au regard de l'intégralité des éléments de preuve relatifs à l'ensemble de ses déclarations et de son comportement se rapportant à l'entreprise criminelle commune principale[960]. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à des parties de son discours ou n'a pas renvoyé à celles montrant qu'il se serait opposé à l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale. Compte tenu de l'examen approfondi des déclarations prononcées à la 16e séance de l'Assemblée que contient le Jugement[961], la Chambre d'appel rejette également l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en n'expliquant pas pourquoi les passages du procès-verbal de l'Assemblée qu'elle a invoqués qui auraient été « plus importants » que d'autres[962].

270. S'agissant de la 24e séance de l'Assemblée, Mladić fait référence à ses interventions et soutient que la Chambre de première instance ne leur a pas accordé suffisamment de poids[963]. À cet égard, il renvoie en particulier à celles au cours desquelles i) il a tenté de calmer les

[955] *Ibid*., par. 4625.
[956] *Ibid*.
[957] Voir *ibid*., par. 4686.
[958] Voir *ibid*., par. 4688.
[959] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 321 à 323.
[960] Voir Jugement, par. 4685 à 4688. Voir aussi *ibidem*, par. 4614 à 4684.
[961] Voir *ibid*., par. 3704, 3705, 3708, 4460, 4461 et 4625.
[962] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 321.
[963] Voir *ibidem*, par. 328.

membres de l'Assemblée en leur demandant de ne pas « apparaître trop échauffés et effrayants » afin de « ne pas nous nuire plus que nécessaire »[964], et ii) il a défendu la FORPRONU en déclarant : « Je vous demande de ne pas susciter un tel climat envers la FORPRONU, il y en a qui travaillent bien[965]. » La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve ayant trait à la 24e séance de l'Assemblée, mais n'a pas explicitement résumé dans le Jugement les déclarations que Mladić met en avant dans son argument, ou n'y a pas renvoyé[966]. Après avoir examiné le procès-verbal de cette séance, la Chambre d'appel fait observer que Mladić semble y exhorter les membres de l'Assemblée à ne pas « apparaître trop échauffés et effrayants » à propos des opérations de combat, et y déclarer que « 35 avions ont décollé du porte-avions Kennedy il y a trente minutes et se dirigent dans une direction inconnue »[967]. Il a également dit de ne pas susciter l'hostilité de la FORPRONU en réponse à un épisode au cours duquel le Vice-Président de la Bosnie-Herzégovine, qui voyageait à bord d'un véhicule de la FORPRONU, avait été tué par un soldat serbe de Bosnie lorsque la voiture avait été arrêtée et fouillée[968]. Mladić a ajouté : « Je ne sais pas comment nous allons retourner à la conférence de Genève » suite à cet épisode, et a déclaré : « [N]ous devons garder la tête très, très froide » et ne pas « laisser quelqu'un nous mener à la catastrophe »[969]. La Chambre d'appel considère que, lorsqu'elles sont lues dans leur contexte, ces déclarations reflètent un intérêt personnel à protéger l'image de l'Assemblée des Serbes de Bosnie et non à protéger les non-Serbes ou la FORPRONU. Par conséquent, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne renvoyant pas expressément à ces déclarations, ou que celles-ci remettent en cause les conclusions rendues dans le Jugement à propos de son état d'esprit.

271. En ce qui concerne la 24e séance de l'Assemblée, Mladić soutient aussi que la Chambre de première instance s'est fondée sur les déclarations de tiers pour déduire son intention[970]. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement ainsi que les éléments de preuve relatifs à cette séance, la Chambre d'appel considère que la Chambre de première instance a fidèlement résumé les événements qui y sont survenus, c'est-à-dire que Mladić était présent[971] et que l'Assemblée a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il était dit qu'en tant que

[964] Voir *ibid*., par. 328 et note de bas de page 480, renvoyant à pièce P6921, p. 11 et 12.
[965] Voir *ibid*., par. 328 et note de bas de page 481, renvoyant à pièce P6921, p. 12.
[966] Voir Jugement, par. 4627.
[967] Voir pièce P6921, p. 11.
[968] Voir pièce P6921, p. 12.
[969] Voir pièce P6921, p. 12.
[970] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 329, renvoyant à Jugement, par. 4627.
[971] Voir Jugement, par. 4627 ; pièce P6921, p. 11.

peuple, les Musulmans étaient une « secte » d'origine turque et une création artificielle que les Serbes n'acceptaient pas[972]. Cependant, la Chambre d'appel relève qu'il n'est pas précisé dans le Jugement que la Chambre de première instance s'est fondée sur ces déclarations pour déduire l'intention de Mladić. Par conséquent, ce dernier ne démontre aucune erreur sur ce point.

272. La Chambre d'appel va à présent examiner l'argument de Mladić selon lequel il était possible de faire une autre déduction raisonnable — ses objectifs militaires légitimes — sur le fondement des déclarations qu'il a faites à l'occasion des 16e et 24e séances de l'Assemblée[973], ainsi que de ses ordres relatifs à la protection des civils et aux cessez-le-feu[974]. Elle rappelle que la norme de la preuve au-delà de tout doute raisonnable exige du juge du fait qu'il soit convaincu que la culpabilité de l'accusé est la seule explication raisonnable possible au vu des éléments de preuve[975]. Elle rappelle également qu'une Chambre de première instance n'est pas tenue de présenter chaque hypothèse ou déduction éventuelle qu'elle a pu envisager, pour autant qu'elle soit convaincue d'avoir retenu la seule déduction raisonnablement possible[976].

273. La Chambre d'appel fait remarquer que la Chambre de première instance a examiné l'argument de Mladić selon lequel il cherchait simplement à remporter un succès militaire légitime et non à chasser à jamais les civils musulmans et les civils croates de Bosnie[977]. Comme il est exposé plus haut, la Chambre de première instance a examiné de façon objective les interventions de Mladić à la 16e séance de l'Assemblée[978] et conclu que le cumul de toutes ses déclarations et de son comportement démontrait qu'il avait été animé de l'intention requise[979]. En outre, elle a examiné les ordres donnés par Mladić de respecter les Conventions de Genève et de protéger les civils[980], ainsi que de respecter les cessez-le-feu[981]. Comme il est dit plus haut, elle a conclu que ces ordres « n'étaient pas représentatifs de son véritable état d'esprit » car ils ne cadraient pas avec le comportement qu'il avait eu par ailleurs et étaient directement contredits

[972] Voir Jugement, par. 4627 ; pièce P6921, p. 14 et 15.
[973] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 321, 323, 325 à 327, 330 et 332. Voir aussi CR, p. 58 et 59 (25 août 2020).
[974] Mladić fait une distinction entre les pièces auxquelles il renvoie concernant la protection des civils (voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 325 et note de bas de page 476, renvoyant, entre autres, à pièces D1514, D187, D540, P3483, P794 et P358) et celles concernant les « avertissements pendant les combats » ou les cessez-le-feu (voir *ibidem*, renvoyant, entre autres, à pièces D962, P5040 et D1982 (sous scellés)). Voir aussi CR, p. 59 (25 août 2020).
[975] Voir Arrêt *Mrkšić*, par. 220.
[976] Voir Arrêt *Prlić*, par. 967. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 599 ; Arrêt *Mrkšić*, par. 220.
[977] Voir Jugement, par. 4613, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 115.
[978] Voir *ibidem*, par. 3704, 3705, 3708, 4460, 4461 et 4625.
[979] Voir *ibid*., par. 4686 et 4688.
[980] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4517 à 4520, 4524 à 4526 et 4687.
[981] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4325 à 4328, 4340, 4388, 4677 et 4687.

par les autres déclarations qu'il avait faites à la même époque[982]. Sur ce point, la Chambre de première instance a conclu que Mladić avait notamment usé à de nombreuses reprises de termes péjoratifs pour désigner les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie, fait référence aux crimes qui auraient été commis au cours de l'histoire contre les Serbes de Bosnie, fait des déclarations révélant son intention de ne pas respecter les lois de la guerre en Croatie en 1991, et elle a également pris en compte le fait qu'il avait évoqué par la suite à plusieurs reprises la répétition des destructions infligées pendant ce conflit[983]. À lumière de ce qui précède et de l'appréciation de la Chambre de première instance, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que l'autre déduction que Mladić propose n'est pas raisonnable. Les arguments présentés par Mladić correspondent à un désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve et avec la conclusion finale concernant son état d'esprit, sans démontrer la moindre erreur dans les conclusions tirées.

iv) Conclusion

274. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale.

c) Conclusion

275. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 3.B de Mladić.

C. Erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo (quatrième moyen d'appel)

276. La Chambre de première instance a conclu à l'existence d'une entreprise criminelle commune relative à Sarajevo du 12 mai 1992 à novembre 1995, dont l'objectif était de répandre la terreur parmi la population civile de Sarajevo par une campagne de tirs isolés et de bombardements, notamment par la commission des crimes que sont le meurtre, la terrorisation et les attaques illégales contre des civils[984]. Elle a conclu que cette entreprise comptait

[982] *Ibid*., par. 4687.
[983] Voir *ibid*., par. 4617 à 4619, 4647 à 4650, 4666 à 4675 et 4686.
[984] *Ibid*., par. 4740 et 4892.

notamment parmi ses membres Radovan Karadžić, Stanislav Galić, Dragomir Milošević, Momčilo Krajišnik, Biljana Plavšić, Nikola Koljević et Mladić.[985] La Chambre de première instance a conclu que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif commun de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo et qu'il avait contribué de manière importante à la réalisation de cet objectif[986]. Elle a conclu que plusieurs tirs isolés et bombardements survenus à Sarajevo, sauf dans le cas des victimes non-civiles, étaient constitutifs de meurtre, de terrorisation et/ou d'attaques illégales contre des civils[987], et a reconnu Mladić coupable de ces crimes dans le cadre de sa participation à l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo[988].

277. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis plusieurs erreurs de droit et de fait en concluant à l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo et à sa participation à celle-ci, et prie la Chambre d'appel d'infirmer ses déclarations de culpabilité pour les crimes de meurtre, de terrorisation et d'attaques illégales contre des civils commis à Sarajevo[989].

1. Erreurs alléguées concernant le crime de terrorisation et l'état d'esprit de Mladić (moyen d'appel 4.A)

278. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en le tenant responsable d'avoir répandu la terreur parmi la population civile au moyen d'une campagne de tirs isolés et de bombardements, et en concluant qu'il avait été animé de l'intention de réaliser l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo[990]. En particulier, il soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur i) en se déclarant compétente pour statuer sur le crime de terrorisation[991], ii) en ne concluant pas que Sarajevo était une « ville défendue[992] », iii) en concluant à l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo, et que Mladić avait partagé l'intention de la réaliser[993], et iv) dans la manière dont elle

[985] *Ibid*., par. 4740, 4892, 4893 et 4921.
[986] *Ibid*., par. 4893 et 4921.
[987] *Ibid*., par. 3065, 3202, 3206 et 3212.
[988] *Ibid*., par. 4893, 4921, 5190 et 5214.
[989] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 39 à 50 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 336 à 569. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 67 à 77.
[990] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 336 à 458.
[991] Voir *ibidem*, par. 336 à 372 ; CR, p. 60 à 64 (25 août 2020).
[992] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 373 à 397.
[993] Voir *ibidem*, par. 398 à 442.

a apprécié l'intention spécifique s'agissant du crime de terrorisation[994]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

a) La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en exerçant sa compétence pour statuer sur le crime de terrorisation

279. La Chambre de première instance a dit avoir compétence pour connaître des actes de violence dont le but premier était de répandre la terreur parmi la population civile, une violation des lois ou coutumes de la guerre punissable en vertu de l'article 3 du Statut du TPIY (la « terrorisation »), visés au chef 9 de l'Acte d'accusation[995]. À cet égard, la Chambre de première instance a rappelé que, dans les affaires *Galić* et *Dragomir Milošević*, la Chambre d'appel du TPIY avait confirmé que le TPIY était compétent pour statuer sur le crime de terrorisation, et a conclu que rien dans les arguments de Mladić ne justifiait de s'écarter de la jurisprudence constante[996].

280. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se déclarant compétente pour statuer sur le crime de terrorisation et en le déclarant coupable de ce crime, et il prie la Chambre d'appel d'infirmer la déclaration de culpabilité prononcée au titre du chef 9 de l'Acte d'accusation[997]. Il avance en particulier que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à ses arguments selon lesquels il existe des raisons impérieuses de s'écarter de la jurisprudence selon laquelle le TPIY peut connaître du crime de terrorisation, et qu'interdire de répandre la terreur parmi la population civile n'incluait pas d'incriminer ces actes en droit international coutumier à l'époque visée par l'Acte d'accusation, en raison de preuves insuffisantes d'une pratique des États établie, généralisée ou uniforme[998].

---

[994] Voir *ibid*., par. 443 à 458.
[995] Jugement, par. 3011, 3184 et 3185.
[996] *Ibidem*, par. 3185, renvoyant à Arrêt *Galić*, par. 87 à 90 et Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 30.
[997] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 336 à 372 ; CR, p. 60 à 64 (25 août 2020). Voir aussi CR, p. 66 à 68 (26 août 2020). La Chambre d'appel note que, dans son acte d'appel, Mladić n'allègue pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en se déclarant compétente pour statuer sur le crime de terrorisation et qu'il ne remplit donc pas les conditions énoncées à l'article 133 du Règlement. Cela étant, comme l'Accusation n'émet pas d'objection au manquement de Mladić et qu'elle répond à ses arguments, et compte tenu de l'importance des questions soulevées, la Chambre d'appel choisit d'exercer son pouvoir discrétionnaire et d'examiner les arguments de Mladić afin de garantir l'équité du procès. Cf. Arrêt *Bikindi*, par. 96 ; Arrêt *Simba*, par. 12.
[998] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 336, 337 et 341 à 347 ; CR, p. 60 à 64 (25 août 2020), renvoyant, entre autres, à Arrêt *Galić*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun et *Le Procureur c/ Duško Tadić alias « Dule »*, affaire n° IT-94-1-AR72, Arrêt relatif à l'appel de la Défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence, 2 octobre 1995 (« Arrêt *Tadić* relatif à la compétence »), par. 94. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 67 à 69 ; CR, p. 66 et 67 (26 août 2020). Mladić ne conteste pas l'existence d'une interdiction de répandre la terreur parmi la population civile en droit international coutumier au moment où l'Acte d'accusation a été dressé. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 341 ; CR, p. 60 (25 août 2020).

Mladić ajoute que la Chambre de première instance n'aurait pas dû se déclarer compétente pour statuer sur le crime de terrorisation car ce crime n'avait pas été suffisamment précisé pour être prévisible au moment où l'Acte d'accusation a été dressé, ce qui viole le principe *nullum crimen sine lege*[999].

281. L'Accusation répond que le TPIY avait compétence pour connaître du crime de terrorisation car ce dernier faisait partie intégrante du droit international coutumier au moment des faits, et que Mladić ne montre pas l'existence de raisons impérieuses de s'écarter de la jurisprudence constante du TPIY sur ce point[1000]. De plus, elle affirme ce qui suit : i) à l'époque des crimes de Mladić, plusieurs États sur quatre continents avaient érigé la terrorisation en infraction, et la ratification généralisée en 1992 des Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève de 1949 (les « Protocoles additionnels ») démontre également que la terrorisation faisait partie du droit international coutumier[1001] ; ii) en droit international coutumier, le principe *nullum crimen sine lege* n'exige pas que les crimes soient appréciés à l'aune des critères de précision requis pour les dispositions du Statut[1002] ; iii) la terrorisation avait été suffisamment précisée et Mladić pouvait la prévoir, en particulier puisque les lois de l'ex-Yougoslavie l'avaient érigée en infraction[1003].

282. Mladić réplique que, dans les affaires *Galić* et *Dragomir Milošević*, la Chambre d'appel du TPIY n'a pas tenu compte du fait que la terrorisation n'était pas érigée en infraction de façon généralisée et représentative, et que, pour punir ce crime, l'ex-Yougoslavie n'a pas adopté le libellé des Protocoles additionnels ni tenté de définir le concept de terrorisation après les avoir ratifiés[1004].

283. La Chambre d'appel rappelle que la Chambre de première instance du TPIY saisie de l'affaire *Galić* a conclu à la majorité que le TPIY avait la compétence matérielle pour connaître

[999] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 350 et 352 à 371 ; CR, p. 64 (25 août 2020). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 70 et 71.
[1000] Réponse de l'Accusation, par. 128 et 131 à 133 ; CR, p. 106 à 109 (25 août 2020). Selon l'Accusation, Mladić se contente de déplorer l'absence d'une pratique des États suffisante, mais fait abstraction du fait que la Chambre d'appel ne s'était pas appuyée sur les lois nationales dans l'affaire *Galić*. Voir CR, p. 107 (25 août 2020).
[1001] Réponse de l'Accusation, par. 134 à 136. Voir aussi Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), du 8 juin 1977, R.T.N.U., vol. 1125, p. 271 (« Protocole additionnel I ») ; Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), du 8 juin 1977, R.T.N.U., vol. 1125, p. 649 (« Protocole additionnel II »).
[1002] Réponse de l'Accusation, par. 137.
[1003] *Ibidem*, par. 137 à 139 ; CR, p. 108 et 109 (25 août 2020).
[1004] Réplique de Mladić, par. 67 à 71. Voir aussi CR, p. 68 (26 août 2020).

de la terrorisation sur le fondement de l'article 3 du Statut du TPIY[1005]. Dans la même affaire, la Chambre d'appel du TPIY a confirmé à la majorité que le TPIY était compétent pour connaître du crime de terrorisation, et précisé que le droit international coutumier imposait d'engager la responsabilité pénale individuelle pour les violations de l'interdiction de répandre la terreur parmi la population civile au moment de la commission des crimes dont Galić a été déclaré coupable[1006]. Dans l'affaire *Dragomir Milošević*, la Chambre d'appel du TPIY a ensuite réaffirmé à la majorité que le TPIY était compétent pour connaître du crime de terrorisation[1007]. Compte tenu de cette jurisprudence, la Chambre d'appel considère que la Chambre d'appel du TPIY a tranché la question de la compétence du TPIY pour connaître du crime de terrorisation et que sa décision était par conséquent contraignante pour la Chambre de première instance en l'espèce[1008]. Étant donné que la Chambre de première instance ne pouvait pas s'écarter de la jurisprudence existante sur ce point, la Chambre d'appel rejette le grief fait par Mladić à la Chambre de première instance d'avoir commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids à ses arguments selon lesquels il existait des raisons impérieuses de le faire.

284. S'agissant de la question de savoir s'il existe des raisons impérieuses justifiant que la Chambre d'appel s'écarte de la jurisprudence sur ce point, les critères d'examen en appel imposent à Mladić de démontrer que la décision d'exercer sa compétence pour connaître du crime de terrorisation a été prise sur la base d'un principe juridique erroné ou a été prise « à tort, généralement parce que le ou les juges n'étaient pas bien au fait du droit applicable[1009] ». À cet égard, Mladić se fonde principalement sur les opinions dissidentes des Juges Schomburg et Liu dans les arrêts *Galić* et *Dragomir Milošević*, respectivement, pour avancer que la pratique des

[1005] Jugement *Galić*, par. 138. Voir *ibidem*, par. 63 à 138. Voir aussi *ibid*., Opinion individuelle et dissidente du Juge Nieto-Navia, par. 108 à 113.
[1006] *Ibid*., par. 98. Voir *ibid*., par. 86 à 98. Voir aussi *ibid*., Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 2, 4 à 22 et 24.
[1007] Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 30. Voir aussi *ibidem*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 1 à 13. La Chambre d'appel remarque que, dans l'affaire *Prlić*, la Chambre d'appel du TPIY, à la majorité, a confirmé les déclarations de culpabilité prononcées pour terrorisation. Voir Arrêt *Prlić*, par. 424, 562 à 564, 1774 à 1789, 2017 à 2026, 2400 à 2402, 2406 et 2800 à 2802 ; Jugement *Prlić*, tome 3, par. 1689 à 1692. Voir aussi Arrêt *Prlić*, Opinion partiellement dissidente, opinions dissidentes et déclaration du Juge Liu Daqun, par. 8 à 10 (où le Juge Liu a réaffirmé sa position selon laquelle le TPIY n'est pas compétent pour connaître du crime de terrorisation et que les déclarations de culpabilité à cet égard auraient donc dû être annulées car ce crime n'était pas établi en droit international coutumier à l'époque des faits). En outre, malgré l'objection de Karadžić en première instance à la compétence du TPIY pour statuer sur le crime de terrorisation, la Chambre de première instance du TPIY saisie de l'affaire *Karadžić* a réaffirmé que l'article 3 du Statut du TPIY couvrait la terrorisation, et a prononcé une déclaration de culpabilité pour ce crime, qui a été confirmée en appel. Voir Arrêt *Karadžić*, par. 777 ; Jugement *Karadžić*, par. 458, 6008, 6022 et 6071 ; *Le Procureur c/ Radovan Karadžić*, affaire n° IT-95-05/18-PT, *Karadžić Pre-Trial Brief*, 29 juin 2009, par. 24 et 25.
[1008] Voir Arrêt *Aleksovski*, par. 113. Voir aussi Décision *Gotovina* du 1er juillet 2010, par. 24.
[1009] Voir *supra*, par. 14 et références citées.

États à laquelle a fait référence la majorité des juges dans l'Arrêt *Galić* n'était pas suffisamment généralisée, uniforme ou représentative pour engager la responsabilité pénale individuelle à raison de terrorisation de la population civile en vertu du droit international coutumier à l'époque des faits[1010].

285. Il ressort de l'Arrêt *Galić* que les juges de la majorité ont appliqué les mêmes principes juridiques que le Juge Schomburg dans l'affaire *Galić* et que le Juge Liu dans l'affaire *Dragomir Milošević* pour parvenir à leurs conclusions, à savoir que : i) le TPIY est compétent pour poursuivre les auteurs d'une violation d'une règle de droit international humanitaire en vertu de l'article 3 du Statut du TPIY lorsque quatre conditions sont remplies, notamment lorsque « la violation de la règle doit [engager en] droit international coutumier la responsabilité pénale individuelle de son auteur » (la « Quatrième condition »)[1011] ; ii) le respect de la Quatrième condition peut s'inférer notamment de la pratique des États qui révèle une volonté d'ériger la violation en crime[1012].

286. Pour parvenir à la conclusion que la Quatrième condition était remplie, les juges de la majorité dans l'affaire *Galić* ont notamment tenu compte du fait i) que des références à la terrorisation en tant que crime de guerre se retrouvaient dans des documents nationaux et internationaux dès 1919 et 1945[1013] ; ii) que de nombreux États, y compris l'ex-Yougoslavie, avaient incriminé la terrorisation des civils comme méthode de guerre ou en temps de guerre[1014] ; iii) qu'un tribunal en Croatie avait déclaré des accusés coupables, sur le fondement notamment de l'article 51 du Protocole additionnel I et de l'article 13 du Protocole additionnel II, pour avoir terrorisé des civils entre mars 1991 et janvier 1993[1015]. En revanche, le Juge Schomburg dans l'affaire *Galić* et le Juge Liu dans l'affaire *Dragomir Milošević* ont exprimé des doutes quant à savoir si les éléments de preuve invoqués par la majorité dans

[1010] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 341 à 347 ; CR, p. 61 à 63 (25 août 2020) ; CR, p. 66 et 67 (26 août 2020).
[1011] Arrêt *Galić*, par. 91 ; *ibidem*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 5 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 2. Voir aussi Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 94.
[1012] Arrêt *Galić*, par. 92 ; *ibidem*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 7 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 6 et 10. Voir aussi Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 128.
[1013] Voir Arrêt *Galić*, par. 93 et références citées.
[1014] Voir *ibidem*, par. 94 à 96 et références citées.
[1015] Voir *ibid.*, par. 97 et références citées.

l'affaire *Galić* étaient suffisamment généralisés et uniformes pour établir le droit international coutumier[1016].

287. De l'avis de la Chambre d'appel, le Juge Schomburg dans l'affaire *Galić* et le Juge Liu dans l'affaire *Dragomir Milošević* ont appliqué les mêmes principes juridiques que la majorité des juges dans l'affaire *Galić* pour dire s'ils disposaient de suffisamment de preuves de la pratique des États, et étaient simplement en désaccord avec le résultat[1017]. Gardant à l'esprit que « deux juges des faits raisonnables peuvent parvenir à des conclusions différentes bien qu'également raisonnables, sur la base des mêmes éléments de preuve[1018] », la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que, pour dire que le TPIY avait compétence pour connaître du crime de terrorisation, la Chambre d'appel du TPIY s'est fondée sur un principe juridique erroné ou qu'elle a eu tort de prendre cette décision. En l'absence de raisons impérieuses de s'écarter de la jurisprudence en la matière, la Chambre d'appel conclut que la Chambre de première instance n'a commis aucune erreur lorsqu'elle a dit que le TPIY avait compétence pour connaître du crime de terrorisation en l'espèce.

288. S'agissant du grief de Mladić selon lequel la définition du crime de terrorisation a tout de même violé le principe *nullum crimen sine lege* en raison de son manque de précision et de prévisibilité[1019], la Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a exposé les éléments constitutifs de ce crime conformément à la définition donnée par la Chambre d'appel du TPIY dans l'Arrêt *Galić*, telle que précisée dans l'Arrêt *Dragomir Milošević*[1020]. En particulier, la Chambre de première instance a affirmé que le crime de terrorisation suppose, entre autres, la preuve d'actes ou de menaces de violence commis dans le but premier de répandre la terreur parmi la population civile et dirigés contre la population civile ou des personnes civiles ne prenant pas directement part aux hostilités, emportant pour les victimes de graves conséquences[1021].

289. En s'appuyant sur l'opinion individuelle du Juge Shahabuddeen dans l'Arrêt *Galić*, qui a affirmé que « rien dans l'*opinio juris* ou la pratique des États ne tend à accréditer l'idée que le

[1016] Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 6 à 8 ; Arrêt *Galić*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 8 à 10.
[1017] Voir Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 6 à 8 ; Arrêt *Galić*, par. 94 et 95 ; Arrêt *Galić*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 7 à 11.
[1018] Voir Arrêt *Ntawukulilyayo*, par. 15 et références citées.
[1019] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 350 et 352 à 371 ; CR, p. 64 (25 août 2020).
[1020] Voir Jugement, par. 3186 à 3188.
[1021] Voir *ibidem*, par. 3186.

droit international coutumier donne une définition exhaustive de la terrorisation[1022] », Mladić avance que le TPIY n'était pas habilité à définir les éléments constitutifs du crime[1023]. Il ajoute que la définition adoptée par le TPIY, en particulier la condition imposant que les actes ou les menaces de violence emportent pour les victimes de « graves conséquences », ne fixe pas un degré de gravité clair et a été arrêtée à tort au moyen d'une analyse des compétences qui a été élaborée après la période couverte par l'Acte d'accusation[1024].

290. La Chambre d'appel rappelle que le principe *nullum crimen sine lege* exige qu'une personne ne puisse être déclarée coupable d'un crime qu'à raison d'actes qui constituaient la violation d'une norme qui existait lorsqu'ils ont été commis[1025]. En outre, la responsabilité pénale en question doit avoir été suffisamment prévisible et la législation y afférente suffisamment accessible à l'époque des faits[1026]. Toutefois, ce principe n'empêche pas un tribunal d'interpréter et de tirer au clair les éléments constitutifs d'un crime particulier, pas plus qu'il ne lui interdit d'élaborer progressivement le droit applicable[1027].

291. La Chambre d'appel note que, dans l'Arrêt *Galić*, le Juge Shahabuddeen a précisé ce qui suit dans son opinion individuelle : i) il était d'accord avec l'idée que les faits qualifiés en l'espèce de « terrorisation » constituent un crime en droit international coutumier[1028] ; ii) le TPIY pouvait reconnaître que la « terrorisation », pris dans le sens que ce terme a fondamentalement ou généralement en droit international coutumier, engageait la responsabilité pénale de son auteur à l'époque des faits[1029] ; iii) il était convaincu qu'une violation grave des « lois ou coutumes de la guerre » au sens de l'article 3 du Statut, par recours à l'arme de la terreur, engage la responsabilité pénale de son auteur, laquelle existait à l'époque des faits

[1022] Arrêt *Galić*, Opinion individuelle du Juge Shahabuddeen, par. 3.
[1023] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 354 à 358.
[1024] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 359 à 370, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 94.
[1025] Voir *Le Procureur c/ Milan Milutinović et consorts*, affaire nº IT-99-37-AR72, Arrêt relatif à l'exception préjudicielle d'incompétence soulevée par Dragoljub Ojdanić – *entreprise criminelle commune*, 21 mai 2003 (« Décision *Milutinović* du 21 mai 2003 »), par. 37 ; *Le Procureur c/ Zlatko Aleksovski*, affaire nº IT-95-14/1-AR77, Arrêt relatif à l'appel de la décision portant condamnation pour outrage au Tribunal interjeté par Anto Nobilo, 30 mai 2001 (« Arrêt *Aleksovski* relatif à l'appel de la condamnation pour outrage »), par. 38 ; Arrêt *Čelebići*, par. 576 ; Arrêt *Aleksovski*, par. 126. Voir aussi *Le Procureur c/ Enver Hadžihasanović et consorts*, affaire nº IT-01-47-AR72, Décision relative à l'exception d'incompétence (responsabilité du supérieur hiérarchique), 16 juillet 2003 (« Décision *Hadžihasanović* du 16 juillet 2003 »), par. 51.
[1026] Décision *Milutinović* du 21 mai 2003, par. 37 et 38. Dans le cas d'un tribunal international comme le TPIY, l'accessibilité n'exclut pas d'avoir recours à des principes juridiques fondés sur des règles coutumières. Décision *Hadžihasanović* du 16 juillet 2003, par. 34.
[1027] Décision *Milutinović* du 21 mai 2003, par. 38 ; Arrêt *Čelebići*, par. 173 et 576 ; Arrêt *Aleksovski*, par. 126 et 127.
[1028] Arrêt *Galić*, Opinion individuelle du Juge Shahabuddeen, par. 3.
[1029] *Ibidem*, par. 4.

reprochés en l'espèce[1030]. La Chambre d'appel est d'avis que, dans les affaires *Galić* et *Dragomir Milošević*, la Chambre d'appel du TPIY a simplement précisé les éléments constitutifs du crime de terrorisation, qui existait en droit international coutumier, aux fins de l'article 3 du Statut du TPIY[1031]. Elle considère que ces précisions cadrent avec le principe *nullum crimen sine lege*, comme il est rappelé plus haut. Par conséquent, Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans l'application des éléments constitutifs du crime de terrorisation tels que précisés par la Chambre d'appel du TPIY[1032].

292. S'agissant de la prévisibilité, la Chambre d'appel rappelle que l'accusé doit être capable de savoir si son comportement revêtait un caractère criminel au sens où on l'entend généralement, sans faire référence à une disposition particulière[1033]. Si le TPIY n'a pas appliqué le droit de l'ex-Yougoslavie pour définir les crimes et les formes de responsabilité relevant de sa compétence, il s'est appuyé sur le droit interne pour établir qu'un accusé aurait pu raisonnablement savoir que le crime en question ou celui commis de la manière décrite par l'acte d'accusation était prohibé et punissable[1034].

293. À cette fin, il est à noter que le code pénal de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (respectivement la « RSFY » et le « code pénal de la RSFY ») en vigueur à l'époque des faits prévoyait que « [q]uiconque, en violation des règles du droit international applicables en temps de guerre, de conflit armé ou d'occupation, ordonne des mesures d'intimidation et de terreur contre la population civile [...] est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au moins ou de la peine de mort[1035] ». De plus, le manuel militaire de la RSFY applicable à l'époque prévoyait notamment que i) « les violations graves des lois de la guerre [sont] des crimes[1036] », ii) « [l]es crimes de guerre et autres violations graves des lois de la guerre comprennent [...] l'application de mesures d'intimidation et de terreur [contre une population civile][1037] », iii) « [a]ttaquer des civils dans le but de les terroriser est

[1030] *Ibid*., par. 5.
[1031] Voir Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 31 à 37 ; Arrêt *Galić*, par. 100 à 104.
[1032] Jugement, par. 3186 à 3188.
[1033] Décision *Hadžihasanović* du 16 juillet 2003, par. 34.
[1034] Décision *Milutinović* du 21 mai 2003, par. 40 et 41.
[1035] Voir article 142 du code pénal de la RSFY, adopté le 28 septembre 1976, entré en vigueur le 1er juillet 1977 et abrogé par le code pénal de la République de Serbie le 1er janvier 2006. Voir aussi Arrêt *Galić*, notes de bas de page 302 et 303.
[1036] Voir article 18 du Règlement concernant l'application des lois internationales de la guerre par les forces armées de la RSFY, adopté le 13 avril 1988 (« Manuel militaire de la RSFY »). Voir aussi Arrêt *Galić*, note de bas de page 304.
[1037] Voir article 33 2) du Manuel militaire de la RSFY. Voir aussi Arrêt *Galić*, note de bas de page 304.

tout particulièrement interdit[1038] », et iv) « [l]es personnes qui commettent un crime de guerre, ou toute autre violation grave des lois de la guerre, [...] peuvent avoir à répondre de leurs actes devant un tribunal international, si une telle instance a été créée[1039] ». Dans ce contexte, la Chambre d'appel considère que Mladić ne démontre pas qu'il ne pouvait pas raisonnablement prévoir le crime de terrorisation à l'époque des faits visés dans l'Acte d'accusation.

294. Par ailleurs, selon la Chambre d'appel, préciser que, aux fins de l'article 3 du Statut du TPIY, le crime de terrorisation emporte également de « graves conséquences » pour les victimes[1040] ne contredit en rien la conclusion selon laquelle Mladić aurait pu raisonnablement savoir que la commission d'actes ou de menaces de violence dont le but premier est de répandre la terreur parmi la population civile était prohibée et punissable[1041]. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en se déclarant compétente pour statuer sur le crime de terrorisation en raison du manque de précision et de prévisibilité dans sa définition.

b) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne concluant pas que Sarajevo était une « ville défendue »

295. Pour établir l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo, la Chambre de première instance a notamment tenu compte du fait que, environ deux jours après que la politique concernant Sarajevo a été définie à la 16e séance de l'Assemblée, le SRK a commencé ses intenses bombardements sur Sarajevo qui, de même que les tirs isolés réguliers et fréquents, se sont poursuivis pendant toute la période couverte par l'Acte d'accusation[1042]. La Chambre de première instance a conclu que l'objectif de l'entreprise criminelle commune impliquait notamment la commission du crime de terrorisation, et que « [r]épandre la terreur parmi la population civile a[vait] servi à obtenir des avantages militaires stratégiques et obéissait à un désir de vengeance à caractère ethnique[1043] ». Lorsqu'elle s'est prononcée sur ce point, la

[1038] Voir article 67 du Manuel militaire de la RSFY. Voir aussi Arrêt *Galić*, note de bas de page 304.
[1039] Voir article 20 du Manuel militaire de la RSFY. Voir aussi Arrêt *Galić*, note de bas de page 304.
[1040] Voir Jugement, par. 3186. Voir aussi Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 32 et 33.
[1041] Le grief de Mladić selon lequel la définition du crime de terrorisation adoptée par le TPIY ne donnait pas de degré de gravité clair et créait « deux ensembles distincts de victimes » (voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 365 et 366) ne démontre pas non plus qu'une erreur a été commise. La condition imposant de « graves conséquences » à laquelle Mladić se réfère sur ce point touche à la compétence, ce qui signifie que le groupe de victimes du crime de terrorisation reste inchangé : « la population civile ou des personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités », mais que le TPIY peut uniquement connaître du crime lorsque la condition imposant de graves conséquences est remplie. Voir Jugement, par. 3186. Voir aussi Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 31 à 33.
[1042] Jugement, par. 4740. Voir aussi *ibidem*, par. 1855 à 1913, 1915 à 2215 et 4734 à 4739.
[1043] *Ibid*., par. 4740. Voir aussi *ibid*., par. 3201 et 3202.

Chambre de première instance a rejeté les arguments de Mladić selon lesquels Sarajevo constituait valablement une cible militaire et ne pouvait pas être considérée comme une « ville non défendue » au sens de l'article 3 c) du Statut du TPIY[1044].

296. Mladić avance qu'en le déclarant coupable du crime de terrorisation, la Chambre de première instance a commis une erreur car elle a mal interprété ses arguments relatifs à Sarajevo en tant que « ville défendue » au sens de l'article 3 c) du Statut du TPIY, et ne leur a pas accordé suffisamment de poids[1045]. Il soutient en particulier qu'elle a « commis une erreur en ne considérant pas Sarajevo comme une ville défendue constituant un objectif militaire légitime[1046] ». Il avance que si la Chambre de première instance avait compris ses arguments sur ce point et les avait pris en considération, elle n'aurait pas conclu que la terrorisation était le but premier de la campagne menée à Sarajevo et qu'il était animé de l'intention requise pour ce crime[1047]. Il prie donc la Chambre d'appel d'infirmer la déclaration de culpabilité prononcée contre lui au titre du chef 9 de l'Acte d'accusation[1048].

297. L'Accusation répond que Sarajevo n'était pas globalement une cible militaire légitime et que la Chambre de première instance a rejeté à bon droit l'argument de Mladić selon lequel Sarajevo était une « ville défendue[1049] ». Elle soutient que, peu importe la présence de cibles militaires légitimes dans Sarajevo, ou l'avantage militaire que présentait le contrôle de la ville, il convient de distinguer les objectifs civils des objectifs militaires[1050]. Elle avance également que Mladić n'a pas été poursuivi pour des attaques contre des lieux non défendus, mais pour terrorisation, meurtre et attaques illégales contre des civils, constitutifs de violations des lois ou coutumes de la guerre sanctionnées par l'article 3 du Statut du TPIY[1051].

298. Mladić réplique qu'il ne dit pas que l'ensemble de Sarajevo constituait valablement une cible militaire, mais plutôt que Sarajevo, en tant que ville défendue, constituait valablement un objectif militaire[1052]. Il ajoute qu'il ne soutient pas que désigner une ville comme « défendue » permet à une partie de se soustraire à ses obligations de distinction, mais qu'il maintient que la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle son principal objectif à Sarajevo

[1044] *Ibid*., par. 4693 et 4733.
[1045] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 373 à 388. Voir aussi *ibidem*, par. 425, 467 et 487.
[1046] *Ibid*., par. 380.
[1047] Voir *ibid*., par. 374 et 377 à 395.
[1048] *Ibid.*, par. 375, 396 et 397.
[1049] Voir Réponse de l'Accusation, par. 140 à 143.
[1050] *Ibidem*, par. 140 à 142.
[1051] *Ibid*., par. 142.
[1052] Réplique de Mladić, par. 72.

était de répandre la terreur parmi la population civile n'était pas la seule déduction qui pouvait être raisonnablement faite au vu des éléments de preuve[1053].

299. La Chambre d'appel rappelle que l'article 3 du Statut du TPIY dresse une liste non exhaustive des violations des lois ou coutumes de la guerre sanctionnées, notamment, par l'article 3 c) en cas d'« attaque ou [d]e bombardement, par quelque moyen que ce soit, contre des villes, villages, habitations ou bâtiments non défendus » (l'« attaque contre des lieux non défendus »)[1054]. L'attaque contre des lieux non défendus est donc l'une des violations des lois ou coutumes de la guerre pour laquelle le TPIY est compétent en vertu de l'article 3 du Statut du TPIY, qui comprennent par exemple les crimes de meurtre, de terrorisation, d'attaques illégales contre des civils ou de prise d'otages[1055]. Mladić soutient que « la référence à l'article 3 dans l'[A]cte d'accusation devrait se comprendre comme *incluant* une référence à l'art[icle] 3 c)[1056] ». Toutefois, rien dans l'Acte d'accusation, dans le mémoire préalable au procès de l'Accusation[1057] ou dans le dossier de première instance ne montre que Mladić a été poursuivi pour attaque contre des lieux non défendus. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids à ses arguments et en ne considérant pas Sarajevo comme une « ville défendue » au sens de l'article 3 c) du Statut du TPIY.

300. En outre, Mladić confond la question de savoir si Sarajevo était une « ville défendue » et celle de savoir si s'y trouvaient des objectifs militaires légitimes[1058]. À cet égard, la Chambre d'appel rappelle que le principe de distinction oblige les parties belligérantes à faire en tout temps la différence entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires, de sorte que seuls les objectifs militaires peuvent être l'objet d'attaques légitimes et que le fait de prendre des civils pour cibles est absolument

[1053] *Ibidem*.
[1054] Article 3 c) du Statut du TPIY.
[1055] Cf. Jugement *Kupreškić*, par. 698 et 742.
[1056] Mémoire d'appel de Mladić, par. 378.
[1057] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-PT, *Prosecution Pre-Trial Brief*, 24 février 2012.
[1058] L'article 59 du Protocole additionnel I, qui interdit aux parties à un conflit d'attaquer, par quelque moyen que ce soit, des lieux non défendus, définit le concept de localité non défendue comme « tout lieu habité se trouvant à proximité ou à l'intérieur d'une zone où les forces armées sont en contact et qui est ouvert à l'occupation par une [p]artie adverse ». En revanche, l'article 52 du Protocole additionnel I interdit les attaques contre les biens de caractère civil, et dispose que les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires, qui sont définis comme les « biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis ».

prohibé[1059]. Partant, l'affirmation générale de Mladić selon laquelle l'importance militaire stratégique, la nature et l'emplacement de Sarajevo légitimaient globalement une attaque de la ville et de son contenu est rejetée[1060].

301. La Chambre d'appel n'est pas non plus convaincue par l'idée émise par Mladić selon laquelle, si la Chambre de première instance avait reconnu l'importance militaire stratégique de Sarajevo, elle n'aurait pas pu conclure que la campagne menée dans la ville avait pour but premier de répandre la terreur et non de s'assurer un avantage militaire[1061]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a expressément reconnu que répandre la terreur parmi la population civile, en tant que but premier des tirs isolés et des bombardements à Sarajevo, avait servi à obtenir un avantage militaire stratégique[1062]. Sur ce point, la Chambre de première instance a pris en considération des éléments de preuve montrant notamment i) que de nombreux civils avaient été pris pour cibles alors qu'ils menaient des activités quotidiennes de caractère civil ou qu'ils se trouvaient sur des sites connus pour être des lieux de rassemblement de civils[1063] ; ii) que plusieurs des tirs isolés et bombardements avaient eu lieu pendant des cessez-le-feu ou des périodes calmes, et que les civils étaient plus susceptibles d'être pris pour cibles lorsque les circonstances laissaient supposer que les tirs ou les bombardements avaient cessé et qu'ils pouvaient poursuivre leurs activités quotidiennes en toute sécurité[1064] ; iii) que de nombreux civils avaient été pris pour cibles alors qu'ils se trouvaient chez eux ou dans des quartiers où il n'y avait aucune activité militaire ni militaires et équipement militaire présents dans les environs immédiats[1065] ; iv) que la période de tirs isolés et de bombardements s'était poursuivie, presque sans relâche, pendant près de quatre ans[1066] ; v) que les civils de Sarajevo vivaient constamment dans la peur extrême d'être touchés par des tirs isolés ou des tirs d'artillerie[1067].

[1059] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 486 à 488 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 53 et 54 ; Arrêt *Galić*, par. 190 ; Arrêt *Blaškić*, par. 109.
[1060] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 379 à 386. Voir aussi Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 54.
[1061] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 380 et 388.
[1062] Voir Jugement, par. 3201 et 4740.
[1063] Voir *ibidem*, par. 3201, renvoyant à faits répertoriés F.1, F.3, F.5, F.11, F.12, F.13, F.15, F.16, G.6 et G.7, et tirs isolés non répertoriés survenus le 31 mars 1993, le 24 juillet 1993, le 5 août 1993, le 9 novembre 1993, le 24 octobre 1994 et le 10 décembre 1994.
[1064] Voir *ibid*., renvoyant à faits répertoriés F.11, F.13, F.15 et G.6.
[1065] Voir *ibid*., renvoyant à faits répertoriés F.1, F.4, F.5, F.11, F.12, F.15, F.16, G.6, G.7 et G.10, et faits survenus le 27 juin 1993, le 26 septembre 1993 et le 11 janvier 1994.
[1066] Voir *ibid*., par. 3201 et 4740.
[1067] Voir *ibid*., par. 1888 à 1890 et 3201.

302. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas qu'aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure, en principe, que la terreur était le but premier de la campagne de bombardements et de tirs isolés menée à Sarajevo. Dans la mesure où Mladić allègue des erreurs précises dans la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve concernant ce point, la Chambre d'appel va examiner ces allégations en lien avec les arguments présentés pour les étayer.

c) Erreurs alléguées concernant l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo et l'intention de Mladić

303. Pour établir que l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo a existé et que Mladić adhérait à l'objectif criminel commun et qu'il était dans son intention de concevoir et de mettre en œuvre une campagne de tirs isolés et de bombardements contre la population civile de Sarajevo, la Chambre de première instance a notamment tenu compte du fait que la politique des hauts responsables des Serbes de Bosnie concernant Sarajevo avait été définie à la 16e séance de l'Assemblée et que Mladić avait personnellement ordonné au SRK de bombarder Sarajevo et de couper l'approvisionnement de la ville en eau, en gaz et en électricité afin d'obliger les habitants à sortir de chez eux[1068]. La Chambre de première instance a également noté que certains des éléments de preuve dont elle disposait autorisent à penser que les hauts responsables des Serbes de Bosnie étaient réellement soucieux du bien-être des civils[1069]. À cet égard, la Chambre de première instance a renvoyé aux déclarations faites par les hauts responsables des Serbes de Bosnie aux organisations internationales[1070], par exemple à l'affirmation de Mladić selon laquelle Sarajevo n'était « nullement menacée par la VRS[1071] », ainsi qu'à certains ordres interdisant de faire feu sur des civils sans autorisation[1072]. Elle a toutefois conclu qu'ils ne constituaient pas de fondement fiable pour établir le véritable état d'esprit des hauts responsables des Serbes de Bosnie au regard de l'ensemble des éléments de preuve[1073]. Elle a entre autres considéré que les déclarations de Mladić à la 16e séance de

[1068] Voir *ibid.*, par. 4740 et 4921.
[1069] *Ibid.*, par. 4737.
[1070] *Ibid.*, par. 4736.
[1071] *Ibid.*, par. 4736 et 4919.
[1072] *Ibid.*, par. 4737 à 4739.
[1073] *Ibid.*, par. 4736 à 4739, 4919 et 4920.

l'Assemblée ainsi que le texte même des ordres donnés trahissaient un manque de sincérité quant au souci du bien-être des civils et de l'état de droit[1074].

304. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en interprétant les déclarations qu'il a faites à la 16e séance de l'Assemblée principalement à travers le prisme de ses conclusions relatives aux faits incriminés survenus à Sarajevo[1075] et en ne tenant pas compte des éléments de preuve montrant qu'il avait ordonné d'interdire de prendre des civils pour cibles[1076]. Il avance qu'en raison de ces erreurs, prises isolément ou ensemble, la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a conclu qu'au vu des éléments de preuve, aucune autre déduction possible n'aurait permis de l'innocenter, et qu'elle a donc déduit à tort l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo et l'intention de Mladić de contribuer à sa réalisation[1077]. Il prie donc la Chambre d'appel d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre pour les crimes de meurtre, de terrorisation et d'attaques illégales contre des civils, respectivement visés aux chefs 5, 9 et 10 de l'Acte d'accusation ou, à titre subsidiaire, d'infirmer les conclusions de la Chambre de première instance dans la mesure des erreurs relevées[1078].

305. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a raisonnablement interprété les déclarations que Mladić avait faites à la 16e séance de l'Assemblée[1079] et écarté à juste titre les ordres qu'il avait donnés de ne pas faire feu sur des civils[1080]. Elle ajoute que les conclusions tirées par la Chambre de première instance concernant l'existence de l'objectif criminel commun et l'intention que Mladić partageait à son sujet ne reposent pas sur ces déclarations,

---

[1074] *Ibid*., par. 4737 et 4739. Voir aussi *ibid*., par. 4823.
[1075] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 398 et 409 à 420, renvoyant à Jugement, par. 4740, 4897 et 4919 à 4921.
[1076] Voir *ibidem*, par. 398 et 429 à 437, renvoyant à Jugement, par. 4737, 4739 et 4919.
[1077] Voir *ibid*., par. 398, 399, 415 à 421 et 437 à 439. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 73 et 74. Dans le cadre de la présente branche du moyen d'appel, Mladić affirme également que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur des éléments de preuve relatifs à des crimes qui n'ont pas été prouvés au-delà de tout doute raisonnable, et il étaye cette affirmation en renvoyant à des arguments présentés ailleurs dans son mémoire d'appel. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 422 à 428. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 75 et 76. Il avance en particulier que, puisque Sarajevo était une « ville défendue », les éléments de preuve montrant qu'elle a été bombardée ne prouvent pas en soi la commission d'un crime. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 425, renvoyant à Mémoire d'appel de Mladić, par. 373 à 397. La Chambre d'appel rappelle avoir rejeté les erreurs que Mladić avait alléguées concernant Sarajevo en tant que « ville défendue » (voir *supra*, III. C. 1 b)), et elle rejette donc son allégation d'erreur sur ce point. De plus, Mladić soutient que la Chambre de première instance s'est fondée à tort sur la déposition du témoin RM-511 concernant le fait répertorié G.1 pour déduire l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo ainsi que son intention. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 422, 423 et 426, renvoyant à Mémoire d'appel de Mladić, par. 464 à 496. La Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà rejeté les erreurs que Mladić avait alléguées concernant le fait répertorié G.1 (voir *infra*, III. C. 2 a)).
[1078] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 400, 421 et 440 à 442.
[1079] Voir Réponse de l'Accusation, par. 146 à 156.
[1080] Voir *ibidem*, par. 165 à 168.

car la Chambre de première instance s'est appuyée sur un large éventail d'éléments de preuve pour parvenir à ses conclusions[1081].

306. La Chambre d'appel rappelle que les manifestations explicites de l'intention criminelle sont souvent rares et que l'intention requise peut donc se déduire d'un ensemble de faits et de circonstances pertinentes[1082], tels que les propos de l'accusé et/ou ses actions ainsi que le contexte général dans lequel ils s'inscrivaient[1083]. Mladić soutient en revanche que la Chambre de première instance aurait dû examiner les déclarations faites à la 16e séance de l'Assemblée « indépendamment des faits incriminés », et il renvoie à une analyse de la Chambre d'appel du TPIY dans l'affaire *Gotovina* à l'appui de son argument[1084]. Cependant, la Chambre d'appel considère que Mladić interprète mal la décision de la Chambre d'appel du TPIY dans l'affaire *Gotovina*. En effet, dans cette affaire, après avoir infirmé les conclusions de la Chambre de première instance relatives au contexte de nature criminelle dans lequel certaines déclarations avaient été prononcées, la Chambre d'appel du TPIY a conclu qu'il n'était plus possible de déduire de ces déclarations l'existence d'une entreprise criminelle commune[1085]. Cette décision n'établit pas qu'une Chambre de première instance est tenue d'examiner les éléments de preuve se rapportant à l'intention « indépendamment des faits incriminés ». Comme il est rappelé plus haut, l'intention se déduit généralement des circonstances et des faits pertinents, notamment du comportement de l'accusé et du contexte dans lequel il s'inscrivait.

307. En outre, après avoir soigneusement examiné le Jugement et le procès-verbal de la 16e séance de l'Assemblée, la Chambre d'appel conclut que rien ne montre que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié les déclarations de

[1081] Voir *ibid.*, par. 157 à 161. L'Accusation soutient plus particulièrement que la Chambre de première instance a fondé ses conclusions relatives à l'objectif criminel commun sur des témoins internationaux, des témoins connaissant les choses de l'intérieur et des preuves documentaires, et a notamment tenu compte des conditions de vie difficiles qu'avaient provoquées les incessants bombardements et tirs isolés pendant une période de quatre ans. Voir *ibid.*, par. 158. Elle ajoute que la conclusion de la Chambre de première instance relative à l'intention que Mladić partageait s'appuyait sur des éléments de preuve montrant, notamment, que Mladić a personnellement ordonné au SRK de bombarder Sarajevo et de couper l'approvisionnement de la ville en eau, en gaz et en électricité, afin d'obliger les habitants à sortir de chez eux, ainsi que ses déclarations datant de l'époque des faits. Voir *ibid.*, par. 159 et 160.
[1082] Voir, par exemple, Arrêt *Rutaganda*, par. 525 et 528 ; Arrêt *Kayishema*, par. 159 et 198. Voir aussi Arrêt *Munyakazi*, par. 142.
[1083] Voir, par exemple, *Le Procureur c/ Slobodan Milošević*, affaires nos IT-99-37-AR73, IT-01-50-AR73 et IT-01-51-AR73, *Reasons for Decision on Prosecution Interlocutory Appeal from Refusal to Order Joinder*, 18 avril 2002, par. 31 ; Arrêt *Jelisić*, par. 47. Voir aussi Arrêt *Šainović*, par. 580 et 1016 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 1029 et 1030 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 37 ; Arrêt *Krstić*, par. 33.
[1084] Mémoire d'appel de Mladić, par. 413 à 417, renvoyant à Arrêt *Gotovina*, par. 81, 82, 87, 91 et 93.
[1085] Voir Arrêt *Gotovina*, par. 77 à 98.

Mladić en question[1086]. La Chambre de première instance a conclu que les déclarations qu'il avait faites à la 16e séance de l'Assemblée trahissaient son désir de communiquer des informations mensongères à l'opinion publique sur les actes des dirigeants des Serbes de Bosnie à Sarajevo[1087]. Toutefois, Mladić avance que « les mises en garde avertissant que "[c]e que nous sommes en train de faire doit être entouré du plus grand secret" et que "[n]otre peuple doit savoir lire entre les lignes" peuvent se comprendre comme une mise en garde avertissant de ne pas dévoiler inutilement des stratégies militaires légitimes[1088] ». La Chambre d'appel considère que Mladić se contente de proposer d'autres interprétations sans démontrer le caractère déraisonnable de celle donnée par la Chambre de première instance au sujet des déclarations qu'il a faites à la 16e séance de l'Assemblée[1089].

308. S'agissant du grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas de poids aux ordres interdisant de prendre des civils pour cibles[1090], la Chambre d'appel note que la Chambre de première instance les a expressément pris en compte et examinés[1091], mais qu'elle a conclu qu'ils révélaient une préoccupation quant à l'insubordination ou au gaspillage des munitions[1092], et n'étaient qu'un « faux-semblant » destiné à étayer les affirmations faites devant la communauté internationale ou à donner l'image de hauts responsables respectueux du droit[1093]. Mladić conteste cette appréciation et soutient que ces ordres constituaient des éléments de preuve directs de son intention et qu'ils auraient donc dû militer contre la conclusion qu'il avait eu l'intention de contribuer à la réalisation de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo[1094]. La Chambre d'appel relève toutefois que, lorsqu'elle a apprécié la valeur probante des ordres interdisant de prendre des civils pour cibles, la Chambre de première instance a non seulement tenu compte de la formulation même de ces ordres, mais aussi notamment du fait i) que ces ordres n'avaient pas été suivis et que les hauts responsables n'avaient pas pris de mesures pour les faire respecter[1095], ii) que des témoignages concernant l'existence des ordres en vigueur de ne pas prendre pour cibles les civils à Sarajevo avaient été donnés par d'anciens membres du SRK qui auraient pu avoir un intérêt à

[1086] Comparer Jugement, par. 3704, 4736, 4739 et 4897 avec pièce P431, p. 34 à 36, 38 et 39.
[1087] Voir Jugement, par. 4736, renvoyant à pièce P431.
[1088] Mémoire d'appel de Mladić, par. 418 [notes de bas de page non reproduites].
[1089] Voir aussi *supra*, par. 269 et 273.
[1090] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 429 à 437.
[1091] Voir Jugement, par. 4737 à 4739, renvoyant, entre autres, à pièces P812, P4424, D66, D726, D2022, D2039, D2045 et D2081. Voir aussi *ibidem*, par. 4704, 4714, 4715, 4717, 4718, 4720 à 4722 et 4738.
[1092] *Ibid*., par. 4737.
[1093] *Ibid*., par. 4739.
[1094] Mémoire d'appel de Mladić, par. 429 et 433 à 437.
[1095] Voir Jugement, par. 4739 et 4919. Voir aussi *ibidem*, par. 4718 et 4835.

se protéger[1096], et iii) que Mladić avait déclaré à la 16e séance de l'Assemblée que le peuple serbe devait savoir « lire entre les lignes[1097] ». Mladić ne fait apparaître aucune erreur dans l'approche suivie par la Chambre de première instance.

309. À la lumière de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a globalement apprécié son intention de commettre les crimes que sont le meurtre, la terrorisation et les attaques illégales contre des civils, s'agissant de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo, compte tenu en particulier de l'ensemble des éléments sur lesquels la Chambre de première instance s'est fondée sur ce point[1098].

d) Erreurs d'appréciation alléguées concernant l'intention spécifique requise pour la terrorisation

310. Pour parvenir à la conclusion que les tirs isolés et les bombardements à Sarajevo étaient constitutifs du crime de terrorisation[1099], la Chambre de première instance a notamment conclu i) que les auteurs avaient délibérément soumis les civils ne participant pas directement aux hostilités à des tirs isolés et à des bombardements, ii) que les auteurs visaient à répandre la terreur parmi la population civile, et iii) que répandre la terreur était le but premier des tirs isolés et des bombardements[1100].

311. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en appliquant la même « norme de preuve », et en se fondant sur les mêmes éléments indirects, pour établir l'intention délibérée des auteurs de prendre des civils pour cibles que ceux qu'elle a retenus pour établir l'intention spécifique de répandre la terreur, qui exige « une norme de preuve plus

[1096] Voir *ibid*., par. 4738. Voir aussi *ibid*., par. 4714 à 4732.
[1097] Voir *ibid*., par. 4739.
[1098] En particulier, pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a tenu compte du fait que Mladić

> i) a[vait] dirigé personnellement le bombardement de Sarajevo du 28 mai 1992, choisi des objectifs et veillé à ce que les secteurs habités par les Serbes ne soient pas visés, ii) a[vait] conçu et pris des directives et commandé le [SRK], iii) a[vait] proposé au printemps 1995 que Sarajevo soit bombardé, au mépris manifeste de la sécurité des civils, et iv) a[vait] ordonné le 6 septembre 1995 au commandement du [SRK] de couper l'approvisionnement de Sarajevo en eau, en gaz et en électricité, obligeant ainsi les habitants à sortir de chez eux et à être exposés aux tirs isolés et aux bombardements […].

Ibid., par. 4921.
[1099] *Ibid*., par. 3202. La Chambre de première instance a fait une seule exception : elle a exclu de la terrorisation le tir isolé non répertorié survenu le 9 novembre 1994 au motif qu'elle n'avait pas pu conclure au-delà de toute doute raisonnable qu'il visait des civils. Voir *ibid*., par. 3190, 3199, 3200 et 3202.
[1100] *Ibid*., par. 3200 et 3201. Voir aussi *ibid*., par. 3184 à 3199, 4740 et 4921.

stricte[1101] ». Il soutient qu'en l'absence « d'indices plus précis », aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure « avec certitude » que la terreur était le but premier des auteurs des crimes allégués[1102]. Il avance que, du fait de l'erreur commise par la Chambre de première instance, il a été à tort tenu responsable du crime de terrorisation au titre d'une entreprise criminelle commune, et il prie donc la Chambre d'appel d'infirmer la déclaration de culpabilité prononcée contre lui au titre du chef 9 de l'Acte d'accusation[1103].

312. L'Accusation répond que, pour engager la responsabilité de Mladić à raison de sa participation à l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo, il n'est pas nécessaire que les auteurs matériels, que les membres de cette entreprise ont utilisés comme instruments, aient eu l'intention de commettre les crimes[1104] et que, en tout état de cause, la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que les auteurs de la campagne de tirs isolés et de bombardements, membres du SRK, visaient expressément à répandre la terreur parmi la population civile de Sarajevo[1105].

313. La Chambre d'appel rappelle que l'élément moral de la terrorisation consiste dans l'intention de soumettre la population civile ou des personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités à des actes ou menaces de violence, et dans l'intention spécifique de répandre la terreur parmi la population civile[1106]. Cette intention peut être déduite des caractéristiques des actes ou menaces de violence, par exemple de leur nature, de leurs modalités, de leur chronologie et de leur durée[1107]. Rien n'empêche un juge du fait de raisonnablement s'appuyer sur les mêmes circonstances pour déduire que les auteurs ont délibérément soumis les civils à des actes ou des menaces de violence, mais aussi que ces derniers ont été commis dans le but premier de répandre la terreur parmi la population civile. L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a eu tort de le faire, puisqu'une « norme de preuve plus stricte[1108] » est nécessaire pour conclure à l'intention spécifique, n'est donc pas fondé.

[1101] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 443 et 446 à 456. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 77.
[1102] Mémoire d'appel de Mladić, par. 455.
[1103] *Ibidem*, par. 444, 445, 457 et 458.
[1104] Réponse de l'Accusation, par. 169 et références citées.
[1105] *Ibidem*, par. 170 à 174.
[1106] Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 37, renvoyant à Arrêt *Galić*, par. 104.
[1107] *Ibidem* ; Arrêt *Galić*, par. 104.
[1108] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 448.

314. En outre, lorsqu'elle a conclu que le but premier des tirs isolés et des bombardements sur Sarajevo était de répandre la terreur, la Chambre de première instance a tenu compte de la nature, des modalités, de la chronologie, du lieu et de la durée de ces attaques, ainsi que i) du fait que de nombreux civils avaient été pris pour cibles alors qu'ils menaient leurs activités quotidiennes, comme se rendre au marché, faire la queue pour de la nourriture ou puiser de l'eau ou ramasser du bois de chauffage, ainsi que lorsqu'ils se trouvaient chez eux, à proximité de chez eux ou dans des parcs, des hôpitaux, ou alors qu'ils se déplaçaient en tramway, ii) du fait que les enfants étaient également pris pour cibles à l'école, ou alors qu'ils jouaient près de chez eux ou dans la rue, iii) du fait que les civils étaient plus susceptibles d'être pris pour cibles lorsque les circonstances laissaient supposer que les tirs ou les bombardements avaient cessé et qu'ils pouvaient poursuivre leurs activités quotidiennes en sécurité, iv) des conditions de vie difficiles qu'ils devaient subir, et v) de la peur extrême d'être touchés par des tirs isolés ou des tirs d'artillerie qu'ils ressentaient constamment[1109]. Sur ce point, Mladić rappelle ses arguments selon lesquels Sarajevo était une cible militaire légitime[1110], que la Chambre d'appel a rejetés plus haut[1111]. Il ajoute que l'existence de la peur n'est pas un élément constitutif du crime de terrorisation, qu'à elle seule, cette existence ne saurait étayer la conclusion que la terreur était intentionnelle[1112], et que l'origine de cette peur ne peut être imputée avec certitude au SRK, au regard des éléments de preuve faisant état de tirs isolés et d'attaques de l'ABiH contre des civils à Sarajevo[1113].

315. La Chambre d'appel rappelle que la terreur peut être définie comme une « peur extrême[1114] », et que cette peur était seulement un élément parmi d'autres qui a permis à la Chambre de première instance de déduire l'intention spécifique en l'espèce[1115]. Par ailleurs, la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a dûment examiné les éléments de preuve se rapportant à la participation de l'ABiH aux faits survenus à Sarajevo[1116], et considère qu'ils n'enlèvent rien aux conclusions de la Chambre de première instance relatives aux tirs isolés et aux bombardements perpétrés par le SRK contre les civils à Sarajevo, ni à

[1109] Voir Jugement, par. 3201. Voir aussi *supra*, par. 301.
[1110] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 452.
[1111] Voir *supra*, III. C. 1 b).
[1112] Mémoire d'appel de Mladić, par. 453.
[1113] Voir *ibidem*, par. 454, renvoyant à *ibid*., par. 548.
[1114] Voir Arrêt *Galić*, note de bas de page 320.
[1115] Voir Jugement, par. 3201.
[1116] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 1853, 1856, 1861, 1877, 1878, 1887, 1912, 1913, 1917, 1919, 1923, 1932, 1933, 1944, 1948, 1949, 1962, 1965 à 1969, 1971 à 1973, 2024, 2033, 2035, 2047, 2066 à 2068, 2087, 2093, 2100, 2101, 2106, 2117, 2144, 2156, 2162, 2164, 2169, 2181 et 2183.

l'intention qui se rapporte à ce comportement[1117]. Partant, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié l'intention spécifique de répandre la terreur parmi la population civile de Sarajevo qui avait animé les auteurs des crimes, membres du SRK.

e) Conclusion

316. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 4.A de Mladić.

2. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs au sujet des crimes que sont le meurtre et les attaques illégales contre des civils et en concluant que répandre la terreur était le but premier de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo (moyen d'appel 4.B)

317. La Chambre de première instance a conclu que plusieurs tirs isolés et bombardements à Sarajevo, à l'exception de ceux en rapport avec des victimes non civiles, constituaient les crimes que sont le meurtre, la terrorisation et/ou les attaques illégales contre des civils[1118], et a tenu Mladić responsable de ces crimes à raison de sa participation à l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo[1119].

318. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit et de fait dans son appréciation de la majorité des faits qui, selon elle, s'inscrivaient dans le cadre des faits incriminés au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo[1120], et que les effets conjugués de ces erreurs rejaillissent sur les conclusions qu'elle a tirées concernant l'existence de cette entreprise[1121]. Il prie la Chambre d'appel d'infirmer les conclusions de la Chambre de première instance relatives aux faits en question, de « retirer » les faits précisés de l'examen de ceux visés aux chefs 5, 9 et 10 de l'Acte d'accusation, et de réexaminer l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo ainsi que l'intention présumée de servir l'objectif commun de cette entreprise[1122]. Il soutient en particulier que la Chambre de première instance a commis une erreur i) en ne tenant pas compte d'éléments de preuve attestant une

[1117] Voir aussi *infra*, III. C. 2 d).
[1118] Jugement, par. 3065, 3202, 3206 et 3212.
[1119] *Ibidem*, par. 4740, 4893, 4921 et 5214.
[1120] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 40 à 48 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 460 à 464, 466 à 495, 497 à 526, 528, 530 à 540, 542, 543 et 545 à 553. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 78 à 85.
[1121] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 555 à 562.
[1122] Voir *ibidem*, par. 465, 496, 527, 529, 541, 544, 554, 563 et 564.

activité militaire légitime[1123], ii) en se fondant sur des faits jugés[1124], iii) en ne motivant pas ses conclusions[1125] et iv) en déduisant la responsabilité du SRK[1126]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

a) La Chambre de première instance aurait commis des erreurs lorsqu'elle n'a pas pris en compte des éléments de preuve attestant une activité militaire légitime

319. S'agissant du fait répertorié G.1, la Chambre de première instance a conclu que, suite à un ordre de Mladić, du 28 mai 1992 à 17 heures jusqu'aux premières heures du lendemain, les membres du SRK avaient tiré au canon, au mortier et au lance-roquettes sur Sarajevo, blessant le témoin RM-115 et Fadila Tarčin, et endommageant gravement des bâtiments[1127]. Elle a constaté que Mladić avait dirigé personnellement l'attaque menée contre Sarajevo, notamment qu'il avait choisi des objectifs comme la présidence, l'hôtel de ville, le quartier général de la police et l'ambassade des enfants, et qu'il avait veillé à ce que les secteurs habités par les Serbes ne soient pas visés[1128].

320. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que le fait répertorié G.1 réunissait les éléments constitutifs des crimes que sont la terrorisation et les attaques illégales contre des civils[1129]. Il soutient en particulier que, sur la base des témoignages par ouï-dire et des preuves indirectes des témoins Tarčin et John Wilson, aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure au-delà de tout doute raisonnable que le SRK était responsable des tirs d'artillerie qui ont blessé les témoins Tarčin et RM-115 et provoqué d'autres graves conséquences[1130]. Il ajoute que la Chambre de première instance a mal interprété les dires du témoin RM-511 et s'est fondée sur le témoignage par ouï-dire du témoin Wilson pour conclure à tort que les attaques étaient délibérément dirigées contre des civils ou des cibles civiles, contrairement à ce qu'avait fait la Chambre de première instance dans l'affaire *Gotovina* dans des circonstances similaires[1131].

[1123] Voir *ibid*., par. 460 a), 464 et 466 à 495.
[1124] Voir *ibid*., par. 460 b) et 497 à 526.
[1125] Voir *ibid*., par. 530 à 540. Voir aussi *ibid*., par. 460 c).
[1126] Voir *ibid*., par. 542 à 553. Voir aussi *ibid*., par. 460 d).
[1127] Jugement, par. 2022, 3191 a) et 4758. Voir aussi Acte d'accusation, annexe G.1.
[1128] Jugement, par. 2022 et 4758.
[1129] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 464 et 466 à 495.
[1130] Voir *ibidem*, par. 469 à 475.
[1131] Voir *ibid*., par. 476 à 493 ; Réplique de Mladić, par. 78 et 79, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Gotovina*, par. 62, 63, 65, 70 à 73, 77, 78 et 81. À l'appui de ses arguments, Mladić rappelle également ses griefs concernant Sarajevo en tant que « ville défendue » (voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 467, 473 et 487), que la Chambre d'appel a rejetés plus haut. Voir *supra*, III. C. 1 b). Par ailleurs, il avance que « des cibles inopinées opéraient largement à

321. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que le fait répertorié G.1 s'inscrivait dans le cadre des crimes de terrorisation et d'attaques illégales contre des civils, et que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans ses conclusions[1132]. Elle soutient que la Chambre de première instance n'a pas exclusivement fondé sa conclusion relative à la responsabilité du SRK sur les déclarations des témoins Tarčin et Wilson, mais également sur un large éventail d'éléments de preuve indirects[1133]. Elle ajoute que la Chambre de première instance a correctement interprété les dires du témoin RM-511, qui figuraient parmi plusieurs autres éléments lui ayant permis de raisonnablement conclure que Mladić et des membres du SRK avaient délibérément dirigé le fait répertorié G.1 contre des civils, et elle ajoute que la comparaison que Mladić établit entre son affaire et l'affaire *Gotovina* n'est pas pertinente[1134].

322. La Chambre d'appel note que, en infirmant la conclusion de la Chambre de première instance du TPIY selon laquelle certaines attaques d'artillerie étaient illégales, la Chambre d'appel du TPIY saisie de l'affaire *Gotovina* a notamment considéré que rien ne prouvait qu'un ordre explicite a été donné de lancer des attaques illégales[1135]. En revanche, en l'espèce, la Chambre de première instance disposait d'éléments de preuve montrant que Mladić avait explicitement ordonné l'attaque de Sarajevo et choisi des cibles civiles[1136]. La Chambre d'appel considère donc qu'il convient de distinguer l'affaire *Gotovina* des circonstances de l'espèce.

323. La Chambre d'appel rappelle que les Chambres de première instance peuvent se fonder sur des preuves par ouï-dire[1137] et ne peuvent déduire, en se fondant sur des preuves indirectes, l'existence d'un fait particulier emportant la culpabilité de l'accusé que s'il s'agit de la seule déduction raisonnable qui s'impose à elle sur la base des éléments de preuve produits[1138]. Ce que Mladić laisse entendre, à savoir que la Chambre de première instance ne pouvait raisonnablement s'appuyer sur des preuves par ouï-dire et des éléments de preuve indirects pour

---

Sarajevo et dans ses environs pendant toute la période couverte par l'Acte d'accusation », et soutient que « [l]a Chambre de première instance n'a pas exclu la possibilité que des obus aient été tirés sur ces cibles inopinées pendant le bombardement ». Mémoire d'appel de Mladić, par. 489. Toutefois, la Chambre d'appel note que Mladić ne développe pas cet argument plus avant, et il ressort des éléments de preuve auxquels il renvoie pour l'étayer (voir Mémoire d'appel de Mladić, note de bas de page 610) qu'il ne concerne pas la portée du fait répertorié G.1 et ne renvoie pas à ces « cibles inopinées ». La Chambre d'appel rejette donc l'argument de Mladić sur ce point.

[1132] Voir Réponse de l'Accusation, par. 176 à 197.

[1133] Voir *ibidem*, par. 180 à 184.

[1134] Voir *ibid*., par. 187 à 197.

[1135] Arrêt *Gotovina*, par. 81 à 83.

[1136] Voir Jugement, par. 2020 et 2021.

[1137] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 598 et références citées.

[1138] Voir, par exemple, Arrêt *Šešelj*, par. 63 et références citées.

tirer ses conclusions, n'est donc pas fondé. De plus, la Chambre d'appel note que les conclusions de la Chambre de première instance relatives au fait répertorié G.1 se fondaient non seulement sur les dires des témoins Tarčin, Wilson et RM-511, mais aussi sur les dépositions des témoins RM-115, Milan Mandivolić, Bakir Nakaš, Nedžib Đozo ainsi que sur des éléments de preuve documentaires[1139].

324. Plus particulièrement, lorsqu'elle a conclu que des obus avaient été tirés par le SRK et visaient des cibles civiles au cours du fait répertorié G.1, la Chambre de première instance a notamment tenu compte des éléments de preuve suivants : i) dans la nuit du 28 mai 1992, le témoin RM-115 a été grièvement blessé par un éclat d'obus alors qu'il se trouvait dans un hôpital civil[1140] ; ii) dans la nuit du 28 mai 1992, le témoin Tarčin a subi des blessures causées par un éclat d'obus alors qu'elle se cachait dans la cave de sa maison, dans le quartier de Širokača, et des hommes de Širokača qui avaient auparavant servi dans la JNA lui ont fait part du modèle et du calibre de l'obus qui l'avait blessée ainsi que de l'origine du tir[1141] ; iii) il est consigné dans le registre du poste de police de Stari Grad que, le 27 et le 28 mai 1992, l'artillerie de la VRS a bombardé des quartiers à proximité de Širokača[1142] ; iv) Mladić était le commandant de l'état-major principal de la VRS[1143], comprenant le SRK et d'autres corps[1144] ; v) le 29 mai 1992, le témoin Wilson a entendu un enregistrement audio dans lequel Mladić ordonnait l'attaque de Sarajevo, choisissait des cibles civiles tout en veillant à ce que les secteurs habités par les Serbes ne soient pas visés, et décidait du calibre à utiliser pour ne tirer que sous son commandement direct[1145] ; vi) le 30 mai 1992, Mladić a reconnu sa responsabilité dans l'attaque de Sarajevo devant le témoin Wilson[1146].

325. La Chambre de première instance a également rappelé la déposition du témoin RM-511[1147] qui, selon elle, a déclaré que « Mladić a[vait] ordonné de bombarder Velešići et Pofalići, deux quartiers de Sarajevo, et de harceler leurs habitants toute la nuit pour les empêcher de se reposer[1148] ». Sur ce point, Mladić soutient que « le témoin RM-511 n'a pas déclaré que l'Appelant avait dirigé le bombardement de Sarajevo dans le but de harceler les

[1139] Voir Jugement, par. 2016 à 2022.
[1140] *Ibidem*, par. 2017, 2018 et 2022.
[1141] *Ibid*., par. 2019 et 2022.
[1142] *Ibid*., par. 2019, note de bas de page 8590, renvoyant à pièce P549, p. 72.
[1143] *Ibid*., par. 2022. Voir aussi *ibid*., par. 275.
[1144] *Ibid*., par. 105.
[1145] *Ibid*., par. 2020 et 2022, et notes de bas de page 8602 à 8604.
[1146] *Ibid*., par. 2021.
[1147] *Ibid*.
[1148] *Ibid*., par. 4700, renvoyant à CR, p. 5049 à 5054 (13 novembre 2012) (huis clos).

civils toute la nuit[1149] ». Il ressort du compte rendu de la déposition de ce témoin qu'il lui a été demandé d'écouter un enregistrement audio de Mladić ordonnant à ses subordonnés de « [t]irer sur Velešići et aussi sur Pofalići, il n'y a guère de Serbes là-bas [...] [e]t avec l'aide des observateurs de l'artillerie, de sorte qu'ils ne puissent pas fermer l'œil, qu'ils en perdent la raison[1150] ». Le témoin a expliqué que l'expression « en perdent la raison » signifiait « [l]es harceler toute la nuit, pour les empêcher de se reposer[1151] », et a confirmé que Mladić, [EXPURGÉ][1152]. La Chambre d'appel est d'avis que, sur la base de ce témoignage, la Chambre de première instance aurait pu raisonnablement conclure que les bombardements de Velešići et de Pofalići visaient délibérément à harceler les civils. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a apprécié la déposition du témoin RM-511.

326. Après avoir examiné les éléments de preuve sur lesquels s'est fondée la Chambre de première instance pour tirer ses conclusions relatives au fait répertorié G.1, la Chambre d'appel considère que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans l'approche qu'elle a suivie ou dans ses constatations. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a tenu compte du fait répertorié G.1 dans le cadre des crimes de terrorisation et d'attaques illégales contre des civils, et lorsqu'elle a constaté l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo ainsi que l'intention présumée de Mladić de servir l'objectif commun de cette entreprise.

b) La Chambre de première instance aurait commis des erreurs lorsqu'elle s'est fondée sur des faits jugés

327. S'agissant du fait répertorié F.11, la Chambre de première instance a conclu qu'un membre du SRK avait tué une personne, touché deux tramways et grièvement blessé 11 autres personnes lors d'une série de tirs survenus le 8 octobre 1994[1153]. S'agissant du fait répertorié G.8, elle a en outre conclu que, le 5 février 1994, des membres du SRK avaient tiré

[1149] Mémoire d'appel de Mladić, par. 477.
[1150] CR, p. 5050 (13 novembre 2012) (huis clos).
[1151] CR, p. 5050 (13 novembre 2012) (huis clos). Le témoin RM-511 n'a cependant pas précisé si les tirs d'artillerie ordonnés contre Velešići et Pofalići avaient pour objectif de harceler la population civile. Voir CR, p. 5050 et 5051 (13 novembre 2012) (huis clos).
[1152] CR, p. 5051 et 5052 (13 novembre 2012) (huis clos).
[1153] Jugement, par. 1953 et 3051 (annexe F et autres tirs isolés b)). Voir aussi Acte d'accusation, annexe F.11.

un obus de mortier depuis Mrkovići, qui a touché le marché de Markale, faisant 68 morts et plus de 140 blessés[1154].

328. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur des faits jugés pour tirer des conclusions essentielles, en particulier concernant la responsabilité du SRK, au sujet de plusieurs tirs isolés et bombardements présumés sous-tendant les déclarations de culpabilité prononcées contre lui pour les crimes que sont le meurtre, la terrorisation et/ou les attaques illégales contre des civils à Sarajevo[1155]. En particulier, il soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur i) en ne concluant pas que le fait jugé n° 2303 avait été réfuté et s'appuyant ensuite sur ce fait pour conclure que l'auteur des tirs décrits dans le fait répertorié F.11 appartenait au SRK[1156], et ii) en se fondant sur des faits jugés pour conclure que l'obus décrit dans le fait répertorié G.8 provenait du territoire tenu par le SRK, après avoir reconnu que même les éléments de preuve à charge ne pouvaient étayer une telle constatation[1157].

329. L'Accusation répond que la Chambre de première instance s'est fondée à bon droit sur des faits jugés se rapportant aux événements survenus à Sarajevo, et que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans l'approche qu'elle a suivie[1158].

330. La Chambre d'appel rappelle qu'« il faut que les faits jugés faisant l'objet d'un constat judiciaire [...] soient examinés par la Chambre de première instance afin de savoir quelles conclusions peuvent en être tirées, s'il y a lieu, lorsqu'ils sont analysés avec l'ensemble des éléments de preuve présentés au procès[1159] ». Ainsi, l'appréciation définitive de la valeur probante des éléments de preuve en réfutation, qui comprend une évaluation définitive de leur fiabilité et crédibilité ainsi que la mesure dans laquelle ils cadrent avec les faits jugés ou les contredisent, « ne sera faite qu'à la lumière de l'ensemble des éléments de preuve versés au dossier, lorsqu'il sera décidé du poids à leur accorder[1160] ». La Chambre d'appel rappelle aussi

[1154] Jugement, par. 2097 et 3051 (annexe G et autres bombardements d)). Voir aussi Acte d'accusation, annexe G.8.
[1155] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 497 à 526. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 80 à 82. Mladić soutient que l'erreur commise par la Chambre de première instance sur ce point invalide les conclusions qu'elle a tirées concernant les faits répertoriés F.5, F.11, F.12, F.13, F.15, F.16, G.4, G.7, G.8 et G.18 ainsi que les tirs isolés non répertoriés survenus le 24 octobre 1994, le 22 novembre 1994 et le 10 décembre 1994. Mémoire d'appel de Mladić, par. 526.
[1156] Voir *ibidem*, par. 502 à 507.
[1157] Voir *ibid.*, par. 512 à 525.
[1158] Voir Réponse de l'Accusation, par. 198 à 205. L'Accusation avance également que les allégations formulées par Mladić au sujet d'autres faits ne sont pas fondées puisqu'il ne développe ses arguments que sur les faits répertoriés F.11 et G.8. *Ibidem*, par. 199.
[1159] Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 21.
[1160] *Ibidem*, par. 15. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 452.

que, pour qu'elle puisse examiner les arguments présentés en appel, la partie appelante doit préciser les pages du compte rendu d'audience ou les paragraphes de la décision ou du jugement qu'elle conteste[1161]. Elle note toutefois que Mladić ne développe et n'étaye ses arguments que par des renvois précis aux faits jugés ou aux paragraphes pertinents du Jugement se rapportant aux faits répertoriés F.11 et G.8[1162]. Elle n'examinera donc que les arguments de Mladić relatifs aux faits répertoriés F.11 et G.8, et rejette, sans les examiner, les arguments qu'il présente dans la présente branche du moyen d'appel ayant trait aux faits répertoriés F.5, F.12, F.13, F.15, F.16, G.4, G.7 et G.18, ainsi qu'aux tirs isolés non répertoriés survenus le 24 octobre 1994, le 22 novembre 1994 et le 10 décembre 1994.

331. La Chambre d'appel note que, pour parvenir à ses conclusions relatives au fait répertorié F.11, la Chambre de première instance a examiné un certain nombre de faits jugés, notamment le fait jugé n° 2303, selon lequel l'auteur des tirs en question appartenait au SRK[1163]. En ce qui concerne l'origine de ces tirs, Mladić soutient qu'il a présenté des éléments de preuve en réfutation, proposant une autre version raisonnable, qui aurait donc dû être suffisamment prise en considération pour réfuter les faits jugés et rouvrir le débat en matière de preuves[1164]. Cependant, il ressort du Jugement que la Chambre de première instance a dûment noté qu'« [s]'agissant de l'origine des tirs, [...] les faits jugés et certains éléments de preuve divergent[1165] ». Par ailleurs, elle a minutieusement examiné si ces éléments de preuve étaient suffisamment fiables pour réfuter la présomption d'exactitude des faits jugés, avant de décider si elle pouvait s'appuyer sur ces faits dans ses constatations[1166]. Sur ce point, Mladić ne démontre pas qu'il était inopportun que la Chambre de première instance se fonde sur des faits jugés, même si la présentation des éléments de preuve qu'il a produits ne cadrait pas avec ces faits[1167]. Il ne montre pas non plus que la Chambre de première instance a mal appliqué la charge de la preuve lorsqu'elle a apprécié les éléments de preuve présentés en réfutation des faits jugés.

[1161] Voir *supra*, par. 21.
[1162] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 503, 513 et 521.
[1163] Voir Jugement, par. 1944, 1945 et 1949 à 1952, renvoyant à faits jugés n[os] 2297, 2299, 2300 et 2302 à 2304.
[1164] Mémoire d'appel de Mladić, par. 505. Mladić rappelle également ses arguments selon lesquels les faits dont il a été dressé constat judiciaire ne doivent pas servir à établir les actes ou le comportement de subordonnés immédiats d'un accusé. *Ibidem*, par. 507. La Chambre d'appel a déjà rejeté les arguments de Mladić sur ce point. Voir *supra*, III. A. 2 a) i).
[1165] Jugement, par. 1949.
[1166] Voir *ibidem*, par. 1950 à 1953.
[1167] Cf. Arrêt *Nizeyimana*, par. 54 (où la Chambre d'appel a rappelé que le simple fait de porter des témoignages à l'appui d'un alibi n'emporte pas forcément qu'il soit raisonnablement possible que ceux-ci soient véridiques et que c'est à elle qu'était reconnu le pouvoir souverain de procéder à leur appréciation).

332. S'agissant des constatations relatives au fait répertorié G.8, la Chambre de première instance a également tenu compte d'un certain nombre de faits jugés — notamment les faits jugés n[os] 2519 et 2525, selon lesquels l'obus de mortier a été tiré à partir du territoire contrôlé par le SRK[1168]. Mladić rappelle que la Chambre de première instance a constaté que les éléments de preuve, montrant que les enquêtes n'avaient pas été concluantes sur l'origine du tir, ne contredisaient pas les faits jugés établissant ce point[1169], et il soutient que la Chambre de première instance est entrée de manière inacceptable « dans l'arène des parties » et « a sauvé la thèse de l'Accusation » en se fondant sur des faits jugés plutôt que sur les éléments de preuve à charge[1170]. Il avance que les éléments de preuve à charge qui n'étaient pas concluants à propos de l'origine du tir auraient dû suffire à réfuter les faits jugés sur ce point[1171].

333. La Chambre d'appel rappelle que les faits dont le constat judiciaire est dressé sont présumés être exacts, et qu'ils ne devront donc plus être établis au procès mais que, dans la mesure où il s'agit-là d'une présomption, ils pourront être contestés au procès[1172]. Ainsi, l'Accusation n'était pas tenue de produire des éléments de preuve à l'appui de l'origine des tirs décrits dans les faits jugés[1173], même si, selon Mladić, elle avait eu l'intention de le faire[1174]. En outre, la Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a correctement examiné des éléments de preuve tendant à contester que le SRK avait tiré l'obus décrit dans le fait répertorié G.8[1175]. Cette dernière a aussi minutieusement examiné si ces éléments de preuve étaient suffisamment fiables pour réfuter la présomption d'exactitude des faits jugés, avant de décider si elle pouvait s'appuyer sur ces faits dans ses conclusions[1176]. Mladić ne démontre pas qu'il était inapproprié que la Chambre de première instance se fonde sur des faits jugés, même si le dossier incluait des éléments de preuve à charge pertinents sur lesquels elle ne s'est pas fondée.

[1168] Voir Jugement, par. 2058 et 2061 à 2063, renvoyant, entre autres, à faits jugés n[os] 2482, 2499, 2504, 2513, 2515, 2517, 2519, 2520, 2522 à 2525 et 2528.
[1169] Mémoire d'appel de Mladić, par. 513 et 521, renvoyant à Jugement, par. 2084.
[1170] Voir *ibidem*, par. 520 à 525.
[1171] Voir *ibid*., par. 512 à 525, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2084.
[1172] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 452 et références citées.
[1173] Voir Arrêt *Tolimir*, par. 25.
[1174] Mémoire d'appel de Mladić, par. 516.
[1175] Voir Jugement, par. 2087 à 2094.
[1176] Voir *ibidem*, par. 2095 à 2097.

334. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur des faits jugés lorsqu'elle a apprécié les faits répertoriés F.11 et G.8.

c) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne motivant pas ses conclusions

335. S'agissant du fait répertorié G.6, la Chambre de première instance a constaté que, le 22 janvier 1994, trois obus de mortier avaient été tirés par un ou plusieurs membres du SRK, qui sont tombés sur un quartier où des enfants jouaient, tuant six enfants et blessant grièvement six autres civils, dont cinq enfants[1177]. S'agissant du fait répertorié G.7, elle a en outre constaté que, le 7 février 1994, trois obus de mortier avaient été tirés par un membre du SRK sur un quartier résidentiel de Dobrinja, tuant au moins huit civils et blessant au moins 18 personnes qui faisaient la queue pour obtenir de l'aide humanitaire[1178].

336. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'exposant pas les motifs de sa conclusion selon laquelle les auteurs des attaques décrites dans les faits répertoriés G.6 et G.7 entendaient délibérément prendre des civils pour cibles[1179]. Il soutient en particulier que la Chambre de première instance s'est étendue sur un certain nombre de faits particuliers pour parvenir à sa constatation que les auteurs avaient délibérément pris des civils pour cibles, mais que les faits répertoriés G.6 et G.7 ne faisaient pas partie de cette analyse[1180]. Mladić ajoute que des éléments de preuve indirects, tels que le fait jugé n° 2434, sur lequel la Chambre de première instance s'est fondée pour constater que l'attaque décrite dans le fait répertorié G.6 n'était pas dirigée contre un objectif militaire légitime, ne peuvent pas, en soi, démontrer que l'auteur était animé de l'intention délibérée d'attaquer une cible civile[1181].

337. L'Accusation rappelle ses arguments selon lesquels il n'est pas nécessaire de prouver l'intention qui a animé les membres du SRK auteurs des crimes pour engager la responsabilité de Mladić en tant que membre de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo, et répond qu'en tout état de cause, la conclusion de la Chambre de première instance concernant l'intention délibérée qui a animé les membres du SRK auteurs des crimes, pour les faits

[1177] *Ibid.*, par. 2050 et 3051 (annexe G et autres bombardements b)). Voir aussi Acte d'accusation, annexe G.6.
[1178] Jugement, par. 2057 et 3051 (annexe G et autres bombardements c)). Voir aussi Acte d'accusation, annexe G.7.
[1179] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 528 à 540. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 83 et 84.
[1180] Mémoire d'appel de Mladić, par. 532.
[1181] Voir *ibidem*, par. 533, 534 et 536 à 538.

répertoriés G.6 et G.7 en lien avec les crimes de meurtre, de terrorisation et d'attaques illégales contre des civils, était motivée et raisonnable[1182].

338. La Chambre d'appel rappelle que l'intention de soumettre à des actes de violence ou des menaces la population civile ou des personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités peut être déduite des caractéristiques de ces actes ou menaces, par exemple de leur nature, de leurs modalités, de leur chronologie et de leur durée[1183]. L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant exclusivement sur des éléments de preuve indirects, tels que le fait jugé n° 2434, indiquant qu'une unité militaire de l'ABiH n'était pas la cible de l'attaque décrite dans le fait répertorié G.6[1184], pour déduire l'intention délibérée d'attaquer les civils, est donc infondé.

339. De plus, la Chambre d'appel rappelle qu'une Chambre de première instance n'est pas tenue d'expliquer chaque étape de son raisonnement, et qu'un jugement doit être lu dans son ensemble[1185]. En l'espèce, il ressort du Jugement que la Chambre de première instance a clairement pris en compte les faits répertoriés G.6 et G.7 parmi les faits à partir desquels elle a déduit l'intention de prendre des civils pour cibles au-delà de tout doute raisonnable[1186], et à propos desquels elle a expressément « examiné un certain nombre d'éléments pour établir si la population civile ou les civils étaient visés[1187] ». Ces éléments comprenaient, par exemple, le fait que les victimes étaient des civils, qu'elles se trouvaient dans des zones résidentielles lorsqu'elles ont été prises pour cibles et qu'aucune cible militaire ne se trouvait à proximité[1188].

340. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne motivant pas sa conclusion selon laquelle les auteurs des attaques décrites dans les faits répertoriés G.6 et G.7 entendaient délibérément prendre des civils pour cibles.

[1182] Voir Réponse de l'Accusation, par. 206 à 211.
[1183] Voir *supra*, par. 313.
[1184] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 533 ; Jugement, par. 2043 et note de bas de page 2434.
[1185] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 563 et 702 et références citées.
[1186] Voir Jugement, par. 3057, 3200 et 3211.
[1187] *Ibidem*, par. 3196.
[1188] Voir *ibid*., par. 3199. Voir aussi *ibid*., par. 3201, renvoyant, entre autres, à faits répertoriés G.6 et G.7.

d) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en déduisant la responsabilité du SRK déduite à partir d'éléments de preuve indirects

341. S'agissant du fait répertorié F.5, la Chambre de première instance a constaté que, le 2 novembre 1993, un membre du SRK avait pris pour cible une civile musulmane de Bosnie, avait tiré sur elle et l'avait blessée à la jambe[1189]. Elle a conclu que l'auteur du tir appartenait au SRK, car le tir provenait du territoire tenu par ce corps[1190]. De même, elle a conclu que le SRK était responsable d'un certain nombre d'autres faits, au motif que les tirs provenaient du territoire tenu par le SRK[1191].

342. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en déduisant la responsabilité du SRK pour des faits allégués tels que le fait répertorié F.5, au seul motif que les tirs provenaient du territoire tenu par le SRK[1192]. Il avance que la Chambre de première instance n'a pas tenu compte d'éléments de preuve à décharge, comme le fait que, parfois, l'ABiH avait pour mission de prendre des civils pour cibles lors de tirs isolés à Sarajevo pour faire croire que le SRK en était responsable[1193], et soutient que les erreurs commises par la Chambre de première instance sur ce point ont eu des répercussions pour un certain nombre d'autres faits[1194].

343. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que le SRK était responsable des tirs provenant du territoire qu'il tenait puisque c'était la seule déduction qui pouvait être faite au vu des éléments de preuve[1195]. Elle ajoute que la Chambre de première instance a bel et bien pris en compte la possibilité que l'ABiH ait tiré depuis le territoire tenu par le SRK[1196].

[1189] *Ibid*., par. 1937 et 3190 c). Voir aussi Acte d'accusation, annexe F.5.
[1190] Jugement, par. 1937.
[1191] Voir, par exemple, *ibidem*, par. 1922, 1943, 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1992, 1994, 1996, 1998, 2151 et 2177.
[1192] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 542 à 552, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 1937.
[1193] *Ibidem*, par. 548.
[1194] *Ibid*., par. 553, renvoyant à faits répertoriés F.2, F.9 et G.18, tirs isolés non répertoriés survenus le 31 mars 1993, le 25 juin 1993, le 27 juin 1993, le 24 juillet 1993, le 5 août 1993, le 26 septembre 1993, le 2 novembre 1993, le 9 novembre 1993 et le 11 janvier 1994 et bombardements non répertoriés survenus le 6 et le 7 septembre 1994. En ce qui concerne le renvoi de Mladić au « fait[] répertorié[] F.2 », la Chambre d'appel note que l'annexe F.2 a été retirée de l'Acte d'accusation et que, partant, la Chambre de première instance ne l'a pas évaluée (voir Acte d'accusation, annexe F ; Jugement, p. 985 à 989), et elle croit par conséquent comprendre que Mladić renvoie à l'analyse que celle-ci a faite de l'annexe F.1. Voir Jugement, par. 1922.
[1195] Voir Réponse de l'Accusation, par. 212 à 216.
[1196] Voir *ibidem*, par. 214 à 216. L'Accusation soutient également que Mladić n'a pas contesté la constatation selon laquelle le tir provenait du territoire tenu par le SRK. *Ibid*., par. 215. Mladić réplique que cela ne dispense pas

344. La Chambre d'appel rappelle qu'une Chambre de première instance ne peut déduire, en se fondant sur des preuves indirectes, l'existence d'un fait particulier emportant la culpabilité de l'accusé que s'il s'agit de la seule déduction raisonnable qui s'imposerait à elle sur la base des éléments de preuve produits[1197]. Ainsi, la déduction faite par la Chambre de première instance, à savoir que le SRK devait être responsable des tirs provenant du territoire tenu par le SRK n'est pas en soi déraisonnable, sauf si des éléments de preuve pertinents portent à croire le contraire. À cet égard, la Chambre d'appel note que Mladić n'étaye pas son argument selon lequel l'ABiH aurait également pu être responsable d'avoir tiré sur des civils depuis le territoire tenu par le SRK en renvoyant à des éléments de preuve à l'appui des faits particuliers qui, selon lui, sont remis en cause suite à l'erreur que la Chambre de première instance aurait commise[1198].

345. Par ailleurs, il ressort du Jugement que la Chambre de première instance a expressément tenu compte d'éléments à décharge tendant à contester l'origine du tir, et les a analysés, notamment ceux montrant une possible participation de l'ABiH, au regard de certains faits[1199]. Par exemple, en ce qui concerne le fait répertorié F.5, la Chambre de première instance a pris en compte la déposition du témoin Mile Poparić, qui a expliqué que le point d'impact était visible depuis le territoire tenu par l'ABiH, et que le tir n'aurait pas pu provenir de positions tenues par les Serbes[1200]. La Chambre de première instance a conclu que ces éléments de preuve n'étaient pas suffisamment fiables pour réfuter les faits jugés n[os] 2263 et 2266, établissant que le tir provenait du territoire tenu par le SRK, et que tout autre élément de preuve contradictoire était lié à des points secondaires de ces faits et ne remettait pas en cause sa conclusion[1201]. Elle a en outre noté que les seuls éléments de preuve étayant l'argument de la Défense, selon lequel « des unités de l'ABiH s'étaient introduites sur le territoire tenu par le SRK et avaient tiré sur la ville à partir de là », étaient des preuves par ouï-dire, que la Chambre de première instance a jugées être « très vagues et insuffisamment probantes pour remettre en cause la constatation de la Chambre de première instance sur ce point »[1202]. Pour établir la responsabilité du SRK

l'Accusation de son obligation de prouver sa thèse au-delà de tout doute raisonnable. Voir Réplique de Mladić, par. 85.

[1197] Voir, par exemple, Arrêt *Šešelj*, par. 63 et références citées.

[1198] Mladić se contente d'invoquer les dires du témoin Edin Garaplija, qui a expliqué que l'unité de Sevé de l'ABiH avait abattu un soldat français de manière à faire croire que les Serbes en étaient responsables, ainsi qu'un article de presse qui date de bien avant tous les faits contestés. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 548, renvoyant à CR, p. 33909 (31 mars 2015) et pièce D1425.

[1199] Voir, par exemple, Jugement, par. 1917 à 1921 (fait répertorié F.1), 1932 à 1936 (fait répertorié F.5), 1940 à 1942 (fait répertorié F.9), 2121 à 2139 et 2144 à 2149 (fait répertorié G.18).

[1200] *Ibidem*, par. 1932 à 1934.

[1201] Voir *ibid*., par. 1933 à 1937.

[1202] *Ibid*., note de bas de page 8220.

s'agissant de plusieurs autres faits, la Chambre de première instance « [a] renvo[yé] à ses autres considérations [...] telles que formulées dans sa constatation relative au fait répertorié F.5[1203] ». Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans l'approche qu'elle a suivie. Partant, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette les arguments de Mladić sur ce point.

e) Conclusion

346. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 4.B. de Mladić[1204].

[1203] Voir, par exemple, *ibid*., notes de bas de page 8411, 8428, 8438, 8452, 8472, 8483, 8500 et 9313.
[1204] Compte tenu des conclusions de la Chambre d'appel, selon lesquelles Mladić n'a pas démontré l'existence de la moindre erreur dans son moyen d'appel 4.B, ses arguments relatifs aux effets conjugués des erreurs alléguées sont rejetés. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 555 à 564.

D. Erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica (cinquième moyen d'appel)

347. La Chambre de première instance a conclu à l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica entre les jours qui ont immédiatement précédé le 11 juillet 1995 et au moins octobre 1995, dont l'objectif principal était d'éliminer les Musulmans de Bosnie de Srebrenica en tuant les hommes et les garçons, et en chassant par la force les femmes, les jeunes enfants et quelques hommes âgés[1205]. Elle a conclu que l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica impliquait la commission des crimes que sont les persécutions et les actes inhumains (transfert forcé) « [d]ans les jours qui ont immédiatement précédé le 11 juillet 1995[1206] ». Dès le 12 juillet 1995 dans la matinée, et « bien avant que le premier crime soit commis », les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre sont devenus partie intégrante des moyens visant à réaliser l'objectif[1207]. Selon la Chambre de première instance, les membres de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica comprenaient Radovan Karadžić, Radislav Krstić, Vujadin Popović, Zdravko Tolimir, Ljubomir Borovčanin, Svetozar Kosorić, Radivoje Miletić, Radoslav Janković, Ljubiša Beara, Milenko Živanović, Vinko Pandurević, Vidoje Blagojević et Mladić.[1208].

348. La Chambre de première instance a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1209] et qu'il partageait l'intention d'en réaliser l'objectif commun[1210]. La Chambre de première instance l'a reconnu coupable, en tant que membre de cette entreprise, des crimes que sont le génocide, les persécutions, les actes inhumains (transfert forcé), l'assassinat et le meurtre, et l'extermination[1211].

349. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis des erreurs de droit et de fait lorsqu'elle a conclu à sa participation à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, à sa contribution importante à celle-ci et à l'intention qu'il partageait de la réaliser, et il prie la Chambre d'appel d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées contre lui

[1205] Jugement, par. 4987 et 5096.
[1206] *Ibidem*.
[1207] *Ibid*.
[1208] *Ibid*., par. 4988, 5096, 5098 et 5131.
[1209] *Ibid*., par. 5097 et 5098.
[1210] *Ibid*., par. 5128, 5130 et 5131.
[1211] *Ibid*., par. 5098, 5128, 5130, 5191 et 5214.

pour les crimes de génocide, d'assassinat et de meurtre, d'extermination, de persécution et d'actes inhumains (transfert forcé), des crimes contre l'humanité[1212].

1. Erreurs alléguées concernant le projet commun de transfert forcé, de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre (moyen d'appel 5.A)

350. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis des erreurs lorsqu'elle a apprécié les éléments de preuve se rapportant à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et lorsqu'elle a conclu qu'il avait pris part à un projet criminel commun visant à i) transférer des personnes de force et ii) commettre les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre[1213]. La Chambre d'appel va passer en revue ces arguments.

a) Erreurs alléguées concernant le projet commun de transfert forcé

351. La Chambre de première instance a conclu que la VRS avait commencé à attaquer l'enclave de Srebrenica le 6 juillet 1995[1214] et que, de ce fait, des milliers de Musulmans de Bosnie avaient fui en direction de Potočari pour trouver refuge à la base de la FORPRONU[1215]. Elle a conclu que le déplacement des civils musulmans de Bosnie rassemblés à Potočari avait été organisé par la VRS et le MUP et avait eu lieu, pour le premier convoi seulement, sous la supervision de la FORPRONU et sous son escorte[1216]. Lorsqu'elle a examiné les déplacements, la Chambre de première instance a rappelé i) les circonstances entourant le mouvement de population depuis Srebrenica vers Potočari, notamment les ordres du 10e détachement de sabotage de la VRS donnés aux habitants de la ville de Srebrenica de partir, les obus tirés par la VRS sur la base de la compagnie Bravo de la FORPRONU à Srebrenica, et les tirs de mortier le long de la route qu'empruntaient les Musulmans de Bosnie qui fuyaient en direction de Potočari ; ii) la situation à la base de la FORPRONU à Potočari et dans ses environs, où la population avait trouvé refuge, c'est-à-dire les tirs et les obus lancés autour de la base, les conditions de vie catastrophiques ainsi que la peur et l'épuisement des Musulmans de Bosnie qui y avaient trouvé refuge ; iii) que la VRS, assistée des unités du MUP, avait coordonné

[1212] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 51 à 66 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 570 à 694 ; Réplique de Mladić, par. 86 à 99 ; CR, p. 64 à 74 et 78 à 85 (25 août 2020) ; CR, p. 44 à 57 (26 août 2020). Selon Mladić, la Chambre de première instance a commis une erreur en le déclarant coupable des crimes commis à Srebrenica au moyen d'une fiction juridique. Voir CR, p. 74, 78 et 82 (25 août 2020).
[1213] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 54 à 56 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 570 et 575 à 600 ; Réplique de Mladić, par. 86 à 92 ; CR, p. 64 à 71, 73, 74 et 79 à 82 (25 août 2020) ; CR, p. 44 à 51 (26 août 2020). Voir aussi CR, p. 51 à 57 (26 août 2020).
[1214] Jugement, par. 2443 et 2968.
[1215] *Ibidem*, par. 2446 et 2968.
[1216] *Ibid*., par. 3159.

l'embarquement à bord des autocars et avait finalement forcé les femmes, les enfants et les personnes âgées à y monter alors que des membres du MUP frappaient certains d'entre eux, et que la VRS avait escorté les autocars vers le territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie[1217]. Sur la base de ce qui précède, la Chambre de première instance a conclu que les quelque 25 000 Musulmans de Bosnie, pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées, qui avaient quitté Potočari pour se rendre en territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie, n'avaient eu d'autre choix que de partir[1218].

352. S'agissant du rôle de Mladić dans les transferts, la Chambre de première instance a conclu qu'il avait donné plusieurs ordres relatifs au déplacement des civils musulmans de Bosnie depuis Srebrenica, notamment au transport des civils musulmans de Bosnie hors de Potočari[1219]. Elle a conclu en particulier que, le 12 juillet 1995, Mladić et d'autres officiers de la VRS, un représentant des dirigeants civils des Serbes à Srebrenica, des membres de la FORPRONU et des « représentants » de la population musulmane de Bosnie « étaient convenus » que l'évacuation des civils musulmans de Bosnie serait organisée par les forces de la VRS et les forces de police des Serbes de Bosnie, et aurait lieu sous la supervision de la FORPRONU et sous son escorte[1220].

353. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a déduit qu'il avait participé à une entreprise criminelle commune visant à éliminer les Musulmans de Bosnie de Srebrenica en les transférant par la force, dès lors que la totalité des éléments de preuve permettait d'arriver à une autre déduction raisonnable — à savoir qu'il agissait en coordination avec des hauts responsables du Bataillon néerlandais (le « DutchBat ») et de la FORPRONU dans le but d'évacuer les civils pour des raisons humanitaires[1221]. Il soutient que de nombreux éléments de preuve montraient que ces évacuations étaient nécessaires, et il fait observer que la Chambre de première instance a jugé dignes de foi les éléments de preuve montrant qu'il avait laissé aux civils le choix de partir[1222]. Dans ces circonstances, il soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de

[1217] *Ibid.*
[1218] *Ibid.*
[1219] *Ibid.*, par. 5052, 5067 et 5097.
[1220] *Ibid.*, par. 2972 et 2982.
[1221] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 575 et 580 à 582 ; CR, p. 65 à 71 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 47 à 51 (26 août 2020). Mladić ajoute que la Chambre de première instance ne s'est pas conformée à la jurisprudence du TPIY, dans la mesure où le caractère forcé du déplacement est déterminé par l'absence de choix véritable pour les personnes déplacées. CR, p. 70 et 71 (25 août 2020).
[1222] Mémoire d'appel de Mladić, par. 578 et 579 ; CR, p. 65 et 67 à 70 (25 août 2020) ; CR, p. 47 à 51 (26 août 2020).

poids, ou n'en a accordé aucun, aux éléments de preuve montrant qu'il avait fait évacuer les civils suite à des demandes de l'ONU de coordonner les évacuations humanitaires[1223]. Il prie la Chambre d'appel d'infirmer les conclusions de la Chambre de première instance relatives au transfert forcé au titre d'une entreprise criminelle commune de première catégorie ou, à titre subsidiaire, d'infirmer ces conclusions dans la mesure des erreurs relevées[1224].

354. L'Accusation répond que Mladić conteste la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve sans démontrer l'existence d'une erreur[1225]. Elle avance que la Chambre de première instance a examiné et rejeté l'argument de Mladić selon lequel les éléments de preuve montraient que la population civile avait été évacuée pour des raisons humanitaires[1226].

355. Mladić réplique que l'Accusation sort les conclusions de la Chambre de première instance de leur contexte et qu'elle n'a pas répondu aux erreurs qu'il a relevées[1227].

356. La Chambre d'appel fait observer que Mladić tente de démontrer dans ce moyen d'appel que les évacuations n'étaient pas illicites. Elle rappelle que le transfert forcé suppose le déplacement de personnes de la région où elles se trouvent légalement, sans motifs admis par le droit international[1228]. La condition que le déplacement soit forcé ne se limite pas à l'emploi de la force physique : elle peut être remplie en cas de menace de recours à la force ou de coercition, comme par exemple des menaces de violence, la contrainte, la détention, des pressions psychologiques, des abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un climat coercitif. C'est l'absence de choix véritable qui conditionne le caractère illicite du déplacement. La crainte de violences, le recours à la force ou d'autres circonstances comparables peuvent créer un climat tel que les personnes n'ont d'autre choix que de partir, mais c'est au vu des circonstances propres à chaque espèce qu'il faut déterminer si la personne transférée a eu véritablement le choix[1229]. Le déplacement peut être autorisé en droit international dans un nombre limité de cas[1230], pour

[1223] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 577 à 581 ; CR, p. 65 à 70 (25 août 2020) ; CR, p. 47 à 51 (26 août 2020). Mladić soutient que la Chambre de première instance s'est fondée de façon sélective sur certains éléments de preuve pour conclure que son comportement lors de l'organisation des autocars avait contribué à l'objectif criminel commun. Mémoire d'appel de Mladić, par. 576 ; CR, p. 65 et 69 (25 août 2020).
[1224] Mémoire d'appel de Mladić, par. 583.
[1225] Réponse de l'Accusation, par. 218 et 221 ; CR, p. 3 et 7 à 14 (26 août 2020).
[1226] Réponse de l'Accusation, par. 222 et 223 ; CR, p. 7 à 14 (26 août 2020).
[1227] Réplique de Mladić, par. 87 et 88.
[1228] Voir Arrêt *Šešelj*, par. 150, notes de bas de page 538 et 541, et références citées ; Arrêt *Krajišnik*, par. 308.
[1229] Voir Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 918 et références citées [notes de bas de page non reproduites].
[1230] Voir Arrêt *Krajišnik*, par. 308 ; Arrêt *Stakić*, par. 284.

autant qu'il soit temporaire par nature[1231] et mené avec humanité[1232]. Cependant, le déplacement n'est en particulier pas autorisé lorsque la crise humanitaire qui en est à l'origine est due à l'accusé[1233]. De plus, la participation d'une organisation non gouvernementale à des déplacements ne suffit pas à légitimer un transfert qui serait autrement illégal[1234].

357. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a cherché à savoir si le déplacement des civils musulmans de Bosnie rassemblés à Potočari le 12 et le 13 juillet 1995 avait eu lieu conformément à une évacuation autorisée en droit international, et avait conclu que cela n'avait pas été le cas[1235]. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que les transferts étaient nécessaires pour des raisons humanitaires, et qu'il « travaillé en coordination avec » la FORPRONU pour évacuer les civils[1236]. La Chambre d'appel fait observer que, lorsqu'elle s'est penchée sur les attaques lancées sur Srebrenica, le déplacement des civils musulmans de Bosnie et le rôle de Mladić dans l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a examiné les éléments de preuve que Mladić invoque en appel[1237]. La Chambre d'appel ajoute que la Chambre de première instance a rappelé à juste titre que « ce n'est pas parce que le déplacement s'effectue dans le cadre d'un accord conclu entre des chefs politiques ou militaires ou sous les auspices d'une organisation qu'il est nécessairement volontaire[1238] ». Mladić tente de mettre en avant la coopération avec des organisations internationales en matière de réinstallation des civils depuis Srebrenica, mais il passe sous silence le fait que la Chambre de première instance a constaté que les soldats du DutchBat avaient uniquement accompagné les premiers convois, le 12 juillet 1995, que la VRS les avait ensuite arrêtés, et que les soldats de la VRS avaient volé au DutchBat des jeeps ainsi que des armes et du matériel, empêchant toute autre escorte du bataillon[1239]. Mladić ne conteste pas ces conclusions.

[1231] Voir Jugement *Blagojević*, par. 597, renvoyant à article 49 2) de la IV^e Convention de Genève.
[1232] Voir *ibidem*, par. 599, renvoyant à article 49 3) de la IV^e Convention de Genève et article 17 1) du Protocole additionnel II.
[1233] Arrêt *Stakić*, par. 287.
[1234] Arrêt *Simić*, par. 180 ; Arrêt *Stakić*, par. 286.
[1235] Jugement, par. 3159 et 3164. Voir aussi *ibidem*, par. 3120.
[1236] Mémoire d'appel de Mladić, par. 578 ; CR, p. 65 à 70 (25 août 2020) ; CR, p. 47 à 51 (26 août 2020).
[1237] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 577 à 579. Voir, par exemple, Jugement, par. 2388, 2389, 2391, 2393 à 2396, 2398, 2416, 2419, 2421, 2422, 2424, 2427, 2433, 2437, 2438, 2457, 2461, 2463 à 2467, 2470, 2473, 2479, 2480, 2492, 2493, 2497, 2500, 2509, 2515, 2516, 2518, 2522 à 2524, 2526, 2529, 2531, 2535, 2537, 2538, 2546 à 2548, 2552, 2553, 2572, 2587, 2617, 2618, 4926, 4949, 4992, 4995, 4998, 5003, 5071, 5074, 5087 et 5117.
[1238] *Jugement*, par. 3159.
[1239] *Ibidem*, par. 2984.

358. En outre, Mladić ne parvient pas à remettre en cause les conclusions principales sur lesquelles s'est fondée la Chambre de première instance pour dire que les déplacements effectués depuis Srebrenica n'étaient pas légaux. Il est important de noter que la Chambre de première instance a rappelé que c'était le comportement de la VRS qui avait entraîné les crises humanitaires précédant les déplacements, ainsi que la nature violente des déplacements effectués par la VRS[1240]. Elle a conclu que, dans ces circonstances, les civils qui étaient partis de Srebrenica en juillet 1995 « n'[avaient] eu d'autre choix que de partir[1241] ». Par ailleurs, en appréciant cumulativement les déplacements, qui comprenaient ceux en rapport avec Srebrenica en juillet 1995, la Chambre de première instance a conclu que les transferts n'avaient « pas été mené[s] parce que la sécurité des personnes l'exigeait, mais plutôt pour les transférer de certaines municipalités », et qu'aucune mesure n'avait été prise pour assurer le retour des personnes déplacées[1242]. Sur ce fondement, elle a conclu qu'« aucune circonstance ne justifiait le déplacement [...] tel qu'admis en droit international[1243] ».

359. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que, s'agissant de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que le déplacement des femmes, des jeunes enfants et de quelques hommes âgés musulmans de Bosnie revêtait un caractère forcé.

b) Erreurs alléguées concernant le projet commun de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre

360. La Chambre de première instance a conclu que, dès le 12 juillet 1995 dans la matinée, l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica avait évolué et impliquait la commission des crimes que sont le génocide, l'extermination, l'assassinat et le meurtre[1244]. Pour parvenir à cette conclusion, elle a expressément tenu compte de sa conclusion selon laquelle Momir Nikolić, Kosorić et Popović ont discuté des « meurtres dans la matinée du 12 juillet

[1240] *Ibid*., par. 3159. Voir aussi *ibid*., par. 2443 à 2454, 2556, 2257, 2973 à 2981, 3164 et 5052.
[1241] *Ibid*., par. 3159. Voir aussi *ibid*., par. 4981. Mladić avance à tort que la Chambre de première instance a conclu qu'il avait donné le choix aux civils de rester ou de partir, et que des éléments de preuve relatifs à ses déclarations permettaient de déduire qu'il avait agi dans le but de faire évacuer les civils pour des raisons humanitaires. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 579, renvoyant à Jugement, par. 2472. La Chambre de première instance n'a pas retenu que Mladić avait donné le choix aux civils et a conclu que ses déclarations étaient « délibérément trompeuses ». Voir Jugement, par. 4965, 5082 et 5083. Mladić ne démontre aucune erreur concernant cette appréciation.
[1242] Jugement, par. 3164.
[1243] *Ibidem*.
[1244] *Ibid*., par. 4987 et 5096.

1995 » ainsi que de sa conclusion selon laquelle Tolimir a d'abord donné l'ordre de préparer le camp de Batković pour l'arrivée d'un grand nombre de détenus avant de faire savoir que le plan avait été abandonné[1245].

361. En ce qui concerne le rôle de Mladić dans l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a notamment conclu que, entre au moins le 11 juillet et le 11 octobre 1995, Mladić avait donné plusieurs ordres aux forces de la VRS, dont le corps de la Drina, concernant l'opération visant Srebrenica et ses alentours, avait fourni des informations trompeuses au sujet des crimes et n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et/ou en punir les auteurs[1246]. La Chambre de première instance a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1247].

362. La Chambre de première instance a également conclu que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, notamment l'intention génocidaire, sur la base de ses déclarations et de son comportement pendant toute la prise de contrôle de l'enclave de Srebrenica, y compris i) la direction et le commandement qu'il exerçait sur les unités de la VRS et du MUP qui opéraient à Srebrenica et alentour en juillet 1995 ; ii) son rôle pendant les réunions à l'hôtel Fontana les 11 et 12 juillet 1995, notamment ses déclarations selon lesquelles les Musulmans de Bosnie pouvaient « soit vivre soit disparaître », « soit survivre soit disparaître », et que seules les personnes qui pouvaient obtenir la remise des armes pourraient sauver les Musulmans de Bosnie de la « destruction » ; iii) sa présence, avec d'autres responsables de la VRS et du MUP, à une réunion au centre de commandement de Bratunac le 13 juillet 1995, au cours de laquelle la tâche consistant à tuer 8 000 hommes musulmans près de Konjević Polje a été discutée ; iv) sa présence les 12 et 13 juillet 1995 à Potočari pendant que les Musulmans de Bosnie y étaient rassemblés et séparés ; v) le fait qu'il a nié les crimes commis à Srebrenica ; vi) les mesures qu'il a prises afin que des informations trompeuses soient communiquées et que les médias ne puissent pas savoir ce qui se passait à Srebrenica[1248].

363. Mladić avance que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à l'absence d'éléments de preuve directs, indirects ou corroborants, montrant qu'une

[1245] *Ibid*., par. 4987.
[1246] *Ibid*., par. 5052, 5066, 5067 et 5097.
[1247] *Ibid*., par. 5098.
[1248] *Ibid*., par. 5128 et 5130.

réunion s'est tenue le 11 ou le 12 juillet 1995, pendant laquelle l'objectif criminel de commettre les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre a été discuté ou convenu[1249]. Il soutient que la Chambre de première instance i) s'est fondée à tort sur les preuves par ouï-dire apportées par le témoin Momir Nikolić pour conclure indirectement que cette réunion avait eu lieu[1250], ii) n'a pas tenu compte du fait que les éléments de preuve démontraient que Mladić n'aurait pas eu l'occasion de participer à cette réunion[1251], et iii) n'a pas suffisamment pris en considération les éléments de preuve à charge et à décharge indiquant que la seule réunion connue entre Mladić et ses subordonnés qui a eu lieu à l'époque n'a pas porté sur les meurtres ou un quelconque objectif criminel[1252].

364. De plus, Mladić soutient que la Chambre de première instance a déduit sa participation à l'entreprise criminelle commune sur la base des déclarations qu'il a faites à l'occasion des réunions à l'hôtel Fontana et de la direction et du commandement qu'il a exercés sur la VRS et le MUP, mais qu'elle a commis une erreur i) en n'accordant pas suffisamment de poids au contexte militaire des déclarations faites à l'hôtel Fontana[1253] ; ii) en accordant un poids excessif à son poste au sein de l'armée et au rôle qu'il y jouait, sans tenir suffisamment compte de l'absence d'éléments de preuve « montrant des ordres directs[1254] ».

365. Mladić soutient que, compte tenu de ce qui précède, il était possible de faire une autre déduction raisonnable et que, partant, l'élément matériel de l'entreprise criminelle commune

[1249] Mémoire d'appel de Mladić, par. 584, 587 et 593 ; CR, p. 78 à 82 (25 août 2020).
[1250] Mémoire d'appel de Mladić, par. 585, 587 et 589 ; CR, p. 79 à 82 (25 août 2020). Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur la déposition du témoin Momir Nikolić pour les raisons suivantes : i) ses dires au sujet d'une réunion tenue le 11 ou le 12 juillet 1995 n'établissaient aucun lien avec Mladić ; ii) elle n'a pas pris en compte la déposition du témoin Bruce Bursik, enquêteur de l'Accusation, ni sa propre conclusion que le témoin Momir Nikolić n'était pas crédible. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 585, 587 à 589, 593 et 594 ; CR, p. 79 à 82 (25 août 2020). Mladić ajoute que la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant sur la pièce D1228, une déclaration du témoin Momir Nikolić qui n'a pas été faite sous serment et n'a pas été recueillie à l'audience, résumée par le témoin Bursik, pour établir la véracité de sa teneur et prouver l'existence de cette réunion i) sans l'avoir admise sous le régime de l'article 92 *bis* ou *quater* du Règlement du TPIY, ii) car la déclaration n'avait pas été enregistrée comme le requiert l'article 43 du Règlement du TPIY, et iii) car l'Accusation ne l'a pas invoquée dans son mémoire en clôture pour soutenir que Mladić a participé à une réunion le 11 ou le 12 juillet 1995, concernant un projet criminel commun de génocide ou d'extermination. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 590 à 592 ; CR, p. 79 et 80 (25 août 2020).
[1251] Mémoire d'appel de Mladić, par. 593.
[1252] Voir *ibidem*, par. 584, 585, 587 et 592 à 594, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 4932, 4934, 4936 et 4937 ; CR, p. 79 et 80 (25 août 2020).
[1253] Mémoire d'appel de Mladić, par. 595 ; CR, p. 72 et 74 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).
[1254] Mémoire d'appel de Mladić, par. 596 ; CR, p. 74, 78 et 79 (25 août 2020). Voir aussi CR, p. 51 à 57 (26 août 2020). Les arguments de Mladić au sujet des erreurs que la Chambre de première instance aurait commises concernant son alibi sont examinés ailleurs dans le présent arrêt, Voir *infra*, III. D. 2 a). Voir aussi CR, p. 71, 80, 81 et 84 (25 août 2020) ; CR, p. 44 et 56 (26 août 2020) (où Mladić tente de se distancier des crimes commis à Srebrenica en affirmant que les meurtres ont été commis par des membres incontrôlés de la VRS, indépendamment de la chaîne de commandement normale).

relative à Srebrenica qui sous-tend les déclarations de culpabilité prononcées contre lui pour génocide, extermination et assassinat et meurtre n'est pas établi au-delà de tout doute raisonnable[1255]. Il prie la Chambre d'appel d'infirmer ces déclarations de culpabilité ou, à titre subsidiaire, d'infirmer les conclusions dans la mesure des erreurs relevées[1256].

366. L'Accusation répond que ce n'est pas la thèse qu'elle a présentée en première instance, et que la Chambre de première instance n'a jamais conclu qu'une réunion précise avait eu lieu la nuit du 11 au 12 juillet 1995[1257], mais plutôt que le plan devait « avoir été discuté et décidé à un moment entre la soirée du 11 juillet [...] et le 12 juillet à 10 heures[1258] ». Par conséquent, l'Accusation avance que les arguments de Mladić concernant une conclusion inexistante doivent être rejetés sans les examiner[1259]. Elle ajoute que la Chambre de première instance a expressément examiné l'argument selon lequel elle ne disposait d'aucun élément de preuve montrant que des crimes avaient été abordés, et que Mladić ne démontre pas en quoi celle-ci n'a pas accordé suffisamment de poids à cet argument[1260]. L'Accusation avance que la Chambre de première instance était en droit de se fonder sur les éléments de preuve comme elle l'a fait, et que Mladić ne relève aucune erreur[1261]. Elle ajoute que rien ne vient étayer les arguments de ce dernier, selon lesquels la Chambre de première instance a accordé un poids excessif au poste qu'il occupait au sein de l'armée et au rôle qu'il y jouait et un poids insuffisant à l'absence d'ordres directs[1262].

[1255] Mémoire d'appel de Mladić, par. 584 et 597 à 599. Voir aussi CR, p. 72, 73, 80 à 82 et 84 (25 août 2020) ; CR, p. 44, 56 et 57 (26 août 2020).
[1256] Mémoire d'appel de Mladić, par. 600.
[1257] Réponse de l'Accusation, par. 226 et 227 ; CR, p. 15 et 16 (26 août 2020).
[1258] *Ibidem*, par. 227, citant Mémoire en clôture de l'Accusation, par. 1175 ; CR, p. 16 et 17 (26 août 2020).
[1259] Réponse de l'Accusation, par. 226.
[1260] *Ibidem*, par. 229.
[1261] Voir *ibid.*, par. 227 à 234. CR, p. 15 à 20 (26 août 2020). L'Accusation avance que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur la déposition du témoin Momir Nikolić puisqu'elle a apprécié cette déposition à la lumière des déclarations du témoin Bursik, notamment le fait que le témoin Momir Nikolić « n'a pas tout dit ». Voir Réponse de l'Accusation, par. 233, renvoyant à Jugement, par. 5304 ; CR, p. 19 et 20 (26 août 2020). L'Accusation ajoute que, s'agissant de la pièce D1228, la Chambre de première instance n'a commis aucune erreur, dès lors i) que Mladić a versé la pièce D1228 en application de l'article 89 C) du Règlement du TPIY et sans limite ni condition énoncées à l'article 92 *bis* ou *quater* du Règlement du TPIY, et ii) que Mladić s'est appuyé sur cette pièce à conviction pour la véracité de sa teneur lors des procès en première instance et en appel, et ne peut donc pas critiquer la Chambre de première instance pour avoir fait de même. Voir Réponse de l'Accusation, par. 231 et 232 ; CR, p. 20 (26 août 2020). L'Accusation ajoute que Mladić ne renvoie à aucune constatation fondée sur la pièce D1228. Voir Réponse de l'Accusation, par. 234 ; CR, p. 20 (26 août 2020).
[1262] Réponse de l'Accusation, par. 235. Voir aussi CR, p. 14 à 23 (26 août 2020).

367. Mladić réplique que l'Accusation n'aborde pas les fondements juridiques ou factuels de ses arguments, ou ne les remet pas en cause[1263]. Il avance que les arguments de l'Accusation déforment les siens, et qu'elle s'appuie à tort sur des éléments de preuve inapplicables[1264].

368. La Chambre d'appel fait observer que, contrairement à ce qu'affirme Mladić, la Chambre de première instance n'a pas conclu qu'une réunion à laquelle il a assisté avec ses subordonnés s'était tenue le 11 ou le 12 juillet 1995, et durant laquelle le projet criminel commun visant à commettre les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre a été abordé et défini. Sur ce point, plutôt que de mettre en avant une conclusion de la Chambre de première instance, il se contente de renvoyer à des éléments de preuve qu'elle a résumés ou à des arguments avancés par l'Accusation[1265]. Partant, les arguments qu'il présente, à savoir que la Chambre de première instance s'est fondée à tort sur les preuves par ouï-dire apportées par le témoin Momir Nikolić pour parvenir à cette conclusion et que les éléments de preuve du dossier ne lui auraient pas permis de participer à cette réunion sont infondés et rejetés. Compte tenu de cette conclusion, la Chambre d'appel rejette en outre comme étant sans objet les arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur les dires du témoin Momir Nikolić pour les motifs suivants : i) ce que ce témoin a dit au sujet d'une réunion tenue le 11 ou le 12 juillet 1995 n'a établi aucun lien avec Mladić ; ii) elle n'a pas pris en compte la déposition du témoin Bursik, ni sa propre conclusion que le témoin Momir Nikolić n'était pas crédible ; iii) elle s'est appuyée sur la pièce D1228 pour la véracité de sa teneur afin d'établir l'existence de cette réunion, en violation des articles 43, 92 *bis* ou 92 *quater* du Règlement du TPIY, et l'Accusation ne l'a pas invoquée à cette fin dans son mémoire en clôture[1266].

369. Par ailleurs, Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance n'a pas suffisamment tenu compte des éléments de preuve relatifs à sa participation à une réunion, durant laquelle des meurtres ou tout autre acte criminel ont été abordés. Les arguments de Mladić reposent sur les résumés qu'a faits la Chambre de première instance des éléments de preuve instance relatifs à une réunion au quartier général de la brigade de Bratunac le 11 ou le

[1263] Réplique de Mladić, par. 86 et 92 ; CR, p. 44 (26 août 2020). Voir aussi CR, p. 46 et 47 (26 août 2020).
[1264] Voir Réplique de Mladić, par. 89 à 91.
[1265] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 586 à 589 ; CR, p. 46 et 47 (26 août 2020), renvoyant, entre autres, à Réponse de l'Accusation, par. 226 et 229, et Mémoire en clôture de l'Accusation, par. 1063 et 1105.
[1266] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 585 et 587 à 594 ; CR, p. 79 à 82 (25 août 2020).

12 juillet 1995[1267], qu'elle a clairement examinés et sur lesquels elle s'est prononcée[1268]. Mladić n'a pas démontré que la Chambre de première instance avait écarté ces éléments de preuve ou qu'ils ne cadraient pas avec sa conclusion que, dès le 12 juillet 1995 tôt dans la matinée, les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre étaient devenus partie intégrante des moyens visant à réaliser l'élimination des Musulmans de Bosnie de Srebrenica, et ce bien avant que le premier crime soit commis[1269]. Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a expressément tenu compte de ses constatations suivantes : i) la VRS entendait vider l'enclave de ses habitants ; ii) des persécutions et des actes inhumains (transfert forcé) ont été commis après l'attaque et, dès le 12 juillet 1995, tôt, les crimes de génocide, d'extermination et d'assassinat et de meurtre sont devenus partie intégrante des moyens visant à réaliser l'objectif ; iii) Momir Nikolić, Kosorić et Popović ont discuté des meurtres dans la matinée du 12 juillet 1995 ; iv) Tolimir a d'abord donné l'ordre de préparer le camp de Batković pour l'arrivée d'un grand nombre de détenus avant de faire savoir que ce plan avait été abandonné[1270].

370. S'agissant de l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids au contexte militaire des déclarations qu'il a faites lors de la deuxième réunion à l'hôtel Fontana, la Chambre d'appel conclut que les éléments de preuve qu'il invoque n'étayent pas cet argument[1271]. La Chambre de première instance a conclu que Mladić avait eu l'intention de commettre le crime de génocide en partie sur la base des déclarations faites lors de la deuxième réunion à l'hôtel Fontana, pendant laquelle il a déclaré que les Musulmans de Bosnie pouvaient « soit vivre soit disparaître » et « soit survivre soit disparaître »[1272]. À l'appui de son argument, Mladić renvoie aux dépositions des témoins Richard Butler et Kovač[1273]. Toutefois, le témoin Butler a expressément refusé d'interpréter les déclarations de Mladić précitées[1274], et la déposition du témoin Kovač, que

[1267] Voir, par exemple, Mémoire d'appel de Mladić, par. 594, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 4932, 4934, 4936 et 4937.
[1268] Jugement, par. 4953, 4956 et 4980. La Chambre de première instance a examiné l'argument de Mladić selon lequel elle ne disposait d'aucun élément de preuve montrant que des crimes avaient été abordés lors d'une réunion. Voir *ibidem*, par. 4972.
[1269] *Ibid*., par. 4987.
[1270] *Ibid*.
[1271] Mémoire d'appel de Mladić, par. 595, renvoyant à CR, p. 16831 (16 septembre 2013), et 41395 (16 novembre 2015). Voir aussi CR, p. 72 et 74 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).
[1272] Jugement, par. 5128 et 5130.
[1273] Mémoire d'appel de Mladić, par. 595 et note de bas de page 705 ; CR, p. 72 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020), renvoyant, entre autres, à CR, p. 16653 (12 septembre 2013).
[1274] CR, p. 16832 et 16833 (16 septembre 2013). Plus précisément, le témoin Butler a uniquement expliqué que, d'un point de vue militaire, il était « techniquement correct » que Mladić tente d'obtenir la reddition de la

Mladić invoque, ne porte que sur la question de la reddition de la 28e division de l'ABiH, et non sur les déclarations en question[1275]. La Chambre d'appel conclut que ces éléments de preuve n'étayent pas le grief que Mladić fait à la Chambre de première instance de ne pas avoir suffisamment pris en compte le contexte militaire de ses déclarations, et qu'il n'a relevé aucune erreur sur ce point.

371. S'agissant du grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a accordé un poids excessif au poste qu'il occupait au sein de l'armée et au rôle qu'il y jouait, sans tenir suffisamment compte de l'absence d'éléments de preuve montrant ses ordres directs, la Chambre d'appel fait observer qu'il renvoie aux paragraphes du Jugement concernant ses contributions et son état d'esprit se rapportant exclusivement à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1276]. Ses arguments, qu'il ne développe pas, ne démontrent l'existence d'aucune erreur dans les conclusions tirées dans ces paragraphes et, en particulier, font abstraction de plusieurs constatations faites par la Chambre de première instance, selon lesquelles il a donné des ordres en lien avec les opérations menées à Srebrenica[1277]. Par conséquent, la Chambre d'appel rejette ces griefs.

372. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur concernant sa participation à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica s'agissant des déclarations de culpabilité prononcées contre lui pour génocide, extermination et assassinat et meurtre.

c) Conclusion

373. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 5.A de Mladić.

28e division de l'ABiH après avoir pris l'enclave de Srebrenica, et prenne des dispositions pour négocier cette reddition. CR, p. 16829 à 16831 (16 septembre 2013). Voir aussi CR, p. 16653 (12 septembre 2013).

[1275] CR, p. 41395 et 41396 (16 novembre 2015).

[1276] Mémoire d'appel de Mladić, par. 596, renvoyant à Jugement, par. 5098, 5088 et 5129 à 5131. Voir aussi CR, p. 74 et 78 (25 août 2020).

[1277] Jugement, par. 5052, 5066, 5067 et 5097. La Chambre de première instance a conclu, entre autres, que Mladić avait ordonné de réquisitionner des autocars et de transporter des civils musulmans de Bosnie hors de Potočari. Voir *ibidem*, par. 5052. Le 11 juillet 1995, il a ordonné à Borovčanin de lancer une attaque le lendemain à l'aube. Voir *ibid.*, par. 5066. Le 12 juillet 1995, il a ensuite ordonné qu'une partie de l'unité de Borovčanin assure la sécurité lors du transport des civils, et que l'autre partie se rende à Zvornik. Voir *ibid*., par. 5067. Entre au moins le 11 juillet et le 11 octobre 1995, Mladić a donné plusieurs ordres concernant l'opération visant Srebrenica et ses alentours. Voir *ibid*., par. 5097.

2. Erreur alléguée concernant la contribution importante de Mladić (moyen d'appel 5.B)

374. Pour conclure que Mladić a contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a tenu compte des actes de ce dernier vis-à-vis de la VRS et des unités du MUP subordonnées, dès lors que tous les auteurs principaux des crimes entrant dans le cadre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica étaient des membres de la VRS ou du MUP[1278]. Sur ce point, elle a notamment conclu ce qui suit : i) Mladić a exercé la direction et le commandement des forces de la VRS et du MUP déployées pendant toute l'opération visant Srebrenica et les événements qui s'étaient ensuivis[1279] ; ii) Mladić n'a pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et/ou punir les membres de la VRS et d'autres forces serbes placées sous son contrôle effectif, qui ont commis les crimes à Srebrenica[1280] ; iii) les actes de Mladić ont été si essentiels à la commission des crimes que, sans ces actes, les crimes n'auraient pas été commis comme ils l'ont été[1281].

375. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids, voire aucun, aux éléments de preuve à décharge se rapportant à l'élément matériel de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, et en ne motivant pas ses conclusions au sujet d'éléments de preuve probants[1282]. Plus particulièrement, il fait grief à la Chambre de première instance de ne pas avoir accordé suffisamment de poids i) aux éléments de preuve montrant qu'il était absent de Srebrenica à l'époque des faits, y compris à la teneur des quatre ordres donnés entre le 14 et le 16 juillet 1995 (ensemble, les « Quatre ordres ») et au changement opéré dans la structure de commandement de la VRS en son absence[1283] ; ii) aux éléments de preuve montrant que le MUP n'était pas sous son contrôle effectif[1284] ; iii) au contexte militaire et à la teneur des ordres qu'il a donnés à Srebrenica[1285] ; iv) aux éléments de preuve discréditant l'authenticité et la fiabilité de certaines communications interceptées[1286] ; v) aux éléments de preuve montrant qu'il n'avait pas

[1278] *Ibid*., par. 5096 et 5098. Voir aussi *ibid*., par. 2676, 2684, 2707, 2723, 2732, 2759, 2766, 2776, 2791, 2820, 2825, 2859, 2861, 2862, 2876, 2882, 2886, 2894, 2917, 2920, 2921, 2924, 2926, 2935, 3051, 4984 et 4986.
[1279] *Ibid*., par. 5097 et 5098. Voir aussi *ibid*., par. 5046 à 5053 et 5066 à 5069.
[1280] *Ibid*., par. 5097 et 5098. Voir aussi *ibid*., par. 5091 à 5094.
[1281] *Ibid*., par. 5098.
[1282] Voir Acte d'appel de Mladić, p. 21, par. 57 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 601 et 606 à 641 ; Réplique de Mladić, par. 94 à 98.
[1283] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 607 à 615 ; Réplique de Mladić, par. 94 ; CR, p. 83 et 84 (25 août 2020). Voir aussi CR, p. 71 et 74 (25 août 2020).
[1284] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 616 à 619 ; Réplique de Mladić, par. 98. Voir aussi CR, p. 44 et 51 à 56 (26 août 2020).
[1285] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 620 à 623 ; Réplique de Mladić, par. 95 et 96. Voir aussi CR, p. 71 et 72 (25 août 2020).
[1286] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 624 à 628.

connaissance des crimes, qu'il n'était pas en mesure de les prévenir ou d'en punir les auteurs, et que lui-même ou ses subordonnés ont bel et bien engagé des poursuites contre les auteurs de certains crimes ou ouvert une enquête à leur sujet[1287]. Selon Mladić, si la Chambre de première instance avait accordé un poids suffisant à ces éléments de preuve, elle n'aurait pas conclu au-delà de tout doute raisonnable qu'il avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1288]. Il prie donc la Chambre d'appel d'infirmer les déclarations de culpabilité prononcées contre lui au titre de cette entreprise ou, à titre subsidiaire, d'infirmer les conclusions dans la mesure des erreurs relevées[1289]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

a) Éléments de preuve montrant que Mladić était absent de Srebrenica

376. Mladić soutient que, si un poids suffisant avait été accordé aux éléments de preuve montrant qu'il était absent de Srebrenica au moment de la commission des crimes, un juge du fait n'aurait pas raisonnablement conclu qu'il exerçait la direction et le commandement des forces de la VRS et du MUP pendant cette période[1290]. À cet égard, il avance que, lorsqu'elle s'est fondée sur quatre ordres donnés entre le 14 et le 16 juillet 1995 pour illustrer la direction et le commandement qu'il exerçait lorsqu'il était à Belgrade[1291], la Chambre de première instance n'a pas motivé sa conclusion que les Quatre ordres lui étaient imputables[1292]. Il soutient en particulier que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à la teneur des Quatre ordres, et plus précisément aux éléments suivants : i) ils concernent l'administration journalière de l'armée et non les opérations militaires et Srebrenica par

[1287] Voir *ibidem*, par. 630 à 641 ; Réplique de Mladić, par. 97. Voir aussi CR, p. 71 (25 août 2020) ; CR, p. 56 (26 août 2020).
[1288] Mémoire d'appel de Mladić, par. 601, 641 et 642. Voir aussi CR, p. 71, 72, 74, 83 et 84 (25 août 2020) ; CR, p. 44 et 56 (26 août 2020).
[1289] Acte d'appel de Mladić, par. 57, 58 et 63 à 65 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 641 à 643.
[1290] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 607 à 615 ; Réplique de Mladić, par. 94 ; CR, p. 83 et 84 (25 août 2020). Voir aussi CR, p. 71 et 74 (25 août 2020).
[1291] Mémoire d'appel de Mladić, par. 610, renvoyant à pièces P2122 (concernant un ordre de Mladić du 14 juillet 1995 adressé au commandant suprême, à l'état-major général de la VJ, à l'état-major principal de l'armée serbe de Krajina, et à divers corps d'armée de la VRS, prescrivant que toute information que les destinataires envoyaient à l'état-major principal de la VRS devait être préparée à l'avance et transmise pendant certaines heures), P2123 (au sujet d'un ordre de l'état-major principal de la VRS envoyé au commandement du corps de la Drina en date du 14 juillet 1995 et signé par Mladić, relatif au transport de membres du DutchBat), P2124 (à propos d'un ordre du 14 juillet 1995 de l'état-major principal de la VRS adressé aux commandements du SRK et du corps de la Drina, signé par Mladić, relatif au passage de Rupert Smith, commandant de la FORPRONU) et P2125 (concernant un ordre de l'état-major principal de la VRS adressé le 15 juillet 1995 au commandement du corps de Bosnie orientale de la VRS et signé par Mladić, en vue d'assurer une permanence aux transmissions du poste de commandement avancé 2).
[1292] Voir *ibidem*, par. 609 à 612 ; CR, p. 83 et 84 (25 août 2020).

exemple[1293], ii) ils n'ont pas été envoyés à des unités présentes à Srebrenica ni à aucune des forces du MUP[1294], et iii) ils comportaient un numéro d'identification unique, indiquant qu'ils émanaient de l'état-major général de la VRS[1295]. Il ajoute que, même si la Chambre de première instance a retenu la déposition du témoin Stevanović, qui a expliqué que, dans un document, la mention « s.r./signé » ne signifiait pas toujours que la personne dont la signature se trouvait sur le document en avait connaissance ou l'avait, dans les faits, apposée, la Chambre de première instance n'en a pas tenu compte s'agissant des Quatre ordres[1296].

377. Par ailleurs, Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve ayant trait au changement opéré dans la structure de commandement lorsqu'il était à Belgrade en juillet 1995, et montrant en particulier que Manjolo Milovanović, alors chef d'état-major de la VRS, l'a remplacé au poste de commandant *de jure* et *de facto* de la VRS[1297]. Il soutient que la Chambre de première instance a accordé un poids excessif à quatre communications interceptées entre le 14 et le 16 juillet 1995[1298] et que, même si ces communications avaient été authentiques[1299], elles ne contenaient pas suffisamment d'éléments de preuve pour qu'un juge du fait puisse raisonnablement conclure que Mladić a continué à exercer la direction et le commandement de la VRS lorsqu'il était absent[1300].

378. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que Mladić avait exercé une direction et un commandement pendant toute l'opération visant

[1293] Mémoire d'appel de Mladić, par. 611 et notes de bas de page 722 et 724 (où Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux dires du témoin Tihomir Stevanović, qui a déclaré que le « centre des opérations » de la VRS n'avait pas demandé l'approbation de Mladić pour rédiger des ordres qui concernaient l'administration générale de l'armée, donner de tels ordres ou envoyer en son nom des télégrammes en lien direct avec cette question) ; CR, p. 83 et 84 (25 août 2020).
[1294] Mémoire d'appel de Mladić, par. 611.
[1295] *Ibidem*.
[1296] *Ibid*., par. 610 et 612, renvoyant à Jugement, par. 4997.
[1297] *Ibid*., par. 613, renvoyant à CR, p. 16964 à 16977 (18 septembre 2013), CR, p. 35265 (7 mai 2015) ; CR, p. 84 (25 août 2020).
[1298] En ce qui concerne les quatre communications interceptées, Mladić soutient i) que la pièce P1298 ne fait que confirmer son intention de quitter la ligne de front, et qu'il n'a donné aucun ordre à exécuter en son absence ; ii) que la pièce P1655 (sous scellés) démontre qu'il savait que Karadžić donnait des ordres et que Pandurević avait organisé le passage des Musulmans par Tuzla, mais qu'il ne disposait d'aucune autre information sur ce qu'il se passait sur le terrain ; iii) que la pièce P1656 (sous scellés) démontre que, dans le passage de la conversation où il informe un homme qu'il le verrait cette nuit-là, aucun ordre n'a été donné, et que rien ne prouve l'identité de cet homme, son grade ou son rôle ; et iv) que la pièce P1657 (sous scellés) démontre qu'il a brièvement parlé à Milovanović, mais n'a donné aucun ordre ni mentionné Srebrenica. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 614.
[1299] *Ibidem*, par. 615, renvoyant à *ibid*., par. 624 à 628. La Chambre d'appel examinera les arguments de Mladić concernant l'authenticité des conversations interceptées dans la partie III. D. 2 d).
[1300] Voir *ibid*., par. 613 à 615.

Srebrenica, notamment entre le 14 et le 16 juillet 1995, lorsqu'il était à Belgrade[1301]. Elle soutient en particulier que la Chambre de première instance a examiné les Quatre ordres dans leur contexte pour conclure que Mladić les avait donnés et que, avec d'autres éléments de preuve corroborants, ils démontrent qu'il exerçait une direction et un commandement depuis Belgrade[1302]. L'Accusation ajoute que l'argument que Mladić ne développe pas, à savoir que Milovanović l'a remplacé au poste de commandant de la VRS pendant qu'il était à Belgrade, doit être rejeté sans examen[1303], et que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que les communications interceptées qui ont eu lieu entre le 14 et le 16 juillet 1995 démontrent que Mladić a continué d'exercer la direction et le commandement de la VRS depuis Belgrade[1304].

379. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a constaté que peu importe que Mladić ait été à Srebrenica ou à Belgrade en juillet 1995, il était toujours commandant de l'état-major principal de la VRS[1305]. Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a considéré que, tout au long de juillet 1995, y compris pendant son déplacement à Belgrade, Mladić i) avait été en contact avec l'état-major principal de la VRS et avait continué d'exercer une direction et un commandement, ii) avait donné des ordres aux unités de la VRS qui ont été exécutés, iii) avait pris des mesures pour que ses ordres soient exécutés y compris lorsqu'il n'était pas présent sur le terrain, et iv) avait communiqué

[1301] Réponse de l'Accusation, par. 236 ; CR, p. 18 et 19 (26 août 2020). L'Accusation ajoute que la responsabilité de Mladić pour les crimes commis à Srebrenica ne reposait pas sur sa présence sur les lieux des crimes. Voir CR, p. 19 (26 août 2020).

[1302] Réponse de l'Accusation, par. 236 à 238, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 5053 ; CR, p. 19 (26 août 2020). L'Accusation soutient en particulier que i) les éléments apportés par le témoin Stevanović, qui ne représentent qu'une des preuves versées au dossier examinées par la Chambre de première instance, ne remettent pas en cause la conclusion de cette dernière selon laquelle les ordres portant le nom de Mladić, avec ou sans la mention « s.r. », lui sont imputables ; ii) les Quatre ordres portant sur l'« administration générale de l'armée » viennent appuyer, et non discréditer, la conclusion de la Chambre de première instance que Mladić exerçait le commandement pendant qu'il était à Belgrade ; iii) les Quatre ordres concernent l'opération visant Srebrenica, ou constituent des éléments de preuve du commandement continu exercé par Mladić le 14 et le 15 juillet 1995 ; et iv) Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance aurait commis la moindre erreur en se fondant sur les ordres désignés par les chiffres « 04/ » ou « 06/ », d'autant plus que la Défense a versé au dossier des documents qu'elle attribuait à Mladić désignés par le chiffre « 06/ » parmi d'autres documents portant des chiffres. Voir Réponse de l'Accusation, par. 237 et 238.

[1303] Réponse de l'Accusation, par. 239, renvoyant, entre autres, à Mémoire en clôture de Mladić, par. 670 et 3299, et Jugement, par. 5046. L'Accusation ajoute que Mladić se contente de répéter ses arguments qui ont échoué au procès en première instance et qui invoquaient des problèmes de communication. Voir *ibid.*

[1304] *Ibid*., par. 240. L'Accusation soutient que l'autre interprétation que Mladić donne des pièces P1655 (sous scellés) et P1657 (sous scellés) ne fait apparaître aucune erreur, et que l'ensemble des éléments de preuve, montrant qu'il connaissait les opérations en cours et qu'il avait donné des ordres les concernant, étaye la conclusion de la Chambre de première instance que Mladić exerçait la direction et le commandement de la VRS lorsqu'il était à Belgrade. Voir *ibid*. Voir aussi CR, p. 19 (26 août 2020).

[1305] Voir Jugement, par. 5053.

régulièrement par téléphone avec Milovanović[1306]. En particulier, la Chambre de première instance a examiné dans le détail les communications et les ordres de Mladić, ainsi que ses conversations avec d'autres hauts responsables des Serbes de Bosnie, y compris Milovanović, quand il n'était pas à Srebrenica[1307]. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel conclut que l'argument de Mladić concernant le poids que la Chambre de première instance a accordé aux éléments de preuve relatifs à son absence de Srebrenica reflète un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve, sans démontrer l'existence d'une erreur. Elle rappelle que la simple affirmation selon laquelle une Chambre de première instance n'a pas accordé le poids qui convient à des éléments de preuve peut être rejetée sans examen[1308].

380. S'agissant du défaut de motivation allégué de la conclusion que les Quatre ordres étaient imputables à Mladić, la Chambre d'appel rappelle que, lorsqu'un appelant soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit par défaut de motivation, il doit indiquer précisément les questions, faits ou arguments qu'elle a, selon lui, passés sous silence et expliquer pourquoi pareille omission invalide la décision[1309]. À cet égard, la Chambre d'appel considère que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas motivé sa conclusion relative aux Quatre ordres[1310] puisqu'elle a décrit avec précision la teneur de chacun de ces ordres dans le Jugement, a examiné leurs destinataires et a noté que les Quatre ordres

[1306] Voir *ibidem*. Voir aussi *ibid*., par. 5046 à 5052, renvoyant, entre autres, à Jugement, parties 3.1.4, 7.1.2 et 9.3.3. Dans la partie 3.1.4, la Chambre de première instance a conclu que, de sa nomination initiale en tant que commandant le 12 mai 1992 jusqu'au 8 novembre 1996 au moins, Mladić était resté au commandement de l'état-major principal de la VRS. Voir *ibid*., par. 276. Dans la partie 7.1.2, elle a conclu qu'il avait effectivement ordonné aux forces de la VRS d'appliquer la Directive nº 7 et la Directive nº 7/1, établies en mars 1995 en lien avec les priorités de la VRS (respectivement « Directive nº 7 » et « Directive nº 7/1 »). Voir *ibid*., par. 2382 à 2386. Voir aussi *ibid*., par. 2379 à 2381. Dans la partie 9.3.3, la Chambre de première instance a constaté que Mladić avait donné plusieurs ordres et directives à des unités de la VRS, était respecté par ses subordonnés, qui le reconnaissaient comme leur chef, et avait exercé à un très haut degré la direction et le commandement de ses subordonnés malgré l'état de guerre non déclaré et l'indiscipline occasionnelle au sein de la VRS. Voir *ibid*., par. 4388 à 4391. Par ailleurs, elle a constaté que la VRS disposait d'un système de transmissions efficace, qui permettait à Mladić de communiquer de façon sûre et rapide avec ses subordonnés. Voir *ibid*., par. 4387. Elle a également constaté que, de mai 1992 à 1995, Mladić avait logé à proximité du poste de commandement de l'état-major principal de la VRS, d'où il communiquait chaque jour par téléphone avec les commandants des corps d'armée, habituellement le matin et le soir, et qu'il était tenu informé par Milovanović des points majeurs. Voir *ibid*., par. 4385.

[1307] Dans la partie 9.7.2 du Jugement, intitulée « Diriger et commander la VRS », la Chambre de première instance a examiné i) les communications et ordres de Mladić datés du 14 juillet 1995 (voir *ibid*., par. 5022 à 5024) et ii) les communications et ordres de Mladić datés des 15 et 16 juillet 1995 (voir *ibid*., par. 5025 à 5032 et 5046 à 5050, renvoyant à *ibid*., partie 9.3.3). Dans la partie 9.7.3, intitulée « Diriger et commander les composantes des forces serbes intégrées ou subordonnées à la VRS », la Chambre de première instance a rappelé avoir constaté dans la partie 9.7.2 que Mladić avait exercé une direction et un commandement sur les forces de la VRS pendant l'opération menée à Srebrenica (voir *ibid*., par. 5066).

[1308] Arrêt *Karadžić*, par. 376 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 27 ; Arrêt *Karemera*, par. 179.

[1309] Arrêt *Karadžić*, par. 702 ; Arrêt *Šešelj*, par. 49 ; Arrêt *Prlić*, par. 19 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 8.

[1310] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 611 ; CR, p. 83 (25 août 2020).

étaient soit signés par Mladić, soit émanaient de lui[1311]. En outre, contrairement à ce qu'avance Mladić dans ses arguments, ces ordres portent effectivement sur les opérations menées à Srebrenica et/ou sur le commandement qu'il a continué à exercer sur la VRS et le MUP pendant qu'il était à Belgrade, et sont adressés au corps de la Drina ou à d'autres unités présentes à Srebrenica[1312]. Mladić ne démontre pas non plus en quoi les numéros d'identification uniques associés aux Quatre ordres entameraient la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il a donné ces ordres[1313]. De même, lorsqu'elle a apprécié le rôle que Mladić avait joué dans la délivrance des Quatre ordres, la Chambre de première instance n'a pas explicitement évoqué les déclarations du témoin Stevanović, qui a précisé que la mention « s.r./signé » ne signifiait pas toujours que le signataire d'un document en avait connaissance ou l'avait, dans les faits, signé, mais elle a rappelé ce témoignage lorsqu'elle a examiné le rôle de Mladić au sujet d'un autre ordre portant cette mention, à propos duquel elle a conclu que Mladić l'avait donné[1314]. Rappelant qu'un jugement doit être considéré dans son ensemble[1315], la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve qu'il a produits ou que ceux-ci remettent en cause le caractère raisonnable des conclusions relatives aux Quatre ordres.

381. En ce qui concerne le grief de Mladić concernant le changement opéré dans la structure de commandement, la Chambre d'appel fait observer qu'il se contente de répéter les arguments qu'il a présentés au procès en première instance, à savoir que Milovanović l'a remplacé au poste

[1311] Voir Jugement, par. 4310, 5022, 5024 et 5025. La Chambre de première instance a noté ce qui suit : i) dans un ordre donné par Mladić le 14 juillet 1995, versé au dossier sous la cote P2122, celui-ci a informé, entre autres, le commandant suprême, l'état-major général de la VJ, l'état-major principal de l'armée serbe de Krajina et divers corps d'armée de la VRS, qu'en raison d'une panne dans le circuit d'alimentation électrique pendant l'opération visant Srebrenica, le centre des transmissions de l'état-major principal de la VRS ne fonctionnerait que pendant certaines heures le lendemain (voir *ibidem*, par. 5024) ; ii) deux ordres de l'état-major principal de la VRS datés du 14 juillet 1995 adressés aux commandements du corps de la Drina et du SRK, signés par Mladić et versés au dossier sous la cote P2123 et P2124, respectivement, concernaient le transfert de soldats néerlandais depuis Bratunac (voir *ibid*., par. 5022) ; et iii) un ordre de l'état-major principal de la VRS adressé au commandement du corps de Bosnie orientale et au poste de commandement avancé de l'état-major principal de la VRS, daté du 15 juillet 1995 et signé par Mladić, versé au dossier sous la cote P2125, donnait l'instruction au corps de Bosnie orientale de la VRS d'envoyer un officier au poste de commandement avancé pour rencontrer Milovanović (voir *ibid*., par. 5025).

[1312] Voir pièces P2122, P2123, P2124 et P2125. Voir aussi Jugement, par. 4310, 5022, 5024 et 5025.

[1313] À cet égard, la Chambre d'appel note que, lors du procès en première instance, la Défense a demandé le versement de documents qu'elle attribuait à Mladić, qui portaient la même mention — « 06/ » (ou « 6/ ») — et qui, selon Mladić, ne lui seraient à présent pas imputables. Voir, par exemple, pièces D140, D1471, D1501, D1616, D1665, D1753 et D2167.

[1314] Voir Jugement, par. 4992, 4997 et 5049. S'agissant de l'ordre donné par l'état-major principal de la VRS le 11 juillet 1995, la Chambre de première instance a expressément tenu compte des dires du témoin Stevanović, qui a expliqué que la mention « s.r./signé » sur un document ne signifiait pas toujours que son signataire en avait connaissance ou l'avait, dans les faits, signé. Voir *ibidem*, par. 4997.

[1315] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 138 ; Arrêt *Šainović*, par. 306 et 321 ; Arrêt *Boškoski*, par. 67 ; Arrêt *Orić*, par. 38.

de commandant *de jure* et *de facto* de la VRS pendant qu'il était à Belgrade[1316]. Elle rappelle qu'une partie ne peut se contenter de reprendre en appel des arguments rejetés en première instance, à moins qu'elle ne démontre que leur rejet a entraîné une erreur telle qu'elle justifie l'intervention de la Chambre d'appel[1317]. À l'appui de son argument, Mladić renvoie aux dépositions des témoins Milovanović et Stevanović[1318], mais la Chambre d'appel fait remarquer que le témoin Milovanović a expliqué qu'en cas de dysfonctionnement dans la structure de commandement et de contrôle, il demandait toujours l'approbation de Mladić avant de donner suite aux ordres, ce qui étaye plutôt que ne remet en cause la conclusion de la Chambre de première instance sur ce point[1319]. De plus, la déposition du témoin Stevanović montre uniquement que le chef d'état-major de la VRS — Milovanović — était susceptible de remplacer Mladić au poste de commandant *de jure* de la VRS en son absence[1320]. Mladić ne démontre pas en quoi ces éléments de preuve pourraient remettre en cause la conclusion qu'a tirée la Chambre de première instance au regard de l'ensemble des éléments de preuve, selon laquelle il était toujours commandant de l'état-major principal de la VRS pendant son absence de Srebrenica[1321]. Par conséquent, la Chambre d'appel conclut qu'à part répéter les arguments qu'il a déjà présentés en première instance, Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en rejetant ces arguments et l'a ainsi empêché de s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe en appel.

382. La Chambre d'appel en vient à présent à l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a accordé un poids excessif à quatre communications interceptées attestant la direction et le commandement qu'il a exercé sur la VRS quand il n'était pas à Srebrenica. La Chambre d'appel fait observer que, lorsqu'elle a examiné les communications et les ordres donnés par Mladić entre le 14 et le 16 juillet 1995[1322], la Chambre de première instance a

[1316] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 613 ; CR, p. 84 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire en clôture de Mladić, par. 670 (où Mladić soutient que, pendant qu'il était à Belgrade, il n'exerçait pas le commandement de l'armée conformément au règlement de la VRS, et qu'il ne pouvait pas le faire puisqu'il n'était pas en mesure de communiquer avec l'armée). Sur ce point, la Chambre d'appel rappelle que la Chambre de première instance a constaté que la VRS disposait d'un système de transmissions efficace qui permettait à Mladić de communiquer de façon sûre et rapide avec ses subordonnés. Voir Jugement, par. 4383 et 4387. La Chambre de première instance a noté que le témoin Milovanović avait déclaré qu'il demandait toujours l'approbation de Mladić avant de donner suite aux ordres. Voir Jugement, par. 4297.
[1317] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 19, 305 et 598 ; Arrêt *Šešelj*, par. 17 et 28 ; Arrêt *Prlić*, par. 25 et 128 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 11 ; Arrêt *Karemera*, par. 17 ; Arrêt *Ndindiliyimana*, par. 12 ; Arrêt *Đorđević*, par. 20 ; Arrêt *Šainović*, par. 27.
[1318] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 613 et note de bas de page 728, renvoyant à CR, p. 16964 à 16977 (18 septembre 2013), et 35265 (7 mai 2015). Voir aussi CR, p. 84 (25 août 2020).
[1319] Voir CR, p. 16972 et 16973 (18 septembre 2013). Voir aussi Jugement, par. 4297.
[1320] Voir CR, p. 35265 (7 mai 2015).
[1321] Voir *supra*, par. 379.
[1322] Voir Jugement, par. 5022 à 5032.

examiné la teneur des quatre communications interceptées, qui montraient notamment les points de situation qu'il a reçus et les instructions qu'il a données à propos des opérations menées dans la zone de Zvornik[1323]. L'autre interprétation que donne Mladić, à savoir que les quatre communications interceptées ne contiennent aucun ordre, ne montre pas que la conclusion de la Chambre de première instance était déraisonnable[1324]. Sur ce point, la Chambre de première instance a noté que certaines des communications interceptées contenaient des ordres ou des instructions[1325] et, en tout état de cause, la Chambre d'appel considère que l'absence d'ordres dans les quatre communications interceptées n'entame pas en soi la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle Mladić était toujours commandant de l'état-major principal de la VRS quand il n'était pas à Srebrenica[1326]. Par conséquent, la Chambre d'appel conclut que les arguments de Mladić sur ce point reflètent un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve, sans démontrer la moindre erreur. Elle rappelle que le simple fait d'affirmer que la Chambre de première instance n'a pas accordé le poids qui convient à des éléments de preuve ou qu'elle aurait dû les interpréter de telle ou telle manière peut être rejeté sans examen[1327].

383. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait exercé la direction et le commandement des forces de la VRS et du MUP quand il n'était pas à Srebrenica.

b) Direction et commandement exercés sur les membres du MUP

384. Mladić soutient que, si le poids qui convenait avait été accordé aux éléments de preuve, aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure qu'il avait exercé la direction et le commandement des forces du MUP[1328]. À cet égard, il avance que la Chambre de première

[1323] Il ressort de la pièce P1298 (relative à une communication interceptée entre Mladić et un homme le 14 juillet 1995 à 8 h 5) que l'homme a dit à Mladić qu'il était « ici » avec un petit groupe d'amis et que maintenant, cela dépendait de Mladić. Voir *ibidem*, par. 5023. La pièce P1655 (relative à la communication interceptée n° 664 du 16 juillet 1995) (sous scellés) montre que Mladić [EXPURGÉ] Voir *ibid*., par. 5028 et 5112, et note de bas de page 17684. Il ressort de la pièce P1656 (relative à la communication interceptée n° 648 du 16 juillet 1995) (sous scellés) que [EXPURGÉ] Voir *ibid*., par. 5027. La pièce P1657 (relative aux communications interceptées n°s 671 et 672 du 16 juillet 1995) (sous scellés) montre que [EXPURGÉ] Voir *ibid*., par. 5032 et 5113, et note de bas de page 17688.
[1324] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 614.
[1325] Par exemple, la pièce P1657 (relative aux communications interceptées n°s 671 et 672 du 16 juillet 1995) (sous scellés) où [EXPURGÉ] Voir Jugement, par. 5032 et 5113, et note de bas de page 17688.
[1326] Voir *supra*, par. 379.
[1327] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 376 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 27 ; Arrêt *Karemera*, par. 179.
[1328] Mémoire d'appel de Mladić, par. 619. Voir aussi CR, p. 44 et 51 à 56 (26 août 2020).

instance a accordé un poids excessif aux composantes communes de la coopération entre le MUP et la VRS, et un poids insuffisant aux éléments de preuve montrant que le MUP agissait en tant qu'organe distinct[1329]. Il fait dès lors grief à la Chambre de première instance d'avoir confondu « coopération et action coordonnée » et « resubordination »[1330], et de ne pas avoir tenu compte de l'ensemble des éléments de preuve démontrant la coordination du MUP avec la VRS, par opposition à la resubordination[1331].

385. L'Accusation répond que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que, du 11 au 17 juillet 1995 au moins, les unités du MUP sous le commandement de Borovčanin déployées dans le secteur de Srebrenica étaient placées sous le commandement de la VRS, et que la Chambre de première instance a eu raison d'établir une distinction entre, d'une part, coopération et coordination et, d'autre part, resubordination[1332]. L'Accusation ajoute que les éléments de preuve auxquels Mladić renvoie étayent les conclusions de la Chambre de première instance ou ne sont pas pertinents[1333].

386. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a constaté que, du 11 au 17 juillet 1995 au moins, les forces du MUP déployées dans le secteur de Srebrenica et commandées par Borovčanin étaient sous le commandement de la VRS[1334]. Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a expressément examiné l'argument de Mladić et les éléments de preuve qui s'y rapportent, selon lesquels les forces du MUP opéraient sous leur propre commandement à Srebrenica à partir du 12 ou 13 juillet 1995, à savoir sous l'autorité de Borovčanin[1335]. La Chambre de première instance a en outre examiné en détail d'autres éléments de preuve démontrant i) la part prise par les forces du MUP à l'opération à

[1329] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 616, 617 et 619, renvoyant, entre autres, à CR, p. 20615 à 20625 (10 décembre 2013), 30537 à 30545 (22 janvier 2015), et 41921 (25 novembre 2015) (huis clos partiel). Voir aussi *ibidem*, par. 617 (où Mladić affirme que son ordre du 13 juillet 1995 relatif à la zone de combat n'a été envoyé à aucune unité du MUP, et qu'un rapport de Borovčanin, qui contenait des informations sur les ordres de la VRS donnés le 13 juillet 1995, ne mentionnait pas l'envoi de forces du MUP à Žepa) ; CR, p. 56 (26 août 2020).
[1330] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 616 à 618, renvoyant à Jugement, par. 2878, 2882 et 4989, CR, p. 16285 à 16288 et 16290 (5 septembre 2013). Dans la mesure où Mladić renvoie aux paragraphes 218 à 224 de son mémoire d'appel, la Chambre d'appel a examiné ses arguments sur ce point. Voir *supra*, III. B. 2 a) i).
[1331] Mémoire d'appel de Mladić, par. 618.
[1332] Réponse de l'Accusation, par. 241 et 242, renvoyant à Jugement, par. 2443, 2642, 4957, 5059 et 5067. Selon l'Accusation, les arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à certains éléments de preuve devraient être rejetés sans les examiner. Voir *ibidem*, par. 241.
[1333] Voir *ibid*., par. 243 à 245.
[1334] Voir Jugement, par. 4957.
[1335] Voir *ibidem*, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 2977 (renvoyant à pièces D129, p. 1, P2118, P2119, p. 2, P1786, p. 3, et CR, p. 16287 et 16288 (5 septembre 2013)).

Srebrenica et à Potočari, en exécution d'un ordre du commandant suprême de la VRS[1336], ii) les ordres directs que Borovčanin et ses forces ont reçus de Mladić et d'autres officiers de la VRS, au sujet de leur déploiement et des actions militaires[1337], et iii) la transmission d'informations concernant les activités du MUP à la brigade de Bratunac de la VRS[1338].

387. Dans ce contexte, et rappelant que les Chambres de première instance disposent d'un large pouvoir d'appréciation pour décider du poids à accorder aux éléments de preuve[1339], la Chambre d'appel conclut que le grief formulé par Mladić — à savoir que la Chambre de première instance a accordé un poids excessif aux composantes communes de la coopération entre le MUP et la VRS, et un poids insuffisant aux éléments de preuve montrant que le MUP agissait en tant qu'organe distinct[1340] — ne reflète qu'un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve, sans démontrer la moindre erreur.

388. De plus, contrairement à ce qu'avance Mladić[1341], la Chambre de première instance a établi une nette distinction entre coordination et resubordination des unités militaires[1342]. Elle a particulièrement signalé que « [l]orsqu'elles étaient ainsi resubordonnées, les forces du MUP exécutaient les ordres donnés par la VRS. Dans l'accomplissement des missions confiées par la VRS, le commandant de l'unité de la VRS à laquelle l'unité du MUP était resubordonnée et le commandant de l'unité du MUP coordonnaient leurs actions[1343] ». Sur la base de ces éléments de preuve et d'autres éléments corroborants, la Chambre de première instance a expressément conclu que lorsque, entre le 12 mai 1992 au plus tard et le 26 septembre 1995 au plus tôt, les

[1336] Voir *ibid*., par. 2443 et 5059. Voir aussi *ibid*., par. 4957, renvoyant à parties 7.1.6 (La colonne), 7.2 (Rivière Jadar (annexe E.1.1)), 7.4 (Entrepôt de Kravica (annexe E.3.1)), 7.5 (Prairie de Sandići (annexe E.4.1)), 7.14 (Ville de Bratunac (annexe E.15)) et 7.17 (Transfert forcé et expulsion) ; et 8 (Conclusions juridiques relatives aux crimes) du Jugement.
[1337] Voir *ibid*., par. 2642, 4957, 5059, 5066 et 5067. Voir aussi pièce P724, p. 2 et 3 ; pièce P2117.
[1338] Voir Jugement., par. 4957.
[1339] Arrêt *Karadžić*, par. 363 et 530 ; Arrêt *Šainović*, par. 490. Voir aussi Arrêt *Ngirabatware*, par. 69.
[1340] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 616, 617 et 619. Voir aussi CR, p. 56 (26 août 2020).
[1341] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 617.
[1342] Comparer Jugement, par. 2882 et 3863 (« [E]ntre mi-juillet et mi-août 1995, [les Scorpions] agissaient en coordination avec des unités de la VRS dans un secteur relevant de la responsabilité du [SRK] ») avec *ibidem*, par. 4989 (« Pour ce qui est des crimes relevant du fait [répertorié] E.13.1 et des mauvais traitements infligés aux victimes de Trnovo avant leur meurtre, les éléments de preuve ne suffisent pas pour donner à penser que des membres de l'unité des Scorpions appartenaient à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica. En outre, la Chambre de première instance a conclu que des membres de l'unité des Scorpions avaient commis les meurtres relevant du fait [répertorié] E.13.1 en coordination avec des unités de la VRS. Les éléments de preuve ne suffisent pas pour donner à penser que l'unité des Scorpions était subordonnée à la VRS ni que des membres de l'entreprise criminelle commune pouvaient, de toute autre manière, utiliser des membres de cette unité comme instruments »). Voir aussi *ibid*., par. 3794, 3796 et 3826.
[1343] Voir *ibid*., par. 3794. Voir aussi *ibid*., par. 3826.

unités du MUP avaient participé à des opérations de combat, elles étaient resubordonnées au commandement de la VRS, ce qui veut dire que leurs missions étaient attribuées par la VRS et qu'elles exécutaient les ordres donnés par la VRS[1344]. La Chambre d'appel considère par ailleurs que les éléments de preuve se rapportant aux opérations conjointes menées par le MUP et la VRS ne contredisent pas en soi ceux relatifs à la subordination du MUP à la VRS à l'époque des faits, et que les éléments de preuve montrant une distinction entre coordination et resubordination concordent avec les conclusions de la Chambre de première instance[1345]. Compte tenu de l'analyse détaillée que la Chambre de première instance a faite des éléments de preuve démontrant la resubordination du MUP à la VRS ainsi que la coordination entre ces deux organes[1346], la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a systématiquement adopté une approche sélective s'agissant des éléments de preuve lorsqu'elle a analysé ce point. La Chambre d'appel note également que Mladić se fonde de manière sélective sur certains passages des déclarations du témoin Momir Nikolić pour prouver la coopération et l'action coordonnée présumées, ne tient pas compte du fait que ce témoin a expliqué que Borovčanin recevait ses ordres de Mladić, et fait abstraction d'autres éléments de preuve établissant que les unités du MUP avaient été resubordonnées à la VRS et à Mladić[1347]. En outre, ce que Mladić avance concernant l'ordre de la VRS du 13 juillet 1995 qui ne mentionnait pas le MUP, à savoir que « les forces de la [VRS] s'étaient pour la plupart regroupées pour se rendre à Žepa », ne remet pas en cause la conclusion de la Chambre de première instance que les unités du MUP avaient été resubordonnées à la VRS[1348]. En fait, la Chambre de première instance a constaté que le 13 juillet 1995, Mladić avait confié aux unités du MUP la tâche « d'organiser l'évacuation d'environ 15 000 civils de Srebrenica à Kladanj », et de « tuer environ 8 000 soldats musulmans »[1349].

[1344] Voir *ibid*. Voir aussi *ibid*., par. 3784 à 3819, 3824 et 3825.
[1345] Le témoin Theunens a donné la définition suivante : le commandant d'une unité du MUP resubordonnée à la VRS reçoit des ordres opérationnels du commandant de la VRS, et non de son commandant du MUP, ce qui cadre avec l'analyse de la Chambre de première instance. De même, ni le témoin Velimir Kevac ni le témoin Kovac n'ont donné une définition de la resubordination et de la coordination qui remette en cause la conclusion de la Chambre de première instance. En particulier, le témoin Kovac a précisé que la resubordination signifiait reprendre le commandement et la compétence, tandis que l'action coordonnée a lieu entre deux entités voisines, avec des chaînes de commandement distinctes. Voir *ibid*., par. 3794, 3796, 3824 et 3826 ; CR, p. 20620 et 20621 (10 décembre 2013) ; CR, p. 30497 et 30498 (22 janvier 2015) ; CR, p. 30510 et 30545 (23 janvier 2015) ; CR, p. 41921 (25 novembre 2015) (huis clos partiel).
[1346] Voir Jugement., par. 3784 à 3819 et 3824 à 3826.
[1347] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 617, renvoyant à CR, p. 12093 (4 juin 2013) ; CR, p. 12094 (4 juin 2013) ; CR, p. 12164 à 12166 (5 juin 2013) ; Jugement, par. 3784 à 3819 et 3824 à 3826.
[1348] Voir *ibidem*, par. 617, renvoyant à pièce P724, p. 3.
[1349] Voir Jugement., par. 5068.

389. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que, du 11 au 17 juillet 1995 au moins, les forces du MUP déployées dans le secteur de Srebrenica et commandées par Borovčanin étaient sous le commandement de la VRS, et en rejetant l'argument selon lequel les forces du MUP opéraient sous leur propre commandement à Srebrenica à partir du 12 ou 13 juillet 1995.

c) Ordres donnés par Mladić

390. Mladić soutient que, dans l'analyse qu'elle a faite de sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids au contexte militaire et à la teneur des ordres militaires légitimes qu'il a donnés à Srebrenica, et qu'elle a conclu à tort que la seule déduction qui pouvait être raisonnablement faite au vu de ces ordres était qu'il avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif criminel commun[1350]. Il reproche à la Chambre de première instance d'avoir accordé un poids excessif au libellé de la Directive n° 7 lorsqu'elle a conclu que la Directive n° 7/1 ne révoquait pas la Directive n° 7[1351] et, sans en exposer les motifs, de ne pas avoir accordé suffisamment de poids aux déclarations du témoin Butler, qui a expliqué que l'opération Krivaja-95 (« Krivaja-95 ») était une opération militaire légitime[1352]. Mladić ajoute que, lorsqu'elle a conclu que l'ordre qu'il a donné le 13 juillet 1995 avait pour objectif de tromper les médias et la communauté internationale au sujet de ce qui se passait à Srebrenica, la Chambre de première instance n'a pas correctement tenu compte du libellé de cet ordre ni du contexte dans lequel il a été donné, et qu'elle n'a pas accordé suffisamment de poids à des ordres similaires visant à empêcher la fuite d'informations militaires classifiées[1353].

391. L'Accusation répond que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il a contribué de manière importante à l'objectif commun

[1350] Mémoire d'appel de Mladić, par. 620 et 623, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2323, 2374, 2376 à 2378, 2380, 2578, 2616, 2775, 2896, 2929 et 2992. Mladić invoque les exemples suivants : i) la Directive n° 4 (« Directive n° 4 ») qui, selon lui, prescrivait de respecter le droit de la guerre, y compris les Conventions de Genève (voir *ibidem*, par. 620, renvoyant à Jugement, par. 2323, 2359 et 5100) ; ii) « une série d'autres ordres donnés jusqu'en 1995, y compris ceux adressés au corps de la Drina » (voir *ibid.*, renvoyant à Jugement, par. 4329 à 4371) ; iii) d'autres ordres qui, à ses yeux, imposaient de faire partir les civils des zones de combat et de les mettre à l'abri (voir *ibid.*, renvoyant à pièces D302 et D303). Voir aussi CR, p. 71, 72, 82 et 83 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).
[1351] Mémoire d'appel de Mladić, par. 621. Voir aussi CR, p. 72 (25 août 2020).
[1352] Mémoire d'appel de Mladić, par. 621, renvoyant à Jugement, par. 2364 à 2386 et CR, p. 16498 et 16499 (11 septembre 2013). Voir aussi CR, p. 72 (25 août 2020) ; CR, p. 46 (26 août 2020).
[1353] Mémoire d'appel de Mladić, par. 622, renvoyant à Jugement, par. 5081, 5082, 5117 et 5128.

en donnant des ordres aux forces de la VRS et du MUP concernant l'opération visant Srebrenica[1354]. Sur ce point, elle soutient i) que Mladić oublie que sa contribution à la réalisation de l'objectif commun ne doit pas, en soi, être criminelle[1355], ii) qu'il cherche simplement à imposer son interprétation des ordres relatifs à la Directive nº 4[1356], à Krivaja-95[1357] et à la Directive nº 7[1358], et iii) qu'il ne démontre pas que la Chambre de première instance a agi de manière déraisonnable en tenant compte des ordres qu'il a donnés concernant l'opération visant Srebrenica[1359]. L'Accusation ajoute que, dès lors qu'aucun des prétendus « ordres similaires » qu'invoque Mladić n'est comparable, la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que l'ordre du 13 juillet 1995 limitant l'accès aux journalistes locaux et étrangers à la zone de Srebrenica et interdisant de communiquer des informations concernant les prisonniers de guerre, les civils évacués et les personnes qui s'étaient échappées, visait à empêcher la communauté internationale d'apprendre ce qui se passait à Srebrenica[1360].

392. La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif commun par les moyens suivants, entre autres : i) il a donné plusieurs ordres aux forces de la VRS, dont le corps de la Drina, concernant l'opération visant Srebrenica et alentour entre au moins le 11 juillet et le 11 octobre 1995 ; ii) il a donné des ordres à Borovčanin, commandant des forces du MUP, et à ses unités les 11 et 12 juillet 1995[1361]. Pour parvenir à ces conclusions, la Chambre de première instance a procédé à une évaluation exhaustive des ordres donnés par Mladić concernant l'opération menée à Srebrenica[1362], et a considéré qu'ils avaient été si essentiels à la commission

[1354] Réponse de l'Accusation, par. 246 et 247, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 5097 et 5098.
[1355] *Ibidem*, par. 246.
[1356] Voir *ibid*., par. 246 et 248 (où l'Accusation affirme que la Directive nº 4 est un ordre illégal visant l'expulsion de l'ABiH et de « la population musulmane » de Srebrenica et d'autres zones). Voir aussi CR, p. 8 (26 août 2020).
[1357] Voir Réponse de l'Accusation, par. 246 et 250 (où l'Accusation soutient que le libellé de la Directive Krivaja-95 appelant au respect des Conventions de Genève n'enlève rien à son objectif illégal de chasser par la force la population, et que la VRS n'a pas agi conformément aux Conventions de Genève). Voir aussi CR, p. 9 et 10 (26 août 2020).
[1358] Voir Réponse de l'Accusation, par. 246 et 251 (où l'Accusation avance que la Chambre de première instance a minutieusement analysé la teneur et le contexte de la Directive nº 7 et, que, si la Chambre de première instance n'a pas mentionné Krivaja-95 lorsqu'elle a conclu que la Directive nº 7/1 ne révoquait pas la Directive nº 7, Krivaja-95 étaye cette conclusion, et que Mladić s'est fondé à tort sur les dires du témoin Butler à cet égard). Voir aussi CR, p. 9 et 10 (26 août 2020).
[1359] Réponse de l'Accusation, par. 247.
[1360] *Ibidem*, par. 252. Voir aussi CR, p. 6, 17, 18 et 22 (26 août 2020).
[1361] Voir Jugement, par. 5097 et 5098. Voir aussi *ibidem*, par. 5048, 5049, 5052, 5053, 5066 et 5067.
[1362] Entre le 11 juillet et le 11 octobre 1995, Mladić a donné un certain nombre d'ordres relatifs à l'opération menée à Srebrenica, notamment les suivants : i) le 11 juillet 1995, il a ordonné à Borovčanin de se rendre à Potočari et Milačevići avec tous les effectifs et équipements disponibles et de lancer une attaque le 12 juillet 1995 à l'aube (voir *ibid*., par. 5059, 5066 et 5115) ; ii) dans la soirée du 11 juillet 1995, il a ordonné à Petar Škrbić de réquisitionner des autocars et, le 12 juillet 1995, d'organiser le transport de Musulmans de Bosnie hors de Potočari (voir *ibid*., par. 5052) ; iii) il a ordonné la séparation des hommes musulmans de Bosnie des femmes, des enfants

des crimes que, sans ces actes, les crimes n'auraient pas été commis comme ils l'ont été[1363]. La Chambre d'appel considère donc que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que Mladić avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif commun en donnant aux forces de la VRS et du MUP des ordres concernant l'opération visant Srebrenica.

393. Pour ce qui est de l'erreur que la Chambre de première instance aurait commise en n'accordant pas suffisamment de poids au contexte et à la teneur des ordres qui, selon Mladić, étaient des ordres militaires légitimes donnés à Srebrenica, la Chambre d'appel rappelle que la contribution apportée à une entreprise criminelle commune ne doit pas être en soi criminelle, tant que l'accusé accomplit des actes qui, d'une façon ou d'une autre, contribuent à la réalisation de l'objectif commun[1364]. De l'avis de la Chambre d'appel, la question de savoir si les ordres de Mladić étaient légitimes dans le contexte militaire n'est donc pas pertinente pour statuer sur sa contribution importante à l'objectif commun. Ce qui compte, c'est que l'accusé a apporté une contribution importante à la commission des crimes envisagés dans le cadre de l'entreprise criminelle commune[1365]. À la lumière de ce qui précède, l'affirmation de Mladić selon laquelle ses ordres cadraient avec les opérations militaires légitimes compte tenu du contexte militaire de Srebrenica[1366] ne peut servir à démontrer que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif commun[1367].

394. En tout état de cause, la Chambre d'appel conclut que Mladić n'étaye pas son argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé le poids qui convenait aux éléments de preuve relatifs aux ordres qu'il a donnés à Srebrenica. S'agissant de l'argument de

---

et des personnes âgées à Potočari entre le 12 et le 14 juillet 1995 (voir *ibid*., par. 5052, 5059 et 5130) ; iv) vers le 12 juillet 1995, il a ordonné aux unités de la VRS et du MUP de bloquer la zone et de combattre la colonne d'hommes musulmans autour de l'axe Konjević Polje-Cerska (voir *ibid*., par. 2641 et 2642) ; v) le 13 juillet 1995, il a ordonné à Zoran Malinić et à Bojan Subotić d'organiser le transfert de détenus à l'école élémentaire Vuk Karadžić à Bratunac (voir *ibid*., par. 5052) ; vi) avant le 15 juillet 1995, il a ordonné à Radomir Furtula de fournir des troupes à Beara afin que ce dernier mène ses actions à Srebrenica (voir *ibid*., par. 4945, 5001, 5002 et 5049) ; vii) le 17 juillet 1995, il a ordonné à des unités militaires de ratisser la zone Bratunac-Drinjača-Milići-Bešići pour rechercher et détruire les groupes musulmans (voir *ibid*., par. 5033, renvoyant à pièce P1579) ; viii) à la fin juillet 1995, il a ordonné de tuer 10 personnes détenues dans la caserne Standard, dans la brigade de Zvornik (voir *ibid*., par. 2929 et 5039, renvoyant à pièce P1494 (sous scellés)) ; ix) le 11 octobre 1995, il a ordonné aux commandements de corps et au MUP, entre autres, de s'occuper de la sécurité au combat, « conformément à la [D]irective n° 7 » (voir *ibid*., par. 5043).

[1363] Voir *ibid*., par. 5097 et 5098.

[1364] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Popović*, par. 1653 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 695.

[1365] Voir, par exemple, Arrêt *Krajišnik*, par. 696 ; Arrêt *Brđanin*, par. 430 et 431.

[1366] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 623. Voir aussi CR, p. 71, 72, 82 et 83 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).

[1367] Voir Arrêt *Popović*, par. 1615 (où la Chambre d'appel du TPIY a conclu que le fait que la participation d'un accusé entrait dans le cadre de ses « tâches courantes » ne saurait l'exonérer de sa responsabilité).

Mladić selon lequel la Directive nº 4 prescrivait de respecter le droit de la guerre, notamment les Conventions de Genève[1368], la Chambre d'appel fait remarquer qu'elle ne contient aucune référence au droit de la guerre, y compris aux Conventions de Genève, et n'impose pas expressément de respecter le droit de la guerre[1369]. En réalité, la Chambre de première instance a conclu que, par la Directive nº 4, le corps de la Drina avait reçu l'ordre d'infliger les pertes les plus lourdes possibles à l'ABiH et de forcer celle-ci, ainsi que la population musulmane, à quitter les zones de Birač, Žepa et Goražde[1370]. En outre, la Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve montrant que Mladić avait plusieurs fois ordonné de respecter les Conventions de Genève, mais a conclu que ces ordres n'étaient pas représentatifs de son véritable état d'esprit[1371]. La Chambre d'appel conclut donc que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a apprécié la Directive nº 4.

395. La Chambre d'appel va à présent examiner l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a accordé un poids excessif au libellé de la Directive nº 7[1372], et sans exposer ses motifs, n'a pas accordé suffisamment de poids aux déclarations du témoin Butler, qui a affirmé que Krivaja-95 était une opération militaire légitime[1373]. Elle rappelle que le simple fait d'affirmer que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à des éléments de preuve ou qu'elle aurait dû les interpréter de telle ou telle manière peut être rejeté sans examen[1374]. De plus, comme expliqué plus haut, la question de savoir si une opération militaire est légitime n'est pas pertinente pour statuer sur la contribution importante de Mladić à l'objectif commun[1375]. En tout état de cause, la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a soigneusement analysé le contexte

[1368] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 620, renvoyant à Jugement, par. 2323, 2359 et 5100. Voir aussi CR, p. 82 et 83 (25 août 2020).
[1369] Voir pièce P1968. Il s'agit simplement d'un appel à assurer les meilleures conditions de vie possibles à l'armée et à la population civile pendant l'hiver, et d'un ordre aux soldats d'essayer de désarmer les groupes ennemis et d'en venir au meurtre uniquement en cas de refus. Voir pièce P1968, p. 4 et 5.
[1370] Voir Jugement, par. 5100. Voir aussi *ibidem*, par. 2323 et 2359.
[1371] Voir *ibid.*, par. 4687.
[1372] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 621. Voir aussi CR, p. 72 (25 août 2020).
[1373] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 621, renvoyant à Jugement, par. 2364 à 2386, CR, p. 16498 et 16499 (11 septembre 2013). Voir aussi CR, p. 71 et 72 (25 août 2020) ; CR, p. 46 (26 août 2020).
[1374] Arrêt *Karadžić*, par. 376 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 27 ; Arrêt *Karemera*, par. 179.
[1375] Voir *supra*, par. 393.

et la teneur de la Directive nº 7[1376] et de la Directive nº 7/1[1377], et a tenu compte des dépositions des témoins Ljubomir Obradović et Milovanović, ainsi que d'autres preuves documentaires, pour parvenir à la conclusion que la Directive nº 7/1 ne révoquait ni ne modifiait la Directive nº 7[1378]. En outre, Mladić se fonde de manière sélective sur les déclarations du témoin Butler, à savoir que « d'un point de vue militaire, il était légitime pour la VRS d'attaquer la 28e division » de l'ABiH[1379], mais il ne tient pas compte du fait que ce témoin a invariablement affirmé que la Directive nº 7/1 n'avait pas remplacé la Directive nº 7, mais l'avait plutôt complétée par des informations techniques supplémentaires[1380]. La Chambre d'appel conclut donc que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié la Directive nº 7.

396. En outre, la Chambre d'appel juge infondée l'affirmation de Mladić selon laquelle la Chambre de première instance n'a pas correctement tenu compte du libellé et du contexte de l'ordre qu'il a donné le 13 juillet 1995, qui empêchait les journalistes locaux et étrangers d'entrer dans la zone de Srebrenica et interdisait de communiquer des informations concernant les prisonniers de guerre, les civils évacués et les personnes qui s'étaient échappées[1381]. Sur ce point, la Chambre d'appel note que la conclusion de la Chambre de première instance sur ce point se fondait sur l'ensemble des éléments de preuve, et en particulier sur le libellé de l'ordre,

[1376] La Chambre de première instance a constaté qu'en mars 1995, Radivoje Miletić et l'état-major principal de la VRS avaient rédigé la Directive nº 7 que Karadžić, commandant suprême de la VRS, a signée le 8 mars 1995. Dans la Directive nº 7, Karadžić a énoncé les quatre priorités principales de la VRS : i) imposer, par de fermes opérations militaires offensives et défensives, une situation militaire que la communauté internationale serait contrainte d'accepter ; ii) améliorer la position opérationnelle et stratégique de la VRS ; iii) raccourcir la ligne de front et créer des conditions favorables à la relance économique de la Republika Srpska en renvoyant un certain nombre de conscrits chez eux ; iv) créer les conditions permettant aux hauts responsables de l'État et aux dirigeants politiques de négocier un accord de paix et d'atteindre les objectifs stratégiques de la guerre. Voir Jugement, par. 2382 et 2383.
[1377] Voir *ibidem*, par. 2364 à 2386. La Chambre de première instance a constaté que, le 31 mars 1995, l'état-major principal de la VRS avait pris la Directive nº 7/1, signée par Mladić, dans laquelle ce dernier répétait la plupart des tâches de la VRS énoncés dans la Directive nº 7, et déclarait avoir décidé de mener, avec l'essentiel des forces de la VRS, une opération stratégique sous le nom de code Sadejstvo 95. Voir *ibid*., par. 2384.
[1378] Voir *ibid*., par. 2385 et 2386, renvoyant, entre autres, à pièces P345, P803, P4317 et P5048. La Chambre de première instance a pris en considération la déposition du témoin Obradović, qui a précisé que la Directive nº 7 s'appliquait toujours au 2e corps de Krajina de la VRS, au SRK et au corps d'Herzégovine de la VRS, comme exposé dans la Directive nº 7/1, mais que les tâches du principal organe de la force, composé du 1er corps de Krajina de la VRS, du corps de Bosnie orientale de la VRS et du corps de la Drina, étaient énumérées dans la Directive nº 7/1. Elle a aussi tenu compte de la déposition du témoin Milovanović, qui a expliqué que rien dans la Directive nº 7/1 ne révoquait expressément les passages controversés de la Directive nº 7 et que, pour pouvoir exécuter totalement la Directive nº 7/1, il fallait consulter la Directive nº 7.
[1379] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 621, renvoyant à CR, p. 16498 et 16499 (11 septembre 2013). Voir aussi CR, p. 71 et 72 (25 août 2020) ; CR, p. 46 (26 août 2020).
[1380] Voir CR, p. 16158 et 16159 (3 septembre 2013) ; CR, p. 16192 (4 septembre 2013).
[1381] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 622, renvoyant à Jugement, par. 5081, 5082, 5117 et 5128.

dans son contexte[1382]. De plus, les ordres auxquels Mladić fait référence à l'appui de son argument présenté en appel avaient été donnés afin d'empêcher la fuite d'informations militaires classifiées, et ils diffèrent donc de l'ordre du 13 juillet 1995, qu'il a donné en vue de restreindre l'accès de la communauté internationale aux informations au cours d'un massacre commis dans le cadre d'une opération meurtrière[1383]. Partant, la Chambre d'appel conclut que le grief de Mladić qui se rapporte à l'ordre qu'il a donné le 13 juillet 1995 ne reflète qu'un simple désaccord avec l'évaluation et l'interprétation que la Chambre de première instance a données des éléments de preuve pertinents, sans démontrer l'existence d'une erreur. Sur ce point, la Chambre d'appel rappelle, une fois encore, que le simple fait d'affirmer que la Chambre de première instance n'a pas accordé le poids qui convient à des éléments de preuve ou qu'elle aurait dû les interpréter de telle ou telle manière peut être rejeté sans examen[1384].

397. Sur la base de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a conclu à tort qu'il avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif criminel commun en donnant aux forces de la VRS et du MUP des ordres concernant l'opération menée à Srebrenica.

d) Communications interceptées

398. Mladić avance que, bien que la Chambre de première instance se soit fondée sur certaines communications interceptées pour conclure que les forces de la VRS avaient commis des crimes à Srebrenica et qu'il en était complice, si un poids suffisant avait été accordé aux éléments de preuve, aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure que ces

[1382] Voir Jugement, par. 5071 à 5084. Voir aussi pièce P2120. En effet, la Chambre de première instance a conclu que, du 11 juillet au 22 août 1995, Mladić avait délibérément trompé la communauté internationale lorsqu'il i) a déclaré que les civils de Srebrenica étaient libres de rester ou de partir, ii) a ordonné de vendre la vidéo de la distribution de nourriture et d'eau à des agences étrangères, et iii) a nié les atrocités présumées commises après la chute de Srebrenica et que des exécutions ont eu lieu. Voir Jugement, par. 5082 à 5084.

[1383] À cet égard, i) les pièces P4332, P4383, P5161, P5173, P6549 et P6641 contiennent des instructions générales visant à préserver la confidentialité des opérations militaires (voir pièce P4332, p. 5 ; pièce P4383, p. 12 ; pièce P5161, p. 8 ; pièce P5173, p. 6 ; pièce P6549, p. 8 ; pièce P6641, p. 3), ii) les pièces P5068 et P5069 portent sur la transmission des rapports au sein de la chaîne de commandement (voir pièce P5068, p. 1 ; pièce P5069, p. 1), iii) la pièce P5224 contient l'ordre de Mladić du 13 avril 1994, donné notamment en vue de provoquer l'isolement et de restreindre le mouvement de la FORPRONU, des observateurs militaires de l'ONU et des journalistes étrangers notamment, ordre qui, comme l'a conclu la Chambre de première instance, avait été délivré en représailles du soutien aérien fourni par l'OTAN à la FORPRONU dans les zones de sécurité de l'ONU (voir pièce P5224, p. 2 et 3 ; voir aussi Jugement, par. 4604), et iv) concernant la pièce P6646, un ordre du bureau chargé du moral des troupes, du culte et des affaires juridiques à l'état-major principal de la VRS, daté du 19 novembre 1994, relatif à des instructions sur des questions d'actualité portant sur les informations à diffuser au public, la Chambre de première instance a conclu qu'il s'agissait d'une mesure prise par ce bureau en exécution de l'ordre de Mladić « de dissimuler l'intention véritable des forces de la VRS et d'obtenir un soutien pour leurs actions » (voir Jugement, par. 4488, 4494, 4497 à 4500, renvoyant à pièce P6646, p. 1 et 2).

[1384] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 376 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 27 ; Arrêt *Karemera*, par. 179.

communications étaient fiables et authentiques[1385]. Sur ce point, il soutient que la Chambre de première instance a écarté à tort les éléments de preuve montrant le sectarisme du témoin RM-316 et sa formation limitée, tout en se fondant sur sa déposition pour conclure qu'elle ne disposait pas d'éléments de preuve indiquant que les Communications interceptées ont été créées de toutes pièces[1386]. Par ailleurs, selon Mladić, la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids i) au fait que [EXPURGÉ][1387], ii) au manque de continuité ou aux interruptions dans la chaîne de conservation s'agissant des communications interceptées au TPIY[1388], iii) à l'identification incorrecte des relais et fréquences radio de la VRS[1389], et iv) au scepticisme exprimé par le témoin Butler quant à la fiabilité des Communications interceptées[1390]. De plus, Mladić affirme que la Chambre de première instance n'a pas correctement examiné les contradictions que contenaient ces communications[1391].

399. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas que l'appréciation que la Chambre de première instance concernant les Communications interceptées était déraisonnable eu égard à l'ensemble des éléments de preuve[1392]. Elle soutient donc que la simple affirmation de Mladić selon laquelle la Chambre de première instance a écarté certains éléments de preuve ou ne leur a pas accordé suffisamment de poids devrait être rejetée sans examen[1393]. Elle avance en outre que les éléments de preuve n'étayent pas les contradictions que Mladić signale[1394].

[1385] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 624 à 628. À l'appui de son argument, Mladić renvoie à des paragraphes précis du Jugement, dans lesquels la Chambre de première instance a examiné les communications interceptées suivantes : i) la pièce P1235 [EXPURGÉ] (sous scellés), voir Jugement, par. 2480 ; ii) la pièce P4222 (relative à une communication interceptée le 22 septembre 1995 à 18 h 44 entre Božidar Popović et Niđo Mihalić) et la pièce P4223 [EXPURGÉ] (sous scellés), voir Jugement, par. 2992 et 2996 ; iii) la pièce P2126 [EXPURGÉ] (sous scellés) et la pièce P1322 (concernant une communication interceptée entre Beara et Krstić), voir Jugement, par. 4945 ; iv) la pièce P7397 [EXPURGÉ] (sous scellés), p. 1, voir Jugement, par. 4950 ; v) la pièce P1320 [EXPURGÉ] (sous scellés), p. 1, et la pièce P1321 [EXPURGÉ] (sous scellés), p. 1, voir Jugement, par. 5001 ; vi) la pièce P2126 [EXPURGÉ] (sous scellés), voir Jugement, par. 5002 ; vii) la pièce P1297 [EXPURGÉ] (sous scellés), voir Jugement, par. 5008 ; viii) les pièces P1338 et P1655 [EXPURGÉ] (sous scellés), voir Jugement, par. 5028 et 5112 ; ix) les pièces P1657 et P1658 [EXPURGÉ] (sous scellés), voir Jugement, par. 5032 et 5114 (ensemble, « Communications interceptées »).
[1386] Mémoire d'appel de Mladić, par. 625, renvoyant à Jugement, par. 5046.
[1387] *Ibidem*, par. 626, renvoyant à CR, p. 13575 et 13576 (28 juin 2013) (huis clos partiel) et pièce D316 (sous scellés).
[1388] *Ibid*., renvoyant à CR, p. 16701 et 16702 (13 septembre 2013), et 18643 et 18644 (1er novembre 2013) (huis clos).
[1389] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à pièces P1625, D879 et D909, CR, p. 13338 à 13340 (25 juin 2013), 31900 à 31920, et 31935 à 31937 (18 février 2015).
[1390] *Ibid*., renvoyant à CR, p. 16115 à 16117 (3 septembre 2013).
[1391] *Ibid*., par. 627, renvoyant à Jugement, par. 4945, 5001, 5002, 5032 et 5114, et pièces P1320/P1321 (sous scellés), P2126 (sous scellés), P1332 (sous scellés) et P1645/P1657 (sous scellés).
[1392] Voir Réponse de l'Accusation, par. 253 à 255, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 5046 et 5305 à 5308.
[1393] *Ibidem*, par. 255, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 5305 à 5308, et notes de bas de page 18087 et 18089.
[1394] Voir *ibid*., par. 256 à 258, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2792 à 2863, 4945, 5001, 5002, 5032, 5049 et 5114.

400. La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a conclu que les Communications interceptées étaient des rapports authentiques de l'époque des faits portant sur les communications interceptées de la VRS, et n'a pas retenu l'argument selon lequel elles avaient été créées de toutes pièces ou falsifiées[1395]. Pour tirer ces conclusions, la Chambre de première instance a apprécié ces communications au regard de l'ensemble du dossier, les a traitées avec prudence et a cherché à savoir si d'autres éléments de preuve les corroboraient ou les précisaient[1396]. En particulier, elle examiné la déposition du témoin RM-316[1397], ainsi que d'autres éléments de preuve versés au dossier, notamment ceux tendant à montrer que les Communications interceptées avaient été créées de toutes pièces[1398]. Dans ce contexte, l'argument que Mladić présente, selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à certains éléments de preuve, ne reflète qu'un simple désaccord avec la manière dont celle-ci a apprécié les éléments de preuve, sans démontrer l'existence d'une erreur.

401. Par ailleurs, s'agissant du grief de Mladić relatif à l'appréciation de la Chambre de première instance au sujet de la fiabilité et de l'authenticité des Communications interceptées, la Chambre d'appel considère que Mladić se contente de répéter les arguments qu'il a présentés au procès en première instance, sans démontrer l'existence d'une erreur[1399]. Une partie ne peut se contenter de reprendre des arguments rejetés en première instance, à moins qu'elle ne démontre que leur rejet a entraîné une erreur telle qu'elle justifie l'intervention de la Chambre d'appel[1400]. De plus, même si Mladić fait référence au scepticisme dont le témoin Butler a initialement fait preuve au sujet de la fiabilité des Communications interceptées, ce dernier a

[1395] Voir Jugement, par. 5046 et 5307.
[1396] Voir *ibidem*, par. 5046, 5307 et 5308. Lorsqu'elle a examiné les Communications interceptées, la Chambre de première instance a apprécié leur fiabilité ainsi que des éléments de preuve à l'appui de l'identification de Mladić en tant que participant aux conversations. Voir *ibid*., par. 5046.
[1397] Voir *ibid*. La Chambre de première instance a tenu compte de la déposition du témoin RM-316 et était convaincue que Mladić n'aurait pas été identifié si les opérateurs n'avaient pas été certains qu'il était l'un des interlocuteurs. Voir aussi *ibid*., par. 5028.
[1398] Voir *ibid*., par. 5305 à 5308. Voir aussi *ibid*., par. 5026 à 5030, 5032 et 5046.
[1399] Voir *ibid*., par. 5305, renvoyant, entre autres, à Mémoire en clôture de Mladić, par. 2620. En ce qui concerne la formation limitée du témoin RM-316, Mladić répète l'argument exposé au paragraphe 2620 de son mémoire en clôture. S'agissant du témoin RM-275, Mladić répète l'argument figurant au paragraphe 2618 de son mémoire en clôture. Pour ce qui est de la discontinuité ou de l'absence de chaîne de conservation, Mladić répète les arguments présentés aux paragraphes 2595 et 2596 de son mémoire en clôture. Concernant les lignes et les fréquences de relais radio, il répète les arguments figurant aux paragraphes 2619 à 2622, 2649, 2650, 2652 à 2654, 2656 et 2657 de son mémoire en clôture. La Chambre de première instance a expressément mentionné tous les paragraphes ci-dessus. Voir *ibid*., notes de bas de page 18087 et 18089, renvoyant, entre autres, à Mémoire en clôture de Mladić, par. 2595, 2596, 2618 à 2622, 2649, 2650, 2652 à 2654, 2656 et 2657.
[1400] Arrêt *Karadžić*, par. 19, 305 et 598, et références citées.

déclaré qu'il était finalement « en mesure de corroborer la plupart des informations figurant dans ces communications interceptées[1401] ».

402. S'agissant de l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas examiné correctement les contradictions que contenaient les Communications interceptées, la Chambre d'appel rappelle qu'une Chambre de première instance a le pouvoir discrétionnaire d'apprécier les contradictions et de dire si l'ensemble des éléments de preuve est fiable et crédible[1402]. En l'espèce, la Chambre d'appel n'est pas convaincue que les éléments de preuve étayent les contradictions que Mladić signale. Par exemple, Mladić soutient que les pièces P1320, P1321 et P2126 contredisent la pièce P1332[1403], mais la Chambre d'appel fait observer que cette pièce n'a aucun lien avec les trois autres communications interceptées, qui font partie de la même conversation et qui, en réalité, concordent puisqu'elles portent sur la même opération[1404]. En outre, si Mladić soutient que les pièces P1645 et P1657 se contredisent, la Chambre d'appel fait observer que la pièce P1645 n'est pas une communication interceptée mais une note manuscrite, et que les griefs de Mladić concernant la teneur de la pièce P1657 n'ont pas lieu d'être car, contrairement à ce qu'il avance, [EXPURGÉ][1405].

403. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié les Communications interceptées ou en se fondant sur celles-ci.

e) Connaissance des crimes, enquêtes et sanctions

i) La Chambre de première instance n'aurait pas accordé suffisamment de poids à des éléments de preuve probants

404. Mladić soutient que, lorsqu'elle a conclu qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et/ou punir leurs auteurs, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte des éléments de preuve probants suivants, ou ne leur a pas accordé suffisamment de poids : i) il n'avait pas connaissance des crimes et/ou n'était pas en mesure de les prévenir

[1401] Voir CR, p. 16115 à 16117 (3 septembre 2013).
[1402] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 363 ; Arrêt *Prlić*, par. 201 ; Arrêt *Ntawukulilyayo*, par. 73 et références citées.
[1403] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 627et note de bas de page 763.
[1404] Comparer pièces P1320/P1321 (sous scellés) [EXPURGÉ] et P2126 (sous scellés) [EXPURGÉ] avec pièce P1332 (sous scellés) [EXPURGÉ].
[1405] Voir Mémoire d'appel de Mladić, note de bas de page 763 ; pièce P1645 (concernant une note manuscrite datée du 7 août 1995) ; pièce P1657 (sous scellés).

ou de les punir ; ii) lui-même ou ses subordonnés ont ouvert une enquête au sujet de certains crimes et engagé des poursuites contre leurs auteurs[1406]. S'agissant des éléments de preuve montrant qu'il n'avait pas connaissance des crimes, Mladić soutient que le rapport de combat quotidien de la brigade de Zvornik[1407], daté du 14 juillet 1995 (le « Rapport de la brigade de Zvornik »), ne mentionne pas la commission de crimes[1408] et que, pour établir que les crimes étaient signalés, la Chambre de première instance a accordé trop d'importance aux dires du témoin Ljubomir Bojanović, qui a expliqué que ces informations étaient habituellement transmises aux échelons supérieurs de la chaîne de commandement[1409]. Selon Mladić, le témoin Momir Nikolić a confirmé qu'il avait tu les meurtres à ses commandants et fourni des informations erronées à propos de l'« asanacija/nettoyage » dans le but de dissimuler les réensevelissements[1410]. Mladić ajoute que la Chambre de première instance s'est fondée sur une commande de carburant qu'il avait signée pour établir qu'il avait connaissance des crimes et de l'opération de réensevelissement, mais qu'elle n'a pas accordé suffisamment de poids au fait que le numéro d'identification unique figurant sur ce document ne correspondait pas au sien[1411].

405. En outre, Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant i) l'existence de procédures parallèles de transmission de l'information et d'enquête, ii) les limites institutionnelles du système judiciaire militaire, et iii) les conflits rencontrés avec les autorités civiles, qui expliquent pourquoi il n'était pas en mesure de prévenir les crimes et de punir les membres du MUP qui

[1406] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 629 à 639 et 641. Voir aussi CR, p. 71 (25 août 2020) ; CR, p. 56 (26 août 2020). De plus, Mladić soutient que, à son insu et sans aucun lien avec lui, des personnes de la région, le MUP ainsi que Nikolić et d'autres « éléments incontrôlés de la VRS appartenant à la chaîne de commandement professionnelle chargée de la sécurité », dont Popović, avaient entrepris de se livrer à des actes de vengeance et à des meurtres à Srebrenica. Voir CR, p. 71, 80, 81 et 84 (25 août 2020) ; CR, p. 44 et 56 (26 août 2020).
[1407] La brigade de Zvornik était une unité de la VRS subordonnée au corps de la Drina. Voir Jugement, par. 212 et 215 à 218.
[1408] Mémoire d'appel de Mladić, par. 632, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 4961 et 4966. Selon Mladić, il était dit dans le Rapport de la brigade de Zvornik qu'« aucun événement inattendu » n'avait eu lieu, alors que la Chambre de première instance a accepté que des membres de la brigade avaient falsifié des dossiers pour dissimuler leur participation aux crimes. *Ibidem*, par. 632 et note de bas de page 770, renvoyant à Jugement, par. 4966.
[1409] *Ibid.*, par. 632, renvoyant à Jugement, par. 4961.
[1410] *Ibid.*, renvoyant à pièces D1228, p. 3, P1494 (sous scellés), P1515, P1516, CR, p. 11661 (28 mai 2013) (huis clos), et 11965 et 11966 (3 juin 2013) ; CR, p. 80 et 81 (25 août 2020). Mladić soutient que le rapport du témoin Nikolić à l'état-major principal de la VRS confirme son affirmation selon laquelle ce dernier a dissimulé les crimes car ce rapport ne faisait mention que de l'évacuation en cours des prisonniers musulmans blessés et du personnel musulman de l'ONU. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 632 et note de bas de page 773, renvoyant à pièce P1515.
[1411] Mémoire d'appel de Mladić, par. 633, renvoyant à Jugement, par. 3002 à 3005. Dans la mesure où Mladić renvoie aux paragraphes 611 et 612 de son mémoire d'appel, la Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà rejeté ses arguments sur ce point. Voir *supra*, par. 380.

les avaient commis[1412]. S'agissant des éléments de preuve montrant que lui-même ou ses subordonnés ont ouvert des enquêtes au sujet des crimes et engagé des poursuites contre leurs auteurs, Mladić met en avant i) les ultimatums qu'il a adressés le 23 septembre 1995 et le 20 octobre 1995, dans lesquels il précisait que le commandement du MUP devait prévenir les crimes et punir les membres du MPU qui les avaient commis, faute de quoi une intervention militaire de la VRS aurait lieu[1413], et ii) une réunion tenue le 26 mars 1996 en vue de créer une commission d'enquête mixte entre le MUP et la VRS chargée d'enquêter sur les crimes commis à Srebrenica[1414]. Il soutient que la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de ces éléments de preuve, ce qui l'a finalement amenée à la déduction inadmissible qu'il n'avait pas ouvert d'enquêtes sur les crimes[1415].

406. L'Accusation répond que l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas tenu compte d'éléments de preuve probants ou ne leur a pas accordé le poids qui convenait doit être rejeté[1416]. Plus précisément, elle soutient que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que Mladić avait conscience des crimes[1417] et qu'il ne montre

[1412] Mémoire d'appel de Mladić, par. 635 à 639 et 641, renvoyant à Jugement, par. 5086, 5094 et 5098. Voir aussi CR, p. 56 (26 août 2020). Mladić reproche également à la Chambre de première instance de s'être fondée sur les dires du témoin Predrag Drinić pour conclure qu'aucune enquête n'avait été menée par les organes serbes de Bosnie, militaires ou civils. Dans la mesure où Mladić développe cet argument dans le moyen d'appel 5.I, il sera examiné conjointement avec ceux présentés à l'appui de ce moyen. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 634, renvoyant à Jugement, par. 4963.

[1413] Mémoire d'appel de Mladić, par. 637. Mladić affirme qu'en conséquence de ces ultimatums, ses principaux subordonnés ont été démis de leurs fonctions en octobre 1995 et remplacés par la suite. Voir *ibidem*.

[1414] *Ibid.*, renvoyant à Jugement, par. 4963 et pièce P3353 (sous scellés).

[1415] *Ibid.*, par. 637 et 639.

[1416] Réponse de l'Accusation, par. 259, renvoyant à Jugement, par. 4987, 5093, 5094, 5097 et 5098. Voir aussi CR, p. 19 à 22 (26 août 2020). L'Accusation soutient en outre que l'« entente hypothétique » que la Défense allègue, impliquant une rupture dans la chaîne de commandement ainsi que des éléments incontrôlés de la VRS et de la police civile à l'insu de Mladić, ne permet pas d'expliquer i) la large participation coordonnée de tant d'unités et ressources militaires différentes, placées sous le commandement général de Mladić ; ii) qu'il n'a rien fait pour punir les auteurs directs et leurs supérieurs qui menaient l'opération sous sa direction ; iii) les éloges adressés à ses soldats au cours de l'opération visant Srebrenica. Voir CR, p. 21 et 22 (26 août 2020).

[1417] Réponse de l'Accusation, par. 260, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 213, 2992, 3002, 4989, 5042, 5050, 5052, 5053, 5069, 5080, 5092, 5093, 5096 et 5098, et pièce P1500. Voir aussi CR, p. 21 et 22 (26 août 2020). L'Accusation soutient i) que Mladić n'explique pas en quoi la Chambre de première instance a accordé trop d'importance aux dires du témoin Ljubomir Bojanović qui a expliqué que, concernant le Rapport de la brigade de Zvornik, les crimes auraient été signalés aux échelons supérieurs de la chaîne de commandement, alors que la Chambre de première instance a expressément précisé ne pas s'être fondée sur ce point de la déposition (voir Réponse de l'Accusation, par. 261, renvoyant, entre autres, à Jugement, note de bas de page 12063) ; ii) que Mladić n'établit pas en quoi l'absence d'une mention explicite des crimes dans le Rapport de la brigade de Zvornik met à mal la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle des officiers de la VRS, y compris Mladić, avaient conscience des meurtres (voir Réponse de l'Accusation, par. 262, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 4961, 5093) ; iii) que les dires du témoin Momir Nikolić confirment que Mladić a activement participé à l'opération meurtrière et en avait connaissance (voir Réponse de l'Accusation, par. 263 ; voir aussi CR, p. 19 et 20 (26 août 2020)).

pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et punir leurs auteurs[1418].

407. La Chambre d'appel fait observer que, pour parvenir à la conclusion que Mladić avait conscience des crimes commis à Srebrenica en juillet 1995 par des membres de la VRS et du MUP mais qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et punir leurs auteurs[1419], la Chambre de première instance a rappelé ses conclusions antérieures, notamment les suivantes : i) à l'époque des faits, en 1995, le corps de la Drina disposait de fait d'une structure de direction et commandement, d'une chaîne bien établie de communication des rapports et d'un système de transmissions pleinement opérationnel[1420] ; ii) des officiers de la VRS étaient au courant du meurtre de Musulmans de Bosnie à Srebrenica et dans la zone de Zvornik, mais les crimes commis en juillet 1995 à Srebrenica n'ont fait l'objet ni d'enquêtes ni de poursuites[1421]. La Chambre d'appel ajoute que la Chambre de première instance a expressément signalé qu'elle « ne dispos[ait] pas d'éléments de preuve lui permettant de conclure que Mladić a ordonné l'ouverture d'une enquête sérieuse ou digne de ce nom au sujet de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité[1422] ». Par ailleurs, la Chambre de première instance s'est appuyée sur ses conclusions antérieures, fondées sur de nombreux éléments de preuve, selon lesquelles Mladić i) avait le pouvoir d'ordonner l'ouverture d'enquêtes par le système judiciaire militaire[1423], ii) avait l'obligation de prendre les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et/ou les punir[1424], iii) avait conscience des crimes commis à Srebrenica en juillet 1995 par des membres de la VRS et du MUP[1425], et iv) avait entrepris des actions délibérément trompeuses[1426].

408. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement, la Chambre d'appel n'est pas convaincue que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que Mladić n'avait pas connaissance des crimes commis à

[1418] Voir Réponse de l'Accusation, par. 265 à 271. Voir aussi CR, p. 22 (26 août 2020).
[1419] Voir Jugement, par. 5093 et 5094.
[1420] Voir *ibidem*, par. 5093, renvoyant à *ibid*., par 152 et 213.
[1421] Voir *ibid*., renvoyant à *ibid*., par. 4968.
[1422] Voir *ibid*., par. 5094. Voir aussi *ibid*., par. 4545.
[1423] Voir *ibid*., par. 5091, renvoyant à *ibid*., par. 4516 à 4543 et 4545.
[1424] Voir *ibid*., par. 5092, renvoyant à *ibid*., par. 2443 à 2448, 2676, 2684, 2706 à 2708, 2723, 2732, 2759, 2766, 2776, 2791, 2820, 2825, 2859, 2861, 2862, 2876, 2882, 2886, 2894, 2917, 2920, 2921, 2924, 2926, 2935, 3051, 4952 à 4958, 5046 à 5053 et 5066 à 5069.
[1425] Voir *ibid*., par. 5093, renvoyant à *ibid*., par. 152, 210 à 213, 2457 à 2478 et 4959 à 4968.
[1426] Voir *ibid*., par. 5094, renvoyant à *ibid*., par. 5071 à 5084.

Srebrenica[1427]. S'agissant du Rapport de la brigade de Zvornik, la Chambre d'appel ne voit pas en quoi l'absence d'une mention explicite de la commission de crimes dans ce rapport, qui ne porte que sur le 14 juillet 1995 et sur la zone de responsabilité de la brigade de Zvornik, dément la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle Mladić avait conscience de l'ensemble des crimes commis à Srebrenica[1428]. En ce qui concerne la déposition du témoin Bojanović, qui a expliqué que l'exécution en masse de détenus dans la zone de responsabilité de la brigade de Zvornik aurait figuré dans le rapport de combat quotidien, la Chambre de première instance l'a expressément examinée pour statuer sur la dissimulation des crimes, mais elle ne s'est pas fondée sur elle, au motif que le témoin Bojanović n'avait pas participé à la rédaction du rapport, et elle a donc conclu que ses observations relevaient de la conjecture[1429]. S'agissant des éléments de preuve concernant le témoin Momir Nikolić, la Chambre d'appel fait observer que Mladić interprète mal la pièce D1228, qui montre que, le 12 et le 13 juillet 1995, le témoin a discuté avec son commandant, Blagojević, du meurtre de Musulmans capturés et n'a pas dissimulé les meurtres à ses commandants[1430]. De plus, Mladić se contente de proposer une autre interprétation des dires du témoin Momir Nikolić sans démontrer le caractère déraisonnable de la conclusion tirée par la Chambre de première instance, à savoir que l'opération de réensevelissement avait été signalée[1431]. En ce qui concerne la commande de carburant, contrairement à ce qu'avance Mladić[1432], la Chambre de première instance ne s'est pas fondée sur elle pour dire s'il avait connaissance des crimes ou de l'opération de réensevelissement[1433]. Sur ce point, Mladić est simplement en désaccord avec la manière

[1427] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 630 à 633. Voir aussi CR, p. 71, 80 et 81 (25 août 2020) ; CR, p. 56 (26 août 2020).
[1428] Voir Jugement, par. 5093, renvoyant à *ibidem*, par. 152, 213 et 4968.
[1429] Voir *ibid*., par. 2776 et note de bas de page 12063. Voir aussi *ibid*., par. 4961 et 4966. Contrairement à ce que soutient Mladić, la Chambre de première instance ne s'est pas appuyée sur les dires du témoin Bojanović pour conclure que les crimes avaient été signalés, mais elle a plutôt tenu compte de ce témoignage lorsqu'elle est parvenue à la conclusion que les crimes avaient été dissimulés. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 631 et 632.
[1430] Voir Jugement, par. 4939, renvoyant à pièce D1228, p. 8. De plus, la pièce D1228 montre que le témoin Momir Nikolić a uniquement mentionné les meurtres dans son rapport oral, et non dans son rapport écrit, plutôt que de montrer qu'« il n'a jamais vu de rapport écrit concernant les meurtres ». Voir *ibid*., renvoyant à pièce D1228, p. 3. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 632 ; pièce D1228, p. 3 et 8.
[1431] Voir Jugement, par. 3004 (où la Chambre de première instance a constaté que « [l]e 16 octobre 1995, Momir Nikolić a rencontré Blagojević, l'état-major principal et des commandants de bataillons ou leurs adjoints, et signalé que les membres de la brigade participaient à une opération de réensevelissement menée sous l'appellation "asanacija[",] ou mesures d'hygiène et d'assainissement, opération qui avait été ordonnée par l'état-major principal de la VRS »). Pour aboutir à cette conclusion, la Chambre de première instance a notamment pris en compte les dires des témoins Momir Nikolić et RM-322. Voir *ibidem*, par. 2995, 2997, 2999 et 5344, renvoyant, entre autres, à CR, p. 11661 (28 mai 2013) (huis clos), et 11963 à 11967, 11969 et 11970 (3 juin 2013), et pièces D300, P1494 (sous scellés) et P1516.
[1432] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 633, renvoyant à Jugement, par. 3002 à 3005.
[1433] La Chambre d'appel a précédemment examiné les conclusions tirées par la Chambre de première instance au sujet de la connaissance qu'avait Mladić des crimes. Voir *supra*, par. 407 et 408. Voir aussi Jugement, par. 5093, renvoyant à Jugement, par. 152, 213 et 4968. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement, la Chambre

dont la Chambre de première instance a apprécié le numéro d'identification unique qui apparaît sur la commande de carburant, sans démontrer l'existence de la moindre erreur.

409. S'agissant du fait que Mladić n'aurait pas été en mesure d'enquêter sur les crimes compte tenu des procédures parallèles de transmission de l'information et d'enquête[1434], il se contente de répéter les arguments qu'il a présentés au procès en première instance, et soutient notamment que « des éléments de preuve probants montraient que les crimes ont été signalés aux autorités civiles[1435] ». La Chambre de première instance a expressément rejeté cet argument et a conclu que « le fait que [Mladić] a simplement signalé les crimes au chef du MUP ne permettrait pas de dire qu'il s'est acquitté de ses obligations en tant que commandant[1436] ». En outre, si Mladić renvoie à des passages de la déposition du témoin Theunens à l'appui de son argument selon lequel il ne pouvait pas prendre directement des mesures pour enquêter sur les crimes commis par les officiers du MUP[1437], rien dans ces passages ne vient étayer cet argument[1438]. Au contraire, le témoin Theunens a déclaré, sans faire référence à une situation particulière, que lorsque les unités du MUP menaient des opérations sous le commandement de l'armée, le commandant de la VRS dans la zone avait l'obligation d'enquêter sur les crimes allégués[1439]. En ce qui concerne les éléments de preuve relatifs à des conflits avec les autorités civiles, la Chambre d'appel note que Mladić répète simplement des arguments qu'il a présentés au procès en première instance[1440], à propos desquels la Chambre de première instance a conclu qu'il avait le pouvoir d'ordonner l'ouverture d'enquêtes par le système judiciaire militaire[1441], sans relever la moindre erreur de la part de la Chambre de première instance. La Chambre d'appel rappelle qu'une partie ne peut se contenter de reprendre des arguments rejetés en

d'appel fait observer que la Chambre de première instance n'a pas tiré de conclusion particulière concernant la connaissance qu'avait Mladić de l'opération de réensevelissement. Voir *ibidem*, par. 2989 à 3007, 4959 à 4969 et 5086 à 5095.

[1434] Concernant les éléments de preuve ayant trait aux limites institutionnelles du système judiciaire militaire, Mladić rappelle ses arguments relatifs à son troisième moyen d'appel. Dans la mesure où il les développe dans son troisième moyen d'appel, ils sont appréciés à l'aune de ceux avancés à l'appui de ce moyen. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 638. Voir *supra*, III. B. 2 a) iii) e.

[1435] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 635, renvoyant à Jugement, par. 5086 et Mémoire en clôture de Mladić, par. 3273 à 3292.

[1436] Voir Jugement, par. 5086 et 5091.

[1437] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 635, renvoyant à CR, p. 20618 à 20625 (10 décembre 2013).

[1438] Voir CR, p. 20618 à 20625 (10 décembre 2013). Le témoin Theunens a ajouté que Mladić avait le pouvoir d'ordonner des enquêtes par le système judiciaire militaire, mais en a usé de manière sélective, préférant se concentrer sur des actes qui avaient une incidence négative sur l'état de préparation au combat de la VRS. Voir Jugement, par. 4531, renvoyant à CR, p. 20388 à 20392 (6 décembre 2013). Voir aussi CR, p. 20388 (6 décembre 2013).

[1439] CR, p. 20623 (10 décembre 2013).

[1440] Comparer Mémoire d'appel de Mladić, par. 636 et 637 avec Mémoire en clôture de Mladić, par. 3284 à 3289.

[1441] Voir Jugement, par. 5091, renvoyant à *ibidem*, par. 4545.

première instance, à moins qu'elle ne démontre que leur rejet a entraîné une erreur telle qu'elle justifie l'intervention de la Chambre d'appel[1442].

410. Enfin, s'agissant de l'argument de Mladić relatif aux éléments de preuve montrant que lui-même ou ses subordonnés ont engagé des poursuites contre les auteurs des crimes ou ouvert des enquêtes à leur sujet, la Chambre d'appel fait observer que les ultimatums lancés par Mladić, auxquels il fait référence en appel, ne concernaient pas les crimes commis à Srebrenica[1443]. Partant, ces ultimatums étaient sans intérêt dans l'examen de la Chambre de première instance concernant la contribution de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica. En ce qui concerne la réunion visant à créer la commission d'enquête mixte, la Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a tenu compte des éléments de preuve sur ce point[1444] et conclu que « le 23 mars 1996 […] Karadžić a[vait] ordonné à la VRS et au MUP de constituer sur-le-champ une commission mixte pour enquêter sur la découverte présumée de deux corps en décomposition dans la zone de Pilica », mais qu'elle a expressément relevé que la proposition faite par Drinić concernant l'ouverture d'une telle enquête était restée sans réponse[1445].

411. Au vu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans l'examen des éléments de preuve relatifs à la connaissance qu'il avait des crimes, au fait qu'il n'était pas en mesure de punir les crimes, et au fait que lui-même ou ses subordonnés avaient engagé des poursuites contre les auteurs des crimes ou ouvert des enquêtes à leur sujet. Par ailleurs, rappelant la conclusion, entre autres, que Mladić n'a relevé aucune erreur dans la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il exerçait la direction et le commandement des forces de la VRS et du MUP, lesquelles étaient sous le commandement de la VRS du 11 au 17 juillet 1995, même pendant son absence de Srebrenica, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que l'affirmation de Mladić selon laquelle Momir Nikolić, le MUP et d'autres membres incontrôlés de la VRS ont commis à Srebrenica des

[1442] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 19, 305 et 598, et références citées.
[1443] Les ultimatums se rapportent plutôt à des activités de l'unité paramilitaire d'Arkan dans la municipalité de Sanski Most. Voir pièces D1503 et P3095. Les arguments de Mladić concernant les pièces D1503 et P3095 ont été rejetés plus haut, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale. Voir *supra*, III. B. 1 b) ii).
[1444] Voir Jugement, par. 4963 (où le témoin Drinić a déclaré avoir assisté à une réunion le 25 ou le 26 mars 1996 pour discuter d'un ordre donné par Karadžić le 23 mars 1996 dans lequel il était demandé à la VRS et au MUP de constituer sur-le-champ une commission mixte d'experts pour enquêter sur la découverte présumée de deux corps en décomposition dans la zone de Pilica, municipalité de Zvornik). Voir aussi pièce P3351, p. 10879 et 10880 ; pièce P3353 (sous scellés), p. 3, 6 et 8.
[1445] Voir Jugement, par. 4963 et 4968.

meurtres en représailles sans qu'il le sache, relève de la conjecture et n'est pas convaincante[1446]. Ses griefs sur ce point sont donc rejetés sans examen.

ii) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en s'appuyant sur l'absence d'enquêtes et de sanctions visant les crimes pour établir la contribution importante

412. Notant que la Chambre de première instance s'est fondée sur l'absence d'enquêtes et de poursuites visant les crimes commis à Srebrenica pour établir sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, Mladić soutient que ces omissions ne constituent pas des éléments de preuve suffisants pour conclure à sa contribution importante[1447]. Il avance que, dans l'affaire *Bemba*, la Chambre d'appel de la CPI a confirmé que les mesures prises par un chef militaire ne pouvaient pas être jugées inadéquates simplement en raison de lacunes constatées dans leur mise en mise en œuvre[1448].

413. L'Accusation répond que l'Arrêt *Bemba* sur lequel s'appuie Mladić, qui portait sur des mesures prises en vue de poursuivre les auteurs de crimes et d'enquêter à leur sujet, n'est pas pertinent dans les circonstances de l'espèce, où aucune mesure n'a été prise[1449].

414. La Chambre d'appel rappelle que le droit ne prévoit pas de types précis de comportement qui, en soi, ne peuvent être considérés comme une contribution à la réalisation de l'objectif commun d'une entreprise criminelle commune[1450]. Ce qui importe, c'est que l'accusé accomplit des actes qui, d'une manière ou d'une autre, contribuent à la réalisation de l'objectif commun[1451]. Dans ces limites fixées par le droit, la question de savoir si l'absence d'actes peut être prise en compte pour établir que l'accusé a contribué de manière importante à une entreprise criminelle commune est une question de fait qui doit être tranchée au cas par cas[1452]. La Chambre d'appel rappelle en outre que les actes, ou l'absence d'actes, qui concourent à une entreprise criminelle commune n'impliquent pas nécessairement que soit accompli, serait-ce en

[1446] Voir *supra*, par. 383 et 389.
[1447] Mémoire d'appel de Mladić, par. 636 et 640.
[1448] *Ibidem*, par. 636, renvoyant à Arrêt *Bemba*, par. 180.
[1449] Réponse de l'Accusation, par. 270.
[1450] Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 696. En ce qui concerne l'Arrêt *Bemba* sur lequel Mladić s'appuie, la Chambre d'appel réaffirme qu'elle n'est pas liée par les conclusions tirées par d'autres juridictions, qu'elles soient internes, internationales ou hybrides, et que, s'il est vrai qu'elle peut tenir compte de cette jurisprudence, elle peut néanmoins parvenir sur un point donné à une conclusion différente de celle tirée par la juridiction citée. Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 434 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 598 ; Arrêt *Popović*, par. 1674. Voir aussi Arrêt *Đorđević*, par. 83.
[1451] Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Popović*, par. 1653 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 695. Voir aussi Arrêt *Brđanin*, par. 427.
[1452] Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110. Voir aussi Arrêt *Šainović*, par. 1233 et 1242.

partie, l'élément matériel d'un crime s'inscrivant dans le cadre de l'objectif commun, ni d'ailleurs de tout autre crime[1453].

415. En l'espèce, lorsqu'elle a établi dans les faits la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a tenu compte, en sus de ses autres actions, du fait que Mladić[1454]: i) a exercé la direction et le commandement des unités de la VRS et du MUP pendant l'opération visant Srebrenica et les événements qui s'étaient ensuivis[1455] ; ii) n'a pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et/ou punir les membres de la VRS et d'autres composantes des forces serbes placées sous son contrôle effectif, qui avaient commis ces crimes[1456], alors qu'il avait l'obligation de le faire, était en mesure de le faire, et avait conscience des crimes[1457]. La Chambre de première instance a également considéré que les actes précités avaient été si essentiels à la commission des crimes que, sans ces actes, les crimes n'auraient pas été commis comme ils l'avaient été[1458]. La Chambre d'appel rappelle que le fait qu'un accusé ne soit pas intervenu pour empêcher que des crimes ne soient de nouveau commis ou pour mettre fin à des violences a été pris en compte en vue d'apprécier la contribution apportée par cet accusé à une entreprise criminelle commune et son intention, s'il exerçait sur les auteurs un pouvoir, une influence ou une autorité suffisants pour empêcher les violences ou y mettre fin mais n'a pas usé de ce pouvoir[1459]. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en tenant compte du fait qu'il n'avait pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les crimes et/ou punir leurs auteurs lorsqu'elle a statué sur le point de savoir s'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica.

416. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette l'argument de Mladić selon lequel le fait qu'il n'a pas puni les crimes commis n'est pas une preuve suffisante de sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica.

[1453] Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 215 ; Arrêt *Brđanin*, par. 427.
[1454] Voir Jugement, par. 5097 et 5098.
[1455] Voir *ibidem*, par. 5098.
[1456] Voir *ibid*., par. 5097 et 5098.
[1457] Voir *ibid*., par. 5091 à 5093.
[1458] Voir *ibid*., par. 5098.
[1459] Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 111 et note de bas de page 383 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 194 ; Arrêt *Kvočka*, par. 195 et 196.

f) Conclusion

417. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 5.B de Mladić.

3. Erreurs alléguées concernant le renversement de la charge de la preuve et la violation du principe *in dubio pro reo* (moyen d'appel 5.D)

418. Lorsqu'elle est parvenue à la conclusion que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a rejeté l'argument de ce dernier, selon lequel ses actions personnelles et son comportement ne permettaient pas d'établir son intention criminelle[1460]. Sur ce point, elle a dit que la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite était que Mladić avait été animé de l'intention spécifique de commettre le génocide et qu'il avait été animé de l'intention d'éliminer les Musulmans de Bosnie de Srebrenica en tuant les hommes et les garçons et en chassant par la force les femmes, les jeunes enfants et quelques hommes âgés[1461].

419. Mladić soutient que la Chambre de première instance s'est fondée sur des déclarations faites lors des réunions à l'hôtel Fontana, sur celles qu'il a faites aux médias et sur la connaissance qu'il avait des crimes pour établir qu'il avait partagé le même état d'esprit que d'autres membres de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1462]. Il soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en accordant un poids insuffisant à des éléments de preuve de nature à le disculper, et a ainsi conclu à tort que l'élément moral requis était constitué au-delà de tout doute raisonnable, en violation du principe *in dubio pro reo*[1463]. En particulier, Mladić avance que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids i) à ses déclarations et actions visant à respecter le droit international en faisant évacuer les civils et en assurant le bien-être des prisonniers de guerre[1464], et ii) aux ordres que lui-même ou ses subordonnés ont donnés à Srebrenica[1465]. Selon lui, si la Chambre de première instance avait accordé suffisamment de poids à ces éléments de preuve et les avait examinés dans leur ensemble, elle n'aurait pas conclu au-delà de tout doute raisonnable qu'il

[1460] Jugement, par. 5131.
[1461] *Ibidem*, par. 5130.
[1462] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 651, renvoyant à Jugement, par. 5088, 5128, 5085, 5093 et 5099 à 5131.
[1463] Acte d'appel de Mladić, par. 59 et 60. Mémoire d'appel de Mladić, par. 645, 652 et 663.
[1464] Voir *ibidem*, par. 653 à 658. Voir aussi CR, p. 65 à 70, 72 et 82 à 84 (25 août 2020) ; CR, p. 45 à 48 (26 août 2020).
[1465] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 659 à 661. Voir aussi CR, p. 71, 72, 82 et 83 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).

avait partagé l'intention nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et l'intention spécifique de tuer les hommes et les garçons musulmans de Bosnie[1466]. Mladić prie donc la Chambre d'appel d'infirmer la déclaration de culpabilité prononcées à son encontre pour les crimes commis au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica ou, à titre subsidiaire, d'infirmer les conclusions dans la mesure des erreurs relevées[1467].

a) Déclarations et mesures concrètes prises par Mladić pour faire respecter le droit international

420. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur des déclarations qu'il a faites lors des réunions à l'hôtel Fontana le 11 et le 12 juillet 1995 pour établir qu'il avait partagé l'intention criminelle des deux objectifs de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1468]. Il avance en particulier que la Chambre de première instance a accordé un poids insuffisant au contexte de ces déclarations, et que leur libellé correspondait à une formulation militaire légitime[1469]. Il ajoute que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, voire n'en a accordé aucun, à ses déclarations et actions ultérieures, notamment i) à sa collaboration avec l'ONU pour coordonner les évacuations humanitaires ; ii) à ses déclarations selon lesquelles les civils avaient le choix de partir en Yougoslavie ou dans la Fédération, ou de rester en Republika Srpska ; iii) aux assurances données aux prisonniers de guerre capturés d'être traités dans le respect du droit ; iv) à sa coopération avec l'ONU, l'Union européenne et la FORPRONU à l'occasion des discussions tenues à Belgrade le 14 et le 15 juillet 1995 (les « Discussions à Belgrade »), à l'issue desquelles il a été assuré par écrit que le CICR aurait accès aux prisonniers de guerre et que les Conventions de Genève seraient respectées[1470]. Enfin, s'agissant de l'avis de la Chambre de première instance selon lequel il a trompé les médias au sujet des conditions à Srebrenica, Mladić soutient que celle-ci n'a pas accordé suffisamment de poids aux informations qui lui étaient rapportées, au fait qu'il s'est fondé sur les éléments dont il disposait à l'époque, et au fait qu'il les répétait aux médias[1471].

[1466] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 662 à 664.
[1467] *Ibidem*, par. 665.
[1468] *Ibid.*, par. 651, 653 et 654.
[1469] *Ibid*., par. 595 et 655 ; CR, p. 72 et 74 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).
[1470] Mémoire d'appel de Mladić, par. 655 et 656 ; CR, p. 65 à 70, 72 et 82 à 84 (25 août 2020) ; CR, p. 47 et 48 (26 août 2020).
[1471] Mémoire d'appel de Mladić, par. 657.

421. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1472]. Elle soutient que Mladić ne renvoie à aucun élément de preuve pertinent que la Chambre de première instance a écarté, et que ses griefs ne reflètent qu'un simple désaccord avec le poids qui a été accordé aux éléments de preuve, sans démontrer l'existence d'une erreur[1473]. Elle avance que Mladić n'explique pas en quoi la Chambre de première instance a accordé un poids insuffisant au contexte de ses déclarations[1474], et soutient ce qui suit : i) Mladić extrapole à tort les observations de deux témoins experts à propos d'un certain ordre pour affirmer que les déclarations qu'il a faites lors de la deuxième réunion à l'hôtel Fontana étaient également légitimes[1475] ; ii) il n'explique pas en quoi certaines des déclarations qu'il a faites auraient pu être interprétées positivement[1476], ou comme une formulation militaire légitime[1477], ou dans quelle mesure elles ont été prises hors contexte[1478] ; iii) le comportement de Mladić par la suite ne réfute pas le caractère criminel de ses déclarations et, à l'inverse, il privilégie une autre déduction qui passe sous silence des conclusions montrant clairement le contraire[1479]. L'Accusation ajoute que l'affirmation de Mladić selon laquelle la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de la totalité des éléments de preuve fait abstraction d'une multitude de déclarations et d'actions sur lesquelles elle s'est appuyée pour conclure qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1480], et que son grief selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids

[1472] Réponse de l'Accusation, par. 272. Voir aussi CR, p. 3 (26 août 2020).
[1473] Voir Réponse de l'Accusation, par. 272, 277 et 278.
[1474] *Ibidem*, par. 273. L'Accusation avance que la Chambre de première instance a correctement apprécié dans leur contexte les déclarations faites par Mladić, notamment le plan visant à chasser la population musulmane de Bosnie de la Bosnie orientale et le transfert forcé, le meurtre et l'assassinat systématiques de la population musulmane de Bosnie à Srebrenica par les forces de Mladić. Voir *ibid*., renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2358 à 2362 et 5096 à 5098.
[1475] *Ibid*., par. 274, renvoyant, entre autres, à CR, p. 16831 (16 septembre 2013), et 41395 et 41396 (16 novembre 2015).
[1476] *Ibid*., renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2467, 2477 et 5130 ; pièce P1147, p. 41 et 42.
[1477] Réponse de l'Accusation, par. 274, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 5106.
[1478] *Ibidem*, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2476 et Mémoire d'appel de Mladić, par. 658 et note de bas de page 800.
[1479] *Ibid*., par. 275, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2557, 2559, 2562, 2724 à 2732 et 3159. De même, l'Accusation soutient que la Chambre de première instance a conclu que les déclarations que Mladić avait faites aux prisonniers de guerre capturés étaient des « assurances fallacieuses », et qu'il ne montre pas non plus que ses promesses d'accorder au CICR l'accès aux prisonniers sont différentes de ses autres assurances fallacieuses. L'Accusation soutient que Mladić ne renvoie à aucun élément de preuve montrant que le CICR a jamais obtenu l'accès pour enregistrer les prisonniers à Srebrenica, Bratunac et Zvornik, ce qui cadre avec les mesures prises par Mladić pour dissimuler le meurtre, l'assassinat et l'ensevelissement en cours de milliers de prisonniers musulmans de Bosnie. Voir *ibid*., par. 276, renvoyant, entre autres, à *ibid*., par. 5081, 5128 et 5130 et pièce D410, p. 2. Voir aussi CR, p. 7 (26 août 2020) (où l'Accusation a abordé les efforts déployés par Mladić pour dissimuler les crimes à la communauté internationale).
[1480] Réponse de l'Accusation, par. 277, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2480, 5104, 5105, 5110, 5128 et 5130, pièce P1147, p. 117 et pièce P1235.

aux informations dont il disposait et qu'il utilisait pour s'adresser aux médias ne reflète qu'un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve[1481].

422. S'agissant de l'argument de Mladić selon lequel le libellé de ses déclarations lors des réunions à l'hôtel Fontana correspondait à une « formulation militaire légitime[1482] », la Chambre d'appel rappelle avoir déjà examiné et rejeté cet argument[1483]. En outre, la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica ne repose qu'en partie sur ses déclarations appelant à se venger des Musulmans de Bosnie de Srebrenica[1484] et, qu'en tout état de cause, il n'établit pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a apprécié ces déclarations.

423. Pour ce qui est de l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à ses discours et actions qui ont suivi les déclarations qu'il a faites aux réunions à l'hôtel Fontana, la Chambre d'appel rappelle que, en raison de l'attaque menée par la VRS sur l'enclave de Srebrenica en juillet 1995, des milliers de Musulmans de Bosnie ont fui à Potočari et se sont réfugiés dans la base de la FORPRONU avant d'être transférés en territoire contrôlé par les Bosniaques sous les auspices de la VRS et du MUP et, pour le premier convoi uniquement, sous la supervision de la FORPRONU et sous son escorte[1485]. La Chambre d'appel note également que la Chambre de première instance a conclu que les Musulmans de Bosnie qui étaient partis de Potočari pour se rendre en territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie « n'[avaie]nt pas eu d'autre choix que de partir[1486] ». Dans ce contexte, Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il a coordonné les évacuations humanitaires avec l'ONU[1487], ni aux déclarations dans lesquelles il a clairement précisé que les civils de Potočari

[1481] *Ibidem*, par. 272 et 278.
[1482] Mémoire d'appel de Mladić, par. 595 et 655, renvoyant à Jugement, par. 5052 et 5129, et CR, p. 16831 (16 septembre 2013), et 41395 (16 novembre 2015). Voir aussi CR, p. 72 et 74 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).
[1483] Voir *supra*, par. 370 (où la Chambre d'appel a considéré que les éléments de preuve cités par Mladić n'étayaient pas le grief fait à la Chambre de première instance de ne pas avoir suffisamment pris en compte le contexte militaire de ses déclarations à l'hôtel Fontana, et qu'il n'a relevé aucune erreur sur ce point).
[1484] Voir Jugement, par. 5106, 5126 et 5128.
[1485] *Ibidem*, par. 2443, 2968 et 3159.
[1486] *Ibid*., par. 3159.
[1487] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 595, 655 et 658, renvoyant à Jugement, par. 2472, et pièce P1147, p. 26 à 42, 47 à 51, 55 et 56 ; CR, p. 65 à 70 (25 août 2020) ; CR, p. 47 et 48 (26 août 2020).

avaient le choix de rester ou de partir[1488]. La Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà examiné et rejeté les arguments de Mladić selon lesquels il « agissait en coordination avec des hauts responsables du DutchBat et de la FORPRONU dans le but d'évacuer les civils » pour des raisons humanitaires, et la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, voire n'en a accordé aucun, aux éléments de preuve montrant qu'il a fait évacuer les civils suite à des demandes de l'ONU de coordonner les évacuations humanitaires[1489]. De plus, la Chambre d'appel a déjà dit que l'argument de Mladić selon lequel il a donné le choix aux civils de rester ou de partir et qu'il agissait dans le but de les faire évacuer pour des raisons humanitaires n'était pas convaincant, en particulier puisque la Chambre de première instance a conclu que ces déclarations étaient « délibérément trompeuses[1490] ». Sur ce point, la Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a examiné les éléments de preuve que Mladić invoque en appel, en particulier la déclaration qu'il a faite à Potočari, selon laquelle tous ceux qui voulaient partir avaient été évacués en toute sécurité[1491]. Plus précisément, la Chambre de première instance a pris en compte la déposition du témoin Milovan Milutinović, qui a déclaré que « Mladić avait donné sa parole à la délégation musulmane que toutes les personnes rassemblées à Potočari qui avaient remis leurs armes pouvaient choisir de se rendre en "Yougoslavie, dans la Fédération" ou de rester en République serbe de Bosnie, et leur avait garanti tous les droits et libertés[1492] ». La Chambre de première instance n'a pas examiné la pièce P1147 lorsqu'elle a apprécié l'intention criminelle de Mladić, mais elle l'a évoquée ailleurs dans le Jugement. En particulier, elle a tenu compte du fait que, alors qu'il était à Potočari, Mladić a déclaré que les Serbes de Bosnie avaient pris le pouvoir à Srebrenica, que toute l'enclave était sous le contrôle de la VRS et que tous ceux qui voulaient partir avaient été évacués en toute sécurité[1493]. À cet égard, la Chambre d'appel rappelle qu'une Chambre de première instance n'est pas tenue d'expliquer chaque étape de son raisonnement, qu'un jugement doit être lu dans son ensemble et qu'elle est présumée avoir apprécié tous les éléments de preuve pertinents si rien n'indique qu'elle en a totalement ignoré certains[1494]. Mladić passe

[1488] Mémoire d'appel de Mladić, par. 579 et 656. Voir aussi CR, p. 66, 67 et 69 (25 août 2020).
[1489] Voir *supra*, par. 357 et 358 (où la Chambre d'appel rejette l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, voire n'en a accordé aucun, aux éléments de preuve montrant que les transferts étaient nécessaires pour des raisons humanitaires).
[1490] Voir *supra*, par. 357 et 358 (où la Chambre d'appel rejette l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, voire n'en a accordé aucun, aux éléments de preuve montrant qu'il a fait évacuer les civils suite à des demandes de l'ONU de coordonner les évacuations humanitaires).
[1491] Mémoire d'appel de Mladić, par. 579, renvoyant à Jugement, par. 2472 et pièce P1147, p. 55. Voir aussi CR, p. 66 et 67 (25 août 2020).
[1492] Voir Jugement, par. 2472.
[1493] Voir *ibidem*, par. 5009.
[1494] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 563, 702 et 744, et références citées.

sous silence le fait que la Chambre de première instance a examiné en détail les éléments de preuve pour étayer sa conclusion que les Musulmans de Bosnie qui étaient partis de Potočari pour se rendre en territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie n'avaient pas eu d'autre choix que de partir[1495]. Son argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant qu'il avait donné le choix aux civils de rester ou de partir est donc infondé.

424. S'agissant de son grief selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, voire n'en a accordé aucun, aux déclarations qu'il a faites aux prisonniers de guerre, Mladić renvoie aux déclarations des témoins RM-292, RM-253 et RM-364, qui ont expliqué qu'alors qu'ils étaient prisonniers, Mladić leur avait assuré qu'ils seraient échangés et rendus à leurs familles respectives[1496]. La Chambre de première instance n'a pas expressément examiné ces déclarations dans le Jugement, mais elle a pris en considération d'autres éléments de preuve et a constaté sur leur fondement que Mladić s'était adressé aux soldats musulmans de Bosnie et leur avait donné l'assurance qu'ils seraient échangés[1497]. La Chambre d'appel note toutefois que la Chambre de première instance a finalement conclu que ces déclarations étaient des « assurances fallacieuses[1498] ». Elle considère

[1495] Jugement, par. 3159 (où la Chambre de première instance a pris en compte i) les circonstances entourant le mouvement de population de Srebrenica à Potočari, notamment les ordres de partir, les obus tirés par la VRS sur la base de la FORPRONU, les tirs de mortier le long de la route qu'empruntaient les Musulmans de Bosnie qui fuyaient en direction de Potočari, ii) la situation à la base de la FORPRONU à Potočari et dans ses environs, en particulier les tirs et les obus lancés autour de la base, les conditions de vie catastrophiques, la peur et l'épuisement des Musulmans de Bosnie qui y avaient trouvé refuge, et iii) le fait que la VRS, assistée des unités du MUP, avait coordonné l'embarquement à bord des autocars, et avait finalement forcé les femmes, les enfants et les personnes âgées à y monter alors que des membres du MUP frappaient certains d'entre eux, et que la VRS avait escorté les autocars vers le territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie).

[1496] CR, p. 12659 et 12662 (13 juin 2013) (où Mladić a dit aux prisonniers qu'« ils ne devaient pas avoir peur car ils rentreraient chez eux et seraient échangés », après quoi « les prisonniers l'ont applaudi ») ; CR, p. 12532 (11 juin 2013) (où Mladić a dit aux prisonniers : « Ne vous inquiétez pas. Vous serez échangés et rejoindrez vos familles à Tuzla. Vous allez à présent être transportés en camion à Bratunac ou Kravica, où vous passerez la nuit et recevrez de quoi manger ») ; pièce P1118, p. 3024 (où Mladić a déclaré aux prisonniers « qu'ils seraient tous échangés et qu'ils n'étaient pas des criminels »). Voir aussi CR, p. 82 et 83 (25 août 2020).

[1497] Jugement, par. 5052 et 5130.

[1498] Pour conclure que Mladić était animé de l'intention de commettre un génocide, la Chambre de première instance a tenu compte, en partie, de la présence de Mladić au terrain de football de Nova Kasaba et à la prairie de Sandići le 13 juillet 1995, où plusieurs milliers d'hommes musulmans de Bosnie étaient détenus, et des assurances fallacieuses qu'il leur avait données qu'ils seraient emmenés à Bratunac pour être échangés. Elle a également tenu compte de la direction et du commandement que Mladić exerçait sur les unités de la VRS et du MUP opérant à Srebrenica et alentour au moins du 11 juillet au 11 octobre 1995, des ordres qu'il a donnés de séparer les hommes musulmans de Bosnie des femmes, des enfants et des personnes âgées à Potočari à partir du 12 juillet 1995, des déclarations et discours qu'il a faits entre le 11 juillet et août 1995, dans lesquels il a indiqué qu'il était temps de se venger et que les Musulmans de Bosnie de Srebrenica pouvaient « soit vivre soit disparaître », « soit survivre soit disparaître », et que seules les personnes qui pouvaient obtenir la remise des armes pourraient sauver les Musulmans de Bosnie de la « destruction », ainsi que de sa présence, avec des responsables du MUP et de la VRS, à une réunion le 13 juillet 1995, au cours de laquelle la VRS a chargé le MUP de tuer environ 8 000 hommes musulmans près de Konjević Polje. *Ibidem*.

donc que les arguments de Mladić sur ce point reflètent un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve, sans démontrer la moindre erreur. À cet égard, la Chambre d'appel rappelle que la simple affirmation selon laquelle la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à des éléments de preuve ou aurait dû les interpréter de telle ou telle manière peut être rejetée sans examen[1499].

425. À l'appui de son argument selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve démontrant sa coopération lors des Discussions à Belgrade, Mladić met en avant une pièce à conviction relative à un accord informel autorisant l'accès du CICR pour lui permettre d'évaluer le bien-être des prisonniers de guerre et de les enregistrer conformément aux Conventions de Genève[1500]. Mladić fait abstraction du fait que la Chambre de première instance a examiné, et rendu des conclusions sur leur fondement, des ordres similaires qu'il a donnés à la VRS et à d'autres forces subordonnées, dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale, de laisser les organisations humanitaires circuler librement et de respecter les Conventions de Genève[1501]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a conclu que ces éléments de preuve ne cadraient pas avec le comportement que Mladić avait eu par ailleurs et étaient directement contredites par les autres déclarations qu'il avait faites à la même époque[1502]. En particulier, lorsqu'elle a apprécié l'entreprise criminelle commune principale, la Chambre de première instance a conclu que les ordres donnés par Mladić de respecter les Conventions de Genève n'étaient pas représentatifs de son véritable état d'esprit[1503]. Rappelant que le Jugement doit être lu dans son ensemble[1504], la Chambre d'appel conclut donc que Mladić ne démontre pas en quoi la pièce à conviction qu'il met en avant en appel pourrait remettre en cause la conclusion de la Chambre de première instance sur ce point.

426. Mladić soutient également que, lorsqu'elle a conclu qu'il avait trompé les médias au sujet des conditions à Srebrenica, la Chambre de première instance n'a pas accordé

[1499] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 376 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 27 ; Arrêt *Karemera*, par. 179.
[1500] Mémoire d'appel de Mladić, par. 656, renvoyant à pièce D410. Voir aussi CR, p. 84 (25 août 2020).
[1501] Voir Jugement, par. 4687. Voir aussi, par exemple, *ibidem*, par. 4555 et 4556, renvoyant à pièces D726 (où Mladić ordonne à toutes les brigades, au bataillon autonome de Skelani et au groupement tactique de Višegrad de garantir le passage sans entrave de l'aide humanitaire et de respecter toutes les dispositions des Conventions de Genève et les autres règles du droit international de la guerre) et P5219 (où Mladić a enjoint aux commandements à tous les niveaux de veiller à ce que l'aide humanitaire soit livrée et à ce que tous les membres des organisations internationales humanitaires puissent circuler librement).
[1502] *Ibid*., par. 4687. Voir aussi *supra*, par. 259 et 260.
[1503] Jugement, par. 4687. Voir aussi *supra*, par. 259 et 260.
[1504] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 563, 702 et 744 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 138 ; Arrêt *Šainović*, par. 306 et 321 ; Arrêt *Boškoski*, par. 67 ; Arrêt *Orić*, par. 38.

suffisamment de poids aux informations qui lui étaient rapportées, au fait qu'il s'était fondé sur celles dont il disposait à l'époque et au fait qu'il les répétait aux médias[1505]. Or, il n'étaye aucun de ces griefs, et la Chambre d'appel rappelle que la simple affirmation selon laquelle la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à des éléments de preuve ou aurait dû les interpréter de telle ou telle manière peut être rejetée sans examen[1506]. Par ailleurs, elle note que les conclusions de la Chambre de première instance reposent sur la totalité des éléments de preuve, notamment les actions que Mladić a entreprises pour empêcher les médias et le public d'apprendre ce qui se passait à Srebrenica[1507]. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut donc que les arguments infondés de Mladić sur ce point reflètent un simple désaccord avec la manière dont la Chambre de première instance a apprécié les éléments de preuve, sans démontrer la moindre erreur.

b) Ordres donnés par Mladić et ses subordonnés

427. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié Krivaja-95 et d'autres ordres y afférents, et n'a pas accordé suffisamment de poids à leur contexte militaire[1508]. Il ajoute que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids au libellé de l'ordre qu'il a donné le 13 juillet 1995, interdisant aux médias d'entrer dans la zone de combat du secteur général de Srebrenica et Žepa, et qui, à ses yeux, constituait des interdictions conformes à des opérations de combat, comme le montrent d'autres ordres donnés dans d'autres zones[1509].

428. L'Accusation répond que Mladić répète des arguments présentés dans une autre sous-partie consacrée à Krivaja-95 sans relever la moindre erreur[1510]. Elle ajoute que Mladić ne fait apparaître aucune erreur dans la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle l'ordre qu'il a donné le 13 juillet 1995 visait à empêcher les médias et la communauté internationale d'apprendre ce qui se passait à Srebrenica[1511]. Sur ce point, l'Accusation soutient

[1505] Mémoire d'appel de Mladić, par. 657.
[1506] Arrêt *Karadžić*, par. 376 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 27 ; Arrêt *Karemera*, par. 179.
[1507] Voir Jugement, par. 5080 à 5084, 5117 et 5128.
[1508] Acte d'appel de Mladić, par. 59 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 659. Voir aussi CR, p. 71, 72 et 82 à 84 (25 août 2020) ; CR, p. 45 et 46 (26 août 2020).
[1509] Mémoire d'appel de Mladić, par. 660 et 661. Voir aussi CR, p. 45 (26 août 2020).
[1510] Réponse de l'Accusation, par. 279. Selon l'Accusation, Krivaja-95 poursuivait un but légitime, mais contenait aussi un objectif criminel, à savoir créer des conditions pour supprimer les enclaves en prenant pour cible la population civile, et les objectifs militaires légitimes ne remettent pas en cause les objectifs criminels. Voir *ibidem* ; CR, p. 9 et 10 (26 août 2020).
[1511] Réponse de l'Accusation, par. 280. Voir aussi CR, p. 6, 17, 18 et 22 (26 août 2020).

que Mladić passe sous silence des éléments de preuve pertinents[1512] et que, contrairement à ce qu'il affirme, le libellé des autres ordres ne rend pas déraisonnable la manière dont la Chambre de première instance a apprécié l'ordre du 13 juillet 1995[1513].

429. La Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà rejeté l'argument de Mladić selon lequel ses ordres cadraient avec les opérations militaires légitimes compte tenu du contexte militaire de Srebrenica, et a dit qu'ils ne pouvaient servir à démontrer que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à la réalisation de l'objectif commun[1514]. La Chambre d'appel considère donc infondé le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids au contexte militaire des ordres qu'il a donnés à Srebrenica lorsqu'elle a établi son état d'esprit pour l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica.

430. S'agissant de l'ordre du 13 juillet 1995, la Chambre de première instance a conclu que Mladić l'avait donné, et qu'il visait à empêcher les journalistes locaux et étrangers d'entrer dans les zones des opérations de combat à Srebrenica et Žepa et à interdire la communication aux médias de toute information concernant les opérations à Srebrenica, en particulier au sujet des prisonniers de guerre, des civils évacués et des personnes qui s'étaient échappées[1515]. Elle a en outre conclu que Mladić avait eu pour objectif d'empêcher les médias et la communauté internationale d'apprendre ce qui se passait à Srebrenica[1516]. La Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà jugé infondé l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas correctement tenu compte du libellé de l'ordre du 13 juillet 1995 ni de son contexte[1517]. De plus, elle note que, si Mladić tente de montrer que son ordre visait à interdire aux médias

[1512] Réponse de l'Accusation, par. 280. Plus précisément, l'Accusation soutient que Mladić passe sous silence ce qui suit : i) les journalistes de l'état-major principal de la VRS étaient autorisés à entrer ; ii) la prise de Srebrenica et le déplacement des Musulmans de Bosnie s'étaient achevés avant que Mladić ne donne l'ordre du 13 juillet 1995 ; iii) il avait préalablement proposé de tromper la communauté internationale en lui communiquant des informations mensongères ; iv) le 13 juillet 1995, des centaines d'hommes musulmans de Bosnie ont été exécutés, et des milliers d'autres étaient sous la garde de la VRS dans l'attente d'être transférés à Zvornik pour y être exécutés. Voir *ibidem*, renvoyant à Jugement, par. 5080.
[1513] *Ibid*., par. 280.
[1514] Voir *supra*, par. 393 et 395 (où la Chambre d'appel rejette l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux éléments de preuve montrant que Krivaja-95 était une opération militaire légitime).
[1515] Jugement, par. 5081.
[1516] *Ibidem*.
[1517] Voir *supra*, par. 396 (où la Chambre d'appel rejette l'argument de Mladić selon lequel, lorsqu'elle a conclu que l'ordre du 13 juillet 1995 avait pour objectif de tromper les médias et la communauté internationale au sujet des faits survenus à Srebrenica, la Chambre de première instance n'a pas correctement tenu compte du texte même de cet ordre ni du contexte dans lequel il avait été donné, et n'a pas accordé suffisamment de poids à des ordres similaires visant à empêcher la fuite d'informations militaires classifiées).

l'accès à Srebrenica pour protéger les journalistes et empêcher les rumeurs[1518], il fait abstraction du fait que la conclusion de la Chambre de première instance repose sur un certain nombre d'autres constatations au sujet de la fonction de Mladić[1519], de sa présence sur le terrain à Potočari et sa participation aux réunions à l'hôtel Fontana[1520], de la proposition qu'il a faite à la 16e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie de tromper la communauté internationale en lui communiquant des informations mensongères[1521], et des réensevelissements des corps des hommes et des garçons musulmans de Bosnie tués à Srebrenica[1522]. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids à ses arguments relatifs à Krivaja-95 et à d'autres ordres ainsi qu'au texte même de l'ordre du 13 juillet 1995.

c) Conclusion

431. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 5.D de Mladić.

[1518] Mémoire d'appel de Mladić, par. 660, renvoyant à CR, p. 29013 et 29014 (27 novembre 2014) (huis clos partiel).
[1519] Jugement, par. 5080, renvoyant à *ibidem*, partie 3.1.3.
[1520] *Ibid*., renvoyant à *ibid*., parties 7.1.3 à 7.1.5.
[1521] *Ibid*., renvoyant à *ibid*., partie 9.4.3.
[1522] *Ibid*., renvoyant à *ibid*., partie 7.18.

4. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en ne motivant pas ses décisions ou en n'évaluant pas la qualité de militaire des victimes (génocide et extermination à Srebrenica) (moyen d'appel 5.E)

432. S'agissant des faits répertoriés et non répertoriés survenus à Srebrenica, la Chambre de première instance a considéré que les victimes des crimes soit étaient des civils, soit étaient « à tout le moins détenues lorsqu'elles ont été tuées », et étaient donc hors de combat, et a conclu que « pour tous les faits survenus à Srebrenica, les victimes ne participaient pas directement aux hostilités lorsqu'elles ont été tuées »[1523]. En ce qui concerne le nombre de victimes et la situation générale dans l'enclave de Srebrenica, elle a dressé le constat judiciaire du fait jugé n° 1476 montrant que 7 000 à 8 000 hommes musulmans de Bosnie ont été tués de manière systématique[1524].

433. Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas motivé sa décision d'utiliser le fait jugé n° 1476 pour tirer ses conclusions et n'a pas tenu compte de l'éventuelle qualité de militaire des victimes ni de l'ampleur du nombre de morts au combat[1525]. Il soutient que, « du fait de cette erreur, il lui est impossible de savoir dans quelle mesure la Chambre de première instance s'est fondée sur le fait jugé, ni l'effet que cela aurait pu avoir sur la déclaration de culpabilité prononcée à son encontre[1526] ». Il avance en particulier que la Chambre de première instance n'a pas motivé son avis selon lequel, sur la base du fait jugé n° 1476, « *toutes* les 7 000 à 8 000 victimes des meurtres commis à Srebrenica ne participaient pas directement aux hostilités[1527] ». Il reproche à la Chambre de première instance de ne pas avoir cherché à savoir si les hommes tués à Srebrenica étaient des civils ou des combattants, et ajoute que cette omission a une incidence sur le fondement des conclusions qu'elle a tirées et des déclarations de culpabilité qu'elle a prononcées à son encontre[1528]. Il ajoute que, à tout le moins, la Chambre de première instance a eu tort de considérer que le fait jugé n° 1476 établissait son intention de contribuer à la réalisation de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1529]. Par ailleurs, il soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en appliquant un

[1523] Voir *ibid*., par. 3051 (annexe E et autres faits), 3062, 3115 et 3546.
[1524] *Ibid*., par. 3007 et 3042.
[1525] Voir Acte d'appel de Mladić, p. 23, par. 61 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 666 et 669 à 677 ; Réplique de Mladić, par. 33 à 37 et 99 ; CR, p. 84 et 85 (25 août 2020) ; CR, p. 64 (26 août 2020).
[1526] Mémoire d'appel de Mladić, par. 676.
[1527] Réplique de Mladić, par. 33 ; CR, p. 85 (25 août 2020). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 670 et 671. De l'avis de Mladić, la conclusion de la Chambre de première instance sur ce point « a exclu dans les faits toute possibilité de morts légitimes au combat ». Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 669.
[1528] Mémoire d'appel de Mladić, par. 672 ; CR, p. 84 et 85 (25 août 2020).
[1529] Mémoire d'appel de Mladić, par. 676.

critère trop strict lorsqu'il a réfuté le fait jugé n° 1476[1530]. Selon lui, celle-ci n'a pris en compte aucun des éléments de preuve qu'il a présentés en réfutation de ce fait jugé[1531], alors qu'ils suffisaient pour le réfuter, s'agissant de la qualité de militaire des victimes[1532]. Mladić prie donc la Chambre d'appel d'exposer le fondement de sa responsabilité et, dans la mesure des erreurs relevées, de réexaminer la peine qui lui a été infligée[1533].

434. L'Accusation répond que la Chambre de première instance ne s'est pas fondée sur le fait jugé n° 1476 pour établir les circonstances du décès des victimes, qu'elle n'a pas non plus conclu que toutes les victimes étaient des civils, et soutient que la tentative de Mladić d'interjeter appel d'une conclusion inexistante doit être rejetée sans examen[1534]. Elle ajoute que la Chambre de première instance i) a motivé sa conclusion relative à la qualité des victimes dans une analyse au cas par cas, que Mladić passe sous silence dans ses arguments[1535], ii) a clairement exposé le fondement de la responsabilité qui lui était imputée[1536], et iii) a appliqué le critère juridique qui convient aux éléments de preuve en réfutation et a examiné les éléments de preuve que Mladić a invoqués en réfutation du fait jugé n° 1476[1537].

[1530] *Ibidem*, par. 673 et 674.
[1531] *Ibid*., par. 674 ; CR, p. 85 (25 août 2020). À cet égard, Mladić renvoie i) aux éléments de preuve montrant que les corps exhumés des fosses communes étaient ceux de personnes tuées au combat à d'autres moments, ii) aux morts au combat suite aux attaques « kamikazes » et aux combats à Zvornik, iii) aux autres explications des morts dans la colonne que celles d'activités criminelles de la VRS, et iv) aux expertises scientifiques concernant les bandeaux pour les yeux retrouvés sur les cadavres, qui pouvaient être des bandanas portés par des combattants). Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 674 et notes de bas de page 825 à 829, renvoyant à Jugement, par. 3007 et 5309, Mémoire en clôture de Mladić, par. 2689 à 2698, 2707, 2708 et 2738 à 2751 et CR, p. 24601 et 24602 (23 juillet 2014), et 11896 à 11899 (31 mai 2013) (huis clos). Voir aussi CR, p. 85 (25 août 2020).
[1532] Mémoire d'appel de Mladić, par. 675 ; Réplique de Mladić, par. 34. Voir aussi CR, p. 85 (25 août 2020).
[1533] Mémoire d'appel de Mladić, par. 677.
[1534] Réponse de l'Accusation, par. 281 ; CR, p. 20 et 21 (26 août 2020).
[1535] Réponse de l'Accusation, par. 282 et 283 ; CR, p. 21 et 38 (26 août 2020).
[1536] Réponse de l'Accusation, par. 285 et 286. Selon l'Accusation, en affirmant qu'il lui est impossible de savoir dans quelle mesure la Chambre de première instance s'est fondée sur le fait jugé n° 1476, Mladić fait abstraction du fait que le fondement de sa responsabilité est clairement exposé dans le Jugement. Voir *ibidem*, par. 285. L'Accusation soutient que les conclusions de Chambre de première instance relatives à l'intention de Mladić, à sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et à la peine prononcée reposent toutes sur des conclusions factuelles et juridiques tirées dans les parties 7 et 8 du Jugement, où la Chambre de première instance a énuméré le nombre de victimes pour chaque fait. Voir *ibid*., par. 286. L'Accusation ajoute que la Chambre de première instance ne s'est pas appuyée sur le fait jugé n° 1476 pour établir la responsabilité pénale de Mladić pour les crimes commis à Srebrenica, ni pour fixer la peine. Voir CR, p. 38 et 39 (26 août 2020).
[1537] Réponse de l'Accusation, par. 284. L'Accusation soutient que la Chambre de première instance a tenu compte d'éléments de preuve montrant que certaines victimes mortes à Srebrenica n'avaient pas été exécutées et que, si les circonstances du décès ou leur qualité de victime n'était pas claires, elle ne les avait pas comptabilisées dans le nombre total de victimes de crimes. Par ailleurs, l'Accusation soutient que la Chambre de première instance a examiné et rejeté l'autre explication selon laquelle les bandeaux retrouvés sur les victimes auraient pu être des bandanas portés par des combattants. Voir *ibidem*, par. 283. Elle réaffirme que, s'agissant des crimes dont Mladić a finalement été jugé responsable, la Chambre de première instance s'est appuyée sur le fait jugé n° 1476 pour tirer une conclusion générale et ne s'est pas fondée sur ce fait pour établir le nombre de victimes et leur qualité. Voir *ibid*., par. 284.

435. Mladić réplique entre autres que la Chambre d'appel doit rejeter l'affirmation de l'Accusation selon laquelle la Chambre de première instance a circonscrit son analyse de sa responsabilité au nombre de victimes établi sur la base des éléments de preuve à charge[1538]. Selon Mladić, contrairement à ce qu'avance l'Accusation, la Chambre de première instance s'est fondée sur le nombre de victimes figurant dans le fait jugé n° 1476 pour notamment établir son intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, son intention spécifique de commettre le génocide, sa contribution importante à cette entreprise, et fixer la peine à lui infliger[1539]. Il ajoute que l'Accusation ne répond pas à son argument selon lequel que la Chambre de première instance n'a pas motivé sa conclusion relative à la qualité des victimes, et que le fait jugé n° 1476 aurait dû être réfuté[1540].

436. La Chambre d'appel va examiner si la Chambre de première instance a commis une erreur i) en ne motivant pas sa conclusion relative à la qualité de militaire des victimes ; ii) en exposant le fondement de la responsabilité imputée à Mladić, à savoir l'utilisation présumée du fait jugé n° 1476 pour établir son état d'esprit et sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, et fixer la peine à lui infliger ; iii) en ne tenant pas compte des éléments de preuve produits par Mladić en réfutation du fait jugé n° 1476.

a) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne motivant pas sa conclusion relative à la qualité de militaire des victimes

437. La Chambre d'appel rappelle que, conformément à l'article 23 2) du Statut du TPIY et à l'article 98 *ter* C) du Règlement du TPIY, les Chambres de première instance sont tenues de motiver leurs décisions[1541]. Il est indispensable que le jugement soit motivé pour garantir le caractère équitable des décisions prises ; cela permet notamment aux parties d'exercer effectivement leur droit de recours et à la Chambre d'appel de comprendre et d'examiner les constatations et les conclusions[1542]. Aussi une Chambre de première instance doit-elle indiquer de manière claire et précise quelles sont les constatations et les conclusions en droit sur lesquelles elle s'est fondée pour déclarer coupable ou acquitter l'accusé[1543]. En particulier, une

[1538] Réplique de Mladić, par. 37. Voir aussi CR, p. 64 (26 août 2020).
[1539] Réplique de Mladić, par. 35 et 36, et notes de bas de page 62, 65 et 67, renvoyant à Jugement, par. 3007 et 5191, et partie 9.7. Voir aussi CR, p. 64 (26 août 2020).
[1540] Réplique de Mladić, par. 33 et 34. Voir aussi CR, p. 64 (26 août 2020).
[1541] Arrêt *Karadžić*, par. 700 ; Arrêt *Prlić*, par. 187, 990, 1778 et 3099 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 137. Voir aussi Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 729 et 1954 ; Arrêt *Bizimungu*, par. 18.
[1542] Arrêt *Prlić*, par. 3099 ; Arrêt *Bizimungu*, par. 18 ; Arrêt *Hadžihasanović*, par. 13.
[1543] Arrêt *Karadžić*, par. 700 ; Arrêt *Prlić*, par. 3099 et note de bas de page 423 ; Arrêt *Bizimungu*, par. 18.

Chambre de première instance est tenue de tirer des constatations claires et motivées relativement à chacun des éléments de chaque crime reproché à l'accusé[1544].

438. La Chambre d'appel rappelle en outre que lorsqu'un appelant soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit par défaut de motivation, il doit indiquer précisément les questions, faits ou arguments qu'elle a, selon lui, passés sous silence et expliquer pourquoi pareille omission invalide la décision[1545]. La Chambre d'appel croit comprendre que, en l'essence, Mladić soutient que la Chambre de première instance n'a pas motivé sa décision de se fonder sur le fait jugé n° 1476 pour dire que toutes les 7 000 à 8 000 victimes des meurtres commis à Srebrenica ne participaient pas directement aux hostilités[1546].

439. La Chambre d'appel note que la Chambre de première instance a dressé le constat judiciaire du fait jugé n° 1476 montrant que « 7 000 à 8 000 hommes musulmans de Bosnie ont été tués de manière systématique[1547] ». D'une part, la Chambre de première instance a explicitement renvoyé à ce fait jugé dans les parties du Jugement consacrées aux opérations d'ensevelissement et aux conditions générales requises pour les crimes contre l'humanité, dans lesquelles elle a tenu compte du nombre de victimes et de la situation générale à Srebrenica[1548]. D'autre part, elle a constaté qu'« au moins 3 720 hommes musulmans de Bosnie [avaie]nt été tués » dans le cadre des faits survenus à Srebrenica[1549]. La Chambre d'appel fait remarquer que cette constatation repose sur une analyse au cas par cas des « faits énoncés à l'Annexe E et autres faits », présentés dans les parties 7 et 8.3.2 du Jugement[1550], et non sur le fait jugé n° 1476.

440. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement, la Chambre d'appel conclut que l'argument de Mladić — selon lequel « la Chambre de première instance n'a pas motivé sa décision selon laquelle, sur la base du [fait jugé] n° 1476, *toutes* les 7 000 à 8 000 victimes des meurtres commis à Srebrenica ne participaient pas directement aux hostilités[1551] » — se fonde sur une interprétation erronée du Jugement. La portée de la constatation que « toutes les victimes

[1544] Arrêt *Karadžić*, par. 700 ; Arrêt *Ndindiliyimana*, par. 293 ; Arrêt *Renzaho*, par. 320. Voir aussi Arrêt *Prlić*, par. 1778.
[1545] Arrêt *Karadžić*, par. 702 ; Arrêt *Šešelj*, par. 49 ; Arrêt *Prlić*, par. 19 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 8.
[1546] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 666 et 669 à 672 ; Réplique de Mladić, par. 33. Voir aussi CR, p. 84 et 85 (25 août 2020).
[1547] Jugement, par. 3007 et 3042 ; Deuxième Décision relative aux faits jugés, par. 36. Voir aussi Demande de l'Accusation relative aux faits jugés, annexe B, p. 31130 (pagination du Greffe).
[1548] Jugement, par. 3007 et 3042. Voir aussi *ibidem*, par. 3032.
[1549] Voir *ibid*., par. 5129.
[1550] Voir *ibid*., par. 2662 à 2935 et 3051, et p. 1608 à 1610.
[1551] Voir Réplique de Mladić, par. 33. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 669 à 672 ; CR, p. 84 et 85 (25 août 2020).

des meurtres commis à Srebrenica ne participaient pas directement aux hostilités lorsqu'elles ont été tuées » que la Chambre de première instance a faite est explicitement nuancée dans les conclusions de la partie 8.3.2 du Jugement[1552]. Comme expliqué plus loin, la partie 8.3.2 relate au cas par cas les meurtres commis à Srebrenica[1553]. Rappelant que le Jugement doit être lu dans son ensemble[1554], la Chambre d'appel considère que l'affirmation de la Chambre de première instance selon laquelle « toutes les victimes des meurtres commis à Srebrenica » faisait référence aux personnes désignées dans les faits particuliers répertoriés et non répertoriés[1555]. Contrairement à ce que Mladić avance, rien ne montre que la Chambre de première instance s'est fondée sur le fait jugé n° 1476 pour conclure que *toutes* les 7 000 à 8 000 victimes des meurtres commis à Srebrenica ne participaient pas directement aux hostilités. L'argument de Mladić sur ce point est donc rejeté.

441. La Chambre d'appel juge également infondé l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas apprécié la qualité de militaire des victimes tuées à Srebrenica[1556]. Elle note que cette dernière a procédé dans les parties 7 et 8.3.2 du Jugement à une analyse approfondie des faits au cas par cas et a évalué la qualité des victimes au regard de chaque fait[1557]. Contrairement à ce que Mladić affirme, à savoir que la Chambre de première

[1552] Jugement, par. 3115 et 3546.
[1553] Voir *ibidem*, par. 3051 et p. 1608 à 1610.
[1554] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 563, 702 et 744 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 138 ; Arrêt *Šainović*, par. 306 et 321 ; Arrêt *Boškoski*, par. 67 ; Arrêt *Orić*, par. 38.
[1555] Jugement, par. 3051, 3062, 3115 et 3546.
[1556] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 672.
[1557] Jugement, par. 2662 à 2935, 3051 et 3062. Parmi les faits étayant la responsabilité de Mladić au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance a constaté que, entre le 12 et le 23 juillet 1995, les personnes suivantes, presque toutes des hommes musulmans de Bosnie, avaient été tuées : a) 15 hommes détenus, notamment un garçon de 14 ans et un homme habillé en civil (fait répertorié E.1.1) (voir *ibidem*, par. 2676 et 3051) ; b) environ 150 hommes non serbes, y compris des mineurs, dont 147 étaient habillés en civil (fait répertorié E.2.1) (voir *ibid*., par. 2682, 2684 et 3051) ; c) environ 1 000 hommes détenus (fait répertorié E.3.1) (voir *ibid*., par. 2707 et 3051) ; d) 10 à 15 hommes non armés, qui s'étaient rendus, et un homme blessé (fait répertorié E.4.1) (voir *ibid*., par. 2723 et 3051) ; e) environ 21 hommes détenus (fait répertorié E.5.1) (voir *ibid*., par. 2732 et 3051) ; f) deux hommes détenus (fait répertorié E.6.1) (voir *ibid*., par. 2759 et 3051) ; g) au moins 819 hommes détenus, dont bon nombre étaient habillés en civil (fait répertorié E.6.2) (voir *ibid*., par. 2766 et 3051) ; h) environ 20 hommes détenus (fait répertorié E.7.1) (voir *ibid*., par. 2776 et 3051) ; i) environ 401 détenus de sexe masculin, notamment des mineurs (fait répertorié E.7.2) (voir *ibid*., par. 2791 et 3051) ; j) au moins 12 hommes détenus (fait répertorié E.8.1) (voir *ibid*., par. 2820 et 3051) ; k) au moins 575 hommes détenus (fait répertorié E.8.2) (voir *ibid*., par. 2825 et 3051) ; l) au moins huit hommes habillés en civil (fait répertorié E.9.1) (voir *ibid*., par. 2859 et 3051) ; m) 1 000 à 1 200 hommes détenus (fait répertorié E.9.2) (voir *ibid*., par. 2861 et 3051) ; n) environ 500 hommes et deux femmes, dont certains habillés en civil (fait répertorié E.10.1) (voir *ibid*., par. 2862 et 3051) ; o) 39 hommes et garçons détenus (fait répertorié E.12.1) (voir *ibid*., par. 2864 à 2876 et 3051) ; q) neuf hommes habillés en civil (fait répertorié E.14.1) (voir *ibid*., par. 2886 et 3051) ; r) un homme non armé habillé en civil (fait répertorié E.14.2) (voir *ibid*., par. 2894 et 3051) ; s) plus de 50 hommes détenus (fait répertorié E.15.1) (voir *ibid*., par. 2917 et 3051) ; t) un homme non armé (fait répertorié E.15.3) (voir *ibid*., par. 2920, 2921 et 3051) ; u) 15 détenus (non répertorié) (voir *ibid*., par. 2924 et 3051) ; v) quatre personnes capturées, notamment un garçon âgé de 15 ans (non répertorié) (voir *ibid*., par. 2926 et 3051) ; w) dix détenus blessés (non répertorié) (voir *ibid*., par. 2935 et 3051). Dans les parties 7 et 8.3.2 du Jugement, la Chambre de

instance a conclu que « *toutes* les victimes étaient des civils[1558] », elle a au contraire constaté qu'« un certain nombre des victimes étaient des civils[1559] ». Elle a également précisé ce qui suit : « Pour de nombreux faits, [...] il [est] toujours difficile de dire si les victimes étaient des civils ou des combattants. Cependant, ces personnes étaient à tout le moins détenues lorsqu'elles ont été tuées, et étaient donc hors de combat[1560]. » Sur la base de ces considérations, la Chambre de première instance a conclu que les victimes ne participaient pas directement aux hostilités lorsqu'elles ont été tuées[1561]. La Chambre d'appel est d'avis qu'en appréciant de manière aussi détaillée et exhaustive la qualité des victimes des faits survenus à Srebrenica, la Chambre de première instance s'est acquittée de son obligation de motiver sa décision.

442. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette donc l'affirmation de Mladić selon laquelle la Chambre de première instance a commis une erreur en ne motivant pas ses conclusions concernant la qualité de militaire des victimes, ou a commis une erreur à cet égard s'agissant du fait jugé n° 1476.

b) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n° 1476 et en exposant la responsabilité de Mladić

443. La Chambre d'appel va à présent examiner l'allégation de Mladić selon laquelle la Chambre de première instance s'est fondée à tort sur « le nombre de victimes mentionnées dans le [fait jugé] n° 1476 » pour établir son état d'esprit et sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica ainsi que pour fixer sa peine[1562]. Comme il est dit plus haut, la Chambre de première instance a renvoyé au fait jugé n° 1476 uniquement pour ce qui

---

première instance a également constaté que, entre mi-juillet et mi-août 1995, des membres de l'unité des Scorpions avaient tué six hommes et garçons musulmans de Bosnie de Srebrenica, à proximité de la ville de Trnovo (fait répertorié E.13.1 figurant à la lettre « p) »). Voir *ibid*., par. 2882 et 3051. La Chambre de première instance a néanmoins conclu que ce fait répertorié ne s'inscrivait pas dans le cadre de la responsabilité fondamentale de Mladić puisque les auteurs ne faisaient pas partie de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, n'étaient pas subordonnés à la VRS ou n'avaient pas autrement été utilisés comme instruments par des membres de cette entreprise. Voir *ibid*., par. 4989.

[1558] Mémoire d'appel de Mladić, par. 672. Voir aussi CR, p. 85 (25 août 2020).

[1559] Jugement, par. 3062.

[1560] *Ibidem*, renvoyant à faits répertoriés E.1.1, E.2.1, E.4.1, E.6.1, E.6.2, E.7.1, E.7.2, E.8.1, E.8.2, E.9.2, E.10.1, E.12.1, E.13.1, E.15.1. Si les conditions générales requises pour les crimes contre l'humanité exigent que l'attaque soit dirigée contre une population civile, il est de jurisprudence constante que les victimes des actes sous-jacents aux crimes contre l'humanité ne doivent pas nécessairement être des civils et peuvent être des personnes hors de combat. Voir Arrêt *Tolimir*, par. 141 et 142 ; Arrêt *Popović*, par. 569 ; Arrêt *Mrkšić*, par. 29 ; Arrêt *Martić*, par. 307. La Chambre de première instance a considéré que les assassinats et meurtres répertoriés pouvaient être qualifiés de crimes contre l'humanité et de violations des lois ou coutumes de la guerre, visés aux chefs 5 et 6 de l'Acte d'accusation. Voir Jugement, par. 3065 ; Acte d'accusation, par. 66.

[1561] Jugement, par. 3062. Voir aussi *ibidem*, par. 3051, 3115 et 3546.

[1562] Mémoire d'appel de Mladić, par. 676 ; Réplique de Mladić, par. 35 et 36.

est des opérations d'ensevelissement et des conditions générales requises pour les crimes contre l'humanité commis à Srebrenica[1563]. En l'espèce, ce fait jugé se rapporte donc à la situation générale à Srebrenica et non aux actes, au comportement ou à l'état d'esprit de Mladić. Ce lien est également étayé par le fait que, comme il est expliqué plus haut, la Chambre de première instance ne s'est pas fondée sur le fait jugé n° 1476 pour établir le nombre de meurtres dont Mladić a finalement été jugé responsable dans le cadre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1564]. Au contraire, elle s'est fondée sur une analyse approfondie au cas par cas des faits répertoriés à l'annexe E et des faits non répertoriés, dans les parties 7 et 8.3.2 du Jugement[1565].

444. En ce qui concerne l'intention de participer à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et l'intention génocidaire de Mladić, ce dernier souligne que la Chambre de première instance a tenu compte du fait qu'il a assisté à une réunion tenue le 13 juillet 1995 avec la VRS et le MUP, au cours de laquelle la tâche consistant à tuer environ 8 000 hommes musulmans a été discutée[1566]. De l'avis de la Chambre d'appel, Mladić a confondu le fait jugé n° 1476 et la pièce P2118, qui indique qu'il était présent à une réunion à laquelle a été abordé le fait de « tuer (*killing*) environ 8 000 soldats musulmans qu'[ils] avaient bloqués dans les bois près de Konjević Polje [...] [,] ce travail éta[n]t accompli exclusivement par des unités du MUP[1567] ». Rien n'indique que la pièce P2118 ou les conclusions de la Chambre de première instance relatives à l'intention de Mladić de participer à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica ou de commettre le génocide se fondaient sur le fait jugé n° 1476. Ayant passé en revue l'analyse réalisée par la Chambre de première instance de la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1568], la Chambre d'appel parvient à la même conclusion — rien ne montre que la Chambre de première instance s'est fondée sur le fait jugé n° 1476 sur ce point.

[1563] Jugement, par. 3007 et 3042. Voir aussi *ibidem*, par. 3032.
[1564] Voir *ibid*., par. 3051 et p. 1608 à 1610.
[1565] Voir *ibid*., par. 2662 à 2935, 3051 et p. 1608 à 1610. De plus, la Chambre de première instance s'est appuyée sur de nombreux éléments de preuve pour tirer des conclusions se rapportant à l'état d'esprit de Mladić et à sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica. Voir, par exemple, *ibid*., par. 4990 à 5131.
[1566] Réplique de Mladić, par. 35 et notes de bas de page 63 et 64, renvoyant à Jugement, par. 5128 et 5130 (renvoyant, entre autres, à pièce P2118).
[1567] Voir pièce P2118, par. 2 ; Jugement, par. 5063 et 5128, et notes de bas de page 17623 et 17706.
[1568] Voir Jugement, par. 4990 à 5098. Lorsqu'elle a apprécié la contribution importante de Mladić, la Chambre de première instance a également fait référence à la pièce P2118. Voir *ibidem*, par. 5068.

445. S'agissant de la peine prononcée contre lui, Mladić affirme que « la Chambre de première instance s'est appuyée sur les conclusions tirées dans les parties 7 et 8 sur la base du fait jugé n° 1476, établissant que 7 000 à 8 000 hommes musulmans de Bosnie ont été tués de manière systématique[1569] ». La Chambre d'appel fait observer que, lorsqu'elle a apprécié la gravité des infractions commises par Mladić, la Chambre de première instance a renvoyé à ses conclusions relatives aux crimes commis, exposées dans les parties 7 et 8, ainsi qu'à la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, examinée dans la partie 9.7[1570]. Comme il est dit ci-dessus, rien n'indique dans le Jugement que la Chambre de première instance s'est fondée sur le fait jugé n° 1476 pour établir la responsabilité de Mladić dans ces parties du Jugement[1571]. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a fixé la peine prononcée à son encontre pour les crimes commis à Srebrenica sur le fondement du fait jugé n° 1476.

446. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette les arguments de Mladić selon lesquels la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n° 1476 pour établir sa responsabilité au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica ou fixer sa peine.

c) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en ne tenant pas compte d'éléments de preuve en réfutation

447. En ce qui concerne les arguments de Mladić relatifs aux éléments de preuve en réfutation, la Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà rejeté son argument général selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a appliqué un critère trop strict s'agissant de la réfutation de faits jugés[1572]. La simple affirmation de Mladić à cet égard dans la présente partie de l'arrêt[1573] est également rejetée.

448. Pour ce qui est de l'erreur que la Chambre de première instance aurait commise en ne tenant pas compte d'éléments de preuve présentés par Mladić en réfutation du fait jugé n° 1476, la Chambre d'appel rappelle que la Chambre de première instance a uniquement évoqué ce fait dans les parties du Jugement consacrées aux opérations d'ensevelissement et aux conditions

[1569] Réplique de Mladić, par. 36.
[1570] Jugement, par. 5191.
[1571] Voir *supra*, par. 443 et 444.
[1572] Voir *supra*, III. A. 2 a) ii).
[1573] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 673. Voir aussi CR, p. 85 (25 août 2020).

générales requises pour les crimes contre l'humanité, lorsqu'elle a examiné le nombre de victimes et la situation générale à Srebrenica[1574]. Par ailleurs, comme il est dit plus haut, la responsabilité de Mladić pour les crimes commis à Srebrenica se fondait sur une analyse approfondie des meurtres au cas par cas dans la partie 8.3.2 du Jugement[1575], ainsi que sur de nombreux éléments de preuve se rapportant à sa participation à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1576], et non sur le fait jugé n° 1476. Dès lors que la Chambre de première instance ne s'est pas fondée sur le fait jugé n° 1476 pour statuer sur les actes de Mladić, son comportement ainsi que son état d'esprit, et donc sur sa responsabilité au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre d'appel considère que, si la Chambre de première instance avait commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié les éléments de preuve en réfutation, cette erreur aurait une incidence limitée, ou n'en aurait aucune, sur les conclusions rendues dans le Jugement. La Chambre d'appel rappelle que lorsque les arguments présentés par une partie n'ont aucune chance d'aboutir à l'infirmation ou à la révision de la décision attaquée, elle peut les rejeter d'emblée et n'a pas à les examiner au fond[1577]. Partant, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas tenu compte d'éléments de preuve produits en réfutation du fait jugé n° 1476.

d) Conclusion

449. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 5.E. de Mladić.

5. La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur certains éléments de preuve non corroborés (moyen d'appel 5.I)

450. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en accordant trop de poids à des « ouï-dire décisifs » et à des faits jugés pour parvenir à ses conclusions fondant les déclarations de culpabilité prononcées au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica pour les chefs 2 à 8 de l'Acte d'accusation[1578]. Il affirme en particulier qu'elle a commis une erreur en se fondant i) sur des éléments de preuve relevant du ouï-dire et

[1574] Jugement, par. 3007 et 3042. Voir aussi *ibidem*, par. 3032.
[1575] Voir *ibid*., par. 3051 et p. 1608 à 1610.
[1576] Voir *ibid*., par. 4990 à 5131.
[1577] Arrêt *Karadžić*, par. 19 ; Arrêt *Šešelj*, par. 17 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 11.
[1578] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 681 et 694.

non corroborés pour tirer des conclusions relatives à sa contribution importante et à son intention[1579], et ii) sur des faits jugés pour établir que les éléments constitutifs requis étaient réunis s'agissant des faits incriminés[1580]. Il prie donc la Chambre d'appel d'infirmer, dans la mesure des erreurs relevées, les conclusions fondant les déclarations de culpabilité prononcées au titre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica[1581]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

a) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur des éléments de preuve relevant du ouï-dire et non corroborés

451. La Chambre de première instance a admis des passages de la déposition du témoin Deronjić dans l'affaire *Blagojević et Jokić* en application de l'article 92 *quater* du Règlement du TPIY[1582], des passages de la déposition du témoin Drinić dans l'affaire *Blagojević et Jokić*[1583] ainsi que des passages de la déposition du témoin Mevludin Orić dans l'affaire *Popović*, en application de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY[1584]. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit en se fondant sur ces éléments de preuve non vérifiés pour tirer des conclusions au sujet de sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et de son intention d'y participer[1585]. Selon lui, si la Chambre de première instance ne s'était pas fondée à tort sur ces éléments de preuve, elle n'aurait pas considéré comme établis les éléments constitutifs du fait répertorié E.15 ni les éléments essentiels de l'existence d'une entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et de sa participation à ces faits[1586].

[1579] Voir *ibidem*, par. 684 et 686 à 690.
[1580] Voir *ibid.*, par. 685 et 691 à 693.
[1581] *Ibid.*, par. 694.
[1582] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'admission d'éléments de preuve présentés par Ljubomir Bojanović et Miroslav Deronjić sous le régime de l'article 92 *quater* du Règlement, 13 janvier 2014 (« Décision du 13 janvier 2014 »), par. 13. Voir aussi pièce P3567.
[1583] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la vingt-cinquième demande d'admission d'éléments de preuve sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement déposée par l'Accusation, 20 décembre 2013 (« Décision du 20 décembre 2013 »), par. 19. Voir aussi *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution Twenty-Fifth Motion to Admit Evidence Pursuant to Rule 92* bis*: Srebrenica (Various)*, confidentiel, 3 avril 2013 (« Demande du 3 avril 2013 »). Voir aussi pièce P3351.
[1584] *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins d'admission du témoignage de Mevludin Orić sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement, 8 juillet 2013 (« Décision du 8 juillet 2013 »), par. 10. Voir pièce P1757.
[1585] Mémoire d'appel de Mladić, par. 684 et 690. Voir aussi *ibidem*, par. 686 à 688.
[1586] *Ibid.*, par. 690. Mladić renvoie au fait répertorié E.15 dans son mémoire d'appel, mais la Chambre d'appel note qu'à l'appui de son argument, il fait référence au paragraphe 2921 du Jugement, qui se rapporte uniquement au fait répertorié E.15.3. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 688 et note de bas de page 835.

452. L'Accusation répond que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en accordant « un poids excessif » aux trois témoins qu'il n'a pas contre-interrogés, ou « en se fondant » sur eux[1587]. Selon elle, la Chambre de première instance a eu raison de se fonder sur les éléments de preuve présentés par les témoins Deronjić, Drinić et Orić[1588]. Elle soutient que les déclarations de culpabilité prononcées contre Mladić pour les chefs 2 à 8 de l'Acte d'accusation qui se rapportent à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica reposent sur de nombreuses sources et conclusions exposées dans plus de deux tomes du Jugement, et qu'il a tort d'affirmer que les déclarations de culpabilité prononcées contre lui se fondent uniquement ou de manière décisive sur des éléments de preuve « non vérifiés »[1589].

453. La Chambre d'appel rappelle qu'en vertu de l'article 21 4 e) du Statut du TPIY, un accusé a le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge. S'agissant des griefs selon lesquels une Chambre de première instance se serait fondée sur des éléments de preuve admis sous le régime des articles 92 *bis* et 92 *quater* du Règlement du TPIY sans donner la possibilité à l'accusé de contre-interroger le témoin, la Chambre d'appel adopte l'interprétation suivante du droit :

> [U]ne déclaration de culpabilité ne peut se fonder, uniquement ou de manière décisive, sur la déposition d'un témoin que l'accusé n'a pas eu la possibilité d'interroger ou de faire interroger au stade de l'instruction ou pendant les débats. Ce principe s'applique « à tout fait indispensable pour prononcer une déclaration de culpabilité », c'est-à-dire aux « conclusions auxquelles le juge du fait doit parvenir au-delà de tout doute raisonnable ». Il serait incompatible avec les principes d'équité [...] de fonder une [déclaration de culpabilité] sur de telles preuves sans que d'autres éléments les corroborent »[1590].

i) Déposition du témoin Deronjić admise sous le régime de l'article *92 quater* du Règlement du TPIY

454. Pour conclure à l'existence d'une entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et à la contribution importante de Mladić à cette entreprise, la Chambre de première instance a examiné un passage de la déposition du témoin Deronjić, admise sous le régime de l'article 92 *quater* du Règlement du TPIY[1591], dans laquelle il expliquait que Beara lui avait dit qu'il était sur le point de tuer tous les détenus à Bratunac et que « les ordres venaient d'en

[1587] Réponse de l'Accusation, par. 287.
[1588] *Ibidem*, par. 288 à 293.
[1589] *Ibid*., par. 287, renvoyant à Jugement, parties 7, 8, 9.6 et 9.7.
[1590] Arrêt *Karadžić*, par. 449, renvoyant à Arrêt *Popović*, par. 96 [notes de bas de page non reproduites]. Voir aussi Arrêt *Prlić*, par. 137 ; Arrêt *Martić*, par. 192 et 193, et note de bas de page 486.
[1591] Voir Décision du 13 janvier 2014, par. 13. Voir aussi pièce P3567.

haut[1592] ». Par ailleurs, pour ce qui est de la dissimulation alléguée de crimes pendant le transport de civils musulmans de Bosnie de Potočari, la Chambre de première instance s'est appuyée sur les dépositions des témoins RM-294 et Deronjić, et elle a conclu qu'une déclaration signée par le chef de bataillon Robert Franken, commandant en second du DutchBat, ainsi que par Deronjić et Nesib Mandžić le 17 juillet 1995, ne reflétait pas la réalité s'agissant des choix offerts à la population, dans la mesure où personne n'a eu la possibilité de choisir de rester ou d'être évacué[1593].

455. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant uniquement sur la déposition du témoin Deronjić, qui établissait un lien entre Beara — le subordonné de Mladić — et l'affirmation selon laquelle les ordres de tuer « venaient d'en haut » pour établir la culpabilité de Mladić[1594]. D'après ce dernier, la Chambre de première instance a également commis une erreur en considérant qu'une déclaration concernant les évacuations, signée par le témoin Deronjić, dissimulait le caractère involontaire du départ des civils[1595], et en se fondant sur ces éléments de preuve pour conclure que Mladić était membre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, y avait participé, et avait eu l'intention de dissimuler des crimes[1596].

456. L'Accusation répond qu'aucune déclaration de culpabilité ne repose sur la seule déposition du témoin Deronjić[1597]. Elle soutient que les dires de ce témoin, selon lesquels Beara lui a dit que les ordres de tuer « venaient d'en haut », ne représentaient qu'une fraction des éléments de preuve pris en considération par la Chambre de première instance pour conclure à l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et à la participation de Mladić à cette entreprise[1598]. Elle ajoute que la Chambre de première instance s'est raisonnablement fondée sur la déposition du témoin Deronjić, qui a expliqué que la déclaration du 17 juillet 1995 qu'il avait signée dissimulait le caractère involontaire des transferts[1599].

[1592] Voir Jugement, par. 4940, 4973, 4987, 4992 et 5096 à 5098.
[1593] *Ibidem*, par. 4962, 4967 et 4981. Voir aussi *ibid*., par. 2549 (où la Chambre de première instance a noté que « le témoin RM-294 a précisé que la déclaration ne reflétait pas la réalité car personne n'avait eu le choix de rester ou d'être évacué ») et 2550 (où la Chambre de première instance a noté que « [le témoin] Deronjić a déclaré que certains passages de la déclaration ne rendaient pas fidèlement compte de la situation qui prévalait sur le terrain entre le 12 et le 17 juillet 1995 »), renvoyant à pièce P3567, p. 6216, 6217 et 6219.
[1594] Mémoire d'appel de Mladić, par. 686, renvoyant à Jugement, par. 4940.
[1595] *Ibidem*, renvoyant à Jugement, par. 4967.
[1596] *Ibid*., renvoyant à Jugement, par. 4968, 4969, 5092 et 5094.
[1597] Réponse de l'Accusation, par. 289.
[1598] *Ibidem*.
[1599] *Ibid*., par. 290, renvoyant à Jugement, par. 2559 et 4967.

457. La Chambre d'appel va maintenant examiner si les déclarations de culpabilité prononcées contre Mladić reposent uniquement ou de manière décisive sur la déposition non vérifiée du témoin Deronjić. À cet égard, elle fait observer que, lorsqu'elle a admis cette déposition sous le régime de l'article 92 *quater* du Règlement du TPIY, notamment ses « références limitées » à des points tendant à prouver les actes et le comportement de Mladić tels qu'énoncés dans l'Acte d'accusation, la Chambre de première instance a considéré que cette déposition et d'autres témoignages se recoupaient, et elle a souligné qu'« elle ne p[ouvai]t fonder une déclaration de culpabilité sur l[a base du] seul témoignage de Miroslav Deronjić s'il n'existe pas d'autres éléments de preuve qui le corroborent »[1600].

458. La Chambre d'appel fait observer que, pour conclure à l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et à la participation de Mladić à cette entreprise, la Chambre de première instance, bien qu'elle ait tenu compte de la déposition du témoin Deronjić concernant les ordres de tuer[1601], s'est essentiellement appuyée sur ses autres conclusions, fondées sur de nombreux éléments de preuve, au sujet i) de la prise de l'enclave de Srebrenica[1602], ii) des crimes commis au lendemain de la prise de l'enclave, notamment l'assassinat et le meurtre, l'extermination, les actes inhumains (transfert forcé), les persécutions et le génocide[1603], et iii) des déclarations, actes et réunions de Serbes de Bosnie à l'époque de la prise de l'enclave[1604]. La Chambre d'appel considère donc que la déposition du témoin Deronjić ne représente qu'une petite fraction des éléments de preuve que la Chambre de première instance a pris en compte, et que les déclarations de culpabilité prononcées contre Mladić sont valables même sans cette déposition. Par conséquent, la Chambre d'appel conclut que la déposition du témoin Deronjić concernant les ordres de tuer ne peut constituer le fondement unique ou même décisif des déclarations de culpabilité prononcées contre Mladić.

459. En outre, la Chambre d'appel note que Mladić qualifie à juste titre de preuve par ouï-dire le passage de la déposition du témoin Deronjić concernant les ordres de tuer, puisque qu'elle reprend ce que Beara a rapporté au témoin. Elle rappelle qu'une Chambre de première instance peut se fonder sur des preuves par ouï-dire[1605], et qu'il incombe donc à Mladić d'établir qu'aucun juge du fait n'aurait raisonnablement pris en compte ce témoignage. Cependant, les

[1600] Voir Décision du 13 janvier 2014, par. 8.
[1601] Voir Jugement, par. 4940, 4973, 4987, 4992 et 5096 à 5098.
[1602] Voir *ibidem*, par. 2319 à 2661 et 4973 à 4983.
[1603] Voir *ibid*., par. 2662 à 2986, 3049 à 3183, 3227 à 3555, 4973 et 4984 à 4986.
[1604] Voir *ibid*., par. 4926 à 4968 et 4973.
[1605] Arrêt *Karadžić*, par. 598 ; Arrêt *Prlić*, par. 1601 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 1616 ; Arrêt *Popović*, par. 1307.

griefs généraux que Mladić formule à propos de l'utilisation qu'en a faite la Chambre de première instance ne démontrent pas que celle-ci a commis une erreur sur ce point.

460. Pour ce qui est maintenant du passage de la déposition du témoin Deronjić se rapportant au caractère involontaire des transferts, la Chambre d'appel note que les témoins Robert Franken[1606] et RM-294[1607] l'ont corroborée dans leurs dépositions, qui ont démontré que la déclaration en question ne reflétait pas la réalité car personne n'avait eu véritablement la possibilité de choisir de rester ou d'être évacué[1608]. Par ailleurs, la Chambre d'appel fait observer que, lorsqu'elle est parvenue à la conclusion selon laquelle environ 25 000 Musulmans de Bosnie, qui avaient quitté Potočari pour se rendre en territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie, n'avaient eu d'autre choix que de partir, la Chambre de première instance ne s'est pas uniquement fondée sur des éléments de preuve relatifs à cette déclaration[1609]. Elle a également rappelé ce qui suit :

> i) [L]es circonstances entourant les mouvements de population depuis Srebrenica vers Potočari, notamment l'ordre de partir donné par le 10e détachement de sabotage aux habitants de la ville de Srebrenica, les obus tirés par la VRS sur la base de la compagnie Bravo de la FORPRONU à Srebrenica, les tirs de mortier le long de la route qu'empruntaient les Musulmans de Bosnie qui fuyaient en direction de Potočari ; ii) la situation qui existait dans la base de la FORPRONU à Potočari et ses environs, où la population avait trouvé refuge, c'est-à-dire les tirs et les obus visant les alentours de la base, les conditions de vie catastrophiques, et la peur et l'épuisement des Musulmans de Bosnie qui y avaient trouvé refuge ; iii) le fait que la VRS, assistée des unités du MUP, a coordonné l'embarquement à bord des autocars et a finalement forcé les femmes, les enfants et les personnes âgées à y monter alors que des membres du MUP frappaient certains d'entre eux, et que la VRS a escorté les autocars vers le territoire contrôlé par les Musulmans de Bosnie[1610].

461. La Chambre d'appel considère donc que les dires du témoin Deronjić se rapportant au caractère involontaire des transferts étaient corroborés, et que la Chambre de première instance ne s'est pas fondée uniquement ou de manière décisive sur les éléments de preuve de ce témoin pour étayer les déclarations de culpabilité prononcées contre Mladić s'agissant de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica. Partant, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur la déposition du témoin Deronjić.

[1606] Voir Jugement, par. 2548, renvoyant à CR, p. 10743 et 10744 (7 mai 2013) et pièce P1417, par. 105.
[1607] Voir *ibidem*, par. 2549, renvoyant à CR, p. 9897 et 9899 à 9903 (16 avril 2013) (huis clos), et 9962 et 9965 (17 avril 2013) (huis clos).
[1608] Voir *ibid.*, par. 2548, 2549 et 4962.
[1609] Voir *ibid.*, par. 3159.
[1610] *Ibid.*

ii) Déposition du témoin Drinić admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY

462. En se fondant en partie sur la déposition du témoin Drinić admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY[1611], la Chambre de première instance a conclu qu'aucune enquête n'avait été menée par une autorité serbe de Bosnie, militaire ou civile, au sujet des crimes commis à Srebrenica en 1995[1612]. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit lorsqu'elle s'est fondée de manière décisive sur la déposition non vérifiée du témoin Drinić pour tirer cette conclusion[1613] et que, bien qu'il ait demandé le rappel du témoin Drinić afin de le contre-interroger, elle a rejeté sa demande[1614].

463. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a eu raison de se fonder sur la déposition du témoin Drinić pour conclure qu'aucune enquête n'avait été menée par des organes serbes de Bosnie, militaires ou civils[1615]. Elle soutient que la déposition du témoin Drinić livrée sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement ne porte ni sur les actes, ni sur le comportement de Mladić et qu'elle recoupe la déposition du témoin RM-513[1616]. L'Accusation ajoute que Mladić ne s'est pas opposé à l'admission de cette déposition lors du procès en première instance[1617], et n'a pas demandé le rappel du témoin Drinić afin de le contre-interroger sur la base de cette déposition[1618]. Elle soutient que, en tout état de cause, la

[1611] Voir Décision du 20 décembre 2013, par. 19, renvoyant à Demande du 3 avril 2013, annexe A. Voir aussi pièce P3351.
[1612] Jugement, par. 4963 (où la Chambre de première instance a noté que « [s]elon [le témoin Drinić], aucune enquête n'a[vait] été menée par une autorité serbe de Bosnie, militaire ou civile, au sujet des crimes commis à Srebrenica en 1995 ») et 4968.
[1613] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 634, 681, 687 et 690, renvoyant à Jugement, par. 4963. Lorsqu'il renvoie à la conclusion de la Chambre de première instance en question, Mladić affirme en des termes plus généraux qu'« aucune enquête n'a été menée par les organes serbes de Bosnie, militaires ou civils ». À l'appui de cette affirmation, il renvoie au paragraphe 4963 du Jugement, où sont examinés des éléments de preuve qui se rapportent aux enquêtes et sanctions visant les auteurs des crimes commis à Srebrenica, et précise que cet argument a trait à l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica. Voir *ibidem*, par. 634 et 687, renvoyant à Jugement, par. 4963.
[1614] *Ibid*., par. 634, renvoyant à CR, p. 25771 (18 septembre 2014). Voir aussi Réplique de Mladić, par. 97.
[1615] Réponse de l'Accusation, par. 265 et 291, renvoyant à Jugement, par. 4963, 4968, 4985 et 5093.
[1616] *Ibidem*, par. 291, renvoyant à Décision du 20 décembre 2013, par. 11 et 15.
[1617] *Ibid*., renvoyant à Décision du 20 décembre 2013, par. 2.
[1618] *Ibid*., par. 266. L'Accusation soutient que, contrairement à ce qu'il avance, Mladić a demandé à ce que la déclaration du témoin Drinić soit reversée au dossier sous le régime de l'article 92 *ter* du Règlement du TPIY et a proposé l'admission d'une déclaration confirmant les propos du témoin Drinić que Mladić conteste à présent, à savoir qu'aucune enquête n'avait été menée sur les crimes de guerre commis par des membres de la VRS. Voir *ibid*., renvoyant à CR, p. 25771 (18 septembre 2014) et *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire n° IT-09-92-T, *Defence Motion to Amend Witness List*, confidentiel avec annexes A, B et C confidentielles, 10 juillet 2014.

Chambre de première instance ne s'est pas appuyée uniquement sur ce témoignage pour conclure qu'aucune enquête n'avait été menée[1619].

464. S'il ne fait aucun doute que Mladić n'a pas contre-interrogé le témoin Drinić, la Chambre d'appel n'est pas convaincue par l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance s'est fondée de manière décisive sur la déposition de ce témoin pour conclure qu'il n'y avait eu ni enquête ni poursuite au sujet des meurtres commis à Srebrenica[1620]. La Chambre d'appel note que, outre la déclaration du témoin Drinić, la Chambre de première instance s'est appuyée sur la déclaration et la déposition du témoin RM-513 pour parvenir à cette conclusion, lesquelles montrent qu'il n'y a eu ni enquête ni poursuite au sujet des meurtres commis contre des Musulmans à Srebrenica ou dans la zone de Zvornik par des membres du corps de la Drina, bien que des informations au sujet de meurtres en masse aient été discutées par des officiers de la VRS[1621].

465. De plus, la Chambre d'appel considère que la conclusion attaquée de la Chambre de première instance resterait valable même en l'absence de la déposition non vérifiée du témoin Drinić. En effet, la déclaration et la déposition du témoin RM-513 suffisent pour étayer cette conclusion de la Chambre de première instance. La Chambre d'appel note que, en appel, Mladić ne reproche pas à la Chambre de première instance de s'être fondée sur la déposition du témoin RM-513, et qu'il ne conteste pas l'évaluation qu'elle en a faite. La Chambre d'appel rappelle en outre qu'il n'est pas nécessaire en droit que la déposition d'un seul témoin sur un fait important soit corroborée avant d'être versée au dossier. Ce qui importe, c'est la fiabilité et la crédibilité reconnues à cette déposition[1622]. La Chambre d'appel fait observer que Mladić a eu la possibilité de contre-interroger le témoin RM-513. Il n'a toutefois pas contesté la fiabilité ni la crédibilité de la déposition de ce témoin, qui a déclaré qu'il n'y avait eu ni enquête ni poursuite au sujet des meurtres commis à Srebrenica[1623].

[1619] *Ibid*., par. 265 et 291.
[1620] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 634, 681, 687 et 690. Même si les éléments de preuve présentés sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement ne doivent pas se rapporter aux actes et au comportement de l'accusé tels qu'allégués dans l'acte d'accusation, Mladić ne soutient pas en appel que la déposition du témoin Drinić admise sous le régime de l'article 92 *bis* tend à prouver les actes et le comportement énoncés dans l'Acte d'accusation. Compte tenu de l'analyse conduite dans la présente sous-partie et de la conclusion qui y figure, la Chambre d'appel n'examinera pas ce point *proprio motu* puisqu'il ne pourrait pas influer sur l'issue du recours.
[1621] Voir Jugement, par. 4963 et 4968, renvoyant, entre autres, à pièces P1054 (sous scellés), par. 82 et 83, P3351 et P3354, et CR, p. 9267 et 9268 (27 février 2013) (huis clos).
[1622] Voir Arrêt *Čelebići*, par. 506.
[1623] Voir CR, p. 9267 et 9268 (27 février 2013) (huis clos).

466. Partant, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance s'est fondée de manière décisive sur la déposition non vérifiée du témoin Drinić pour conclure qu'il n'y avait eu aucune enquête, militaire ou civile, au sujet des crimes commis à Srebrenica, et rejette l'argument de Mladić sur ce point.

iii) Déposition du témoin Orić admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement

467. En se fondant en partie sur la déposition du témoin Orić, admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY[1624], la Chambre de première instance a conclu que, s'agissant du fait répertorié E.15.3, le soir du 13 juillet 1995, des policiers militaires de la VRS avaient tué un homme musulman de Bosnie contraint de descendre d'un autocar garé devant l'école élémentaire Vuk Karadžić[1625].

468. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit en se fondant sur la déposition faite par le témoin Orić sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement pour établir le meurtre décrit dans le fait répertorié E.15.3[1626]. Il soutient que cette déposition n'était pas corroborée par d'autres éléments de preuve, et qu'il n'a pas eu la possibilité de la contester[1627]. Il ajoute que si elle ne s'était pas fondée à tort sur cette déposition, la Chambre de première instance n'aurait pas pu considérer comme établis les éléments constitutifs du fait répertorié E.15, ni les éléments essentiels de l'existence de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica et de sa participation à cette dernière[1628].

469. L'Accusation répond que Mladić ne fait apparaître aucune erreur que la Chambre de première instance aurait commise en se fondant sur la déposition du témoin Orić au sujet du fait répertorié E.15.3[1629]. Selon l'Accusation, il n'était pas nécessaire de corroborer les éléments de preuve, mais ceux présentés par le témoin Orić étaient corroborés par des faits jugés que la Chambre de première instance a examinés, et qui démontraient l'existence d'une ligne de conduite[1630]. L'Accusation ajoute que les déclarations de culpabilité prononcées contre Mladić pour les chefs 2 à 8 ne reposent pas uniquement ou de manière décisive sur la « déposition non

[1624] Voir Décision du 8 juillet 2013, par. 10. Voir aussi pièce P1757.
[1625] Jugement, par. 2918 à 2921, renvoyant à pièce P1757.
[1626] Mémoire d'appel de Mladić, par. 688 et 690, renvoyant à Jugement, par. 2921.
[1627] *Ibidem*, par. 688.
[1628] *Ibid*., par. 690.
[1629] Réponse de l'Accusation, par. 292, renvoyant à Jugement, par. 2918 à 2921.
[1630] *Ibidem*, renvoyant à Jugement, par. 2918.

vérifiée » du témoin Orić, puisque le fait répertorié E.15.3 est un meurtre parmi tant d'autres, étayant la déclaration de culpabilité prononcée contre Mladić pour meurtre, assassinat et génocide, qui reste valable sans que soit établi le fait répertorié E.15.3[1631].

470. La Chambre d'appel note que la déposition du témoin Orić était corroborée. Lorsqu'elle a conclu qu'un homme musulman de Bosnie avait été tué le 13 juillet 1995, la Chambre de première instance a également tenu compte, entre autres, des faits jugés n[os] 1502, 1503, 1505, 1506, 1518 et 1519, qui établissent l'existence d'une ligne de conduite se rapportant à la détention et au meurtre d'hommes musulmans de Bosnie entre le 12 et le 14 juillet 1995 à l'école élémentaire Vuk Karadžić et alentour[1632]. À cet égard, la Chambre d'appel rappelle que les éléments de preuve permettant d'établir une ligne de conduite dans laquelle s'inscrivent des violations graves du droit international humanitaire peuvent servir d'éléments de preuve corroborants[1633]. Rien n'indique non plus que Mladić a réfuté ces faits jugés en produisant des preuves contraires crédibles et fiables. Partant, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur de droit en se fondant sur la déposition du témoin Orić admise sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement pour parvenir à sa conclusion concernant le fait jugé E.15.3[1634].

b) La Chambre de première instance aurait commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n[o] 1612

471. En vertu de l'article 94 du Règlement du TPIY, la Chambre de première instance a dressé le constat judiciaire du fait jugé n[o] 1612, dans lequel il est dit que « [d]e 1 000 à

[1631] *Ibid*., par. 293, renvoyant à Jugement, par. 3065, 3555, 5128 et 5130. De plus, l'Accusation soutient que Mladić ne peut à présent se plaindre de ne pas avoir eu la possibilité de contester la déposition du témoin Orić car il ne s'est pas opposé à la demande de l'Accusation de la faire admettre sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY. Voir *ibid*., par. 292, renvoyant à Décision du 8 juillet 2013, par. 1.

[1632] Voir Jugement, par. 2918 à 2921. Le fait jugé n[o] 1502 montre que des membres de la police militaire de la brigade de Bratunac ont prêté leur concours pour surveiller des centaines d'hommes musulmans de Bosnie détenus dans l'école Vuk Karadžić et dans les autocars garés dans la ville de Bratunac dans la nuit du 12 au 13 juillet 1995 ; il est décrit dans le fait jugé n[o] 1503 que, du 12 au 14 juillet 1995, des milliers d'hommes musulmans de Bosnie détenus à l'école Vuk Karadžić, dans ses environs et dans les 80 à 120 autocars garés dans les rues de Bratunac ont souffert d'un manque d'eau et de nourriture ; le fait jugé n[o] 1505 montre que des hommes détenus à Bratunac entre le 12 et le 14 juillet 1995 ont été exécutés la nuit de manière opportuniste ; le fait jugé n[o] 1506 montre que l'école Vuk Karadžić et les différents bâtiments alentour étaient gardés par plusieurs unités des forces armées de la Republika Srpska, dont la section de police militaire de la brigade de Bratunac, la police spéciale, la police du MUP, ainsi que des éléments des Loups de la Drina et de formations paramilitaires ; le fait jugé n[o] 1518 montre que, durant toute la nuit, des hommes sont descendus par groupe des autocars pour être conduits à l'école et ne sont pas revenus ; le fait jugé n[o] 1519 montre qu'entre le 12 et le 14 juillet 1995, plus de 50 hommes musulmans de Bosnie ont été sommairement exécutés à l'école Vuk Karadžić et alentour. Voir faits jugés n[os] 1502, 1503, 1505, 1506, 1518 et 1519.

[1633] Arrêt *Karadžić*, par. 457 et note de bas de page 1203 ; Arrêt *Popović*, par. 104 ; Arrêt *Kupreškić*, par. 321.

[1634] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 688 et 690.

1 200 hommes ont été tués pendant [la journée du 16 juillet 1995] à [la ferme militaire de Branjevo][1635] ». En ce qui concerne le fait répertorié E.9.2, la Chambre de première instance s'est appuyée en partie sur le fait jugé n° 1612 pour établir que de 1 000 à 1 200 hommes musulmans de Bosnie qui étaient détenus avaient été tués par des soldats de la VRS à la ferme militaire de Branjevo le 16 juillet 1995[1636]. Elle a également constaté que les victimes tuées lors de cet épisode avaient été enterrées dans la fosse commune de la ferme militaire de Branjevo, et que des corps qui s'y trouvaient avaient été réensevelis par la suite dans les fosses 4, 8, 9, 11 et 12 situées le long de la route de Čančari[1637].

472. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n° 1612 pour conclure que de 1 000 à 1 200 victimes ont été dénombrées dans le cadre du fait répertorié E.9.2[1638]. Il avance qu'elle a privilégié le fait jugé n° 1612, pourtant réfuté par des éléments de preuve scientifiques à charge, c'est-à-dire ceux présentés par le témoin William Haglund et l'ancien enquêteur du Bureau du Procureur, Dučan Janc, qui ont expliqué que seuls 132 corps avaient été trouvés sur le site de la fosse primaire et que 43 correspondances génétiques avaient été établies pour des corps ensevelis dans une fosse secondaire[1639].

473. L'Accusation répond que la Chambre de première instance s'est fondée à bon droit sur le fait jugé n° 1612[1640]. Elle soutient en particulier ce qui suit : i) la Chambre de première instance a conclu comme il convient que les éléments de preuve scientifiques ne contredisaient pas le fait jugé n° 1612[1641] ; ii) Mladić ne fait apparaître aucune erreur dans la conclusion de la

[1635] Jugement, par. 2843 et 2860, et note de bas de page 12494 ; Deuxième Décision relative aux faits jugés, par. 36. Voir aussi fait jugé n° 1612.
[1636] Jugement, par. 2843, 2860, 2861 et note de bas de page 12494.
[1637] *Ibidem*, par. 2861.
[1638] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 681, 685, 692 et 693, renvoyant à Jugement, par. 2843, 2846, 2849 et 2861.
[1639] *Ibidem*, par. 692, renvoyant à Jugement, par. 2846 et 2849. Mladić rappelle également son argument antérieur selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur i) en dressant le constat judiciaire de faits jugés touchant au comportement de ses subordonnés immédiats (voir Acte d'appel de Mladić, par. 21 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 62 à 95 et 691), et ii) en appliquant un critère trop strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation (voir Acte d'appel de Mladić, par. 26 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 96 à 113 et 691), et il ajoute que l'erreur de droit que la Chambre de première instance a commise l'a amenée à procéder de manière inexacte en matière de preuve pour ce qui est des faits jugés (voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 693). La Chambre d'appel a déjà rejeté l'argument général de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en dressant le constat judiciaire de faits jugés touchant au comportement de ses subordonnés immédiats et en appliquant un critère trop strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation (voir *supra*, III. A. 2 a) ii)). Compte tenu de ce qui précède, l'affirmation de Mladić à cet égard qui figure dans la présente partie de l'arrêt (voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 691) est également rejetée.
[1640] Voir Réponse de l'Accusation, par. 287 et 294.
[1641] *Ibidem*, par. 294, renvoyant à Jugement, par. 2860.

Chambre de première instance selon laquelle les éléments de preuve présentés par les témoins Haglund et Janc ne contredisent pas le nombre total de victimes établi grâce à ce fait jugé[1642], et iii) la Chambre de première instance a dûment exercé son pouvoir d'appréciation en dressant le constat judiciaire de faits jugés[1643].

474. La Chambre d'appel rappelle que, en dressant le constat judiciaire d'un fait jugé, une Chambre de première instance part, à bon droit, de la présomption que ce fait est exact et que celui-ci ne devra donc plus être établi au procès[1644]. Il est de jurisprudence constante que les faits dont le constat judiciaire est dressé en application de l'article 94 B) du Règlement du TPIY sont des présomptions réfutables au moyen d'éléments de preuve présentés au procès[1645], et que leur utilisation ne renverse pas la charge ultime de la preuve ou de la persuasion, qui incombe à l'Accusation[1646]. Un accusé peut réfuter la présomption en produisant des preuves contraires « crédibles et fiables[1647] ». L'appréciation définitive de la fiabilité et de la crédibilité des éléments de preuve, et donc de leur valeur probante, ne sera faite qu'à la lumière de l'ensemble des éléments de preuve versés au dossier, lorsqu'il sera décidé du poids à leur accorder[1648].

475. La Chambre d'appel note que Mladić a contesté le fait jugé n° 1612 lors du procès en première instance, mais n'a présenté aucun élément de preuve pour expressément le réfuter[1649]. Par ailleurs, il revient à une Chambre de première instance de dire quelles sont les conclusions éventuelles à tirer des faits jugés lorsqu'ils sont analysés avec l'ensemble des éléments de preuve produits au procès[1650]. Pour établir le nombre de victimes tuées dans le cadre du fait répertorié E.9.2, la Chambre de première instance a notamment pris en compte i) la déposition du témoin Haglund, qui a expliqué que la fosse commune de Pilica, également appelée fosse de

[1642] *Ibid*., renvoyant à Jugement, par. 2846, 2849 et 5300.
[1643] *Ibid*.
[1644] Arrêt *Karadžić*, par. 452 ; *Théoneste Bagosora et consorts c*. *Le Procureur*, affaire n° ICTR-98-41-A, *Decision on Anatole Nsengiyumva's Motion for Judicial Notice*, 29 octobre 2010, par. 7 et références citées.
[1645] Arrêt *Karadžić*, par. 120, 128 et 219, et références citées.
[1646] *Ibidem*, par. 120 et 219, et références citées.
[1647] *Ibid*., par. 128 et références citées.
[1648] *Ibid*.
[1649] Voir Acte d'appel interlocutoire interjeté par la Défense le 4 juillet 2012, annexe B, p. 1013 (pagination du Greffe) (où Mladić a contesté le fait jugé n° 1612 en première instance aux motifs que i) l'intérêt de la justice et le droit à un procès équitable et public plaident en faveur de la présentation d'éléments de preuve concernant ce fait, ii) le fait proposé porte directement ou indirectement sur les actes et le comportement ou sur la responsabilité de l'accusé, ou sur les actes qu'auraient commis les subordonnés présumés de l'accusé et les déclarations de culpabilité prononcées à leur encontre, et iii) le fait proposé a trait à la responsabilité de l'accusé ou à l'objectif de l'entreprise criminelle commune et aux membres de cette entreprise, ainsi qu'aux faits se rapportant à une question fondamentale soulevée dans l'acte d'accusation qui fait foi).
[1650] Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 21.

la ferme militaire de Branjevo, renfermait les restes d'au moins 132 hommes[1651], et ii) le rapport de Janc sur l'enquête menée à Srebrenica, faisant état de 43 correspondances génétiques entre les restes identifiés dans la fosse primaire découverte à la ferme militaire de Branjevo et ceux retrouvés dans les fosses secondaires 4, 8, 9, 11 et 12 situées le long de la route de Cančari[1652]. La Chambre de première instance a considéré que ces éléments de preuve n'établissaient pas le nombre total de victimes tuées dans le cadre du fait répertorié E.9.2 car les fosses communes situées à la ferme militaire de Branjevo et le long de la route de Cančari contenaient des corps de victimes tuées lors de plusieurs épisodes[1653]. Elle a donc conclu que, s'agissant du nombre total de victimes, les éléments de preuve ne contredisaient pas le fait jugé n° 1612[1654].

476. Après avoir examiné les passages pertinents du Jugement, la Chambre d'appel considère comme infondé l'argument de Mladić selon lequel le fait jugé n° 1612 est contredit par les éléments de preuve à charge présentés au sujet du nombre de victimes. La Chambre d'appel est d'avis que Mladić interprète mal la déposition du témoin Haglund et le rapport de Janc lorsqu'il affirme que ces éléments de preuve limitent le nombre de victimes à « 132 corps sur le site de la fosse primaire et à 43 correspondances génétiques pour des corps ensevelis dans une fosse secondaire[1655] ». En outre, sur le point de savoir si des éléments de preuve contredisent un fait jugé, la Chambre d'appel rappelle qu'elle a déjà confirmé l'analyse que la Chambre de première instance avait réalisée afin de se prononcer sur le « sens [...] sans équivoque » des éléments de preuve, c'est-à-dire qu'ils doivent indiquer « un autre cas de figure particulier » ou « démon[trer] sans équivoque que la véracité du cas de figure tel que décrit dans le fait jugé doit raisonnablement être écartée »[1656]. En ce qui concerne le fait jugé n° 1612, les éléments de preuve à charge auxquels Mladić renvoie en appel ne font pas apparaître un autre scénario particulier et ne démontrent pas sans équivoque que la véracité du scénario tel que décrit dans le fait jugé n° 1612 — de 1 000 à 1 200 hommes ont été tués pendant la journée du 16 juillet 1995 à la ferme militaire de Branjevo[1657] —, doit raisonnablement être écartée[1658]. Partant, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que la déposition du témoin Haglund et le rapport de Janc ne

[1651] Voir Jugement, par. 2846, renvoyant à pièces P1828, p. 3751, 3752 et 3754 et P1833, p. 10, 11, 17 et 55.
[1652] Voir *ibidem*, par. 2849, renvoyant à pièce P1987.
[1653] Voir *ibid.*, par. 2860.
[1654] Voir *ibid*.
[1655] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 692 et note de bas de page 838, renvoyant à Jugement, par. 2846 et 2849.
[1656] Voir *supra*, par. 56. Voir aussi Jugement, par. 5273.
[1657] Voir fait jugé n° 1612. Voir aussi Jugement, par. 2843 et 2860, et note de bas de page 12494.
[1658] Voir *ibidem*, par. 2860 et 5273.

contredisent pas le fait jugé n° 1612 s'agissant du nombre total de victimes tuées dans le cadre du fait répertorié E.9.2.

477. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne montre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur le fait jugé n° 1612 pour conclure que de 1 000 à 1 200 victimes ont été dénombrées dans le cadre du fait répertorié E.9.2.

c) Conclusion

478. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 5.I de Mladić.

E. Erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune relative aux otages (sixième moyen d'appel)

479. La Chambre de première instance a constaté qu'entre le 25 mai et le 24 juin 1995, des soldats et des officiers de la VRS, appartenant notamment à la police militaire, ainsi que des policiers serbes de Bosnie parmi d'autres, avaient détenu des membres du personnel de la FORPRONU et des observateurs militaires des Nations Unies (les « personnels de l'ONU ») à Pale, à Banja Luka, à Brčko, à Sarajevo et dans ses alentours, en avaient détenu certains sur des sites militaires stratégiques, cibles potentielles de frappes aériennes de l'OTAN, et avaient menacé de les tuer dans le but de faire pression sur l'OTAN pour qu'elle cesse ses frappes aériennes sur des cibles militaires des Serbes de Bosnie, de récupérer des armes serbes qui avaient été placées sous le contrôle de la FORPRONU, et de contraindre les forces de la FORPRONU à se rendre ou à échanger des prisonniers[1659]. La Chambre de première instance a conclu que ces actes constituaient le crime de prise d'otages, une violation des lois ou coutumes de la guerre sanctionnée par l'article 3 du Statut du TPIY[1660].

480. La Chambre de première instance a en outre constaté que, du 25 mai 1995 à peu près, date à laquelle les frappes aériennes de l'OTAN avaient commencé, au 24 juin 1995 à peu près, date à laquelle les derniers membres du personnel de l'ONU avaient été relâchés, une entreprise criminelle commune relative aux otages avait existé, et que son objectif commun était de faire prisonniers les personnels de l'ONU déployés dans différentes parties de la Bosnie-Herzégovine et de les détenir sur des sites militaires stratégiques afin d'empêcher l'OTAN de procéder à de nouvelles frappes aériennes sur des cibles militaires serbes de Bosnie[1661]. La Chambre de première instance a conclu que les membres de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, notamment Radovan Karadžić, Nikola Koljević ainsi que des membres de l'état-major principal et des commandements de corps d'armée de la VRS, avaient œuvré eux-mêmes à la réalisation de l'objectif commun ou utilisé des membres de la VRS[1662]. Par ailleurs, elle a constaté que Mladić, commandant de l'état-major principal de la VRS, avait « participé de près à toutes les étapes des prises d'otages », et elle a conclu qu'il avait contribué de manière importante à cette entreprise[1663]. Elle a aussi conclu que Mladić, ainsi que d'autres membres de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, avait partagé l'intention de réaliser

[1659] *Ibidem*, par. 2315 et 2316. Voir aussi *ibid.*, par. 3218 à 3220 et 5136.
[1660] *Ibid.*, par. 3221 et 3226. Voir aussi *ibid.*, par. 3215 à 3220 et 3222 à 3225.
[1661] *Ibid.*, par. 5141.
[1662] *Ibid.*, par. 5142.
[1663] *Ibid.*, par. 5146 et 5156. Voir aussi *ibid.*, par. 5147 à 5155 et 5157.

l'objectif de l'entreprise criminelle commune[1664]. À raison de sa participation à l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance a déclaré Mladić coupable du crime de prise d'otages visé au chef 11 de l'Acte d'accusation, une violation des lois ou coutumes de la guerre[1665].

481. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant qu'il avait été animé de l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, et qu'il avait accompli l'élément matériel et partagé l'intention requise pour le crime de prise d'otages. Il avance en particulier que la Chambre de première instance i) n'a pas appliqué le critère juridique qui convient pour conclure que la détention des personnels de l'ONU constituait le crime de prise d'otages, ii) a tiré des conclusions erronées sur la base de l'appréciation des éléments de preuve relatifs à la détention des personnels de l'ONU, et iii) a commis une erreur en appréciant des éléments de preuve indirects d'une manière non conforme au principe *in dubio pro reo*[1666]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

1. La Chambre de première instance aurait commis une erreur en appliquant le critère juridique lui permettant de conclure que la détention des personnels de l'ONU constituait le crime de prise d'otages (moyen d'appel 6.A)

482. Lorsqu'elle a conclu que les faits survenus entre le 25 mai et le 24 juin 1995 constituaient le crime de prise d'otages, une violation des lois ou coutumes de la guerre sanctionnée par l'article 3 du Statut du TPIY, la Chambre de première instance a conclu qu'elle était compétente pour statuer sur la violation alléguée, et que les personnels de l'ONU faits prisonniers relevaient de la protection garantie par l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève (l'« Article 3 commun »)[1667]. Elle a conclu que les violations de cet article tombaient sous le coup de l'article 3 du Statut du TPIY[1668], et qu'une prise d'otages envisagée sur le terrain de l'Article 3 1) b) commun réunissait les conditions d'application et les conditions générales de l'article 3 du Statut du TPIY[1669]. En s'appuyant sur la jurisprudence de la Chambre d'appel du TPIY, la Chambre de première instance a notamment dit à cet égard que les règles de l'Article 3 commun faisaient partie intégrante du droit international coutumier applicable aux

[1664] *Ibid.*, par. 5142 et 5163. Voir aussi *ibid*., par. 5157 à 5162.
[1665] *Ibid*., par. 5214. Voir aussi *ibid*., par. 3226, 5141, 5142, 5156, 5163 et 5168.
[1666] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 67 à 69 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 695 à 759.
[1667] Jugement, par. 3010 et 3224.
[1668] *Ibidem*, par. 3010, renvoyant à Arrêt *Mrkšić*, par. 70, Arrêt *Kunarac*, par. 68, Arrêt *Čelebići*, par. 125 et 133 à 136, et Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 89.
[1669] Voir *ibid*., par. 3009, 3010, 3012, 3020 et 3222 à 3226. Voir aussi *ibid*., par. 3013 à 3017.

conflits armés tant internationaux qu'internes, et que les violations de ces règles entraînaient la responsabilité pénale individuelle[1670]. Elle a également rappelé que la protection de l'Article 3 commun s'appliquait à toute personne qui ne participe pas directement aux hostilités, y compris les combattants mis hors de combat à l'époque des faits[1671].

483. Mladić soutient que la déclaration de culpabilité prononcée contre lui au titre du chef 11 de l'Acte d'accusation doit être annulée dès lors que la Chambre de première instance l'a à tort déclaré coupable d'actes qui n'étaient pas constitutifs d'une infraction en droit international coutumier pendant la période couverte par l'Acte d'accusation[1672]. Il avance que la compétence du TPIY se limite au Statut du TPIY, et que seul le Conseil de sécurité peut « réviser et réinterpréter le Statut[1673] ». Il soutient que, en l'espèce, la Chambre de première instance s'est appuyée à tort sur une décision de la Chambre d'appel du TPIY rendue dans l'affaire *Tadić* pour conclure que les violations de l'Article 3 commun tombent sous le coup de l'article 3 du Statut du TPIY[1674]. Il avance que la Chambre de première instance n'a pas procédé à une analyse de sa compétence et que, si elle l'avait fait, elle aurait eu des raisons impérieuses de s'écarter de l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence[1675]. Mladić soutient que, en s'appuyant sur cet arrêt, celle-ci a violé le principe *nullum crimen, nulla poena sine praevia lege* qui, selon lui, « impose au juge du fait de faire preuve d'une grande prudence avant de conclure qu'un acte allégué, qui n'est pas visé par [l'article 3] du Statut [du TPIY], est un élément constitutif d'une infraction[1676] ».

484. Mladić avance que, en mai et juin 1995, la prise de combattants en otages engageait en droit international coutumier la responsabilité des États uniquement, et non la responsabilité pénale individuelle[1677]. Il soutient que l'interdiction de prendre des non-civils en otages a été inscrite dans le droit relatif aux crimes de guerre en 2002 avec l'entrée en vigueur du Statut de la CPI (le « Statut de la CPI »), et que seule l'exécution d'otages était sanctionnée pendant la

[1670] *Ibid*., par. 3010, renvoyant à *Le Procureur c/ Radovan Karadžić*, affaire nº IT-95-5/18-AR72.5, Décision relative à l'appel interjeté contre la Décision relative à l'exception préjudicielle aux fins de retirer le chef d'accusation 11, 9 juillet 2009 (« Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009 »), par. 23, 25 et 26, Arrêt *Čelebići*, par. 138, 139, 143, 147, 167, 173 et 174 et Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 89, 98 et 134.
[1671] *Ibid*., par. 3012, 3017 et 3224.
[1672] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 695 à 697 et 702 à 710.
[1673] *Ibidem*, par. 701.
[1674] Voir *ibid*., par. 698 à 701, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Tadić* relatif à la compétence.
[1675] *Ibid*., par. 699.
[1676] *Ibid*., par. 700.
[1677] *Ibid*., par. 702 et 704 à 708.

période couverte par l'Acte d'accusation[1678]. Il ajoute que, à l'époque des faits, la responsabilité pénale individuelle ne portait que sur la prise de civils en otages, et que les personnels de l'ONU ne pouvaient pas entrer dans cette catégorie[1679].

485. L'Accusation répond que la prise de tout détenu en otage était sanctionnée en droit international coutumier en 1995, et que le TPIY était compétent pour connaître de ce crime[1680]. Elle soutient que Mladić ne présente aucune raison impérieuse de s'écarter de la jurisprudence constante selon laquelle l'Article 3 commun faisait partie intégrante du droit international coutumier au moment des faits et que les violations de ses règles engageaient la responsabilité pénale individuelle[1681]. Elle soutient que, compte tenu de la « jurisprudence limpide du TPIY » et du fait que Mladić n'a jamais invoqué d'argument touchant à la compétence lors du procès, la Chambre de première instance n'était pas tenue de procéder à une analyse détaillée de la prise d'otages en tant que violation grave de l'Article 3 commun[1682].

[1678] *Ibid*., par. 704 à 708, renvoyant, entre autres, à article 8 du Statut de la CPI, 17 juillet 1998, R.T.N.U., vol. 2187, p. 3, article 6 b) du Statut du Tribunal militaire international, annexé à Accord concernant la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe, Londres. 8 août 1945, R.T.N.U., vol. 82, p. 279, principe VI b) des Principes du droit international consacrés par le statut du tribunal de Nuremberg et dans le jugement de ce tribunal, article 2 1) B) de la Loi nº 10 du Conseil de contrôle allié en Allemagne pour le châtiment des personnes coupables de crimes contre la paix, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, promulguée par le Conseil de contrôle allié en Allemagne, Berlin, 20 décembre 1945, Journal officiel du Conseil de contrôle en Allemagne, p. 50 à 55, Royaume-Uni, *The Law of War on Land being Part III of the Manual of Military Law*, *The War Office*, HMSO, 1958 (« Manuel militaire britannique »), sections 625 et 626, États-Unis d'Amérique, *Field Manual*, *US Department of the Army*, 18 juillet 1956, tel que modifié par l'amendement nº 1, 1976 (« Manuel militaire des États-Unis d'Amérique ») et code pénal de la RSFY.

[1679] *Ibid*., par. 702 et 703, renvoyant à article 147 de la IVe Convention de Genève. Mladić soutient que l'interdiction de la prise d'otages ne se retrouve pas dans les Règlements de La Haye de 1899 et 1907, ni dans les « dispositions relatives aux infractions graves » des trois Conventions de Genève et du Protocole additionnel I. *Ibid*., par. 704, renvoyant à Ire Convention de Genève, IIe Convention de Genève et IIIe Convention de Genève. Il ajoute que la référence faite à la prise d'otages dans la première mouture de l'article 3 du Statut du TPIY n'a pas été intégrée dans la version finale que le Secrétaire général de l'ONU a présentée au Conseil de sécurité pour adoption en 1993. *Ibid*.

[1680] Voir Réponse de l'Accusation, par. 298 et 304 à 306, renvoyant, entre autres, à *Le Procureur c/ Radovan Karadžić*, affaire nº IT-95-5/18-AR73.9, Décision relative à l'appel formé contre le rejet de la demande d'acquittement pour le chef de prise d'otages, 11 décembre 2012 (« Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012 »), par. 21 et Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 6, 22, 28 et 29.

[1681] *Ibidem*, par. 304, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Čelebići*, par. 167, 173 et 174 et Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 134. L'Accusation ajoute que l'absence d'une mention expresse de la prise d'otages à l'article 3 du Statut du TPIY et au régime des infractions graves aux Conventions de Genève est « sans importance » et ne signifie pas qu'aucune responsabilité pénale n'est engagée. Elle ajoute que les Règlements de La Haye et les normes applicables durant les procès de Nuremberg sur lesquels s'appuie Mladić ne tiennent pas compte des évolutions ultérieures du droit international coutumier. Voir *ibidem*, par. 305.

[1682] *Ibid*., par. 306.

486. Mladić réplique que l'Accusation ne répond pas aux arguments qu'il a présentés et qu'elle a eu tort de s'appuyer sur la Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012 car cette décision ne traite pas des questions mises en cause en appel[1683].

487. La Chambre d'appel fait observer que Mladić n'a pas soulevé la question de l'incompétence présumée de la Chambre de première instance pour connaître du crime de prise d'otages[1684]. La Chambre d'appel rappelle que, si une partie ne formule devant la Chambre de première instance aucune objection concernant une question donnée, alors qu'elle aurait pu raisonnablement le faire, elle conclura, en l'absence de circonstance particulière, que cette partie a renoncé à son droit de soulever cette question comme moyen d'appel valable[1685]. La Chambre d'appel note toutefois que, comme il est précisé ci-après, la Chambre d'appel du TPIY a tranché la question de la compétence du TPIY pour connaître des violations de l'Article 3 commun et, en particulier, du crime de prise d'otages, et sa décision s'imposait donc à la Chambre de première instance en l'espèce[1686]. Par conséquent, même si Mladić avait soulevé cette exception d'incompétence au procès, la Chambre de première instance saisie de l'affaire n'aurait pas pu s'écarter de la jurisprudence de la Chambre d'appel du TPIY. Dans ces circonstances, la Chambre d'appel exerce son pouvoir discrétionnaire pour examiner les arguments que Mladić présente en appel concernant l'incompétence présumée du TPIY pour connaître du crime de prise d'otages.

488. Quant à savoir s'il existe des raisons impérieuses justifiant que la Chambre d'appel s'écarte de la jurisprudence sur ce point, les critères d'examen en appel imposent à Mladić de démontrer que la décision de la Chambre de première instance d'exercer sa compétence pour connaître du crime de prise d'otages a été prise sur la base d'un principe juridique erroné ou a été prise « à tort, généralement parce que le ou les juges n'étaient pas bien au fait du droit applicable[1687] ». La Chambre d'appel rappelle la jurisprudence de la Chambre d'appel du TPIY, selon laquelle l'article 3 du Statut du TPIY est une clause générale supplétive qui se rapporte à

[1683] Réplique de Mladić, par. 101.
[1684] Voir *ibidem*, par. 107 à 111 ; Mémoire en clôture de Mladić, par. 165 à 181 et 3308 à 3386 ; CR, p. 44609 et 44610 (9 décembre 2016) ; CR, p. 44808 à 44810 et 44812 à 44818 (13 décembre 2016). La Chambre d'appel fait observer que, dans la décision relative à la demande d'acquittement présentée par Mladić en application de l'article 98 *bis* du Règlement du TPIY, la Chambre de première instance a noté qu'il n'avait pas expressément contesté le chef 11 de l'Acte d'accusation, ni les éléments généraux du crime et les conditions d'application à établir sur la base de l'article 3 du Statut du TPIY. Voir CR, p. 20955 (15 avril 2014).
[1685] Arrêt *Karadžić*, par. 312 ; Arrêt *Prlić*, par. 165 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 63 ; Arrêt *Musema*, par. 127.
[1686] Voir *infra*, par. 488 à 494 ; Arrêt *Aleksovski*, par. 113. Voir aussi Décision *Gotovina* du 1er juillet 2010, par. 24.
[1687] Arrêt *Karadžić*, par. 13 ; Arrêt *Šešelj*, par. 11. Voir aussi Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 968 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 6 ; Arrêt *Bizimungu*, par. 370 ; Décision *Munyarugarama* du 5 octobre 2012, par. 6.

une large catégorie de crimes, à savoir toutes les « violations des lois ou coutumes de la guerre », sans se limiter à la liste des violations qui y sont énumérées[1688]. La Chambre d'appel du TPIY a invariablement dit que l'article 3 du Statut du TPIY pouvait couvrir toutes les violations du droit humanitaire ne relevant pas des articles 2, 4 ou 5 du Statut du TPIY, notamment les violations de l'Article 3 commun[1689], qui interdit la prise d'otages[1690]. De plus, la Chambre d'appel rappelle que, dans l'affaire *Tadić*, la Chambre d'appel du TPIY a entre autres examiné les conclusions du Tribunal militaire international de Nuremberg, les poursuites engagées devant des tribunaux nationaux, des manuels militaires, la législation — y compris le droit de l'ex-Yougoslavie — ainsi que des résolutions du Conseil de sécurité, et a confirmé la formation de l'*opinio juris* relative au fait que le droit international coutumier impose une responsabilité pénale à ceux qui commettent des violations graves de l'Article 3 commun[1691]. En outre, la Chambre d'appel du TPIY a précédemment rejeté les arguments selon lesquels il existe des raisons impérieuses de s'écarter de la jurisprudence *Tadić* lorsqu'il s'agit de savoir si l'Article 3 commun entre dans le cadre de l'article 3 du Statut du TPIY[1692] et si les violations de ses dispositions engagent la responsabilité pénale individuelle[1693]. Elle a précisé que les actes

[1688] Arrêt *Kunarac*, par. 68 ; Arrêt *Čelebići*, par. 125 ; Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 87 et 89. Voir aussi Arrêt *Boškoski*, par. 47.

[1689] Arrêt *Kunarac*, par. 68 ; Arrêt *Čelebići*, par. 125 et 136 ; Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 87, 89 et 91. Voir aussi Arrêt *Boškoski*, par. 47.

[1690] L'Article 3 commun prévoit notamment ce qui suit :

> 1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour tout autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.
>
> À cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :
>
> a) […]
>
> b) les prises d'otages ; […]

[1691] Voir Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 128 à 136. Voir aussi Arrêt *Čelebići*, par. 153 à 156, 160, 162 à 168 et 174.

[1692] Voir *ibidem*, par. 129 à 136. La Chambre d'appel du TPIY a rejeté les arguments selon lesquels le TPIY n'était pas habilité à connaître des violations de l'Article 3 commun, notamment aux motifs i) que le Conseil de sécurité n'a jamais eu l'intention d'autoriser par l'article 3 du Statut du TPIY des poursuites contre les auteurs de violations de l'Article 3 commun ; ii) que l'article 3 du Statut du TPIY se limite aux « Règles de La Haye » ; iii) que contrairement au Statut du TPIR, le Statut du TPIY n'incorpore pas expressément l'Article 3 commun. Voir *ibid*., par. 130 à 133, 136 et 178.

[1693] Voir *ibid*., par. 157 à 174. La Chambre d'appel du TPIY a entre autres rejeté les arguments suivants : i) les éléments de preuve présentés dans l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence ne permettaient pas, en l'absence de toute pratique des États ou de toute *opinio juris* avérée, de conclure que l'Article 3 commun faisait partie des règles du droit international coutumier établissant la responsabilité pénale individuelle ; ii) l'exclusion de l'Article 3 commun du régime des infractions graves aux Conventions de Genève démontre que les violations de cet article n'engagent pas la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs ; iii) l'Article 3 commun n'impose des obligations qu'aux seuls États, et son application est du ressort des systèmes juridiques internes ; iv) il existe des preuves que l'Article 3 commun n'est pas une règle du droit international dont la violation engage la responsabilité des personnes. Voir *ibid*., par. 157, 158, 163, 167 à 170 et 174. De même, la Chambre d'appel conclut que

énumérés à l'Article 3 commun devaient être érigés en infractions dès 1949 dans l'ordre juridique international[1694].

489. En outre, le TPIY a exercé la compétence que lui confère l'article 3 du Statut du TPIY pour juger des personnes à raison de violations de l'Article 3 commun[1695], notamment sur la base de la prise d'otages[1696]. À cet égard, dans l'affaire *Karadžić*, la Chambre d'appel du TPIY a confirmé la conclusion de la Chambre de première instance du TPIY selon laquelle le TPIY était compétent pour connaître du crime de prise d'otages en vertu de l'article 3 du Statut du TPIY[1697]. La Chambre d'appel du TPIY a dit que l'Article 3 commun interdisait absolument de prendre en otage toute personne ne participant pas directement aux hostilités ainsi que les détenus, indépendamment de leur qualité avant leur détention[1698]. Elle a aussi rejeté l'argument selon lequel, en droit international coutumier, le crime de prise d'otages ne s'applique qu'à la prise de civils en otages[1699]. À la lumière de cette jurisprudence, la Chambre d'appel considère que la Chambre d'appel du TPIY a tranché la question de la compétence du TPIY pour connaître du crime de prise d'otages.

---

l'affirmation de Mladić selon laquelle l'absence d'une mention de l'interdiction de la prise d'otages dans le Statut du TPIY, dans les Règlements de La Haye de 1899 et 1907 ainsi que dans les « dispositions relatives aux infractions graves » des trois Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel I ne remet pas en question le fait que la prise d'otages engageait la responsabilité pénale individuelle en droit international coutumier à l'époque des faits. Comme l'a dit la Chambre d'appel du TPIY dans l'affaire *Čelebići*, les Conventions de Genève exigent que les États parties transposent les conventions dans leur droit interne, notamment en prenant les mesures nécessaires pour faire cesser *toutes* les violations aux Conventions de Genève, y compris celles qui ne sont pas visées dans les dispositions relatives aux infractions graves. Voir article 49 de la I^re^ Convention de Genève, article 50 de la II^e^ Convention de Genève, article 129 de la III^e^ Convention de Genève et article 146 de la IV^e^ Convention de Genève (« Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente [c]onvention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant. ») Voir aussi CICR, Commentaire de 1958 sur l'article 146 3) de la IV^e^ Convention de Genève, p. 594 (« […] Cela montre que l'ensemble des infractions à la présente [c]onvention doit être réprimé par la législation nationale. […] [L]es autorités des Parties contractantes devront […] instituer la répression (judiciaire ou disciplinaire) des infractions »). Voir Arrêt *Čelebići*, par. 164 à 166.

[1694] Arrêt *Čelebići*, par. 163.

[1695] Voir, par exemple, Arrêt *Strugar*, par. 164, 171 à 179 et p. 146 ; Arrêt *Boškoski*, par. 38, 47 et 53 ; Arrêt *Kunarac*, par. 51 et 66 à 70.

[1696] Voir, par exemple, Jugement *Karadžić*, par. 5951, 5993 et 6010. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 654, 659 à 661, 775 et 777.

[1697] Voir Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 2 à 4, 6, 22 à 27 et 29. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 777 ; Jugement *Karadžić*, par. 467 et 468.

[1698] Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012, par. 16 et 21 ; Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 22. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 659 ; Arrêt *Popović*, par. 794 ; Arrêt *Đorđević*, par. 747 ; Arrêt *Strugar*, note de bas de page 460.

[1699] Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 3, 6, 22 et 27. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 659 ; Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012, par. 9, 10, 16, 20 et 21.

490. En tentant de démontrer qu'il existe des raisons impérieuses de s'écarter de cette jurisprudence constante, Mladić soutient que, hormis l'exécution d'otages ou la prise de civils en otages, la prise de « non-civils » en otages n'était pas interdite pendant la période couverte par l'Acte d'accusation et n'engageait pas la responsabilité pénale individuelle en vertu du droit international coutumier. Son argument selon lequel les lois et normes applicables au Tribunal militaire international de Nuremberg ne s'appliquent qu'à l'exécution d'otages[1700] ne remet pas en cause le fait que l'interdiction de prendre en otage toute personne qui ne participe pas directement aux hostilités était pourtant bien établie en droit international coutumier pendant la période couverte par l'Acte d'accusation, et engageait la responsabilité pénale individuelle de son auteur. La Chambre d'appel rappelle que l'article 4 du Statut du TPIR, adopté en 1994, interdit expressément la prise d'otages en tant que violation de l'Article 3 commun et du Protocole additionnel II. La Chambre d'appel du TPIY a dit que le TPIR appliquait le droit international coutumier *existant* et qu'il avait été créé pour poursuivre les auteurs de crimes qui engageaient déjà la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs[1701]. En outre, une analyse de la pratique des États confirme la formation de l'*opinio juris* relative au fait que le droit international coutumier impose une responsabilité pénale pour les violations de l'Article 3 commun et du Protocole additionnel II pendant la période couverte par l'Acte d'accusation. Par exemple, la législation et les manuels militaires d'un certain nombre d'États interdisaient pareilles violations[1702], et le Protocole additionnel II, qui interdit expressément de prendre en otages « [t]outes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté », a été adopté en 1997 par consensus et avait été ratifié par plus de 120 États à l'époque des faits visés dans l'Acte d'accusation[1703].

[1700] Mémoire d'appel de Mladić, par. 704.
[1701] Voir Arrêt *Čelebići*, par. 170 et 178.
[1702] Voir, par exemple, Irlande, *Geneva Conventions Act* tel que modifié (1962), articles 4 1) et 4 4) (qui disposent que, outre les violations graves, les « violations mineures » aux Conventions de Genève de 1949, notamment les violations de l'Article 3 commun, sont des infractions passibles d'une peine) ; Belgique, Loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles I et II du 8 juin 1977 additionnels à ces Conventions (1993), article 1 7) (transposant les Conventions de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels, qui prévoit que les juridictions belges sont compétentes pour connaître des crimes relevant du droit international, tels que la prise d'otages) ; France, Décret n°75-675 du 28 juillet 1975 portant règlement de discipline générale dans les armées (1975), tel que modifié en 1982, article 9 1) (interdisant de prendre en otages les personnes mises hors de combat et prévoyant de les traiter avec humanité) ; Allemagne, *Humanitarian Law in Armed Conflicts – Manual* (1992), par. 1209 (qualifiant d'« infraction grave » la prise en otages de personnes protégées par l'Article 3 commun) ; Pays-Bas, *Military Manual* (1993), p. VIII-3, XI-1, XI-4 (réaffirmant l'interdiction de la prise d'otages figurant à l'Article 3 commun et à l'article 4 du Protocole additionnel II).
[1703] Protocole additionnel II, articles 4 1) et 4 2) c). Voir aussi CICR, Commentaire de 1987 sur le Protocole additionnel II, par. 4417 et 4418 (« […] le Protocole II a été adopté dans son ensemble, par consensus »).

491. Dans ce contexte, la Chambre d'appel conclut qu'en se fondant sur les manuels militaires de deux pays à l'appui de ses arguments, Mladić peine à convaincre et ne parvient pas à remettre en cause la législation constante relative à l'interdiction de la prise d'otages. Sur ce point, Mladić affirme que le Manuel militaire des États-Unis d'Amérique interdit uniquement de prendre des civils en otages, mais il omet de dire que ce manuel reprend l'Article 3 commun et érige « toute violation du droit de la guerre » en crime de guerre[1704]. De même, dans son argument selon lequel le Manuel militaire britannique interdit uniquement le meurtre d'otages civils, il omet de préciser que la même section de ce manuel contient une liste non exhaustive d'actes constituant des crimes de guerre et sanctionne « toutes les autres violations prévues dans les Conventions [de Genève][1705] ».

492. S'agissant de l'affirmation de Mladić selon laquelle la prise d'otages n'est pas visée par l'article 144 du code pénal de la RSFY[1706], il convient de noter que i) l'article 142 1) de ce code, intitulé « Crimes de guerre contre des populations civiles », interdit d'attaquer les personnes hors de combat et prévoit une interdiction de la prise d'otages[1707], et ii) comme la Chambre d'appel du TPIY l'a fait remarquer, le Parlement de la RSFY a promulgué une loi en 1978 en vue d'appliquer les deux Protocoles additionnels des Conventions de Genève, qui renferment l'interdiction de la prise d'otages, les rendant ainsi « directement applicables dans les tribunaux de l'ex-Yougoslavie[1708] ».

[1704] Sections 11 et 499 du Manuel militaire des États-Unis d'Amérique. Voir aussi Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 131.
[1705] Section 626 du Manuel militaire britannique. Voir aussi Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 131.
[1706] Mémoire d'appel de Mladić, par. 706.
[1707] Article 142 1) du code pénal de la RSFY (« Quiconque, en violation des règles du droit international, en temps de guerre, de conflit armé ou d'occupation, aura ordonné une attaque contre une population civile, une zone d'habitation, des civils ou des personnes hors de combat, ayant entraîné la mort, porté des atteintes graves à l'intégrité physique ou causé de graves ennuis de santé ; […] l'imposition de mesures d'intimidation et de terreur, la prise d'otages, des punitions collectives, le transport illégal en camp de concentration et autres détentions illégales, la privation du droit d'être jugé régulièrement et impartialement ; […] sera puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins cinq ans ou de la peine de mort »).
[1708] Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 132, renvoyant à Loi de la RSFY relative à la ratification du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole II), 26 décembre 1978 et article 210 de la Constitution de la RSFY, 1974. Voir aussi Protocole additionnel I, article 75 1) (« […] [l]es personnes qui sont au pouvoir d'une Partie au conflit et qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu des Conventions et du présent Protocole seront traitées avec humanité en toutes circonstances et bénéficieront au moins des protections prévues par le présent article […] ») et article 75 2) c) (« Sont et demeureront prohibés en tout temps et en tout lieu les actes suivants […] la prise d'otages ») ; Protocole additionnel II. Voir aussi Manuel militaire de la RSFY, article 17 (reconnaissant l'applicabilité des « règles fondamentales d'humanité » figurant à l'Article 3 commun) et article 31 (interdisant, entre autres, la prise d'otages de civils et de prisonniers de guerre, « y compris en représailles »).

493. Compte tenu de ces considérations, la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la décision de la Chambre de première instance d'exercer sa compétence pour connaître du crime de prise d'otages a été prise sur la base d'un principe juridique erroné ou a été prise à tort et, partant, qu'il existe des raisons impérieuses justifiant de s'écarter de la jurisprudence constante sur ce point.

494. La Chambre d'appel note que, lorsqu'elle a dit être compétente pour connaître du crime de prise d'otages, la Chambre de première instance a rappelé les quatre conditions énumérées dans l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence à réunir pour satisfaire à la « clause supplétive de compétence » découlant de l'article 3 du Statut du TPIY, à savoir : i) le crime reproché doit porter atteinte à une règle du droit international humanitaire ; ii) la règle doit lier les Parties à la date de la commission du crime ; iii) la règle doit protéger des valeurs importantes et sa violation doit entraîner de graves conséquences pour la victime ; iv) la violation doit engager la responsabilité pénale individuelle de son auteur[1709]. La Chambre de première instance s'est notamment appuyée sur les décisions de la Chambre d'appel du TPIY rendues dans les affaires *Tadić, Čelebići* et *Karadžić* pour conclure que la prise d'otages visée à l'Article 3 1) b) commun aux Conventions de Genève remplissait ces conditions, puisque les dispositions de l'Article 3 commun font partie intégrante du droit international coutumier qui s'applique aux conflits armés tant internes qu'internationaux, que les actes prohibés par l'Article 3 commun enfreignent les règles protégeant des valeurs importantes et entraînent de graves conséquences pour les victimes, et que les violations de ces règles engagent la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs[1710]. À lumière de la jurisprudence constante sur ce point, la Chambre d'appel conclut que la Chambre de première instance a eu raison de s'appuyer sur l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence et sur la jurisprudence constante de la Chambre d'appel du TPIY dans l'exercice de sa compétence pour connaître du crime de prise d'otages et que, contrairement à ce qu'affirme Mladić, elle n'était pas tenue de procéder à une analyse plus détaillée de ce point[1711].

[1709] Jugement, par. 3009, renvoyant à Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 94 et 143.
[1710] *Ibidem*, par. 3010, renvoyant, entre autres, à Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 23, 25 et 26, Arrêt *Čelebići*, par. 138, 139, 143, 147, 167, 173 et 174, et Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 89, 98 et 134.
[1711] La Chambre d'appel considère infondé l'argument de Mladić selon lequel, dans les affaires *Čelebići* et *Kunarac*, la Chambre d'appel du TPIY a « implicitement » confirmé qu'une Chambre de première instance devait mener une analyse détaillée de sa compétence lorsque cette dernière est susceptible d'être contestée. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 699, renvoyant à Arrêt *Kunarac*, par. 67 et 68, et Arrêt *Čelebići*, par. 167 et 168. La jurisprudence pertinente à laquelle il renvoie montre que la Chambre d'appel du TPIY s'est appuyée sur la jurisprudence *Tadić* et a réaffirmé que l'article 3 du Statut du TPIY couvrait les violations de l'Article 3 commun. Voir Arrêt *Kunarac*, par. 68 et notes de bas de page 60 à 62 ; Arrêt *Čelebići*, par. 168 et 169.

495. En ce qui concerne le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a violé le principe *nullum crimen sine lege*, la Chambre d'appel rappelle que, selon ce principe, une personne ne peut être déclarée coupable d'un crime qu'à raison d'actes qui constituaient la violation d'une norme qui existait lorsqu'ils ont été commis[1712]. Compte tenu de la jurisprudence constante selon laquelle la prise d'otages constituait une infraction en droit international coutumier pendant la période couverte par l'Acte d'accusation, la Chambre d'appel rejette le grief de Mladić selon lequel, en s'appuyant sur l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, la Chambre de première instance a enfreint le principe *nullum crimen sine lege*.

496. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a conclu être compétente pour connaître de la prise des personnels de l'ONU en otage, ni qu'il existe des raisons impérieuses de s'écarter de la jurisprudence constante en la matière. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel rejette le moyen d'appel 6.A de Mladić.

2. La Chambre de première instance aurait commis une erreur dans les conclusions qu'elle a tirées de l'appréciation d'éléments de preuve relatifs à la détention des personnels de l'ONU (moyen d'appel 6.B)

497. Lorsqu'elle a examiné l'argument de Mladić selon lequel les personnels de l'ONU se composaient de combattants qui n'avaient pas droit à la protection de l'Article 3 commun, la Chambre de première instance a conclu que la qualité de combattants ou de civils importait peu puisque la protection de l'Article 3 commun s'appliquait à toute personne qui ne participait pas directement aux hostilités à l'époque des faits, y compris les combattants mis hors de combat en raison de leur détention[1713]. La Chambre de première instance a conclu que les personnels de l'ONU faits prisonniers relevaient de la protection garantie par l'Article 3 commun[1714].

498. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne statuant pas sur la qualité des personnels de l'ONU et en concluant que la qualité de civil ou de combattant de ces personnels importait peu[1715]. Il avance que les personnels de l'ONU se composaient de combattants, et que la détention de combattants en tant que prisonniers de

[1712] Voir Décision *Milutinović* du 21 mai 2003, par. 37 ; Arrêt *Aleksovski* relatif à l'appel de la condamnation pour outrage, par. 38 ; Arrêt *Čelebići*, par. 576 ; Arrêt *Aleksovski*, par. 126. Voir aussi Décision *Hadžihasanović* du 16 juillet 2003, par. 51.
[1713] Jugement, par. 3224.
[1714] *Ibidem*.
[1715] Mémoire d'appel de Mladić, par. 711, 722, 724 et 731. Voir aussi *ibidem*, par. 712 et 713.

guerre, qui sont mis hors de combat, n'engage pas de responsabilité pénale[1716]. Par conséquent, selon Mladić, la Chambre de première instance n'était pas compétente pour connaître du crime présumé de prise des personnels de l'ONU en otage[1717].

499. L'Accusation répond que les personnels de l'ONU ont été mis hors de combat du fait de leur détention et que, partant, ceux-ci étaient protégés par l'Article 3 commun, indépendamment de leur qualité avant leur détention[1718]. Elle soutient que le TPIY était compétent pour connaître du crime de prise d'otages pour toutes les personnes détenues, et qu'il était inutile de statuer sur la qualité des personnels de l'ONU avant leur détention[1719].

500. Mladić réplique que l'Accusation ne répond pas directement à son argument selon lequel la qualité des personnels de l'ONU était à prendre en compte pour savoir si la Chambre de première instance était compétente pour connaître des crimes présumés[1720].

501. Comme il est dit plus haut, la Chambre de première instance a conclu à juste titre que la protection de l'Article 3 commun s'appliquait à toute personne qui ne participe pas directement aux hostilités, y compris les combattants mis hors de combat à l'époque des faits[1721]. L'interdiction de prendre des otages consacrée à l'Article 3 commun concerne toutes les personnes détenues, indépendamment de leur qualité avant leur détention[1722]. Partant, les Chambres d'appel du TPIY et du Mécanisme ont confirmé que les personnels de l'ONU avaient droit à la protection de l'Article 3 commun[1723]. Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que la qualité de combattant ou de civil des membres du personnel de l'ONU importait peu pour déterminer si ces derniers bénéficiaient de la protection prévue à l'Article 3 commun et relative à la prise d'otages.

502. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel rejette le moyen d'appel 6.B de Mladić.

[1716] *Ibid*., par. 723, 725 à 730 et 732. Voir aussi *ibid*., par. 715 à 719.
[1717] *Ibid.*, par. 732 et 733. Voir aussi *ibid*., par. 712, 713 et 734.
[1718] Réponse de l'Accusation, par. 300 et 303.
[1719] *Ibidem*, par. 298 à 303, renvoyant à Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012, par. 8, 15, 16 et 21, et Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 6, 22, 26 et 28.
[1720] Réplique de Mladić, par. 102.
[1721] Voir *supra*, III. E. 1.
[1722] Arrêt *Karadžić*, par. 659 ; Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012, par. 16 et 21 ; Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009, par. 22. Voir aussi Arrêt *Popović*, par. 794 ; Arrêt *Đorđević*, par. 747 ; *Arrêt Strugar*, note de bas de page 460.
[1723] Cf. Arrêt *Karadžić*, par. 659 et 660 ; Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012, par. 9, 10, 16, 20 et 21.

3. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en appréciant des éléments de preuve indirects (moyen d'appel 6.C)

503. Comme il est rappelé plus haut, la Chambre de première instance a conclu que, entre le 25 mai 1995 et le 24 juin 1995 à peu près, une entreprise criminelle commune relative aux otages avait existé, et que son objectif commun était de faire prisonniers les personnels de l'ONU déployés dans différentes parties de la Bosnie-Herzégovine et de les détenir sur des sites militaires stratégiques afin d'empêcher l'OTAN de procéder à de nouvelles frappes aériennes sur des cibles militaires serbes de Bosnie[1724]. De plus, elle a conclu que Mladić avait contribué de manière importante à cette entreprise criminelle commune relative aux otages et que, avec d'autres membres de cette entreprise, il avait partagé l'intention d'en réaliser l'objectif[1725].

504. S'agissant de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, Mladić soutient que la Chambre de première instance a accordé un poids insuffisant à des éléments de preuve à décharge, ce qui l'a conduite à conclure à tort que sa contribution importante[1726] et son état d'esprit[1727] étaient établis au-delà de tout doute raisonnable[1728]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

a) La Chambre de première instance n'aurait pas accordé suffisamment de poids à des « éléments de preuve à décharge » s'agissant de la contribution importante de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative aux otages

505. Pour conclure que Mladić a contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance a tenu compte de ses constatations selon lesquelles Mladić avait notamment ordonné à des unités de la VRS de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN et, lorsqu'il lui avait été demandé de les libérer, il avait fait savoir au commandant de la FORPRONU que la condition de la libération des détenus était la cessation des frappes aériennes[1729].

[1724] Jugement, par. 5141.
[1725] *Ibidem*, par. 5142, 5156 et 5163. Voir aussi *ibid*., par. 5146 à 5155 et 5157 à 5162.
[1726] Mémoire d'appel de Mladić, par. 741 et 751.
[1727] *Ibidem*, par, 752 et 758.
[1728] Acte d'appel de Mladić, par. 69 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 751 et 758.
[1729] Jugement, par. 5156. Voir aussi *ibidem*, par. 5157.

506. Mladić avance que la Chambre de première instance a commis des erreurs de fait lorsqu'elle a tiré des conclusions concernant sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages, notamment : i) en se fondant sur des ordres qu'il n'avait pas donnés ; ii) en ne donnant pas suffisamment de poids à d'autres ordres qu'il avait donnés de traiter les personnels de l'ONU comme des prisonniers de guerre, dans le respect des Conventions de Genève ; iii) en n'appréciant pas comme il convient des éléments de preuve se rapportant aux scènes filmées avec les personnels de l'ONU[1730].

507. Mladić soutient plus précisément que, lorsqu'elle a constaté qu'il avait ordonné d'emmener les personnels de l'ONU sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN et conclu qu'il avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids au fait que ce n'est pas lui qui avait donné les deux ordres sur lesquels elle s'est appuyée pour tirer cette conclusion[1731]. Il soutient que ce n'est pas lui qui a signé l'ordre daté du 27 mai 1995, qui émanait du « Conseil suprême de défense » dirigé par Karadžić[1732]. En outre, il soutient que cet ordre ainsi qu'un autre ordre daté du 30 mai 1995, sur lesquels s'est fondée la Chambre de première instance, ne comportaient pas son « numéro d'identification unique », et qu'aucun de ces deux ordres « ne correspondait à [ceux figurant dans ses] carnets de guerre » ni à ceux donnés à ses subordonnés[1733].

508. Mladić ajoute que, en concluant que ses subordonnés avaient menacé les personnels de l'ONU et que ses ordres de mettre en détention ces personnels illustrent sa contribution importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux ordres qu'il avait donnés à des subordonnés de traiter les détenus comme des prisonniers de guerre, dans le respect des Conventions de Genève, lesquels ordres ont été suivis[1734]. Mladić affirme que ses ordres de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les désarmer étaient licites au regard du droit international humanitaire[1735].

[1730] Mémoire d'appel de Mladić, par. 741 et 751. Voir aussi *ibidem*, par. 742 à 750.
[1731] *Ibid.*, par. 743 et 744, renvoyant à pièces P789 et P5230.
[1732] *Ibid.*, par. 744.
[1733] Voir *ibid.*, par. 743 à 745, renvoyant, entre autres, à pièce P5230.
[1734] *Ibid.*, par, 746 et 750.
[1735] *Ibid.*, par. 749, renvoyant à pièces P6611, par. 68 et P2558, par. 3. Mladić ajoute que les ordres interdisant de laisser fuir toute information au sujet de la détention et tout contact avec les détenus étaient légitimes et visaient à assurer la sécurité des soldats de la VRS et des détenus en cas d'opérations de secours. Voir *ibid.*, par. 749, renvoyant à pièces P6716, par. 7 à 11 et P5230, p. 1.

509. Mladić soutient également que, pour conclure qu'il a rendu visite aux détenus entre le 2 et le 4 juin 1995 et ordonné qu'ils soient filmés, la Chambre de première instance s'est appuyée sur le témoin Janusz Kalbarczyk, dont les dires étaient contradictoires et différaient de ceux d'autres membres du personnel de l'ONU mis en détention, qui n'ont pas confirmé avoir vu Mladić[1736]. Ce dernier soutient que la Chambre de première instance a constaté qu'il avait ordonné que les détenus soient filmés, sans renvoyer à des éléments de preuve[1737]. Il fait grief à la Chambre de première instance de s'être fondée sur le témoignage de seconde main du témoin Patrick Rechner, qui a expliqué que Mladić avait ordonné que les prisonniers soient transportés dans le but de les filmer à des dates et dans des lieux différents, et que ces dires n'étaient pas corroborés par « d'autres prisonniers, membres du personnel de l'ONU, qui s'y trouvaient[1738] ». Il ajoute que ces dires contredisent i) la déposition du témoin Kalbarczyk, qui a dit que Mladić était absent lorsque les scènes avaient été filmées le 2 et le 3 juin 1995 par un journaliste civil[1739], ii) les déclarations du témoin Griffith Evans, qui n'a pas mentionné les scènes filmées entre le 2 et le 4 juin 1995[1740], et iii) la déposition du témoin Snježan Lalović, le journaliste chargé de filmer les scènes en question, qui a précisé qu'aucun militaire ne lui avait ordonné de filmer, mais que sa rédaction le lui avait demandé, et « qui nie toute mention de [Mladić] » durant le transport des détenus le 26 mai 1995[1741].

510. L'Accusation répond qu'aucun élément de preuve cité par Mladić n'ébranle les constations de la Chambre de première instance et qu'il passe sous silence des éléments de preuve cruciaux établissant sa participation décisive à la réalisation de l'objectif commun[1742]. En particulier, elle soutient que la Chambre de première instance n'a pas attribué à Mladić l'ordre daté du 27 mai 1995 et qu'elle ne s'est pas appuyée sur cet ordre pour conclure qu'il avait ordonné d'emmener les personnels de l'ONU sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes[1743]. Elle soutient que la Chambre de première instance a accordé suffisamment

[1736] *Ibid*., par. 742, renvoyant à pièces P396, p. 9, P397, p. 8, et D393, p. 12 et 13. Mladić avance également que la déposition du témoin Kalbarczyk comportait « un certain nombre de contradictions » et qu'elle ne concordait pas avec ses carnets de guerre. Voir *ibid*.
[1737] *Ibid*., par. 747, renvoyant à Jugement, par. 5153.
[1738] *Ibid*., par. 748, renvoyant à Jugement, par. 2238, pièce P2554, par. 52, et CR, p. 18494, 18528 et 18529 (29 octobre 2013). La Chambre d'appel note que le renvoi de Mladić à « d'autres prisonniers, membres du personnel de l'ONU, qui s'y trouvaient » se rapporte aux déclarations d'un témoin, le témoin Kalbarczyk. Voir *ibid*., renvoyant à CR, p. 19352 et 19353 (14 novembre 2013).
[1739] *Ibid*., par. 747, renvoyant à pièce P2801, p. 5.
[1740] *Ibid*., renvoyant à pièce P396, p. 9.
[1741] *Ibid*., par. 747 et 748, renvoyant à pièce D858, par. 3 et 15 et CR, p. 29887 (16 décembre 2014).
[1742] Réponse de l'Accusation, par. 308.
[1743] *Ibidem*, par. 310, renvoyant à Jugement, par. 5137, 5141 et 5142. L'Accusation ajoute que la Chambre de première instance a raisonnablement attribué à Mladić l'ordre daté du 30 mai 1995 puisque sa signature y figure,

de poids aux ordres de traiter les détenus comme des prisonniers de guerre, mais souligne que ces ordres contiennent également des instructions visant à prendre en otage les personnels de l'ONU[1744]. Par conséquent, selon l'Accusation, la Chambre de première instance s'est fondée comme il convenait sur ces ordres pour parvenir à la conclusion que Mladić et les autres membres de l'entreprise criminelle commune les avaient donnés en vue de servir l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages[1745]. L'Accusation ajoute que la Chambre de première instance a passé en revue les éléments de preuve auxquels fait référence Mladić à propos des détenus filmés, et elle soutient que la Chambre de première instance a raisonnablement conclu qu'il avait ordonné de les filmer[1746]. L'Accusation ajoute que, en tout état de cause, la conclusion de la Chambre de première instance relative à la contribution importante de Mladić ne dépend d'aucune constatation concernant les détenus filmés, compte tenu des ordres qu'il a donnés de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN, ainsi que des négociations menées au sujet de la libération des détenus[1747].

511. Mladić réplique qu'il a démontré que la Chambre de première instance avait commis une erreur en se fondant sur des éléments de preuve contradictoires et en n'accordant pas suffisamment de poids à des éléments de preuve à décharge s'agissant de sa participation à l'entreprise criminelle commune relative aux otages[1748].

512. Mladić soutient que la Chambre de première instance s'est fondée sur deux ordres qu'il n'a pas donnés, et met en avant les ordres datés du 27 mai 1995 et du 30 mai 1995[1749]. En ce qui concerne l'ordre daté du 27 mai 1995, la Chambre d'appel rappelle que la Chambre de première instance a constaté qu'il s'agissait d'un ordre adressé à divers corps et unités de la VRS, leur enjoignant d'emmener les membres de la FORPRONU faits prisonniers et désarmés sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN (l'« Ordre du 27 mai 1995 »)[1750]. S'agissant de l'ordre daté du 30 mai 1995, la Chambre de première instance a

qu'au procès en première instance, il n'a pas contesté son admissibilité ou nié l'avoir signé, et qu'il a demandé le versement d'autres documents portant des numéros d'identification différents « du sien ». Voir *ibid*., par. 309.

[1744] *Ibid*., par. 311. L'Accusation ajoute que l'argument selon lequel les ordres de bloquer, détenir et désarmer les personnels de l'ONU étaient licites ne remet pas en cause la conclusion que Mladić a contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages. Voir *ibid*., par. 314.

[1745] *Ibid*., par. 311.

[1746] *Ibid*., par. 312 et 313.

[1747] *Ibid*., par. 313, renvoyant à Jugement, par. 5156.

[1748] Réplique de Mladić, par. 103.

[1749] Mémoire d'appel de Mladić, par. 743 et 744, renvoyant à pièces P789 et P5230.

[1750] Jugement, par. 2219 et 5137, renvoyant à pièce P789.

constaté que Mladić avait informé des commandements de corps d'armée ainsi que des unités de la VRS que l'OTAN préparait une opération visant à libérer les personnels de l'ONU retenus prisonniers, et avait ordonné i) à toutes les unités, au cas où l'OTAN lancerait une telle opération, d'ouvrir le feu dans le périmètre de l'attaque aérienne et dans la zone où les soldats de la FORPRONU étaient retenus, et ii) au commandement du SRK d'achever le désarmement des détenus et de répartir un certain nombre d'entre eux sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN (l'« Ordre du 30 mai 1995 »)[1751]. La Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a expressément noté que Milovanović, alors chef d'état-major et commandant en second de l'état-major principal de la VRS, avait signé l'Ordre du 27 mai 1995[1752]. La Chambre de première instance n'a donc pas attribué cet ordre à Mladić personnellement, mais plutôt à l'état-major principal de la VRS[1753]. Dans la mesure où Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en lui attribuant l'Ordre du 30 mai 1995, la Chambre d'appel considère que cet argument est infondé puisque la signature de Mladić y figure, et que celui-ci n'a pas soutenu au procès en première instance que cet ordre ne lui était pas imputable[1754]. En outre, elle rejette sans les examiner les arguments que Mladić ne développe pas, selon lesquels ces deux ordres ne correspondaient pas à ceux figurant dans ses carnets de guerre, ni à ceux donnés à ses subordonnés. La Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié l'Ordre du 27 mai 1995 et l'Ordre du 30 mai 1995.

513. La Chambre d'appel va à présent examiner le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux ordres donnés à des subordonnés de traiter les détenus comme des prisonniers de guerre, dans le respect des Conventions de Genève. Elle fait observer que, à l'appui de cet argument, Mladić renvoie à des paragraphes du Jugement sans mettre en avant des ordres particuliers ou des éléments de preuve versés au dossier[1755]. Il ressort du Jugement que, dans certains paragraphes que Mladić cite, la

[1751] *Ibidem*, par. 2223, 5151 et 5152.
[1752] *Ibid*., par. 2219. Voir aussi *ibid*., par. 240.
[1753] L'argument de Mladić, selon lequel il n'a pas signé l'Ordre du 27 mai 1995 et que son « numéro d'identification unique » n'y figure pas, ne fait apparaître aucune erreur de la part de la Chambre de première instance. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 744.
[1754] Voir pièce P5230 ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire n° IT-09-92-T, *Prosecution Motion to Admit Evidence From the Bar Table*, document public avec annexes confidentielles, 31 octobre 2013, annexe A, confidentiel, p. 210 (point 382) ; *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire n° IT-09-92-T, *Defence Response in Opposition to "Prosecution Motion to Admit Evidence From the Bar Table"*, 30 décembre 2013, p. 2 à 18. Voir aussi Mémoire en clôture de Mladić, p. 2 à 916 ; CR, p. 44579 à 44661 (9 décembre 2016) ; CR, p. 44662 à 44739 (12 décembre 2016) ; CR, p. 44740 à 44834 (13 décembre 2016).
[1755] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 746 et 750, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2219, 2220, 2227, 2228, 2235, 2240, 2241, 2253, 2256, 2262, 2268, 2279 et 2316.

Chambre de première instance a examiné des éléments de preuve ayant trait à des ordres concernant le traitement de détenus[1756] ou leur traitement proprement dit[1757]. En passant en revue certains éléments de preuve qui, selon Mladić, se rapportent au traitement des détenus en tant que prisonniers de guerre dans le respect des Conventions de Genève, la Chambre de première instance a également considéré que: i) les détenus avaient été battus, maltraités et menottés à des mâts ; ii) Mladić et des membres de la VRS avaient proféré des menaces à l'encontre des personnels de l'ONU ou du quartier général de la FORPRONU quant au sort réservé aux détenus, dans le but de faire cesser les frappes aériennes ; iii) les personnels de l'ONU avaient servi de « boucliers humains[1758] ». Dans ces circonstances, Mladić ne démontre

[1756] Voir Jugement, par. 2219 (« [L]e 25 mai 1995, Mladić […] a ordonné à la brigade d'Ilidža de bloquer et de désarmer les membres de la FORPRONU et de les placer sous son contrôle en tant que prisonniers de guerre. Le 27 mai 1995, Mano[j]lo Milovanović a ordonné [de] traiter les personnels de l'ONU dans le respect des valeurs militaires et en tant que prisonniers de guerre »), renvoyant à pièces P6611, par. 68, P789, p. 1 et 2, P1849 et CR, p. 23056, 23057, 23069 et 23070 (26 juin 2014). Voir *ibidem*, par. 2220 (« Milenko Indić [a] reçu l'ordre de l'état-major principal de la VRS de maîtriser et de désarmer les membres de la FORPRONU présents sur le territoire tenu par le SRK et de saisir leurs appareils de communication, mais de ne leur faire aucun mal »), renvoyant à pièce D614, par. 27 et CR, p. 25112 et 25113 (2 septembre 2014). Voir *ibid*., par. 2253 (« Milorad Šehovac a expliqué que […] la 2e brigade d'infanterie légère de Sarajevo, faisant partie du SRK, avait déclaré cinq à sept observateurs militaires de l'ONU [...] comme prisonniers de guerre. [...] L'unité du SRK est intervenue sur ordre du SRK de faire prisonnier "tout" ce qui se trouvait dans sa zone de défense et de le traiter comme des prisonniers de guerre. [...] [L']unité du SRK n'a pas maltraité les détenus et n'a pas fait usage de la contrainte ou de la force. Les observateurs militaires de l'ONU étaient autorisés à passer des appels téléphoniques, recevaient trois repas par jour et pouvaient consulter un médecin »), renvoyant à CR, p. 24052 et 24053 (15 juillet 2014). Voir *ibid*., par. 2316 (« Živanović a ordonné que les soldats de la FORPRONU [...] soient traités comme des prisonniers de guerre »). Voir aussi *ibid*., par. 2283 (« Živanović a ordonné que les soldats de l'ONU soient correctement traités comme des prisonniers de guerre tout au long de leur capture et de leur détention »), renvoyant à pièce P2545, par. 5.

[1757] Voir *ibid*., par. 2227 (où il est dit que, le 25 mai 1995, deux soldats ont arrêté Gunnar Westlund et son équipe et « [i]ls ont pu garder leur carte d'identité, leur portefeuille et leurs cigarettes »), renvoyant à pièce P400, p. 3 et 4. Voir *ibid.*, par. 2236 (où il est mentionné que des soldats de la VRS menaçaient des observateurs militaires de l'ONU détenus, et que « […] le capitaine Vojvodić, a renvoyé ces soldats »), renvoyant à pièce P397, p. 4. Voir *ibid*., par. 2240 (où il est dit que, le 26 mai 1995, « Kozusnik a été désigné pour aller chercher des effets personnels pour l'équipe »), renvoyant à pièce P396, p. 4. Voir *ibid*., par. 2241 (où il est mentionné que, le 26 mai 1995, on a dit aux observateurs militaires de l'ONU placés en résidence surveillée « […] que c'était pour leur propre sécurité, car les frappes aériennes de l'OTAN avaient touché une école et un hôpital »), renvoyant à pièce P3581, p. 2. Voir *ibid*., par. 2256 (où il est mentionné que, le 27 mai 1995, la police militaire serbe a déclaré les détenus prisonniers de guerre), renvoyant à pièce P399, p. 3. Voir *ibid*., par. 2268 (où il est dit que, le 26 mai 1995, Indić a informé des membres du personnel de la FORPRONU qu'ils étaient des prisonniers de guerre de la VRS), renvoyant à pièces P3586, par. 28, 30 et 31 et P5234, p. 2. La Chambre d'appel fait observer qu'aucun ordre ni élément de preuve touchant au présumé traitement humain des détenus comme prisonniers de guerre ne figure dans les autres paragraphes du Jugement auxquels Mladić renvoie. Voir *ibid*., par. 2228, 2235, 2262 et 2279. Au contraire, il est expliqué dans certains de ces paragraphes que les personnels de l'ONU ont été maltraités. Voir, par exemple, *ibid*., par. 2262 (« Des soldats serbes ont frappé à coups de pied et de poing plusieurs soldats de la FORPRONU pour qu'ils se rendent plus rapidement ») et 2279 (« Un homme [...] a frappé avec sa dague [un soldat français] à la tempe, et a donné des coups de pied au visage de l'autre soldat français qui se trouvait dans la pièce »). La Chambre d'appel n'examinera donc pas plus avant l'erreur alléguée par Mladić au sujet de ces paragraphes du Jugement.

[1758] Voir *ibid.*, par. 2227 (« […] [un soldat de la VRS] a ordonné au témoin de contacter le quartier général des observateurs militaires de l'ONU et de dire que les membres de l'équipe seraient abattus un par un si l'OTAN ne cessait pas ses frappes aériennes. [...] [D]es soldats de la VRS en état d'ivresse ont battu et infligé des sévices aux observateurs militaires de l'ONU nigérians et pakistanais à coups de crosse de fusil »), renvoyant à pièce P400, p. 3 et 4. Voir *ibid*., par. 2236 (« Gelissen a expliqué que [l'observateur militaire de l'ONU] Golubev avait également été menotté à un mât devant la caserne. [...][U]n soldat de la VRS faisait des gestes, comme s'il tirait sur l'avion [de l'OTAN] et égorgeait les observateurs militaires de l'ONU, tandis que d'autres criaient »),

pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié les éléments de preuve ou dans sa décision concernant le poids à leur accorder.

514. Par ailleurs, la Chambre d'appel fait remarquer que, lorsqu'elle a examiné la contribution de Mladić à l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance a expressément rappelé certains éléments de preuve relatifs au traitement présumé des membres du personnel de l'ONU détenus comme prisonniers de guerre[1759], et a constaté i) que Mladić avait ordonné à des unités de la VRS de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN ; ii) que, lorsqu'il lui avait été demandé de libérer les personnels de l'ONU, il avait fait savoir à un représentant de la FORPRONU que la condition de cette libération était la cessation des frappes aériennes ; iii) qu'il avait participé de près à toutes les étapes des prises d'otages, notamment en qualité de négociateur avec des représentants de la FORPRONU[1760]. Compte tenu de ces éléments de preuve et de ces constatations, Mladić ne démontre pas en quoi des ordres sélectifs enjoignant de traiter les membres du personnel de l'ONU détenus comme des prisonniers de guerre ou des exemples de traitement bienveillant qui aurait été réservé à des détenus qui ont été menacés, maltraités et utilisés comme « boucliers humains » pourraient remettre en cause la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il a contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages. De même, à la lumière de ces considérations, la Chambre d'appel conclut que les arguments de Mladić selon lesquels ses ordres de mettre en détention et désarmer les personnels de l'ONU ainsi que ceux

renvoyant à pièce P397, p. 2 à 4. Voir *ibid*., par. 2236 (« Après 16 heures, deux observateurs militaires de l'ONU, Alves et Gelissen, ont été amenés pour […] rejoindre [Romero et Evans] et ont été menottés à un autre mât pendant environ quatre heures »), renvoyant à pièce P396, p. 3. Voir *ibid*., par. 2241 (« Un jeune soldat serbe de Bosnie a dit au groupe du témoin qu'ils étaient des otages de la VRS et qu'ils seraient emmenés à la station radar de la Jahorina et serviraient de "bouclier humain" »), renvoyant, entre autres, à pièce P3581, p. 2. Voir *ibid*., par. 2256 (« Les conditions dans les locaux militaires de Banja Luka étaient mauvaises : les détenus recevaient à peine de quoi manger, les matelas étaient inutilisables, et le savon, les draps de lit et l'eau chaude manquaient. L'un des commandants de la police militaire de Banja Luka a expliqué que leur répartition en groupes avait pour objectif de faire cesser les frappes aériennes de l'OTAN en se servant d'eux comme "boucliers humains" sur des sites particulièrement importants, susceptibles de faire l'objet d'attaques de l'OTAN »), renvoyant à pièce P399, p. 3. Voir aussi *ibid*., par. 2264 (« Les soldats transportés à Doboj ont ensuite été détenus en divers lieux et ont "très probablement" servi de "boucliers humains" contre d'éventuelles attaques aériennes »), 2266 (« Le deuxième groupe, composé d'observateurs militaires de l'ONU et de membres de la FORPRONU, a été […] scindé et détenu sur différentes positions militaires »), 2270 (« Des soldats serbes ont menacé et battu le commandant du [bataillon français] pendant sa détention »), 2274 (« [Un chef de la section française] a ensuite été contraint sous la menace d'une arme de rassembler ses hommes, de s'agenouiller et de servir de "bouclier humain" ») et 2305 (« Ils ont également entendu qu'ils avaient tous été détenus sur des sites militaires, notamment des hôpitaux, des postes de commandement, des positions de tir d'artillerie et des dépôts de munitions »), renvoyant, entre autres, à pièce P5234, p. 1 ; pièce P3586**,** par. 35 et 36 (« le capitaine a dit qu'ils n'étaient pas des prisonniers de guerre mais des otages »).

[1759] Voir, par exemple, Jugement, par. 5148 à 5150.

[1760] Voir *ibidem*, par. 5156.

interdisant de laisser fuir toute information au sujet de la détention, et tout contact avec les détenus étaient licites, ne font apparaître aucune erreur et ne remettent pas en cause la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il a contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages.

515. Pour ce qui est du grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en se fondant sur des éléments de preuve contradictoires pour constater qu'il avait rendu visite à certains détenus entre le 2 et le 4 juin 1995 et ordonné qu'ils soient filmés, la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance ne s'est pas fondée sur ces éléments de preuve pour tirer une conclusion concernant la contribution importante de ce dernier à l'entreprise criminelle commune relative aux otages[1761]. La Chambre de première instance s'est principalement appuyée sur les éléments de preuve et les constatations selon lesquels Mladić a ordonné à des unités de la VRS de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN, a fait savoir à un représentant de la FORPRONU que la condition de la libération était la cessation des frappes aériennes, a ordonné cette libération, et a participé de près à toutes les étapes des prises d'otages, notamment en qualité de négociateur avec des représentants de la FORPRONU[1762]. Partant, toute erreur de la part de la Chambre de première instance concernant la visite de Mladić et l'ordre qu'il a donné que les détenus soient filmés entre le 2 et le 4 juin 1995 ne remettrait pas en cause la conclusion qu'elle a tirée, à savoir qu'il a contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune relative aux otages. En conséquence, vu que les arguments présentés par Mladić sur ce point ne sont pas susceptibles d'établir l'existence d'une erreur judiciaire, ni d'aboutir à l'annulation ou à la révision du Jugement, la Chambre d'appel les rejette sans les examiner plus en avant, conformément au critère d'examen applicable[1763].

516. La Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre donc pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié les éléments de preuve se rapportant à sa contribution à l'entreprise criminelle commune relative aux otages.

[1761] Voir *ibid*.
[1762] *Ibid*.
[1763] Voir *supra*, II. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 14 ; Arrêt *Šešelj*, par. 12 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 7. Voir aussi, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 18 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 29.

b) La Chambre de première instance n'aurait pas accordé suffisamment de poids à des « éléments de preuve à décharge » concernant l'état d'esprit de Mladić

517. Pour conclure que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance a conclu qu'il était dans son intention de faire prisonniers les personnels de l'ONU et de les détenir sur des sites militaires stratégiques dans le but d'empêcher l'OTAN de procéder à de nouvelles frappes aériennes sur des cibles militaires serbes de Bosnie[1764]. Elle a en particulier pris en considération les déclarations et le comportement de Mladić, notamment i) le fait qu'il avait ordonné de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN, ii) ses déclarations concernant le sort des personnels de l'ONU, iii) des éléments de preuve montrant qu'il avait fait savoir à la FORPRONU que la condition de la libération des détenus était la cessation des frappes aériennes, et iv) des éléments de preuve montrant que ses subordonnés avaient menacé les personnels de l'ONU dans le but de faire cesser les frappes aériennes[1765].

518. Mladić soutient qu'en concluant qu'il avait eu l'état d'esprit requis pour l'entreprise criminelle commune relative aux otages, la Chambre de première instance a commis une erreur en attribuant un poids insuffisant à ses « mesures et [à son] comportement proactifs », qui reflétaient son intention « de mettre fin à la situation de manière pacifique »[1766]. Il invoque plus précisément sa tentative d'ouvrir des canaux de communication « directs et plus efficaces » et d'agir promptement pour résoudre la crise, i) en négociant une éventuelle fin des hostilités afin de mettre un terme à la captivité des personnels de l'ONU malgré « une détention possible jusqu'à la fin définitive des hostilités[1767] », et ii) en ordonnant à ses subordonnés de libérer les personnels de l'ONU dès que les dirigeants politiques le décidaient[1768]. Mladić ajoute que la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids, voire n'en a accordé aucun, aux dires du témoin Radoje Vojvodić qui, sur ordre de l'état-major principal de la VRS,

[1764] Jugement, par. 5163.
[1765] *Ibidem*.
[1766] Mémoire d'appel de Mladić, par. 752, 753 et 758.
[1767] *Ibidem*, par. 756, renvoyant à pièces P2196, P2198 et article 118 de la III[e] Convention de Genève.
[1768] *Ibid*., par. 754, renvoyant, entre autres, à pièces P2480 et P2481. Mladić ajoute qu'après la libération de 231 membres du personnel de l'ONU qui étaient détenus, il a poursuivi ses efforts diplomatiques auprès de la FORPRONU dans le but de négocier la libération de quatre prisonniers de la VRS. Voir *ibid*.

a mis les personnels de l'ONU à l'abri de tout risque et de toute violence infligée par d'autres, et les a traités conformément au droit international humanitaire[1769].

519. L'Accusation répond que les éléments de preuve qu'invoque Mladić l'incriminent plutôt qu'ils ne le disculpent, et qu'ils ne remettent pas en question la prise des personnels de l'ONU en otage sur ses ordres[1770]. Elle soutient que l'argument de Mladić selon lequel il était possible de détenir des prisonniers de guerre jusqu'à la fin des hostilités est « sans importance », compte tenu du rôle qu'il a joué en posant comme condition à leur libération la cessation des hostilités, ce qui constitue une violation flagrante du droit international humanitaire[1771]. L'Accusation avance que Mladić a joué un rôle-clé dans la mise en œuvre de l'entreprise criminelle commune relative aux otages et qu'il ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans ses conclusions relatives à son état d'esprit[1772].

520. Mladić réplique que l'Accusation déforme les arguments qu'il avance pour montrer qu'il a pris des mesures proactives afin de résoudre la crise et qu'elle n'y répond pas[1773].

521. S'agissant du poids insuffisant que la Chambre de première instance aurait accordé aux négociations menées par Mladić en vue d'une éventuelle fin des hostilités[1774], la Chambre d'appel relève que la Chambre de première instance a expressément pris note des éléments de preuve qu'il invoque au sujet des conversations qu'il a eues avec le général Bernard Janvier, commandant de la FORPRONU, au sujet de ces négociations, et qu'elle les a examinés[1775]. Elle a conclu que, lorsqu'il lui avait été demandé de libérer les personnels de l'ONU, Mladić avait fait savoir au commandant Janvier que la condition de la libération des détenus était la garantie

[1769] *Ibid*., par. 755, renvoyant à pièce D1224, par. 5 à 16, et CR, p. 38790 à 38801 (8 septembre 2015). Mladić ajoute que les dires du témoin Vojvodić étaient corroborés par un rapport du CICR, où sont confirmés un hébergement, des repas et des soins médicaux convenables. Voir *ibid*., renvoyant à pièces D1224, par. 12, D1226 et D1227.
[1770] Réponse de l'Accusation, par. 316. Voir aussi *ibidem*, par. 318.
[1771] *Ibid*., par. 317.
[1772] *Ibid*., par. 318. Voir aussi *ibid*., par. 316.
[1773] Réplique de Mladić, par. 104.
[1774] Mémoire d'appel de Mladić, par. 756, renvoyant, entre autres, à pièces P2196 et P2198.
[1775] Voir Jugement, par. 2297 (« Lors d'une réunion tenue le 4 juin 1995, le général Janvier a informé Mladić que tous les personnels de l'ONU retenus "en otage" par la VRS devaient être immédiatement libérés […] [e]n réponse, Mladić a déclaré que la libération des [prisonniers de guerre] était directement liée à la garantie que les frappes aériennes ne reprendraient pas à l'avenir. Mladić a demandé la ratification immédiate d'un accord avec la FORPRONU, prévoyant ce qui suit : i) la VRS ne menacerait plus la vie ni la sécurité des membres de la FORPRONU ; ii) la FORPRONU n'engagerait plus aucune de ses forces ou ne lancerait plus aucune frappe aérienne contre des objectifs serbes ou sur le territoire serbe ; et iii) tous les [prisonniers de guerre] seraient libérés une fois l'accord signé »), renvoyant à pièce P2196 (concernant une réunion entre Mladić et le commandant Janvier le 4 juin 1995). Voir aussi *ibidem*, par. 2302, renvoyant à pièce P2198 (au sujet d'une réunion entre Mladić et le commandant Janvier le 17 juin 1995), 5160 et 5163.

que les frappes aériennes cesseraient[1776]. La Chambre de première instance a pris en compte ces éléments de preuve, ainsi que d'autres relatifs aux actes et au comportement de Mladić, pour parvenir à la conclusion qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages[1777]. La Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié les efforts de négociation qu'il avait déployés.

522. En ce qui concerne le poids insuffisant qui aurait été accordé aux instructions données de libérer les personnels de l'ONU dès que les dirigeants politiques décidaient de le faire[1778], la Chambre de première instance a passé en revue les éléments de preuve auxquels Mladić renvoie, montrant que le 2 et le 6 juin 1995, conformément aux ordres de Karadžić, Mladić a ordonné à diverses unités de la VRS de libérer 215 membres du personnel de l'ONU qui étaient détenus[1779]. Bien que la Chambre de première instance n'ait pas expressément examiné ces éléments de preuve lorsqu'elle a apprécié l'intention de Mladić de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, à la lumière des éléments de preuve et des conclusions qu'elle a tirées, selon lesquelles il a initialement ordonné de mettre en détention les otages et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN[1780], Mladić ne démontre pas en quoi le fait d'avoir exécuté les ordres donnés par son supérieur de libérer certains détenus pourrait remettre en cause la conclusion de la Chambre de première instance qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages[1781].

523. La Chambre d'appel en vient au poids insuffisant qui aurait été accordé aux dires du témoin Vojvodić, un officier de la VRS responsable de la caserne militaire de Koran à Pale[1782] qui, selon Mladić, a placé les personnels de l'ONU détenus hors d'atteinte et les a traités

[1776] *Ibid*., par. 5160.
[1777] *Ibid*., par. 5163.
[1778] Mémoire d'appel de Mladić, par. 754, renvoyant à pièces P2480 et P2481.
[1779] Voir Jugement, par. 2296 et note de bas de page 9797, renvoyant à pièces P2480 et P2481. La Chambre de première instance a également dit que Mladić avait en outre ordonné à la VRS de ne divulguer aucune information sur les membres du personnel de l'ONU toujours prisonniers. Voir *ibidem*, par. 2296.
[1780] Voir *ibid*., par. 5157 et 5163.
[1781] De même, dans la mesure où Mladić allègue que la Chambre de première instance a commis une erreur dans son appréciation des éléments de preuve relatifs aux efforts diplomatiques qu'il avait poursuivis dans le but de négocier la libération de prisonniers de la VRS après la libération de certains membres du personnel de l'ONU détenus, il ne démontre pas en quoi ces éléments de preuve pourraient remettre en cause la conclusion qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages.
[1782] *Ibid*., par. 2240.

conformément au droit international humanitaire[1783]. La Chambre de première instance n'a pas expressément examiné ces dires dans la partie du Jugement consacrée à l'état d'esprit de Mladić dans le cadre de l'entreprise criminelle commune relative aux otages, mais elle a évoqué le traitement que le témoin Vojvodić avait réservé aux détenus dans la partie 6 du Jugement, dans laquelle sont exposés les éléments de preuve relatifs à la prise d'otages[1784]. Par exemple, elle a considéré que, dans un cas, ce témoin avait renvoyé des soldats qui avaient menacé de tuer les personnels de l'ONU détenus à la caserne militaire de Koran[1785]. Toutefois, la Chambre de première instance a également passé en revue des éléments de preuve montrant i) que le 26 mai 1995, des soldats serbes de Bosnie avaient conduit au quartier général de Koran deux membres du personnel de l'ONU qui étaient détenus et les avaient menottés à des mâts devant le bâtiment[1786] ; ii) que le même jour, un commandant de la VRS avait dit aux personnels de l'ONU détenus qu'ils seraient enchaînés sur des lieux stratégiques si les frappes de l'OTAN devaient se poursuivre[1787] ; iii) que le 27 mai 1995, après une visite du témoin Vojvodić, les personnels de l'ONU détenus avaient été déplacés dans un autre bâtiment pour pouvoir être enchaînés plus rapidement à des cibles potentielles de l'OTAN[1788]. À la lumière de ces éléments de preuve que la Chambre de première instance a pris en considération, Mladić ne démontre pas que le traitement favorable et sélectif de la part d'un officier de la VRS dont auraient bénéficié les personnels de l'ONU détenus pourrait remettre en cause la conclusion de la Chambre de

[1783] Mémoire d'appel de Mladić, par. 755, renvoyant à pièce D1224, par. 5 à 16 et CR, p. 38790 à 38801 (8 septembre 2015). Le témoin Vojvodić a expliqué que les détenus n'avaient pas été maltraités, qu'ils avaient été nourris et qu'ils pouvaient contacter leurs proches, sortir, consulter une équipe médicale et recevoir la visite du CICR. Il a également déclaré qu'un détenu avait été libéré pour raisons médicales. Voir pièce D1224, par. 9, 10 et 12 ; CR, p. 38799 à 38801 (8 septembre 2015).

[1784] Voir, par exemple, Jugement, par. 2236 (« [U]n soldat de la VRS faisait des gestes, comme s'il tirait sur l'avion [de l'OTAN] et égorgeait les observateurs militaires de l'ONU, tandis que d'autres criaient. Un commandant, [...] le capitaine Vojvodić, a renvoyé ces soldats »), 2247 (« [L]es détenus étaient retenus dans une pièce 24 heures par jour et surveillés en permanence. Ils n'avaient pas de radio, et on leur apportait de la nourriture. Vojvodić leur rendait visite une fois par jour, et Evans et ses hommes demandaient des soins médicaux en raison des conditions d'hygiène insatisfaisantes. Leurs demandes n'ont été satisfaites que plus tard. Les observateurs militaires de l'ONU ont demandé à connaître leur qualité, et Vojvodić leur a répondu qu'ils étaient détenus comme des [prisonniers de guerre]. Ils ont ensuite demandé à bénéficier des mêmes droits que les [prisonniers de guerre]. Vojvodić a répondu qu'il contacterait le chef de bataillon Batinić, mais les observateurs militaires de l'ONU n'en ont plus entendu parler ») et 2309 (« Plus tard, le capitaine Vojvodić a conduit les détenus jusqu'à leurs logements et bureaux respectifs pour qu'ils puissent récupérer quelques objets personnels et appeler leurs proches. [...] [À] la caserne militaire de Koran, les observateurs militaires de l'ONU détenus ont reçu de la nourriture et de l'eau, mais n'ont pas été autorisés à consulter un médecin avant le 5 juin 1995 ; le 8 juin 1995, ils ont enfin reçu la visite de délégués du CICR, après quoi ils ont reçu des vêtements et des objets de toilette, et le 10 juin, ils ont pu appeler leur famille. [...] [I]ls ont également été autorisés à écrire des messages, que les supérieurs de Vojvodić vérifiaient, à leurs parents proches »).

[1785] *Ibidem*, par. 2236 et 2315.

[1786] *Ibid*., par. 2236.

[1787] *Ibid*., par. 2240.

[1788] *Ibid*., par. 2244.

première instance que Mladić avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages.

524. Compte tenu des éléments de preuve et du fait que la Chambre de première instance a conclu que Mladić avait ordonné de mettre en détention les personnels de l'ONU et de les emmener sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN, avait fait des déclarations concernant le sort des détenus, avait fait savoir à la FORPRONU que la condition de leur libération était la cessation des frappes aériennes, et que ses subordonnés avaient menacé les personnels de l'ONU dans le but de faire cesser les frappes aériennes[1789], la Chambre d'appel conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance n'a pas suffisamment tenu compte de ses « mesures et [de son] comportement proactifs », ou qu'elle a apprécié les éléments de preuve de manière déraisonnable pour conclure qu'il avait partagé l'intention de réaliser l'objectif de l'entreprise criminelle commune relative aux otages.

c) Conclusion

525. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel rejette le moyen d'appel 6.C de Mladić.

[1789] Voir *ibid.*, par. 5163.

F. Erreurs alléguées concernant les formes de responsabilité (septième moyen d'appel)

526. La Chambre de première instance a déclaré Mladić coupable, au titre de l'article 7 1) du Statut du TPIY, d'avoir commis des crimes à raison de sa participation à quatre entreprises criminelles communes[1790]. Elle a alors rappelé que, selon la jurisprudence, lorsque, pour un même chef, à la fois la responsabilité individuelle et la responsabilité du supérieur hiérarchique sont invoquées respectivement sur le fondement de l'article 7 1) et de l'article 7 3) du Statut du TPIY, et que les éléments constitutifs des deux formes de responsabilité sont réunis, une Chambre de première instance doit prononcer une déclaration de culpabilité au seul titre de l'article 7 1) du Statut du TPIY et retenir la position hiérarchique de l'accusé comme une circonstance aggravante lors de la détermination de la peine[1791]. Après avoir éclairci ces règles de droit, elle a expressément précisé que « la position de supérieur hiérarchique de Mladić et le comportement associé [faisaient] partie intégrante du comportement sur lequel elle s'[était] fondée pour établir sa participation aux quatre » entreprises criminelles communes[1792]. Ainsi, avant de fixer la peine à infliger à Mladić, elle a tenu compte du fait qu'il avait participé aux quatre entreprises criminelles communes dans le cadre de ses fonctions officielles en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS et a conclu qu'il avait abusé de son autorité de supérieur hiérarchique[1793].

527. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en ne motivant pas ses conclusions relatives à sa responsabilité en tant que supérieur hiérarchique, et en n'établissant pas au-delà de tout doute raisonnable la forme de responsabilité visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY[1794]. Il soutient en particulier que la Chambre de première instance i) n'a pas exposé son analyse des éléments de preuve pertinents[1795] ; ii) n'a pas établi que tous les éléments constitutifs de la responsabilité visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY étaient prouvés au-delà de tout doute raisonnable, plus précisément s'il avait pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir la commission des crimes et punir leurs auteurs[1796]. Il affirme que, même si la Chambre de première instance ne l'a pas déclaré coupable

[1790] *Ibid*., par. 5214 et 5166. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4232, 4238, 4612, 4685, 4688, 4740, 4893, 4921, 4987, 4988, 5098, 5128, 5130, 5131, 5141, 5142, 5156 et 5163.
[1791] Voir *ibid*., par. 5166, renvoyant à Arrêt *Đorđević*, par. 939, Arrêt *Jokić* relatif à la sentence, par. 23, Arrêt *Kordić*, par. 34, Arrêt *Blaškić*, par. 91 et 92, Arrêt *Čelebići*, par. 745 et Arrêt *Aleksovski*, par. 183.
[1792] *Ibid*., par. 5166.
[1793] Voir *ibid*., par. 5193. Voir aussi *infra*, III. H.
[1794] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 72 à 76 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 762 et 772.
[1795] Mémoire d'appel de Mladić, par. 773. Voir aussi *ibidem*, par. 775 et 779 (où Mladić avance que la Chambre de première instance a omis de se livrer à l'analyse qui convenait des quatre entreprises criminelles communes).
[1796] *Ibid*., par, 774 et 778. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 105 et 107.

au titre de l'article 7 3) du Statut du TPIY, elle aurait dû être convaincue que tous les éléments prescrits dans cette disposition étaient prouvés au-delà de tout doute raisonnable pour retenir la forme de responsabilité du supérieur hiérarchique comme une circonstance aggravante lors de la détermination de la peine[1797]. Il soutient que, du fait des erreurs commises par la Chambre de première instance, sa responsabilité en tant que supérieur hiérarchique n'était pas prouvée au-delà de tout doute raisonnable et n'aurait donc pas dû être retenue lors de la détermination de la peine[1798]. Il prie la Chambre d'appel de revoir la peine prononcée en conséquence[1799].

528. L'Accusation répond que la Chambre de première instance n'était pas tenue de tirer des conclusions au sujet des éléments constitutifs de la responsabilité du supérieur hiérarchique au titre de l'article 7 3) du Statut du TPIY car l'abus d'autorité est une circonstance aggravante distincte qui ne dépend pas d'une conclusion relative à la responsabilité du supérieur hiérarchique visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY[1800]. Elle avance que la Chambre de première instance a tiré toutes les conclusions nécessaires concernant l'abus d'autorité en tant que circonstance aggravante[1801].

529. Lorsqu'elle a déclaré Mladić coupable de crimes au titre de l'article 7 1) du Statut du TPIY et a fixé sa peine, la Chambre de première instance a dit que sa responsabilité en tant que supérieur hiérarchique faisait « partie intégrante » de sa responsabilité pour participation à une entreprise criminelle commune[1802]. La Chambre d'appel considère cependant que cette déclaration au sujet de la responsabilité de Mladić en tant que supérieur hiérarchique n'équivaut pas à une décision motivée[1803]. Elle rappelle qu'une Chambre de première instance doit indiquer de manière claire et précise quelles sont les constatations et les conclusions sur lesquelles elle s'est fondée pour déclarer l'accusé coupable ou l'acquitter. En particulier, une Chambre de première instance est tenue de faire état de constatations claires et motivées relativement à chacun des éléments de chaque crime imputé à l'accusé[1804]. Cependant, la Chambre d'appel considère que Mladić confond la responsabilité du supérieur hiérarchique au titre de

[1797] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 764, 774 et 778, renvoyant à Arrêt *Strugar*, par. 252 à 262 et Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 281. Voir aussi *ibidem*, par. 762, 763, 765 à 773 et 775 à 780 ; Réplique de Mladić, par. 105 et 107.
[1798] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 775 à 778.
[1799] *Ibidem*, par. 778 et 780 ; Réplique de Mladić, par. 105 et 107. Voir aussi *infra*, par. 542 à 548.
[1800] Réponse de l'Accusation, par. 321. Voir aussi *ibidem*, par. 319, 320, 322 et 323.
[1801] *Ibid.*, par. 321.
[1802] Voir Jugement, par. 5166.
[1803] Voir article 23 2) du Statut du TPIY et article 98 *ter* C) du Règlement du TPIY.
[1804] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 700 ; Arrêt *Ndindiliyimana*, par. 293 ; Arrêt *Renzaho*, par. 320. Voir aussi Arrêt *Prlić*, par. 1778.

l'article 7 3) du Statut du TPIY et l'abus d'autorité en tant que circonstance aggravante lors de la détermination de la peine. Or, ces deux notions sont distinctes, et il n'est pas nécessaire de conclure à la responsabilité du supérieur hiérarchique pour retenir l'abus de l'autorité dont était investi un accusé comme circonstance aggravante lors de la détermination de la peine[1805]. Partant, la Chambre d'appel rejette le grief de Mladić selon lequel la Chambre de première instance aurait dû tirer des conclusions sur les éléments constitutifs de la responsabilité visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY pour retenir l'abus d'autorité comme circonstance aggravante lors de la détermination de la peine[1806].

530. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'exposant pas ses motifs au sujet de la responsabilité du supérieur hiérarchique imputée au titre de l'article 7 3) du Statut du TPIY[1807]. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette donc le septième moyen d'appel de Mladić.

[1805] Cf. Arrêt *Munyakazi*, par. 170 ; Arrêt *Kamuhanda*, par. 347 et 348 ; Arrêt *Babić* relatif à la sentence, par. 80 et 81 ; Arrêt *Semanza*, par. 336. Selon la Chambre d'appel du TPIR, « la question de la responsabilité pénale en tant que supérieur hiérarchique est différente de celle de savoir si l'importance d'un accusé devrait avoir une incidence sur sa peine ». Voir Arrêt *Semanza*, par. 336. En effet, la position même d'un accusé en tant que supérieur hiérarchique ne constitue pas en soi une circonstance aggravante aux fins de fixation de la peine, mais l'abus d'autorité peut être considéré comme tel. Voir Arrêt *Prlić*, par. 3264 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 302 ; Arrêt *Stakić*, par. 411. Voir aussi Arrêt *Kamuhanda*, par. 347.

[1806] Le paragraphe de l'Arrêt *Dragomir Milošević* auquel Mladić renvoie n'est pas pertinent puisqu'il porte sur l'avis de la Chambre d'appel du TPIY que la chambre de première instance saisie de cette affaire avait tiré les constatations nécessaires pour établir la responsabilité de Dragomir Milošević au sens de l'article 7 3) du Statut du TPIY. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 764, renvoyant à Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 281. De même, le passage de l'Arrêt *Strugar* auquel fait référence Mladić n'étaye pas son argument car il concerne l'analyse par la Chambre d'appel du TPIY du contrôle effectif exercé par un supérieur hiérarchique et sa capacité d'empêcher les crimes et d'en punir les auteurs, dans le cadre d'une appréciation des critères juridiques et de l'application de l'article 7 3) du Statut du TPIY. Voir *ibidem*, par. 764 et 774, renvoyant à Arrêt *Strugar*, par. 252 à 262. Toutefois, rien n'indique dans la jurisprudence invoquée par Mladić que, lorsqu'une chambre de première instance retient l'abus d'autorité d'un accusé comme circonstance aggravante, elle doit établir que les éléments constitutifs de la responsabilité du supérieur hiérarchique au sens de l'article 7 3) du Statut du TPIY sont réunis. L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance était tenue d'établir que les éléments constitutifs de la responsabilité visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY étaient réunis lorsqu'elle a retenu l'abus d'autorité comme circonstance aggravante lors de la détermination de la peine sera examiné dans le moyen d'appel 9.A. de Mladić.

[1807] L'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance n'a pas statué sur le point de savoir s'il avait pris, et était en mesure de prendre dans les circonstances du conflit, toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir la commission de crimes et punir leurs auteurs est examiné dans le moyen d'appel 3.B de Mladić, dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale.

G. Allégations d'iniquité ou de parti pris systématiques tout au long du procès (moyen d'appel 8.E)

531. Mladić soutient que l'effet conjugué des erreurs relevées dans les moyens d'appel 1 à 8 (branches A à D) imposerait à la Chambre d'appel de procéder à un examen *de novo* de l'affaire, afin de statuer comme il se doit sur l'ampleur et l'incidence des erreurs commises par la Chambre de première instance[1808]. Il avance que, comme la Chambre d'appel doit examiner l'ensemble du dossier de première instance[1809], une autre mesure à prendre pour annuler les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre serait que la Chambre d'appel ordonne la tenue d'un nouveau procès ou le renvoi de l'affaire en application de l'article 144 C) du Règlement[1810]. Par des références à des passages antérieurs de son mémoire d'appel, Mladić énumère « cinq catégories » d'erreurs que la Chambre première instance aurait commises dans les moyens d'appel 1 à 8 (branches A à D)[1811].

532. L'Accusation répond que Mladić a, à juste titre, été déclaré coupable de génocide, de crimes contre l'humanité et de violations des lois ou coutumes de la guerre, et que les déclarations de culpabilité et la peine d'emprisonnement à vie prononcées à son encontre doivent être confirmées[1812]. Selon elle, puisque Mladić n'a fait apparaître aucune erreur précise dans le Jugement, il n'a droit à aucune mesure à raison du prétendu « effet conjugué » des erreurs alléguées[1813]. Elle ajoute que les mesures « exceptionnelles » qu'il demande, c'est-à-dire

---

[1808] Voir Acte d'appel de Mladić, par. 87 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 882 à 915 ; Réplique de Mladić, par. 126.
[1809] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 891, 893, 895, 896, 898 à 901 et 913. Mladić soutient que, compte tenu de l'ampleur du dossier de première instance que la Chambre d'appel est appelée à examiner afin de statuer comme il se doit sur les erreurs commises par la Chambre de première instance, « il convient de se demander si la Chambre d'appel serait en mesure d'établir en toute équité et avec précision sa responsabilité pénale sans avoir directement entendu les témoins ou les déclarations ». *Ibidem*, par. 909.
[1810] *Ibid*., par. 883, 885, 911, 916 et 959 b).
[1811] Mladić soutient que la Chambre de première instance i) n'a pas appliqué le critère juridique qui convenait dans les moyens d'appel 3 à 7, ce qui a allégé la charge de la preuve qui pesait sur l'Accusation (voir *ibid*., par. 889 à 891, renvoyant à *ibid*., par. 162 à 169, 180 à 185, 261 à 263, 267, 422 à 428, 443 à 458, 498 à 529, 585 à 600, 669 à 676, 711 à 733, 741 à 751 et 771 à 779) ; ii) n'a pas motivé ses décisions concernant les quatre entreprises criminelles communes (voir *ibid*., par. 889, 892 et 893, renvoyant à *ibid*., par. 186 à 269, 294 à 335, 542 à 554, 570 à 643, 645 à 665 et 735 à 759) ; iii) a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié l'élément moral et l'élément matériel, s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale et de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo (voir *ibid*., par. 889 et 894 à 896, renvoyant à *ibid*., par. 281 à 291 et 409 à 456) ; iv) a commis une erreur en se fondant sur des faits jugés se rapportant à ses « subordonnés immédiats », en appliquant un critère trop strict concernant les éléments de preuve en réfutation, et a commis des erreurs dans les conclusions relatives aux faits incriminés (voir *ibid*., par. 889 et 897 à 900, renvoyant à *ibid*., par. 107, 108, 158 à 183, 498 à 527 et 669 à 676) ; v) dans la conduite de l'affaire, a violé son droit à une procès équitable en ce qui concerne sa participation effective, le comportement de l'Accusation et l'égalité des armes (voir *ibid*., par. 889 et 903 à 908, renvoyant, entre autres, à *ibid*., par. 783, 784, 796 à 808, 811 à 815, 833 à 841, 879 et 880).
[1812] Réponse de l'Accusation, par. 371.
[1813] *Ibidem*, par. 370, 372 et 373.

un nouveau procès ou le renvoi de l'affaire, sont disproportionnées, déraisonnables et irréalisables[1814].

533. Mladić réplique qu'il réaffirme les arguments qu'il a exposés dans son mémoire d'appel, et que la réparation qu'il demande n'est pas irréalisable[1815].

534. Aux termes de l'article 23 2) du Statut, la Chambre d'appel peut confirmer, annuler ou réviser les décisions du juge unique ou de la Chambre de première instance. L'article 144 C) du Règlement prévoit que lorsque les circonstances le requièrent, la Chambre d'appel peut ordonner la tenue d'un nouveau procès.

535. La Chambre d'appel rappelle qu'elle a rejeté les moyens d'appel 1 à 8 (branches A à D) formulés par Mladić. Par ailleurs, en ce qui concerne les « cinq catégories » d'erreurs, elle a examiné chaque passage du mémoire d'appel de Mladić auquel il renvoie dans le cadre du présent moyen d'appel, et rappelle qu'elle a déjà rejeté chacune des erreurs alléguées[1816]. Étant donné que Mladić n'a fait apparaître aucune erreur dans les moyens d'appel 1 à 8 (branches A à D) qui justifierait l'intervention de la Chambre d'appel, sa demande visant la tenue d'un nouveau procès ou le renvoi de l'affaire afin de corriger les erreurs « conjuguées » commises dans le Jugement est infondée.

536. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 8.E de Mladić.

[1814] *Ibid*., par. 371, 374 et 375.
[1815] Réplique de Mladić, par. 126 et 127.
[1816] Sur ce point, la Chambre d'appel a rejeté les allégations suivantes de Mladić à l'égard de la Chambre de première instance : i) l'application d'un critère juridique erroné (voir, par exemple, moyen d'appel 6.A) ; ii) un défaut de motivation (voir, par exemple, moyens d'appel 4.B, 5.E, 7 et 8.B) ; iii) une erreur dans l'appréciation de l'élément moral et de l'élément matériel s'agissant de l'entreprise criminelle commune principale et de l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo (voir, par exemple, moyens d'appel 3.B et 4.A) ; iv) des erreurs dans l'utilisation de faits jugés, c'est-à-dire les questions touchant à ses subordonnés immédiats (voir, par exemple, moyens d'appel 2.A et 3.A), l'application d'un critère trop strict s'agissant d'éléments de preuve en réfutation (voir moyens d'appel 2.A, 3.A et 5.E), et les conclusions relatives aux faits incriminés (voir moyens d'appel 3.A et 5.I) ; v) la violation de son droit à un procès équitable en ce qui concerne sa participation effective (voir, par exemple, moyen d'appel 8.B), l'utilisation par l'Accusation de communications couvertes par le secret des communications entre avocat et client (voir, par exemple, moyen d'appel 8.B) et l'égalité des armes (voir, par exemple, moyens d'appel 8.A et 8.D).

H. Fixation de la peine (neuvième moyen d'appel)

537. La Chambre de première instance a condamné Mladić à une peine unique d'emprisonnement à vie pour génocide, crimes contre l'humanité (persécutions, extermination, assassinat, expulsion et actes inhumains) et violations des lois ou coutumes de la guerre (meurtre, terrorisation, attaques illégales contre des civils et prise d'otages)[1817]. Pour fixer la peine, la Chambre de première instance a notamment tenu compte de la gravité des infractions commises par Mladić et de son comportement criminel dans son ensemble, de sa situation personnelle et de la grille générale des peines d'emprisonnement appliquée par les tribunaux de l'ex-Yougoslavie[1818].

538. Conformément à l'article 24 du Statut du TPIY et à l'article 101 B) du Règlement du TPIY, les Chambres de première instance du TPIY devaient, pour fixer la peine, tenir compte des facteurs suivants : i) la gravité de l'infraction ou la totalité des actes condamnables ; ii) la situation personnelle de la personne déclarée coupable ; iii) la grille générale des peines d'emprisonnement telles qu'appliquées par les tribunaux en ex-Yougoslavie ; iv) l'existence de circonstances aggravantes et atténuantes[1819].

539. La Chambre d'appel rappelle que les appels formés contre la peine sont, comme ceux interjetés contre un jugement, des appels au sens strict ; ils ont pour fonction de corriger et ne donnent pas lieu à un procès *de novo*[1820]. Les Chambres de première instance disposent d'un large pouvoir d'appréciation pour décider de la sanction qui convient, en raison de l'obligation qu'elles ont de personnaliser la peine afin de tenir compte de la situation de l'accusé et de la gravité de l'infraction[1821]. En règle générale, la Chambre d'appel ne revient sur une peine que si la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire ou si elle a dérogé aux règles de droit applicables[1822]. C'est à l'appelant qu'il incombe de démontrer en quoi la Chambre de première instance a outrepassé ses pouvoirs

[1817] Jugement, par. 5213 à 5215.
[1818] *Ibidem*, par. 5184 à 5212.
[1819] Arrêt *Karadžić*, par. 748 ; Arrêt *Prlić*, par. 3203 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1099 ; Arrêt *Tolimir*, par. 626. Voir aussi Arrêt *Šešelj*, par. 179.
[1820] Arrêt *Karadžić*, par. 749 ; Arrêt *Prlić*, par. 3204 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1100 ; Arrêt *Tolimir*, par. 627 ; Arrêt *Popović*, par. 1961.
[1821] Arrêt *Karadžić*, par. 749 ; Arrêt *Prlić*, par. 3204 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1100 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3349 ; Arrêt *Tolimir*, par. 626 ; Arrêt *Popović*, par. 1961.
[1822] Arrêt *Karadžić*, par. 749 ; Arrêt *Prlić*, par. 3204 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1100 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3349 ; Arrêt *Tolimir*, par. 627 ; Arrêt *Popović*, par. 1961.

en fixant la peine[1823]. Pour établir que la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, un appelant doit démontrer qu'elle a attaché de l'importance à des éléments étrangers à l'affaire ou non pertinents, qu'elle n'a pas ou pas suffisamment pris en compte des éléments dignes de l'être, qu'elle a commis une erreur manifeste concernant les faits sur la base desquels elle a exercé son pouvoir discrétionnaire, ou encore que la décision rendue en première instance était à ce point déraisonnable ou tout simplement injuste que la Chambre d'appel peut en déduire que la Chambre de première instance n'a pas exercé son pouvoir discrétionnaire à bon escient[1824].

540. Mladić fait appel de la peine d'emprisonnement à vie que lui a infligée la Chambre de première instance[1825]. Il conteste l'examen par la Chambre de première instance i) de l'abus d'autorité qu'il a commis[1826], ii) des circonstances atténuantes qui étaient les siennes[1827], et iii) de la grille des peines et des lois appliquées en ex-Yougoslavie[1828]. La Chambre d'appel va passer en revue ces griefs.

1. Abus d'autorité (moyen d'appel 9.A)

541. En appréciant la gravité des infractions et le comportement criminel dans son ensemble, la Chambre de première instance a considéré que Mladić avait participé aux quatre entreprises criminelles communes dans le cadre de ses fonctions officielles en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS, fonctions qu'il a exercées pendant toute la période couverte par l'Acte d'accusation[1829]. Elle a conclu que Mladić avait abusé de son autorité, et notamment que « le fait qu['il] a[vait] abusé de son autorité de supérieur hiérarchique » ajoutait à la gravité des infractions[1830].

542. Mladić avance que la Chambre de première instance n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable les éléments constitutifs de la responsabilité du supérieur hiérarchique au sens de l'article 7 3) du Statut et qu'elle a donc commis une erreur en « retenant la responsabilité du

[1823] Arrêt *Karadžić*, par. 749 ; Arrêt *Prlić*, par. 3204 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1100 ; Arrêt *Tolimir*, par. 627 ; Arrêt *Popović*, par. 1961.
[1824] Arrêt *Karadžić*, par. 749 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1100 ; Arrêt *Tolimir*, par. 627 ; Arrêt *Popović*, par. 1962 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 255.
[1825] Voir Acte d'appel de Mladić, p. 30, 31 et par. 88 à 91 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 917 à 958 ; Réplique de Mladić, par. 128 à 135.
[1826] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 917 à 920.
[1827] Voir *ibidem*, par. 921 à 931. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 130 et 131.
[1828] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 932 à 958. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 132, 133 et 135.
[1829] Jugement, par. 5193.
[1830] *Ibidem*.

supérieur hiérarchique comme une circonstance aggravante lorsqu'elle a fixé [sa] peine[1831] ». Mladić prie la Chambre d'appel de réviser la peine prononcée en conséquence[1832].

543. L'Accusation répond que la peine prononcée contre Mladić doit être confirmée, car l'emprisonnement à vie est la seule peine rendant compte à la fois de la gravité des infractions ainsi que du mode et du degré de participation de Mladić à des infractions, et que toute autre peine serait « déraisonnable et tout simplement injuste[1833] ». Elle avance que la Chambre de première instance a retenu comme il convient l'abus d'autorité commis par Mladić comme une circonstance aggravante, ce qui n'exigeait qu'il soit conclu à sa responsabilité en tant que supérieur hiérarchique[1834].

544. Mladić réplique que l'Accusation ne remet pas en cause les fondements juridiques et factuels du neuvième moyen d'appel[1835].

545. La Chambre d'appel rappelle que le premier objectif de la peine est de garantir que la peine finale ou totale rende compte du comportement criminel dans son ensemble et de toute la culpabilité de l'auteur[1836]. Si la gravité de l'infraction est l'élément principal à prendre en compte dans la fixation de la peine, la gravité intrinsèque d'une infraction se mesure eu égard aux circonstances particulières de l'espèce, ainsi qu'au mode et au degré de participation de l'accusé à ladite infraction[1837]. Sur ce point, la Chambre d'appel rappelle qu'une position d'influence ou d'autorité, même à un niveau élevé, ne justifie pas forcément une peine plus sévère, mais que l'abus de pareille position peut constituer une circonstance aggravante[1838].

[1831] Mémoire d'appel de Mladić, par. 917 et 919 ; Réplique de Mladić, par. 129. Mladić rappelle les arguments qu'il a présentés aux paragraphes 771 à 780 (septième moyen d'appel) de son mémoire d'appel. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 919.
[1832] Mémoire d'appel de Mladić, par. 920.
[1833] Réponse de l'Accusation, par. 376 ; CR, p. 40 à 42 (26 août 2020). L'Accusation soutient que les crimes commis en l'espèce font partie des crimes les plus graves, et que les faits incriminés sont parmi les plus nombreux imputés à un accusé au TPIY, comparables à ceux incriminés dans l'affaire *Karadžić*, pour lesquels la Chambre d'appel du Mécanisme a jugé qu'une peine de 40 ans d'emprisonnement était à ce point déraisonnable et tout simplement injuste qu'elle constituait un abus du pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance, et a alourdi la peine imposée à Karadžić en le condamnant à une peine d'emprisonnement à vie. Voir CR, p. 41 et 42 (26 août 2020), renvoyant à Arrêt *Karadžić*, par. 773 et 776. L'Accusation ajoute que d'autres affaires mettant en cause des subordonnés de Mladić ont aussi donné lieu à des peines d'emprisonnement à vie, par exemple les affaires *Popović*, *Beara*, *Tolimir* et *Galić*, dans lesquelles le comportement des accusés était imputé à Mladić, et n'ont porté que sur une partie des faits incriminés engageant la responsabilité de ce dernier. Voir CR, p. 42 (26 août 2020).
[1834] Réponse de l'Accusation, par. 378.
[1835] Réplique de Mladić, par. 128. Voir aussi CR, p. 68 (26 août 2020).
[1836] Voir Arrêt *Martić*, par. 350 ; Arrêt *Čelebići*, par. 430.
[1837] Voir, par exemple, Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3431 ; Arrêt *Šainović*, par. 1837 ; Arrêt *Martić*, par. 350 ; Arrêt *Galić*, par. 442.
[1838] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 3264 ; Arrêt *Nzabonimana*, par. 464 ; Arrêt *Munyakazi*, par. 170 ; Arrêt *Rukundo*, par. 250 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 302 ; Arrêt *Babić* relatif à la sentence, par. 80.

546. La Chambre d'appel note que, lorsqu'elle a apprécié la responsabilité de Mladić, la Chambre de première instance a précisé que « la position de supérieur hiérarchique [de Mladić] et le comportement associé [faisaient] partie intégrante du comportement sur lequel elle s'[était] fondée pour établir sa participation aux quatre entreprises criminelles communes[1839] ». La Chambre de première instance n'a pas prononcé de déclaration de culpabilité au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY, mais a indiqué qu'elle prendrait en considération la position hiérarchique de Mladić lorsqu'elle fixera la peine[1840]. La Chambre d'appel est d'avis que cette approche juridique est conforme à la jurisprudence constante[1841]. Dans la partie du Jugement consacrée à la peine, la Chambre de première instance a considéré que Mladić avait participé aux quatre entreprises criminelles communes « dans le cadre de ses fonctions officielles en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS », et qu'il avait exercé ces fonctions pendant toute la période couverte par l'Acte d'accusation[1842]. Elle a ensuite conclu qu'il avait donc « abusé de son autorité », et que « le fait que Mladić a[vait] abusé de son autorité de supérieur hiérarchique » ajoutait à la gravité des infractions[1843].

547. Contrairement à ce que Mladić affirme, la Chambre d'appel conclut que rien ne montre que la Chambre de première instance a retenu la responsabilité du supérieur hiérarchique au sens de l'article 7 3) du Statut du TPIY comme une circonstance aggravante lorsqu'elle a fixé sa peine[1844]. Selon la Chambre de première instance, c'est plutôt l'abus de son autorité en tant que commandant de l'état-major principal de la VRS qui a ajouté à la gravité des infractions qu'il a commises[1845]. La Chambre d'appel note la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle Mladić a été reconnu « responsable d'avoir commis un large éventail de crimes dans le cadre de sa participation à quatre entreprises criminelles communes[1846] » et qu'il a commis ces crimes notamment i) en exerçant la direction et le commandement des unités de

[1839] Jugement, par. 5166.
[1840] *Ibidem*.
[1841] Lorsque la responsabilité au titre des articles 7 1) et 7 3) du Statut du TPIY est alléguée, et lorsque les critères juridiques sont remplis pour les deux formes de responsabilité, une Chambre de première instance doit prononcer une déclaration de culpabilité au seul titre de l'article 7 1) du Statut du TPIY et retenir la position hiérarchique lors de la fixation de la peine. Voir, *mutatis mutandis*, articles 6 1) et 6 3) du Statut du TPIR. Voir aussi Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3359 ; Arrêt *Đorđević*, par. 939 ; Arrêt *Setako*, par. 266 ; Arrêt *Kordić*, par. 34. La Chambre de première instance a rappelé ce principe à juste titre. Voir Jugement, par. 5166.
[1842] Jugement, par. 5193.
[1843] *Ibidem*.
[1844] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 917 et 919.
[1845] Voir Jugement, par. 5193.
[1846] *Ibidem*, par. 5188 à 5192. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4612, 4688, 4893, 4921, 5098, 5131, 5156 et 5163.

la VRS et d'autres groupes subordonnés à la VRS, ii) en ayant connaissance des crimes commis par les groupes placés sous son commandement, iii) en imposant de sérieuses restrictions à la livraison de l'aide humanitaire, iv) en fournissant aux représentants de la communauté internationale des informations trompeuses au sujet des crimes, et v) en n'enquêtant pas sur les crimes et en ne punissant pas leurs auteurs[1847]. Vu la totalité des conclusions de la Chambre de première instance relatives à la responsabilité de Mladić, la Chambre d'appel conclut que celle-ci n'a commis aucune erreur manifeste lorsqu'elle a conclu que Mladić avait abusé de l'autorité dont il était investi et que cela ajoutait à la gravité des infractions. La Chambre d'appel note que Mladić semble aussi soutenir que la Chambre de première instance « [a] retenu deux fois » sa responsabilité en tant que supérieur hiérarchique[1848]. Étant donné qu'il ne présente aucun argument ni autre fondement à l'appui de cette affirmation, son grief sur ce point est rejeté.

548. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la conclusion qu'elle a tirée pour fixer sa peine, selon laquelle le fait que Mladić a abusé de son autorité de supérieur hiérarchique ajoutait à la gravité des infractions. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 9.A de Mladić.

2. Circonstances atténuantes (moyens d'appel 9.B et 9.C)

549. Pour fixer la peine à infliger à Mladić, la Chambre de première instance a notamment cherché à savoir si la bienveillance à l'égard des victimes et l'assistance apportée à ces dernières, l'altération du discernement, le mauvais état de santé et l'âge avancé constituaient des circonstances atténuantes[1849]. Compte tenu de la gravité des infractions, elle n'a pas retenu ses gestes de générosité isolés comme circonstance atténuante[1850]. De plus, elle a fait observer que les éléments de preuve sur lesquels la Défense s'est appuyée n'établissaient pas que Mladić souffrait d'une altération du discernement[1851]. Elle a également noté que Mladić avait des problèmes de santé, mais elle a conclu qu'ils n'étaient pas à ce point graves qu'il fallait les retenir comme circonstance atténuante. Elle a en outre fait remarquer que l'état général de Mladić était stable et conclu qu'elle ne retiendrait pas comme circonstance atténuante son état

[1847] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4612, 4893, 5097, 5098, 5146 et 5156.
[1848] Voir Acte d'appel de Mladić, p. 30.
[1849] Jugement, par. 5195 à 5204.
[1850] *Ibidem*, par. 5198.
[1851] *Ibid*., par. 5200 et 5201.

de santé[1852]. Enfin, elle a affirmé avoir dûment tenu compte de l'âge de Mladić pour déterminer la peine à lui infliger[1853].

550. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids aux circonstances atténuantes suivantes : i) son mauvais état de santé conjugué à son âge, ii) le décès de sa fille, et iii) sa bienveillance à l'égard des victimes et l'assistance apportée à ces dernières[1854]. Selon lui, la Chambre de première instance, en notant que son état général était stable, n'a pas accordé suffisamment de poids à l'ensemble des éléments médicaux et à ses antécédents médicaux[1855]. S'agissant du décès de sa fille, il avance que la Chambre de première instance a examiné ce point dans la partie consacrée à l'altération du discernement, mais qu'elle ne lui a accordé aucun poids dans le cadre de sa « situation familiale[1856] ». En ce qui concerne les éléments de preuve relatifs à sa bienveillance à l'égard des victimes et à l'assistance qu'il a apportée à ces dernières, Mladić conteste la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle ses gestes de générosité étaient « isolés[1857] ». Il prie la Chambre d'appel d'accorder le poids qui convient à ces circonstances et de réviser la peine prononcée en conséquence[1858].

551. L'Accusation répond que la Chambre de première instance a examiné chacune des circonstances atténuantes que Mladić a présentées au procès[1859] et que, en appel, il ne démontre pas en quoi la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire en ne retenant pas certaines circonstances ou en ne leur accordant pas suffisamment de poids[1860]. Elle soutient que la Chambre de première instance a expressément tenu compte de l'âge, de l'état de santé et des gestes de générosité de Mladić dans l'examen des circonstances atténuantes[1861]. Elle ajoute que, au procès en première instance, Mladić a uniquement invoqué le décès de sa fille dans le cadre de l'altération de son discernement, et non dans celui de sa situation familiale, et qu'il ne peut présenter cet argument pour la première fois en appel[1862]. L'Accusation avance que, en tout état de cause, aucune des circonstances sur lesquelles s'appuie Mladić, considérées

[1852] *Ibid*., par. 5203.
[1853] *Ibid*., par. 5204.
[1854] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 921, 923 à 925, 927 et 929. Voir aussi Réplique de Mladić, par. 130 et 131.
[1855] Mémoire d'appel de Mladić, par. 923 et 925.
[1856] *Ibidem*, par. 924 et 925.
[1857] *Ibid.*, par, 927 et 929.
[1858] *Ibid.*, par. 926, 930 et 931.
[1859] Réponse de l'Accusation, par. 379.
[1860] Voir *ibidem*, par. 379 à 385.
[1861] *Ibid*., par. 380 à 383.
[1862] *Ibid*., par. 384 et 385.

séparément ou ensemble, ne pouvait l'emporter sur la gravité des infractions dont il a été déclaré coupable pour justifier une peine inférieure à l'emprisonnement à vie[1863].

552. Mladić réplique que la Chambre d'appel doit rejeter l'argument de l'Accusation selon lequel les circonstances atténuantes sont insuffisantes pour réduire sa peine d'emprisonnement à vie[1864].

553. La Chambre d'appel rappelle que la Chambre de première instance a l'obligation de tenir compte de toute circonstance atténuante pour fixer la peine qui convient et qu'elle dispose d'un large pouvoir discrétionnaire pour apprécier ce qui constitue une circonstance atténuante et le poids à lui accorder, le cas échéant[1865]. En outre, l'existence de circonstances atténuantes n'entraîne pas automatiquement une réduction de la peine ou l'exclusion d'une peine donnée[1866].

554. S'agissant de l'état de santé et de l'âge de Mladić, la Chambre d'appel rappelle que l'âge de l'accusé peut constituer une circonstance atténuante[1867] et que le mauvais état de santé ne doit être pris en compte que dans des cas rares ou exceptionnels[1868]. Elle note que la Chambre de première instance a expressément indiqué qu'elle a dûment tenu compte de l'âge de Mladić pour fixer la peine[1869]. De plus, la Chambre de première instance a noté qu'il avait des problèmes de santé et que son état général était stable[1870]. Elle a décidé de ne pas retenir son état de santé comme circonstance atténuante[1871]. Lorsqu'elle a apprécié l'état de santé de Mladić, la Chambre de première instance a notamment fait référence à cinq rapports médicaux indiquant que son état général était stable[1872]. Mladić n'a invoqué aucun élément de preuve permettant de conclure

---

[1863] *Ibid*., par. 386.
[1864] Réplique de Mladić, par. 131. Voir aussi *ibidem*, par. 128.
[1865] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 753 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1130 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3394 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 265.
[1866] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić,* par. 753 ; Arrêt *Nyiramasuhuko*, par. 3394 ; Arrêt *Ngirabatware*, par. 265 et références citées.
[1867] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1170 ; Arrêt *Đorđević*, par. 974 et 980 ; Arrêt *Babić* relatif à la sentence, par. 43 ; Arrêt *Blaškić*, par. 696. La Chambre d'appel du TPIY a noté le poids limité accordé à un âge avancé comme circonstance atténuante dans la jurisprudence du TPIY. Voir Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1170 et note de bas de page 3847 et références citées.
[1868] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 3315 ; Arrêt *Šainović*, par. 1827 ; Arrêt *Galić*, par. 436 ; Arrêt *Blaškić*, par. 696.
[1869] Jugement, par. 5204.
[1870] *Ibidem*, par. 5202 et 5203. La Chambre d'appel fait remarquer que la Chambre de première instance a invoqué des rapports médicaux réguliers communiqués par le Greffier adjoint, et qu'elle les a pris en considération. Voir *ibid*., par. 5203 et note de bas de page 17806.
[1871] *Ibid*.
[1872] *Ibid*., note de bas de page 17806, renvoyant à *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Independent Expert's Medical Report*, confidentiel, 7 avril 2017, annexe B, p. 110644 (pagination du Greffe), *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 13 avril 2017, annexe, p. 110669 (pagination du Greffe), *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Independent Expert's Medical Report*,

que son état de santé était exceptionnel et justifiait d'être retenu comme une circonstance atténuante. La Chambre d'appel conclut donc que Mladić ne démontre que la Chambre de première instance a commis une erreur dans la manière dont elle a apprécié son âge et son état de santé en tant que circonstances atténuantes.

555. La Chambre d'appel va à présent examiner l'argument de Mladić selon lequel la Chambre de première instance a commis une erreur en ne tenant pas compte du décès de sa fille dans le cadre de sa « situation familiale[1873] ». L'article 24 2) du Statut du TPIY dispose que la Chambre de première instance doit tenir compte de facteurs tels que « la situation personnelle du condamné » lorsqu'elle fixe la peine. La Chambre d'appel rappelle que ces facteurs peuvent inclure la situation familiale, mais que peu de poids est accordé à cet élément en l'absence de circonstances familiales exceptionnelles[1874]. Elle note que, au procès en première instance, Mladić n'a pas invoqué le décès de sa fille comme circonstance atténuante dans le cadre de la situation familiale mais qu'il l'a uniquement mis en avant dans le cadre de l'« altération du discernement[1875] », ce dont la Chambre de première instance a expressément tenu compte[1876]. La Chambre d'appel rappelle qu'il appartient à l'accusé de faire état de toute circonstance atténuante devant la Chambre de première instance[1877], et que s'il ne renvoie pas précisément à une circonstance atténuante dans son mémoire en clôture ou sa plaidoirie, il ne peut pas l'invoquer pour la première fois en appel[1878]. À la lumière de ce critère, la Chambre d'appel n'examinera pas plus en avant l'argument de Mladić selon lequel que la Chambre de première instance n'a pas tenu compte du décès de sa fille comme « élément de preuve attestant sa situation familiale ».

556. Pour ce qui est de l'argument de Mladić concernant sa bienveillance à l'égard des victimes et l'assistance qu'il a prêtée à ces dernières, la Chambre d'appel rappelle que l'assistance apportée par l'accusé aux victimes ou aux détenus peut être retenue comme

---

confidentiel, 10 octobre 2017, *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 12 octobre 2017, annexe, et *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, affaire nº IT-09-92-T, *Second Registry Submission in Relation to Defence Motion on the Provision of Medical Records*, document public avec annexe confidentielle, 3 novembre 2017, annexe.

[1873] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 924 et 925.

[1874] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 3309 ; Arrêt *Ntabakuze*, par. 284 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 816 ; Arrêt *Blaškić*, par. 696.

[1875] Voir Mémoire en clôture de Mladić, par. 3403 à 3406.

[1876] Jugement, par. 5200 et 5201.

[1877] Voir article 86 C) du Règlement du TPIY ; Arrêt *Tolimir*, par. 644 ; Arrêt *Đorđević*, par. 945. Voir, *mutatis mutandis*, article 86 C) du Règlement du TPIR ; Arrêt *Nzabonimana*, par. 459 ; Arrêt *Kanyarukiga*, par. 274 ; Arrêt *Bikindi*, par. 165.

[1878] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 3296 et 3302 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 1133 et 1170 ; Arrêt *Popović*, par. 2060 ; Arrêt *Nzabonimana*, par. 459 ; Arrêt *Bizimungu*, par. 389 ; Arrêt *Đorđević*, par. 945.

circonstance atténuante dans la sentence[1879]. Il convient toutefois d'apprécier ces actes au regard de la gravité des infractions[1880]. La Chambre de première instance a examiné les arguments de la Défense selon lesquels Mladić a, du mieux qu'il pouvait, pris des mesures pour réduire le nombre des victimes et les souffrances infligées, notamment en concluant un accord de démilitarisation, en ordonnant aux troupes de protéger les Serbes de Bosnie tout comme les autres peuples, en ordonnant un cessez-le-feu dans le but de permettre aux civils de se retirer en toute sécurité, en soulignant dans un hôpital militaire que les patients ne devaient faire l'objet d'aucune discrimination, en aidant la fille d'un Musulman de Bosnie, et en se montrant bienveillant à l'égard des enfants et en leur distribuant des bonbons pendant tout le conflit[1881]. S'agissant de l'ordre donné aux troupes de protéger les Serbes de Bosnie et les autres peuples, la Chambre de première instance a noté que « [cet] ordre ne mentionnait que les membres "honnêtes" d'autres peuples[1882] ». Elle a également noté que le cessez-le-feu ordonné dans le but de permettre aux civils de se retirer ne concernait que la population juive de Sarajevo, et ne constituait pas un acte de bienveillance à l'égard des Musulmans de Bosnie ou des Croates de Bosnie, ni une assistance apportée à ces derniers[1883]. Elle a conclu que si certains actes invoqués par Mladić pouvaient montrer « tout au plus une certaine bienveillance » à l'égard de certains Musulmans de Bosnie et Croates de Bosnie, ils n'avaient eu aucune incidence sur la réalisation de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[1884]. Elle a considéré que, compte tenu de la gravité des infractions commises par Mladić, l'assistance qu'il avait fournie « a[vait] été sporadique[1885] ». Ayant noté la place centrale que Mladić occupait dans la direction de la VRS, la Chambre de première instance était d'avis qu'il « aurait pu, s'il l'avait voulu, aider bien davantage la population touchée[1886] ». Elle a rappelé que « des gestes de générosité isolés ou d'une assistance inefficace peuvent ne pas être retenus », et n'a donc pas retenu cet élément comme circonstance atténuante dans la peine prononcée contre Mladić[1887]. La Chambre d'appel considère que, compte tenu de la gravité des infractions commises par Mladić et de la nature isolée des actes de bienveillance et d'assistance relevés qu'il a entrepris, il ne démontre pas que

[1879] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, par. 3301 et 3302 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 817 ; Arrêt *Babić* relatif à la sentence, par. 43 ; Arrêt *Blaškić*, par. 696 ; Arrêt *Čelebići*, par. 776.
[1880] Voir Arrêt *Prlić*, par. 3296 et 3302 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 817 ; Arrêt *Niyitegeka*, par. 266 ; Arrêt *Čelebići*, par. 776.
[1881] Jugement, par. 5196 et notes de bas de page 17793 et 17794, renvoyant à Mémoire en clôture de Mladić, par. 3393 à 3397.
[1882] *Ibidem*, par. 5197 et note de bas de page 17795, renvoyant à pièce P3032, p. 1.
[1883] *Ibid*., par. 5197 et note de bas de page 17796, renvoyant à pièce P4264, par. 1 et 2.
[1884] *Ibid*., par. 5198.
[1885] *Ibid*.
[1886] *Ibid*.
[1887] *Ibid*., par. 5198 et note de bas de page 17797, citant Arrêt *Krajišnik*, par. 817 et Arrêt *Čelebići*, par. 776.

la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste dans la manière dont elle a apprécié l'assistance qu'il avait fournie lorsqu'elle a examiné les circonstances atténuantes.

557. La Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette donc les moyens d'appel 9.B et 9.C de Mladić.

3. Grille des peines appliquée par les tribunaux de l'ex-Yougoslavie (moyen d'appel 9.D)

558. La Chambre de première instance a noté qu'elle devait prendre en compte la grille générale des peines d'emprisonnement appliquée par les tribunaux de l'ex-Yougoslavie, mais elle a rappelé ne pas être « pour autant liée par elle[1888] ». Elle a tenu compte des dispositions pertinentes en matière de fixation de la peine ainsi que de la grille des peines appliquée en ex-Yougoslavie pendant la période couverte par l'Acte d'accusation[1889], et elle a noté que la peine maximale d'emprisonnement à l'époque était de 15 ans, exception faite des infractions les plus graves qui étaient passibles de la peine de mort ou, à défaut, d'une peine de 20 ans d'emprisonnement[1890]. Elle a en outre considéré que la Chambre d'appel du TPIY avait confirmé que des peines supérieures à 20 ans d'emprisonnement ne contrevenaient pas au principe *nulla poena sine lege*[1891].

559. Mladić soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en le condamnant à une peine d'emprisonnement à vie sur le fondement de « méprises dans la jurisprudence[1892] ». Il avance que la jurisprudence du TPIY « n'a pas pris en compte la distinction » entre l'article 24 du Statut du TPIY et l'article 101 A) du Règlement du TPIY[1893]. À l'appui de cet argument, il affirme que l'article 24 du Statut du TPIY, adopté en 1993, « a importé » au TPIY la grille des peines appliquée en ex-Yougoslavie, qui prévoyait une peine maximale de 20 ans d'emprisonnement à l'époque où les infractions ont été commises[1894]. Il soutient que l'« adoption ultérieure » de l'article 101 A) du Règlement du TPIY en février 1994 « [a] cré[é] un autre droit pénal » au sein de la même juridiction, en opposition à l'article 24 du Statut du TPIY, et a établi « rétroactivement » la peine d'emprisonnement à vie[1895]. Il avance

[1888] *Ibid*., par. 5205. Voir aussi *ibid*., par. 5206 à 5209.
[1889] *Ibid*.
[1890] *Ibid*., par. 5208.
[1891] *Ibid*., par. 5208 et note de bas de page 17821, renvoyant à Arrêt *Stakić*, par 398.
[1892] Mémoire d'appel de Mladić, par. 932, 933, 955 et 957.
[1893] *Ibidem*, par. 955.
[1894] Voir *ibid*., par. 937, 946, 951 à 953, 955 et 956 ; Réplique de Mladić, par. 133 et 135.
[1895] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 932, 938, 945, 946, 952 et 954 ; Réplique de Mladić, par. 133. Mladić ajoute que, dans l'affaire *Čelebići*, la Chambre d'appel du TPIY a commis une erreur en considérant qu'un accusé devait savoir que les violations le plus graves du droit humanitaire étaient passibles des peines les plus lourdes,

que l'emprisonnement à vie n'était donc ni accessible ni prévisible pour un accusé au TPIY, à commencer par lui[1896]. En s'appuyant sur un jugement de la CEDH[1897], Mladić reproche à la Chambre de première instance d'avoir infligé une peine d'emprisonnement à vie sur le fondement de l'article 101 A) du Règlement du TPIY, et d'avoir ainsi violé le principe *nulla poena sine lege* et le principe de la *lex mitior*[1898]. Il prie la Chambre d'appel d'énoncer le critère juridique qui convient, d'examiner les constatations de la Chambre de première instance, d'annuler la peine d'emprisonnement à vie infligée par celle-ci et de prononcer une peine de 20 ans d'emprisonnement[1899].

560. L'Accusation répond notamment que, conformément à l'article 24 du Statut du TPIY, la Chambre de première instance n'était pas liée par la grille des peines appliquée en ex-Yougoslavie mais devait seulement y avoir « recours » et que, dans ces circonstances, elle n'a pas violé le principe *nulla poena sine lege* ni le principe de la *lex mitior* en infligeant une peine d'emprisonnement à vie[1900]. Elle ajoute que l'Arrêt *Maktouf et Damjanović* se distingue de l'espèce en ce qu'il portait sur des modifications des règles en matière de fixation de la peine relevant d'une même juridiction, alors que Mladić a été condamné « selon un régime pénal unifié prévoyant une peine maximale, et solidement ancré dans le droit international coutumier en 1992[1901] ».

561. Mladić réplique entre autres que l'Accusation se méprend sur ses arguments relatifs à la légalité de la peine d'emprisonnement à vie qui lui a été infligée, et qu'elle ne répond pas à son

notamment l'emprisonnement à vie. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 947 à 949 ; Réplique de Mladić, par. 135. Sur ce point, Mladić soutient que la Chambre d'appel du TPIY saisie de l'affaire *Čelebići* s'est appuyée sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (« CEDH ») et a confondu, « d'une part, l'accessibilité et la prévisibilité d'une déclaration de culpabilité et, d'autre part, l'accessibilité et la prévisibilité d'une peine ». Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 947 à 949, renvoyant à Arrêt *Čelebići*, par. 817 et notes de bas de page 1399 et 1400 et *Affaire S.W. c. Royaume-Uni*, Requête n° 20166/92, Arrêt, 22 novembre 1995.

[1896] Selon Mladić, puisque l'article 24 du Statut du TPIY a importé le droit de la peine appliqué en ex-Yougoslavie, l'emprisonnement à vie n'était donc pas « accessible et prévisible » pour l'accusé, et la seule peine prévisible et accessible était une peine maximale de 20 ans d'emprisonnement. Voir *ibidem*, par. 951, 953 et 956.

[1897] *Ibid*., par. 932, 934, 939 à 943 et 956 ; Réplique de Mladić, par. 132, renvoyant, entre autres, à Affaire *Maktouf et Damjanović c. Bosnie-Herzégovine*, Requêtes n^{os} 2312/08 et 34179/08, Arrêt, 18 juillet 2013 (« Arrêt *Maktouf et Damjanović* »). Pour ce qui est du principe de la *lex mitior*, Mladić s'appuie aussi sur l'Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 952 et note de bas de page 1238, renvoyant à Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 81.

[1898] *Ibidem*, par. 956 et 957 ; Réplique de Mladić, par. 133. Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 952.

[1899] Mémoire d'appel de Mladić, par. 958.

[1900] Voir Réponse de l'Accusation, par. 387 à 390. L'Accusation affirme qu'en raison des peines prononcées par les tribunaux internationaux qui ont précédé le TPIY, une peine d'emprisonnement à vie pour les violations les plus graves du droit international humanitaire était prévisible pour Mladić. Voir *ibidem*, par. 387, 392 et 393.

[1901] *Ibid*., par. 391.

argument selon lequel la peine maximale d'emprisonnement applicable en ex-Yougoslavie était une peine de 20 ans d'emprisonnement[1902].

562. La Chambre d'appel rappelle qu'aux termes de l'article 24 1) du Statut du TPIY, les Chambres de première instance « [ont] recours à la grille générale des peines d'emprisonnement appliquée par les tribunaux de l'ex-Yougoslavie[1903] ». En outre, aux termes de l'article 101 A) du Règlement du TPIY, « [t]oute personne reconnue coupable par le Tribunal est passible de l'emprisonnement pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à vie[1904] ». Par ailleurs, la Chambre d'appel rappelle que le principe *nulla poena sine lege* interdit l'application d'une peine de manière rétroactive[1905]. Le principe de la *lex mitior* prescrit que, si la règle de droit applicable à l'infraction commise par l'accusé a été révisée, c'est la loi la plus légère qui s'applique[1906] ; toutefois, la règle de droit applicable doit impérativement avoir force obligatoire[1907].

563. La Chambre d'appel considère que l'argument de Mladić au sujet des « méprises dans la jurisprudence » se fonde à tort sur le fait qu'avoir « recours » à la grille des peines appliquée en ex-Yougoslavie signifiait que l'article 24 du Statut du TPIY avait « incorporé » ou « import[é] » la grille des peines appliquée en droit interne dans le droit international et dans la pratique du TPIY en matière de fixation de la peine[1908]. Il est de jurisprudence constante que le TPIY n'était aucunement lié par les règles de droit ou par la grille des peines appliqués en ex-Yougoslavie ; au contraire, les Chambres de première instance ne devaient que les prendre en compte[1909].

564. De plus, il n'y a aucun fondement dans les arguments de Mladić selon lesquels l'adoption de l'article 101 A) du Règlement du TPIY a créé un autre régime de fixation de la

[1902] Voir Réplique de Mladić, par. 132 à 135. Voir aussi *ibidem*, par. 128.
[1903] Voir aussi article 101 B) iii) du Règlement du TPIY. Des dispositions presque identiques figurent dans le Statut et le Règlement. Voir article 22 2) du Statut ; article 125 B) iii) du Règlement.
[1904] Une disposition presque identique figure dans le Règlement. Voir article 125 A) du Règlement.
[1905] Voir Arrêt *Čelebići*, note de bas de page 1382, renvoyant, entre autres, à article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, documents officiels de l'ONU, A/RES/21/2200, 16 décembre 1966, R.T.N.U., vol. 999, p. 187 (« Pacte international »). L'article 15 1) du Pacte international dispose notamment qu'il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Voir aussi Arrêt *Krajišnik*, par. 750 ; Arrêt *Stakić*, par. 398.
[1906] Voir Arrêt *Deronjić* relatif à la sentence, par. 96 ; Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 81. L'article 15 1) du Pacte international dispose notamment que si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier.
[1907] Voir Arrêt *Galić*, par. 398 et note de bas de page 1201 ; Arrêt *Deronjić* relatif à la sentence, par. 97 ; Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 81, 84 et 85.
[1908] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 951, 953 et 955 ; Réplique de Mladić, par. 133.
[1909] Voir, par exemple, Arrêt *Prlić*, note de bas de page 11069 ; Arrêt *Popović*, par. 2087 ; Arrêt *Šainović*, par. 1830 ; Arrêt *Stakić*, par. 398 ; Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 69 et 84.

peine relevant de la compétence du TPIY et a prévu « rétroactivement » la peine d'emprisonnement à vie[1910], ou selon lesquels l'emprisonnement à vie n'était « ni accessible ni prévisible » pour les accusés au TPIY, à commencer par lui[1911]. Mladić se trompe quand il avance que l'article 101 A) du Règlement du TPIY, adopté après le Statut du TPIY, a établi un autre régime de fixation de la peine. La Chambre d'appel rappelle que le pouvoir judiciaire d'adopter un règlement de procédure et de preuve au TPIY devait se conformer aux principes et critères consacrés par le Statut du TPIY et le droit international[1912]. Puisque l'article 24 du Statut du TPIY n'adopte pas la grille des peines appliquée en ex-Yougoslavie ou ne l'incorpore pas dans la pratique du TPIY en matière de fixation de la peine, Mladić n'établit pas que la création de l'article 101 A) du Règlement du TPIY déroge au principe énoncé dans le Statut du TPIY[1913]. S'agissant de la prévisibilité de la peine d'emprisonnement à vie, Mladić fait fi de la jurisprudence établissant la possibilité d'une condamnation à une peine d'emprisonnement à vie pour les infractions les plus graves au droit international humanitaire depuis au moins la création des tribunaux après la Deuxième Guerre mondiale[1914]. De plus, la Chambre d'appel juge infondé l'argument de Mladić selon lequel la Chambre d'appel du TPIY saisie de l'affaire *Čelebići* a confondu les questions de responsabilité (*nullem crimen sine lege*) et de peine (*nulla poena sine lege*)[1915]. La Chambre d'appel du TPIY a expressément examiné la question de la peine indépendamment de la responsabilité, et a conclu que les accusés devaient incontestablement avoir conscience de ce que les crimes dont ils avaient à répondre constituaient les violations les plus graves du droit international humanitaire, passibles des peines les plus lourdes[1916]. En outre, depuis la création du TPIY, des personnes reconnues coupables par ce tribunal ont été condamnées à des peines d'emprisonnement à vie, conformément au Statut et au Règlement du TPIY[1917]. Plus récemment, la Chambre d'appel a prononcé une peine

[1910] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 932, 938, 945, 946, 952 et 954 ; Réplique de Mladić, par. 133.
[1911] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 951, 953 et 956.
[1912] Voir article 15 du Statut du TPIY ; *Le Procureur c/ Vidoje Blagojević et consorts*, affaires n[os] IT-02-60-AR73, IT-02-60-AR73.2 et IT-02-60-AR73.3, Décision, 8 avril 2003, par. 15.
[1913] Voir aussi Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 82.
[1914] Arrêt *Čelebići*, par. 817 et note de bas de page 1401 (où la Chambre d'appel du TPIY a noté que les jugements rendus à Nuremberg, à Tokyo et par d'autres tribunaux ultérieurs, admettent clairement les peines d'emprisonnement allant jusqu'à la réclusion à perpétuité, et que des personnes condamnées devant le Tribunal de Nuremberg ont reçu des peines d'emprisonnement à perpétuité). Voir aussi Arrêt *Čelebići*, note de bas de page 1382, renvoyant, entre autres, à article 15 2) du Pacte international (où il est dit que « [r]ien dans [l']article [15] ne s'oppose au jugement ou à la condamnation de tout individu en raison d'actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels, d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations »).
[1915] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 947 à 949.
[1916] Voir Arrêt *Čelebići*, par. 817.
[1917] Voir Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 83. Voir, par exemple, Arrêt *Tolimir*, par. 648 et 649 ; Arrêt *Popović*, par. 2110, 2111 et 2117 ; Arrêt *Galić*, p. 185.

d'emprisonnement à vie dans l'affaire *Karadžić* portée devant le Mécanisme[1918]. La Chambre d'appel conclut donc que l'article 101 A) du Règlement du TPIY n'a pas créé un autre régime de fixation de la peine incompatible avec l'article 24 1) du Statut du TPIY[1919], et que Mladić ne démontre pas que l'emprisonnement à vie n'était pas une peine accessible ou prévisible.

565. Compte tenu de ce qui précède, et rappelant qu'elle n'est pas liée par les décisions d'autres juridictions, qu'elles soient internes, internationales ou hybrides[1920], la Chambre d'appel considère en outre que Mladić a tort de s'appuyer sur l'Arrêt *Maktouf et Damjanović*. Dans cette affaire, la CEDH a notamment jugé qu'une modification rétroactive des éventails de peines appliqués en ex-Yougoslavie pour les crimes de guerre constituait une violation de l'article 7 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales[1921]. Comme il est dit plus haut, étant donné que le régime de fixation de la peine n'a pas été modifié au TPIY, cette analyse ne s'applique pas au TPIY.

566. S'agissant maintenant des circonstances de l'espèce, la Chambre d'appel fait observer que la Chambre de première instance a énoncé le droit applicable du TPIY, a examiné les dispositions en matière de fixation de la peine qui étaient en vigueur dans l'ex-Yougoslavie et a relevé qu'elles prévoyaient des amendes, la confiscation de biens, l'emprisonnement et la peine capitale[1922]. Elle a notamment considéré que, à l'époque des crimes, la peine maximale applicable en ex-Yougoslavie était de 15 ans, exception faite des infractions les plus graves qui étaient passibles de la peine de mort ou, à défaut, d'une peine de 20 ans d'emprisonnement[1923]. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel considère que la Chambre de première instance a correctement pris en compte la grille générale des peines appliquée en ex-Yougoslavie et a, à juste titre, précisé que les peines prononcées par le TPIY pouvaient être plus lourdes que celles prévues en ex-Yougoslavie[1924]. Les arguments de Mladić selon lesquels le principe *nulla poena sine lege* et le principe de la *lex mitior* ont été violés sont donc infondés.

[1918] Voir Arrêt *Karadžić*, par. 776 et 777.
[1919] Voir Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence, par. 82.
[1920] Voir, par exemple, Arrêt *Karadžić*, par. 434 ; Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 598 ; Arrêt *Popović*, par. 1674 ; Arrêt *Đorđević*, par. 83.
[1921] Arrêt *Maktouf et Damjanović*, par. 68 et 74 à 76. Voir aussi Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Rome, 4 novembre 1950, R.T.N.U., vol. 213, p. 223.
[1922] Jugement, par. 5180 et 5205 à 5209.
[1923] *Ibidem*, par. 5206 et 5208. Par ailleurs, la Chambre de première instance a noté que, suite à des modifications apportées en Bosnie-Herzégovine, la peine maximale qui peut actuellement être prononcée en Bosnie-Herzégovine et en Republika Srpska est de 45 ans d'emprisonnement pour les formes les plus graves de crimes majeurs commis avec l'intention requise. Voir *ibid*., par. 5208.
[1924] Voir *ibid*., par. 5205.

567. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, conclut que Mladić ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en infligeant une peine d'emprisonnement à vie. Par conséquent, la Chambre d'appel, la Juge Nyambe étant en désaccord, rejette le moyen d'appel 9.D de Mladić.

IV. APPEL DE L'ACCUSATION

568. Il est allégué au chef 1 de l'Acte d'accusation que, entre le 31 mars 1992 et le 31 décembre 1992, Mladić a commis de concert avec d'autres, planifié, incité à commettre, ordonné et/ou aidé et encouragé un génocide contre une partie des groupes des Musulmans de Bosnie et/ou Croates de Bosnie, comme tels, dans certaines municipalités de Bosnie-Herzégovine, en particulier celles de Foča, Ključ, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica[1925].

569. La Chambre de première instance a conclu qu'un grand nombre de Musulmans de Bosnie et/ou Croates de Bosnie dans les municipalités de Foča, Ključ, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica avaient été victimes d'actes prohibés, tels que le meurtre ou l'atteinte grave portée à l'intégrité physique ou mentale, ce qui avait contribué à la destruction de leur groupe[1926]. Elle a en outre conclu, à la majorité, que certains auteurs matériels de ces actes prohibés avaient été animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie en commettant ces actes, à l'exception des Musulmans de Bosnie dans la municipalité de Ključ[1927]. La Chambre de première instance n'était toutefois pas convaincue au-delà de tout doute raisonnable que les auteurs en question avaient été animés de l'intention de détruire les Musulmans de Bosnie dans les municipalités de Sanski Most, Foča, Kotor Varoš, Prijedor et Vlasenica (les « municipalités visées au chef 1 ») « en tant que partie *substantielle* du groupe protégé[1928] ». Elle n'était pas non plus convaincue au-delà de tout doute raisonnable que les dirigeants des Serbes de Bosnie avaient été animés de l'intention génocidaire, ni que le crime de génocide s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune

[1925] Acte d'accusation, par. 35 à 39.
[1926] Jugement, par. 3446 et 3451. En particulier, la Chambre de première instance a conclu qu'un grand nombre de Musulmans de Bosnie à Foča, Ključ, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica, ainsi que des Croates de Bosnie à Prijedor et Sanski Most, avaient été tués, et que des Musulmans de Bosnie à Foča, Prijedor et Vlasenica, ainsi que des Croates de Bosnie à Prijedor, avaient été victimes d'atteinte grave portée à leur intégrité physique ou mentale, ce qui avait contribué à la destruction de leur groupe. Voir aussi *ibidem*, par. 3458, 3464, 3469, 3473, 3479, 3496, 3502 et 3503. Elle a également conclu que les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie étaient des groupes protégés au sens de l'article 4 du Statut du TPIY. Voir *ibid*., par. 3442.
[1927] *Ibid*., par. 3504, 3511, 3513, 3515, 3519, 3524, 3526 et 4236. S'agissant des Musulmans de Bosnie à Ključ et des Croates de Bosnie à Prijedor et Sanski Most, la Chambre de première instance a considéré que les éléments de preuve ne permettaient pas de déduire que les auteurs matériels des meurtres et/ou des atteintes graves portées à l'intégrité physique ou mentale avaient partagé l'intention de détruire, en partie, chaque groupe. Voir *ibid*., par. 3504.
[1928] *Ibid*., par. 3535 [non souligné dans l'original]. Voir aussi *ibid*., par. 3536.

principale[1929]. La Chambre de première instance a donc acquitté Mladić du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation[1930].

570. L'Accusation soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant i) que les communautés musulmanes de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1 (les « communautés visées au chef 1 ») ne constituaient pas, chacune, une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine (premier moyen d'appel)[1931], et ii) que Mladić ainsi que d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale n'avaient pas été animés de l'« intention de détruire » (deuxième moyen d'appel)[1932]. L'Accusation prie la Chambre d'appel de corriger ces erreurs et de déclarer Mladić coupable du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation, pour participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie ou, à titre subsidiaire, de troisième catégorie ou, à titre subsidiaire, à raison de la responsabilité du supérieur hiérarchique au sens de l'article 7 3) du Statut du TPIY[1933].

571. Mladić répond que l'Accusation ne fait apparaître aucune erreur dans les conclusions de la Chambre de première instance, et invite la Chambre d'appel à rejeter les premier et deuxième moyens d'appel de l'Accusation[1934].

A. La Chambre aurait commis des erreurs en concluant que les communautés visées au chef 1 ne constituaient pas une partie substantielle du groupe protégé (premier moyen d'appel)

572. Pour conclure qu'il n'était pas établi que les auteurs matériels avaient été animés de l'intention de détruire chacune des communautés visées au chef 1 « en tant que partie *substantielle* du groupe protégé[1935] », la Chambre de première instance a constaté ce qui suit : i) les auteurs matériels avaient un contrôle ou un pouvoir géographique limité pour exercer leurs activités[1936] ; ii) les Musulmans de Bosnie pris pour cibles dans chacune des municipalités

[1929] *Ibid.*, par. 4236 et 4237.
[1930] *Ibid.*, par. 5214.
[1931] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 3 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 2 et 5 à 16 ; Réplique de l'Accusation, par. 1 ; CR, p. 74, 82 à 85 et 99 à 101 (26 août 2020).
[1932] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 5 à 8 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 1, 3 et 19 à 41 ; Réplique de l'Accusation, par. 1 et 19 ; CR, p. 74 à 82 et 101 à 103 (26 août 2020).
[1933] Acte d'appel de l'Accusation, par. 4 et 9 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 1, 4, 17, 18 et 42 à 50. Voir aussi CR, p. 74, 85, 102 et 103 (26 août 2020).
[1934] Voir Réponse de Mladić, par. 9 à 343 ; CR, p. 86 à 97 (26 août 2020).
[1935] Jugement, par. 3535 [non souligné dans l'original]. Voir aussi *ibidem*, par. 3536.
[1936] *Ibid.*, par. 3535. Voir aussi *ibid.*, par. 3530 à 3534.

visées au chef 1 constituaient une part relativement faible de la population musulmane de Bosnie sur le territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie ou en la Bosnie-Herzégovine dans son ensemble[1937] ; iii) les éléments de preuve dont elle dispose ne suffisent pas à expliquer pourquoi les communautés visées au chef 1 ou les municipalités visées au chef 1 occupaient une place particulière au sein du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble, ou étaient représentatives de ce groupe[1938].

573. L'Accusation soutient que la Chambre de première instance a eu tort de conclure que les communautés visées au chef 1 ne constituaient pas, chacune, une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie[1939]. Établissant un parallèle avec les conclusions relatives aux Musulmans de Bosnie de Srebrenica[1940], l'Accusation avance que chacune des communautés visées au chef 1 étaient non seulement substantielles de par leur taille — plusieurs milliers de Musulmans de Bosnie[1941] —, mais également de par leur nature, car elles avaient une identité historique et culturelle singulière qui les rendaient importantes et représentatives du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble[1942]. L'Accusation ajoute que les municipalités visées au chef 1 revêtaient une importance stratégique capitale pour les dirigeants des Serbes de Bosnie[1943] et que les territoires des municipalités visées au chef 1 représentaient la totalité des zones d'activité et de contrôle respectives des auteurs matériels[1944]. Elle soutient que, compte tenu de ces éléments, aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement s'abstenir de conclure que la destruction des communautés visées au chef 1 aurait été, pour chacune d'entre elles, suffisamment importante pour que l'ensemble du groupe des Musulmans de Bosnie soit affecté[1945].

[1937] *Ibid*.
[1938] *Ibid*., par. 3530 à 3535.
[1939] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 3 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 2 et 5 à 16 ; CR, p. 74 et 82 à 85 (26 août 2020).
[1940] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 7, 9 et 11 à 15.
[1941] *Ibidem*, par. 2 et 6 à 10 ; CR, p. 84, 85, 99, 100 et 102 (26 août 2020). L'Accusation affirme que l'évaluation du caractère substantiel de la partie du groupe ne concerne que l'intention et non le nombre de victimes des actes génocidaires dans chaque municipalité. Elle précise que le groupe visé le moins nombreux, à Kotor Varoš, se composait de 11 000 membres, et que le plus nombreux, à Prijedor, se composait de 50 000 membres. Par ailleurs, elle ajoute que les subordonnés de Mladić et les autres « instruments de l'entreprise criminelle commune » ont pris pour cibles plus de 128 000 hommes, femmes et enfants dans toutes les cinq municipalités en raison de leurs caractéristiques ethniques et de leur appartenance au groupe. Le colonel Basara, l'un des subordonnés de Mladić au sein de la VRS, a notamment pris pour cibles près de 80 000 membres du groupe dans deux municipalités. Voir CR, p. 84, 85, 99 et 100 (26 août 2020).
[1942] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 2 et 11 à 15. Voir aussi Réplique de l'Accusation, par. 16.
[1943] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 14.
[1944] *Ibidem*, par. 2, 6 et 10.
[1945] *Ibid*., par. 16 ; CR, p. 99 à 101 (26 août 2020). L'Accusation ajoute que, si le but d'imposer que la partie du groupe soit substantielle était de garantir que le génocide ne « soi[t] [pas] prononc[é] à la légère » ou ne vise pas

574. Mladić répond que l'Accusation reprend des arguments qu'elle a présentés au procès en première instance et qu'elle ne démontre pas que les éléments de preuve étaient à ce point explicites qu'un juge du fait devait raisonnablement en déduire que chacune des communautés visées au chef 1 constituait une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble[1946]. Il avance que la Chambre de première instance a conclu à bon droit que, lorsqu'elle est considérée au regard du contrôle exercé par les auteurs matériels dans chacune des municipalités visées au chef 1, l'importance numérique de la partie visée du groupe des Musulmans de Bosnie n'était pas substantielle[1947]. Il ajoute que l'Accusation n'étaye pas ses arguments selon lesquels les municipalités visées au chef 1 revêtaient une importance stratégique capitale pour les dirigeants des Serbes de Bosnie et selon lesquels les communautés visées au chef 1 avaient une identité historique et culturelle singulière, attestant leur place et leur représentativité, notamment aux yeux du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble[1948]. Mladić soutient également qu'aucune des communautés visées au chef 1 n'est comparable à Srebrenica en termes de taille[1949] ou d'importance qualitative[1950].

575. L'Accusation réplique que Mladić se méprend sur les constatations faites par la Chambre de première instance au sujet de l'importance numérique des parties visées, car les arguments qu'il présente reposent sur l'idée fausse que les parties visées du groupe des Musulmans de Bosnie à détruire comprenaient des sous-groupes de la population musulmane de Bosnie dans chacune des municipalités visées au chef 1[1951]. Elle ajoute que les arguments de Mladić concernant la place et la représentativité des communautés visées au chef 1 sont

---

des crimes d'une ampleur insuffisante, le génocide ne se limite pas aux crimes commis à l'échelle terrifiante de l'Holocauste ou du génocide rwandais. Selon elle, comme dans de nombreuses affaires concernant Srebrenica, un génocide peut être commis dans une seule municipalité. Elle affirme que, en l'espèce, prendre pour cibles des dizaines de milliers de Musulmans de Bosnie dans cinq municipalités en suivant un scénario de crimes visant l'existence même du groupe des Musulmans de Bosnie comme tels « correspond parfaitement à la définition du génocide au seul regard des chiffres ». L'Accusation soutient qu'admettre cela ne reviendrait pas à utiliser la qualification de génocide « à la légère ». Voir CR, p. 83 à 85 (26 août 2020), renvoyant, entre autres, à Arrêt *Krstić*, par. 37.

[1946] Réponse de Mladić, par. 15 à 86 ; CR, p. 86 à 90 (26 août 2020).

[1947] Réponse de Mladić, par. 49 à 53 ; CR, p. 87 et 88 (26 août 2020).

[1948] Réponse de Mladić, par. 61 à 72 et 82 à 85 ; CR, p. 88 à 90 (26 août 2020).

[1949] Réponse de Mladić, par. 49 et 55 à 58. Sur ce point, Mladić soutient que, contrairement aux municipalités visées au chef 1, la Chambre de première instance a constaté que les auteurs matériels exerçaient un contrôle et un pouvoir géographiques exclusifs et absolus pour mener des actions à Srebrenica. Voir *ibidem*, par. 57.

[1950] *Ibid.*, par. 60 et 73 à 81. Sur ce point, Mladić soutient que la Chambre de première instance a constaté que, contrairement aux municipalités visées au chef 1, Srebrenica i) était l'un des rares territoires encore majoritairement habité par des Musulmans de Bosnie dans la zone revendiquée comme étant la Republika Srpska, ii) était devenue un refuge pour les Musulmans de Bosnie venant de toute la Bosnie-Herzégovine, iii) a été déclarée zone de sécurité de l'ONU, iv) a simultanément connu d'autres crimes dans la zone, et v) avait un impact symbolique compte tenu du degré de contrôle que les Serbes de Bosnie exerçaient sur la zone. Voir *ibid.*, par. 75.

[1951] Réplique de l'Accusation, par. 1 et 3 à 12.

imprégnés d'une théorie fallacieuse selon laquelle il convient d'apprécier cet élément seulement « du point de vue » du groupe protégé, et que ses autres arguments déforment ceux présentés par l'Accusation[1952].

576. La Chambre d'appel rappelle que, si une déclaration de culpabilité pour génocide repose sur l'intention de détruire « en partie » un groupe protégé, cette partie doit être substantielle[1953]. Dans l'affaire *Krstić*, la Chambre d'appel du TPIY a recensé les possibles lignes directrices suivantes, non exhaustives et non déterminantes, à prendre en compte pour dire si la partie du groupe visée est suffisamment substantielle pour que cette condition soit remplie : i) il faut tenir compte au premier chef de l'importance numérique de la partie visée, considérée dans l'absolu mais aussi par rapport à la taille du groupe dans son ensemble ; ii) la place de la partie visée au sein du groupe tout entier ; iii) la question de savoir si la partie visée est représentative de l'ensemble du groupe, ou essentielle à sa survie ; et/ou iv) la zone dans laquelle les auteurs du crime exercent leur activité et leur contrôle, ainsi que leur pouvoir d'action[1954]. L'applicabilité de ces éléments, de même que leur valeur, est fonction des circonstances de l'espèce[1955].

577. Pour ce qui est de l'importance numérique de la partie visée, la Chambre de première instance a noté que, en 1991, la Bosnie-Herzégovine comptait environ 4,4 millions d'habitants, dont 43,7 % de Musulmans de Bosnie[1956]. L'Accusation soutient que l'importance numérique des communautés visées au chef 1, comptant de 11 090 personnes à Kotor Varoš à 49 700 personnes à Prijedor d'après la Chambre de première instance[1957], était suffisante pour remplir l'obligation de constituer une partie substantielle du groupe[1958]. Cependant, étant donné que les communautés visées au chef 1 représentaient en Bosnie-Herzégovine de 0,6 à 2,6 pour

[1952] *Ibidem*, par. 13 à 18.
[1953] Voir Arrêt *Krstić*, par. 8. Voir aussi 18 U.S.C. § 1093(8) (2006) (« "partie substantielle" signifie une partie du groupe d'une importance numérique telle que la destruction ou la perte de cette partie entraînerait la destruction du groupe comme entité viable au sein de la nation dont fait partie le groupe »).
[1954] Voir Arrêt *Krstić*, par. 12 à 14. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 727 et références citées ; Benjamin Whitaker, version révisée et mise à jour de l'Étude sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide, documents officiels de l'ONU, E/CN.4/Sub.2/1985/6, 2 juillet 1985, par. 29 (« L'expression "en partie" semblerait indiquer un nombre assez élevé par rapport à l'effectif total du groupe, ou encore une fraction importante de ce groupe, telle que ses dirigeants »).
[1955] Voir Arrêt *Krstić*, par. 14. Dans l'affaire *Popović*, la Chambre d'appel du TPIY a noté que « ce sont les caractéristiques objectives et contextuelles de la partie visée du groupe [...] qui permettent de déterminer si cette partie du groupe est substantielle ». Arrêt *Popović*, par. 422.
[1956] Jugement, par. 3529. En 1991, la taille totale du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine était donc d'environ 1,9 million de personnes, sachant que 43,7 % de 4,4 millions équivaut à 1 922 800 personnes.
[1957] *Ibidem*, par. 3530 à 3534.
[1958] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 2 et 6 à 10.

cent environ du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble[1959], la Chambre d'appel conclut que l'Accusation ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que les communautés visées au chef 1 constituaient, chacune, « une partie relativement petite » du groupe[1960].

578. La Chambre d'appel rappelle que, puisque l'intention de détruire qui était celle des auteurs du génocide sera toujours limitée par les possibilités qui s'offrent à eux, il convient de prendre en considération les zones dans lesquelles ils exerçaient leur activité et leur contrôle, ainsi que leur pouvoir d'action pour dire si la partie du groupe protégé qu'ils avaient l'intention de détruire était ou non substantielle[1961]. Sur ce point, la Chambre de première instance a conclu que, du point de vue des auteurs matériels, les communautés visées au chef 1 étaient les seules parties du groupe des Musulmans de Bosnie présentes dans leurs zones de contrôle respectives, et que l'autorité des auteurs ne s'étendait pas au-delà de chacune des municipalités visées au chef 1 dans lesquelles ils ont commis les actes prohibés[1962]. La Chambre d'appel considère que, à la lumière de la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle les auteurs avaient été animés de l'intention de détruire les communautés visées au chef 1[1963], ces conclusions montrent que les auteurs entendaient détruire une partie aussi substantielle que possible du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble. Si cet élément ne suffit pas à lui seul à montrer si le groupe visé est ou non substantiel, il peut, conjugué à d'autres, se révéler utile à l'analyse[1964]. En l'espèce, la Chambre de première instance a notamment tenu compte de cet élément dans son analyse et conclu que les auteurs matériels n'avaient pas été animés de l'intention de détruire les communautés visées au chef 1 en tant que partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie[1965].

[1959] Voir Jugement, par. 3530 à 3534. L'Accusation signale que la Chambre de première instance a conclu à tort que les Musulmans de Bosnie représentaient à Prijedor 2,2 % de l'ensemble du groupe des Musulmans de Bosnie, au lieu d'environ 2,6 %. Voir Mémoire d'appel de l'Accusation, note de bas de page 14, renvoyant à Jugement, par. 3529 et 3534. La Chambre d'appel considère que cette erreur de calcul de la part de la Chambre de première instance n'affecte pas sa décision.
[1960] Voir Jugement, par. 3535.
[1961] Voir Arrêt *Krstić*, par. 13.
[1962] Voir Jugement, par. 3530 à 3534. Voir aussi *ibidem*, par. 3535.
[1963] *Ibid*., par. 3526.
[1964] Voir Arrêt *Krstić*, par. 13. Sur ce point, la Chambre d'appel note que, pour établir que les Musulmans de Bosnie de Srebrenica constituaient une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie, la Chambre d'appel du TPIY a pris en compte un élément pertinent dans l'affaire *Krstić*, à savoir que l'autorité des forces serbes de Bosnie chargées de prendre le contrôle de Srebrenica était limitée à la région de la Podrinje centrale, et que les Musulmans de Bosnie de Srebrenica étaient les seuls Musulmans de Bosnie sur lesquels les auteurs exerçaient leur contrôle. Voir *ibidem*, par. 17.
[1965] Jugement, par. 3535.

579. La Chambre de première instance a également considéré que « les éléments de preuve dont elle dispos[ait] ne suffis[ai]ent pas à expliquer pourquoi [...] [chacune des communautés visées au chef 1 ou des municipalités visées au chef 1] occupaient une place particulière au sein du groupe protégé dans son ensemble, ou étaient représentatives de ce groupe[1966] ». La Chambre d'appel note toutefois que la Chambre de première instance a recensé plusieurs éléments rendant compte de l'importance stratégique et/ou symbolique des municipalités visées au chef 1 aux yeux des Serbes de Bosnie et des Musulmans de Bosnie[1967]. La Chambre d'appel note également que ces éléments ont été pris en considération à l'appui des conclusions que les Musulmans de Bosnie de Srebrenica constituaient une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie, non seulement dans des affaires antérieures[1968], mais aussi en l'espèce par la Chambre de première instance[1969]. L'Accusation avance essentiellement que les similitudes dans les conclusions fondamentales que la Chambre de première instance a tirées au sujet de l'importance des communautés visées au chef 1 et des Musulmans de Bosnie de Srebrenica soulignent le caractère déraisonnable de ses conclusions contradictoires relatives au point de savoir si elles étaient substantielles[1970]. L'Accusation soutient que la Chambre de première

[1966] *Ibidem*.
[1967] Voir *ibid*., par. 3530 à 3534. En particulier, la Chambre de première instance a, entre autres, noté ce qui suit : i) Karadžić et Krajišnik ont mis en avant l'importance stratégique de Sanski Most et la nécessité de la garder (voir *ibid*., par. 3530) ; ii) Mladić a été informé que « Foča "était censée être le deuxième centre islamique pour les Musulmans d'Europe" mais qu'elle était à présent serbe à 99 % », et Karadžić a expliqué que « Foča "est extrêmement importante pour" les Musulmans, "mais ne leur appartiendra jamais plus" » (voir *ibid*., par. 3531) ; iii) Kotor Varoš était importante sur le plan stratégique du fait qu'elle était située « quasiment à la frontière de la Fédération et de la Republika Srpska » (voir *ibid*., par. 3532) ; iv) Mladić a noté que « quiconque qui contrôle Vlasenica contrôle la Bosnie orientale » (voir *ibid*., par. 3533) ; v) Prijedor était « importante aux yeux des Serbes de Bosnie car elle se trouvait dans le corridor terrestre qui reliait, d'un côté, la région sous domination serbe de la Krajina croate à l'ouest et, de l'autre, la Serbie et le Monténégro à l'est et au sud, [...] [et] était un symbole de "fraternité et d'unité" dans toute la région de la Yougoslavie, au point que les Musulmans de Bosnie pensaient que c'était "la dernière ville où un conflit ethnique pouvait se produire" » (voir *ibid*., par. 3534).
[1968] Voir, par exemple, Arrêt *Popović*, par. 422 (où il est dit que l'importance stratégique de Srebrenica est un élément pertinent pour dire si la condition relative à la partie substantielle du groupe est remplie) ; Arrêt *Krstić*, par. 15 (« Srebrenica et sa région, la Podrinje centrale, revêtaient une importance stratégique capitale pour les dirigeants serbes de Bosnie. Sans Srebrenica, la Republika Srpska, l'État ethniquement serbe qu'ils souhaitaient créer, serait resté divisée en deux parties séparées et coupée de la Serbie même ») et 16 (« En outre, l'intérêt que les Musulmans de Bosnie et la communauté internationale portaient à Srebrenica ajoutait à son importance. [...] Dans sa résolution déclarant Srebrenica "zone de sécurité", le Conseil de sécurité avait annoncé que l'enclave devrait "être à l'abri de toute attaque armée et de tout autre acte d'hostilité" »). Voir aussi, entre autres, Jugement *Karadžić*, par. 5672 ; Jugement *Popović*, par. 865.
[1969] Voir Jugement, par. 3554 (« [L]a Chambre de première instance conclut que l'enclave de Srebrenica revêtait une importance stratégique considérable pour les dirigeants des Serbes de Bosnie durant le conflit dès lors que la population musulmane de Bosnie, majoritaire dans la région, les empêchait de revendiquer ce territoire comme étant intrinsèquement serbe. En particulier, les dirigeants des Serbes de Bosnie accordaient de l'importance à Srebrenica car elle se situait géographiquement à proximité de la Serbie, et était donc nécessaire au maintien d'une zone frontalière à population serbe contiguë à la Serbie. Pendant la guerre, Srebrenica est également devenue un refuge pour les Musulmans de Bosnie de la région, en particulier lorsqu'elle a été déclarée zone de sécurité de l'ONU. Par conséquent, la Chambre de première instance est convaincue que les Musulmans de Bosnie à Srebrenica constituaient une partie substantielle de la population musulmane en Bosnie-Herzégovine »).
[1970] Voir Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 7 et 11 à 15.

instance devait dès lors déduire que la destruction des communautés visées au chef 1, comme celle des Musulmans de Bosnie de Srebrenica, aurait été, pour chacune d'entre elles, suffisamment importante « pour que l'ensemble du [g]roupe des Musulmans de Bosnie soit affecté[1971] ».

580. La Chambre d'appel rappelle que ce n'est pas simplement *n'importe quel* impact sur un groupe protégé qui permet de conclure à une intention génocidaire ; c'est plutôt l'impact que la destruction de la partie visée du groupe aurait sur la *survie* de ce groupe tout entier qui détermine s'il existe ou non une intention d'en détruire une partie substantielle[1972]. Sur ce point, la Chambre d'appel note que, lorsqu'elle a confirmé la conclusion que les Musulmans de Bosnie de Srebrenica constituaient une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie, la Chambre d'appel saisie de l'affaire *Krstić* a entre autres considéré i) que « [l]a prise de Srebrenica et le nettoyage ethnique de la ville auraient [...] rendu en grande partie vains les efforts militaires déployés par les Musulmans de Bosnie pour assurer la viabilité de leur État[1973] » ; ii) que « [l]e contrôle de la région de Srebrenica était donc essentiel pour [...] la survie de la population musulmane de Bosnie[1974] » ; iii) que « [l]a plupart des habitants musulmans de la région ayant, en 1995, trouvé refuge dans l'enclave de Srebrenica, l'élimination de cette enclave aurait permis de débarrasser la région toute entière de sa population musulmane[1975] » ; iv) que « [l]'élimination de la population musulmane de Srebrenica, malgré les assurances données par la communauté internationale, devait faire prendre conscience à tous les Musulmans de Bosnie de leur vulnérabilité et de leur impuissance face aux troupes militaires serbes[1976] ». Pour parvenir à la même conclusion, la Chambre de première instance en l'espèce a tenu compte d'éléments similaires, par exemple : i) Srebrenica était devenue un refuge pour les Musulmans de Bosnie dans la région[1977], ii) l'impact symbolique du meurtre de Musulmans de Bosnie dans une zone de sécurité de l'ONU[1978], et iii) Srebrenica était l'un des rares territoires

[1971] *Ibidem*, par. 16. Voir aussi *ibid*., par. 5, 6, 8 et 46 ; Réplique de l'Accusation, par. 4 et 39.
[1972] Voir Arrêt *Krstić*, par. 8 (« cette exigence reflète tant le caractère massif du génocide que la préoccupation exprimée dans la Convention quant à l'impact que la destruction de la partie visée du groupe aurait sur la survie du groupe tout entier »). Voir aussi Arrêt *Tolimir*, par. 261 et références citées.
[1973] Arrêt *Krstić*, par. 15.
[1974] *Ibidem*.
[1975] *Ibid*.
[1976] *Ibid*., par. 16.
[1977] Jugement, par. 3554.
[1978] *Ibidem*, par. 3553 et 3554.

encore majoritairement habités par des Musulmans de Bosnie dans la zone revendiquée comme étant la Republika Srpska[1979].

581. Cependant, s'agissant des communautés visées au chef 1, ni les constatations de la Chambre de première instance ni les éléments de preuve invoqués par l'Accusation ne rendent compte d'une menace similaire pesant sur la viabilité ou la survie du groupe des Musulmans de Bosnie. En outre, la Chambre d'appel note que les faits survenus dans les municipalités visées au chef 1 se sont produits en 1992 et sont plus proches du début de la guerre[1980]. En revanche, les faits survenus à Srebrenica ont eu lieu trois ans plus tard, en juillet 1995, alors que des dizaines de milliers de Musulmans de Bosnie qui cherchaient refuge — nombre d'entre eux étant « blessés [...] épuisés, léthargiques et effrayés[1981] » et seulement « cinq pour cent étant des hommes valides[1982] » — s'étaient rassemblés à Srebrenica dans des conditions de vie catastrophiques[1983]. Partant, même si la destruction dirigée contre chacune des communautés visées au chef 1 a pu « représenter les premières étapes musclées de la campagne des Serbes de Bosnie visant à créer un État ethniquement homogène[1984] », la Chambre de première instance avait toute latitude pour déduire que l'impact de cette destruction n'était pas suffisamment important pour affecter la survie du groupe des Musulmans de Bosnie tout entier à l'époque des faits.

582. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel conclut que l'Accusation ne démontre pas que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que les communautés visées au chef 1 ne constituaient pas, chacune, une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine.

583. La Chambre d'appel, les Juges N'gum et Panton étant en désaccord, rejette donc le premier moyen d'appel de l'Accusation.

[1979] *Ibid*., par. 3553.
[1980] Voir, par exemple, *ibid*., par. 3464, 3473, 3479, 3496, 3502, 3510, 3513 à 3523 et 3525.
[1981] *Ibid*., par. 2450.
[1982] *Ibid*., par. 2453.
[1983] Voir, par exemple, *ibid*., par. 2445 à 2454.
[1984] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 15.

B. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en concluant que Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale n'avaient pas été animés de l'« intention de détruire » (deuxième moyen d'appel)

584. Pour dire que le crime de génocide ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[1985], la Chambre de première instance a rappelé qu'elle a conclu que les auteurs matériels des crimes dans les municipalités visées au chef 1 n'avaient pas été animés de l'intention de détruire une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie[1986]. Elle a considéré que, bien que les déclarations et discours de Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale aient été incendiaires, suscité la peur et incité à la haine, ils « auraient pu s'adresser à l'ennemi militaire et auraient pu être utilisés comme moyen de propagande et non exprimer une intention génocidaire[1987] ». Elle a aussi considéré que « l'utilisation fréquente du terme "nettoyage ethnique" et d'autres termes similaires [...] n'indiqu[ait] pas nécessairement qu'il y avait intention de détruire physiquement le groupe protégé[1988] » et que « [l]a rhétorique employée dans ces discours et déclarations a[vait] aidé à la séparation et la division sur des bases ethniques et non à la destruction physique des groupes protégés[1989] ».

585. De plus, la Chambre de première instance a rappelé la conclusion de la majorité, à savoir que certains auteurs matériels des crimes avaient été animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie, mais a considéré qu'« [i]l en fa[llai]t plus pour déduire que les dirigeants des Serbes de Bosnie [avaient] voul[u] détruire les groupes protégés dans les municipalités visées au chef 1 par l'instrumentalisation d'un certain nombre d'auteurs matériels[1990] ». Elle a conclu comme suit : « En l'absence d'autres éléments de preuve qui permettraient sans équivoque de conclure à l'intention génocidaire, les seuls actes prohibés de certains auteurs matériels ne sont pas suffisants pour déduire cette intention[1991]. »

586. L'Accusation soutient que la Chambre de première instance a conclu à tort que le génocide ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale en ne déduisant pas l'« intention de détruire » qui avait animé Mladić et d'autres

[1985] Jugement, par. 4237.
[1986] *Ibidem*, par. 4234. Voir aussi *ibid*., par. 3535 et 3536.
[1987] *Ibid*., par. 4235.
[1988] *Ibid*.
[1989] *Ibid*.
[1990] *Ibid*., par. 4236.
[1991] *Ibid*.

membres de cette entreprise, et en appliquant un niveau de preuve plus rigoureux lorsqu'elle a apprécié cette intention[1992]. Elle avance qu'aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement conclure que, d'une part, les auteurs originaires des municipalités visées au chef 1 avaient été animés de l'intention de détruire une partie du groupe des Musulmans de Bosnie, et que, d'autre part, Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale n'avaient pas été animés de cette intention, alors qu'ils avaient orchestré et contrôlé la campagne criminelle globale et exercé plus de pouvoir que n'importe quel auteur de la région qu'ils ont utilisé comme instrument[1993]. L'Accusation ajoute que Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale ont fait des déclarations publiques traduisant une intention de détruire le groupe des Musulmans de Bosnie, et que la Chambre de première instance a conclu à tort que ces déclarations n'avaient visé qu'une séparation et une division sur des bases ethniques[1994]. Elle soutient que, contrairement aux auteurs de la région qui étaient animés de l'« intention de détruire » dans leurs municipalités respectives, Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale étaient animés de l'intention de détruire les cinq communautés visées au chef 1 qui, ensemble, constituaient une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie[1995]. Elle prie la Chambre d'appel de dire que Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale étaient animés de l'intention génocidaire et partageaient cette intention s'agissant des communautés visées au chef 1, de conclure que le génocide s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale

[1992] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 5 à 8 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 19 à 41 ; CR, p. 74 à 82 et 101 à 103 (26 août 2020). Voir aussi Réplique de l'Accusation, par. 28 à 38.

[1993] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 19 et 22 à 36 ; CR, p. 74 à 80 et 102 (26 août 2020). Voir aussi Réplique de l'Accusation, par. 19 à 27. L'Accusation avance que la Chambre de première instance « semblait justifier l'approche différente qu'elle a adoptée concernant l'intention qui animait les auteurs de la région et celle qui animait des membres [de l'entreprise criminelle commune] par le fait que les auteurs avaient matériellement participé à des actes génocidaires et d'autres actes répréhensibles, ce qui n'était pas le cas des membres de l'entreprise criminelle commune », et elle réaffirme qu'« [i]l s'agit d'une approche à la fois fondamentalement erronée et discutable, puisque certains auteurs qualifiés de matériels étaient des commandants intermédiaires et subalternes qui n'avaient matériellement commis aucun crime ». Voir Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 31 [notes de bas de page non reproduites]. Voir aussi Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 25 ; CR, p. 77 et 78 (26 août 2020).

[1994] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 37 à 41 ; CR, p. 76 et 80 à 82 (26 août 2020). Voir aussi Réplique de l'Accusation, par. 35 à 38.

[1995] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 45 et 46 ; Réplique de l'Accusation, par. 39. À titre subsidiaire de cet argument, l'Accusation invoque les parties substantielles du groupe considérées ensemble, telles qu'exposées dans son premier moyen d'appel, à savoir que chacune des communautés visées au chef 1 constituait séparément une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie. Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 9 c) ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 44 et 45. Voir aussi CR, p. 84 et 85 (26 août 2020). La Chambre d'appel a rejeté le premier moyen d'appel de l'Accusation (voir *supra*, IV. A) et n'examinera donc que l'argument présenté à titre subsidiaire sur ce point.

et de déclarer Mladić coupable du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation, à raison de sa participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie[1996].

587. Mladić répond que la Chambre de première instance a appliqué le critère qui convient en matière de preuve pour dire qu'elle ne pouvait être convaincue que la seule conclusion qui puisse être raisonnablement tirée au vu des éléments de preuve était que lui-même et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale étaient animés de l'intention requise, et que le génocide s'inscrivait dans le cadre du projet commun[1997]. Il avance que l'Accusation ne démontre pas que les éléments de preuve relatifs à l'intention qui l'animait, lui et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale, étaient tels qu'un juge du fait devait raisonnablement en déduire que tout doute raisonnable quant à leur culpabilité avait été levé, et que le critère d'examen en appel n'était pas rempli[1998]. Mladić prie donc la Chambre d'appel de rejeter l'intégralité de l'appel de l'Accusation et des mesures demandées[1999].

588. Comme il est rappelé plus haut, si une déclaration de culpabilité pour génocide repose sur l'intention de détruire « en partie » un groupe protégé, cette partie doit être substantielle[2000]. Ainsi, l'argument de l'Accusation selon lequel la Chambre de première instance devait conclure que Mladić était animé de l'intention de détruire les communautés visées au chef 1 n'est pas susceptible d'invalider la décision de l'acquitter du crime de génocide, à moins que l'Accusation ne démontre que la Chambre de première instance devait aussi conclure que les communautés visées au chef 1 constituaient une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie. Sur ce point, l'Accusation soutient que, si les communautés visées au chef 1 sont comptabilisées ensemble, « la partie proportionnellement plus nombreuse du groupe des Musulmans de Bosnie comprend incontestablement une partie substantielle du groupe[2001] », et réaffirme que la question essentielle à trancher dans l'appréciation de ce caractère substantiel d'un groupe est

[1996] Acte d'appel de l'Accusation, par. 9 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 42 à 44 et 47 ; CR, p. 74, 82, 85, 102 et 103 (26 août 2020). À titre subsidiaire, l'Accusation prie la Chambre d'appel de déclarer Mladić coupable de génocide pour participation à une entreprise criminelle commune de troisième catégorie, ou au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique visée à l'article 7 3) du Statut du TPIY, afin de corriger les erreurs alléguées dans son premier moyen d'appel. Voir Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 48 à 50. Voir aussi Réponse de Mladić, par. 202 à 342 ; Réplique de l'Accusation, par. 40 à 57 ; CR, p. 94 à 99 (26 août 2020). La Chambre d'appel rappelle qu'elle a rejeté le premier moyen d'appel de l'Accusation (voir *supra*, IV. A), et elle rejette donc la mesure subsidiaire demandée sur ce point.
[1997] Réponse de Mladić, par. 88 à 142 ; CR, p. 90 à 93 (26 août 2020).
[1998] Réponse de Mladić, par. 144 à 186 ; CR, p. 93 et 94 (26 août 2020).
[1999] Réponse de Mladić, par. 143, 187 à 201 et 343 ; CR, p. 94 (26 août 2020).
[2000] Voir *supra*, par. 576, renvoyant à Arrêt *Krstić*, par. 8.
[2001] Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 45.

celle de savoir si la partie du groupe visée est suffisamment importante « pour que l'ensemble du groupe soit affecté[2002] ».

589. La Chambre d'appel rappelle toutefois que l'appréciation du caractère substantiel d'un groupe porte sur l'impact que la destruction de la partie visée du groupe aurait sur la survie de ce groupe tout entier[2003]. Étant donné que les communautés visées au chef 1 se composaient globalement d'environ 6,7 % du groupe des Musulmans de Bosnie[2004], la Chambre d'appel considère qu'un juge du fait aurait pu raisonnablement dire que les communautés visées au chef 1, considérées séparément ou globalement, constituaient « une part relativement faible » du groupe[2005]. Partant, elle conclut qu'un juge du fait aurait aussi pu raisonnablement dire que la destruction des communautés visées au chef 1, considérées séparément ou globalement, n'était pas suffisamment importante pour affecter la survie du groupe des Musulmans de Bosnie tout entier à l'époque des faits[2006].

590. Rappelant que la Chambre d'appel n'examine que les erreurs alléguées susceptibles d'influencer l'issue d'un recours[2007], elle n'a pas à se pencher sur les autres arguments de l'Accusation ni sur les mesures qu'elle demandé se rapportant au fait que la Chambre de première instance n'a pas déduit l'« intention de détruire » qui était celle de Mladić et ne l'a pas déclaré coupable du crime de génocide au titre du chef 1 de l'Acte d'accusation.

591. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre d'appel, les Juges N'gum et Panton étant en désaccord, rejette le deuxième moyen d'appel de l'Accusation.

[2002] *Ibidem*, par. 46. Voir aussi *ibid.*, par. 5, 6, 8 et 16 ; Réplique de l'Accusation, par. 4 et 39.
[2003] Voir *supra*, par. 580, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Krstić*, par. 8 (« cette exigence reflète tant le caractère massif du génocide que la préoccupation exprimée dans la Convention quant à l'impact que la destruction de la partie visée du groupe aurait sur la survie du groupe tout entier »).
[2004] Ensemble, les communautés visées au chef 1 se composaient de 128 443 Musulmans de Bosnie alors que, en 1991, la taille totale du groupe des Musulmans de Bosnie était d'environ 1,9 million de personnes, sachant que 43,7 % de 4,4 millions équivaut à 1 922 800 personnes. Voir Jugement, par. 3529 à 3534. Voir aussi *supra*, par. 577 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, note de bas de page 122.
[2005] Voir Jugement, par. 3535. Voir aussi *supra*, par. 577.
[2006] Voir *supra*, IV. A.
[2007] Voir *supra*, II.

V. DISPOSITIF

592. Par ces motifs, **LA CHAMBRE D'APPEL**,

EN APPLICATION de l'article 23 du Statut et de l'article 144 du Règlement,

VU les écritures des parties et leurs exposés présentés au procès en appel le 25 et le 26 août 2020 ;

SIÉGEANT en audience publique ;

REJETTE l'appel de Mladić dans son intégralité, la Juge Nyambe étant en désaccord s'agissant des moyens d'appel 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 9 ;

REJETTE, les Juges N'gum et Panton étant en désaccord, l'appel de l'Accusation dans son intégralité ;

CONFIRME, les Juges N'gum et Panton étant en désaccord, la partie du dispositif dans laquelle la Chambre de première instance a déclaré Mladić non coupable du crime de génocide visé au chef 1 de l'Acte d'accusation ;

CONFIRME la partie du dispositif dans laquelle la Chambre de première instance a déclaré Mladić coupable de prise d'otages, en tant que violation des lois ou coutumes de la guerre, visée au chef 11 de l'Acte d'accusation, en application de l'article 7 1) du Statut du TPIY, et **CONFIRME EN OUTRE**, la Juge Nyambe étant en désaccord, la partie du dispositif dans laquelle la Chambre de première instance a déclaré Mladić coupable du crime de génocide visé au chef 2 de l'Acte d'accusation, de persécutions, un crime contre l'humanité visé au chef 3 de l'Acte d'accusation, d'extermination, un crime contre l'humanité visé au chef 4 de l'Acte d'accusation, d'assassinat, un crime contre l'humanité visé au chef 5 de l'Acte d'accusation, de meurtre, une violation des lois ou coutumes de la guerre visée au chef 6 de l'Acte d'accusation, d'expulsion, un crime contre l'humanité visé au chef 7 de l'Acte d'accusation, d'actes inhumains (transfert forcé), un crime contre l'humanité visé au chef 8 de l'Acte d'accusation, de terrorisation, une violation des lois ou coutumes de la guerre visée au chef 9 de l'Acte d'accusation, et d'attaques illégales contre des civils, une violation des lois ou coutumes de la guerre visée au chef 10 de l'Acte d'accusation, en application de l'article 7 1) du Statut du TPIY ;

CONFIRME, la Juge Nyambe étant en désaccord, la peine d'emprisonnement à vie prononcée contre Mladić par la Chambre de première instance ;

DIT que le présent arrêt est exécutoire immédiatement en application de l'article 145 A) du Règlement ;

ORDONNE que, en application des articles 127 C) et 131 du Règlement, Mladić restera sous la garde du Mécanisme jusqu'à ce que soient arrêtées les dispositions nécessaires à son transfert vers l'État où il purgera sa peine.

Fait en anglais et en français, la version en anglais faisant foi.

La Présidente de la Chambre d'appel

/*signé*/
Prisca Matimba Nyambe

/*signé*/
Aminatta Lois Runeni N'gum

/*signé*/
Seymour Panton

/*signé*/
Elizabeth Ibanda-Nahamya

/*signé*/
Mustapha El Baaj

La Juge Prisca Matimba Nyambe, la Juge Aminatta Lois Runeni N'gum et le Juge Seymour Panton joignent des opinions partiellement dissidentes.

Le 8 juin 2021
La Haye (Pays-Bas)

[Sceau du Mécanisme]

VI. OPINION PARTIELLEMENT DISSIDENTE DE LA JUGE NYAMBE

593. Je suis en désaccord avec la décision de la majorité des juges de rejeter tous les moyens d'appel de Ratko Mladić. Je suis d'avis qu'il aurait dû être fait droit à son appel pour l'ensemble des moyens présentés, exception faite du sixième moyen d'appel[2008]. Ma position repose sur les motifs exposés ci-après. Compte tenu de la complexité et de l'ampleur du dossier et de l'appel, et dès lors qu'il fallait procéder rapidement et travailler à distance, je ne m'intéresserai qu'aux erreurs commises par la Chambre de première instance qui me semblent les plus flagrantes[2009].

A. Premier moyen d'appel – Acte d'accusation et notification

594. Ratko Mladić avance que la Chambre de première instance a commis une erreur en le tenant pénalement comptable ou responsable de « faits non répertoriés qui n'étaient pas précisés[2010] ». Par définition, les faits répertoriés sont des faits qui sont précisés dans une annexe jointe à l'Acte d'accusation[2011]. Ils sont numérotés, identifiés et énumérés[2012]. L'accusé est notifié qu'ils font partie des allégations portées contre lui par le seul fait qu'ils sont annexés à l'Acte d'accusation[2013]. Les faits non répertoriés sont des faits sur lesquels peut s'appuyer l'Accusation pour établir les éléments essentiels constitutifs de l'infraction, par exemple, une ligne de conduite[2014]. Ils sont notifiés, par exemple, dans la liste de témoins établie en application de l'article 65 *ter* du Règlement, dans laquelle l'Accusation précise explicitement qu'un témoin sera appelé à déposer au sujet d'un « fait non répertorié[2015] ».

595. Les faits non répertoriés qui ne sont pas désignés sont des faits qui n'entrent dans aucune des catégories précitées[2016]. Il s'agit de faits à propos desquels des témoins ont porté des accusations pendant les débats, au cours de leur déposition sur des faits répertoriés ou d'autres sujets déterminés, mais pour lesquels la Défense n'a pas été informée qu'ils étaient en réalité

[2008] Le sixième moyen d'appel a trait aux erreurs alléguées concernant l'entreprise criminelle commune relative aux otages.
[2009] Avant d'examiner le fond, je tiens à préciser que je ne suis pas d'accord avec ce qu'a affirmé la majorité des juges dans la partie consacrée aux critères d'examen en appel, à savoir que le Mécanisme n'est « pas li[é] par la jurisprudence du TPIR ou du TPIY », dès lors que tout au long du Jugement et dans le présent arrêt, il est fait référence à la jurisprudence et à des affaires particulières sur lesquelles le TPIR et le TPIY ont statué. Voir arrêt, par. 14.
[2010] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 41 à 60 ; Réplique de Mladić, par. 8 à 14 ; CR, p. 20 à 24, 27 et 28 (25 août 2020) ; CR, p. 59 à 62 (26 août 2020).
[2011] Voir CR, p. 21 (25 août 2020).
[2012] Voir CR, p. 21 (25 août 2020).
[2013] Voir CR, p. 21 (25 août 2020).
[2014] Voir CR, p. 21 (25 août 2020).
[2015] Voir CR, p. 21 (25 août 2020).
[2016] Voir CR, p. 21 (25 août 2020).

des faits, répertoriés ou non, susceptibles d'engager la responsabilité de Ratko Mladić[2017]. Ces faits ne figurent pas dans l'Acte d'accusation. Un juge du fait ne peut prononcer de déclaration de culpabilité pour ces autres accusations. L'Accusation devrait informer la Défense de son intention de les ajouter à l'Acte d'accusation avant que toute déclaration de culpabilité puisse être prononcée. La Défense doit être informée avant que des déclarations de culpabilité puissent être prononcées[2018]. Or, Ratko Mladić n'a été informé de ces faits que lorsque le Jugement a été rendu ; il n'a donc pas renoncé à son droit de soulever cette erreur en appel[2019].

596. Je suis en désaccord avec les conclusions de la majorité des juges relatives à ce moyen d'appel. Je suis d'accord avec les arguments avancés par Ratko Mladić, selon lesquels la Chambre de première instance a sensiblement compromis sa capacité de préparer sa défense en examinant d'office des faits qui n'étaient pas répertoriés dans les annexes A à G de l'Acte d'accusation et des faits non répertoriés que l'Accusation n'avait pas autrement précisés dans les écritures qu'elle a déposées en application de l'article 65 *ter* du Règlement dans le cadre de ses moyens (les « faits non désignés et non répertoriés »), et en s'appuyant sur ceux-ci pour établir les éléments constitutifs des infractions alors qu'il n'avait pas été informé de ces faits. L'Accusation n'a pas répondu à l'argument de Ratko Mladić selon lequel elle n'avait pas prié la Chambre de première instance de prononcer des déclarations de culpabilité relativement aux faits non désignés et non répertoriés, et selon lequel la Chambre de première instance a agi d'office[2020]. Voilà l'erreur commise par la Chambre de première instance. Elle a déclaré Ratko Mladić coupable pour des accusations qui n'ont jamais été désignées comme des faits répertoriés ou des faits non désignés[2021].

597. À titre d'exemple, je note les faits désignés au paragraphe 48 du Mémoire d'appel de Mladić : i) fait survenu à Srebrenica u) meurtres opportunistes du 13 au 14 juillet 1995 ; ii) tir isolé e) le 31 mars 1993 ; iii) fait survenu à Srebrenica w) le 23 juillet 1995 ; iv) tir isolé k) le 9 novembre 1993 ; v) bombardement d) le 14 mai 1992 ; vi) traitement cruel et inhumain j) ii) du 31 mai au 8 juin 1992 ; vii) détention illégale e) iii)[2022].

[2017] Voir CR, p. 21 et 22 (25 août 2020).
[2018] Voir CR, p. 22 (25 août 2020).
[2019] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 43 ; CR, p. 23 (25 août 2020).
[2020] Voir Réplique de Mladić, par. 8.
[2021] Voir CR, p. 22 (25 août 2020) ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 41 à 58.
[2022] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 48 ; CR, p. 23 (25 août 2020).

598. Pour chaque fait ci-dessus, la liste établie en application de l'article 65 *ter* du Règlement ne faisait référence à aucune de ces accusations comme des faits non répertoriés dans le résumé[2023]. C'est la Chambre de première instance, et non l'Accusation, qui a fait référence à ces faits et qui les a définis comme des faits non répertoriés. L'Accusation ne démontre pas que Ratko Mladić a été suffisamment informé du fait que les faits non désignés et non répertoriés seraient invoqués pour établir des infractions distinctes i) en l'informant qu'un témoin déposerait au sujet des faits répertoriés ; ii) en mentionnant des faits non désignés et non répertoriés dans un résumé de témoignage ou une requête, ou en produisant des éléments de preuve les concernant ; iii) en s'appuyant sur les faits non désignés et non répertoriés en tant que faits jugés pour établir les éléments constitutifs d'une infraction[2024]. Contrairement à ce qu'avance l'Accusation[2025], l'emploi d'une formulation ouverte dans l'Acte d'accusation ne devrait pas servir à inclure des accusations portées devant la Chambre de première instance sans en avoir dûment informé la partie adverse, et l'Accusation doit préciser la thèse et les faits pour lesquels elle demande une déclaration de culpabilité. Ce n'est que lorsque le Jugement a été rendu que la Défense a appris pour la première fois que ces accusations étaient considérées comme des faits non répertoriés[2026].

599. Comme l'Accusation n'a pas informé que ces accusations étaient considérées comme des faits non répertoriés, la Chambre de première instance a commis une erreur en les considérant comme tels[2027]. Faute d'avoir été informée, en particulier des faits reprochés, la Défense ne pouvait que présenter des moyens de défense généraux. Or des moyens de défense généraux ne peuvent réfuter une accusation ou un fait précis[2028].

600. Il est dit ce qui suit dans l'Arrêt *Karadžić* :

> Une Chambre de première instance ne peut déclarer un accusé coupable que des infractions visées dans l'acte d'accusation. Les accusations portées et les faits essentiels qui les sous-tendent doivent être présentés de manière suffisamment précise dans l'acte d'accusation pour que l'accusé en soit informé et puisse préparer une défense valable[2029].

[2023] Voir CR, p. 23 (25 août 2020).
[2024] Voir Réplique de Mladić, par. 11, 12 et 14 ; CR, p. 22 et 23 (25 août 2020).
[2025] Voir arrêt, note de bas de page 83.
[2026] Voir CR, p. 23 (25 août 2020).
[2027] Voir CR, p. 23 (25 août 2020).
[2028] Voir CR, p. 27 (25 août 2020).
[2029] Arrêt *Karadžić*, par. 441.

601. Or, il ressort de ce qui précède que l'Acte d'accusation ne précisait pas suffisamment de faits essentiels pour que Ratko Mladić puisse préparer une défense valable.

602. Dans le cas du contre-interrogatoire, une défense valable peut servir à affaiblir la thèse de l'Accusation lorsque la Défense connaît précisément la thèse à réfuter et le fait sur lequel l'Accusation s'appuie pour obtenir une déclaration de culpabilité[2030].

603. À mon sens, l'impact de cette erreur est le suivant : du fait de l'erreur commise par la Chambre de première instance, Ratko Mladić a été tenu pénalement responsable des faits non désignés et non répertoriés, constitutifs de crimes contre l'humanité, de terrorisation, d'actes illicites et de persécutions[2031]. La Chambre de première instance en a alors tenu compte lorsqu'elle a délimité le cadre du chef d'accusation et l'étendue de la responsabilité pénale de Ratko Mladić[2032].

604. Confirmer des conclusions sur ce point serait injuste, et porterait atteinte au droit de Ratko Mladić à un procès équitable tel qu'il est consacré dans le Statut et le Règlement de procédure et de preuve. Pour les raisons qui précèdent, je dirais que les conclusions de la Chambre de première instance fondées sur les faits non désignés et non répertoriés, ainsi que les déclarations de culpabilité pour les chefs 3, 5, 9 et 10 de l'Acte d'accusation, telles que décrites aux paragraphes 51 à 58 du Mémoire d'appel de Mladić, sont invalidées, et je ferais droit au premier moyen d'appel.

B. Deuxième moyen d'appel – Faits jugés

1. Erreur alléguée concernant l'utilisation de faits jugés (moyen d'appel 2.A)

605. Ratko Mladić soutient ce qui suit : i) des raisons impérieuses justifient que la Chambre d'appel revienne sur la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 pour dire si la Chambre de première instance a commis une erreur en dressant le constat judiciaire de faits touchant au comportement de subordonnés immédiats de Ratko Mladić, en application de l'article 94 B) du Règlement du TPIY ; ii) la Chambre de première instance a commis une erreur en appliquant un critère trop strict s'agissant d'éléments de preuve en réfutation[2033].

[2030] Voir CR, p. 27 (25 août 2020).
[2031] Voir CR, p. 27 (25 août 2020).
[2032] Voir CR, p. 27 et 28 (25 août 2020).
[2033] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 62 à 114 ; Réplique de Mladić, par. 16 à 32 ; CR, p. 28 à 40 (25 août 2020) ; CR, p. 62 à 64 (26 août 2020).

a) Utilisation des faits jugés touchant au comportement de subordonnés

606. Dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006, la Chambre d'appel du TPIR a dit que les faits jugés touchant au comportement des auteurs matériels des crimes dont l'accusé serait pénalement responsable peuvent faire l'objet d'un constat judiciaire[2034]. La pertinence des conclusions de la Chambre d'appel du TPIY dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002 et dans la Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007 réside dans les indications supplémentaires qu'elles contiennent quant aux circonstances dans lesquelles les Chambres de première instance doivent s'abstenir d'exercer leur pouvoir discrétionnaire dans ce contexte précis[2035].

607. Dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002, la Chambre d'appel du TPIY a dit ce qui suit : « Lorsque ces éléments sont [...] crucia[ux] pour la cause de l'Accusation et lorsque la personne dont les actes et le comportement sont décrits dans la déclaration écrite est [...] proche de l'accusé, la [c]hambre de première instance *peut décider qu'il ne serait pas équitable envers ce dernier* de permettre que les éléments de preuve soient produits sous forme écrite. L'exercice de son pouvoir discrétionnaire pourrait ainsi conduire la [c]hambre [de première instance] à rejeter une déclaration lorsque les actes et le comportement d'une autre personne que l'accusé, tels que décrits dans la déclaration, se sont produits en présence de l'accusé[2036]. » En outre, dans la Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, la Chambre d'appel du TPIY a rappelé la conclusion tirée dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 : « [I]l était interdit de dresser le constat judiciaire de "[constatations qui avaient] trait aux actes, au comportement et à l'état [d'esprit] de l'accusé"[2037]. »

608. Dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002, la Chambre d'appel du TPIY a considéré que l'admission d'Éléments de preuve 92 *bis* touchant au comportement des « subalternes directs » d'un accusé était intrinsèquement injuste lorsque ceux-ci étaient mis en cause au titre de l'article 7 3) du Statut du TPIY ou que les éléments de preuve tendent à établir des éléments constitutifs de l'article 7 1) du Statut du TPIY[2038]. Elle a jugé cela au motif qu'elle considérait qu'il n'y avait qu'« un pas » entre le fait de conclure que les crimes reprochés ont été commis par ces subordonnés et celui de dire que l'accusé savait ou avait des raisons de savoir que lesdits

[2034] Voir Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 50 ; CR, p. 28 (25 août 2020).
[2035] Voir CR, p. 28 (25 août 2020).
[2036] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 13 [non souligné dans l'original].
[2037] Voir Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16.
[2038] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 16 et 19 ; CR, p. 28 et 29 (25 août 2020).

subordonnés s'apprêtaient à commettre ces crimes ou les avaient commis[2039]. La Chambre d'appel du TPIY a dit qu'il serait préférable que les Chambres de première instance examinent toujours attentivement la question du pouvoir discrétionnaire pour ces cas « difficiles[2040] ».

609. Dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002, la Chambre d'appel du TPIY n'a pas défini les « subalternes directs » en se référant au grade d'un accusé, mais plutôt au comportement généralisé de ces subordonnés, qui permettrait d'inférer « que l'accusé ne pouvait pas ne pas être au courant » ou qu'il était « nécessairement au courant » des objectifs de ses subordonnés[2041]. Elle a considéré que, lorsque ce lien devient suffisamment crucial pour la thèse de l'Accusation relative à la responsabilité, « il ne serait pas équitable envers l'accusé » de permettre que ces éléments de preuve soient produits par écrit car ils ne pourraient pas être contestés par la Défense[2042].

610. Dans le même ordre d'idées, mais dans le contexte particulier des faits jugés, la Chambre d'appel du TPIY a dit dans la Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007 qu'« il [était] possible de dresser le constat judiciaire de constatations concernant l'existence de […] crimes, mais [que] les éléments matériel et moral permettant de mettre en cause la responsabilité de l'accusé pour les crimes en question d[evai]ent être établis par d'autres moyens[2043] ». Elle a établi une distinction entre ces constatations et celles permettant d'établir l'existence de crimes commis par d'autres dont l'accusé n'avait pas à répondre[2044].

611. Partant, la Chambre d'appel du TPIY a considéré dans ces deux affaires que, si le lien entre l'accusé et le crime commis était tel que la responsabilité d'un accusé pouvait aisément se déduire de la déclaration non vérifiée d'un témoin ou d'un fait jugé, l'Accusation devait alors établir cette responsabilité en faisant citer des témoins que la Défense pourrait contre-interroger[2045]. Selon Ratko Mladić, il s'agit là de la différence conceptuelle que la Chambre d'appel du TPIR n'a pas prise en compte dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006, et de la raison pour laquelle la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste en se fondant sur cette décision[2046].

[2039] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 14 ; CR, p. 29 (25 août 2020).
[2040] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 19 ; CR, p. 29 (25 août 2020).
[2041] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 14 ; CR, p. 29 (25 août 2020).
[2042] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 15 ; CR, p. 29 (25 août 2020).
[2043] Voir Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16 ; CR, p. 29 et 30 (25 août 2020).
[2044] Voir Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007, par. 16 ; CR, p. 30 (25 août 2020).
[2045] Voir CR, p. 30 (25 août 2020).
[2046] Voir CR, p. 30 (25 août 2020).

612. À titre d'exemple, je me réfère au fait du 23 juillet 1995 qui figure au paragraphe 2210 du Jugement[2047]. La Chambre de première instance a dressé le constat judiciaire d'un certain nombre de faits jugés se rapportant aux bombes aériennes modifiées que possédait le SRK entre août 1994 et novembre 1995, et de faits jugés ayant trait à un bombardement survenu ce jour-là[2048]. Elle a expressément dressé le constat judiciaire du fait que la « bombe aérienne modifiée venait du nord-ouest, un territoire contrôlé par le SRK[2049] ». Sur le seul fondement d'un fait judiciairement établi, et non en s'appuyant sur des éléments de preuve à charge, la Chambre de première instance a conclu qu'« un ou plusieurs membres du SRK [avaie]nt lancé une bombe aérienne modifiée » ce jour-là, tuant deux civils et en blessant grièvement d'autres[2050].

613. Selon la thèse de l'Accusation, Ratko Mladić était le plus haut responsable de la VRS et a contribué de manière importante à la réalisation des objectifs des entreprises criminelles communes, principalement au moyen des forces de la VRS[2051]. Ces dernières se composaient notamment du SRK qui, d'après l'Accusation, a « exécuté » les ordres de Ratko Mladić en procédant au nettoyage ethnique de municipalités et en terrorisant les civils de Sarajevo par une campagne de bombardements et de tirs isolés[2052]. Compte tenu de ces éléments, le fait jugé établissait que les subordonnés présumés de Ratko Mladić avaient commis les crimes reprochés[2053]. Comme l'Accusation défendait la thèse selon laquelle le SRK exécutait les ordres de Ratko Mladić et ses membres étaient utilisés comme instruments en vue de réaliser les objectifs des entreprises criminelles communes, le fait jugé relatif à l'identité des auteurs était au cœur de sa thèse relative à la responsabilité[2054]. Malgré cela, la Chambre de première instance a dressé le constat judiciaire de ce fait en l'absence d'éléments de preuve à charge permettant d'établir la responsabilité du SRK dans le bombardement[2055].

614. L'exemple donné ci-dessus démontre l'erreur qu'a commise la Chambre de première instance en s'appuyant sur l'approche suivie dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006[2056]. Elle a considéré que le constat judiciaire de faits jugés pouvait être dressé sans restriction lorsque

[2047] Voir aussi CR, p. 32 (25 août 2020).
[2048] Voir Jugement, par. 2209. Voir aussi CR, p. 32 (25 août 2020).
[2049] Voir Jugement, par. 2210, note de bas de page 9385 et fait jugé nº 2871 ; CR, p. 32 (25 août 2020).
[2050] Voir Jugement, par. 2212 ; CR, p. 32 (25 août 2020).
[2051] Voir Acte d'accusation, par. 13 ; CR, p. 32 (25 août 2020).
[2052] Voir Mémoire en clôture de l'Accusation, par. 102 et 103 ; CR, p. 32 (25 août 2020).
[2053] Voir CR, p. 32 (25 août 2020).
[2054] Voir CR, p. 33 (25 août 2020).
[2055] Voir CR, p. 33 (25 août 2020).
[2056] Voir CR, p. 33 (25 août 2020).

les faits touchent au comportement d'autres membres de l'entreprise criminelle commune ou à celui des auteurs matériels[2057]. Je relève d'autres exemples exposés aux paragraphes 107 et 108 du Mémoire d'appel de Mladić, ainsi que des exemples de la manière dont les Chambres de première instance ont exercé leur pouvoir discrétionnaire, pour montrer qu'il existe des divergences dans la pratique[2058].

615. Globalement, deux approches ressortent de la jurisprudence : l'approche *Karemera* et l'approche *Dragomir Milošević*[2059]. Par exemple, la Chambre de première instance saisie de l'affaire *Stanišić et Župljanin* a suivi l'approche *Dragomir Milošević*. Les juges ont conclu comme suit :

> Lorsque les faits proposés sont étroitement liés à la thèse défendue par l'Accusation et se rapportent aux actes et omissions d'autres personnes dont l'accusé est présumé responsable, la Chambre de première instance usera cependant de son pouvoir discrétionnaire pour ne pas en dresser le constat judiciaire si elle considère que cela servirait l'intérêt de la justice[2060].

616. Compte tenu de la thèse présentée par l'Accusation contre Mićo Stanišić et Stojan Župljanin, à savoir que, dans le cadre de leurs fonctions respectives de Ministre du MUP de la Republika Srpska et de Chef du centre régional des services de sécurité de Banja Luka, ils ont commis des crimes au moyen de la police, la Chambre de première instance du TPIY a conclu dans cette affaire qu'« un fait proposé portant sur les crimes commis par la police dans une municipalité de la [Région autonome de Krajina] [était] au cœur de la thèse de l'Accusation[2061] ». Elle n'a pas dressé le constat judiciaire de ces faits pour cette raison, dans l'intérêt de la justice.

617. Surtout, la Chambre de première instance dans cette affaire n'a pas précisé à quels membres de la police le fait proposé s'appliquerait, par exemple, en fonction de leur grade. Elle a considéré que tous les membres de la police pouvaient être les « subalternes directs » des accusés[2062]. Si la Chambre de première instance dans l'affaire *Mladić* avait suivi l'approche

[2057] Voir CR, p. 33 (25 août 2020).
[2058] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 69, notes de bas de page 97 et 98 et références citées ; CR, p. 33 (25 août 2020).
[2059] Voir Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007 ; Décision *Karemera* du 16 juin 2006 ; CR, p. 33 (25 août 2020).
[2060] Voir *Le Procureur c/ Mićo Stanišić and Stojan Župljanin*, affaire n° IT-08-91-T, Décision faisant partiellement droit aux demandes de constat judiciaire de faits jugés présentées par l'Accusation en application de l'article 94 B) du Règlement, 1er avril 2010 (« Décision *Stanišić et Župljanin* du 1er avril 2010 »), par. 41 ; CR, p. 33 et 34 (25 août 2020).
[2061] Voir Décision *Stanišić et Župljanin* du 1er avril 2010, par. 46 ; CR, p. 34 (25 août 2020).
[2062] Voir CR, p. 34 (25 août 2020).

adoptée par la Chambre de première instance dans l'affaire *Stanišić et Župljanin*, elle n'aurait pas exercé son pouvoir discrétionnaire et aurait, dans l'intérêt de la justice, refusé de dresser le constat judiciaire de faits se rapportant aux crimes commis par ceux qui, selon l'Accusation, étaient les subordonnés de Ratko Mladić[2063].

618. Le fait qu'il y ait une telle divergence dans la jurisprudence quant aux approches possibles doit inciter à revenir sur les conclusions que la Chambre d'appel du TPIR a tirées dans la Décision *Karemera* du 16 juin 2006 et à énoncer le critère juridique qui convient[2064].

619. La Chambre de première instance a commis une erreur en admettant une catégorie particulière de faits : les faits se rapportant aux crimes commis par ceux qui, selon l'Accusation, étaient les subordonnés de Ratko Mladić et agissaient sous ses ordres. Les faits étaient suffisamment cruciaux pour la thèse de l'Accusation relative à la responsabilité de Ratko Mladić dans les faits reprochés. Elle aurait donc dû présenter des éléments de preuve sur ce point[2065].

620. La Chambre d'appel peut réexaminer un arrêt interlocutoire antérieur en vertu de son pouvoir discrétionnaire inhérent si une erreur manifeste de raisonnement a été mise en évidence ou si cela se révèle nécessaire pour éviter une injustice. Dans la Décision *Galić* du 7 juin 2002, il est précisé qu'il s'agit d'une question qui relève du pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance puisqu'il y est indiqué que, dans ces circonstances, celle-ci « *peut décider qu'il ne serait pas équitable envers [l'accusé]* » de permettre l'admission de faits[2066]. Comme énoncé au paragraphe 52 de la Décision *Karemera* du 16 juin 2006, « il revient aux Chambres de première instance de les apprécier au cas par cas, en exerçant avec circonspection leur pouvoir d'appréciation, pour décider si le fait d'en dresser le constat judiciaire — et donc de reporter sur l'accusé la charge de produire la preuve contraire — serait compatible avec le respect des droits de l'accusé dans les circonstances de la cause[2067] ». J'adopterais une approche prudente, telle que celle exposée ci-dessus, car elle respecte le droit de Ratko Mladić à un procès équitable. Contrairement à la conclusion de la majorité des juges, il convient donc de réexaminer la Décision en appel relative aux faits jugés pour éviter une injustice. Il ne suffit pas de dire que la Chambre de première instance a seulement pris en compte « au cours de ses délibérations »

[2063] Voir CR, p. 34 et 35 (25 août 2020).
[2064] Voir CR, p. 35 (25 août 2020).
[2065] Voir CR, p. 35 (25 août 2020).
[2066] Voir Décision *Galić* du 7 juin 2002, par. 13 [non souligné dans l'original].
[2067] Décision *Karemera* du 16 juin 2006, par. 52.

les faits jugés ayant trait à « d'autres éléments de preuve », sans précisément faire référence aux éléments de preuve concrets[2068].

621. En outre, la Chambre de première instance a eu tort de ne pas motiver sa décision de rejeter des éléments de preuve en réfutation des faits jugés, a omis à plusieurs reprises d'exposer dans le Jugement quels étaient les faits jugés dont elle avait dressé le constat judiciaire ou sur lesquels elle s'était fondée pour faire des constatations, et elle s'est aussi appuyée sur des faits jugés tirés d'affaires que les juges de la Chambre de première instance avaient présidées précédemment, dans lesquelles il était fait référence au rôle de Ratko Mladić et à sa culpabilité, ce qui a donné lieu à une perception de partialité[2069].

622. À mon avis, la Chambre de première instance a commis une erreur dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, ce qui invalide les conclusions pour lesquelles cette approche a été suivie et qui figurent, par exemple, aux paragraphes 107 et 108 du Mémoire d'appel de Mladić[2070].

b) Imposition d'un critère plus strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation

623. Ratko Mladić affirme que la Chambre de première instance a commis une erreur en appliquant un critère plus strict aux éléments de preuve en réfutation[2071]. Pour les raisons exposées ci-dessous, je serais portée à souscrire à cette affirmation et j'annulerais les conclusions de la Chambre de première instance dans la mesure de l'erreur relevée par la Défense.

624. Le constat judiciaire dressé en application de l'article 94 B) du Règlement du TPIY crée une présomption réfutable d'exactitude du fait en question. Comme la Chambre de première instance l'a reconnu au paragraphe 5272 du Jugement, il ne renverse toutefois pas la charge ultime de la persuasion, qui pèse toujours sur l'Accusation. Cependant, le critère appliqué aux éléments de preuve en réfutation produits par la Défense a été resserré. En conséquence, la Défense a été privée de la possibilité de rouvrir le débat et, partant, de réfuter le fait jugé[2072].

[2068] Voir arrêt, par. 48.
[2069] Voir *ibidem*, par. 39.
[2070] Voir CR, p. 35 (25 août 2020).
[2071] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 96 à 114 ; Réplique de Mladić, par. 20 à 37 ; CR, p. 35 à 40 (25 août 2020) ; CR, p. 63 et 64 (26 août 2020).
[2072] Voir CR, p. 35 et 36 (25 août 2020).

625. Selon la jurisprudence, c'est sur la Défense que pèse la charge de produire des éléments de preuve suffisamment crédibles et fiables pour pouvoir contester l'exactitude du fait jugé en question. Comme l'a dit la Chambre d'appel du TPIR dans la Décision *Karemera* du 29 mai 2009, le critère applicable aux éléments de preuve en réfutation crédibles et fiables est « relativement peu exigeant : il faut non pas prouver de manière incontestable qu'ils sont fiables ou crédibles, mais plutôt apporter des indices suffisants de leur fiabilité et de leur crédibilité[2073] ». Dans une décision relative à des faits jugés rendue le 2 mai 2012, la Chambre de première instance a reconnu elle-même que l'exactitude des faits pouvait, par exemple, être contestée lors du contre-interrogatoire des témoins à charge ou avec la présentation d'éléments de preuve à décharge pour répondre à ce critère[2074].

626. Partant, contrairement à ce qu'affirme l'Accusation au paragraphe 37 de sa réponse, la Défense ne devait pas nécessairement présenter des éléments de preuve en réfutation dans le cadre de ses moyens pour contester l'exactitude du fait jugé en question. Comme la Chambre de première instance l'a reconnu dans cette décision, la Défense pouvait le faire en contre-interrogeant les témoins à charge et en mettant au jour les contradictions et les lacunes dans leurs dépositions[2075]. Au lieu de cela, la Chambre de première instance a imposé une condition supplémentaire erronée pour la présentation des éléments de preuve à décharge. Elle a exigé que les éléments de preuve soient « sans équivoque[2076] ».

627. Au paragraphe 5273 du Jugement, la Chambre de première instance a expliqué selon quelles modalités la Défense pouvait rouvrir le débat en matière de preuves :

> [S]oit en présentant des éléments de preuve relatifs à un autre scénario particulier — au lieu de simplement suggérer un ou plusieurs autres scénarios possibles —, soit en démontrant sans équivoque que la véracité d'un scénario tel que décrit dans le fait jugé doit raisonnablement être écartée[2077].

628. Afin de préciser davantage ce qu'elle entendait par un « autre scénario particulier », la Chambre de première instance a donné un exemple dans la seule note de bas de page de ce paragraphe[2078]. La note est ainsi formulée : « [S]'il est indiqué dans un fait jugé que "B a tué C", et que la Chambre de première instance dispose d'éléments de preuve montrant que "C a peut-être/probablement été tué par A" », la Chambre de première instance a dit que ces éléments

[2073] Voir Décision *Karemera* du 29 mai 2009, par. 15 ; CR, p. 36 (25 août 2020).
[2074] Voir Quatrième Décision relative aux faits jugés, par. 19 ; CR, p. 36 (25 août 2020).
[2075] Voir CR, p. 36 (25 août 2020).
[2076] Voir CR, p. 37 (25 août 2020).
[2077] Voir CR, p. 37 (25 août 2020).
[2078] Voir Jugement, par. 5273 et note de bas de page 18018 ; CR, p. 37 (25 août 2020).

seraient considérés comme insuffisants pour répondre à la condition que les éléments de preuve soient « sans équivoque »[2079].

629. Si quelque chose est possible ou probable, alors un doute subsiste. Lorsqu'un doute subsiste, il va sans dire en droit pénal que ce doute doit profiter à l'accusé[2080]. Demander à la Défense de produire des éléments de preuve ne présentant pas le moindre doute revient à renverser la charge de la preuve et à imposer un critère plus strict — celui de la preuve au-delà de tout doute raisonnable[2081]. Il s'ensuit que déceler l'existence d'un doute lors du contre-interrogatoire de témoins à charge, de sorte à mettre au jour des contradictions ou des lacunes, ne serait pas suffisant[2082].

630. Si l'on suit l'exemple donné par la Chambre de première instance, pour contester l'exactitude du fait jugé sur la base du critère exigé, la Défense aurait donc dû prouver au-delà de tout doute raisonnable que C avait été tué par A[2083]. Elle aurait dû le faire en présentant des éléments de preuve à ce sujet. Il n'existe aucun fondement juridique justifiant ce critère. Le fait que la Chambre de première instance n'invoque aucune jurisprudence à l'appui de ce critère au paragraphe 5273 du Jugement est peut-être révélateur de l'absence d'un tel fondement[2084].

631. Au paragraphe 5274 du Jugement, la Chambre de première instance a affirmé être « *consciente du fait que des éléments de preuve qui contredisent les faits jugés ne réfutent pas automatiquement le fait jugé*[2085] ». La Défense a également dû démontrer que les éléments de preuve produits étaient fiables et crédibles[2086]. Le critère de fiabilité et de crédibilité était une considération secondaire[2087]. Ainsi, la Chambre de première instance a dressé un obstacle supplémentaire que la Défense devait franchir avant de répondre à la condition imposée dans la jurisprudence et rouvrir le débat en matière de preuves[2088].

632. À la lumière de l'explication que la Chambre de première instance a donnée quant à sa méthodologie, je suis convaincue qu'elle a appliqué un critère plus strict. La Défense a expliqué les conséquences de cette erreur aux paragraphes 106 à 113 du Mémoire d'appel de Mladić et

[2079] Voir Jugement, par. 5273 et note de bas de page 18018 ; CR, p. 37 (25 août 2020).
[2080] Voir CR, p. 37 (25 août 2020).
[2081] Voir CR, p. 37 (25 août 2020).
[2082] Voir CR, p. 37 et 38 (25 août 2020).
[2083] Voir CR, p. 38 (25 août 2020).
[2084] Voir CR, p. 38 (25 août 2020).
[2085] Voir CR, p. 38 (25 août 2020) [non souligné dans l'original].
[2086] Voir CR, p. 38 (25 août 2020).
[2087] Voir CR, p. 38 (25 août 2020).
[2088] Voir CR, p. 38 (25 août 2020).

aux paragraphes 22 à 37 de la Réplique de Mladić[2089]. Sur ce point, du fait du critère plus strict qui a été appliqué, la Chambre de première instance a conclu que les éléments de preuve produits par la Défense n'étaient pas suffisants pour rouvrir le débat en matière de preuves ou pour réfuter l'exactitude du fait jugé. La manière dont elle a apprécié les éléments de preuve était erronée puisqu'elle s'est appuyée sur des faits jugés non réfutés pour prouver la responsabilité de Ratko Mladić au titre de l'entreprise criminelle commune principale. Par exemple, elle s'est appuyée sur le fait jugé nº 1476 pour établir la responsabilité pénale de Ratko Mladić concernant le meurtre de toutes les 7 000 à 8 000 victimes qui ne participaient pas directement aux hostilités à Srebrenica[2090]. Même lorsque l'Accusation a produit des éléments de preuve pour contester l'exactitude des faits jugés, l'approche que la Chambre de première instance a suivie a empêché Ratko Mladić de rouvrir le débat en matière de preuves par un contre-interrogatoire. Compte tenu du critère plus strict qui a été appliqué, le seul moyen dont disposait Ratko Mladić pour réfuter le fait jugé était de le réfuter au-delà de tout doute raisonnable. Dès lors que Ratko Mladić ne pouvait pas réfuter les faits jugés, l'Accusation pouvait plus facilement s'acquitter de la charge légale qui pesait sur elle de prouver la culpabilité de Ratko Mladić au-delà de tout doute raisonnable. Aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement appliquer le critère plus strict que la Chambre de première instance a utilisé. Si le critère juridique qui convient avait été appliqué, les éléments de preuve en réfutation découlant du contre-interrogatoire ou présentés par la Défense auraient rouvert le débat, et les faits jugés auraient été réfutés. Dès lors que les éléments de preuve à charge n'étaient pas suffisamment fiables pour établir la responsabilité pénale, la Chambre de première instance serait parvenue à une conclusion différente si le critère qui convient avait été appliqué aux faits jugés. Partant, le fait que la Chambre de première instance se soit appuyée sur les faits dont il a été dressé constat judiciaire pour conclure que Ratko Mladić était responsable des crimes constituait une erreur ayant entraîné une erreur judiciaire[2091].

633. Le fait non répertorié du 24 octobre 1994 qui figure aux paragraphes 2001 à 2003 du Jugement est un autre exemple de l'approche erronée que la Chambre de première instance a suivie[2092].

634. La Chambre de première instance a cherché à se fonder sur des faits jugés selon lesquels le tir provenait d'un lieu où l'on savait que se trouvaient des tireurs isolés du SRK, et selon

[2089] Voir aussi CR, p. 38 (25 août 2020).
[2090] Voir Réplique de Mladić, par. 33 à 37.
[2091] Mémoire d'appel de Mladić, par. 106 à 113 ; Réplique de Mladić, par. 22 à 37.
[2092] Voir CR, p. 39 (25 août 2020).

lesquels l'auteur des tirs appartenait au SRK[2093]. La Défense a avancé que la déposition du témoin expert de l'Accusation, Patrick van der Weijden, qui a expliqué que la victime était directement dans la ligne de mire des tireurs isolés en question, était entachée d'un vice puisque la vue n'était pas dégagée[2094]. Elle a également produit un témoignage d'expert selon lequel des arbres avaient probablement bloqué la ligne de mire[2095]. La Chambre de première instance a conclu que ce témoignage n'était probablement pas suffisant pour contredire le fait jugé en question[2096]. Par ailleurs, elle n'avait pas à examiner les arguments de la Défense concernant les lacunes des éléments de preuve à charge car elle s'est fondée sur le fait jugé non réfuté « à la place »[2097]. Ainsi, même lorsque la Défense a pu faire naître un doute par l'entremise d'un expert et également relever des faiblesses dans les éléments de preuve à charge, cela n'a pas été suffisant pour contester l'exactitude du fait jugé en question[2098]. Si le débat avait été rouvert, les éléments de preuve à charge n'auraient pas été suffisants pour établir à nouveau l'exactitude du fait quant à savoir si la ligne de mire était dégagée, puisque l'Accusation n'aurait pas pu dissiper le doute qui subsistait après le témoignage de l'expert de la Défense ni compenser les faiblesses relevées dans les éléments de preuve à charge[2099].

635. Je me rallie à l'argument de Ratko Mladić selon lequel l'erreur que la Chambre de première instance a commise en imposant un critère trop strict concernant les éléments de preuve en réfutation a rendu ses éléments de preuve « insuffisants » pour rouvrir la procédure de réfutation ou pour réfuter l'exactitude du fait jugé. Comme la Défense l'a avancé, la Chambre de première instance a appliqué un critère erroné aux éléments de preuve en réfutation[2100]. En conséquence, elle a eu tort de suivre l'approche qui était la sienne s'agissant des éléments de preuve présentés par la Défense ou de se fonder sur des contradictions ou des faiblesses dans la thèse de l'Accusation pour rouvrir le débat en matière de preuves[2101]. Tout au long du Jugement, cette erreur a entaché l'approche adoptée par la Chambre de première instance concernant les faits jugés[2102]. Les exemples qui figurent dans le Mémoire d'appel de Mladić démontrent l'existence de cette erreur systématique, si bien que l'approche suivie par la Chambre de

[2093] Voir Jugement, par. 2001 et notes de bas de page 8506 et 8507, renvoyant à faits jugés n^{os} 2752 et 2753 ; CR, 25 août 2020 p. 39.
[2094] Voir Jugement, par. 2001 ; CR, p. 39 (25 août 2020) ; Mémoire en clôture de Mladić, par. 2234 à 2239.
[2095] Voir Jugement, par. 2001 ; CR, p. 39 (25 août 2020).
[2096] Voir Jugement, par. 2002 ; CR, p. 39 (25 août 2020).
[2097] Voir Jugement, par. 2002 ; CR, p. 39 (25 août 2020).
[2098] Voir CR, p. 39 (25 août 2020).
[2099] Voir CR, p. 39 (25 août 2020).
[2100] Voir CR, p. 39 (25 août 2020).
[2101] Voir CR, p. 39 et 40 (25 août 2020).
[2102] Voir CR, p. 40 (25 août 2020).

première instance concernant chaque fait jugé est mise en cause[2103]. Comme l'affirme Ratko Mladić, je suis convaincue que la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste et a appliqué un critère qu'aucune Chambre de première instance n'aurait raisonnablement appliqué et n'a, en réalité, jamais appliqué[2104].

636. Compte tenu de ce qui précède, je conclus que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle a appliqué un critère plus strict s'agissant de la production d'éléments de preuve en réfutation ou lorsqu'elle a fait peser la charge de la persuasion sur Ratko Mladić. Compte tenu de mes conclusions relatives à l'utilisation erronée de faits jugés touchant au comportement de subordonnés, cela signifie que j'accueillerais le moyen d'appel 2.A.

2. La Chambre de première instance aurait commis des erreurs en appliquant un niveau de preuve erroné, en ne motivant pas ses conclusions et en en se fondant sur des éléments de preuve non vérifiés (moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D)

637. Ratko Mladić soutient que la Chambre de première instance a systématiquement commis une erreur de droit et de fait dans l'ensemble du Jugement :

i. en appliquant un niveau de preuve erroné, déchargeant ainsi l'Accusation de son obligation de prouver sa culpabilité au-delà de tout doute raisonnable ;

ii. en ne prenant pas en considération dans son raisonnement des éléments de preuve à décharge clairement pertinents, montrant ainsi qu'elle n'en a pas tenu compte ou qu'elle leur a accordé un poids insuffisant ;

iii. en se fondant uniquement ou de manière déterminante sur des éléments de preuve non vérifiés.

638. L'Accusation n'a pas repoussé ces arguments. En procédant de la sorte, la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste qui a systématiquement causé un préjudice considérable à Ratko Mladić dans l'ensemble du Jugement. Les erreurs de la Chambre de première instance et leurs conséquences, que Ratko Mladić expose plus en détail dans les moyens d'appel 3 à 7 de son mémoire d'appel, pris séparément ou ensemble, invalident les

[2103] Voir CR, p. 40 (25 août 2020).
[2104] Voir CR, p. 40 (25 août 2020).

conclusions fondant les déclarations de culpabilité prononcées contre lui. Partant, je ferais droit aux moyens d'appel 2.B, 2.C et 2.D de Ratko Mladić.

C. Troisième moyen d'appel – Entreprise criminelle commune principale

1. Cadre temporel et géographique de l'entreprise criminelle commune principale

639. La période de l'entreprise criminelle commune principale est définie comme allant de 1991 au 30 novembre 1995, et son cadre géographique se limite à la Bosnie-Herzégovine[2105]. C'est un principe fondamental du droit pénal d'exiger une coexistence dans le temps des éléments matériel et moral du comportement en question[2106]. Il est dit ce qui suit dans l'Arrêt *Nahimana* :

> [L]e Tribunal n'[a] compétence pour condamner un accusé que si tous les éléments qui doivent être établis pour conclure à sa responsabilité ont existé. [...] Les actes ou omissions de l'accusé qui fondent sa responsabilité en vertu d'un mode de responsabilité mentionné aux articles 6(1) ou 6(3) du Statut [du TPIR] ont eu lieu en 1994 et l'accusé avait au moment de ces actes ou omissions l'intention requise (*mens rea*) pour être tenu responsable en vertu du mode de responsabilité en question[2107].

640. Il est dit ce qui suit dans l'Arrêt *Simba* :

> Ce qu'il faut rechercher ce n'est pas si l'intention spécifique a été formée avant la commission des actes mais si, au moment de la commission de ces actes, leurs auteurs étaient animés de l'intention requise[2108].

641. La Chambre d'appel du TPIY a suivi la même approche dans l'Arrêt *Naletilić* :

> Selon le principe de la culpabilité individuelle, un accusé ne peut être déclaré coupable d'un crime que si l'élément moral (*mens rea*) du crime embrasse l'élément matériel (*actus reus*). Le déclarer coupable sans établir qu'il avait connaissance des éléments faisant de ses actes un crime revient à le priver de la présomption d'innocence à laquelle il a droit. Il est évident que l'élément moral nécessaire varie selon le crime commis et le mode de participation. Le principe de base reste toutefois le même : pour qu'un comportement engage la responsabilité pénale de son auteur, il faut que celui-ci ait pu a priori déterminer, sur la base des informations dont il disposait, que le comportement en question était criminel. Pour qu'un accusé soit reconnu coupable d'un crime, il doit à tout le moins avoir eu connaissance des faits qui rendaient son comportement criminel[2109].

642. Dans l'Arrêt *Šainović*, le Juge Tuzmukhamedov s'est exprimé en faveur de cette approche dans son opinion dissidente, lorsqu'il a déclaré que ni le comportement antérieur à la

[2105] Voir Jugement, par. 4232 et 4610 ; CR, p. 41 (25 août 2020).
[2106] Voir CR, p. 41 (25 août 2020).
[2107] Voir Arrêt *Nahimana*, par. 313 ; CR, p. 41 et 42 (25 août 2020).
[2108] Voir Arrêt *Simba*, par. 266 ; CR, p. 42 (25 août 2020).
[2109] Voir Arrêt *Naletilić*, par. 114 ; CR, p. 42 (25 août 2020).

période de l'entreprise criminelle commune, ni les actions ultérieures de l'accusé n'auraient raisonnablement pu constituer une contribution importante à cette entreprise[2110].

643. La Chambre de première instance a commis une erreur dans l'approche qu'elle a suivie, en particulier pour déduire l'état d'esprit qui avait animé Ratko Mladić à partir de déclarations sortant du cadre de l'entreprise criminelle commune principale, faites en 1991 en Croatie, et non en Bosnie-Herzégovine[2111].

644. Il est allégué dans l'Acte d'accusation que Ratko Mladić n'a pas participé à l'entreprise criminelle commune principale avant le 12 mai 1992, date à laquelle il a été nommé chef de l'état-major principal de la VRS[2112]. Avant mai 1992, il ne se trouvait pas sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine et n'appartenait pas non plus à la structure de commandement de la VRS car il était en Croatie et dans la JNA à cette époque[2113]. À mon sens, la première erreur que la Chambre de première instance a commise est d'avoir violé la jurisprudence précitée en tentant de situer en Bosnie-Herzégovine les discours prononcés par Ratko Mladić en 1991, alors qu'il n'existait aucun lien temporel ni géographique le reliant à ces faits[2114]. À l'époque, Ratko Mladić ne faisait pas partie de la chaîne de commandement qui recevait des rapports sur les événements, et il ne pouvait certainement pas envoyer des ordres à des personnes extérieures à sa chaîne de commandement pour qu'elles commettent ces crimes ou punissent leurs auteurs[2115].

645. La deuxième erreur qui a été commise est que le Jugement contient une analyse de déclarations ou d'actes d'autres personnes, notamment des responsables politiques, des membres de la police ou d'autres groupes armés, au cours de la même période, avant l'arrivée de Ratko Mladić en Bosnie-Herzégovine[2116]. Beaucoup des crimes qui sous-tendent l'entreprise criminelle commune principale ont été commis dans la période précédant la présence de Ratko Mladić en Bosnie-Herzégovine et l'existence de la VRS[2117]. À mon avis, cela viole la jurisprudence précitée car la Chambre de première instance s'est fondée sur des faits antérieurs à la nomination de Ratko Mladić, ainsi que son positionnement géographique, pour établir son état d'esprit et sa contribution à une entreprise criminelle commune, alors que l'élément matériel

[2110] Voir Arrêt *Šainović*, *Dissenting Opinion of Judge Tuzmukhamedov*, par. 8 ; CR, p. 42 et 43 (25 août 2020).
[2111] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 304 ; CR, p. 43 (25 août 2020).
[2112] Voir Acte d'accusation, par. 5 ; CR, p. 43 (25 août 2020).
[2113] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 203 ; CR, p. 43 (25 août 2020).
[2114] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 203 ; CR, p. 43 (25 août 2020).
[2115] Voir CR, p. 43 (25 août 2020).
[2116] Voir CR, p. 43 à 45 (25 août 2020).
[2117] Voir CR, p. 45 (25 août 2020).

précédait sa présence physique et temporelle[2118]. L'analyse de l'entreprise criminelle commune principale réalisée dans le Jugement s'appuie en grande partie sur des faits jugés[2119]. Les crimes commis avant que Ratko Mladić et la VRS exercent une direction et un commandement hiérarchiques et militaires dans l'ensemble des régions de la Bosnie-Herzégovine ne peuvent servir à établir l'état d'esprit de Ratko Mladić, même s'il est établi que l'élément matériel a été commis par d'autres[2120].

2. Utilisation de preuves indirectes

646. Je suis d'accord avec la Défense pour dire que la Chambre de première instance a commis une erreur en fondant quasi exclusivement son analyse de la contribution présumée de Ratko Mladić à l'entreprise criminelle commune principale sur des éléments de preuve indirects[2121]. En opérant de la sorte, les conclusions qui s'y rapportent devaient être les seules déductions qui pouvaient être raisonnablement faites. Dans l'Arrêt *Lukić*, la Chambre d'appel du TPIY a rappelé ce qui suit :

> [P]our obtenir gain de cause en contestant en appel l'appréciation des éléments de preuve indirects faite par la Chambre de première instance, l'appelant doit démontrer qu'aucun juge du fait n'aurait pu raisonnablement dire que la conclusion tirée en première instance était la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite[2122].

647. De même, dans l'Arrêt *Boškoski*, la Chambre d'appel du TPIY a fait observer que, lorsqu'une déclaration de culpabilité se fonde sur des preuves indirectes, la conclusion tirée doit être la « *seule* conclusion qui pouvait être raisonnablement tirée[2123] ».

648. Il existait des éléments de preuve directs montrant que Ratko Mladić ne partageait pas l'intention criminelle de l'entreprise criminelle commune principale, notamment les ordres qu'il a donnés à la VRS de respecter les Conventions de Genève et les accords de cessez-le-feu, ainsi que ses carnets[2124], dont la teneur sera traitée dans la partie pertinente de l'analyse ci-dessous. La Chambre de première instance n'a pas retenu ces éléments de preuve car elle considérait qu'elle disposait de davantage d'éléments de preuve indirects attestant le contraire[2125]. Ce rejet

[2118] Voir CR, p. 45 (25 août 2020).
[2119] Voir CR, p. 46 (25 août 2020).
[2120] Voir CR, p. 46 (25 août 2020).
[2121] Voir, par exemple, CR, p. 46 (25 août 2020).
[2122] Voir Arrêt *Lukić*, par. 149 ; CR, p. 46 (25 août 2020).
[2123] Voir Arrêt *Boškoski*, par. 99 ; CR, p. 46 (25 août 2020).
[2124] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 202, 234, 309, 311 et 312, renvoyant, entre autres, à pièces P352, P354, P356, P358, P474 et D451 ; CR, p. 46 et 47 (25 août 2020).
[2125] Voir CR, p. 46 et 47 (25 août 2020).

d'éléments de preuve directs en faveur d'éléments de preuve indirects constitue une erreur manifeste[2126]. Il viole la jurisprudence précitée et le principe *in dubio pro reo*, selon lequel en cas de doute, il sera statué au bénéfice de l'accusé[2127].

649. Après avoir reconnu qu'il existait des éléments de preuve directs montrant que Ratko Mladić n'avait pas eu d'intention criminelle ou ne se trouvait pas dans cet état d'esprit, et si d'autres éléments de preuve indirects corroborent effectivement ces éléments de preuve directs, comme exposé dans le Mémoire d'appel de Mladić[2128], aucun juge du fait ne peut dès lors raisonnablement choisir de méconnaître ces éléments de preuve directs et de tenir compte de « davantage » d'éléments de preuve indirects pour dire que la « seule » déduction qui puisse être faite est qu'il existe des indices de culpabilité[2129]. Les éléments de preuve indirects ne peuvent l'emporter sur les éléments de preuve directs. Je relève également que la plupart des éléments de preuve directs dont disposait la Chambre de première instance, et qu'elle n'a pas pris en compte, comprenaient les carnets qui, selon elle, étaient ceux de Ratko Mladić en personne. Je note les exemples exposés aux paragraphes 202, 234 et 309 du Mémoire d'appel de Mladić[2130]. Sur ce point, les carnets de Ratko Mladić contenaient des éléments de preuve directs montrant les contraintes qu'il avait subies au cours des opérations menées dans les municipalités, ainsi qu'une description de la protection qu'il entendait fournir aux Musulmans de Bosnie et aux Croates de Bosnie[2131], de l'indiscipline croissante au sein de la VRS et du démantèlement du MUP[2132], et de ses efforts pour mettre fin à la commission des crimes de la part de formations militaires rebelles[2133]. Par exemple, Ratko Mladić

i. a consigné dans son carnet que des paramilitaires posaient problème et que des crimes étaient commis[2134] ;

[2126] Voir CR, p. 47 (25 août 2020).
[2127] Voir CR, p. 47 (25 août 2020) ; *Le Procureur c/ Duško Tadić*, affaire nº IT-94-1-A, Décision relative à la requête de l'Appelant aux fins de prorogation de délai et d'admission de moyens de preuve supplémentaires, 16 octobre 1998 (« Décision *Tadić* du 16 octobre 1998 »), par. 73.
[2128] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 312 et note de bas de page 463 ; CR, p. 47 (25 août 2020).
[2129] Voir CR, p. 47 (25 août 2020).
[2130] Voir CR, p. 47 (25 août 2020).
[2131] Voir pièces P356, p. 179, 180 et 218 ; D1514 ; D187.
[2132] Voir pièce P358, p. 242.
[2133] Voir pièces P352, p. 331 et 338 ; P354, p. 48.
[2134] Voir pièce P356, p. 179 et 180.

ii. a ordonné de protéger la population musulmane dans certains villages contre d'éventuelles violences, parce qu'elle avait déclaré son allégeance à la Republika Srpska[2135] ;

iii. a notamment donné l'ordre d'interdire les traitements cruels et les sévices infligés aux civils, aux prisonniers de guerre et aux membres d'organisations internationales, et de traiter obligatoirement tous les prisonniers de guerre dans le respect du droit international de la guerre[2136].

650. À mon avis, la Chambre de première instance a commis une erreur de droit en employant cette méthode viciée qui a servi à établir au-delà de tout doute raisonnable l'état d'esprit de Ratko Mladić sur la base d'éléments de preuve indirects, et à écarter des éléments de preuve directs ; je considère que Ratko Mladić s'est acquitté de la charge qui lui incombait en appel sur ce point[2137].

651. La Chambre de première instance a commis une première erreur lorsqu'elle a tiré des conclusions au sujet de l'état d'esprit de Ratko Mladić avant que l'élément matériel soit établi[2138]. Pour que l'élément matériel d'une entreprise criminelle commune soit établi, la Chambre de première instance doit déterminer l'existence et la portée d'un objectif criminel commun partagé par un ensemble de personnes. Il s'agit d'une condition préalable pour dire si les actes de l'appelant étaient liés à sa participation à l'objectif criminel commun et y ont contribué[2139].

652. La théorie de l'entreprise criminelle commune exige que Ratko Mladić ait contribué de manière importante aux crimes dont il a été déclaré coupable[2140]. À cet effet, le juge du fait doit qualifier la contribution apportée par Ratko Mladić à la réalisation de l'objectif criminel commun[2141].

653. La Chambre de première instance a formulé des hypothèses et a fait des déductions pour lier indirectement Ratko Mladić aux crimes sur la base de la fonction qu'il occupait au sein de

[2135] Voir pièce D1514, p. 1.
[2136] Voir pièce D187, p. 1.
[2137] Voir CR, p. 47 (25 août 2020).
[2138] Voir CR, p. 47 (25 août 2020).
[2139] Voir Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 82 ; CR, p. 48 (25 août 2020), renvoyant, entre autres, à Mémoire d'appel de Mladić, par. 271 à 285.
[2140] Voir Arrêt *Krajišnik*, par. 215 ; Arrêt *Brđanin*, par. 430 ; CR, p. 48 (25 août 2020).
[2141] Voir Arrêt *Brđanin*, par. 430 ; CR, p. 48 (25 août 2020).

la VRS et en se fondant sur des éléments de preuve relatifs au comportement de subordonnés présumés, et conclure à sa culpabilité au titre de cette forme de responsabilité[2142]. Elle s'est également appuyée sur des « liens » indirects au lieu de constater que Ratko Mladić comptait effectivement contribuer à l'un ou l'autre aspect de l'entreprise criminelle commune principale ou avait accepté de le faire[2143].

654. Selon l'opinion dissidente du Juge Tuzmukhamedov dans l'Arrêt *Šainović*,

> aucune personne ne voit sa responsabilité pénale engagée du seul fait de l'autorité dont elle est investie ou de sa capacité à donner des instructions. La responsabilité justifiant une déclaration de culpabilité pénale ne peut être imputée qu'aux personnes qui ont réellement usé de leur pouvoir pour que des crimes soient commis, ou qui ont manqué à leur obligation d'exercer leur influence sur les auteurs de ces crimes. C'est ce que l'Accusation doit prouver au-delà de tout doute raisonnable, et ce que le juge du fait doit établir après avoir motivé sa décision dans le jugement[2144].

655. Une fois l'élément matériel établi, la Chambre de première instance doit alors déterminer si l'intention de servir l'objectif criminel commun que Ratko Mladić partageait peut se déduire de la connaissance qu'il avait, de ses actes, de ses propos et de ses échanges avec d'autres personnes[2145]. La Chambre de première instance doit d'abord établir les composantes objectives de l'élément matériel de l'entreprise criminelle commune avant d'examiner les composantes subjectives de l'élément moral[2146].

656. La Chambre de première instance a commis la deuxième erreur lorsqu'elle a tiré des conclusions au sujet de l'élément moral dans son analyse, alors qu'elle examinait l'élément matériel[2147].

657. En conséquence, si des déductions quant à l'élément moral sont faites avant même que l'élément matériel n'ait été établi, cela serait non seulement contraire à la méthode consacrée expliquée dans la partie traitant de la première erreur, mais soulèverait également la question de savoir comment la Chambre de première instance pourrait rester objective dans l'examen de l'élément moral, alors qu'elle aurait déjà tiré des conclusions défavorables au sujet de l'état d'esprit de Ratko Mladić[2148]. Se fonder sur des conclusions déjà tirées au sujet de la culpabilité

[2142] Voir CR, p. 48 (25 août 2020), renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 3561 et 4218 à 4239.
[2143] Voir CR, p. 49 (25 août 2020).
[2144] Voir Arrêt *Šainović*, *Dissenting Opinion of Judge Tuzmukhamedov*, par. 34 ; CR, p. 49 (25 août 2020).
[2145] Voir Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 82 ; CR, p. 49 et 50 (25 août 2020).
[2146] Voir Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 82 ; CR, p. 50 (25 août 2020).
[2147] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 262 à 290 ; CR, p. 50 (25 août 2020).
[2148] Voir CR, p. 50 et 51 (25 août 2020).

de Ratko Mladić ne permet pas une analyse objective ou mesurée de son état d'esprit[2149]. Au contraire, la Chambre de première instance a appliqué automatiquement ces conclusions pour reconnaître Ratko Mladić coupable, entachant ainsi ses conclusions d'un vice indélébile[2150].

658. Compte tenu de ce qui précède, je considère que la méthode utilisée par la Chambre de première instance pour établir les différents éléments constitutifs de l'entreprise criminelle commune principale est erronée, ce qui invalide les conclusions relatives à cette entreprise[2151]. Recourir à pareille approche fragmentaire a privé Ratko Mladić de ses droits découlant du principe *in dubio pro reo*, selon lequel en cas de doute, il sera statué au bénéfice de l'accusé[2152], et de son droit à un procès équitable[2153]. En outre, je suis d'avis que la Chambre de première instance n'a pas pu expliquer dans quelle mesure Ratko Mladić avait pris part à des crimes ou avait servi l'objectif criminel commun[2154]. Dans le Jugement, le comportement spécifique par lequel Ratko Mladić a contribué à l'entreprise criminelle commune principale à l'époque où il se trouvait en Bosnie-Herzégovine et exerçait ses fonctions au sein de la VRS n'est pas qualifié comme il convient[2155]. En menant une analyse aussi nébuleuse et floue, où l'analyse de l'élément matériel se confond à celle de l'élément moral, la Chambre de première instance n'a finalement pas précisé si elle tenait Ratko Mladić responsable de comportement actif, d'omission, ou des deux[2156].

3. Autorité exercée sur les paramilitaires et le MUP

a) Paramilitaires

659. La Chambre de première instance a recensé environ 60 groupes paramilitaires, représentant entre 4 000 et 5 000 hommes, sur le territoire de la République serbe de Bosnie à partir de juillet 1992[2157]. Elle a également reconnu que Ratko Mladić avait déployé des efforts en vue de désarmer et de démanteler ces unités et groupes, et a constaté ce qui suit :

> Le 28 juillet 1992, Mladić a ordonné de désarmer, le 15 août 1992 au plus tard, toutes les formations paramilitaires, tous les groupes paramilitaires et tous les individus armés

[2149] Voir CR, p. 51 (25 août 2020).
[2150] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 291 ; Réplique de Mladić, par. 55 ; CR, p. 51 (25 août 2020).
[2151] Voir CR, p. 51 (25 août 2020).
[2152] Voir Décision *Tadić* du 16 octobre 1998, par. 73.
[2153] Voir CR, p. 51 (25 août 2020).
[2154] Voir CR, p. 51 (25 août 2020).
[2155] Voir CR, p. 51 (25 août 2020).
[2156] Voir CR, p. 51 et 52 (25 août 2020).
[2157] Voir Jugement, par. 3855 ; CR, p. 52 (25 août 2020).

> présents sur le territoire de la République serbe de Bosnie qui ne se soumettraient pas au commandement unique de la VRS[2158].

660. Aucun juge du fait ne pourrait raisonnablement passer sous silence les tentatives constantes de Ratko Mladić et de la VRS d'éradiquer les paramilitaires, et à la fois retenir des actes que ces mêmes paramilitaires auraient commis, en les qualifiant de participants à l'entreprise criminelle commune principale[2159]. Ratko Mladić ne peut avoir lutté pour éradiquer les paramilitaires serbes tout en contribuant en même temps à leurs actions, et donc en contribuant de manière importante à l'objectif commun présumé au moyen de ces paramilitaires[2160]. Je me rallie au grief de la Défense selon lequel la Chambre de première instance n'a pas accordé suffisamment de poids aux nombreux ordres que Ratko Mladić avait donnés à ses subordonnés de désarmer, éliminer ou liquider les groupes paramilitaires serbes et de les arrêter s'ils avaient commis des crimes[2161]. En effet :

i. Dans l'ordre qu'il a donné le 30 juillet 1992, Ratko Mladić *a ordonné qu'il soit proposé à tous les paramilitaires nourrissant des intentions louables de rejoindre la VRS, et que ceux qui refusaient ou qui « avaient commis des méfaits, s'étaient livrés au pillage ou avaient commis d'autres crimes » soient « désarmés, arrêtés et poursuivis* »[2162] ;

ii. Dans l'ordre qu'il a donné le 17 août 1992, Ratko Mladić *a ordonné à divers corps de la VRS de faire rapport au sujet du désarmement des formations paramilitaires dans leurs zones de responsabilité respectives*[2163] ;

iii. Dans l'ordre qu'il a donné le 22 mai 1993, Ratko Mladić *a ordonné que des mesures disciplinaires soient prises pour les écarts de conduite, et que les groupes paramilitaires « soient arrêtés et éliminés, ou physiquement liquidés en cas de résistance*[2164] ».

661. Plusieurs réunions consignées dans les carnets attribués à Ratko Mladić attestent de l'approche qu'il a suivie, consistant à ne tolérer ni les actions des groupes paramilitaires, ni

[2158] Voir Jugement, par. 3855 ; CR, p. 52 (25 août 2020).
[2159] Voir CR, p. 52 (25 août 2020).
[2160] Voir CR, p. 52 (25 août 2020).
[2161] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 309 et 310 ; Jugement, par. 3840, 3847, 3852 et 4419, renvoyant à pièces P5112 (ordre de Mladić de désarmer toutes les formations paramilitaires, 28 juillet 1992), P5116 (ordre de Mladić relatif aux rapports sur le désarmement des formations paramilitaires, 17 août 1992) et D1499 (ordre adressé par Mladić aux commandements des corps d'armée de la VRS concernant la discipline, 22 mai 1993) ; CR, p. 52 (25 août 2020).
[2162] Voir pièce P5112, p. 3 [non souligné dans l'original].
[2163] Voir pièce P5116.
[2164] Voir pièce D1499, p. 2 [non souligné dans l'original].

l'existence même de ces groupes[2165]. Son opposition à l'existence de ces groupes et à leurs activités est étayée et consignée pour toute la période allant de son arrivée en Bosnie-Herzégovine en 1992, jusqu'à la fin de l'entreprise criminelle commune principale alléguée en 1995[2166].

662. Plutôt que de parvenir à des conclusions en faveur de Ratko Mladić à la lumière de la preuve directe de son opposition aux paramilitaires, la Chambre de première instance a tenté en quelque sorte de présenter des liens inexistants et de donner l'impression d'une mise en œuvre conjointe d'objectifs communs avec la VRS, en ayant recours à une terminologie ambiguë fondée sur des éléments de preuve indirects, impropre à une analyse en règle conformément à l'article 7 3) du Statut du TPIY, et en utilisant des termes tels que « a opéré en coopération » ou encore « agissaient en coordination » avec des unités de la VRS[2167].

663. Les éléments de preuve directs font cependant apparaître le contraire. Par exemple, Ratko Mladić a personnellement envoyé à Ilidža une unité d'élite de la VRS qui lui était directement subordonnée, le 65e régiment de protection, laquelle a combattu un groupe paramilitaire. Cet exemple se fonde sur les dires du témoin Vladimir Radojčić, qui a expliqué que les membres de ce groupe paramilitaire étaient plus nombreux que ceux de la police militaire mis à la disposition du commandant de brigade qui avait demandé l'aide de Ratko Mladić pour combattre ce groupe[2168].

664. L'ordre a été donné à de nombreuses reprises de les désarmer et de les arrêter, tel que le montrent les pièces P5112, P5116 et D1499, invoquées dans le Jugement et décrites au paragraphe 660 plus haut[2169]. Seuls ceux qui n'avaient pas commis de crimes ont été autorisés à se soumettre aux lois de la guerre et à être incorporés à l'armée, et ils ont été séparés, affectés à d'autres unités, de sorte à ne pas travailler ensemble[2170]. Au sujet des paramilitaires, la VRS et Ratko Mladić estiment « *que les intentions patriotiques des personnes susmentionnées sont*

[2165] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 309, note de bas de page 452 et références citées ; CR, p. 52 (25 août 2020).
[2166] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 310 ; CR, p. 52 et 53 (25 août 2020).
[2167] Voir Jugement, par. 3859, 3863, 3866 et 3873 ; CR, p. 53 (25 août 2020).
[2168] Voir CR, p. 23055 (26 juin 2014) ; CR, p. 53 (25 août 2020).
[2169] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 309 et 310 ; Jugement, par. 3840, 3847, 3852 et 4419, renvoyant à pièces P5112 (ordre de Mladić de désarmer toutes les formations paramilitaires, 28 juillet 1992), P5116 (ordre de Mladić relatif aux rapports sur le désarmement des formations paramilitaires, 17 août 1992) et D1499 (ordre adressé par Mladić aux commandements des corps d'armée de la VRS concernant la discipline, 22 mai 1993) ; CR, p. 53 (25 août 2020).
[2170] Voir CR, p. 53 (25 août 2020).

secondaires, et l'enrichissement illégal et le pillage sont la seule raison de leur présence dans cette région[2171] ».

b) MUP

665. L'approche erronée adoptée par la Chambre de première instance se manifeste le plus clairement dans le fait qu'elle a eu recours à des faits jugés et qu'elle a suivi un raisonnement inexact pour établir que Ratko Mladić exerçait la direction et le commandement du MUP[2172]. L'exemple le plus frappant de cette erreur figure dans le Jugement, où la Chambre de première instance reconnaît qu'elle ne peut pas faire la distinction entre les actes et les crimes commis par la VRS ou par des membres du MUP et d'autres, mais les amalgame plutôt pour les besoins de l'entreprise criminelle commune principale[2173]. Par exemple, au paragraphe 4239 du Jugement, elle a déclaré ce qui suit :

> Nombre des crimes reprochés ont été commis par des membres de la VRS, placés sous le commandement opérationnel de l'un quelconque des corps d'armée, et en définitive de l'état-major principal de la VRS. De nombreux autres crimes ont été commis par des membres du MUP, placés sous le contrôle opérationnel de la VRS ou sous le contrôle du MUP. Certains crimes ont été commis par des membres de la [Défense territoriale], placés sous le contrôle du Ministre de la défense des Serbes de Bosnie. D'autres crimes ont été commis par des groupes paramilitaires subordonnés à la VRS ou au MUP[2174].

666. La Chambre de première instance a inventé une toute nouvelle forme de responsabilité dans la jurisprudence relative à la direction et au commandement — « le contrôle opérationnel[2175] ». Quels en sont les fondements en droit et dans la jurisprudence ? La Chambre de première instance est muette sur ce point[2176]. Les éléments de preuve contraires ne le sont pas[2177].

667. Premièrement, je fais remarquer que des éléments de preuve ont été produits en réfutation des faits jugés relatifs à la direction et au commandement[2178]. Deuxièmement, le dossier abonde en éléments de preuve fiables et crédibles montrant que les actions coordonnées entre le MUP et la VRS n'ont abouti à aucune resubordination sous le commandement de

[2171] Voir CR, p. 54 (25 août 2020) [non souligné dans l'original].
[2172] Comparer Mémoire d'appel de Mladić, par. 218 à 221 avec Jugement, par. 3794. Voir CR, p. 54 (25 août 2020).
[2173] Voir CR, p. 54 (25 août 2020).
[2174] Voir aussi CR, p. 54 (25 août 2020).
[2175] Voir CR, p. 55 (25 août 2020).
[2176] Voir CR, p. 55 (25 août 2020).
[2177] Voir CR, p. 55 (25 août 2020).
[2178] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 218 ; CR, p. 55 (25 août 2020).

l'armée[2179]. Le témoin expert de l'Accusation, le témoin Theunens, a notamment déposé dans ce sens[2180]. Il a expliqué ce qui suit :

> lorsqu'une unité A et une unité B doivent coordonner leurs opérations, il n'existe aucun lien de subordination entre elles. Cependant, il va sans dire qu'un commandant se trouve à la tête de ces deux unités et donne des ordres et des instructions quant aux modalités de coordination de leurs opérations[2181].

668. Les éléments de preuve ont montré que, à tout moment, le contrôle effectif des unités du MUP, la transmission de l'information et la discipline dépendaient du commandant du MUP et du Ministère du MUP[2182].

669. Compte tenu de ces éléments de preuve relatifs au MUP, et conformément aux exigences du principe *in dubio pro reo*, la Chambre de première instance s'est montrée déraisonnable et a donc commis une erreur en concluant que Ratko Mladić avait partagé l'intention du MUP, ou qu'il avait contribué à l'objectif criminel de l'entreprise criminelle commune principale par les actions du MUP[2183].

4. Objectifs militaires légitimes de la VRS

670. La Chambre de première instance a commis une erreur dans ses conclusions lorsqu'elle a établi un lien entre les activités légitimes de Ratko Mladić et les objectifs politiques des responsables politiques[2184]. Elle a conclu que Ratko Mladić pouvait exercer une influence sur les dirigeants politiques[2185]. Or, dans le même temps, elle a fait référence à des éléments de preuve montrant que Ratko Mladić était soumis continuellement aux dirigeants politiques[2186]. La Chambre de première instance a choisi de manière sélective les interprétations souvent contradictoires de personnes extérieures à l'ONU au sujet du comportement de Ratko Mladić[2187].

671. Par exemple, au rebours de la déposition du témoin Wilson sur laquelle s'est fondée la Chambre de première instance[2188], et de la simplification excessive qu'elle a faite ailleurs dans

[2179] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 221 ; CR, p. 55 (25 août 2020).
[2180] Voir CR, p. 20615 à 20617 (10 décembre 2013) ; CR, p. 55 (25 août 2020).
[2181] CR, p. 20616 (10 décembre 2013).
[2182] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 221, note de bas de page 327 et références citées ; CR, p. 55 (25 août 2020).
[2183] Voir CR, p. 55 (25 août 2020).
[2184] Voir CR, p. 55 et 56 (25 août 2020).
[2185] Voir Jugement, par. 4474 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 204 ; CR, p. 56 (25 août 2020).
[2186] Voir Jugement, par. 4466 et 4472 à 4474 ; CR, p. 56 (25 août 2020).
[2187] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 204 ; CR, p. 56 (25 août 2020).
[2188] Voir Jugement, par. 4473 ; CR, p. 56 (25 août 2020).

le Jugement concernant l'existence du commandement suprême chargé de toutes les missions et objectifs de la lutte armée, il ressort clairement du même document utilisé tout au long du Jugement, la pièce P338, que l'état-major principal de la VRS de Ratko Mladić formulait ses propres missions militaires, à savoir sept objectifs militaires généraux, et non les six objectifs stratégiques énoncés par les responsables politiques[2189]. Les sept objectifs militaires généraux étaient les suivants :

i. La « défense du peuple serbe contre un génocide qui serait perpétré par les forces musulmanes et croates » ;

ii. La « protection des biens du peuple serbe et de son patrimoine culturel » ;

iii. La « libération des territoires qui nous appartiennent et sur lesquels [le peuple serbe a] des droits historiques imprescriptibles » ;

iv. « Infliger les pertes les plus lourdes possibles aux forces musulmanes et croates », en « neutralisant et détruisant leur personnel et leurs pièces d'artillerie de combat » ;

v. La « neutralisation des installations en territoire ennemi, ou leur destruction » ;

vi. L'« éclatement des forces ennemies sur une large zone, sur tous les champs de bataille de l'ancienne Bosnie-Herzégovine » ;

vii. L'« érosion graduelle de la puissance offensive de l'ennemi, c'est-à-dire l'anéantissement de ses forces ainsi que la prise de l'initiative et la création de conditions propices à des offensives fermes visant à vaincre ses forces et à les expulser de zones qui ont toujours appartenu au [peuple serbe], tout en évitant de lourdes pertes dans les rangs [serbes] »[2190].

672. Ces objectifs n'avaient aucun sens malveillant[2191]. Des missions militaires légitimes y étaient simplement énoncées[2192].

[2189] Voir pièce P338 (rapport sur l'analyse de la préparation au combat et des activités de la VRS en 1992, 5 avril 1993), p. 159 ; CR, p. 56 (25 août 2020).
[2190] Voir pièce P338 (rapport sur l'analyse de la préparation au combat et des activités de la VRS en 1992, 5 avril 1993), p. 159.
[2191] Voir CR, p. 56 (25 août 2020).
[2192] Voir CR, p. 56 (25 août 2020).

673. Hormis des conjectures, le Jugement ne contient pas de conclusions, ni d'analyse importante permettant de savoir si même les objectifs stratégiques politiques, ou le document relatif aux municipalités de types A et B, étaient en soi criminels[2193]. L'Arrêt *Perišić* nous montre que la mise en œuvre des objectifs stratégiques de la Republika Srpska n'impliquait pas la commission systématique de crimes[2194].

674. Se contenter d'invoquer des objectifs d'ordre politique et se prêter à des conjectures à leur sujet ne suffit pas à atteindre le niveau de preuve suffisant pour établir l'existence d'un projet criminel commun[2195]. Il est dit dans l'Arrêt *Martić* que les intentions politiques ne suffisent pas pour établir une entreprise criminelle commune[2196].

675. L'absence de la moindre corrélation entre, d'une part, Ratko Mladić et la VRS et, d'autre part, les autorités politiques, ni du moindre objectif identique, encore moins d'un objectif criminel commun, ressort au paragraphe 3707 du Jugement[2197]. La Chambre de première instance y a déclaré ce qui suit :

> Mladić a noté dans son carnet que le 8 novembre 1992, lors d'une réunion entre notamment Karadžić, Krajišnik et les commandants de corps d'armée, Krajišnik a déclaré : « [L]'armée est utilisée de façon disproportionnée dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs stratégiques. Nous n'avons pas atteint les objectifs concernant la Neretva, l'accès à la mer et la région du Podrinje. Nous avons atteint ceux concernant le corridor et la séparation d'avec les Musulmans »[2198].

676. Au lieu d'exposer une analyse des objectifs politiques et militaires clairement divergents, le Jugement ne renferme aucune analyse en règle du principe *in dubio pro reo* ni de son application[2199].

677. Le fait d'accomplir des tâches courantes isolément ne suffit pas pour établir un indice de culpabilité et ne peut se substituer à l'élément matériel ou moral requis pour l'entreprise criminelle commune principale[2200]. La Chambre de première instance n'a pas expliqué en quoi l'accomplissement de tâches militaires courantes par Ratko Mladić avait eu un effet concret sur les activités des auteurs et y avait contribué de manière importante pendant la commission de

[2193] Voir CR, p. 56 et 57 (25 août 2020).
[2194] Voir Arrêt *Perišić*, par. 100 à 102 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 243 ; CR, p. 57 (25 août 2020).
[2195] Voir CR, p. 57 (25 août 2020).
[2196] Voir Arrêt *Martić*, par. 123 et 124 ; CR, p. 57 (25 août 2020).
[2197] Voir CR, p. 57 (25 août 2020).
[2198] Jugement, par. 3707.
[2199] Voir CR, p. 57 (25 août 2020).
[2200] Voir CR, p. 57 et 58 (25 août 2020).

crimes servant l'objectif commun[2201]. Sans cette analyse, la Chambre de première instance n'a pas pu expliquer dans quelle mesure Ratko Mladić avait pris part aux crimes commis dans le cadre de la réalisation de l'objectif commun allégué[2202]. Je considère que la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste de raisonnement en concluant que Ratko Mladić avait contribué de manière importante à l'entreprise criminelle commune principale[2203]. Je relève en outre que, comme il est précisé dans l'Arrêt *Perišić*, la VRS n'était pas en soi une organisation criminelle et qu'elle a mené des activités de combat légales[2204]. Sur ce point, dans l'affaire *Perišić*, la Chambre d'appel du TPIY a « soulign[é] que la VRS était engagée dans des activités de combat légales et n'était pas une organisation purement criminelle[2205] ».

678. Même la théorie fortement controversée de l'entreprise criminelle commune impose que Ratko Mladić ait apporté une contribution importante aux crimes, laquelle nécessite la contribution de l'accusé à l'objectif commun[2206]. La question de savoir en quoi les actes et le comportement de Ratko Mladić dans l'exercice des tâches courantes qu'il a accomplies en qualité de commandant militaire ont eu le moindre effet tangible sur les crimes commis dans le cadre d'un objectif commun reste sans réponse aucune[2207]. C'est une erreur[2208].

679. La Chambre de première instance n'a fait aucun cas de la déduction raisonnable tirée à partir des commentaires de Ratko Mladić et de son discours prononcés à la 16e séance de l'Assemblée lorsqu'il a pris pour la première fois ses fonctions au sein de la VRS et a déclaré : « *[N]ous ne voulons pas d'une guerre contre les Musulmans en tant que peuple, ni contre les Croates en tant que peuple*[2209]. » Il a prononcé cette phrase après la proclamation des six objectifs stratégiques par Karadžić, et elle peut s'interpréter simplement comme signifiant *de ne s'engager dans la guerre qu'en cas d'attaque et contre des combattants, et non des civils*, ce qui est une position légitime[2210].

[2201] Voir CR, p. 58 (25 août 2020).
[2202] Voir CR, p. 58 (25 août 2020).
[2203] Voir CR, p. 58 (25 août 2020).
[2204] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 206 et note de bas de page 308, renvoyant à Arrêt *Perišić*, par. 57 à 69 ; CR, p. 58 (25 août 2020).
[2205] Arrêt *Perišić*, par. 57.
[2206] Voir Arrêt *Brđanin*, par. 430 ; CR, p. 58 (25 août 2020).
[2207] Voir CR, p. 58 (25 août 2020).
[2208] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 235 ; CR, p. 58 (25 août 2020).
[2209] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 325 et note de bas de page 475, renvoyant à pièce P431, p. 33 [non souligné dans l'original] ; CR, p. 58 et 59 (25 août 2020).
[2210] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 326 ; CR, p. 59 (25 août 2020).

680. Les ordres de l'état-major principal de la VRS qui figurent au dossier, en particulier ceux émanant de Ratko Mladić, étaient parfaitement licites et légitimes[2211]. Ils étaient spécifiques car ils peuvent s'interpréter comme étant de nature militaire[2212]. Leur objectif ne peut aucunement être lié à un projet ou objectif criminel[2213]. Par exemple :

i. Dans la directive du 6 juin 1992 de l'état-major principal de la VRS, Ratko Mladić faisait le point sur les évolutions militaires et politiques, donnait des instructions quant aux actions militaires supplémentaires à prendre et énonçait notamment l'objectif d'assurer la sécurité des avions faisant passer l'aide humanitaire et l'approvisionnement normal en nourriture et en médicaments à la population civile[2214] ;

ii. Le 23 juin 1992, Ratko Mladić a pris la directive de l'état-major principal de la VRS relative à l'extension du corridor entre Romanija et Semberija et au rétablissement de la circulation sur les routes autour du cours moyen de la Drina[2215] ;

iii. Une lettre de l'état-major principal de la VRS datée du 17 octobre 1993, signée par Ratko Mladić, concernait l'absence de contrôle par les forces serbes dans le transfert illégal de personnes et de marchandises, notamment le franchissement de la ligne de front par des réfugiés quittant le territoire contrôlé par l'ennemi et leur passage autorisé en Republika Srpska, ainsi que le passage autorisé de couples mixtes ou d'enfants issus de mariages mixtes[2216] ;

iv. Le 16 avril 1994, ayant remarqué l'attention médiatique mondiale, Ratko Mladić a donné l'ordre suivant : les civils et les prisonniers de guerre à Goražde doivent être mieux traités, les « traitements cruels sont strictement interdits, ainsi que les sévices et la destruction physique de la population civile, des prisonniers de guerre et des membres des organisations internationales », et « [t]ous les prisonniers de guerre doivent être traités dans le respect du droit international de la guerre »[2217] ;

[2211] Voir, par exemple, pièces P474 ; P3673 ; P4145 ; D187 ; D726 ; D1514 ; CR, p. 59 (25 août 2020).
[2212] Voir CR, p. 59 (25 août 2020).
[2213] Voir CR, p. 59 (25 août 2020).
[2214] Voir pièce P474.
[2215] Voir pièce P3673.
[2216] Voir pièce P4145.
[2217] Voir pièce D187.

v. Dans l'ordre de l'état-major principal de la VRS du 14 mai 1993, Ratko Mladić a notamment ordonné le passage sans entrave de l'aide humanitaire ainsi que le respect du droit international humanitaire, y compris des Conventions de Genève[2218] ;

vi. Dans l'ordre de l'état-major principal de la VRS du 16 juin 1993, Ratko Mladić a enjoint aux commandements à tous les niveaux de veiller à ce que l'aide humanitaire soit livrée et à ce que tous les membres des organisations internationales humanitaires puissent circuler librement[2219] ;

vii. Dans l'ordre de l'état-major principal de la VRS du 28 novembre 1992, Ratko Mladić a notamment ordonné de protéger la population musulmane dans certains villages contre des violences parce qu'elle avait déclaré son allégeance à la Republika Srpska[2220].

681. Dès la directive du 6 juin 1992, lors de sa prise de fonctions au commandement de la VRS, Ratko Mladić a invariablement exhorté au respect des Conventions de Genève et au traitement convenable des civils et des prisonniers de guerre[2221]. Ces ordres montrent qu'il a ordonné à ses subordonnés de se conformer au droit international et qu'il ne leur a ordonné de réaliser les buts d'aucun objectif criminel commun[2222].

682. Étant donné que la Chambre de première instance a complètement écarté ces éléments de preuve directs montrant les ordres licites de Ratko Mladić, il incombe à la Chambre d'appel d'intervenir dans l'analyse de l'élément moral que la Chambre de première instance a menée, dans laquelle ces éléments de preuve directs revêtant une valeur probante ont reçu un poids insuffisant[2223].

5. Conclusion

683. Compte tenu de ce qui précède, j'annulerais les déclarations de culpabilité prononcées par la Chambre de première instance sur la base de l'entreprise criminelle commune principale et je ferais droit au troisième moyen d'appel de Ratko Mladić.

[2218] Voir pièce D726.
[2219] Voir pièce P5219.
[2220] Voir pièce D1514.
[2221] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 311 et 312, renvoyant, entre autres, à pièce P474 ; CR, p. 59 (25 août 2020).
[2222] Voir CR, p. 59 (25 août 2020).
[2223] Voir CR, p. 59 (25 août 2020).

D. Quatrième moyen d'appel – Entreprise criminelle commune relative à Sarajevo

684. Ratko Mladić avance notamment que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit en concluant que le TPIY avait compétence pour connaître du crime de terrorisation[2224]. Je fais d'emblée observer que son argument repose essentiellement sur le fait que l'on ne peut considérer que la terrorisation en tant qu'infraction pénale faisait partie intégrante du droit international coutumier pendant la période couverte par l'Acte d'accusation. Il ne conteste pas la conclusion qu'il existait une règle coutumière interdisant la terrorisation[2225].

685. Le fondement juridique sur lequel s'est appuyée la Chambre de première instance pour se déclarer compétente pour connaître du crime de terrorisation figure au paragraphe 3185 du Jugement, dans lequel elle a conclu que « [l]a Chambre d'appel [du TPIY] a confirmé que le Tribunal était compétent pour connaître de ce crime », et a invoqué deux affaires à l'appui de cette conclusion : l'Arrêt *Galić* et l'Arrêt *Dragomir Milošević*[2226].

686. Dans un premier temps, la Chambre d'appel saisie de l'affaire *Galić* a pris acte des observations du Secrétaire général des Nations Unies, à savoir que « *le Tribunal international devait appliquer "des règles du droit international humanitaire qui font partie sans aucun doute possible du droit coutumier"*[2227] ». La Chambre d'appel du TPIY a ensuite expliqué l'importance pour les juges d'analyser la jurisprudence afin de ne pas confondre une règle coutumière interdisant un certain comportement et une règle coutumière qui l'érige en infraction[2228]. En effet, « dans la plupart des cas, les règles du droit conventionnel interdisent tel ou tel acte sans l'incriminer ou ne définissent pas avec suffisamment de précision les éléments constitutifs de l'acte qu'elles érigent en crime[2229] ».

687. Après avoir examiné les pratiques nationales afin de savoir s'il existait ou non une pratique des États suffisante pour faire apparaître une règle du droit international coutumier érigeant la terrorisation en infraction, la Chambre d'appel du TPIY a conclu dans l'affaire *Galić* que l'engagement de la responsabilité pénale individuelle pouvait s'inférer de la pratique des

[2224] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 336 à 349 ; Réplique de Mladić, par. 67 à 69 ; CR, p. 60 à 64 (25 août 2020) ; CR, p. 66 à 68 (26 août 2020).
[2225] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 341 ; CR, p. 60 (25 août 2020).
[2226] Voir Jugement, par. 3185et note de bas de page 13183, renvoyant à Arrêt *Galić*, par. 87 à 90 et Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 30 ; CR, p. 60 (25 août 2020).
[2227] Voir Arrêt *Galić*, par. 81 [non souligné dans l'original] ; CR, p. 61 (25 août 2020).
[2228] Voir Arrêt *Galić*, par. 83 ; CR, p. 61 (25 août 2020).
[2229] Voir Arrêt *Galić*, par. 83 ; CR, p. 61 (25 août 2020).

États[2230]. Elle a mis en avant six États pour illustrer l'existence de cette pratique : la Côte d'Ivoire, l'ancienne Tchécoslovaquie, l'Éthiopie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse[2231]. Ayant examiné de plus près les autres États qu'elle a mentionnés — l'Irlande, le Bangladesh, les États-Unis, la Chine et l'ex-Yougoslavie —, il ressort qu'ils n'ont, en fait, pas érigé la terrorisation en infraction et que l'on ne peut donc affirmer qu'ils apportent la preuve de l'existence d'une pratique des États pour ce crime[2232]. Partant, sur la base de six, ou tout au plus de 12 États, la Chambre d'appel du TPIY dans l'affaire *Galić* a conclu sans aucun doute possible que la violation de l'interdiction de terroriser la population civile édictée par les protocoles additionnels des Conventions de Genève engageait, en droit international coutumier, la responsabilité pénale individuelle de son auteur[2233]. Le Juge Schomburg était en désaccord[2234] et a conclu que, si le droit international pénal *interdisait* incontestablement la terrorisation[2235] à l'époque où Galić a commis les crimes reprochés, la pratique des États ne l'*incriminait* pas suffisamment pour qu'elle soit établie, et que la responsabilité pénale individuelle ne pouvait donc être imputée à Galić sur ce fondement[2236].

688. Dans l'affaire *Dragomir Milošević*, la Chambre d'appel du TPIY s'est appuyée sur l'Arrêt *Galić* pour conclure que le Tribunal avait compétence pour connaître du crime de terrorisation puisqu'il était érigé en infraction dans le droit international coutumier[2237]. Dans l'Arrêt *Dragomir Milošević*, le Juge Liu était en désaccord[2238]. Il a souscrit à l'analyse dissidente du Judge Schomburg dans l'Arrêt *Galić* et a conclu qu'une règle coutumière érigeant la terrorisation en infraction ne pouvait être établie en l'absence d'une pratique des États suffisante[2239]. Je partage l'analyse du Juge Liu et du Juge Schomburg et me rallie à leur conclusion qu'une règle coutumière érigeant la terrorisation en infraction ne peut être établie en l'absence d'une pratique des États suffisante à l'époque des faits.

[2230] Voir Arrêt *Galić*, par. 92 ; CR, p. 61 (25 août 2020).
[2231] Voir Arrêt *Galić*, par. 94 et 95 ; CR, p. 61 (25 août 2020).
[2232] Voir Arrêt *Galić*, par. 94 à 96 ; CR, p. 61 (25 août 2020).
[2233] Voir Arrêt *Galić*, par. 96 ; CR, p. 62 (25 août 2020).
[2234] Voir Arrêt *Galić*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 9 à 13 ; Réplique de Mladić, par. 68 ; CR, p. 61 (25 août 2020).
[2235] Voir Arrêt *Galić*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 7 et 19.
[2236] Voir *ibidem*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 2 et 4 à 24.
[2237] Voir Arrêt *Dragomir Milošević*, par. 30 ; CR, p. 62 (25 août 2020).
[2238] Voir Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 1 à 13 ; CR, p. 62 (25 août 2020).
[2239] Voir Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 1 à 13 ; CR, p. 62 (25 août 2020).

689. Il est important et utile de se pencher sur l'approche suivie par la Chambre d'appel dans l'affaire *Galić* en matière de pratique des États à la lumière de l'arrêt rendu dans l'affaire *Plateau continental de la mer du Nord*[2240]. Dans cette affaire, la Cour internationale de Justice a conclu que la pratique des États ne pouvait constituer une règle coutumière que si elle était « fréquente et pratiquement uniforme[2241] ». Par conséquent, lorsque la pratique des États est insuffisante, une règle coutumière ne peut être établie[2242].

690. Des six États que la Chambre d'appel a mis en avant dans l'affaire *Galić* comme ayant effectivement érigé la terrorisation en infraction, aucun n'était un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à l'époque des faits, et aucun ne se trouve sur le continent asiatique, américain ou océanien[2243]. Aucun système juridique de *common law* ou autre n'y est représenté[2244]. La pratique des États censée exister dans ces six États selon l'Arrêt *Galić* ne constitue pas une preuve suffisante d'une pratique établie, fréquente ou pratiquement uniforme, tel que l'exige l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Plateau continental de la mer du Nord*[2245]. À mon sens, la conclusion formulée dans l'Arrêt *Galić* ne remplit manifestement pas les critères requis pour établir, sans aucun doute possible, que la terrorisation en tant qu'infraction pénale faisait partie intégrante du droit international coutumier à l'époque des faits[2246].

691. La Quatrième condition, telle qu'énoncée par la Chambre d'appel du TPIY dans l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence est ainsi libellée : « [L]a violation de la règle doit [engager, en] droit international coutumier, la responsabilité pénale individuelle de son auteur » — une condition à laquelle les Juges Schomburg et Liu ont fait référence dans leurs opinions dissidentes respectives, dans l'Arrêt *Galić* et dans l'Arrêt *Dragomir Milošević*[2247]. Ratko Mladić soutient que l'existence d'une telle règle coutumière n'est pas établie dans l'Arrêt *Galić*[2248]. Je suis d'accord. Cet argument est étayé par l'opinion dissidente du Juge Schomburg dans l'Arrêt *Galić*, que j'ai résumée au paragraphe 687 plus haut, et par l'opinion dissidente du

[2240] Voir *Plateau continental de la mer du Nord*, arrêt, 20 février 1969, C.I.J. Recueil 1969, p. 3 (« Arrêt, Plateau continental de la mer du Nord ») ; CR, p. 62 (25 août 2020).
[2241] Voir Arrêt, Plateau continental de la mer du Nord, par. 74 ; CR, p. 62 (25 août 2020).
[2242] Voir CR, p. 62 (25 août 2020).
[2243] Voir Arrêt *Galić*, par. 94 à 97 ; CR, p. 62 (25 août 2020).
[2244] Voir CR, p. 62 (25 août 2020).
[2245] Voir CR, p. 62 et 63 (25 août 2020).
[2246] Voir CR, p. 63 (25 août 2020).
[2247] Voir Arrêt *Galić*, par. 91 ; Arrêt *Galić*, Opinion individuelle et partiellement dissidente du Juge Schomburg, par. 5 ; Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 2 ; Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, par. 94 ; CR, p. 63 (25 août 2020).
[2248] CR, p. 63 (25 août 2020).

Juge Liu dans l'Arrêt *Dragomir Milošević*, lequel a déclaré qu'il considérait que : « [R]ien ne nous fonde à conclure que [l']interdiction [de la terrorisation] était sans aucun doute possible érigée en crime en droit international coutumier à l'époque des faits[2249]. » Partant, je considère qu'il existe des raisons impérieuses de s'écarter de l'Arrêt *Galić* sur ce point.

692. J'en viens à l'incidence que le crédit accordé par la Chambre de première instance à l'Arrêt *Galić* a eue sur les moyens présentés par Ratko Mladić. Comme le montre le paragraphe 3185 du Jugement, la Chambre de première instance s'est appuyée sur le fondement juridique erroné invoqué dans l'Arrêt *Galić* concernant la terrorisation en tant qu'infraction pénale et l'a réutilisé[2250]. Au procès en première instance, la Défense a signalé l'erreur commise dans l'Arrêt *Galić*, mais la Chambre de première instance ne s'est pas intéressée à la question et a conclu que « rien dans les arguments invoqués par la Défense ne l'amènerait à s'écarter de la jurisprudence constante[2251] ». Si la Chambre de première instance avait mené l'une ou l'autre analyse juridique, elle n'aurait pas pu être convaincue sans aucun doute possible que la terrorisation constituait une infraction dans le droit international coutumier pendant la période des faits reprochés à Ratko Mladić[2252].

693. Le Secrétaire général de l'ONU a expressément précisé que le principe *nullum crimen sine lege* imposait au Tribunal d'appliquer des règles qui faisaient partie sans aucun doute possible du droit coutumier à l'époque des infractions[2253]. Or, ériger la terrorisation en infraction ne remplit pas cette condition[2254]. Je suis donc d'avis que la Chambre de première instance a commis une erreur lorsqu'elle s'est fondée sur les conclusions de l'Arrêt *Galić* et s'est déclarée compétente pour connaître du crime de terrorisation en vertu de l'article 3 du Statut du TPIY.

694. Pour les raisons qui précèdent, je ferais droit au quatrième moyen d'appel. Les considérations relatives à la terrorisation n'auraient pas dû faire partie de l'analyse se rapportant à l'entreprise criminelle commune relative à Sarajevo.

[2249] Voir Arrêt *Dragomir Milošević*, Opinion partiellement dissidente du Juge Liu Daqun, par. 1.
[2250] Voir CR, p. 63 (25 août 2020).
[2251] Voir Jugement, par. 3185 ; CR, p. 63 (25 août 2020).
[2252] Voir CR, p. 63 et 64 (25 août 2020).
[2253] Voir Arrêt *Galić*, par. 81 ; CR, p. 64 (25 août 2020).
[2254] Voir CR, p. 64 (25 août 2020).

E. Cinquième moyen d'appel – Entreprise criminelle commune relative à Srebrenica

1. Transfert forcé

695. S'agissant du transfert forcé, la Défense soutient que la Chambre de première instance s'est appuyée de manière sélective sur les éléments de preuve, y compris ceux apportés par le témoin Franken, un officier du DutchBat, uniquement lorsqu'ils étayaient sa conclusion erronée, mais qu'elle n'a pas tenu compte des explications de ce témoin selon lesquelles le transfert forcé était une évacuation humanitaire ordonnée, et effectivement organisée, aux plus hauts niveaux de l'ONU, et que l'ONU a demandé à Ratko Mladić d'apporter son assistance à cette évacuation humanitaire[2255]. Dans ces seuls paragraphes, le témoin Franken est invoqué de manière sélective et hors contexte à pas moins de 61 reprises, et le témoin Nikolić est mentionné 35 fois[2256]. Les témoins membres du DutchBat et d'autres témoins ont désigné le témoin Momir Nikolić, et non Ratko Mladić, comme étant celui qui a principalement incité à commettre les violences se rapportant aux autocars[2257]. Par exemple, la Défense a avancé au procès en première instance que le témoin Momir Nikolić avait minimisé l'importance de son rôle aux réunions à l'hôtel Fontana, mais que le témoin Pieter Boering avait expliqué que le témoin Momir Nikolić « s'occupait de tout à ce moment-là[2258] ». La Chambre de première instance s'est également appuyée sur les dires d'autres officiers du DutchBat de rang encore plus inférieur qui n'avaient peut-être pas connaissance de l'accord relatif à l'évacuation que l'ONU avait présenté à Ratko Mladić lorsqu'il a rencontré le colonel Thom Karremans pour la première fois[2259].

696. Au paragraphe 224 de sa réponse, l'Accusation rappelle que la Chambre de première instance s'est également appuyée sur la déposition du témoin Eelco Koster, un subalterne de rang encore plus inférieur, qui a rencontré Ratko Mladić en personne, et se fonde sur les déclarations de ce témoin mais pas sur l'enregistrement vidéo de la rencontre[2260]. Il existe un enregistrement vidéo de l'intégralité des échanges. Le témoin Koster a gardé un souvenir des faits sur la base d'une interprétation erronée qui lui a été faite à l'époque sur le terrain et qui n'a

[2255] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 575 à 583 ; Réplique de Mladić, par. 87 et 88 ; CR, p. 64 à 71 (25 août 2020) ; Jugement, par. 2474 à 2478 et 2480 à 2559.
[2256] Voir CR, p. 65 (25 août 2020).
[2257] Voir CR, p. 65 (25 août 2020).
[2258] Voir Jugement, par. 2475 ; Mémoire en clôture de Mladić, par. 2567 ; pièce P1139, p. 1878 et 1879.
[2259] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 578 ; CR, p. 65 (25 août 2020).
[2260] Voir Réponse de l'Accusation, par. 224 et note de bas de page 802, renvoyant à Jugement, par. 5118 ; CR, p. 65 (25 août 2020).

été corrigée que des années plus tard par le service de traduction du TPIY qui a examiné cet enregistrement vidéo[2261].

697. Il est dit ce qui suit dans la séquence vidéo :

> Membre de la FORPRONU : Hmm... Roger, je vais informer mon commandant.
>
> Interprète : Il dit que tous les gens vont aller dans des autocars –
>
> Mladić : Tous ceux qui veulent être transportés seront transportés, les petits, les gros, les vieux, les jeunes. N'ayez pas peur. Doucement, doucement, laissez partir les femmes et les enfants en premier. Trente autocars vont arriver et vont vous conduire à Kladanj. De là, vous passerez en territoire contrôlé par les forces d'Alija. Ne paniquez pas. Laissez partir les enfants et les femmes en premier. Faites attention à ne perdre aucun enfant. N'ayez pas peur. Personne ne vous fera de mal.
>
> Homme dans la foule : Longue vie à vous[2262].

698. Les mots prononcés en serbe par Ratko Mladić ont été mal traduits en quelque chose de bien pire pour le témoin Koster qui, lorsque cette séquence vidéo lui a été montrée au procès en première instance, s'est identifié comme le soldat du DutchBat au casque bleu qui parlait à Ratko Mladić, assisté d'un interprète[2263]. Le commandant avec qui il communique par radio est le témoin Franken[2264].

699. Pour démontrer la sincérité de l'intention de Ratko Mladić de participer à une évacuation humanitaire et volontaire, on le voit répéter aux civils dans l'enregistrement vidéo que s'ils veulent partir, des autocars seront mis à leur disposition[2265]. Comme il est dit dans la séquence vidéo mentionnée plus haut, les civils musulmans de Bosnie dans la foule ont remercié et loué Ratko Mladić[2266]. Dans le même enregistrement vidéo, Ratko Mladić s'adresse ensuite à d'autres civils rassemblés et leur dit explicitement que ceux qui veulent rester et rentrer chez eux peuvent le faire[2267]. Les propos et les actes de Ratko Mladić à Potočari, lequel s'est exprimé dans la même langue que celle comprise par les Musulmans de Bosnie, ne cadrent pas avec ce que l'officier subalterne du DutchBat avait compris[2268].

[2261] Voir Réplique de Mladić, par. 88 ; CR, p. 66 (25 août 2020) ; pièce P1147.
[2262] Voir pièce P1147 ; CR, p. 66 (25 août 2020).
[2263] Voir CR, p. 1229 et 1230 (20 juillet 2012) ; CR, p. 66 et 67 (25 août 2020).
[2264] Voir CR, p. 67 (25 août 2020).
[2265] Voir pièce P1147 ; CR, p. 67 (25 août 2020).
[2266] Voir pièce P1147 ; CR, p. 67 (25 août 2020).
[2267] Voir pièce P1147 ; CR, p. 67 (25 août 2020).
[2268] Voir CR, p. 67 (25 août 2020).

700. Premièrement, il apparaît que, avant l'arrivée de Ratko Mladić à Potočari — et donc avant l'arrivée des autocars —, les plus hauts responsables de l'ONU avaient décidé qu'une évacuation depuis Potočari était nécessaire pour des raisons humanitaires[2269]. La Défense a invoqué de nombreux éléments de preuve à ce propos au paragraphe 578 du Mémoire d'appel de Mladić, notamment les déclarations des témoins Cornelis Nicolai (chef d'état-major du commandement de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine du 28 février au 2 septembre 1995), Pieter Boering (commandant au DutchBat du 3 janvier à juillet 1995) et Joseph Kingori (un observateur militaire kényen de l'ONU, en poste dans l'enclave de Srebrenica de mars 1995 au 20 juillet 1995 ou vers cette date)[2270].

701. Deuxièmement, le témoin Nicolai a expliqué qu'il avait obtenu l'autorisation du Ministre de la défense néerlandais d'ordonner au colonel Karremans (le commandant du DutchBat à Srebrenica) d'obtenir l'aide de Ratko Mladić, de la lui demander, en vue de mener une évacuation humanitaire urgente depuis Potočari[2271]. Cela a eu lieu avant les réunions à l'hôtel Fontana avec Ratko Mladić[2272].

702. Troisièmement, à la première réunion à l'hôtel Fontana, on voit dans l'enregistrement vidéo le colonel Karremans déclarer que les dirigeants civils des Musulmans de Bosnie avaient demandé à la population de partir, et transmettre à Ratko Mladić la demande d'assistance de l'ONU concernant l'évacuation humanitaire[2273]. Le témoin Richard Butler, un expert militaire que l'Accusation a fait citer, l'a confirmé et a précisé que, d'après ses recherches, les « réfugiés voulaient partir » mais les circonstances dans lesquelles ils voulaient le faire étaient « sujettes à débat »[2274]. En outre, le propre commandant en second du colonel Karremans, le témoin Boering, qui était là en personne, a déclaré au procès en première instance que l'ONU ne disposait pas de suffisamment d'autocars pour mener seule cette évacuation[2275]. En effet, selon le témoin RM-253, les dirigeants civils musulmans avaient déjà ordonné à leur propre

[2269] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 578 ; CR, p. 67 (25 août 2020).
[2270] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 578, note de bas de page 659 et références citées ; Jugement, par. 4548 ; CR, p. 67 (25 août 2020).
[2271] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 578, note de bas de page 661 et références citées ; CR, p. 67 et 68 (25 août 2020).
[2272] Voir CR, p. 68 (25 août 2020).
[2273] Voir pièce P1147 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 578, note de bas de page 663 et références citées ; CR, p. 68 (25 août 2020).
[2274] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 578 et note de bas de page 662 ; CR, p. 16825 (16 septembre 2013) ; CR, p. 68 (25 août 2020).
[2275] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 578, notes de bas de page 663 et 664, et références citées ; CR, p. 68 (25 août 2020).

population de partir, à Potočari pour les femmes, les enfants et les personnes âgées, et à Šušnjari pour les combattants[2276].

703. Le commandant de la FORPRONU, le général Rupert Smith, l'Ambassadeur Yasushi Akashi et le Secrétaire général adjoint de l'ONU à l'époque, Kofi Annan, ont participé à ces réunions et discussions de haut niveau de l'ONU[2277]. Selon moi, il ressort de toutes ces réunions et discussions que l'ONU a demandé l'aide de Ratko Mladić pour évacuer les civils de Potočari.

704. Comme le montre l'enregistrement vidéo portant la cote P1147, aux trois réunions tenues à l'hôtel Fontana, on voit que Ratko Mladić est bienveillant et qu'il apporte du réconfort aux participants, notamment en leur proposant des cigarettes, de la bière et des sandwichs pour le déjeuner[2278]. Il a la même attitude à la troisième réunion à l'hôtel Fontana en présence de civils musulmans de Bosnie, où Ratko Mladić propose notamment d'escorter en toute sécurité dans son véhicule personnel une participante, Ćamila Omanović, ainsi que sa fille, son petit-fils et sa mère pendant l'évacuation[2279]. Le témoin à charge Richard Butler n'a pas pu identifier le moindre propos criminel prononcé par Ratko Mladić à ces réunions[2280]. Sur ce point, le témoin a déclaré :

> Puisque concrètement Srebrenica vient d'être prise et le général Mladić tente d'obtenir la reddition de la 28e division plutôt que de continuer à l'affronter, le fait qu'il a proposé un cessez-le-feu et qu'il a pris les dispositions nécessaires pour que ces personnes se déplacent, à l'hôtel Fontana en l'occurrence, en vue de négocier cette reddition, pour moi, tout cela est techniquement correct[2281].

705. L'erreur de la Chambre de première instance s'illustre par le fait qu'elle a fait fi de sa propre constatation dans laquelle elle admettait que, pendant les réunions à l'hôtel Fontana, Mladić a donné aux civils le choix de partir en Yougoslavie ou dans la Fédération, ou de rester en Republika Srpska[2282]. Le témoin Milovan Milutinović a expliqué que

> Mladić avait donné sa parole à la délégation musulmane que toutes les personnes rassemblées à Potočari qui avaient remis leurs armes pouvaient choi[sir] de se rendre en « Yougoslavie, dans la Fédération » ou de rester en République serbe de Bosnie, et leur avait garanti tous les droits et libertés[2283].

[2276] Voir pièce P1547, par. 2 ; CR, p. 12516 et 12517 (11 juin 2013) ; CR, p. 68 (25 août 2020).
[2277] Voir pièce D1479 ; CR, p. 68 (25 août 2020).
[2278] Voir pièce P1147, p. 31 ; CR, p. 69 (25 août 2020).
[2279] Voir pièce P1147, p. 50 ; CR, p. 69 (25 août 2020).
[2280] Voir CR, p. 69 (25 août 2020).
[2281] Voir CR, p. 16831 (16 septembre 2013) ; CR, p. 72 (25 août 2020).
[2282] Voir Jugement, par. 2472 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 579, note de bas de page 668 et références citées ; CR, p. 69 (25 août 2020).
[2283] Voir Jugement, par. 2472.

706. En ce qui concerne une nouvelle fois le témoin Franken, l'officier du DutchBat qui fait partie des principaux officiers de rang inférieur sur lesquels elle s'est appuyée de manière sélective pour transformer cette évacuation humanitaire en crime de transfert forcé, la Chambre de première instance s'est concentrée sur la déposition du témoin Franken pour conclure que « le transport de Musulmans de Bosnie de Potočari à Kladanj n'a pas été décidé par la délégation musulmane mais a été ordonné par Mladić[2284] ». Il est surprenant, et c'est une erreur manifeste, que la Chambre de première instance n'ait pas tenu compte des dires de ce même témoin qui a déclaré le contraire, en violation du principe *in dubio pro reo*[2285].

707. Sur ce point, le témoin Franken a reconnu que son commandant, le colonel Karremans, lui avait ordonné d'apporter son assistance à la VRS concernant l'évacuation humanitaire, et que Franken avait appris plus tard que le général Ruppert Smith et d'autres hauts responsables de l'ONU avaient demandé à Ratko Mladić l'évacuation, et que la séparation des hommes était conforme aux lois de la guerre, afin de déterminer s'ils étaient des combattants[2286]. Surtout, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte du fait que le témoin Franken n'avait jamais vu auparavant l'intégralité de l'enregistrement vidéo à l'hôtel Fontana[2287]. Dans ce contexte, la Chambre de première instance a commis une erreur en s'appuyant de manière sélective sur les autres dépositions des témoins Franken, Koster et d'autres officiers du DutchBat de rang inférieur, compte tenu des éléments de preuve abondants, dont celui du témoin Franken, et surtout de ceux de plus hauts responsables du DutchBat et de responsables des Nations Unies qui montrent que c'est l'ONU, et non Ratko Mladić, qui a ordonné cette évacuation pour des raisons humanitaires, et que ce dernier s'est entendu avec l'ONU pour apporter son aide[2288]. À l'appui de mes observations, je me réfère aux explications de l'ancien commandant de la FORPRONU, le général Sir Michael Rose, devant la Chambre des Lords (Royaume-Uni) le 6 septembre 2017, dont Ratko Mladić a demandé l'admission comme moyens de preuve supplémentaires en appel[2289]. Selon la déclaration du général Sir Michael Rose, « *les Nations Unies réussissaient remarquablement bien dans [...] l'acheminement de l'aide humanitaire [et] la Bosnie demeure un des seuls conflits majeurs durant lequel peu de*

[2284] Voir Jugement, par. 5004 ; CR, p. 69 (25 août 2020).
[2285] Voir CR, p. 69 (25 août 2020).
[2286] Voir CR, p. 10804, 10807, 10817 à 10823, 10824 et 10825 (8 mai 2013) ; pièce D280, p. 6 ; CR, p. 70 (25 août 2020).
[2287] Voir CR, p. 10803 à 10807 (8 mai 2013) ; CR, p. 70 (25 août 2020).
[2288] Voir CR, p. 70 (25 août 2020).
[2289] *Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, document public avec annexe A confidentielle et annexe B publique, 31 décembre 2018.

personnes, voire aucune, ne sont mortes de faim ou de froid[2290] ». Je précise à ce stade que la majorité des juges de la présente Chambre d'appel a décidé de rejeter la demande d'admission de cette déclaration[2291]. J'étais en désaccord avec cette décision car je considère que la déclaration du général Sir Michael Rose est pertinente, fiable, de nature à disculper l'accusé, et qu'elle contient de nouveaux éléments de preuve qui, s'ils avaient été admis, auraient peut-être changé l'issue du procès en première instance et auraient dû être admis en appel comme moyens de preuve supplémentaires, compte tenu en particulier du poste important que le général Sir Michael Rose occupait au sein du système des Nations Unies. Il a participé aux négociations et se trouvait effectivement sur le terrain. Sa déclaration aurait dû être admise en application de l'article 142 C) du Règlement ainsi libellé :

> Si la Chambre d'appel conclut à la pertinence, la fiabilité et la non-disponibilité au procès des moyens de preuve supplémentaires, elle détermine si leur présentation au procès en aurait peut-être changé l'issue. Le cas échéant, elle en tient compte ainsi que de toutes les autres pièces du dossier et de tout moyen de preuve présenté en réfutation pour rendre une décision définitive en conformité avec l'article 144. Si la Chambre d'appel conclut à la disponibilité de ces moyens de preuve au procès, elle peut néanmoins les admettre à condition que la partie requérante établisse que leur exclusion entraînerait une erreur judiciaire[2292].

708. Cette déclaration influe sur la manière dont la Chambre de première instance a apprécié la responsabilité de Ratko Mladić et sur les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre[2293]. Je fais en outre observer que, dans sa réponse à la demande d'admission de ces moyens de preuve supplémentaires en appel présentée par Ratko Mladić, l'Accusation a notamment soutenu que

> [s]i la Chambre d'appel entendait examiner les moyens de preuve proposés, [le général Sir Michael Rose] devrai[t] comparaître pour un contre-interrogatoire afin de permettre à l'Accusation d'éprouver [sa] crédibilité et la fiabilité de [son] témoignage[2294].

709. Compte tenu de ce qui précède, je conclus qu'il n'y a pas eu de transfert forcé de Musulmans de Bosnie de Srebrenica, ni d'objectif commun de réaliser l'entreprise criminelle commune alléguée, en tenant compte comme il se doit des éléments de preuve ci-dessus et selon le critère applicable qui convient[2295]. Parmi les éléments constitutifs du crime de transfert forcé

[2290] *Ibidem*, annexe B, p. 8772 (pagination du Greffe) [non souligné dans l'original].
[2291] *Decision on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date), par. 23 et 117.
[2292] Article 142 C) du Règlement.
[2293] *Dissenting Opinion of Judge Prisca Matimba Nyambe to the Decision on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date), par. 8 à 14.
[2294] *Prosecution Response to Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, confidentiel, 24 mai 2019 (version publique expurgée déposée le 6 juin 2019), par. 32.
[2295] Voir CR, p. 70 (25 août 2020).

doivent figurer l'expulsion ou toute autre forme de coercition pour déplacer des personnes de force[2296]. Le caractère forcé du déplacement est déterminé par l'absence de choix véritable pour les personnes déplacées[2297]. Outre cela, il faut l'établir en appliquant comme il convient le principe *in dubio pro reo*[2298]. De toute évidence, dans le Jugement, la Chambre de première instance ne s'est pas conformée à cette jurisprudence ni à ce critère, et elle a donc commis une erreur manifeste en déclarant Ratko Mladić coupable de transfert forcé[2299].

2. Génocide, extermination et assassinats et meurtres

710. Nul ne conteste que, outre les pertes légitimes subies au combat, certaines personnes, notamment des personnes de la région, des membres du MUP et même Momir Nikolić et d'autres éléments incontrôlés de la VRS appartenant à la chaîne de commandement professionnelle chargée de la sécurité, ont entrepris de se livrer à des actes de vengeance et de tuer des prisonniers de guerre, mais l'ont fait pendant la période où Ratko Mladić ne se trouvait pas dans la région et au mépris des ordres qu'il avait donnés ou sans qu'il en ait connaissance à l'époque[2300]. La hiérarchie de la VRS chargée de la sécurité disposait de sa propre chaîne de commandement parallèle, distincte et séparée de la chaîne de commandement normale, de sorte que Ratko Mladić pouvait en être exclu[2301].

711. Il convient de signaler qu'il a été admis que l'opération Krivaja-95 était une opération militaire légitime du fait de l'échec de la démilitarisation de la « zone de sécurité » de Srebrenica. Peter McCloskey, le représentant principal de l'Accusation chargé de cette partie du dossier, a explicitement déclaré *pendant le procès en première instance que Krivaja-95 avait pour objectif d'attaquer les forces de Bosnie-Herzégovine, de les couper de l'enclave de Žepa, d'empêcher les deux enclaves de s'entraider, ce qui constituait un « objectif militaire légitime » visant à faire cesser les activités militaires de l'ABiH*[2302]. C'est ce qu'a confirmé pendant sa déposition l'expert en chef de l'Accusation pour Srebrenica, le témoin Richard Butler, qui a déclaré qu'« *il était légitime pour la VRS d'attaquer la 28e division » de l'ABiH*[2303]. En outre, la Directive nº 7.1 prise par Ratko Mladić a remplacé la Directive nº 7 prise par le

[2296] Voir CR, p. 70 (25 août 2020).
[2297] Voir Arrêt *Stakić*, par. 279 ; Arrêt *Krnojelac*, par. 229 et 233 ; CR, p. 70 et 71 (25 août 2020).
[2298] Voir CR, p. 71 (25 août 2020).
[2299] Voir CR, p. 71 (25 août 2020).
[2300] Voir CR, p. 71 (25 août 2020). En ce qui concerne les ordres donnés par Ratko Mladić, voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 620, renvoyant, entre autres, à Jugement, par. 2323, 2359 et 4329 à 4371 et pièces D302 et D303.
[2301] Voir Jugement, par. 4293 ; CR, p. 71 (25 août 2020).
[2302] Voir CR, p. 486 (17 mai 2012) [non souligné dans l'original] ; CR, p. 71 et 72 (25 août 2020).
[2303] Voir CR, p. 16498 et 16499 (11 septembre 2013) [non souligné dans l'original] ; CR, p. 72 (25 août 2020).

Président Karadžić, et la Directive n° 7.1 ainsi que l'ordre du corps de la Drina relatif à Krivaja-95, de par leur libellé, enjoignaient de ne pas prendre pour cibles les civils et de respecter les lois de la guerre, notamment les Conventions de Genève[2304]. À cet effet, l'ordre relatif à Krivaja-95 était ainsi libellé : « *Traiter en toutes circonstances les prisonniers de guerre et la population civile conformément aux Conventions de Genève*[2305] ». Il est dit dans la Directive n° 7 que « *[t]outes les formes de comportement inapproprié [...] devront être punies rapidement et concrètement*[2306] ». La colonne d'hommes et de garçons a quitté Srebrenica en formation de combat et armée, et ses membres ont pris part à des embuscades, des combats, se sont suicidés, se sont livrés à des affrontements internes, sont passés par des champs de mines et sont morts dans des attaques « kamikazes[2307] ». Malheureusement, nous ne saurons jamais au juste combien de pertes étaient réellement légitimes et combien étaient liées à la commission de crimes d'assassinat et de meurtre[2308].

712. Je rappelle que le témoin Richard Butler a expliqué au cours de sa déposition que les termes employés par Ratko Mladić aux réunions tenues à l'hôtel Fontana correspondait à un langage militaire légitime et non criminel. Bien que déjà résumés plus haut, il me semble important de répéter les propos du témoin Butler :

> [L]e général Mladić tent[ait] d'obtenir la reddition de la 28e division [de l'ABiH] plutôt que de continuer à l'affronter, le fait qu'il a proposé un cessez-le-feu et qu'il a pris les dispositions nécessaires pour que ces personnes se déplacent, à l'hôtel Fontana en l'occurrence, en vue de négocier cette reddition, pour moi, tout cela est techniquement correct[2309].

713. Partant, la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle Krivaja-95 visait le nettoyage ethnique des Musulmans de Bosnie de Srebrenica est une déduction inadmissible qui n'est pas étayée par les éléments de preuve. Cette erreur a déjà été examinée plus haut dans le cadre des transferts forcés.

714. Pour que soit établie la responsabilité de Ratko Mladić pour génocide et meurtres à Srebrenica à raison de sa participation à une entreprise criminelle commune, le niveau de preuve requis devait être très élevé[2310]. Selon la jurisprudence, dans le Jugement *Milutinović* par

[2304] Voir pièces P1470 (Directive 7.1) ; D302 (Krivaja-95) ; CR, p. 72 (25 août 2020).
[2305] Pièce D302, p. 5 [non souligné dans l'original].
[2306] Pièce P1470, p. 6 [non souligné dans l'original].
[2307] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 674 et références citées ; CR, p. 72 (25 août 2020).
[2308] Voir CR, p. 72 (25 août 2020).
[2309] Voir CR, p. 16831 (16 septembre 2013) ; CR, p. 72 (25 août 2020).
[2310] Voir CR, p. 72 (25 août 2020).

exemple, la norme de preuve requise est celle d'une preuve au-delà de tout doute raisonnable, et il s'agit là d'une norme très stricte à laquelle doit répondre l'Accusation[2311]. La Chambre de première instance du TPIY a déclaré ce qui suit :

> Pour que l'accusé soit reconnu coupable d'un crime, l'Accusation doit établir au-delà de tout doute raisonnable a) chaque élément de la définition qu'en donne le Statut (c'est-à-dire les éléments moral (*mens rea*) et matériel (*actus reus*) du crime sous-jacent et les conditions générales posées par le Statut) et b) les éléments moral et matériel d'au moins une des formes de responsabilité imputées à l'accusé[2312].

715. Comme cela a été énoncé dans l'Arrêt *Martić*, la norme de preuve doit aller au-delà d'un « degré de probabilité élevé[2313] ». De surcroît, comme il ressort de l'Arrêt *Čelebići*, la conclusion d'une Chambre de première instance doit être la seule conclusion factuelle et juridique possible, puisque l'accusé doit être acquitté s'il existe une autre conclusion possible[2314]. S'agissant de la conclusion relative à la culpabilité de l'accusé sur le fondement d'un faisceau de présomptions, la Chambre d'appel du TPIY a dit ce qui suit :

> Pareille conclusion doit être établie au-delà de tout doute raisonnable. Il ne suffit pas que les moyens de preuve permettent raisonnablement de conclure ainsi. Cette conclusion doit être la *seule* raisonnable possible. Si une autre conclusion peut être raisonnablement tirée des éléments de preuve et qu'elle n'exclut pas l'innocence de l'accusé, celui-ci doit être acquitté[2315].

716. En outre, comme le crime reproché est le génocide, les éléments de preuve doivent, conformément aux normes très strictes mentionnées ci-dessus, établir l'intention spéciale (*dolus specialis*) requise pour le génocide[2316]. La forme de responsabilité en question étant l'entreprise criminelle commune, il doit être démontré que Ratko Mladić a consenti à un objectif criminel commun et y a contribué de manière importante[2317].

717. Dans de nombreux cas, la Chambre de première instance a commis une erreur en appliquant la jurisprudence aux faits[2318]. Selon l'Accusation, et c'est ce qui est également indiqué dans le Jugement, l'entreprise criminelle commune visant à tuer et à commettre le génocide à Srebrenica n'a même pas existé avant la nuit du 11 au 12 juillet 1995[2319]. Comme il

---

[2311] Voir Jugement *Milutinović*, tome 1, par. 62 ; CR, p. 72 et 73 (25 août 2020).
[2312] Jugement *Milutinović*, tome 1, par. 62.
[2313] Voir Arrêt *Martić*, par. 57 ; CR, p. 73 (25 août 2020).
[2314] Voir Arrêt *Čelebići*, par. 458 ; CR, p. 73 (25 août 2020).
[2315] Arrêt *Čelibići*, par. 458.
[2316] Voir Arrêt *Munyakazi*, par. 141 ; CR, p. 73 (25 août 2020).
[2317] Voir Arrêt *Stanišić et Župljanin*, par. 110, 136 et 917 ; CR, p. 73 (25 août 2020).
[2318] Voir CR, p. 73 (25 août 2020).
[2319] Voir Mémoire en clôture de l'Accusation, par. 1063 ; Jugement, par. 4926 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 586 ; CR, p. 73 (25 août 2020).

est exposé plus haut, selon la jurisprudence, le comportement et les déclarations de Ratko Mladić antérieurement à l'entreprise criminelle commune en question et en dehors de son cadre temporel ne peuvent pas être utilisés pour prouver qu'il a participé à cette entreprise. Or, pour ce qui est de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, la Chambre de première instance se fonde précisément à tort sur ce type d'éléments de preuve, et il en va de même pour l'Accusation[2320]. Comme expliqué plus loin concernant les dires du témoin Momir Nikolić, la Chambre de première instance et l'Accusation se sont également fondées sur des éléments de preuve indirects et des preuves par ouï-dire pour établir que Ratko Mladić avait consenti à un projet criminel exigeant l'intention spécifique de commettre le génocide, outre l'assassinat et le meurtre[2321]. Il importe de signaler que l'Accusation reconnaît que Ratko Mladić ne se trouvait pas à Srebrenica mais plutôt loin de là, à Belgrade, lorsque les premiers meurtres ont été commis[2322].

718. Une fois de plus, s'agissant des réunions à l'hôtel Fontana que l'on voit sur des enregistrements vidéo, les experts militaires qu'ont fait citer l'Accusation et la Défense disent que les termes employés étaient opportuns puisqu'ils étaient prononcés dans le contexte où la 28e division en armes de l'ABiH était encore libre de ses mouvements dans le secteur de Srebrenica[2323]. Sans disposer d'aucun ordre direct, du moindre élément de preuve direct établissant un lien entre Ratko Mladić et un meurtre ou assassinat quel qu'il soit, la Chambre de première instance a commis sa plus grave erreur.

719. Le principal témoin connaissant les choses de l'intérieur sur lequel s'est appuyée la Chambre de première instance est Momir Nikolić[2324]. En réalité, ce n'était pas le témoin Momir Nikolić en personne mais essentiellement des preuves par ouï-dire, notamment la pièce D1228, qui contient des notes relevant du ouï-dire prises au cours d'un interrogatoire mené par l'enquêteur de l'Accusation Bruce Bursik pour les besoins du procès et qui figure parmi les principales sources invoquées[2325]. Il convient de noter que la pièce D1228 n'a pas été présentée pour prouver la véracité des faits qui y étaient allégués, mais que l'Accusation l'a présentée au témoin Momir Nikolić uniquement pour confirmer l'illusion d'un geste de la main fait en un

[2320] Voir Réponse de l'Accusation, par. 270 à 278 ; Jugement, par. 2358 à 2362 ; CR, p. 73 et 74 (25 août 2020).
[2321] Voir CR, p. 74 (25 août 2020).
[2322] Voir CR, p. 74 (25 août 2020).
[2323] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 595 et références citées ; CR, p. 74 (25 août 2020).
[2324] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 587, note de bas de page 678 et références citées ; Jugement, par. 4926, 4927, 4970, 5096, 5097 et 5128 ; CR, p. 79 (25 août 2020).
[2325] Voir pièce D1228 ; CR, p. 79 (25 août 2020).

lieu indéterminé où se serait tenue une réunion avec Ratko Mladić[2326]. La Chambre de première instance a rejeté cet élément de preuve au motif qu'il n'était pas fiable[2327]. La pièce D1228 n'a été utilisée qu'au cours du contre-interrogatoire du témoin Bursik afin d'établir que le témoin Momir Nikolić n'était pas crédible et était évasif[2328]. Le témoin Bursik n'a pas été en mesure de corroborer les dires du témoin Momir Nikolić à propos d'une rencontre avec Ratko Mladić[2329]. Il était impossible de se fonder sur la pièce D1228 pour étayer la véracité des commentaires du témoin Momir Nikolić relevant du ouï-dire car la *lex specialis* que renfermaient les articles 92 *bis* et 92 *ter* du Règlement du TPIY aurait été enfreinte[2330].

720. Le témoin Momir Nikolić est omniprésent — partout où des meurtres étaient commis, il les ordonnait ou en était complice. Il a admis avoir dissimulé des crimes à ses supérieurs, y compris à l'état-major principal de la VRS[2331]. Sur ce point, je fais observer et j'accepte l'argument de la Défense selon lequel le témoin Momir Nikolić a confirmé qu'il avait tu les meurtres à ses commandants et fourni des informations trompeuses à propos de l'« asanacija/nettoyage » dans le but de dissimuler les réensevelissements[2332]. La Chambre de première instance a commis une autre erreur en se fondant sur les dires du témoin Momir Nikolić malgré ceux d'une autre personne connaissant les choses de l'intérieur, le témoin RM-265, qui a déposé au sujet des meurtres opportunistes commis en représailles dont ils ont été témoins en présence du témoin Momir Nikolić, et qui a déclaré que les prisonniers de guerre emmenés dans des écoles à Zvornik avaient été réensevelis sur ordre du témoin Momir Nikolić et de son supérieur au sein de la chaîne de commandement de la brigade chargée de la sécurité, le lieutenant-colonel Popović[2333]. Le témoin RM-265 n'a pas incriminé Ratko Mladić pour les activités illégales et criminelles du témoin Momir Nikolić ou de Popović[2334].

721. Il convient de signaler que le supérieur hiérarchique du témoin Momir Nikolić dans la chaîne de commandement chargée de la sécurité, Popović, a été incriminé par un autre témoin

[2326] Voir Jugement, par. 5127 ; CR, p. 79 (25 août 2020).
[2327] Voir Jugement, par. 5127 ; CR, p. 79 (25 août 2020).
[2328] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 588 à 592 ; CR, p. 79 (25 août 2020).
[2329] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 588 à 592 ; CR, p. 79 et 80 (25 août 2020).
[2330] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 590, note de bas de page 691 et références citées ; CR, p. 80 (25 août 2020).
[2331] Voir CR, p. 11965 et 11966 (3 juin 2013) ; pièce D301, p. 7 ; CR, p. 80 (25 août 2020).
[2332] CR, p. 11965, 11966 et 11969 (3 juin 2013). Voir aussi Mémoire d'appel de Mladić, par. 632 ; CR, p. 80 et 81 (25 août 2020). Selon la Défense, le rapport du témoin Momir Nikolić à l'état-major principal de la VRS confirme son affirmation selon laquelle ce dernier avait dissimulé les crimes car le rapport ne faisait mention que de l'évacuation en cours des prisonniers musulmans blessés et du personnel musulman de l'ONU. Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 632, note de bas de page 773, renvoyant à pièce P1515.
[2333] Voir pièce P2540, p. 40 et 41 ; CR, p. 80 (25 août 2020).
[2334] Voir CR, p. 80 (25 août 2020).

à charge connaissant les choses de l'intérieur, un officier de haut rang de la VRS, le témoin RM-376, qui n'incrimine pas non plus Ratko Mladić pour le moindre fait lié aux meurtres commis en représailles, mais qui révèle que ce même Popović, agissant en sa qualité de responsable dans la chaîne de commandement chargée de la sécurité, a demandé que des volontaires ne faisant pas partie de l'armée, c'est-à-dire des civils, exécutent des prisonniers musulmans de Bosnie, ce que cet officier de la VRS a refusé[2335].

722. La question suivante se pose dès lors : si Ratko Mladić, commandant de l'état-major principal de la VRS, avait accepté hypothétiquement ou implicitement de contribuer de manière importante au génocide, pourquoi des officiers chargés de la sécurité affiliés au témoin Momir Nikolić, n'appartenant même pas à la chaîne de commandement directe de Ratko Mladić, seraient-ils chargés des meurtres, et pourquoi demanderaient-ils à des volontaires n'appartenant pas à l'armée de les commettre alors que les officiers et les subordonnés effectifs de Ratko Mladić au sein de la VRS ont refusé pareilles demandes et ne les ont jamais reçues de Ratko Mladić par la chaîne de commandement normale[2336] ?

723. Je suis d'avis que cela démontre l'existence d'une erreur dans le raisonnement que la Chambre de première instance a suivi implicitement en établissant un lien entre Ratko Mladić et ces crimes.

724. Le témoin Momir Nikolić a plaidé coupable pour tenter d'obtenir un arrangement qui lui était plus favorable, alors même qu'il avait beaucoup de sang sur les mains[2337]. De plus, ce témoin a confirmé avoir détruit des preuves documentaires qui auraient pu le compromettre concernant les crimes commis à Srebrenica[2338]. S'agissant de la présumée réunion, tenue en un lieu indéterminé, la Chambre de première instance ne pouvait pas s'appuyer sur le témoin Momir Nikolić puisque même lui n'a rien mentionné la concernant[2339].

725. Pas moins de cinq témoins connaissant les choses de l'intérieur, trois témoins à décharge et deux à charge ont expliqué en personne que la seule réunion tenue pendant cette période critique avait porté sur Žepa et ne concernait que des instructions militaires légitimes[2340]. En écartant ces éléments de preuve pour ne retenir que les preuves par ouï-dire inadmissibles du

[2335] Voir pièce P1594, p. 31 à 42 ; CR, p. 80 et 81 (25 août 2020).
[2336] Voir CR, p. 81 (25 août 2020).
[2337] Voir CR, p. 81 (25 août 2020).
[2338] Voir pièce D301, p. 7 ; CR, p. 81 (25 août 2020).
[2339] Voir Jugement, par. 4953 ; Mémoire d'appel de Mladić, par. 587 ; CR, p. 81 (25 août 2020).
[2340] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 594 ; CR, p. 82 (25 août 2020).

témoin Momir Nikolić, la Chambre de première instance a commis une erreur. Cela est d'autant plus vrai compte tenu de la jurisprudence selon laquelle les dires de témoins complices doivent être traités avec prudence[2341]. Dans l'Arrêt *Setako*, la Chambre d'appel du TPIR a mis en avant de telles préoccupations en précisant que le témoin complice peut être mû par des arrière-pensées ou avoir intérêt à incriminer l'accusé devant le TPIR ou à mentir[2342]. Or, Momir Nikolić avait TOUT intérêt à mentir, comme le montre son accord sur le plaidoyer conclu avec l'Accusation, selon lequel le génocide a été supprimé de l'acte d'accusation le concernant en échange de témoignages contre d'autres accusés, notamment Ratko Mladić[2343]. Cela a porté ses fruits, comme en témoigne le fait que Momir Nikolić n'a finalement été condamné qu'à une peine de vingt années d'emprisonnement[2344] pour une infraction passible d'une peine d'emprisonnement à vie si le chef de génocide n'avait pas été supprimé. Il est dit dans l'Arrêt *Setako* qu'« en décidant de la valeur probante à accorder à tout témoignage de [témoins complices], [la Chambre de première instance] doit examiner soigneusement l'ensemble des circonstances dans lesquelles il a été administré[2345] ».

726. En l'espèce, s'agissant du témoin Momir Nikolić, la Chambre de première instance a commis une erreur et, ce faisant, a tenté de faire de ce témoin le lien imaginaire entre Ratko Mladić et l'entreprise criminelle commune, lien qui ne pouvait être établi conformément à la jurisprudence dominante, et a donc eu recours à la fiction juridique de culpabilité implicite[2346].

727. D'autres dépositions de plusieurs témoins à charge et à décharge attestent que Ratko Mladić a tenu des propos non criminels similaires à des membres de la colonne de la 28e division de l'ABiH qui avaient été faits prisonniers ou qui s'étaient rendus, dans lesquels il leur dit qu'ils recevraient de quoi manger avant d'être transportés et échangés contre des membres des forces de l'autre partie[2347]. Par exemple :

i. Le témoin Zoran Malinic a expliqué que « les prisonniers ne [devaient] pas avoir peur car ils rentreraient chez eux et seraient échangés[2348] » ;

[2341] Voir CR, p. 82 (25 août 2020).
[2342] Voir Arrêt *Setako*, par. 143 ; CR, p. 82 (25 août 2020).
[2343] Voir Jugement *Momir Nikolić* portant condamnation, par. 13 et 16 à 19.
[2344] Voir Arrêt *Momir Nikolić* relatif à la sentence, par. 135, p. 54.
[2345] Voir Arrêt *Setako*, par. 143 ; CR, p. 82 (25 août 2020).
[2346] Voir CR, p. 82 (25 août 2020).
[2347] Parmi ces témoins, entre autres, les témoins RM-253, Zoran Malinić et Bojan Subotić. Voir CR, p. 12659 à 12662 (13 juin 2013) ; CR, p. 12532 (11 juin 2013) ; CR, p. 32826 et 32827 (9 mars 2015) ; CR, p. 82 et 83 (25 août 2020).
[2348] Voir CR, p. 12659 (13 juin 2013).

ii. Le témoin RM-253 a expliqué que Ratko Mladić avait dit aux prisonniers : « Ne vous inquiétez pas. Vous serez échangés et rejoindrez vos familles respectives à Tuzla. Vous allez à présent être transportés en camion à Bratunac ou Kravica, où vous passerez la nuit et recevrez de quoi manger[2349] » ;

iii. Selon le témoin Bojan Subotić, Ratko Mladić « s'est mêlé [aux prisonniers et] a serré la main de certains d'entre eux. [...] Il leur a parlé [...] et ils se sont levés et l'ont applaudi. Et il leur a dit qu'ils seraient échangés, [...] et nous a dit de manière stricte de nous occuper des prisonniers, que des autocars allaient arriver d'ici une heure, que les hommes devaient [...] tous embarquer à bord d'un autocar qui sera livré à la police civile de Bratunac[2350] ».

728. Les témoignages ci-dessus nous montrent également que les ordres directs de Ratko Mladić à ses subordonnés cadraient avec la protection de ces prisonniers pendant leur transport, et qu'ils ont reçu une aide médicale et de l'eau conformément à ces ordres[2351]. Comme exposé aux paragraphes 680, 681 et 711 plus haut, Ratko Mladić a donné l'ordre de traiter correctement les prisonniers de guerre et de le faire dans le respect des règles du droit international.

729. Compte tenu de ce qui précède, je ne suis pas convaincue que ces actions puissent être considérées comme une contribution importante à l'entreprise criminelle commune implicite se rapportant aux meurtres commis à Srebrenica à laquelle la Chambre de première instance a conclu[2352]. Les conclusions de la Chambre de première instance ne sont pas conformes au principe *in dubio pro reo*[2353].

3. Alibi

730. Alors qu'il était loin de Srebrenica pour assister à une réunion secrète sur la paix avec la communauté internationale, se rendre à Belgrade pour un mariage et visiter un hôpital, Ratko Mladić ne pouvait pas exercer un contrôle effectif ni obtenir des informations de Bosnie-Herzégovine, et encore moins exercer un commandement[2354]. L'Accusation n'a pas contesté ces absences au procès en première instance[2355]. Le défaut de motivation de la Chambre

[2349] Voir CR, p. 12532 (11 juin 2013).
[2350] Voir CR, p. 32826 et 32827 (9 mars 2015).
[2351] Voir CR, p. 32826 et 32827 (9 mars 2015) ; pièce D926, par. 30 à 34 ; CR, p. 83 (25 août 2020).
[2352] Voir CR, p. 83 (25 août 2020).
[2353] Voir CR, p. 83 (25 août 2020).
[2354] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 605 ; CR, p. 83 (25 août 2020).
[2355] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 605 et références citées ; CR, p. 83 (25 août 2020).

de première instance concernant quatre ordres ordinaires délivrés par d'autres au nom de Ratko Mladić pendant cette période d'absence, entre le 14 et le 16 juillet 1995, est exposé aux paragraphes 610 à 612 du Mémoire d'appel de Mladić, notamment les erreurs relatives à une déduction selon laquelle il a personnellement signé ces ordres depuis l'étranger, ainsi que l'analyse et la prise en compte inexistantes de leur contenu parce qu'aucun de ces ordres n'avait trait à Srebrenica et qu'ils comportaient tous des mentions montrant qu'ils n'émanaient pas du bureau de Ratko Mladić[2356].

731. La conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle Ratko Mladić a donné ces ordres et exerçait la direction et le commandement alors qu'il était physiquement loin de Srebrenica, puisqu'il était à l'étranger, contredit les éléments de preuve et constitue donc une erreur manifeste[2357]. La Chambre de première instance s'est elle-même contredite au paragraphe 4299 du Jugement en disant qu'« [e]n l'absence de Mladić, il convenait de rendre compte à Milovanović[2358] ». Le témoin Milovanović, le chef d'état-major de la VRS, et d'autres témoins militaires ont confirmé que, pendant la période où Ratko Mladić était absent en juillet 1995, Milovanović était le responsable, en qualité de commandant en second de Ratko Mladić[2359].

732. Comme il est exposé au paragraphe 605 de son mémoire d'appel, Ratko Mladić a participé à une réunion au cours de laquelle un plan a été signé, autorisant le CICR à avoir accès aux prisonniers de guerre de Srebrenica et prévoyant de les échanger selon le principe du « un pour un » avec les détenus serbes de l'autre partie[2360]. Un cessez-le-feu durable et permanent a également été négocié en vue de tenter de mettre fin à la guerre[2361]. Aucun juge du fait ne pouvait raisonnablement conclure que Ratko Mladić pouvait participer à des négociations de paix complexes avec des hauts responsables à Dobanovci (Serbie), des représentants de l'ONU, tout en exerçant un contrôle effectif à Srebrenica[2362]. Pareil comportement — accepter d'autoriser le CICR à avoir accès aux prisonniers de guerre de Srebrenica avant leur échange — ne peut servir

[2356] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 610 à 612, et références citées ; CR, p. 83 (25 août 2020). Les quatre ordres de l'état-major principal de la VRS concernaient i) l'horaire de fonctionnement d'un centre de transmissions, ii) le transport de membres du DutchBat, iii) le passage d'un commandant de la FORPRONU et iv) le maintien d'équipes de permanence 24 heures sur 24 dans un centre de transmissions. Voir pièces P2122, P2123, P2124 et P2125.
[2357] Voir CR, p. 83 et 84 (25 août 2020).
[2358] Voir CR, p. 84 (25 août 2020).
[2359] Les témoins Milovanović et Stevanović l'ont notamment confirmé. Voir CR, p. 16950 et 16987 (18 septembre 2013) ; CR, p. 35265 (7 mai 2015) ; CR, p. 84 (25 août 2020).
[2360] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 605 ; Jugement, par. 5016 ; CR, p. 84 (25 août 2020).
[2361] Voir CR, p. 84 (25 août 2020).
[2362] Voir CR, p. 84 (25 août 2020).

à étayer la connaissance d'une entreprise criminelle commune visant à les exterminer ni la contribution présumée apportée à cette entreprise, encore moins la commission d'un génocide contre ces personnes[2363].

4. Qualité des victimes

733. Il convient de souligner que tous les meurtres illégaux commis à Srebrenica en dehors des opérations de combat sont répréhensibles, mais qu'ils sont sans lien avec Ratko Mladić[2364]. La Chambre de première instance a commis une erreur en ne menant pas d'analyse pour savoir quelles personnes ont été victimes de meurtre et quelles personnes sont mortes pour d'autres raisons légitimes[2365]. Elle s'est fondée sur des faits jugés pour établir que ces personnes étaient toutes des victimes de crimes et toutes des civils[2366]. Ce faisant, elle n'a pas tenu compte de sa propre conclusion selon laquelle des éléments armés de la colonne d'hommes à Srebrenica avaient essuyé des pertes[2367].

734. La Chambre de première instance n'a pas non plus tenu compte de l'expert en démographie que l'Accusation a elle-même fait citer, le témoin Ewa Tabeau, qui a expliqué que 70 % des victimes étaient répertoriées comme étant des soldats de l'ABiH[2368]. De plus, la Chambre de première instance a écarté des éléments de preuve invoqués en réfutation du fait jugé n° 1476, montrant que les cadavres découverts dans les fosses communes correspondaient aux victimes de différents faits survenus à différentes années, et incluaient des morts légitimes au combat, par exemple, du fait de suicides, de champ de mines, d'attaques « kamikazes », etc[2369]. Les experts en criminalistique qu'ont fait citer la Défense et l'Accusation au sujet des présumés bandeaux pour les yeux ont déclaré qu'il aurait pu s'agir de bandanas ayant glissé sur les yeux pendant la décomposition des corps, des bandanas semblables à ceux que l'on voit dans la vidéo montrant des combattants de l'ABiH arriver à Tuzla depuis Srebrenica[2370].

[2363] Voir CR, p. 84 (25 août 2020).
[2364] Voir CR, p. 84 (25 août 2020).
[2365] Voir CR, p. 84 et 85 (25 août 2020).
[2366] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 669 à 672 ; Jugement, par. 3062 et 3546 ; CR, p. 85 (25 août 2020).
[2367] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 671 ; Jugement, par. 2395, 2444, 2446, 2573 à 2586 et 2615 à 2645 ; CR, p. 85 (25 août 2020).
[2368] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 671 et références citées ; CR, p. 85 (25 août 2020).
[2369] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 674 et références citées ; CR, p. 85 (25 août 2020).
[2370] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 674, note de bas de page 829 et références citées ; CR, p. 85 (25 août 2020).

735. L'absence d'analyse de la part de la Chambre de première instance ne lui a donc pas permis d'établir le nombre de victimes ni leur lien avec le moindre crime, encore moins avec le crime de génocide[2371].

5. Conclusion

736. Compte tenu de ce qui précède, je conclus que la Chambre de première instance a commis une erreur en déclarant Ratko Mladić coupable des crimes commis dans le cadre de l'entreprise criminelle commune relative à Srebrenica, notamment du crime de génocide. Partant, je ferais droit à son cinquième moyen d'appel dans son intégralité.

F. Sixième moyen d'appel – Entreprise criminelle commune relative aux otages

737. Je suis d'accord avec la conclusion de la majorité des juges se rapportant aux erreurs qui auraient été commises au sujet de l'entreprise criminelle commune relative aux otages.

G. Moyen d'appel 8.A – Égalité des armes

738. En vertu du principe de l'égalité des armes, chaque partie au procès doit avoir raisonnablement la possibilité de défendre ses intérêts dans des conditions qui ne la place pas dans une position de faiblesse marquée par rapport à la partie adverse.

739. L'article 85 du Règlement du TPIY prévoit que chacune des parties peut faire citer des témoins et présenter des moyens de preuve, et l'article 87 A) du Règlement du TPIY que les débats sont clos « [a]près le réquisitoire et les plaidoiries des parties ».

740. Comme il est dit ailleurs dans la présente opinion dissidente, les Chambres de première instance peuvent user de leur pouvoir discrétionnaire dans l'intérêt de la justice. Aux termes de l'article 73 *ter* F) du Règlement du TPIY, la Chambre de première instance peut, dans l'intérêt de la justice, faire droit à la requête de la Défense aux fins que lui soit accordé du temps supplémentaire pour présenter ses moyens de preuve. Les éléments liés au contexte de l'affaire, notamment l'importance que pourrait avoir la déposition d'un témoin, peuvent constituer des éléments pertinents pour décider d'octroyer un délai supplémentaire à une partie pour qu'elle présente ses moyens.

[2371] Voir CR, p. 85 (25 août 2020).

741. Ratko Mladić soutient que [EXPURGÉ]. Il soutient en particulier que [EXPURGÉ]. En rejetant ces demandes, la Chambre de première instance n'a pas tenu compte de la pertinence, du contexte et de l'effet potentiel des dépositions de [EXPURGÉ], ainsi que de l'intérêt de la justice, ou ne leur a pas accordé suffisamment de poids. En rejetant des éléments de preuve sans les examiner, la Chambre de première instance n'a pas exercé son pouvoir discrétionnaire de manière raisonnable. La « pertinence discutable » et la « valeur probante négligeable » ne pouvaient être établies que si le témoin était entendu, puis contre-interrogé par l'Accusation.

742. La Chambre de première instance a relevé que [EXPURGÉ] ferait part de son expérience directe, [EXPURGÉ][2372], a considéré que cette expérience serait pertinente et a jugé que les témoignages attendus de [EXPURGÉ] n'étaient pas importants au point de militer en faveur d'une prorogation du délai de présentation des moyens à décharge. Il s'agissait là d'une erreur manifeste, et cette erreur de la Chambre de première instance invalide les conclusions relatives à Srebrenica et à Sarajevo dans la mesure de l'erreur relevée.

743. En refusant la comparution de ces deux témoins à décharge, la Chambre de première instance a violé le principe de l'égalité des armes, qui impose que chaque partie au procès ait la possibilité de défendre ses intérêts, et aussi que chacune des parties puisse faire citer des témoins à la barre et présenter des moyens de preuve, et que les débats soient clos après le réquisitoire et les plaidoiries des parties. La Chambre de première instance a commis une erreur manifeste en rejetant sans les examiner les demandes de déposition de ces témoins, ce qui a porté un préjudice considérable à la cause de la Défense. Cette décision est à ce point injuste et déraisonnable qu'il y a lieu de conclure que la Chambre de première instance n'a pas exercé à bon escient son pouvoir discrétionnaire.

744. En référence aux paragraphes 787 et 793 du Mémoire d'appel de Mladić, je fais remarquer que la Chambre de première instance a eu tort de ne pas autoriser la Défense à faire citer un témoin qui était membre de la colonne d'hommes musulmans de Bosnie à Srebrenica[2373]. La Défense a affirmé que, depuis le procès en première instance, le témoin était décédé, ce qui aggrave d'autant plus le rejet de la demande ainsi que l'erreur commise[2374].

[2372] Voir Décision du 15 août 2016, par. 7, renvoyant à Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ], par. 1, 2 et 13 à 16.
[2373] Voir Mémoire d'appel de Mladić, par. 787 et 793, et références citées ; CR, p. 85 et 86 (25 août 2020).
[2374] Voir CR, p. 86 (25 août 2020).

H. Moyen d'appel 8.D – Manquements aux obligations de communication

745. Ratko Mladić avance que la Chambre de première instance n'a pas remédié comme il se doit aux manquements de l'Accusation à ses obligations en matière de communication. Je suis d'accord avec Ratko Mladić pour dire que, puisque l'Accusation a communiqué tardivement des documents et les a fournis sans métadonnées lorsqu'elle les a communiqués au moyen du système électronique de communication, il a été injustement désavantagé et gêné dans la préparation de sa défense. L'absence de mesures pouvant remédier à ces manquements constituait une erreur de la part de la Chambre de première instance, et il y a donc lieu de faire droit au moyen d'appel 8.D.

I. Neuvième moyen d'appel – Peine

746. Comme l'a conclu la majorité des juges, le principe *nulla poena sine lege* interdit l'application d'une peine de manière rétroactive. En outre, l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit notamment qu'il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. De surcroît, à l'époque où les crimes reprochés ont été commis, la grille des peines appliquée en ex-Yougoslavie prévoyait une peine maximale de 20 ans d'emprisonnement.

747. L'état de santé de l'appelant est également une circonstance à prendre en compte. Son état de santé était déjà fragile lorsqu'il a été placé en détention au quartier pénitentiaire des Nations Unies. De nombreux rapports médicaux font apparaître une détérioration de son état de santé pendant sa détention, dans l'attente de son procès en appel. Il a été hospitalisé puis a subi une opération. En tenant compte de l'ensemble des circonstances ci-dessus et en leur accordant suffisamment de poids, j'aurais prononcé une peine de 20 ans d'emprisonnement.

J. Conclusion

748. Comme il est exposé ci-dessus, après avoir examiné l'Acte d'accusation, le Jugement, la jurisprudence et les précédents invoqués plus haut, ainsi que les arguments oraux et écrits des parties, je réitère mon désaccord avec la décision de la majorité des juges de rejeter l'ensemble des moyens d'appel de Ratko Mladić. Je suis d'avis que Ratko Mladić a respecté le critère rigoureux énoncé en appel et je ferais donc droit aux moyens d'appel 1 à 5 et 7 à 9 dans leur intégralité.

749. Les erreurs de la Chambre de première instance et leurs conséquences, telles qu'exposées ailleurs, mais plus précisément dans les moyens d'appel 3 à 5 et 7 à 9 du Mémoire d'appel de Mladić, prises séparément ou ensemble, invalident les conclusions de la Chambre de première instance qui ont fondé les déclarations de culpabilité prononcées contre Ratko Mladić.

750. Compte tenu de tout ce qui précède, ayant à l'esprit la nature et l'ampleur des erreurs de droit relevées en l'espèce, en application de l'article 144 C) du Règlement, j'ordonnerais la tenue d'un nouveau procès de Ratko Mladić devant une autre Chambre de première instance pour tous les chefs d'accusation, à l'exclusion du chef 6 concernant l'entreprise criminelle commune relative aux otages.

751. Comme il a été dit plus haut, compte tenu de la complexité de l'affaire, de l'ampleur du dossier et de l'appel, et dès lors qu'il fallait procéder rapidement et travailler à distance, je ne me suis intéressée qu'aux erreurs commises par la Chambre de première instance qui me semblaient les plus flagrantes.

Fait en anglais et en français, la version en anglais faisant foi.

Le 8 juin 2021
La Haye (Pays-Bas)

/*signé*/
Prisca Matimba Nyambe

[Sceau du Mécanisme]

VII. OPINION PARTIELLEMENT DISSIDENTE DE LA JUGE N'GUM ET DU JUGE PANTON

752. Après avoir examiné l'Acte d'accusation, le Jugement ainsi que les écritures et les arguments oraux des parties en appel, nous sommes en désaccord avec la décision de la majorité des juges de rejeter les premier et deuxième moyens d'appel de l'Accusation. Nous considérons que cette dernière a démontré que la Chambre de première instance avait commis une erreur en acquittant Mladić du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation. Dans la présente opinion, nous exposons les motifs de notre décision.

753. Il est allégué au chef 1 de l'Acte d'accusation que, entre le 31 mars 1992 et le 31 décembre 1992, Mladić a commis de concert avec d'autres, planifié, incité à commettre, ordonné et/ou aidé et encouragé un génocide contre une partie des groupes des Musulmans de Bosnie et/ou Croates de Bosnie, comme tels, dans certaines municipalités de Bosnie-Herzégovine, en particulier celles de Foča, Ključ, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica[2375].

754. La Chambre de première instance a conclu que, de 1991 au 30 novembre 1995, l'entreprise criminelle commune principale avait existé, et que son objectif était de chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine par les moyens suivants : persécutions, extermination, assassinat et meurtre, actes inhumains (transfert forcé) et expulsion[2376]. Elle n'était cependant pas convaincue que le crime de génocide s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale[2377]. Sur ce point, la Chambre de première instance a conclu que les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie étaient des groupes protégés au sens de l'article 4 du Statut du TPIY[2378], et qu'un grand nombre de Musulmans de Bosnie et/ou Croates de Bosnie dans les municipalités de Foča, Ključ, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica avaient été victimes d'actes prohibés de génocide, tels que des meurtres et des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale, ce qui avait contribué à la destruction de leur groupe[2379]. En outre, la majorité des juges de la Chambre de première instance a conclu que, s'agissant des municipalités de Sanski Most, Foča, Kotor Varoš, Prijedor et Vlasenica — les

[2375] Voir Acte d'accusation, par. 35 à 39.
[2376] Jugement, par. 4232 et 4610. Voir aussi *ibidem*, par. 4218 à 4231.
[2377] *Ibid*., par. 4237. Voir aussi *ibid*., par. 4234 à 4236.
[2378] *Ibid*., par. 3442.
[2379] *Ibid*., par. 3446 et 3451.

« municipalités visées au chef 1 » —, certains auteurs matériels des actes prohibés avaient été animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie en commettant ces actes[2380]. La Chambre de première instance n'était toutefois pas convaincue au-delà de tout doute raisonnable que les auteurs en question avaient eu l'intention de détruire les Musulmans de Bosnie dans ces municipalités « en tant que partie *substantielle* du groupe protégé[2381] ». Elle n'était pas non plus convaincue au-delà de tout doute raisonnable que les dirigeants des Serbes de Bosnie avaient été animés d'une intention génocidaire[2382]. La Chambre de première instance a par conséquent acquitté Mladić du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation[2383].

755. Pour les raisons exposées ci-dessous, nous sommes d'accord avec l'Accusation pour dire que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant i) que les communautés musulmanes de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1 — les « communautés visées au chef 1 » — ne constituaient pas, chacune, une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine (premier moyen d'appel de l'Accusation)[2384], et ii) que Mladić ainsi que d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale n'avaient pas été animés de l'« intention de détruire » (deuxième moyen d'appel de l'Accusation)[2385]. Nous sommes en désaccord avec la décision de la majorité des juges de rejeter l'appel de l'Accusation, et considérons que la Chambre d'appel aurait dû faire droit à la demande de l'Accusation de déclarer Mladić coupable du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation, pour participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie[2386].

[2380] *Ibid.*, par. 3511, 3513, 3515, 3519, 3524, 3526 et 4236.
[2381] *Ibid.*, par. 3535 et 3536 [non souligné dans l'original].
[2382] Voir *ibid.*, par. 4236 et 4237.
[2383] *Ibid.*, par. 5214.
[2384] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 3 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 2, 5 à 16, 45 et 46 ; Réplique de l'Accusation, par. 1 et 3 à 18.
[2385] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 5 à 8 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 1, 3 et 19 à 41 ; Réplique de l'Accusation, par. 1 et 19 à 38.
[2386] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 4 et 9 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 1, 4, 17, 18 et 42 à 47.

A. Premier moyen d'appel de l'Accusation : la Chambre de première instance a commis des erreurs en concluant que les communautés musulmanes de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1 ne constituaient pas une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine

756. Lorsqu'elle a conclu qu'elle ne pouvait pas établir que les auteurs matériels des actes prohibés de génocide avaient eu l'intention de détruire les communautés visées au chef 1 « en tant que partie *substantielle* du groupe protégé », la Chambre de première instance a constaté ce qui suit : i) les auteurs matériels exerçaient un contrôle ou un pouvoir géographique limité pour exercer leurs activités ; ii) les Musulmans de Bosnie pris pour cibles dans chacune des municipalités visées au chef 1 constituaient une part relativement faible de la population musulmane de Bosnie sur le territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie ou en Bosnie-Herzégovine dans son ensemble ; iii) les éléments de preuve dont elle dispose ne suffisent pas à expliquer pourquoi les municipalités visées au chef 1 ou les communautés visées au chef 1 occupaient une place particulière au sein du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble, ou étaient représentatives de ce groupe[2387].

757. Nous prenons note de l'argument de l'Accusation selon lequel la Chambre de première instance a eu tort de conclure que les communautés visées au chef 1 ne constituaient pas une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie puisque i) les communautés visées au chef 1 se composaient de plusieurs milliers de Musulmans de Bosnie, avaient une identité historique et culturelle singulière qui les rendaient importantes et représentatives du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble, et revêtaient une importance stratégique capitale pour les dirigeants des Serbes de Bosnie, et ii) les territoires des municipalités visées au chef 1 représentaient la totalité des zones d'activité et de contrôle respectives des auteurs matériels[2388].

758. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 4 2) du Statut du TPIY, le génocide comprend certains actes prohibés, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel, notamment i) le meurtre de membres du groupe, ii) l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, et iii) la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. Comme la Chambre de première instance l'a rappelé à juste titre,

[2387] Jugement, par. 3535 et 3536 [non souligné dans l'original]. Voir aussi *ibidem*, par. 3530 à 3534.
[2388] Voir Acte d'appel de l'Accusation, par. 3 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 2, 5 à 16, 45 et 46 ; CR, p. 74, 82 à 85 et 99 à 101 (26 août 2020).

l'élément moral requis pour le génocide est l'intention spécifique de détruire, en tout ou en partie, un groupe protégé[2389]. Dans l'affaire *Krstić*, la Chambre d'appel du TPIY a jugé que, si seule une partie d'un groupe protégé est visée, cette partie doit constituer une partie substantielle du groupe et être suffisamment importante pour que l'ensemble du groupe soit affecté[2390]. Elle a en outre conclu qu'un certain nombre de considérations « non exhaustives et non déterminantes » pouvaient être prises en compte pour dire si la partie du groupe visée est suffisamment importante pour que cette condition soit remplie, notamment i) l'importance numérique de la partie visée, considérée dans l'absolu mais aussi par rapport à la taille du groupe dans son ensemble, ii) sa place au sein du groupe tout entier, et si elle est représentative de l'ensemble du groupe, ou essentielle à sa survie, et iii) la zone dans laquelle les auteurs du crime exercent leur activité et leur contrôle, ainsi que leur pouvoir d'action[2391]. Après avoir examiné les constatations de la Chambre de première instance concernant ces éléments, nous considérons que la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite au vu des éléments de preuve est que les auteurs avaient l'intention de détruire les Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1 en tant que partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine.

759. Premièrement, pour ce qui est de l'importance numérique du groupe visé, la Chambre de première instance a fait observer que, en avril 1991, le nombre de Musulmans de Bosnie s'élevait à environ 1,9 million de personnes, soit 43,7 % de la population de Bosnie-Herzégovine[2392]. En ce qui concerne les communautés visées au chef 1, elle a fait observer que les Musulmans de Bosnie représentaient 47 % de la population de Sanski Most (soit 28 136 personnes), 51 % de la population de Foča (soit 20 790 personnes), 30 % de la population de Kotor Varoš (soit 11 090 personnes), 55 % de la population de Vlasenica (soit 18 727 personnes) et 44 % de la population de Prijedor (soit 49 700 personnes)[2393]. Bien que la Chambre de première instance ait constaté que le nombre de Musulmans de Bosnie dans chacune des municipalités visées au chef 1 aurait représenté une proportion plus importante de la population des Musulmans de Bosnie sur le territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie que celle de l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine, elle a conclu que cette proportion représentait toutefois une part relativement faible de la population sur laquelle les Serbes de Bosnie

[2389] Voir Jugement, par. 3433 et 3435 ; article 4 2) du Statut du TPIY.
[2390] Voir Jugement, par. 3437, renvoyant à Arrêt *Krstić*, par. 8. Voir aussi Arrêt *Popović*, par. 419.
[2391] Arrêt *Krstić*, par. 12 à 14. Voir Jugement, par. 3437 et 3528. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 727 ; Arrêt *Tolimir*, par. 261 ; Arrêt *Popović*, par. 422.
[2392] Voir Jugement, par. 3529.
[2393] Voir *ibidem*, par. 3530 à 3534.

exerçaient leur activité et leur contrôle[2394]. Nous sommes d'avis que, même si le groupe des Musulmans de Bosnie dans chacune des municipalités visées au chef 1 représentait de 0,57 à 2,6 % environ du groupe total des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine, ce nombre est néanmoins substantiel puisqu'il correspond à des dizaines de milliers de Musulmans de Bosnie pris pour cibles dans ces municipalités. Il convient de souligner que le groupe des Musulmans de Bosnie dans la municipalité de Prijedor représentait environ 2,6 % de la population musulmane de Bosnie en Bosnie-Herzégovine. Le groupe des Musulmans de Bosnie, visé par la 6e brigade de Krajina de la VRS placée sous le commandement de Basara et chargée de prendre le contrôle des municipalités de Sanski Most et de Prijedor, représentait environ 4,1 % de la population musulmane de Bosnie-Herzégovine[2395]. Nous considérons dès lors que le fait de viser à grande échelle 49 700 Musulmans de Bosnie dans une municipalité et 77 836 Musulmans de Bosnie dans deux autres, en soi et dans le contexte d'une population musulmane de Bosnie globalement peu nombreuse comptant 1,9 million de personnes, correspond à un nombre substantiel. Pour ramener les choses à leur juste mesure, le groupe des Musulmans de Bosnie de Srebrenica, dont la Chambre de première instance a conclu qu'il constituait une partie substantielle de la population musulmane de Bosnie, représentait moins de 2 % du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble[2396]. L'importance numérique du groupe des Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1 est encore plus significative si elle est considérée ensemble par rapport à la taille totale du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble. Sur ce point, nous considérons que la Chambre de première instance a eu tort de conclure que 6,7 % du groupe des Musulmans de Bosnie, correspondant à 128 443 Musulmans de Bosnie dans toutes les municipalités visées au chef 1, constituait une « part relativement faible » de l'ensemble des Musulmans de Bosnie comptant environ 1,9 million de personnes[2397].

[2394] Voir *ibid*. La Chambre de première instance a fait observer que les Musulmans de Bosnie représentaient la population musulmane de Bosnie dans les proportions suivantes en Bosnie-Herzégovine : environ 1,5 % à Sanski Most, environ 1,08 % à Foča, environ 0,57 % à Kotor Varoš et environ 0,97 % à Vlasenica. Voir *ibid*., par. 3530 à 3533. En ce qui concerne Prijedor, la Chambre de première instance a conclu à tort que les Musulmans de Bosnie représentaient 2,2 % de l'ensemble du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine, au lieu d'environ 2,6 %. Voir *ibid*., par. 3529 et 3534 ; Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 9 et note de bas de page 14.
[2395] Voir Jugement, par. 3530 et 3534.
[2396] *Ibidem*, par. 3551.
[2397] Voir *ibid*., par. 3529 à 3535. Cf. Jugement *Brđanin*, par. 967 et note de bas de page 2440 (où la Chambre de première instance a constaté que 10,78 % des Musulmans de Bosnie — soit 233 128 habitants sur 2 162 426 — et 7,96 % des Croates de Bosnie — soit 63 314 habitants sur 795 745 — qui vivaient dans certaines municipalités représentaient une partie substantielle des groupes protégés, aussi bien de manière intrinsèque que par rapport à l'ensemble de la population musulmane et croate en Bosnie-Herzégovine, et a considéré qu'il était inutile de rechercher d'autres éléments pertinents pour déterminer la partie substantielle de ces groupes). Voir aussi CR, p. 84, 85 et 100 à 102 (26 août 2020).

760. Deuxièmement, ce que la Chambre de première instance a rappelé à juste titre, pour dire si la partie visée du groupe protégé est substantielle, il faut notamment prendre en considération l'activité des auteurs matériels, le contrôle qu'ils exerçaient ainsi que leur pouvoir d'action[2398]. Sur ce point, la Chambre de première instance a conclu que l'autorité exercée par les forces serbes de Bosnie suivantes, qui étaient chargées de prendre le contrôle de chacune des municipalités visées au chef 1, ne s'était pas étendue au-delà de ces municipalités à partir du premier semestre 1992 : i) la 6e brigade de Krajina de la VRS placée sous le commandement de Basara, chargée de prendre le contrôle des municipalités de Sanski Most et de Prijedor ; ii) la brigade tactique de Foča de la VRS placée sous le commandement de Marko Kovač, chargée de prendre le contrôle de la municipalité de Foča ; iii) la 1e brigade de Kotor Varoš de la VRS et la 22e brigade de la VRS placées sous le commandement de Janko Trivić, chargées de prendre le contrôle de la municipalité de Kotor Varoš ; iv) le SJB de Vlasenica placé sous le commandement de Mane Đurić, chargé de prendre le contrôle de la municipalité de Vlasenica ; v) la 43e brigade motorisée chargée de prendre le contrôle de la municipalité de Prijedor[2399]. La Chambre de première instance a en outre conclu que, du point de vue des auteurs matériels appartenant à ces forces, les Musulmans de Bosnie de chaque municipalité étaient la seule partie du groupe des Musulmans de Bosnie se trouvant dans leur zone de contrôle[2400]. Comme la Chambre de première instance l'a fait remarquer, les auteurs ont commis les actes prohibés de génocide et d'autres actes répréhensibles dans chacune des municipalités visées au chef 1 relevant de leur contrôle géographique, à grande échelle et sur une brève période[2401]. En l'espace de quelques mois seulement, il ne restait que très peu de Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1[2402]. De plus, étant donné que l'intention de détruire dont est animé l'auteur du génocide sera toujours limitée par les possibilités qui s'offrent à lui[2403], les auteurs dans la présente affaire ont visé la destruction du groupe des Musulmans de Bosnie dans les municipalités où ils pouvaient exercer leur pouvoir d'action et où cette possibilité leur était

[2398] Jugement, par. 3528, renvoyant à Arrêt *Krstić*, par. 13 et 14.
[2399] Voir *ibidem*, par. 3530 à 3534.
[2400] Voir *ibid*., par. 3530 à 3535.
[2401] Voir *ibid*., par. 3464, 3473, 3479, 3496, 3502, 3510, 3513 à 3516, 3519, 3520, 3524 et 3535.
[2402] Voir *ibid*., par. 3513, 3514, 3516, 3520 et 3530 à 3534.
[2403] Arrêt *Krstić*, par. 13 (« Les exemples historiques de génocide montrent aussi qu'il convient de prendre en considération la zone dans laquelle les auteurs du crime exercent leur activité et leur contrôle, ainsi que leur pouvoir d'action. Le dessein de l'Allemagne nazie d'éliminer les Juifs s'est probablement limité à l'Europe ; même à son apogée, ce projet ne s'est vraisemblablement pas mué en une entreprise à l'échelle de la planète. De même, les génocidaires rwandais n'ont pas sérieusement envisagé d'éliminer la population tutsie au-delà des frontières du pays. L'intention de détruire dont l'auteur du génocide est animé sera toujours limitée par les possibilités qui s'offrent à lui. Si cet élément ne suffit pas à lui seul à indiquer si le groupe visé est ou non substantiel, il peut, combiné à d'autres, se révéler utile à l'analyse. »). Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 727.

offerte, dans le cadre du « contrôle ou pouvoir géographique limité [qu'ils avaient] pour exercer leurs activités[2404] ». À notre avis, ces considérations étayent, plutôt qu'elles ne l'excluent, la déduction selon laquelle les auteurs étaient animés de l'intention de détruire une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie.

761. Troisièmement, les constatations de la Chambre de première instance relatives à l'importance des municipalités visées au chef 1 et des communautés visées au chef 1 étayent la conclusion que le fait de viser les Musulmans de Bosnie dans ces municipalités est suffisamment important pour que l'ensemble du groupe des Musulmans de Bosnie soit affecté. Par exemple, la Chambre de première instance, lorsqu'elle a apprécié l'importance de Sanski Most, a tenu compte du fait que Karadžić et Krajišnik avaient souligné l'importance stratégique de cette municipalité et la nécessité de la garder[2405]. Elle a en outre tenu compte de la déclaration de Krajišnik à l'occasion de la 50e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie : « Le fait d'avoir organisé cette séance jubilaire à Sanski Most, une magnifique ville de Krajina, est symbolique. Notre présence ici garantit que Sanski Most était serbe et le restera, quels que soient les tracés sur les cartes et ceux qui entreprennent ces efforts futiles[2406]. »

762. De plus, la Chambre de première instance, lorsqu'elle a apprécié l'importance de la municipalité de Foča, a pris en compte le fait qu'en septembre 1992, le président de la cellule de crise et de la commission de guerre, Miroslav Stanić, avait informé Mladić que Foča « était censée être le deuxième centre islamique pour les Musulmans d'Europe » mais qu'elle était à présent serbe à 99 %[2407]. Elle a ajouté que, pendant la guerre, les autorités serbes de Bosnie avaient rebaptisé Foča « Srbinje » ou « ville des Serbes » et que, en janvier 1994, Karadžić avait expliqué que Foča « [était] extrêmement importante pour » les Musulmans, « mais ne leur appartiendra[it] jamais plus »[2408]. La Chambre de première instance a fait observer que Vojislav Maksimović, le commissaire de la République serbe de Bosnie pour Foča, prônait une « attitude ferme consistant à n'autoriser ni les Musulmans ni les Croates à retourner dans les zones sous nos ordres » et avait déclaré : « [I]l est hors de question d'envisager que 500 Musulmans ou plus puissent être dans notre futur pays »[2409]. La Chambre de première instance a également fait

[2404] Voir Jugement, par. 3535.
[2405] *Ibidem*, par. 3530.
[2406] *Ibid.*
[2407] *Ibid.*, par. 3531.
[2408] *Ibid.*
[2409] *Ibid.*

observer que, en août 1994, Krajišnik avait félicité les Serbes de Bosnie à Foča d'avoir créé « une ville véritablement serbe » et empêché que Foča ne devienne une « nouvelle Mecque »[2410].

763. Par ailleurs, en ce qui concerne la municipalité de Kotor Varoš, la Chambre de première instance a considéré qu'il s'agissait d'une municipalité à faible majorité serbe et que de telles municipalités comptant une population à majorité serbe étaient visées de sorte à les intégrer dans la Republika Srpska[2411]. Elle a conclu que, dès lors qu'elle était située quasiment à la frontière de la Fédération et de la Republika Srpska, Kotor Varoš était importante sur le plan stratégique[2412].

764. De surcroît, la Chambre de première instance, lorsqu'elle a apprécié l'importance de la municipalité de Vlasenica, a conclu qu'il était entendu que le contrôle de Vlasenica aurait permis de soutenir les premier et troisième objectifs stratégiques, et que forcer la population musulmane à quitter Vlasenica aurait ouvert un accès vers l'Herzégovine orientale[2413]. À ce propos, la Chambre de première instance a fait remarquer la déclaration suivante de Mladić : « [Q]uiconque contrôle Vlasenica contrôle la Bosnie orientale[2414]. »

765. Qui plus est, pour ce qui est de la municipalité de Prijedor, la Chambre de première instance a conclu que cette municipalité était importante aux yeux des Serbes de Bosnie en raison de sa situation, puisqu'elle se trouvait dans le corridor terrestre qui reliait, d'un côté, la région sous domination serbe de la Krajina croate à l'ouest et, de l'autre, la Serbie et le Monténégro, à l'est et au sud, ce corridor étant jugé indispensable pour ravitailler les unités de la VRS, car il s'agissait de la seule voie de communication terrestre entre la Bosnie-Herzégovine occidentale et la Serbie[2415]. La Chambre de première instance a pris en compte le fait que des hauts responsables sur le territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie avaient souligné que Prijedor ainsi que les communautés des Musulmans de Bosnie et des Croates de Bosnie qui y vivaient symbolisaient la Deuxième Guerre mondiale dans toute la région[2416]. Elle a en outre pris en considération le fait que Vladimir Lukić, le Premier Ministre de la Republika Srpska,

[2410] *Ibid.*
[2411] *Ibid.*, par. 3532.
[2412] *Ibid.*
[2413] *Ibid.*, par. 3533. La Chambre de première instance a constaté que, le 12 mai 1992, l'Assemblée des Serbes de Bosnie avait adopté les six objectifs stratégiques présentés par Karadžić, dont celui visant à établir des frontières séparant l'État serbe de celui des Croates et des Musulmans et supposant la séparation des populations sur une base ethnique. Voir *ibid.*, par. 3694 à 3702, 3708, 4222, 4460 et 4625, renvoyant, entre autres, à pièce P431.
[2414] *Ibid.*, par. 3533.
[2415] *Ibid.*, par. 3534.
[2416] *Ibid.*

avait déclaré dans un discours que Prijedor devait être serbe car elle avait été à majorité serbe avant « le massacre », en référence à la Deuxième Guerre mondiale[2417]. La Chambre de première instance a fait observer que, en 1994, Karadžić avait continué d'insister sur la nécessité de maintenir le contrôle serbe exercé sur Prijedor[2418]. Elle a conclu que Prijedor, en tant que zone multiethnique, était un symbole de « fraternité et d'unité » dans toute la région de la Yougoslavie, au point que les Musulmans de Bosnie pensaient que c'était « la dernière ville où un conflit ethnique pouvait se produire »[2419]. La Chambre de première instance a rappelé ses conclusions selon lesquelles, après la prise de contrôle de la ville de Prijedor le 30 avril 1992 par le Parti démocratique serbe aidé des forces militaires et des forces de police, un drapeau serbe avait été hissé sur le bâtiment de l'assemblée municipale, et les soldats de la VRS avaient rebaptisé la ville « Prijedor serbe » et occupé tous les établissements importants tels que la station de radio, le centre médical et la banque[2420]. Elle a en outre rappelé avoir conclu qu'avant l'attaque lancée sur Prijedor, le président de la cellule de crise de la Région autonome de Krajina, Radoslav Brđanin, avait déclaré à la télévision que « les non-Serbes n'auraient pas besoin de bois pour l'hiver », ce que la population non serbe a compris comme une menace voilée qui a semé la peur et la panique[2421].

766. Ainsi, après avoir pris en considération les conclusions de la Chambre de première instance exposées ci-dessus et les éléments de preuve abondants concernant l'importance des municipalités visées au chef 1 et des communautés visées au chef 1, nous considérons que c'est à tort que la Chambre de première instance a conclu que « les éléments de preuve dont elle dispose ne permettent pas d'expliquer pourquoi les Musulmans de Bosnie [dans ces municipalités] occupaient une place particulière au sein du groupe protégé dans son ensemble, ou étaient représentatives de ce groupe[2422] ». Au contraire, selon nous, ces conclusions montrent clairement la place et la représentativité intrinsèque du groupe des Musulmans de Bosnie dans chacune des municipalités visées au chef 1 par rapport au groupe protégé en Bosnie-Herzégovine. Si l'on replace les choses dans leur contexte, la Chambre de première instance et d'autres Chambres du TPIY ont tenu compte d'éléments similaires à l'appui de conclusions selon lesquelles les Musulmans de Bosnie de Srebrenica constituaient une partie

[2417] *Ibid.*
[2418] *Ibid.*
[2419] *Ibid.*
[2420] *Ibid.*
[2421] *Ibid.*
[2422] Voir *ibid.*, par. 3535.

substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie[2423]. Par exemple, la Chambre de première instance a pris en considération ce que Mladić a déclaré, à savoir que Srebrenica était un important « bastion islamique et turc » jusqu'au début de la guerre, que « même s'ils y avaient été majoritaires, les "Turcs" ne pouvaient pas prétendre à cet héritage », et que la Drina était un symbole de la domination exercée sur les Serbes, depuis l'époque de l'empire turc tout-puissant[2424]. Elle a conclu que l'enclave de Srebrenica revêtait une importance stratégique considérable pour les dirigeants des Serbes de Bosnie durant le conflit dès lors que la population musulmane de Bosnie, majoritaire dans la région, les empêchait de revendiquer ce territoire comme étant intrinsèquement serbe, que la proximité géographique de Srebrenica avec la Serbie la rendait nécessaire au maintien d'une zone frontalière à population serbe, contiguë à la Serbie, et que pendant la guerre, Srebrenica était également devenue un refuge pour les Musulmans de Bosnie de la région, en particulier lorsqu'elle a été déclarée zone de sécurité de l'ONU[2425].

767. Par ailleurs, nous sommes en désaccord avec la conclusion de la majorité des juges selon laquelle ni les constatations de la Chambre de première instance ni les éléments de preuve invoqués par l'Accusation concernant les communautés visées au chef 1 ne rendent compte d'une menace similaire pesant sur la viabilité ou la survie du groupe des Musulmans de Bosnie, alors que c'était le cas de Srebrenica[2426]. Selon nous, même si les faits survenus à Srebrenica se sont produits trois ans avant ceux survenus dans les municipalités visées au chef 1, l'élimination des Musulmans de Bosnie de Srebrenica n'est pas totalement indépendante de la destruction des communautés visées au chef 1. Comme l'a reconnu la majorité des juges, la destruction dirigée contre chacune des communautés visées au chef 1 a pu « représenter les premières étapes musclées de la campagne des Serbes de Bosnie visant à créer un État ethniquement homogène[2427] ». Nous considérons donc que la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite au vu des éléments de preuve est que la destruction des Musulmans de Bosnie en

[2423] Voir *ibid*., par. 3552 et 3554. Voir, par exemple, Arrêt *Popović*, par. 422 (où il est dit que l'importance stratégique de Srebrenica est un élément pertinent pour dire si la condition relative à la partie substantielle du groupe est remplie) ; Arrêt *Krstić*, par. 15 (« Srebrenica et sa région, la Podrinje centrale, revêtaient une importance stratégique capitale pour les dirigeants serbes de Bosnie. Sans Srebrenica, la Republika Srpska, l'État ethniquement serbe qu'ils souhaitaient créer, serait resté divisée en deux parties séparées et coupée de la Serbie même ») et 16 (« En outre, l'intérêt que les Musulmans de Bosnie et la communauté internationale portaient à Srebrenica ajoutait à son importance. [...] Dans sa résolution déclarant Srebrenica "zone de sécurité", le Conseil de sécurité avait annoncé que l'enclave devrait "être à l'abri de toute attaque armée et de tout autre acte d'hostilité" »). Voir aussi Jugement *Karadžić*, par. 5672 ; Arrêt *Tolimir*, par. 186 à 188 ; Arrêt *Popović*, par. 420 à 426 ; Jugement *Tolimir*, par. 774 ; Jugement *Popović*, par. 865.
[2424] Jugement, par. 3552.
[2425] *Ibidem*, par. 3554.
[2426] Voir *supra*, par. 581.
[2427] Voir *supra*, par. 581.

Bosnie-Herzégovine a commencé par la destruction des Musulmans de Bosnie dans certaines municipalités, notamment les communautés visées au chef 1, et a atteint son paroxysme avec la destruction des Musulmans de Bosnie de Srebrenica. Sur ce point, les meurtres et les traitements cruels et inhumains des milliers de Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1 survenus en 1992, dans le contexte d'autres crimes que sont les persécutions, l'extermination, l'assassinat et le meurtre, les actes inhumains (transfert forcé) et l'expulsion, commis dans toute la Bosnie-Herzégovine de 1991 au 30 novembre 1995, ne pouvaient *que* menacer fondamentalement la survie du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine[2428].

768. Par exemple, rien que pour Prijedor, la Chambre de première instance a conclu qu'au moins 993 Musulmans de Bosnie avaient été tués, dont plusieurs centaines massacrés[2429]. À ce sujet, pour ce qui est du fait répertorié A.6.1, entre le 24 et le 26 mai 1992 environ, plus de 800 habitants de la ville de Kozarac à majorité musulmane ont été tués pendant le bombardement de la ville et des villages environnants. Le bombardement a été suivi par l'avancée des chars et de l'infanterie, pendant laquelle des maisons ont été incendiées et des civils et des policiers tués. Lorsqu'un médecin a essayé de négocier l'évacuation en toute sécurité d'un garçon grièvement blessé vers un hôpital, les auteurs lui ont répondu qu'ils tueraient de toute façon les Musulmans[2430]. En ce qui concerne le fait répertorié B.13.1, le meurtre de 190 à 220 Musulmans de Bosnie et/ou Croates de Bosnie détenus au camp de Keraterm, le 25 juillet 1992 ou vers cette date, s'est produit après qu'ils ont été regroupés de force dans une seule pièce, qu'une forme de gaz chimique a été utilisée pour provoquer un mouvement de panique, puis qu'une mitraillette a été dirigée vers l'entrée de la pièce pour ouvrir le feu sur les détenus à leur sortie. Les soldats et les gardiens ont alors commencé à tirer sur les détenus à l'intérieur de la pièce, notamment sur ceux qui tentaient de se cacher dans les toilettes.

[2428] Voir Jugement, par. 3446, 3451, 4224 à 4232 et 4610. La Chambre de première instance a conclu que, s'agissant de la municipalité de Foča, 46 Musulmans de Bosnie et des centaines de détenus, Musulmans de Bosnie pour la plupart, avaient été tués au KP Dom de Foča. Voir *ibidem*, par. 3446, renvoyant à faits répertoriés A.2.1 et B.5.1. En ce qui concerne la municipalité de Kotor Varoš, la Chambre de première instance a conclu qu'au moins 185 Musulmans de Bosnie avaient été tués. Voir *ibid.*, renvoyant à fait répertorié A.4.4 et faits non répertoriés survenus le 13 juin 1992 et le 2 juillet 1992. S'agissant de la municipalité de Prijedor, la Chambre de première instance a conclu qu'au moins 993 Musulmans de Bosnie avaient été tués. Voir *ibid.*, renvoyant à faits répertoriés A.6.1, A.6.2, A.6.3, A.6.4, A.6.5, A.6.6, A.6.7, A.6.8, A.6.9, B.13.1, B.13.2, B.13.3, B.13.4, B.13.5, C.15.3 et C.15.5. En ce qui concerne la municipalité de Sanski Most, la Chambre de première instance a conclu qu'au moins 94 Musulmans de Bosnie avaient été tués. Voir *ibid.*, renvoyant à faits répertoriés A.7.1, A.7.2, A.7.3, A.7.4 et A.7.5. Concernant la municipalité de Vlasenica, elle a conclu qu'au moins 169 Musulmans de Bosnie avaient été tués. Voir *ibid.*, renvoyant à faits répertoriés A.9.1, B.16.1 et B.16.2.

[2429] Voir *ibid.*

[2430] Voir *ibid.*, par. 1036 à 1041, 3051, 3053 et 3073, et p. 1602.

Les gardiens serbes chantaient par intermittence pendant les tirs et ont continué à chanter jusque très tard dans la nuit qui a suivi les meurtres[2431].

769. La Chambre de première instance a également conclu que des milliers de Musulmans de Bosnie détenus dans les municipalités de Foča, de Prijedor et de Vlasenica avaient été victimes d'atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale et que ces atteintes avaient contribué à la destruction du groupe protégé. Elle a considéré que la brutalité de ces atteintes avait eu des conséquences durables, dévastatrices, physiques et mentales sur les victimes qui avaient survécu, hypothéquant gravement leur capacité à mener une vie normale et fructueuse. D'autres victimes, tuées par la suite, ont souffert avant de trouver la mort[2432]. Sur ce point, des détenus musulmans de Bosnie, notamment des civils — hommes, femmes et enfants —, ont été victimes de mauvais traitements, tels que des sévices, la torture, le viol, les violences sexuelles, la famine et l'absence de soins médicaux de manière discriminatoire[2433].

770. Par exemple, s'agissant du fait répertorié C.6.1, entre le 12 mai 1992 et octobre 1994, des hommes civils non serbes, des Musulmans de Bosnie pour la plupart, âgés de 15 à 80 ans, ont été détenus entre quatre mois et plus de deux ans et demi au KP Dom et étaient désignés par le terme péjoratif de « *balija* ». À l'été 1992, de 500 à 600 détenus ont été rassemblés dans un petit nombre de cellules. Nombre d'entre eux ont reçu des coups de couteau, ont eu les yeux bandés, ont été contraints de s'appuyer contre un mur, bras et jambes écartés, ont été enchaînés à un mur, et ont été régulièrement battus à coups de matraque, de gros câble ou de bâton[2434].

771. S'agissant des faits répertoriés C.6.2, C.6.3, C.6.4 et C.6.5, les civils musulmans de Bosnie détenus vivaient dans un climat d'intimidation et dans des conditions insalubres, ne recevaient pas suffisamment de nourriture, d'eau chaude ni de soins médicaux. En juillet et août 1992, plusieurs groupes de femmes et de jeunes filles musulmanes de Bosnie, certaines âgées de 12 ans seulement, ont été « gardées » et violées à maintes reprises par de nombreux soldats, en même temps ou tour à tour, et contraintes à avoir des rapports sexuels avec les hommes auxquels elles avaient été « assignées ». Ces femmes et ces jeunes filles étaient séquestrées dans la maison et devaient faire la cuisine et le ménage pour les soldats et laver leurs

[2431] Voir *ibid.*, par. 1121, 1122, 3051 et 3092, et p. 1605 et 1606.
[2432] *Ibid.*, par. 3451.
[2433] Voir *ibid.*, renvoyant, entre autres, à faits répertoriés C.6.1, C.6.2, C.6.3, C.6.4, C.6.5, C.15.2, C.15.3, C.15.4, C.15.5 et C.19.3, et fait non répertorié survenu à l'école secondaire de Vlasenica.
[2434] Voir *ibid.*, par. 652 à 655.

uniformes. Elles étaient sévèrement battues si elles refusaient d'obéir aux ordres. Certaines femmes ont été brûlées avec des cigarettes[2435].

772. S'agissant du fait répertorié C.15.2, la Chambre de première instance a constaté que, entre le 27 mai et le 16 août 1992, environ 3 300 Musulmans de Bosnie et Croates de Bosnie avaient été détenus au camp d'Omarska. Des personnes âgées, des femmes et des enfants, y compris des personnes handicapées et des malades, se trouvaient parmi les détenus. On y trouvait également des responsables politiques et des chefs religieux voués à être éliminés, ainsi que des personnes qui étaient associées à ces dirigeants. Les détenus recevaient des rations de famine généralement composées de nourriture avariée. L'eau potable leur était souvent refusée pendant de longues périodes et, lorsqu'elle leur était fournie, elle était impropre à la consommation et provoquait des troubles intestinaux. Des crises aiguës de diarrhée et de dysenterie ont été observées. Certains détenus ont perdu 20 à 30 kilos, voire bien plus. Très peu de toilettes étaient disponibles, et les détenus devaient attendre des heures avant de pouvoir les utiliser et étaient souvent obligés de déféquer et d'uriner dans la pièce où ils étaient détenus. Étant donné que rien n'existait vraiment pour se laver, les détenus sont rapidement devenus très sales dans la chaleur de l'été, tout comme leurs vêtements, et les maladies cutanées étaient répandues. Les gardiens refusaient souvent d'ouvrir les fenêtres des pièces bondées, ou exigeaient des détenus qu'ils leur cèdent des objets personnels en échange de l'ouverture d'une fenêtre ou d'un bocal en plastique rempli d'eau. Sur la *pista*, jusqu'à 600 prisonniers ont été forcés de rester assis ou couchés sur le ventre, parfois pendant des jours et des nuits, par tous les temps, sous la menace d'armes automatiques. Les détenus ne recevaient aucun soin médical et étaient fréquemment et sauvagement battus. Au cours des interrogatoires, on faisait tomber les détenus de leur chaise, ils étaient frappés, roués de coups de pied, piétinés, et on sautait sur leur corps sous les yeux des personnes qui menaient les interrogatoires. Dans certains cas, les détenus ont été contraints de signer une fausse déposition à l'issue de leur interrogatoire, dans laquelle ils admettaient avoir agi contre les Serbes. Ils recevaient l'ordre de sortir de leur pièce et étaient attaqués avec toutes sortes de bâtons, de barres de fer ou d'épais câbles électriques. Lancer des détenus sur des pneus en feu, frapper un détenu à la bouche au point de lui casser les dents, battre des détenus à l'aide d'objets métalliques ou autres, provoquant parfois des fractures, placer un couteau sous la gorge d'un détenu pour lui extorquer de l'argent, forcer un homme à boire de l'huile de moteur et forcer des détenus à marcher sur des tessons de verre sont

[2435] Voir *ibid.*, par. 664 à 666, 673, 683, 684, 689 et 690.

autant d'autres formes de sévices qui leur ont été infligés. Les détenus étaient humiliés : ils étaient régulièrement forcés à entonner des chants serbes, un détenu a été forcé à se frapper la tête contre un mur, un détenu a été forcé à battre un autre détenu, au moins un détenu a été forcé à lécher son propre sang, et un autre à traverser nu la *pista*, tandis qu'un gardien le poursuivait avec un fouet. Les détenus, hommes et femmes, étaient régulièrement menacés de mort et faisaient l'objet de remarques péjoratives à caractère ethnique et d'insultes, notamment de phrases telles que « [n]ique ta mère *balija*, ta mère oustachie. Il faut tous vous tuer ». Les jours de fête religieuse, ou lorsqu'un parent d'un gardien était tué au front, les sévices s'intensifiaient. Les détenues étaient victimes de viols et de violences sexuelles. Des gardiens serbes ont ordonné à un détenu et à une détenue de se déshabiller et ont forcé le détenu à la violer. Les autres détenus entendaient ceux qui étaient violés hurler et appeler au secours, et pouvaient voir les marques et les ecchymoses laissées sur leurs visages et leurs bras ainsi que d'autres traces de violences et de sévices[2436].

773. S'agissant du fait répertorié C.15.3, la Chambre de première instance a constaté que le camp de Keraterm abritait environ 4 000 détenus, hommes et femmes, notamment des civils et principalement des hommes musulmans de Bosnie et croates de Bosnie. Les détenus étaient enfermés pendant des jours entiers dans un certain nombre de pièces qui n'étaient pas éclairées, où il faisait extrêmement chaud, et qui n'étaient pas suffisamment ventilées. Ils avaient à peine suffisamment de place pour s'allonger sur le sol en béton. Les conditions au camp étaient insalubres. Les détenus n'avaient accès qu'à un seul lieu d'aisance, qu'ils ne pouvaient utiliser qu'une fois par jour. Il s'est bouché, après quoi des seaux, qui étaient percés, leur ont été fournis. Les poux pullulaient, et la dysenterie faisait des ravages. La nourriture et l'eau étaient fournies en quantité insuffisante aux détenus qui ont souffert de malnutrition et de famine. Aucun soin médical n'a été dispensé au camp pour soigner les maladies. Les gardiens donnaient l'ordre aux détenus de sortir de leur cellule et les battaient la nuit, dans certains cas à coups de crosses de fusil, de coups-de-poing américains, de barres de fer et d'autres objets. Une fois, des détenus ont été battus pendant deux à trois heures. Une autre fois, les gardiens ont ordonné à des nouveaux détenus de se coucher à plat ventre sur l'asphalte brûlant, mains sur la nuque et, lorsqu'un détenu a essayé de ne pas toucher l'asphalte, un gardien lui a donné des coups de pied à la tête. Un détenu a reçu une balle dans la paume de la main, et un gardien l'a traité d'« oustachi » ou de « *balija* » car il avait demandé la permission d'utiliser les toilettes. Une

[2436] Voir *ibid.*, par. 1231 à 1236.

autre fois encore, deux détenus ont été abattus parce qu'ils ne tenaient pas en place, et leurs mères croate et musulmane ont été injuriées. Les détenus étaient également battus s'ils ne terminaient pas assez rapidement leur ration de pain et ils étaient contraints de s'appuyer avec trois doigts contre le mur et d'entonner des chants « tchetniks ». Des gardiens, des membres d'unités paramilitaires ou des civils ont violé des détenues au camp. Une fois, mi-juillet 1992, un certain nombre de gardiens ont violé une détenue jusqu'à ce qu'elle perde connaissance ; elle s'est réveillée le lendemain matin gisant dans une mare de sang. Un gardien lui a alors ordonné de se nettoyer, l'a emmenée dans la cour, et l'a obligée à s'asseoir sur une pierre pendant plusieurs heures[2437].

774. S'agissant du fait répertorié C.15.4, la Chambre de première instance a constaté que le camp de Trnopolje avait fonctionné du 26 mai 1992 au moins jusqu'à la fin septembre 1992. De fin mai à début juin 1992, il a abrité environ 8 000 détenus et, à la fin août 1992, jusqu'à 4 000 personnes y étaient détenues. Il s'agissait de civils musulmans de Bosnie et de civils croates de Bosnie, y compris des femmes et des enfants. À Trnopolje, les bâtiments ne pouvaient pas accueillir tous les détenus, et nombre d'entre eux ont donc campé dehors, ne disposant que de peu ou pas d'espace pour s'abriter. Il n'y avait ni électricité, ni lits, ni couvertures, ni salles d'eau dans le camp. Il n'y avait pas d'eau courante, et le peu d'eau potable disponible était sale et contaminée. Les sanitaires étaient primitifs, et les autorités du camp donnaient des quantités insuffisantes de nourriture aux détenus. Parfois, la nourriture n'était distribuée qu'à ceux qui pouvaient la payer. En raison du manque de nourriture et des conditions d'insalubrité et de surpopulation, les poux et la gale étaient répandus, et la majorité des détenus souffrait de dysenterie. Les détenus souffraient également de toute une série d'affections, notamment d'hépatite, de diarrhée chronique et de forte fièvre. Plusieurs détenus se sont fait arracher les dents avec une pince sans anesthésie. Les plaies de certains détenus grouillaient de vers. Les gardiens du camp frappaient fréquemment et sauvagement les détenus avec des battes de base-ball, des barres de fer, des crosses de fusil, ainsi qu'avec leurs mains, leurs pieds ou tout ce qui leur tombait sous la main. En août 1992, un gardien serbe qui venait du camp de Keraterm a accueilli les nouveaux détenus en leur disant « [q]ue Dieu vous vienne en aide, à vous, les Turcs », et a sauvagement frappé un détenu en lui donnant des coups de pied et en sautant sur lui une fois qu'il était à terre. Les gardiens ont frappé des détenus à mort. Une femme de Bosnie qui avait été détenue avec ses enfants et enregistrée à son arrivée comme une « extrémiste de

[2437] Voir *ibid.*, par. 1265 à 1269.

Hambarine », a été accusée par des gardiens du camp d'avoir acheté des armes et de les avoir entreposées. Les gardiens l'ont appelée « *balija* » et l'ont frappée en présence de ses enfants, qu'ils ont également menacés. Des gardiens du camp et d'autres personnes, notamment des soldats de la VRS venus de l'extérieur, ont violé de nombreuses femmes et jeunes filles à l'intérieur du camp et aux alentours. Dans le camp, ces gardiens et soldats étaient autorisés à sélectionner leurs victimes, dont la plus jeune était âgée de 12 ans. Une Musulmane de Bosnie a été violée presque chaque nuit pendant un mois environ. Elle a également été menacée, battue et a reçu des coups de couteau à plusieurs reprises lorsqu'elle résistait, et on l'a menacée de faire venir d'autres soldats pour la violer. Pendant les viols, on lui disait : « Voyons comment baisent les femmes musulmanes », « tes Musulmans violent nos sœurs serbes, c'est donc maintenant à ton tour de voir ce que ça fait », et « les femmes musulmanes doivent avoir des enfants serbes »[2438].

775. S'agissant du fait répertorié C.15.5, la Chambre de première instance a constaté qu'à partir du 21 juillet 1992 à peu près, 114 hommes non armés, pour la plupart des Musulmans de Bosnie et des Croates de Bosnie, avaient été détenus pendant plusieurs jours au Dom de Miška Glava, dans un petit café où il faisait très chaud. L'un des hommes a été séparé du groupe lorsqu'il a dit que sa mère était serbe, et les autres hommes ont subi des mauvais traitements tout en étant forcé d'entonner des chants à la gloire de la Grande Serbie. Les détenus n'ont reçu qu'un pain et un paquet de bonbons à se partager pendant trois jours et ils ont dû entonner des chants à la gloire de la Grande Serbie pour recevoir de l'eau. Ils étaient régulièrement battus à coups de poing et de crosse de fusil[2439].

776. S'agissant du fait répertorié C.19.3, la Chambre de première instance a constaté que de 2 000 à 2 500 Musulmans de Bosnie des deux sexes et de tous âges, y compris des civils, avaient été détenus au camp de Sušica. En juin et juillet 1992, environ la moitié des détenus étaient des femmes. Les détenus étaient gardés dans des conditions insalubres, ne recevaient pas suffisamment de nourriture, d'eau ni de soins médicaux. Ils étaient fréquemment et sauvagement battus et traités de « fils de pute *balija* ». Les gardiens leur infligeaient également des mauvais traitements, par exemple ils les effrayaient en leur enfonçant un couteau dans la bouche s'ils posaient des questions, ils leur attachaient les pouces dans le dos avec du fil de fer et les ligotaient ensuite à des tuyaux d'écoulement des eaux de pluie à l'entrée de l'entrepôt, ils les

[2438] Voir *ibid.*, par. 1322 à 1325.
[2439] Voir *ibid.*, par. 1329.

forçaient à rester agenouillés toute la journée, et ils leur donnaient des coups de couteau dans la bouche. Les gardiens du camp et des personnes venues de l'extérieur ont également violé des détenues[2440].

777. S'agissant du fait non répertorié à l'école secondaire de Vlasenica, la Chambre de première instance a constaté que, entre le 31 mai 1992 et le 8 juin 1992, environ 160 hommes avaient été détenus à l'école secondaire de Vlasenica, notamment des hommes musulmans de Bosnie âgés de 13 à 87 ans. Durant leur détention, ils n'étaient pas autorisés à maintenir leur hygiène personnelle puisqu'aucune installation sanitaire en état de marche n'était disponible dans le bâtiment. Ils recevaient une fine tranche de pain et une petite portion d'œuf par jour. Il y avait deux litres d'eau par jour pour 160 personnes. Les détenus étaient sauvagement battus, notamment lorsqu'ils refusaient d'entonner des chants identifiés comme « tchetniks ». Les gardiens ont écrasé des cigarettes sur les mains d'un détenu et ont dit à un autre détenu : « [S]i tu n'as pas léché ce sang à mon retour, je vous égorgerai[2441]. »

778. En outre, comme il est dit plus haut, ces actes prohibés de génocide et d'autres actes répréhensibles de persécutions, d'extermination, d'assassinat et de meurtre, d'actes inhumains (transfert forcé) et d'expulsion commis dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale, ont été perpétrés à grande échelle et présentaient un caractère systématique, organisé et discriminatoire[2442]. En l'espace de quelques mois seulement, il ne restait que très peu de Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1[2443]. Par exemple, en examinant les déplacements forcés dans la municipalité de Kotor Varoš, la Chambre de première instance a pris note des dires du témoin Pašić, selon lequel i) six familles musulmanes de Bosnie sont restées à Hrvaćani lorsque sa famille a fui à la mi-1992 ; ii) après avoir quitté Hrvaćani, le témoin et sa famille, ainsi que 50 à 70 personnes, principalement des civils, y sont retournés alors qu'ils se dirigeaient vers un autre endroit et ont rencontré des soldats serbes qui les ont appelés « *balijas* », et qui ont dit au groupe qu'il ne leur restait plus rien à Hrvaćani et qu'ils devaient se rendre en Turquie ; iii) lorsqu'ils ont traversé Hrvaćani, « le village était détruit, les

[2440] Voir *ibid*., par. 1794 à 1796.
[2441] Voir *ibid*., par. 1802.
[2442] Voir, par exemple, *ibid*., par. 3446, 3451, 3464, 3473, 3479, 3496, 3502, 3510, 3513 à 3516, 3519, 3520, 3524, 3535, 4224 à 4232 et 4610.
[2443] Voir *ibid*., par. 3513, 3514, 3516, 3520 et 3530 à 3534.

maisons avaient été dépouillées, les animaux tués, et les personnes âgées qui étaient restées [avaient] été soit abattues, soit brûlées[2444] ».

779. Après les attaques incessantes menées contre les Musulmans de Bosnie dans les municipalités de Bosnie-Herzégovine, notamment les municipalités visées au chef 1, le processus de destruction du groupe des Musulmans de Bosnie a atteint son paroxysme en 1995 à Srebrenica, qui était devenue l'un des rares territoires encore majoritairement habité par des Musulmans de Bosnie dans la zone revendiquée comme étant la Republika Srpska. Partant, sur le fondement des conclusions de la Chambre de première instance et des éléments de preuve examinés ci-dessus, nous sommes convaincus que, comme pour les Musulmans de Bosnie de Srebrenica, la destruction des communautés visées au chef 1 a également menacé la viabilité ou la survie du groupe des Musulmans de Bosnie dans son ensemble.

780. Comme l'Accusation l'a invoqué à juste titre, « la seule considération empêchant la Chambre [de première instance] de conclure que les auteurs de la région avaient commis un génocide [était celle relative à la "partie substantielle du groupe"][2445] ». Nous prenons note de l'argument de l'Accusation selon lequel, dire que « [s]i seule une partie du groupe est vouée à l'extinction, cette partie doit être substantielle pour pouvoir conclure au génocide » traduisait une préoccupation visant à garantir que le terme de génocide ne soit pas employé « à la légère » ou qu'il ne qualifie pas des crimes d'une ampleur insuffisante[2446]. Or, compte tenu des considérations ci-dessus concernant la taille du groupe visé, la zone dans laquelle les auteurs exerçaient leur activité et leur contrôle, la place et la représentativité intrinsèque des municipalités visées au chef 1 et des communautés visées au chef 1, les scénarios des crimes odieux ainsi que la menace posée à la viabilité et à la survie du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine ou les conséquences sur ces dernières, conclure que les communautés visées au chef 1 constituaient une partie substantielle du groupe ne reviendrait nullement à utiliser la qualification de génocide « à la légère ». De même, sur la base de ces considérations, nous sommes d'avis que l'Accusation a démontré que tout doute raisonnable quant à la culpabilité a été levé et qu'aucune Chambre de première instance n'aurait pu raisonnablement dire que les auteurs n'avaient pas eu l'intention de détruire les Musulmans de Bosnie dans les

[2444] *Ibid*., par. 949 et 952, renvoyant à CR, p. 550, 551, 553, 555 et 556 (9 juillet 2012).
[2445] CR, p. 82 (26 août 2020).
[2446] CR, p. 83 (26 août 2020), renvoyant à Arrêt *Krstić*, par. 37 (« [L]a preuve [...] d'une intention spécifique, et la démonstration que c'était l'ensemble du groupe, ou une partie substantielle de celui-ci, qui était voué à l'extinction — écartent le risque que des déclarations de culpabilité pour génocide soient prononcées à la légère. Cependant, lorsque ces conditions sont remplies, le droit ne doit pas répugner à désigner le crime commis par son nom »).

municipalités visées au chef 1 en tant que partie *substantielle* du groupe protégé en Bosnie-Herzégovine. Nous sommes donc en désaccord avec la conclusion de la majorité des juges selon laquelle l'Accusation n'a pas démontré que la Chambre de première instance avait commis une erreur en concluant que les communautés visées au chef 1 ne constituaient pas, chacune, une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie en Bosnie-Herzégovine. Nous concluons que la Chambre d'appel aurait dû faire droit au premier moyen d'appel de l'Accusation.

B. Deuxième moyen d'appel de l'Accusation : la Chambre de première instance aurait commis des erreurs en concluant que des membres de l'entreprise criminelle commune principale n'avaient pas été animés de l'« intention de détruire »

781. Comme il est rappelé plus haut, la Chambre de première instance a conclu que, de 1991 au 30 novembre 1995, l'entreprise criminelle commune principale avait existé, et que son objectif était de chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine par les moyens suivants : persécutions, extermination, assassinat et meurtre, actes inhumains (transfert forcé) et expulsion[2447]. Elle a jugé que les crimes en lien avec l'entreprise criminelle commune principale avaient été commis dans l'ensemble des « Municipalités » suivantes de Bosnie-Herzégovine, notamment dans les municipalités visées au chef 1 : Banja Luka, Bijeljina, Foča, Ilidža, Kalinovik, Ključ, Kotor Varoš, Novi Grad, Pale, Prijedor, Rogatica, Sanski Most, Sokolac et Vlasenica[2448]. Elle a conclu que l'entreprise criminelle commune principale comptait parmi ses membres Karadžić, Krajišnik, Plavšić, Koljević, Subotić, Mandić, Stanišić et Mladić[2449], et qu'ils avaient utilisé des « instruments », notamment des membres de la VRS et du MUP, pour commettre ces crimes[2450].

782. S'agissant des municipalités visées au chef 1, la Chambre de première instance a conclu qu'un grand nombre de Musulmans de Bosnie dans ces municipalités avaient été victimes d'actes prohibés de génocide, tels que des meurtres ou des atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale, ce qui avait contribué à la destruction de leur groupe[2451]. Plus précisément,

[2447] Jugement, par. 4232 et 4610. Voir aussi *ibidem*, par. 4218 à 4231.
[2448] Voir *ibid*., par, 4218, 4225, 4227 et 4229 à 4231. Voir aussi *ibid*., p. 176 à 948.
[2449] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4238, 4610, 4612, 4688, 5188 et 5189. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 3578 à 3741 et 3784 à 3827.
[2450] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4225 à 4231 et 4239. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 108 à 271 et 3784 à 3985.
[2451] *Ibid*., par. 3446 et 3451.

la Chambre de première instance a conclu qu'un grand nombre de Musulmans de Bosnie à Foča, Ključ, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica avaient été tués, et que des Musulmans de Bosnie à Foča, Prijedor et Vlasenica avaient été victimes d'atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale, ce qui avait contribué à la destruction de leur groupe[2452]. Elle a en outre conclu, à la majorité, que certains auteurs matériels avaient été animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie en commettant les actes prohibés[2453]. La Chambre de première instance a également examiné les déclarations « incendiaires » de Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale[2454]. Elle a néanmoins conclu qu'elle n'était pas convaincue que le génocide s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale, ni que des membres de cette entreprise avaient été animés de l'intention génocidaire[2455].

783. Nous notons que l'Accusation soutient que la Chambre de première instance a commis une erreur en concluant que le génocide ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale i) en appliquant un niveau de preuve plus rigoureux lorsqu'elle a apprécié l'« intention de détruire » qui avait animé Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale ; ii) lorsqu'elle a conclu à tort que Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale, qui avaient orchestré et contrôlé l'ensemble de la campagne criminelle et exercé plus de pouvoir que n'importe lequel des auteurs matériels originaires de la région qu'ils avaient utilisés comme instruments, n'étaient pas animés de l'intention de détruire le groupe des Musulmans de Bosnie, alors que les auteurs matériels, eux, l'étaient ; iii) lorsqu'elle a conclu à tort que les déclarations de Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale ne traduisaient pas une intention de détruire le groupe des Musulmans de Bosnie[2456].

784. Pour les raisons exposées ci-dessous, nous considérons erronée et déraisonnable la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle le génocide ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale et selon laquelle les membres de cette entreprise n'avaient pas été animés de l'intention génocidaire. Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre de première instance a notamment rappelé qu'elle avait conclu

[2452] *Ibid.* Voir aussi *ibid.*, par. 3458, 3464, 3469, 3473, 3479, 3496, 3502 et 3503.
[2453] *Ibid.*, par. 3504, 3511, 3513, 3515, 3519, 3524, 3526 et 4236.
[2454] *Ibid.*, par. 4235.
[2455] *Ibid.*, par. 4236 et 4237.
[2456] Voir Mémoire d'appel de l'Accusation, par. 19 à 41. Voir aussi Réplique de l'Accusation, par. 19 à 38 ; CR, p. 74 à 82 et 101 à 103 (26 août 2020).

que les auteurs matériels des crimes dans les municipalités visées au chef 1 n'avaient pas été animés de l'intention de détruire une partie *substantielle* du groupe des Musulmans de Bosnie[2457]. Comme il est dit plus haut au sujet du premier moyen d'appel de l'Accusation, nous avons dit que la conclusion de la Chambre de première instance était déraisonnable sur ce point.

785. La Chambre de première instance a en outre rappelé la conclusion de la majorité, selon laquelle certains auteurs matériels des crimes avaient été animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie, mais a considéré ce qui suit :

> Il en faut plus pour déduire que les dirigeants des Serbes de Bosnie voulaient détruire les groupes protégés dans les municipalités visées au chef 1 par l'instrumentalisation d'un certain nombre d'auteurs matériels. En l'absence d'autres éléments de preuve qui permettraient sans équivoque de conclure à l'intention génocidaire, les seuls actes prohibés de certains auteurs matériels ne sont pas suffisants pour déduire cette intention[2458].

Nous considérons que cette affirmation par la Chambre de première instance est dénuée de fondement et constitue une erreur de droit. Nous rappelons que l'« intention [spécifique] de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel », peut être notamment déduite du contexte général, de la perpétration d'autres actes répréhensibles systématiquement dirigés contre le même groupe, de l'ampleur des atrocités commises, du fait de viser systématiquement certaines victimes en raison de leur appartenance à un groupe particulier, de la récurrence d'actes de destruction et discriminatoires ainsi que de l'existence d'un plan ou d'une politique[2459]. Selon nous, en droit, la jurisprudence n'interdit pas à une Chambre de première instance de déduire l'intention génocidaire des membres d'une entreprise criminelle commune sur le seul fondement des actes prohibés commis par des auteurs matériels qui en sont les instruments. Nous rappelons que les manifestations explicites de l'intention criminelle sont souvent rares en matière pénale et que, en l'absence de preuves explicites directes, l'intention spécifique peut donc se déduire de faits et de circonstances pertinents, afin d'éviter que des auteurs n'échappent à une condamnation du seul fait que leur intention n'était pas manifeste[2460]. Sur ce point, nous faisons remarquer que, selon l'Accusation, « l'erreur de droit commise par la Chambre [de première instance] a pour conséquence qu'il ne sera possible

[2457] Jugement, par. 4234 [non souligné dans l'original].
[2458] *Ibidem*, par. 4236.
[2459] Arrêt *Rutaganda*, par. 525 et 528 (où il est dit que le fait de déduire l'intention spécifique d'autres faits, tels que le contexte général et la perpétration d'autres actes systématiquement dirigés contre le groupe visé n'implique aucunement que la culpabilité peut être induite du seul fait que la personne accusée fait partie d'une « organisation criminelle ») ; Arrêt *Jelisić*, par. 47. Voir aussi Arrêt *Karadžić*, par. 727, renvoyant, entre autres, à Arrêt *Tolimir*, par. 246, *Le Procureur c/ Radovan Karadžić*, affaire nº IT-95-5/18-AR98*bis*.l, *Judgement*, 11 juillet 2013, par. 80, Arrêt *Stakić*, par. 42.
[2460] Voir Arrêt *Rutaganda*, par. 525, renvoyant à Arrêt *Kayishema*, par. 159.

de déclarer des dirigeants coupables que dans les situations rares où ils auront déclaré sans équivoque leur intention génocidaire puisque, de l'avis de [la] Chambre de première instance, à défaut [...] d'autres éléments de preuve sans équivoque, tout le scénario de crimes qu'un dirigeant déchaîne sur une population est juridiquement insuffisant pour établir l'intention génocidaire[2461] ».

786. Pour ce qui est de l'appréciation des faits par la Chambre de première instance, nous sommes d'avis que, compte tenu de ses constatations concernant les actes prohibés commis par les auteurs, les déclarations et le comportement de Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale ainsi que la connaissance qu'il avait des crimes commis sur le terrain, la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite est que le génocide s'inscrivait dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale, et que Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune partageaient l'intention de détruire une partie substantielle du groupe des Musulmans de Bosnie.

787. Sur ce point, nous rappelons que la Chambre de première instance a conclu que les auteurs avaient commis les actes prohibés de meurtre et d'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale, ainsi que d'autres actes répréhensibles, sur une grande échelle et de manière systématique, organisée et discriminatoire[2462]. Qui plus est, comme il est exposé plus haut dans la partie de notre opinion consacrée au premier moyen d'appel de l'Accusation, pour la municipalité de Prijedor, par exemple, la Chambre de première instance a constaté qu'au moins 993 Musulmans de Bosnie avaient été tués[2463]. Elle a aussi conclu que la brutalité des atteintes infligées aux milliers de Musulmans de Bosnie détenus dans les municipalités de Foča, Prijedor et Vlasenica avait eu des conséquences durables, dévastatrices, physiques et mentales sur les victimes qui avaient survécu, hypothéquant gravement leur capacité à mener une vie normale et fructueuse, et que cela avait contribué à la destruction des groupes protégés. Elle a en outre conclu que d'autres victimes, tuées par la suite, avaient souffert avant de trouver la mort[2464]. En l'espace de quelques mois seulement, il ne restait que très peu de Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1[2465]. La Chambre de première instance a également conclu que

[2461] CR, p. 78 (26 août 2020).
[2462] Voir, par exemple, Jugement, par. 3446, 3451, 3464, 3473, 3479, 3496, 3502, 3510, 3513 à 3516, 3519, 3520, 3524, 3535, 4224 à 4232 et 4610.
[2463] Voir *ibidem*, par. 3446.
[2464] Voir *ibid*., par. 3451, renvoyant à faits répertoriés C.6.1, C.6.2, C.6.3, C.6.4, C.6.5, C.15.2, C.15.3, C.15.4, C.15.5 et C.19.3, fait non répertorié survenu à l'école secondaire de Vlasenica, et fait non répertorié survenu à l'école de Sitnica. Voir aussi *supra*, par. 738 à 746.
[2465] Voir Jugement, par. 3513, 3514, 3516, 3520 et 3530 à 3534.

certains auteurs matériels des crimes, des membres des forces serbes de Bosnie qui ont servi d'instruments aux membres de l'entreprise criminelle commune principale, avaient été animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie[2466]. Compte tenu de ces conclusions, nous sommes convaincus que la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite au vu des actes des auteurs matériels est que le génocide s'inscrivait dans le cadre de l'entreprise criminelle commune principale.

788. De plus, contrairement à ce qu'a dit la Chambre de première instance concernant « l'absence d'autres éléments de preuve qui permettraient sans équivoque de conclure à l'intention génocidaire[2467] », nous considérons qu'il existe de nombreux éléments de preuve qui permettent de conclure à l'existence de pareille intention, par exemple les déclarations et le comportement de Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale pendant la préparation et le déroulement de la campagne criminelle mise en œuvre dans des municipalités de toute la Bosnie-Herzégovine, notamment dans les municipalités visées au chef 1. Comme il est exposé ci-dessous, ces éléments de preuve mettent en évidence la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite, à savoir que les membres de l'entreprise criminelle commune principale voulaient détruire le groupe des Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1.

789. Sur ce point, nous rappelons que la Chambre de première instance a constaté que, entre juillet 1991 au moins et mai 1992, les dirigeants des Serbes de Bosnie avaient menacé de violence et d'anéantissement et appelé aux transferts de populations en préparation de la prise de contrôle du territoire revendiqué par les Serbes[2468]. Les dirigeants des Serbes de Bosnie ont également adopté des politiques et des stratégies, telles que la directive relative aux municipalités de types A et B, et ont créé des structures politiques, militaires et policières des Serbes de Bosnie dans toutes les municipalités en vue de mettre en œuvre leur objectif de division ethnique[2469]. Le 12 mai 1992, ils ont adopté les « six objectifs stratégiques » de Karadžić, dont celui visant à établir des frontières d'un État serbe et à séparer les populations sur une base ethnique, et ils ont mis l'accent sur la nécessité de réaliser la séparation par « tous les moyens »[2470]. À partir de mai 1992, en quelques mois, un scénario similaire d'attaques

[2466] *Ibidem*, par. 3504, 3511, 3513, 3515, 3519, 3524, 3526 et 4236. Voir, par exemple, *ibid*., par. 4225 à 4231 et 4239.
[2467] *Ibid*., par. 4236.
[2468] Voir *ibid*., par. 3669 et 4220.
[2469] Voir *ibid*., par. 87 à 89, 3668, 3674, 3675, 3689, 3690, 3708, 3979, 4219 et 4221.
[2470] Voir *ibid*., par. 3708.

généralisées et systématiques dirigées contre les Musulmans de Bosnie a été suivi par les forces serbes, notamment les forces de la VRS, les unités du MUP et les autorités régionales et municipales, dans certaines municipalités en Bosnie-Herzégovine, notamment dans les municipalités visées au chef 1[2471].

790. Nous rappelons en outre que la Chambre de première instance a conclu : i) que les membres de l'entreprise criminelle commune principale contrôlaient les forces serbes de Bosnie, et notamment que Mladić avait exercé à un « très haut degré la direction et le commandement des subordonnés de la VRS », était respecté par ses subordonnés, qui le reconnaissaient comme leur chef, exigeait une « obéissance absolue » au sein de la VRS, suivait de près l'exécution de ses ordres, et communiquait régulièrement avec ses subordonnés[2472] ; que Karadžić contrôlait la structure militaire et politique de la Republika Srpska[2473] ; que Mićo Stanišić exerçait l'« autorité exclusive » sur les opérations du MUP liées à la sécurité[2474] ; ii) que les actes et les omissions de Mladić pendant l'existence de l'entreprise criminelle commune principale avaient été si essentiels à la commission des crimes que, sans ces actes, les crimes n'auraient pas été commis[2475] ; iii) que Mladić savait que des crimes étaient commis contre les non-Serbes dans les Municipalités[2476] ; iv) que Mladić n'avait pas demandé d'enquêter sur les crimes commis par les forces serbes de Bosnie ni d'en punir les auteurs[2477].

791. Nous rappelons aussi les nombreuses déclarations faites par Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale, appelant à la disparition et à la destruction des Musulman de Bosnie. Après avoir examiné ces déclarations, nous considérons que la Chambre de première instance a eu tort de conclure qu'elles n'indiquaient pas qu'il y avait eu intention génocidaire de la part des membres de l'entreprise criminelle commune principale. En particulier, la Chambre de première instance a constaté que, lors de conversations, de réunions et de discours qui avaient eu lieu entre juillet 1991 au moins et mai 1992, des dirigeants politiques des Serbes de Bosnie, en particulier Karadžić, avaient menacé les Musulmans de Bosnie de violence et d'anéantissement s'ils tentaient de créer un État souverain, qualifié les Musulmans et les Croates d'ennemis avec lesquels les Serbes de Bosnie ne pouvaient pas vivre,

[2471] Voir *ibid*., par. 3464, 3473, 3479, 3496, 3502, 3510, 3511 et 3513 à 3524. Voir aussi *ibid*., par. 3036 à 3039, 3041, 3045, 3459 à 3463, 3470 à 3472, 3474 à 3478, 3480 à 3495, 3497 à 3501, 3819, 3824, 3982 et 3983.
[2472] *Ibid*., par. 4390 à 4393.
[2473] Voir *ibid*., par. 18 à 31, 104, 265 et 341.
[2474] *Ibid*., par. 338 et 341.
[2475] *Ibid*., par. 4611 et 4612. Voir aussi, par exemple, *ibid*., par. 4241 à 4610, 4615, 4685, 4686 et 5189.
[2476] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4546, 4630 à 4643 et 4685.
[2477] *Ibid*., par. 4546 et 4611. Voir aussi *ibid*., par. 4529 à 4545.

et menacé ces groupes de violence et appelé aux transferts de populations[2478]. Elle a conclu que, ce faisant, Karadžić avait fait maintes fois référence, entre autres, à l'« expulsion », la « disparition » et l'« anéantissement » des Musulmans de Bosnie[2479]. Elle a également tenu compte d'éléments de preuve montrant que, le 12 mai 1992, Mladić a déclaré à la 16e séance de l'Assemblée : « [N]ous devons jouer notre carte et éliminer cet ennemi, temporairement ou définitivement, de sorte qu'il ne se retrouve pas dans les tranchées en face de nous[2480]. » En outre, à la 17e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie qui s'est tenue du 24 au 26 juillet 1992, Karadžić a déclaré que « ce conflit [était] né dans la perspective d'éliminer les Musulmans », et qu'« [i]ls pens[ai]ent être établis nationalement, mais [qu']ils [étaient] en réalité en train de disparaître »[2481]. La Chambre de première instance a également tenu compte du discours que Mladić avait fait devant l'Assemblée des Serbes de Bosnie le 10 janvier 1994, dans lequel il a déclaré : « L'ennemi qui est en face de nous est chaque jour plus fort […] déterminé à se battre tant qu'il restera [des Serbes] [...] Mon souci [est] qu'ils disparaissent complètement[2482]. »

792. En appréciant ces déclarations dans le contexte des actes prohibés de génocide commis à grande échelle par des auteurs qui sont les instruments des membres de l'entreprise criminelle commune, conjointement avec d'autres déclarations contenant de la propagande et des termes péjoratifs pour parler des Musulman de Bosnie[2483], dans lesquelles les Musulmans de Bosnie sont dépeints comme des ennemis génocidaires[2484], et appelant à l'« extermination, la destruction, la disparition et l'anéantissement » des Musulmans de Bosnie alors qu'ils tentaient de créer un État souverain[2485], nous sommes d'avis que la Chambre de première instance a eu tort de considérer que ces déclarations faisaient simplement état de la « rhétorique employée dans ces discours » prônant une séparation et une division sur des bases ethniques, ou qu'elles étaient de la propagande adressée à l'ennemi militaire, et qu'elles n'exprimaient pas une intention génocidaire[2486].

[2478] *Ibid*., par. 3669.
[2479] *Ibid*.
[2480] *Ibid*., par. 4460 et 4625, renvoyant à pièce P341, p. 33.
[2481] Pièce P4581, p. 86.
[2482] Voir Jugement, par. 4468 et 4629, renvoyant à pièce P3076, p. 20.
[2483] Voir *ibidem*, par. 4499 et 4500.
[2484] Voir, par exemple, *ibid*., par. 4482 à 4484, 4486, 4499, 4648 et 4649.
[2485] Voir, par exemple, *ibid*., par. 3603, 3609, 3610 et 3670.
[2486] Voir *ibid*., par. 4235.

793. Sur ce point, en ce qui concerne les déclarations contenant de la propagande et des termes péjoratifs pour parler des Musulmans de Bosnie, nous notons que la Chambre de première instance a constaté que, entre septembre 1992 et au moins mars 1995, Mladić avait participé à la mise en place d'un dispositif visant à diffuser la propagande antimusulmane, et à l'utilisation de ce dispositif soit par l'intermédiaire de ses subordonnés, soit personnellement, afin de susciter chez les Serbes de Bosnie la peur et la haine des Musulmans de Bosnie[2487]. Elle a constaté que, dans des interviews accordées à des médias, Mladić avait utilisé des termes péjoratifs pour parler des Musulmans de Bosnie, tels que « les Musulmans étaient la lie de la terre », revendiqué les droits historiques des Serbes sur certains territoires et réactualisé le récit du génocide et des crimes commis à leur encontre par les Croates de Bosnie et les Musulmans de Bosnie[2488].

794. S'agissant des déclarations dans lesquelles les Musulmans de Bosnie sont dépeints comme des ennemis génocidaires, nous notons les constatations suivantes de la Chambre de première instance : i) dans une interview publiée dans le bulletin de la VRS *Srpska vojska* le 18 novembre 1992, Mladić a fait remarquer que les Musulmans pensaient qu'ils allaient facilement « se débarrasser du peuple serbe sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine »[2489] ; ii) selon *Srpska vojska*, au cours d'une réunion qui a eu lieu début avril 1993 en présence notamment de Mladić, Karadžić, Krajišnik et de représentants des organes d'État et organes politiques de la République serbe de Bosnie, Mladić a déclaré que « les conditions stratégico-opérationnelles avaient été créées pour empêcher le plus grand génocide visant le peuple serbe et son annihilation totale » à l'ouest de la Drina[2490] ; iii) dans une interview publiée le 25 juin 1993, Mladić a déclaré que « [l]es Musulmans avaient trahi les Serbes et les avaient réprimés pendant 500 ans[2491] ». La Chambre de première instance disposait également d'éléments de preuve montrant que Mladić i) a déclaré dans un numéro du journal *Oslobođenje* daté du 8 novembre 1994 que les Serbes allaient « recouvrer les territoires pris par les Musulmans » pendant la Deuxième Guerre mondiale et « même davantage, en guise de punition »[2492] ; ii) avait déclaré dans une séquence vidéo datée du 26 juin 1995 que le peuple serbe avait organisé sa défense, protégé la majorité des terres historiquement serbes et empêché

[2487] Voir *ibid.*, par. 4500.
[2488] Voir *ibid.*, par. 4499.
[2489] Voir *ibid.*, par. 4482 et 4499, renvoyant à pièce P7391, p. 4.
[2490] Voir *ibid.*, par. 4483 et 4499, renvoyant à pièce P3918, p. 2.
[2491] Voir *ibid.*, par. 4484 et 4499, renvoyant à pièce P7719, p. 4.
[2492] Voir *ibid.*, par. 4486 et 4648, renvoyant à pièce P1975, p. 1.

« un génocide [...] planifié et préparé[2493] ». De surcroît, nous notons qu'un rapport de l'état-major principal de la VRS daté de septembre 1992 et signé par Mladić indiquait : « Nous avons dû prendre toutes les mesures disponibles pour nous défendre contre les intentions et les actions génocidaires de nos ennemis[2494]. »

795. En particulier, pour ce qui est des déclarations appelant à l'extermination des Musulmans de Bosnie alors qu'ils tentaient de créer un État souverain, la Chambre de première instance a constaté que Karadžić : i) avait déclaré dans une conversation téléphonique le 12 octobre 1991 que ces tentatives finiraient « dans un bain de sang », que si les Musulmans de Bosnie venaient à « se soulever contre les Serbes » et tentaient de faire sécession, ils « disparaitraient », que « 300 000 Musulmans périraient » à Sarajevo, et que « la population musulmane ser[ait] exterminée »[2495] ; ii) avait déclaré dans un discours prononcé le 15 octobre 1991 lors de la 8e séance conjointe de l'Assemblée de la République socialiste de Bosnie-Herzégovine que la voie de l'indépendance choisie par les Musulmans de Bosnie serait un « chemin d'enfer et de souffrance », et avait expliqué dans une conversation téléphonique que les Serbes les « détruirai[ent] totalement » dans une « guerre qui les mènerait à l'anéantissement »[2496]. Nous notons en outre que Karadžić a déclaré : « [L]es Musulmans savent [...] [que] c'est l'enfer dans lequel cinq à six centaines de milliers d'entre eux disparaîtront[2497]. »

796. Selon nous, la seule déduction qui puisse être raisonnablement faite au vu de l'ensemble des éléments de preuve est que ces déclarations indiquent qu'il y avait intention de détruire physiquement le groupe des Musulmans de Bosnie.

797. Pour les raisons exposées ci-dessus, compte tenu i) du contrôle que les membres de l'entreprise criminelle commune principale exerçaient sur les forces serbes de Bosnie, ii) de leur participation à la planification et à la mise à exécution des crimes commis dans les Municipalités, iii) de leurs nombreuses déclarations appelant à la disparition et à la destruction des Musulmans de Bosnie, iv) de la connaissance qu'avait Mladić des crimes commis sur le terrain, v) de la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle certains membres des forces serbes, qui ont servi d'instruments aux membres de l'entreprise criminelle commune

[2493] Voir *ibid.*, par. 4486 et 4649, renvoyant à pièce P1976, p. 1.
[2494] Voir pièce P1966, p. 3.
[2495] Voir Jugement, par. 3603 et 3670, renvoyant à pièce P4109, p. 7 à 9, 16, 18 et 21 à 23.
[2496] Voir *ibidem*, par. 3609, 3610 et 3670, renvoyant à pièce P108, p. 5 et 6, pièce P2004, p. 2 à 4, et pièce P2654, p. 6.
[2497] Voir pièce P4110, p. 3.

principale, avaient commis des actes prohibés de génocide dans l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie, et vi) de sa conclusion selon laquelle, en l'espace de quelques mois seulement, il ne restait que très peu de Musulmans de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1, nous considérons que la Chambre de première instance a eu tort de conclure que le génocide ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale. Dans ce contexte, nous considérons qu'il était absurde de la part de la Chambre de première instance de conclure que certains auteurs étaient animés de l'intention de détruire en partie le groupe des Musulmans de Bosnie tout en concluant que Mladić et d'autres membres de l'entreprise criminelle commune principale, qui utilisaient ces auteurs comme instruments pour commettre des crimes dans les Municipalités en vue de la réalisation de l'entreprise criminelle commune principale, n'avaient pas eux-mêmes été animés de cette intention.

798. Compte tenu de ces considérations, nous concluons que la Chambre de première instance a commis une erreur de droit et une erreur de fait en ne concluant pas que le génocide s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale ou que des membres de cette entreprise avaient été animés de l'intention génocidaire. Nous concluons que l'Accusation a démontré que tout doute raisonnable quant à la culpabilité a été levé. Nous sommes en désaccord avec la décision de la majorité des juges de rejeter les arguments de l'Accusation sur ce point et concluons que la Chambre d'appel aurait dû accueillir le deuxième moyen d'appel de l'Accusation.

C. Mladić devrait être reconnu coupable de génocide dans les municipalités visées au chef 1

799. Après avoir conclu que la Chambre de première instance avait commis une erreur en concluant i) que les Musulmans de Bosnie des municipalités visées au chef 1 ne constituaient pas une partie substantielle du groupe protégé en Bosnie-Herzégovine, et ii) que le génocide ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale ou que des membres de cette entreprise n'avaient pas été animés de l'intention génocidaire, nous concluons donc que Mladić devrait être reconnu coupable de génocide pour participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie.

800. Nous rappelons que la responsabilité pour participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie suppose i) une pluralité de personnes ; ii) l'existence d'un but

commun qui consiste à commettre un crime ou en implique un ; iii) l'adhésion de l'accusé au but commun et l'intention que celui-ci partage d'y participer[2498]. Dès lors que i) la Chambre de première instance a conclu que, à partir du 12 mai 1992 et jusqu'au 30 novembre 1995, Mladić avait participé à l'entreprise criminelle commune principale, à laquelle une pluralité de personnes adhérait, notamment des dirigeants des Serbes de Bosnie, dont l'objectif était de chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine par les moyens suivants : persécutions, extermination, assassinat et meurtre, actes inhumains (transfert forcé) et expulsion[2499], et ii) nous avons conclu que le génocide s'inscrivait dans le cadre de l'objectif de l'entreprise criminelle commune principale et que Mladić et d'autres membres de cette entreprise avaient partagé l'intention génocidaire des auteurs des crimes qui ont servi d'instruments, nous sommes en désaccord avec la décision de la majorité des juges de confirmer l'acquittement de Mladić du crime de génocide, imputé au chef 1 de l'Acte d'accusation. Nous concluons que la Chambre d'appel aurait dû faire droit à la demande de l'Accusation de déclarer Mladić coupable de génocide s'agissant des crimes commis dans les municipalités visées au chef 1 pour participation à une entreprise criminelle commune de première catégorie.

Fait en anglais et en français, la version en anglais faisant foi.

Le 8 juin 2021
La Haye (Pays-Bas)

/*signé*/
Aminatta Lois Runeni N'gum

/*signé*/
Seymour Panton

[Sceau du Mécanisme]

[2498] Voir, par exemple, Arrêt *Stanišić et Simatović*, par. 77 ; Arrêt *Brđanin*, par. 364, 365 et 430 ; Arrêt *Stakić*, par. 64 et 65 ; Arrêt *Krajišnik*, par. 200 à 208 et 707 ; Arrêt *Tadić*, par. 227 et 228. Voir aussi Arrêt *Nizeyimana*, par. 325 ; Arrêt *Gotovina*, par. 89.
[2499] Voir, par exemple, Jugement, par. 4232, 4238, 4610 à 4612, 4685, 4686, 4688 et 5189.

VIII. ANNEXE A : RAPPEL DE LA PROCÉDURE

801. Les principaux points de la procédure en appel sont résumés ci-dessous.

A. Composition de la Chambre d'appel

802. Le 19 décembre 2017, le Président du Mécanisme a ordonné que la Chambre d'appel en l'espèce serait composée des juges Theodor Meron (Président), Carmel Agius, Liu Daqun, Prisca Matimba Nyambe et Seymour Panton[2500]. Le 20 décembre 2017, le Juge Meron s'est désigné lui-même juge de la mise en état en appel en l'espèce[2501]. Le 3 septembre 2018, le Juge Jean-Claude Antonetti a fait droit aux requêtes de Mladić aux fins du dessaisissement des juges Theodor Meron, Agius et Liu pour cause d'apparence de partialité[2502]. Le 4 septembre 2018, le Juge Antonetti a désigné les juges Mparany Mamy Richard Rajohnson, Gberdao Gustave Kam et Elizabeth Ibanda-Nahamya en l'espèce[2503]. La Juge Nyambe a été élue Présidente de la Chambre d'appel saisie de l'espèce et, le 12 septembre 2018, elle s'est désignée elle-même juge de la mise en état en appel[2504]. Le 14 septembre 2018, le Juge Rajohnson a été remplacé par la Juge Aminatta Lois Rueni N'gum[2505]. Le 18 février 2021, le Juge Mustapha El Baaj a remplacé le Juge Kam[2506].

[2500] Ordonnance portant désignation de juges dans une affaire dont est saisie la Chambre d'appel, 19 décembre 2017, p. 1.
[2501] Ordonnance portant désignation d'un juge de la mise en état en appel, 20 décembre 2017, p. 1.
[2502] Décision relative aux requêtes de la Défense aux fins du dessaisissement des Juges Theodor Meron, Carmel Agius et Liu Daqun, 3 septembre 2018, par. 81 à 87. Voir aussi Requête déposée par la Défense aux fins du dessaisissement du Juge Theodor Meron en raison de parti pris, réel ou apparent, 18 juin 2018, par. 1 et 21 à 23, et p. 9 ; Requête déposée par la Défense aux fins du dessaisissement du Juge Carmel Agius en raison de parti pris, réel ou apparent, 18 juin 2018, par. 1 et 22 à 24, et p. 9 ; Requête déposée par la Défense aux fins du dessaisissement du Juge Liu Daqun en raison de parti pris, réel ou apparent, 18 juin 2018, par. 1 et 18 à 20, et p. 8.
[2503] Ordonnance portant désignation de trois juges en application de l'article 18 du Règlement, 4 septembre 2018, p. 1 et 2.
[2504] Ordonnance portant désignation d'un juge de la mise en état en appel, 12 septembre 2018, p. 1.
[2505] Ordonnance portant remplacement d'un juge, 14 septembre 2018, p. 1.
[2506] Ordonnance portant remplacement d'un juge dans une affaire dont est saisie la Chambre d'appel, 18 février 2021, p. 1 et 2.

B. Appels

803. Suite aux décisions du juge de la mise en état en appel d'accorder à Mladić et à l'Accusation une prorogation de 90 jours du délai pour le dépôt de leurs actes d'appel[2507], les parties ont déposé leurs actes d'appel respectifs le 22 mars 2018[2508].

804. Le 22 mai 2018, le juge de la mise en état en appel a fait droit à la demande de Mladić et de l'Accusation de prorogation de délai de 60 jours supplémentaires pour le dépôt de leurs mémoires d'appel et en réponse respectifs[2509]. Dans la même décision, le juge de la mise en état en appel a également autorisé Mladić à dépasser le nombre limite de mots de son mémoire d'appel et à déposer un mémoire n'excédant pas 75 000 mots, et a autorisé l'Accusation à dépasser de la même manière le nombre limite de mots pour son mémoire en réponse[2510].

805. Le 6 août 2018, Mladić et l'Accusation ont déposé leurs mémoires d'appel respectifs[2511]. Les deux parties ont ensuite déposé leurs mémoires en réponse respectifs le 14 novembre 2018[2512], et leurs mémoires en réplique respectifs le 29 novembre 2018[2513].

C. Décision relative à une requête aux fins d'annulation du jugement de première instance et de suspension de la procédure

806. Le 30 avril 2018, la Chambre d'appel a rejeté la requête dans laquelle Mladić demandait la suspension de la procédure en appel et l'annulation du Jugement en raison d'une [EXPURGÉ] présumée[2514].

[2507] Décision relative à la demande de prorogation du délai de dépôt d'un acte d'appel, 21 décembre 2017, p. 2. Voir aussi Décision relative à une nouvelle demande de prorogation du délai de dépôt d'un acte d'appel, 9 mars 2018, p. 3 ; Décision relative aux demandes d'examen présentées par Ratko Mladić, 16 mars 2018, p. 4 et 5.
[2508] *Notice of Appeal of Ratko Mladić*, document public avec annexes publiques et confidentielles, 22 mars 2018 ; *Prosecution's Notice of Appeal*, 22 mars 2018.
[2509] Décision relative à la demande de prorogation de délais et de dépassement du nombre limite de mots présentée par Ratko Mladić, 22 mai 2018, p. 4 et 5.
[2510] *Ibidem*, p. 5.
[2511] *Appeal Brief on Behalf of Ratko Mladić*, confidentiel, 6 août 2018 ; *Notice of Filing of Corrigendum to: Appeal Brief on Behalf of Ratko Mladić*, confidentiel, 16 août 2018 (version publique expurgée déposée le 11 septembre 2018) ; Mémoire d'appel de l'Accusation, confidentiel, 6 août 2018 (version publique expurgée déposée le 7 août 2018).
[2512] Réponse de l'Accusation, confidentiel, 14 novembre 2018 (version publique expurgée déposée le 1er février 2019) ; *Prosecution Response Brief*, confidentiel, 14 novembre 2018 (version publique expurgée déposée le 1er février 2019).
[2513] *Reply to Prosecution's Response Brief on Behalf of Ratko Mladić*, confidentiel, 29 novembre 2018 (version publique expurgée déposée à la même date) ; *Prosecution Reply Brief*, confidentiel, 29 novembre 2018 (version publique expurgée déposée le 21 janvier 2019).
[2514] Décision relative à une requête aux fins d'annulation du jugement de première instance et de suspension de la procédure, confidentiel, 30 avril 2018 (version publique expurgée déposée le 8 juin 2018), p. 1, 4 et 5 ; Décision

D. Décisions rendues en application de l'article 142 du Règlement

807. Le 31 décembre 2018, Mladić a déposé cinq demandes d'admission d'éléments de preuve supplémentaires en appel[2515]. Le 11 mars 2020, la Chambre d'appel, à la majorité, a rejeté les cinq demandes d'admission d'éléments de preuve supplémentaires présentées par Mladić[2516].

E. Conférences de mise en état

808. Les conférences de mise en état prévues par l'article 69 du Règlement se sont tenues les 10 juillet 2018[2517], 6 novembre 2018[2518], 18 février 2019[2519], 13 juin 2019[2520], 3 octobre 2019[2521], 30 janvier 2020[2522] et 24 juillet 2020[2523]. Une conférence de mise en état qui devait se

relative à une demande aux fins de reconsidération de la Décision relative à une requête aux fins d'annulation du jugement de première instance et de suspension de la procédure et aux fins de certification de l'appel envisagé contre cette décision, confidentiel, 26 juin 2018 (version publique expurgée déposée à la même date), p. 1, 4 et 5. Voir aussi *Defence Motion to Vacate Judgment and Impose Stay of Proceedings*, confidentiel avec annexes publiques et confidentielles, 31 janvier 2018 (version publique expurgée déposée à la même date).

[2515] *Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, document public avec annexe A confidentielle et annexe B publique, 31 décembre 2018 ; *Notice of Filing of as to: Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, document public avec annexe A3 confidentielle et annexe B publique, 1er février 2019 ; *Second Notice of Filing of Translations Relating to: Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, confidentiel, 8 mars 2019 ; *Ratko Mladić's Second Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142*, document public avec annexes confidentielles, 31 décembre 2018 ; *Corrigendum to Ratko Mladić's Second Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142*, document public avec annexes confidentielles, 10 janvier 2019 ; *Ratko Mladić's Third Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Documents Made Accessible by the Central Intelligence Agency of the United States of America*, 31 décembre 2018 ; *Ratko Mladić Fourth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Sarajevo Segment*, 31 décembre 2018 ; *Notice of Filing of as to: Ratko Mladić Fourth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Sarajevo Segment*, 1er février 2019 ; *Ratko Mladić's Fifth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Armija BiH Documents*, 31 décembre 2018 ; *Notice of Filing of Translations Relating to: Ratko Mladić's Fifth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Armija BiH Documents*, 1er février 2019. Voir aussi *Decision on Prosecution's Motion to Strike Mladić's Motions to Admit Additional Evidence*, 22 janvier 2019.

[2516] *Decision on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date), par. 117. Voir aussi *Dissenting Opinion of Judge Prisca Matimba Nyambe to the Decisions on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date).

[2517] CR, p. 1 à 20 (10 juillet 2018). Voir aussi Ordonnance fixant la date d'une conférence de mise en état, 19 juin 2018, p. 1.

[2518] CR, p. 1 à 6 (6 novembre 2018). Voir aussi *Order Scheduling a Status Conference*, 5 octobre 2018, p. 1.

[2519] CR, p. 1 à 10 (18 février 2019). Voir aussi *Order Scheduling a Status Conference*, 3 janvier 2019, p. 1.

[2520] CR, p. 1 à 6 (13 juin 2019). Voir aussi *Order Scheduling a Status Conference*, 5 avril 2019, p. 2.

[2521] CR, p. 1 à 8 (3 octobre 2019). Voir aussi *Order Scheduling a Status Conference*, 29 août 2019, p. 2.

[2522] CR, p. 1 à 11 (30 janvier 2020). Voir aussi *Order Scheduling a Status Conference*, 17 octobre 2019, p. 2.

[2523] CR, p. 1 à 26 (24 juillet 2020). Voir aussi Décision fixant les dates du procès en appel et d'une conférence de mise en état, 17 juillet 2020 (« Décision du 17 juillet 2020 »), p. 12 ; *Order Concerning the Status Conference and Medical Reporting by the Registrar*, 22 mai 2020 ; *Order Relating to the Status Conference*, 20 mai 2020 ; Ordonnance fixant la date d'une conférence de mise en état, 11 mai 2020.

tenir le 19 novembre 2020 a été reportée à la demande de Mladić jusqu'à une date à laquelle ses conseils seraient disponibles pour y assister avec lui dans la salle d'audience[2524].

F. Procès en appel

809. Le 16 décembre 2019, la Chambre d'appel a fixé les dates du procès en appel aux 17 et 18 mars 2020[2525]. Le 6 mars 2020, elle a suspendu le procès en raison de l'intervention chirurgicale que devait subir Mladić, et a demandé au Greffier de fournir chaque semaine des rapports sur la programmation de l'opération prévue et sur la convalescence de Mladić, et ce, afin de pouvoir rapidement fixer une nouvelle date pour le procès[2526]. Le 1er mai 2020, constatant que Mladić se remettait bien de l'intervention, la Chambre d'appel a ordonné que le procès se tiendrait les 16 et 17 juin 2020, « sous réserve de toute modification liée aux restrictions imposées en raison de la pandémie qui empêcheraient les déplacements nécessaires ou la tenue des débats pour d'autres raisons[2527] ». Le 28 mai 2020, se fondant sur les observations du Greffier et sur les arguments de la Défense, la Chambre d'appel a notamment jugé qu'il n'était pas possible de tenir le procès les 16 et 17 juin 2020 et a suspendu le procès jusqu'à nouvel ordre[2528]. Le 17 juillet 2020, elle a fixé les nouvelles dates du procès aux 25 et 26 août 2020 à La Haye (Pays-Bas), et a ordonné la mise en place de mesures permettant la participation à distance des juges et des parties à ces dates compte tenu des restrictions imposées en raison de la pandémie, s'ils le souhaitaient[2529]. Le 14 août 2020, la Chambre d'appel a rejeté les demandes de la Défense de notamment annuler les nouvelles dates du procès, de suspendre le procès jusqu'à l'assouplissement des restrictions imposées en raison de la pandémie, de sorte que Mladić puisse être examiné par des professionnels de la santé, et d'ordonner un examen des aptitudes de Mladić afin de statuer sur sa capacité à participer au procès[2530].

[2524] Voir *Order on the Scheduling of a Status Conference*, 10 novembre 2020, p. 1 et 2. Voir aussi *Order Scheduling a Status Conference*, 28 octobre 2020, p. 2.
[2525] *Scheduling Order for the Hearing of the Appeals*, 16 décembre 2019, p. 1.
[2526] Décision relative à une demande de suspension du procès en appel, confidentiel, 6 mars 2020 (version publique expurgée déposée le 11 mars 2020), p. 5. Voir aussi *Decision on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date).
[2527] *Second Order Scheduling the Hearing of the Appeals*, 1er mai 2020, p. 2.
[2528] *Order Regarding the Hearing of the Appeals*, 28 mai 2020, p. 3 à 5.
[2529] Voir Décision du 17 juillet 2020, par. 3 à 5, 14, 19 et 20, et p. 12 et 13.
[2530] Décision du 14 août 2020, p. 2 et 6 ; *Dissenting Opinion of Judge Prisca Matimba Nyambe to the "Decision on Defence Submissions" Filed on 14 August 2020*, 14 août 2020. Le 20 août 2020, la Chambre d'appel a rejeté la demande de la Défense de reconsidérer la Décision du 14 août 2020. Voir *Decision on a Defence Motion to Reconsider the "Decision on Defence Submissions"*, 20 août 2020.

810. La Chambre d'appel a entendu les exposés des parties présentés au procès en appel les 25 et 26 août 2020 à La Haye (Pays-Bas)[2531]. Pendant le procès, la Juge Ibanda-Nahamya était présente en personne dans la salle d'audience, alors que les Juges Nyambe (Présidente), N'gum, Kam et Panton y ont participé par voie de vidéoconférence.

[2531] CR, p. 1 à 110 (25 août 2020) ; CR, p. 1 à 109 (26 août 2020).

IX. ANNEXE B – SOURCES CITÉES ET DÉFINITIONS

A. Jurisprudence

1. Mécanisme

Affaire *MLADIĆ*

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance portant remplacement d'un juge dans une affaire dont est saisie la Chambre d'appel, 18 février 2021

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order on the Scheduling of a Status Conference*, 10 novembre 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Scheduling a Status Conference*, 28 octobre 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Decision on a Defence Motion to Reconsider the "Decision on Defence Submissions"*, 20 août 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Decision on Defence Submissions*, 14 août 2020 (« Décision du 14 août 2020 »)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Dissenting Opinion of Judge Prisca Matimba Nyambe to the "Decision on Defence Submissions" Filed on 14 August 2020*, 14 août 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision fixant les dates du procès en appel et d'une conférence de mise en état, 17 juillet 2020 (« Décision du 17 juillet 2020 »)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Regarding the Hearing of the Appeals*, 28 mai 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Concerning the Status Conference and Medical Reporting by the Registrar*, 22 mai 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Relating to the Status Conference*, 20 mai 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance fixant la date d'une conférence de mise en état, 11 mai 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Second Order Scheduling the Hearing of the Appeals*, 1er mai 2020

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Decision on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Dissenting Opinion of Judge Prisca Matimba Nyambe to the Decisions on Motions for Admission of Additional Evidence on Appeal*, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à une demande de reconsidération de la décision ordonnant la suspension du procès en appel, confidentiel, 11 mars 2020 (version publique expurgée déposée à la même date)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à une demande de suspension du procès en appel, confidentiel, 6 mars 2020 (version publique expurgée déposée le 11 mars 2020)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Scheduling Order for the Hearing of the Appeals*, 16 décembre 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Scheduling a Status Conference*, 17 octobre 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Scheduling a Status Conference*, 29 août 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Scheduling a Status Conference*, 5 avril 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Decision on Prosecution's Motion to Strike Mladić's Motions to Admit Additional Evidence*, 22 janvier 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Scheduling a Status Conference*, 3 janvier 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Order Scheduling a Status Conference*, 5 octobre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance portant remplacement d'un juge, 14 septembre 2018 (traduction en anglais déposée le 27 février 2019)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance portant désignation d'un juge de la mise en état en appel, 12 septembre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance portant désignation de trois juges en application de l'article 18 du Règlement, 4 septembre 2018 (traduction en anglais déposée le 5 septembre 2018)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative aux requêtes de la Défense aux fins du dessaisissement des Juges Theodor Meron, Carmel Agius et Liu Daqun, 3 septembre 2018 (traduction en anglais déposée le 20 septembre 2018)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à une demande aux fins de reconsidération de la Décision relative à une requête aux fins d'annulation du jugement de première instance et de suspension de la procédure et aux fins de certification de l'appel envisagé contre cette décision, confidentiel, 26 juin 2018 (version publique expurgée déposée à la même date)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance fixant la date d'une conférence de mise en état, 19 juin 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Version publique expurgée de la « Décision relative à une requête aux fins de reconsidération d'une décision faisant suite à une demande de mise en liberté provisoire et aux fins de certification de l'appel envisagé contre cette décision » rendue le 22 mai 2018, 8 juin 2018 (« Décision du 22 mai 2018 »)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à la demande de prorogation de délais et de dépassement du nombre limite de mots présentée par Ratko Mladić, 22 mai 2018 (« Décision du 22 mai 2018 relative à une prorogation »)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à une requête aux fins d'annulation du jugement de première instance et de suspension de la procédure, confidentiel, 30 avril 2018 (version publique expurgée déposée le 8 juin 2018)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative aux demandes d'examen présentées par Ratko Mladić, 16 mars 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à une nouvelle demande de prorogation du délai de dépôt d'un acte d'appel, 9 mars 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Décision relative à la demande de prorogation du délai de dépôt d'un acte d'appel, 21 décembre 2017

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance portant désignation d'un juge de la mise en état en appel, 20 décembre 2017

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Ordonnance portant désignation de juges dans une affaire dont est saisie la Chambre d'appel, 19 décembre 2017

Affaire *KARADŽIĆ*

Le Procureur c. Radovan Karadžić, affaire nº MICT-13-55-A, *Judgement*, 20 mars 2018 (« Arrêt *Karadžić* »)

Affaire *MUNYARUGARAMA*

Phénéas Munyarugarama c. Le Procureur, affaire nº MICT-12-09-AR14, Décision relative à l'appel de la décision de renvoyer l'affaire Phénéas Munyarugarama au Rwanda et à la requête du Procureur demandant d'exclure le mémoire en réplique de la défense, 5 octobre 2012 (« Décision *Munyarugarama* du 5 octobre 2012 »)

Affaire *NGIRABATWARE*

Augustin Ngirabatware c. Le Procureur, affaire nº MICT-12-29-A, Arrêt, 18 décembre 2014 (« Arrêt *Ngirabatware* »)

Affaire *ŠEŠELJ*

Le Procureur c. Vojislav Šešelj, affaire nº MICT-16-99-A, Arrêt, 11 avril 2018 (« Arrêt *Šešelj* »)

2. TPIR

Affaire *BAGOSORA*

Théoneste Bagosora, Aloys Ntabakuze et Anatole Nsengiyumva c. Le Procureur, affaire nº ICTR-98-41-A, *Decision on Anatole Nsengiyumva's Motion for Judicial Notice*, 29 octobre 2010

Affaire *BIKINDI*

Simon Bikindi c. Le Procureur, affaire nº ICTR-01-72-A, Arrêt, 18 mars 2010 (« Arrêt *Bikindi* »)

Affaire *BIZIMUNGU*

Augustin Bizimungu c. Le Procureur, affaire nº ICTR-00-56B-A, Arrêt, 30 juin 2014 (« Arrêt *Bizimungu* »)

Affaire *KAJELIJELI*

Juvénal Kajelijeli (Appelant) c. Le Procureur (Intimé), affaire nº ICTR-98-44A-A, Arrêt, 23 mai 2005 (« Arrêt *Kajelijeli* »)

Affaire *KALIMANZIRA*

Callixte Kalimanzira c. Le Procureur, affaire nº ICTR-05-88-A, Arrêt, 20 octobre 2010 (« Arrêt *Kalimanzira* »)

Affaire *KAMUHANDA*

Jean de Dieu Kamuhanda (Appelant) c. Le Procureur (Intimé), affaire nº ICTR-99-54A-A, Arrêt, 19 septembre 2005 (« Arrêt *Kamuhanda* »)

Affaire *KANYARUKIGA*

Gaspard Kanyarukiga c. Le Procureur, affaire nº ICTR-02-78-A, Arrêt, 8 mai 2012 (« Arrêt *Kanyarukiga* »)

Affaire *KAREMERA*

Édouard Karemera et Matthieu Ngirumpatse c. Le Procureur, affaire nº ICTR-98-44-A, Arrêt, 29 septembre 2014 (« Arrêt *Karemera* »)

Édouard Karemera, Matthieu Ngirumpatse et Joseph Nzirorera c. Le Procureur, affaire nº ICTR-98-44-AR73.17, *Decision on Joseph Nzirorera's Appeal of Decision on Admission of Evidence Rebutting Adjudicated Facts*, 29 mai 2009 (« Décision *Karemera* du 29 mai 2009 »)

Le Procureur c. Édouard Karemera, Matthieu Ngirumpatse et Joseph Nzirorera, affaire nº ICTR-98-44-AR73(C), Décision faisant suite à l'appel interlocutoire interjeté par le Procureur de la Décision relative au constat judiciaire, 16 juin 2006 (« Décision *Karemera* du 16 juin 2006 »)

Affaire *KAYISHEMA*

Le Procureur c/ Clément Kayishema et Obed Ruzindana, affaire nº ICTR-95-1-A, Motifs de l'arrêt, 1er juin 2001 (original français déposé le 19 juillet 2001, traduction en anglais déposée le 4 décembre 2001) (« Arrêt *Kayishema* »)

Affaire *MUGENZI*

Justin Mugenzi et Prosper Mugiraneza c. Le Procureur, affaire nº ICTR-99-50-A, Arrêt, 4 février 2013 (« Arrêt *Mugenzi* »)

Affaire *MUNYAKAZI*

Le Procureur c. Yussuf Munyakazi, affaire nº ICTR-97-36A-A, Arrêt, 28 septembre 2011 (« Arrêt *Munyakazi* »)

Affaire *MUSEMA*

Alfred Musema (Appelant) c/ Le Procureur (Intimé), affaire nº ICTR-96-13-A, Arrêt, 16 novembre 2001 (original français, traduction en anglais déposée le 25 octobre 2002) (« Arrêt *Musema* »)

Affaire *NAHIMANA*

Ferdinand Nahimana, Jean-Bosco Barayagwiza et Hassan Ngeze (Appelants) c. Le Procureur (Intimé), affaire nº ICTR-99-52-A, Arrêt, 28 novembre 2007 (original français, traduction en anglais déposée le 16 mai 2008) (« Arrêt *Nahimana* »)

Affaire *NDAHIMANA*

Grégoire Ndahimana c. Le Procureur, affaire nº ICTR-01-68-A, Arrêt, 16 décembre 2013 (« Arrêt *Ndahimana* »)

Affaire *NDINDILIYIMANA*

*Augustin Ndindiliyimana, François-Xavier Nzuwonemeye et Innocent Sagahutu c. Le Procureur***,** affaire nº ICTR-00-56-A, Arrêt, 11 février 2014 (« Arrêt *Ndindiliyimana* »)

Affaire *NGIRABATWARE*

Augustin Ngirabatware c. Le Procureur, affaire nº ICTR-99-54-AR73(C), *Decision on Ngirabatware's Appeal of the Decision Reducing the Number of Defence Witnesses*, 20 février 2012 (« Décision *Ngirabatware* du 20 février 2012 »)

Affaire *NIYITEGEKA*

Éliézer Niyitegeka (Appelant) c. Le Procureur (Intimé), affaire nº ICTR-96-14-A, Arrêt, 9 juillet 2004 (« Arrêt *Niyitegeka* »)

Affaire *NIZEYIMANA*

Ildéphonse Nizeyimana c. Le Procureur, affaire nº ICTR-00-55C-A, Arrêt, 29 septembre 2014 (« Arrêt *Nizeyimana* »)

Affaire *NTABAKUZE*

Aloys Ntabakuze c. Le Procureur, affaire n° ICTR-98-41A-A, Arrêt, 8 mai 2012 (« Arrêt *Ntabakuze* »)

Affaire *NTAWUKULILYAYO*

Dominique Ntawukulilyayo c. Le Procureur, affaire n° ICTR-05-82-A, Arrêt, 14 décembre 2011 (« Arrêt *Ntawukulilyayo* »)

Affaire *NYIRAMASUHUKO*

Le Procureur c. Pauline Nyiramasuhuko, Arsène Shalom Ntahobali, Sylvain Nsabimana, Alphonse Nteziryayo, Joseph Kanyabashi et Élie Ndayambaje, affaire n° ICTR-98-42-A, Arrêt, 14 décembre 2015 (« Arrêt *Nyiramasuhuko* »)

Affaire *NZABONIMANA*

Callixte Nzabonimana c. Le Procureur, affaire n° ICTR-98-44D-A, Arrêt, 29 septembre 2014 (« Arrêt *Nzabonimana* »)

Affaire *RENZAHO*

Tharcisse Renzaho c. Le Procureur, affaire n° ICTR-97-31-A, Arrêt, 1er avril 2011 (« Arrêt *Renzaho* »)

Affaire *RUKUNDO*

Emmanuel Rukundo c. Le Procureur, affaire n° ICTR-01-70-A, Arrêt, 20 octobre 2010 (« Arrêt *Rukundo* »)

Affaire *RUTAGANDA*

Georges Anderson Nderubumwe Rutaganda c/ Le Procureur, affaire n° ICTR-96-3-A, Arrêt, 26 mai 2003 (original français, traduction en anglais déposée le 9 février 2004) (« Arrêt *Rutaganda* »)

Affaire *SEMANZA*

Laurent Semanza c. Le Procureur, affaire n° ICTR-97-20-A, Arrêt, 20 mai 2005 (« Arrêt *Semanza* »)

Affaire *SETAKO*

Ephrem Setako c. Le Procureur, affaire n° ICTR-04-81-A, Arrêt, 28 septembre 2011 (« Arrêt *Setako* »)

Affaire *SIMBA*

Aloys Simba c. Le Procureur, affaire n° ICTR-01-76-A, Arrêt, 27 novembre 2007 (« Arrêt *Simba* »)

3. TPIY

Affaire *ALEKSOVSKI*

Le Procureur c/ Zlatko Aleksovski, affaire n° IT-95-14/1-AR77, Arrêt relatif à l'appel de la décision portant condamnation pour outrage au Tribunal interjeté par Anto Nobilo, 30 mai 2001 (« Arrêt *Aleksovski* relatif à l'appel de la condamnation pour outrage »)

Le Procureur c/ Zlatko Aleksovski, affaire n° IT-95-14/1-A, Arrêt, 24 mars 2000 (« Arrêt *Aleksovski* »)

Affaire BABIĆ

Le Procureur c/ Milan Babić, affaire n° IT-03-72-A, Arrêt relatif à la sentence, 18 juillet 2005 (« Arrêt *Babić* relatif à la sentence »)

Affaire *BLAGOJEVIĆ*

Le Procureur c/ Vidoje Blagojević et Dragan Jokić, affaire n° IT-02-60-T, Jugement, 17 janvier 2005 (« Jugement *Blagojević* »)

Le Procureur c/ Vidoje Blagojević, *Dragan Jokić et Momir Nikolić*, affaire n° IT-02-60-AR73, IT-02-60-AR73.2 et IT-02-60-AR73.3, Décision, 8 avril 2003

Affaire *BLAŠKIĆ*

Le Procureur c/ Tihomir Blaškić, affaire n° IT-95-14-A, Arrêt, 29 juillet 2004 (« Arrêt *Blaškić* »)

Affaire *BOŠKOSKI*

Le Procureur c/ Ljube Boškoski et Johan Tarčulovski, affaire n° IT-04-82-A, Arrêt, 19 mai 2010 (« Arrêt *Boškoski* »)

Affaire *BRĐANIN*

Le Procureur c/ Radoslav Brđanin, affaire n° IT-99-36-A, Arrêt, 3 avril 2007 (« Arrêt *Brđanin* »)

Affaire *DELALIĆ* (« ČELEBIĆI »)

Le Procureur c/ Zejnil Delalić, Zdravko Mucić (alias « Pavo »), Hazim Delić et Esad Landžo (alias « Zenga ») (affaire « ČELEBIĆI *»)*, affaire n° IT-96-21-A, Arrêt, 20 février 2001 (« Arrêt *Čelebići* »)

Affaire *DERONJIĆ*

Le Procureur c/ Miroslav Deronjić, affaire n° IT-02-61-A, Arrêt relatif à la sentence, 20 juillet 2005 (« Arrêt *Deronjić* relatif à la sentence »)

Affaire *ĐORĐEVIĆ*

Le Procureur c/ Vlastimir Đorđević, affaire nº IT-05-87/1-A, Arrêt, 27 janvier 2014 (« Arrêt *Đorđević* »)

Affaire *GALIĆ*

Le Procureur c/ Stanislav Galić, affaire nº IT-98-29-A, Arrêt, 30 novembre 2006 (« Arrêt *Galić* »)

Le Procureur c/ Stanislav Galić, affaire nº IT-98-29-T, Jugement et opinion, 5 décembre 2003 (« Jugement *Galić* »)

Le Procureur c/ Stanislav Galić, affaire nº IT-98-29-AR73.2, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté en vertu de l'article 92 *bis* C) du Règlement, 7 juin 2002 (« Décision *Galić* du 7 juin 2002 »)

Affaire *GOTOVINA*

Le Procureur c/ Ante Gotovina et Mladen Marka, affaire nº IT-06-90-A, Arrêt, 16 novembre 2012 (« Arrêt *Gotovina* »)

Le Procureur c/ Ante Gotovina, Ivan Čermak et Mladen Markač, affaire nº IT-06-90-AR73.6, *Decision on Ivan Čermak and Mladen Markač Interlocutory Appeals Against Trial Chamber's Decision to Reopen the Prosecution Case*, 1er juillet 2010 (« Décision *Gotovina* du 1er juillet 2010 »)

Affaire *HADŽIHASANOVIĆ*

Le Procureur c/ Enver Hadžihasanović et Amir Kubura, affaire nº IT-01-47-A, Arrêt, 22 avril 2008 (« Arrêt *Hadžihasanović* »)

Le Procureur c/ Enver Hadžihasanović, Mehmed Alagić et Amir Kubura, affaire nº IT-01-47-AR72, Décision relative à l'exception d'incompétence (responsabilité du supérieur hiérarchique), 16 juillet 2003 (« Décision *Hadžihasanović* du 16 juillet 2003 »)

Affaire *HARADINAJ*

Le Procureur c/ Ramush Haradinaj, Idriz Balaj et Lahi Brahimaj, affaire nº IT-04-84-A, Arrêt, 21 juillet 2010 (« Arrêt *Haradinaj* »)

Affaire *JELISIĆ*

Le Procureur c/ Goran Jelisić, affaire nº IT-95-10-A, Arrêt, 5 juillet 2001 (« Arrêt *Jelisić* »)

Affaire *JOKIĆ*

Le Procureur c/ Miodrag Jokić, affaire nº IT-01-42/1-A, Arrêt relatif à la sentence, 30 août 2005 (« Arrêt *Jokić* relatif à la sentence »)

Affaire *KARADŽIĆ*

Le Procureur c/ Radovan Karadžić, affaire nº IT-95-5/18-T, *Judgement*, confidentiel, 24 mars 2016 (version publique expurgée déposée à la même date) (« Jugement *Karadžić* »)

Le Procureur c/ Radovan Karadžić, affaire nº IT-95-5/18-AR73.10, Décision relative à l'appel d'une Décision relative à la durée de la présentation des moyens à décharge, 29 janvier 2013 (« Décision *Karadžić* du 29 janvier 2013 »)

Le Procureur c/ Radovan Karadžić, affaire nº IT-95-5/18-AR73.9, Décision relative à l'appel formé contre le rejet de la demande d'acquittement pour le chef de prise d'otages, 11 décembre 2012 (« Décision *Karadžić* du 11 décembre 2012 »)

Le Procureur c/ Radovan Karadžić, affaire nº IT-95-5/18-AR73.5, Décision relative à l'appel interjeté par Radovan Karadžić contre la Décision relative à l'ouverture du procès, 13 octobre 2009

Le Procureur c/ Radovan Karadžić, affaire nº IT-95-5/18-AR72.5, Décision relative à l'appel interjeté contre la Décision relative à l'exception préjudicielle aux fins de retirer le chef d'accusation 11, 9 juillet 2009 (« Décision *Karadžić* du 9 juillet 2009 »)

Affaire *KORDIĆ*

Le Procureur c/ Dario Kordić et Mario Čerkez, affaire nº IT-95-14/2-A, Arrêt, 17 décembre 2004 (« Arrêt *Kordić* »)

Affaire *KRAJIŠNIK*

Le Procureur c/ Momčilo Krajišnik, affaire nº IT-00-39-A, Arrêt, 17 mars 2009 (« Arrêt *Krajišnik* »)

Affaire *KRSTIĆ*

Le Procureur c/ Radislav Krstić, affaire nº IT-98-33-A, Arrêt, 19 avril 2004 (« Arrêt *Krstić* »)

Affaire *KUNARAC*

Le Procureur c/ Dragoljub Kunarac, *Radomir Kovač* et *Zoran Vuković*, affaire nº IT-96-23 et IT-96-23/1-A, Arrêt, 12 juin 2002 (« Arrêt *Kunarac* »)

Affaire *KUPREŠKIĆ*

Le Procureur c/ Zoran Kupreškić, *Mirjan Kupreškić*, *Vlatko Kupreškić*, *Drago Josipović et Vladimir Šantić*, affaire nº IT-95-16-A, Arrêt, 23 octobre 2001 (« Arrêt *Kupreškić* »)

Le Procureur c/ Zoran Kupreškić, *Mirjan Kupreškić*, *Vlatko Kupreškić*, *Drago Josipović*, *Dragan Papić* et *Vladimir Šantić, alias « Vlado »*, affaire nº IT-95-16-T, Jugement, 14 janvier 2000 (« Jugement *Kupreškić* »)

Affaire *KVOČKA*

Le Procureur c/ Miroslav Kvočka, Mlađo Radić, Zoran Žigić et Dragoljub Prcać, affaire n° IT-98-30/1-A, Arrêt, 28 février 2005 (« Arrêt *Kvočka* »)

Affaire *LUKIĆ*

Le Procureur c/ Milan Lukić et Sredoje Lukić, affaire n° IT-98-32/1-A, Arrêt, 4 décembre 2012 (« Arrêt *Lukić* »)

Affaire *MARTIĆ*

Le Procureur c/ Milan Martić, affaire n° IT-95-11-A, Arrêt, 8 octobre 2008 (« Arrêt *Martić* »)

Affaire *MILOŠEVIĆ* (DRAGOMIR)

Le Procureur c/ Dragomir Milošević, affaire n° IT-98-29/1-A, Arrêt, 12 novembre 2009 (« Arrêt *Dragomir Milošević* »)

Le Procureur c/ Dragomir Milošević, affaire n° IT-98-29/1-AR73.1, Décision relative aux appels interlocutoires interjetés contre la Décision de la Chambre de première instance relative à la requête de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits constatés et à la liste des faits admis, 26 juin 2007 (« Décision *Dragomir Milošević* du 26 juin 2007 »)

Affaire *MILOŠEVIĆ*

Le Procureur c/ Slobodan Milošević, affaires n^os^ IT-99-37-AR73, IT-01-50-AR73 et IT-01-51-AR73, Motifs de la Décision relative à l'appel interlocutoire de l'Accusation contre le rejet de la demande de jonction, 18 avril 2002

Affaire *MILUTINOVIĆ*

Le Procureur c/ Milan Milutinović, Nikola Šainović, Dragoljub Ojdanić, Nebojša Pavković, Vladimir Lazarević et Sreten Lukić, affaire n° IT-05-87-T, Jugement, 26 février 2009 (« Jugement *Milutinović* »)

Le Procureur c/ Milan Milutinović, Nikola Šainović et Dragoljub Ojdanić, affaire n° IT-99-37-AR72, Arrêt relatif à l'exception préjudicielle d'incompétence soulevée par Dragoljub Ojdanić – *entreprise criminelle commune*, 21 mai 2003 (« Décision *Milutinović* du 21 mai 2003 »)

Affaire *MLADIĆ*

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n° IT-09-92-T, *Decision on Defence Motion for Reconsideration of or, in the Alternative, Certification to Appeal the Decision on Defence Motion Alleging Defects in the Form of the Indictment*, 24 février 2017 (« Décision du 24 février 2017 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n° IT-09-92-T, *Decision on Defence Motion Alleging Defects in the Form of the Indictment*, 30 novembre 2016 (« Décision du 30 novembre 2016 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Motion for Reconsideration of or, Alternatively, Certification to Appeal the Decision on Defence Requests to Vary the Deadline for Presenting Witnesses*, confidentiel, 26 octobre 2016 (« Décision du 26 octobre 2016 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Request for Reasoned Decision Regarding Closure of Defence Case*, 23 août 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Requests to Vary the Deadline for Presenting Witnesses*, confidentiel, 15 août 2016 (« Décision du 15 août 2016 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence's Motion for Partial Reconsideration of or Certification to Appeal the Decision on Defence's Second Bar Table Motion*, 7 juillet 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence's Fifth Motion for the Admission of Documents from the Bar Table*, 30 mai 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence's Second Motion to Admit Documents from the Bar Table*, 23 mai 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-AR73.5, *Decision on Interlocutory Appeal Against the 27 March 2015 Trial Chamber Decision on Modality for Prosecution Re-Opening*, 22 mai 2015

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Reasons for Decision on the Future Trial Sitting Schedule*, 17 septembre 2014 (« Motifs de la décision du 17 septembre 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative au calendrier des audiences, confidentiel, 14 mars 2014 (version publique déposée le 28 mars 2014) (« Décision du 14 mars 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision Concerning Defence Motion to Exceed Word Count and Defence Motion Pursuant to Rule 15(B) Seeking Disqualification of Presiding Judge Alphons Orie*, 22 janvier 2014

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'admission d'éléments de preuve présentés par Ljubomir Bojanović et Miroslav Deronjić sous le régime de l'article 92 *quater* du Règlement, 13 janvier 2014 (« Décision du 13 janvier 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la vingt-cinquième demande d'admission d'éléments de preuve sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement déposée par l'Accusation, 20 décembre 2013 (« Décision du 20 décembre 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Prosecution's Twenty-Eighth Motion to Admit Evidence Pursuant to Rule 92* bis, 2 décembre 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-AR73.2, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par la Défense contre la Décision relative aux méthodes de communication au moyen du système électronique de communication (EDS), rendue par la Chambre de première instance, 28 novembre 2013 (« Décision du 28 novembre 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Ordonnance aux fins d'examen médical de l'accusé en vertu de l'article 74 *bis* du Règlement, 15 novembre 2013 (« Ordonnance du 15 novembre 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-AR73.1, Décision relative à l'appel interjeté par Ratko Mladić contre les décisions rendues par la chambre de première instance relatives à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 12 novembre 2013 (« Décision en appel relative aux faits jugés »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-AR73.3, *Decision on Mladić's Interlocutory Appeal Regarding Modification of Trial Sitting Schedule Due to Health Concerns*, 22 octobre 2013 (« Décision du 22 octobre 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Decision on Defence Request for Certification to Appeal Oral Decision of 12 September 2013*, 21 octobre 2013 (« Décision du 21 octobre 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Oral Decision on Objections to Hear Witness Karall*, CR, p. 16589 et 16590, 12 septembre 2013 (« Décision orale du 12 septembre 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative aux demandes de réexamen et de certification de l'appel envisagé contre la Décision relative à la requête de la Défense aux fins d'aménagement du calendrier des audiences, présentées par la Défense, 22 août 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'être autorisée à modi[fi]er la liste de témoins établie en application de l'article 65 *ter* du Règlement, 22 août 2013 (« Décision du 22 août 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la deuxi[è]me requête de la Défense aux fins d'aménagement du calendrier des audiences en raison des problèmes de santé de l'accusé, 12 juillet 2013 (« Décision du 12 juillet 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins d'admission du témoignage de Mevludin Orić sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement, 8 juillet 2013 (« Décision du 8 juillet 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'admission de propos tenus par l'accusé, 4 juin 2013 (« Décision du 4 juin 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de la Défense aux fins de modification des modalités du procès, 13 mars 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de la Défense aux fins de certification de l'appel interjeté contre la Décision relative aux écritures portant sur la méthode proposée de communication au moyen du système électronique de communication des pièces « EDS », 13 août 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Motifs de la Décision relative à la requête de la Défense aux fins de reconsidération, 29 juin 2012 (« Décision du 29 juin 2012 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative aux écritures des parties portant sur la méthode proposée de communication au moyen du système électronique de communication des pièces (EDS), 26 juin 2012 (« Décision du 26 juin 2012 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la requête de la Défense aux fins de reconsidération, 22 juin 2012 (« Décision du 22 juin 2012 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative au constat judiciaire, d'of[f]ice, de deux faits jugés, 5 juin 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, Décision relative à la demande urgente présentée par la Défense le 14 mai 2012 et Motifs de la Décision du 3 mai 2012 relative aux deux demandes de report du début du procès présentées par la Défense, 24 mai 2012 (« Décision du 24 mai 2012 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Décision relative aux deux requêtes de la Défense aux fins du report de la date d'ouverture du procès, 3 mai 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Quatrième Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, portant sur la procédure de présentation d'éléments de preuve en réfutation, 2 mai 2012 (« Quatrième Décision relative aux faits jugés »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Troisième Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 13 avril 2012 (« Troisième Décision relative aux faits jugés »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Deuxième Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 21 mars 2012 (« Deuxième Décision relative aux faits jugés »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Première Décision relative à la demande de l'Accusation aux fins de constat judiciaire de faits jugés, 28 février 2012 (« Première Décision relative aux faits jugés »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Ordonnance portant calendrier, document public avec annexe confidentielle, 15 février 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Décision rendue en application de l'article 73 *bis* D) du Règlement, 2 décembre 2011 (« Décision du 2 décembre 2011 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Décision relative à l'exception préjudicielle de la Défense pour vices de forme du Deuxième Acte d'accusation modifié, 13 octobre 2011 (« Décision du 13 octobre 2011 »)

Affaire *MRKŠIĆ*

Le Procureur c/ Mile Mrkšić et Veselin Šljivančanin, affaire nº IT-95-13/1-A, Arrêt, 5 mai 2009 (« Arrêt *Mrkšić* »)

Affaire *NALETILIĆ*

Le Procureur c/ Mladen Naletilić, alias « Tuta » et Vinko Martinović, alias « Štela », affaire nº IT-98-34-A, Arrêt, 3 mai 2006 (« Arrêt *Naletilić* »)

Le Procureur c/ Mladen Naletilić, alias « Tuta » et Vinko Martinović, alias « Štela », affaire nº IT-98-34-A, *Decision on Naletilić's Amended Second Rule 115 Motion and Third Rule 115 Motion to Present Additional Evidence*, 7 juillet 2005 (« Décision *Naletilić* du 7 juillet 2005 »)

Affaire *NIKOLIĆ (DRAGAN)*

Le Procureur c/ Dragan Nikolić, affaire nº IT-94-2-A, Arrêt relatif à la sentence, 4 février 2005 (« Arrêt *Dragan Nikolić* relatif à la sentence »)

Affaire *NIKOLIĆ (MOMIR)*

Le Procureur c/ Momir Nikolić, affaire nº IT-02-60/1-A, Arrêt relatif à la sentence, 8 mars 2006 (« Arrêt *Momir Nikolić* relatif à la sentence »)

Le Procureur c/ Momir Nikolić, affaire nº IT-02-60/1-S, Jugement portant condamnation, 2 décembre 2003 (« Jugement *Momir Nikolić* portant condamnation »)

Affaire *ORIĆ*

Le Procureur c/ Naser Orić, affaire nº IT-03-68-A, Arrêt, 3 juillet 2008 (« Arrêt *Orić* »)

Affaire *PERIŠIĆ*

Le Procureur c/ Momčilo Perišić, affaire nº IT-04-81-A, Arrêt, 28 février 2013 (« Arrêt *Perišić* »)

Affaire *POPOVIĆ*

Le Procureur c/ Vujadin Popović, Ljubiša Beara, Drago Nikolić, Radivoje Miletić et Vinko Pandurević, affaire nº IT-05-88-A, Arrêt, 30 janvier 2015 (« Arrêt *Popović* »)

Le Procureur c/ Vujadin Popović, Ljubiša Beara, Drago Nikolić, Radivoje Miletić, Milan Gvero et Vinko Pandurević, affaire nº IT-05-88-A, Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins de désignation d'un conseil indépendant chargé d'examiner des documents susceptibles d'être couverts par le secret des communications entre avocat et client, version publique expurgée, 16 juillet 2012 (« Décision *Popović* du 16 juillet 2012 »)

Le Procureur c/ Vujadin Popović, Ljubiša Beara, Drago Nikolić, Ljubomir Borovčanin, Radivoje Miletić, Milan Gvero et Vinko Pandurević, affaire nº IT-05-88-T, Jugement, 10 juin 2010 (« Jugement *Popović* »)

Le Procureur c/ Vujadin Popović, Ljubiša Beara, Drago Nikolić, Ljubomir Borovčanin, Radivoje Miletić, Milan Gvero et Vinko Pandurević, affaire nº IT-05-88-AR73.5, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par Vujadin Popović contre la Décision relative à la demande de réouverture du dossier de l'Accusation, 24 septembre 2008 (« Décision *Popović* du 24 septembre 2008 »)

Affaire *PRLIĆ*

Le Procureur c/ Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić et Berislav Pušić, affaire nº IT-04-74-A, Arrêt, document public avec annexe C confidentielle, 29 novembre 2017 (« Arrêt *Prlić* »)

Le Procureur c/ Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić et Berislav Pušić, affaire nº IT-04-74-T, Jugement, 29 mai 2013 (traduction en anglais déposée le 6 juin 2014) (« Jugement *Prlić* »)

Le Procureur c/ Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić et Berislav Pušić, affaire nº IT-04-74-AR73.17, Décision relative à l'appel interjeté par Slobodan Praljak contre le refus de la Chambre de statuer sur l'admission d'éléments de preuve présentés sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement, 1er juillet 2010 (« Décision *Prlić* du 1er juillet 2010 »)

Le Procureur c/ Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić et Berislav Pušić, affaire nº IT-04-74-AR73.9, Décision faisant suite à l'appel interjeté par Slobodan Praljak contre la Décision relative à la traduction de documents, rendue par la Chambre de première instance le 16 mai 2008, 4 septembre 2008

Le Procureur c/ Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić et Berislav Pušić, affaire nº IT-04-74-AR73.7, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par les accusés contre la Décision portant attribution du temps à la Défense pour la présentation des moyens à décharge, 1er juillet 2008

Affaire *ŠAINOVIĆ*

Le Procureur c/ Nikola Šainović, Nebojša Pavković, Vladimir Lazarević et Sreten Lukić, affaire nº IT-05-87-A, *Judgement*, 23 janvier 2014 (« Arrêt *Šainović* »)

Affaire *ŠEŠELJ*

Le Procureur c/ Vojislav Šešelj, affaire nº IT-03-67-AR73.5, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par Vojislav Šešelj contre la Décision relative au mode de communication des pièces, 17 avril 2007

Affaire *SIMIĆ*

Le Procureur c/ Blagoje Simić, affaire nº IT-95-9-A, Arrêt, 28 novembre 2006 (« Arrêt *Simić* »)

Affaire *STAKIĆ*

Le Procureur c/ Milomir Stakić, affaire nº IT-97-24-A, Arrêt, 22 mars 2006 (« Arrêt *Stakić* »)

Affaire *STANIŠIĆ et SIMATOVIĆ*

Le Procureur c/ Jovica Stanišić et Franko Simatović, affaire nº IT-03-69-A, Arrêt, 9 décembre 2015 (« Arrêt *Stanišić et Simatović* »)

Affaire *STANIŠIĆ et ŽUPLJANIN*

Le Procureur c/ Mićo Stanišić et Stojan Župljanin, affaire n° IT-08-91-A, Arrêt, document public avec annexe C confidentielle, 30 juin 2016 (« Arrêt *Stanišić et Župljanin* »)

Le Procureur c/ Mićo Stanišić et Stojan Župljanin, affaires n°s IT-08-91-A et MICT-13-55, Décision relative à la requête déposée par Radovan Karadžić aux fins de consulter la sixième demande de mesures de protection présentée par l'Accusation, 2[7] juin 2016

Le Procureur c/ Mićo Stanišić et Stojan Župljanin, affaire n° IT-08-91-T, Décision faisant partiellement droit aux demandes de constat judiciaire de faits jugés présentées par l'Accusation en application de l'article 94 B) du Règlement, 1er avril 2010 (« Décision *Stanišić et Župljanin* du 1er avril 2010 »)

Affaire *STRUGAR*

Le Procureur c/ Pavle Strugar, affaire n° IT-01-42-A, Arrêt, 17 juillet 2008 (« Arrêt *Strugar* »)

Affaire *TADIĆ*

Le Procureur c/ Duško Tadić, affaire n° IT-94-1-A, Arrêt, 15 juillet 1999 (« Arrêt *Tadić* »)

Le Procureur c/ Duško Tadić, affaire n° IT-94-1-A, Décision relative à la requête de l'Appelant aux fins de prorogation de délai et d'admission de moyens de preuve supplémentaires, 16 octobre 1998 (« Décision *Tadić* du 16 octobre 1998 »)

Le Procureur c/ Duško Tadić alias « Dule », affaire n° IT-94-1-AR72, Arrêt relatif à l'appel de la Défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence, 2 octobre 1995 (« Arrêt *Tadić* relatif à la compétence »)

Affaire *TOLIMIR*

Le Procureur c/ Zdravko Tolimir, affaire n° IT-05-88/2-A, Arrêt, 8 avril 2015 (« Arrêt *Tolimir* »)

Affaire *VASILJEVIĆ*

Le Procureur c/ Mitar Vasiljević, affaire n° IT-98-32-A, Arrêt, 25 février 2004 (« Arrêt *Vasiljević* »)

4. Autre jurisprudence

Affaire Maktouf et Damjanović c. Bosnie-Herzégovine, Requêtes n°s 2312/08 et 34179/08, Arrêt, 18 juillet 2013 (« Arrêt *Maktouf et Damjanović* »)

Plateau continental de la mer du Nord, arrêt, 20 février 1969, C.I.J. Recueil 1969, p. 3 (« Arrêt, Plateau continental de la mer du Nord »)

Affaire S.W. c. Royaume-Uni, Requête n° 20166/92, Arrêt, 22 novembre 1995

Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo, affaire n° ICC-01/05-01/08 A, Arrêt relatif à l'appel interjeté par Jean-Pierre Bemba Gombo contre le Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut par la Chambre de première instance III, 8 juin 2018 (« Arrêt *Bemba* »)

B. Documents cités

Prosecution Response to Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses, confidentiel, 24 mai 2019 (version publique expurgée déposée le 6 juin 2019)

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Second Notice of Filing of Translations Relating to: Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses,* confidentiel, 8 mars 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Notice of Filing of as to: Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, document public avec annexe A3 confidentielle et annexe B publique, 1er février 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Notice of Filing of as to: Ratko Mladić Fourth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Sarajevo Segment*, 1er février 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Notice of Filing of Translations Relating to: Ratko Mladić's Fifth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Armija BiH Documents*, 1er février 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Corrigendum to Ratko Mladić's Second Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142*, document public avec annexes confidentielles, 10 janvier 2019

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Ratko Mladić's First Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – International Witnesses*, document public avec annexe A confidentielle et annexe B publique, 31 décembre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Ratko Mladić's Second Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142*, document public avec annexes confidentielles, 31 décembre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Ratko Mladić's Third Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Documents Made Accessible by the Central Intelligence Agency of the United States of America*, 31 décembre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Ratko Mladić Fourth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Sarajevo Segment*, 31 décembre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, *Ratko Mladić's Fifth Motion to Admit New Evidence Pursuant to Rule 142 – Armija BiH Documents*, 31 décembre 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire n° MICT-13-56-A, Requête déposée par la Défense aux fins du dessaisissement du Juge Carmel Agius en raison de parti pris, réel ou apparent, 18 juin 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Requête déposée par la Défense aux fins du dessaisissement du Juge Liu Daqun en raison de parti pris, réel ou apparent, 18 juin 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, Requête déposée par la Défense aux fins du dessaisissement du Juge Theodor Meron en raison de parti pris, réel ou apparent, 18 juin 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Notice of Filing of Public Redacted Final Trial Brief*, 8 mars 2018

Le Procureur c. Ratko Mladić, affaire nº MICT-13-56-A, *Defence Motion to Vacate Judgment and Impose Stay of Proceedings*, confidentiel avec annexes publiques et confidentielles, 31 janvier 2018 (version publique expurgée déposée à la même date)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Second Registry Submission in Relation to Defence Motion on the Provision of Medical Records*, document public avec annexe confidentielle, 3 novembre 2017

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 12 octobre 2017

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Independent Expert's Medical Report*, confidentiel, 10 octobre 2017

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 13 avril 2017

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Independent Expert's Medical Report*, confidentiel, 7 avril 2017

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Motion Alleging Defects in the Form of the Indictment*, 25 octobre 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion for Reconsideration or, in the Alternative, Certification to Appeal the Decision on Defence Requests to Vary the Deadline for Presenting Witnesses*, confidentiel, 22 août 2016 (« Demande de réexamen du 22 août 2016 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Notice of Objection to the Chamber's Closing of its Case*, 18 août 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion Requesting to Strike Amor Mašović Charts due to Clear Error and New Particular Circumstances or, Alternatively, that this Trial Chamber Require the Testimony of Amor Mašović or Exercise its Power Under Rule 98 to Call Amor Mašović to Clarify the Reliabil[i]ty of his Expansive Forensic Assertions*, document public avec annexes confidentielles et publiques, 9 août 2016 (« Demande du 9 août 2016 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Request to Vary the Time for Witnesses Following the Denial 3 Bar Table Exhibits and, if Granted, Defence Notification of Intent to Call* [EXPURGÉ] Viva Voce, confidentiel, 13 juillet 2016 (« Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ]»)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Pending the Outcome of the Certification to Appeal 65 ter #1D07014, Defence Advance Motion to Notify of the Intent to Request a Variation of Time for Witnesses and, if Granted, to Call* [EXPURGÉ], Viva Voce, confidentiel, 13 juillet 2016 (« Demande du 13 juillet 2016 concernant [EXPURGÉ]»)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Second Motion to Admit Documents from the Bar – Srebrenica*, confidentiel, 18 janvier 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Fifth Motion to Admit Documents from the Bar – Enemy Actions*, 18 janvier 2016

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion to Amend 65* ter *List to Add Witnesses not Previously on the List and Notice of Intent to Not Adduce Evidence of Certain Witnesses and Modify the Mode of Others*, confidentiel, 25 mars 2015

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defense Renewed Submissions in Relation to the Future Trial Sitting Schedule*, confidentiel, 7 août 2014 (« Observations de la Défense relatives au calendrier des audiences, en date du 7 août 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion to Amend Witness List*, confidentiel avec annexes A, B et C confidentielles, 10 juillet 2014

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 24 juillet 2014, annexe B ([EXPURGÉ] le 7 juillet 2014) (« Rapport médical du 7 juillet 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Report*, confidentiel, 9 juillet 2014, annexe A ([EXPURGÉ] le 28 juin 2014) (« Rapport médical du 28 juin 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Supplemental Submission of Preliminary Witness and Exhibit List Under Rule 65* ter *(G)*, confidentiel, 19 mai 2014

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Deputy Registrar's Submission of Medical Reports*, confidentiel, 24 janvier 2014 (« Rapport médical du 24 janvier 2014 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Response in Opposition to "Prosecution Motion to Admit Evidence From the Bar Table"*, 30 décembre 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution Motion to Admit Evidence From the Bar Table*, document public avec annexes confidentielles, 31 octobre 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Response to Prosecution Motion to Amend its Rule 65* ter *Witness List*, 4 juillet 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution Motion for Leave to Amend its Rule 65* ter *Witness List*, 20 juin 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Second Motion Seeking Adjustment of the Trial Sitting Schedule Due to the Health Concerns of the Accused*, confidentiel, 16 avril 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution Twenty-Fifth Motion to Admit Evidence Pursuant to Rule 92 bis: Srebrenica (Various)*, confidentiel, 3 avril 2013 (« Demande du 3 avril 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Response to Prosecution Motion for Admission into Evidence the Utterances of the Accused*, confidentiel, 2 avril 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Motion for Admission into Evidence the Utterances of the Accused*, confidentiel, 18 mars 2013 (« Demande du 18 mars 2013 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion Seeking Adjustment of the Trial Sitting Schedule Due to the Health Concerns of the Accused*, confidentiel, 15 janvier 2013

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-AR73.2, *Defense Interlocutory Appeal Brief Against the Trial Chamber Decision on Submissions Relative to the Proposed "EDS" Method of Disclosure*, 21 août 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-AR73.1, *Defense Interlocutory Appeal Brief Against the Trial Chamber Decisions on the Prosecution Motion for Judicial Notice of Adjudicated Facts*, 4 juillet 2012 (« Acte d'appel interlocutoire interjeté par la Défense le 4 juillet 2012 »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Defence Motion for Certification to Appeal the Decision on Submissions Relative to the Proposed "EDS" Method of Disclosure*, 3 juillet 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Supplement to Motion to Reconsider Decision of 24 May 2012*, 5 juin 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Motion to Reconsider Decision of 24 May 2012*, 31 mai 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-T, *Prosecution's Submission of Informal Correspondence*, 16 mai 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Urgent Defence Motion to Adjourn and Continue Trial or in the Alternative Bar the Prosecution from Presenting any Witnesses or Exhibits that were Untimely Disclosed*, 14 mai 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Eighth Prosecution Report on Pre-Trial Preparations*, confidentiel, 1er mai 2012 (« Huitième rapport de l'Accusation préalable au procès »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Report on Disclosure and Motion to Continue Trial*, confidentiel, 1er mai 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Defense Response to the Prosecution "Corrigendum" Seeking Addition of Documents to the Rule 65* ter *Exhibit List*, 12 avril 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Notice Pursuant to Chamber Direction of 29 March 2012, and Urgent Motion to Compel*, confidentiel, 10 avril 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Prosecution Pre-Trial Brief*, 24 février 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Amended Defense Submission Pursuant to Instruction from Chambers, and Motion Relative to Problems with Disclosure that Prevent Trial Preparations*, document public avec annexes confidentielles, 9 février 2012

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Prosecution Submission of the Fourth Amended Indictment and Schedule of Incidents*, 16 décembre 2011

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Prosecution Motion for Judicial Notice of Adjudicated Facts*, 9 décembre 2011 (« Demande de l'Accusation relative aux faits jugés »)

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, *Defense Preliminary Motion Objecting to the Form of the Second Amended Indictment*, 12 septembre 2011

Le Procureur c/ Radovan Karadžić, affaire nº IT-95-05/18-PT, *Karadžić Pre-Trial Brief*, 29 juin 2009

C. Autres documents

Belgique, Loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles I et II du 8 juin 1977 additionnels à ces Conventions, 5 août 1993

Statut du Tribunal militaire international, annexé à l'Accord concernant la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe, 8 août 1945, R.T.N.U., vol. 82, p. 279

Code pénal de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, adopté le 28 septembre 1976, entré en vigueur le 1er juillet 1977, et abrogé par le Code pénal de la République de Serbie le 1er janvier 2006

Loi nº 10 du Conseil de contrôle allié en Allemagne pour le châtiment des personnes coupables de crimes contre la paix, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, promulguée par le Conseil de contrôle allié en Allemagne, Berlin, 20 décembre 1945, Journal officiel du Conseil de contrôle en Allemagne, p. 50 à 55

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Rome, 4 novembre 1950, R.T.N.U., vol. 213, p. 223

France, Décret nº 75-675 du 28 juillet 1975 portant règlement de discipline générale dans les armées (1975), tel que modifié en 1982

Allemagne, *Humanitarian Law in Armed Conflicts – Manual*, Ministère fédéral de la Défense de la République fédérale d'Allemagne, 1992

Comité international de la Croix-Rouge, Commentaire de 1958 sur l'article 146 3) de la Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949

Comité international de la Croix-Rouge, Commentaire de 1987 sur le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), du 8 juin 1977

Irlande, *Geneva Conventions Act No.11*, du 21 avril 1962

Règlement concernant l'application des lois internationales de la guerre par les forces armées de la RSFY, adopté le 13 avril 1988 (« Manuel militaire de la RSFY »)

Benjamin Whitaker, version révisée et mise à jour de l'Étude sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide, documents officiels de l'ONU, E/CN.4/Sub.2/1985/6, 2 juillet 1985

Constitution de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, Belgrade, 1974

Pays-Bas, *Military Manual*, 1993

Loi de la RSFY relative à la ratification du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole II), 26 décembre 1978

Royaume-Uni, *The Law of War on Land being Part III of the Manual of Military Law*, *The War Office*, HMSO, 1958 (« Manuel militaire britannique »)

États-Unis d'Amérique, *Field Manual, US Department of the Army*, 18 juillet 1956, tel que modifié par l'amendement n° 1, 1976 (« Manuel militaire des États-Unis d'Amérique »)

États-Unis d'Amérique, *United States Code, 2006 Edition, Supplement 5, Title 18, Crimes and Criminal Procedure* (« 18 U.S.C. § 1093(8) (2006) »)

D. Définitions et abréviations

16e séance de l'Assemblée

16e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie tenue le 12 mai 1992

24e séance de l'Assemblée

24e séance de l'Assemblée des Serbes de Bosnie tenue le 8 janvier 1993

ABiH

Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (*Armija Bosne i Hercegovine*)

Accusation

Bureau du Procureur du TPIY ou du Mécanisme

Acte d'accusation

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Quatrième Acte d'accusation modifié, 16 décembre 2011

Acte d'appel de l'Accusation

Prosecution's Notice of Appeal, 22 mars 2018

Acte d'appel de Mladić

Notice of Appeal of Ratko Mladić, avec annexes publiques et confidentielles, 22 mars 2018

Arkan

Željko Ražnatović

Article 3 commun

Article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949

Attaque contre des lieux non défendus

Attaque ou bombardement, par quelque moyen que ce soit, contre des villes, villages, habitations ou bâtiments non défendus, une violation des lois ou coutumes de la guerre, aux termes de l'article 3 c) du Statut du TPIY

Avertissement du 23 août 2012

Avertissement donné par la Chambre de première instance à Ratko Mladić le 23 août 2012 selon lequel les déclarations bruyantes et audibles « criées dans la salle d'audience » sont considérées comme une renonciation au secret professionnel couvrant les communications entre avocat et client

CEDH

Cour européenne des droits de l'homme

Chambre d'appel

Chambre d'appel du Mécanisme

Chambre de première instance

Chambre de première instance du TPIY saisie de l'affaire *Le Procureur c/ Ratko Mladić*, nº IT-09-92-T

CICR

Comité international de la Croix-Rouge

Commandement suprême

Commandement suprême de la VRS

Communautés visées au chef 1

Communautés musulmanes de Bosnie dans les municipalités visées au chef 1

Communications interceptées

Pièces P1235, P1297, P1320, P1321, P1322, P1338, P1655, P1657, P1658, P2126, P4222, P4223 et P7397 relatives à des communications interceptées datées du 12 juillet 1995 au 22 septembre 1995

I^re^ Convention de Genève

Convention de Genève (I) pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 31

II^e^ Convention de Genève

Convention de Genève (II) pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 85

III^e^ Convention de Genève

Convention de Genève (III) relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 135

IV^e^ Convention de Genève

Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, R.T.N.U., vol. 75, p. 287

Conventions de Genève

I^re^ Convention de Genève, II^e^ Convention de Genève, III^e^ Convention de Genève et IV^e^ Convention de Genève, ensemble

CPI

Cour pénale internationale

CSB

Centre des services sécurité (*Centar službi bezbjednosti*)

Deuxième Acte d'accusation modifié

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n^o^ IT-09-92-I, Deuxième Acte d'accusation modifié, présenté par l'Accusation, 1^er^ juin 2011

Directive nº 4

Directive prise le 19 novembre 1992 par Ratko Mladić et adressée à la VRS concernant notamment le traitement des forces musulmanes et croates

Directive nº 7

Directive signée par Radovan Karadžić le 8 mars 1995 qui soulignait les quatre priorités de la VRS : i) par des opérations militaires offensives et défensives résolues, imposer une situation militaire que la communauté internationale serait contrainte d'accepter ; ii) améliorer la position opérationnelle et stratégique du VRS ; iii) réduire la ligne de front et créer les conditions de la relance économique de la Republika Srpska en renvoyant chez eux un certain nombre de conscrits militaires ; et iv) créer les conditions permettant à l'État et aux dirigeants politiques de négocier un accord de paix et d'atteindre les objectifs stratégiques de la guerre

Directive nº 7/1

Directive signée par Ratko Mladić le 31 mars 1995 qui reprenait la plupart des tâches de la VRS décrites dans la directive nº 7 et traduisait la directive nº 7 en tâches militaires opérationnelles

Discussions à Belgrade

Discussions tenues à Belgrade le 14 et le 15 juillet 1995, notamment entre Ratko Mladić, l'ONU, l'Union européenne et la FORPRONU

Documents visés à l'article 65 *ter* du Règlement

Documents présentés en application de l'article 65 *ter* du Règlement du TPIY

DutchBat

Bataillon néerlandais de la FORPRONU

EDS

Système électronique de communication des pièces

Éléments de preuve 92 *bis*

Éléments de preuve admis sous le régime de l'article 92 *bis* du Règlement du TPIY

Entreprise criminelle commune principale

Entreprise criminelle commune visant à chasser à jamais les Musulmans de Bosnie et les Croates de Bosnie du territoire revendiqué par les Serbes de Bosnie en Bosnie-Herzégovine entre le 12 mai 1992 et le 30 novembre 1995

Entreprise criminelle commune relative à Sarajevo

Entreprise criminelle commune ayant existé entre le 12 mai 1992 et novembre 1995 dont l'objectif était de répandre la terreur parmi la population civile de Sarajevo par une campagne de tirs isolés et de bombardements, notamment par la commission des crimes que sont le meurtre, la terrorisation et les attaques illégales contre des civils

Entreprise criminelle commune relative à Srebrenica

Entreprise criminelle commune visant à éliminer les Musulmans de Bosnie de Srebrenica en tuant les hommes et les garçons, et en chassant par la force les femmes, les enfants et quelques hommes âgés à partir des jours qui ont immédiatement précédé le 11 juillet 1995 jusqu'à octobre 1995

Entreprise criminelle commune relative aux otages

Entreprise criminelle commune ayant existé du 25 mai 1995 environ au 24 juin 1995 environ dont l'objectif était de faire prisonniers les personnels de l'ONU déployés en Bosnie-Herzégovine et de les détenir sur des sites militaires stratégiques afin d'empêcher l'OTAN de procéder à de nouvelles frappes aériennes sur des cibles militaires serbes de Bosnie

Faits non répertoriés

Faits examinés par la Chambre de première instance et pour lesquels elle a tiré des conclusions, mais qui n'étaient pas répertoriés dans les annexes A à G de l'Acte d'accusation

Faits répertoriés

Cent six faits répertoriés aux annexes A à G de l'Acte d'accusation

FORPRONU

Force de protection des Nations Unies

Greffe

Cabinet du Greffier du TPIY ou du Mécanisme

JNA

Armée populaire yougoslave (*Jugoslavenska Narodna Armija*)

Jugement

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n° IT-09-92-T, *Judgment*, confidentiel, 22 novembre 2017 (version publique expurgée déposée à la même date)

Krivaja-95

Nom de code d'une opération basée sur deux ordres signés par le commandant du corps de Drina, le général de brigade Milenko Živanović, le 2 juillet 1995, établissant les plans d'une attaque sur l'enclave de Srebrenica et ordonnant à diverses unités du corps de la Drina de se préparer au combat

Lot 4-c

Parties des documents communiqués à la Défense par l'Accusation le 3 octobre 2011 qui, pour des raisons techniques, n'avaient pas été correctement transmises

Lot 5

Parties des documents communiqués à la Défense par l'Accusation le 11 novembre 2011 qui, pour des raisons techniques, n'avaient pas été correctement transmises

Mécanisme

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Mémoire d'appel de l'Accusation

Prosecution Appeal Brief, confidentiel, 6 août 2018 (version publique expurgée déposée le 7 août 2018)

Mémoire d'appel de Mladić

Appeal Brief on Behalf of Ratko Mladić, confidentiel, 6 août 2018 ; *Notice of Filing of Corrigendum to: Appeal Brief on Behalf of Ratko Mladić*, confidentiel, 16 août 2018, annexe C (version publique expurgée déposée le 11 septembre 2018)

Mémoire en clôture de l'Accusation

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n° IT-09-92-T, *Prosecution's Submission of Final Trial Brief*, confidentiel, 25 octobre 2016

Mémoire en clôture de Mladić

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n° IT-09-92-T, *Corrigendum to Annex A to Notice of Filing Under Objection and with Reservation of Rights, Filed 25 October 2016*, confidentiel, 2 novembre 2016, annexe A (version publique expurgée déposée le 8 mars 2018)

Mémoire préalable au procès de Mladić

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire n° IT-09-92-T, *Defense Pre-Trial Brief*, 3 avril 2012

Municipalités

Municipalités de Bosnie-Herzégovine où ont été commis des crimes en lien avec l'entreprise criminelle commune principale, notamment : Banja Luka, Bijeljina, Foča, Ilidža, Kalinovik, Ključ, Kotor Varoš, Novi Grad, Pale, Prijedor, Rogatica, Sanski Most, Sokolac et Vlasenica

Municipalités visées au chef 1

Municipalités de Bosnie-Herzégovine auxquelles il est renvoyé au paragraphe 37 de l'Acte d'accusation, comprenant Foča, Kotor Varoš, Prijedor, Sanski Most et Vlasenica

MUP

Ministère de l'intérieur (*Ministarstvo Unutrašnjih Poslova*) de la Republika Srpska

ONU

Organisation des Nations Unies

Ordre du 27 mai 1995

Ordre donné par l'état-major principal de la VRS le 27 mai 1995 à divers corps et unités de la VRS d'emmener les membres de la FORPRONU faits prisonniers et désarmés sur des sites susceptibles de faire l'objet de frappes aériennes de l'OTAN

Ordre du 30 mai 1995

Ordre donné par Mladić le 30 mai 1995 pour informer les unités et les commandements des corps d'armée de la VRS que l'OTAN préparait une opération visant à libérer les membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, et pour ordonner : i) à toutes les unités d'ouvrir le feu sur la zone de l'assaut aéroporté et sur le déploiement des troupes de la FORPRONU au cas où l'OTAN lancerait une telle opération ; et ii) au commandement de la SRK d'achever le désarmement des détenus et de les déployer sur des cibles potentielles de frappes de l'OTAN.

OTAN

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Pacte international

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, documents officiels de l'ONU, A/RES/21/2200, 16 décembre 1966, R.T.N.U., vol. 999, p. 187**)**

Personnels de l'ONU

Membres du personnel de la FORPRONU et observateurs militaires des Nations Unies détenus par des soldats et des officiers de la VRS entre le 25 mai et le 24 juin 1995 dans le cadre de l'entreprise criminelle commune relative aux otages

Propos offensants

Déclarations tenues par Ratko Mladić pendant une suspension de l'audience du 18 février 2013

Protocole additionnel I

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), du 8 juin 1977, R.T.N.U., vol. 1125, p. 271

Protocole additionnel II

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), du 8 juin 1977, R.T.N.U., vol. 1125, p. 649

Protocoles additionnels

Protocoles additionnels I et II, ensemble

Quatre ordres

Quatre ordres donnés par Ratko Mladić ou l'état-major principal de la VRS entre le 14 et le 16 juillet 1995

Quatrième condition

Dernière des quatre conditions énoncées par la Chambre d'appel du TPIY dans l'Arrêt *Tadić* relatif à la compétence, et devant être remplies pour que l'article 3 du Statut du TPIY puisse opérer comme une clause supplétive de compétence, à savoir que la violation de la règle entraîne, aux termes du droit international coutumier, la responsabilité pénale individuelle de son auteur

Rapport de la brigade de Zvornik

Rapport de combat quotidien adressé par le commandement de la brigade de Zvornik le 14 juillet 1995 au commandement du corps de la Drina

Règlement

Règlement de procédure et de preuve du Mécanisme

Règlement du TPIR

Règlement de procédure et de preuve du TPIR

Règlement du TPIY

Règlement de procédure et de preuve du TPIY

Réplique de l'Accusation

Prosecution Reply Brief, confidentiel, 29 novembre 2018 (version publique expurgée déposée le 21 janvier 2019)

Réplique de Mladić

Reply to Prosecution's Response Brief on Behalf of Ratko Mladić, confidentiel, 29 novembre 2018 (version publique expurgée déposée à la même date)

Réponse de l'Accusation

Prosecution Response Brief, confidentiel, 14 novembre 2018 (version publique expurgée déposée le 1er février 2019)

Réponse de Mladić

Response to Prosecution's Appeal Brief on Behalf of Ratko Mladić, 14 novembre 2018

Résolution 1966 du Conseil de sécurité

Résolution 1966 du Conseil de sécurité de l'ONU, documents officiels de l'ONU, S/RES/1966, 22 décembre 2010

Réunions à Pale

Deux réunions qui se sont tenues dans la municipalité de Pale en mai 1992 et janvier 1993, respectivement

RSFY

République socialiste fédérative de Yougoslavie

SJB

Poste de sécurité publique (*Stanica Javne Bezbjednosti*)

SRK

Corps de Sarajevo-Romanija de la VRS (*Sarajevo Romanija Korpus*)

Statut

Statut du Mécanisme

Statut de la CPI

Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998, R.T.N.U., vol. 2187, p. 3

Statut du TPIR

Statut du TPIR

Statut du TPIY

Statut du TPIY

terrorisation/répandre la terreur

Actes de violence dont le but premier est de répandre la terreur parmi la population civile, une violation des lois ou coutumes de la guerre punissable aux termes de l'article 3 du Statut du TPIY

TPIR

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

TPIY

Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Troisième Acte d'accusation modifié

Le Procureur c/ Ratko Mladić, affaire nº IT-09-92-PT, Troisième Acte d'accusation modifié, 20 octobre 2011

VJ

Armée yougoslave (*Vojska Jugoslavije*)

VRS

Armée de la Republika Srpska (*Vojska Republike Srpske*)